Compte rendu des séances publiques
N° 12 – Session ordinaire 2003-2004

41e séance, jeudi 18 mars 2004
42e séance, mardi 23 mars 2004
43e séance, mercredi 24 mars 2004
44e séance, mercredi 24 mars 2004
45e séance, mardi 30 mars 2004

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

S.E. M. Abdou Diouf à la Chambre des Députés:

«Le français est menacé!»

Le Secrétaire général de l'OIF a été reçu par une délégation parlementaire luxembourgeoise composée de M. Lucien Weiler, M. Jean Spautz, M. Paul Helminger (1er plan), M. Ben Fayot, M. Jacques-Yves Henckes, M. Jean-Pierre Koepp et M. Paul-Henri Meyers (2e plan)

Dans la salle des séances publiques, M. Abdou Diouf reçoit des explications de la part du Secrétaire général et du Président de la Chambre des Députés

Le Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), M. Abdou Diouf, a été reçu en date du 14 avril 2004 par le Président de la Chambre des Députés M. Jean Spautz. Au cours d'un échange de vues avec une délégation parlementaire, il a surtout été question de l'utilisation de la langue française à tous les niveaux des instances communautaires.

Déjà aujourd'hui, le français serait sérieusement menacé au sein de l'Union européenne. Selon M. Diouf il le sera encore davantage après l'élargissement. Le Secrétaire général de l'OIF regrette cette tendance et n'a pas manqué de lancer l'appel aux parlementaires luxembourgeois d'essayer de contrer cette évolution en faveur de l'anglais. "Il ne s'agit pas de diminuer l'anglais, il s'agit de garantir à la langue française la place qui lui revient", a-t-il dit.

La délégation luxembourgeoise, présidée par M. Jean Spautz, était composée de MM. Paul Helminger, Ben Fayot, Lucien Weiler, Jacques-Yves Henckes, Paul-Henri Meyers et Jean-Pierre Koepp, membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense respectivement de la délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF).

Hearing public

La Commission de l'Environnement de la Chambre des Députés a organisé en date du 31 mars 2004 un hearing public au cours duquel a été évoqué le programme de transposition, par le Gouvernement luxembourgeois, des objectifs du protocole de Kyoto.

Le Dr Dieter Ewringmann

Le hearing, qui a eu lieu dans la salle des séances publiques, a rassemblé des représentants du Comité de coordination tripartite, de Greenpeace, du Mouvement écologique, du Klimabündnis Lëtzebuerg, de la Natur- a Vulleschutzliga, de l'Ordre des Architectes et des Ingénieurs-conseils, du SYVICOL, du FNCTTFEL, du SYPROLUX et de la Fédération luxembourgeoise des exploitants d'autobus et d'autocars pour procéder à un débat général et à un échange de vues. Le hearing a été introduit par un exposé de l'expert allemand Dr Dieter Ewringmann. MM. Charles Goerens, Ministre de l'Environnement, et Eugène Berger, Secrétaire d'État à l'Environnement, participaient également à la réunion.

A l'aube de l'élargissement (IV) - Estonie

Dans sa série d'interviews avec les ambassadeurs des dix pays adhérant à l'Union européenne le 1er mai prochain, le Compte rendu de la Chambre des Députés donne la parole aujourd'hui à l'ambassadrice estonienne, S.E. Mme Malle Talvet.

Est-ce que l'opinion publique en Estonie a pris note du vote unanime de la Chambre des Députés luxembourgeoise en faveur de l'adhésion de dix nouveaux pays membres à l'Union européenne? Comment y a-t-elle réagi?

L'opinion publique en Estonie a suivi les débats sur l'élargissement dans tous les pays de l'UE, avec une attention particulière pour les discussions dans les petits États membres. Le Luxembourg nous a créé une merveilleuse surprise en adoptant l'adhésion à l'unanimité. Ce vote unanime est un message d'ouverture, de solidarité et nous donne le sentiment que nous sommes les bienvenus en Europe.

L'Estonie se félicite du large consensus à la Chambre des Députés et en remercie le Grand-Duché. Nous regrettons seulement que le Luxembourg n'ait pas fait d'exception pour l'Estonie en appliquant également pour nous une période de transition dans le domaine de la libre circulation des travailleurs. L'opinion publique le considère comme une sorte de discrimination et a l'impression que l'Estonie n'est pas un membre à pleins droits.

Quel est le sentiment prédominant de vos concitoyens à l'aube de l'adhésion de leur pays à l'UE? La joie? La crainte? Ou un mélange des deux?

L'adhésion à l'UE a une signification toute particulière pour les Estoniens. En fait il s'agit moins d'une adhésion que d'un retour en Europe. Dès le rétablissement de l'indépendance en 1991, l'Estonie a mené une politique active de renforcement de ses liens politiques, économiques et sociaux avec les pays de l'UE. Dès le mois prochain, nous pourrons participer activement à la construction européenne et apporter "notre brique à la construction de la maison commune".

Il est essentiel pour l'Estonie, un petit pays, que l'UE garantisse et continue à garantir un équilibre entre les petits et les grands pays: ils devront tous trouver leur place dans les processus de prise de décision. Car seul un système politique, dont les décisions sont fondées sur un large consensus, tant au niveau politique qu'au niveau des citoyens, peut réussir.

Qu'est-ce que les Estoniens attendent de l'adhésion? Plus de prospérité?

En approuvant l'adhésion à l'UE à une grande majorité l'an dernier, les Estoniens ont souligné leur espoir que l'appartenance à l'UE sera profitable à leur pays, bien qu'il doive renoncer partiellement à son autonomie de décision.

L'adhésion de l'Estonie à l'Union européenne est une chance pour nous, mais également une chance pour l'Europe. De l'avis de tous les experts, l'Estonie s'affirme comme un des meilleurs élèves de l'UE. Notre économie est en forte croissance, de l'ordre de 4,5% et plus par an depuis 2000. Les prévisions pour l'année en cours sont prometteuses. La perspective d'adhésion a accéléré notre économie bien avant l'adhésion en tant que telle: la consommation et les exportations ont augmenté, les échanges internationaux ont fortement progressé. Ainsi, après le référendum de l'année dernière, plus de 250 filiales de firmes étrangères se sont installées sur le marché estonien. Nous aspirons à être parmi les premiers des nouveaux pays à intégrer la zone euro. Notre optimisme est fondé sur le fait que pour l'instant, selon les analyses statistiques, aucun indicateur économique ou social n'est en recul.

Certes, nous sommes bien conscients que le PIB de l'Estonie par habitant ne représente actuellement que 42% de la moyenne des 15. Mais n'oublions pas que l'Irlande et le Portugal affichaient également un certain retard au moment de leur entrée en Europe.

(Suite page 2)

Partis de rien en 1991, après avoir regagné l'indépendance, nous sommes aujourd'hui considérés comme un modèle de réussite grâce à des réformes libérales. Nous avons développé des technologies de pointe, notre économie est dynamique et réactive, nous offrons des conditions attractives aux investisseurs étrangers: une main-d'œuvre disponible et qualifiée, un régime fiscal intéressant et un puissant désir de redresser l'économie.

Et de quoi ont-ils peur? De perdre une partie de la souveraineté et de l'indépendance dont ils ne jouissent que depuis une quinzaine d'années?

Les craintes ont pu être surmontées. Les voix qui - avant le référendum - prétendaient que l'adhésion à l'UE risquerait d'avoir des conséquences similaires à celles qui découlaient de l'appartenance à l'Union soviétique et que l'entrée en Europe allait entraîner une perte de souveraineté pour l'Estonie à peine sortie de l'orbite de l'URSS ont disparu.

Les Estoniens sont connus pour leur mentalité pragmatique. Nous sommes persuadés que la coopération au sein des institutions internationales augmente la possibilité pour un petit pays comme l'Estonie avec ses 1,4 millions d'habitants d'avoir une influence supérieure à notre taille. La partie de la souveraineté à laquelle nous devrons renoncer lors de notre adhésion à l'UE (en observant certaines règles de l'UE et en acceptant certains compromis) peut être compensée par le fait que nous pouvons prendre une influence sur la prise de décisions des autres pays.

Les Estoniens sont très sensibles à la question de la préservation de l'identité estonienne et de la protection de certaines particularités caractéristiques de notre culture. Mais l'adhésion à l'UE n'implique pas un abandon de l'identité nationale. On voit bien que les Français sont restés français, les Luxembourgeois luxembourgeois etc.; ils n'ont rien perdu de leur identité.

De quelle manière le parcours européen du Luxembourg peut-il servir d'exemple à l'Estonie?

Nous sommes bien conscients que l'Estonie est un petit pays qui n'a du poids que dans la mesure où il rejoint une coalition. Le Luxembourg peut nous montrer comment nous réussirons à préserver nos intérêts au sein de l'UE.

Bien que l'Estonie dispose de ressources limitées, nous espérons pouvoir coopérer dans de nombreux domaines en participant aux activités qui contribuent à la paix et à la sécurité dans le monde ainsi qu'aux défis stratégiques de l'UE que sont la croissance et la compétitivité.

L'Estonie en bref

Population:	1.355.000 habitants
Surface:	45.227 km²
Capitale:	Tallinn
Système politique:	République
Parlement:	Riigikogui (unicaméral)

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung

live an integral

mat enger Rediffusioun

all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

NOUVELLES LOIS

5128 - Projet de loi modifiant

1) la loi du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données, et

2) la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

Le projet de loi propose la modification de deux textes de loi: la loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention, d'une part, et la loi du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données, d'autre part.

I. Modification de la loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

L'art. II du projet de loi propose la suppression de l'exigence d'une existence d'un domicile réel au Luxembourg dans le chef d'un mandataire agréé. Cette modification se justifie par le fait que le Luxembourg a été condamné dans un arrêt de la Cour de Justice des Communautés Européennes en date du 6.03.2003 en raison de cette exigence.

Le Conseil d'État et la Commission parlementaire n'ont aucunement critiqué cette proposition.

II. Modification de la loi du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données

Le projet de loi propose:

1. La transposition de la directive 2001/29/CE du 22 mai 2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information ci-après «la Directive»
2. Les modifications au droit de suite
3. Les modifications aux organismes de gestion et de répartition des droits
4. Les modifications aux bases de données
5. La suppression du Registre des droits d'auteur, des droits voisins et des bases de données.

Dépôt par M. Henri Grethen, Ministre de l'Économie, le 14.05.2003

Rapportrice: Mme Agny Durdu

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports (Président: M. John Schummer):

12.11.2003	Désignation d'un rapporteur Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
18.11.2003	idem
01.12.2003	idem
15.12.2003	Examen de l'avis de la Commission des Media et des Communications
10.02.2004	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
08.03.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.03.2004

5192 - Projet de loi

autorisant la construction d'une antenne ferroviaire entre Belval-Usines et Belvaux-Mairie et modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Le projet de loi prévoit la réalisation d'une antenne ferroviaire partant de la ligne de chemin de fer Pétange-Esch/Alzette à la hauteur de l'arrêt actuel «Belval-Usines» et aboutissant en aval du centre de Belvaux en vue d'assurer la desserte par rail de la friche industrielle reconvertie de Belval-Ouest.

Il est prévu de réaliser le projet de loi en deux phases. La première phase consiste à réaliser un nouvel arrêt de Belval-Usines. Cet arrêt sera desservi à cadence horaire par une offre formée de deux trains classiques et d'un train-tram. Afin de répondre aux besoins en transports publics aux heures de pointe cette cadence sera renforcée par du matériel ferroviaire classique.

La deuxième phase prévoit la mise en œuvre des travaux concernant l'antenne ferroviaire entre Belval-Usines et Belvaux-Mairie et l'aménagement des deux autres arrêts de l'antenne Belval-Lycée+Belvaux-Mairie. La mise en service intégrale de l'antenne ferroviaire sous examen sera donc réalisée lors de cette phase ainsi que le raccordement provisoire de l'antenne à la ligne de Pétange-Esch/Alzette à la hauteur de Belval-Usines.

Dépôt par M. Henri Grethen, Ministre des Transports, le 06.08.2003

Rapporteur: M. John Schummer

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports (Président: M. John Schummer):

15.12.2003	Désignation du rapporteur
18.02.2004	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
08.03.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.03.2004

5193 - Projet de loi

relative à la garantie de conformité due par le vendeur de biens meubles corporels portant transposition de la Directive 1999/44/CE du Parlement et du Conseil du 25 mai 1999 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation et modifiant la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur

Ce projet de loi transpose en droit national la directive européenne 1999/44/CE du 25 mai 1999 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation. La directive vise «la création d'un socle minimal commun de règles de droit de la consommation valables indépendamment du lieu de vente des biens dans la Communauté». Elle «renforcera la confiance des consommateurs et permettra à ceux-ci de profiter au mieux du marché intérieur» (pt. 5 de l'exposé des motifs de la directive).

Dépôt par M. Henri Grethen, Ministre de l'Économie, le 08.08.2003

Rapportrice: Mme Agny Durdu

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports (Président: M. John Schummer):

10.02.2004	Désignation d'un rapporteur Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
08.03.2004	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.03.2004

5205 - Projet de loi

modifiant la loi modifiée du 29 mars 1974 créant un centre informatique de l'État

Le projet de loi sous rubrique vise à modifier la loi du 29 mars 1974 créant un Centre informatique de l'État. D'après l'article unique le projet prévoit de laisser la nomination du directeur du Centre informatique de l'État (CIE) au choix du Gouvernement en faisant abstraction des conditions de formation et d'expérience professionnelle requises aux termes de la loi actuelle.

Le projet de loi prévoit dès lors de supprimer ces conditions et d'autoriser que le directeur du CIE soit «nommé au gré du Gouvernement». Cette disposition s'inscrit dans le cadre des mesures formulées par la déclaration gouvernementale de 1999, aux termes de laquelle le passage du secteur privé vers le secteur public devrait être facilité, «principe qui trouve surtout sa raison d'être pour les fonctions les plus élevées de l'administration où les candidats potentiels devraient pouvoir se prévaloir d'une expérience très large (…)».

En tenant compte de ces impératifs, les auteurs du projet de loi ont emprunté une formule consacrée pour ce genre de fonctions, entre autres par la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes et des accises ou par la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'administration de l'enregistrement et des domaines.

Dépôt par Mme Lydie Polfer Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 03.09.2003

Rapporteur: M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative (Président: M. Gusty Graas):

30.01.2004	Désignation du rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
03.03.2004	Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 09.03.2004

5228 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord euro-méditerranéen instituant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 17 juin 2002

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation de l'accord d'association entre les Communautés européennes respectivement leurs États membres et le Liban.

Cet accord s'inscrit dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen dit «Processus de Barcelone», qui a pour objectif de renforcer les relations entre les États membres de l'Union et douze partenaires méditerranéens.

L'accord couvre les trois volets de la Déclaration de Barcelone, à savoir le dialogue politique et la sécurité, les relations économiques ainsi que la coopération dans les affaires sociales, culturelles et humaines. Au niveau économique, l'objectif principal est la mise en place d'une zone euro-méditerranéenne de libre-échange.

A signaler que dans le contexte du titre consacré à la coopération en matière sociale et culturelle, l'accord envisage une coopération dans le domaine de la prévention et du contrôle de l'immigration illégale et institue une obligation réciproque de réadmission par chaque partie de ses ressortissants en situation irrégulière sur le territoire de l'autre partie.

Enfin, une attention particulière est réservée dans le préambule au respect de la Charte des Nations Unies et au respect des droits de l'homme.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 30.10.2003

Rapporteur: M. Emile Calmes

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense (Président: M. Paul Helminger):

08.12.2003	Désignation d'un rapporteur
18.03.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 23.03.2004

5221 - Projet de loi

autorisant la participation de l'État à la transformation, la modernisation et l'extension de l'internat Sainte Elisabeth à Troisvierges

Les internats socio-familiaux ont pour mission d'assurer l'accueil et l'encadrement d'élèves et d'étudiants notamment par l'hébergement, la restauration, la surveillance et l'appui des études, l'accompagnement personnel, ainsi que l'animation des loisirs. Les activités éducatives sont prises en charge par des équipes socio-pédagogiques composées de personnes disposant d'une formation professionnelle dans les domaines des sciences humaines, de l'enseignement, du travail social et éducatif.

Le projet de transformation, de modernisation et d'extension de l'internat Sainte Elisabeth est destiné à accueillir 62 enfants en internat dont 2 enfants handicapés en chaise roulante et 60 enfants en semi-internat.

L'internat nécessite une restructuration en vue de l'adapter aux exigences nouvelles issues de processus de réforme sur les plans institutionnel et éducatif, mais aussi pour remettre dans un ordre logique la disposition des locaux créés au fil du temps et des évolutions.

L'internat Sainte Elisabeth propose des formules d'accueil diversifiées. Ainsi, il dispose de formules nouvelles et variées de semi-internat qui couvrent les heures de midi, la surveillance des études et la prise en charge globale pendant les heures de journée.

De plus, soucieux de la promotion d'une pédagogie de la vie en groupe, l'internat Sainte Elisabeth vise la constitution d'unités de vie à nombre plus restreint de pensionnaires (12 à 18) qui disposent d'une certaine autonomie à l'intérieur de l'institution.

Le projet vise, d'une part, des travaux de gros-œuvre et des travaux d'amélioration au niveau de la sécurité, de l'hygiène, de l'écologie et de l'accessibilité y compris des handicapés et, d'autre part, une réorganisation fonctionnelle des activités au sein même de l'internat. En complément, une amélioration architecturale et des finitions adéquates sont proposées pour l'enveloppe extérieure et les locaux intérieurs.

En ce qui concerne le financement, la convention entre l'État et la Congrégation des Sœurs conclue le 11 avril 2000 et amendée par un avenant signé entre les mêmes parties le 1er juillet 2002 prévoit que l'État participera à raison de 80% aux travaux de transformation, de modernisation et d'extension proprement dits de l'internat et à raison de 100% au premier équipement, la congrégation des Sœurs de Ste Elisabeth intervenant pour les 20% restants du coût des travaux de transformation, de modernisation et d'extension de l'internat.

La participation financière de l'État au coût s'élève à 8.164.639,45 euros à la valeur 579,98 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er octobre 2003.

Dans son avis du 10 février 2004, le Conseil d'État recommande de remplacer le montant de la participation de l'État prévu dans le texte gouvernemental par celui qui correspond à la dernière valeur connue de l'indice semestriel des prix de la construction au moment du vote de la loi. La Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse suit cette recommandation.

Le Conseil d'État attire encore l'attention sur une difficulté éventuelle qui pourrait résulter de l'article 12b) de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics dans la mesure où le projet ne serait pas réalisé dans les délais légaux prévus. Il propose de prévoir dans le projet de loi sous avis une dérogation à la disposition légale précitée. La Commission parlementaire a suivi cette recommandation et ajouté un nouvel article 4 allant dans ce sens.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 09.10.2003

Rapporteur: M. Lucien Weiler

Travaux de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse (Président: M. Jean-Marie Halsdorf):

12.02.2004	Présentation du projet de loi
19.02.2004	Suite des travaux
02.03.2004	Désignation d'un rapporteur
11.03.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.03.2004

5233 - Projet de loi

autorisant la construction d'un nouveau viaduc à deux voies à la sortie nord de la Gare de Luxembourg, le raccordement d'une des deux voies par un tunnel nouveau à voie unique et le réaménagement général de la tête nord de la Gare de Luxembourg, et modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Le projet de loi sous rubrique a pour objet l'approbation par le législateur du projet de réalisation d'un nouveau viaduc ferroviaire à deux voies sur le Stadtgrund ainsi que le réaménagement général de la tête nord de la Gare de Luxembourg, y compris la construction d'un nouveau tunnel à une voie. A l'instar de la pratique appliquée pour les autres projets d'infrastructure ferroviaires introduits depuis 1999, il est proposé d'insérer le présent projet dans le relevé des projets approuvés par le législateur et figurant à l'article 10 de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire. Cet article 10 de la loi du 10 mai 1995 avait institué le «Fonds du Rail», qui reprend les dépenses d'investissement en matière d'infrastructures ferroviaires du Ministère des Transports et de son gestionnaire du réseau ferroviaire, la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL).

Dépôt par M. Henri Grethen, Ministre des Transports, le 11.11.2003

Rapporteur: M. John Schummer

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports (Président: M. John Schummer):

18.02.2004	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
08.03.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.03.2004

5247 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 18 novembre 2002

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver l'Accord établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres et le Chili, signé le 18 novembre 2002 à Bruxelles.

L'Accord traduit l'approfondissement des relations entre l'Union européenne et le Chili, dans la foulée de la déclaration adoptée lors du sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et de l'Union européenne en juin 1999. Il a pour but de conclure une association politique et économique ainsi que de promouvoir une libéralisation progressive des échanges, avec l'instauration d'une zone de libre-échange.

L'Accord met en place un dialogue politique régulier. Par ailleurs, la coopération ne se fera non seulement sur le plan économique, dans le domaine des sciences, des technologies, de la société de l'information, et dans le domaine de la culture, de l'éducation et des médias audiovisuels ainsi que dans le domaine social, mais elle couvre aussi l'immigration illégale, la lutte contre la drogue, la criminalité organisée et le terrorisme.

A noter que l'Accord va au-delà des obligations respectives des parties dans le cadre de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC). Ainsi, après une période de transition d'une durée maximale de 10 ans, 97,1% du commerce bilatéral, 100% du commerce industriel, 80,9% du commerce agricole et 90,8% du commerce en poissons et produits de la pêche seront libéralisés.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 21.11.2003

Rapporteur: M. Emile Calmes

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense (Président: M. Paul Helminger):

09.01.2004	Désignation d'un rapporteur
18.03.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 23.03.2004

5291 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République algérienne démocratique et populaire, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Valence, le 22 avril 2002

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver l'Accord euro-méditerranéen d'association entre la Communauté européenne respectivement ses États membres et l'Algérie.

L'Accord se place dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen dit "Processus de Barcelone" dont les trois objectifs peuvent être résumés comme suit:

- créer une zone de paix et de stabilité reposant sur des principes fondamentaux, notamment le respect des droits de l'homme et de la démocratie;

- former une région de prospérité partagée, par l'instauration progressive du libre-échange euro-méditerranéen d'ici 2010. Le processus est accompagné d'une assistance financière substantielle de l'Union pour favoriser la transition économique et aider les partenaires à relever les défis sociaux et économiques inhérents à ces transformations;

- contribuer à une meilleure compréhension mutuelle des peuples de la région et encourager l'émergence d'une société civile active.

Les principales dispositions ont trait au dialogue politique, la libre circulation des marchandises, le droit d'établissement, la libre circulation des capitaux, la coopération économique, le dialogue et la coopération sociale et culturelle, la coopération financière ainsi que la coopération en matière de justice et d'affaires intérieures.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 27.01.2004

Rapporteur: M. Emile Calmes

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense (Président: M. Paul Helminger):

30.01.2004	Désignation d'un rapporteur
18.03.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 23.03.2004

Chamber TV

an der Stad: *um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)* **zu Esch:** *um Kanal S40 (455.25 MHz)*
zu Déifferdeng: *um Kanal S 29* **zu Diddeleng:** *um Kanal S 32* **an der Gemeng Nidderaanven:** *um Kanal S 29*

Ordre du jour

1. Communication

2. 5128 - Projet de loi modifiant

1) la loi du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données, et

2) la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

(Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

3. 5193 - Projet de loi relative à la garantie de conformité due par le vendeur de biens meubles corporels portant transposition de la Directive 1999/44/CE du Parlement et du Conseil du 25 mai 1999 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation et modifiant la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur

(Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

4. 5192 - Projet de loi autorisant la construction d'une antenne ferroviaire entre Belval-Usines et Belvaux-Mairie et modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

(Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

5. 5233 - Projet de loi autorisant la construction d'un nouveau viaduc à deux voies à la sortie nord de la Gare de Luxembourg, le raccordement d'une des deux voies par un tunnel nouveau à voie unique et le réaménagement général de la tête nord de la Gare de Luxembourg, et modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

(Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

Au banc du Gouvernement se trouve M. Henri Grethen, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

1. Communication

Ech hunn der Chamber folgend Kommunikatioun ze maachen.

A la demande de Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, Monsieur François Biltgen, Ministre aux Relations avec le Parlement a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 17 mars 2004, le

- Projet de règlement grand-ducal 5311 concernant l'organisation et le fonctionnement du Conseil supérieur des personnes handicapées.

Monsieur Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, a déposé en date du 18 mars 2004 le

- Projet de loi 5312 modifiant la loi modifiée du 10 décembre 1975 créant un établissement public dénommé Centre hospitalier de Luxembourg groupant la maternité Grande-Duchesse Charlotte, la clinique pédiatrique fondation Grand-Duc Jean et Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte et l'hôpital municipal.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5128 iwwert d'Droits d'auteur. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeleucht. Et si schonn ageschriwwen den Här Clement, d'Madame Delvaux, déi Hären Henckes a Mosar.

D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Agny Durdu.

2. 5128 - Projet de loi modifiant

1) la loi du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données, et

2) la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports

Mme Agny Durdu *(DP), rapportrice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem Projet de loi, dee mer de Mëtteg analyséieren, ass et esou, dass zwee Gesetzestexter ëmgeännert ginn aus verschiddene Grënn.

Beim Gesetz vum 20. Juli 1992 iwwert de Régime de brevet d'invention hate mer virgesinn an eiser Gesetzgebung, dass e Mandataire agréé och misst säin Domicile hei am Land hunn. Mëttlerweil ass et awer esou, dass mer condamnéiert gi sinn duerch en Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff, dës Exigenz erauszehuelen, well déi net konform wär zum europäesche Recht. Deemgeméiss profitéiere mer vun dësem Gesetz, fir déi Exigenz erauszehuelen.

Beim Gesetz vum 18. Abrëll 2001 sinn d'Ëmännerungen, déi mer haut hei wäerte stëmmen, bedéngt duerch engersäits d'Exigenze vun zwou Direktiven, an op där anerer Säit ganz einfach duerch d'Erkenntnisser, déi sech erginn hu bei der Applikatioun vum Gesetz vum 18. Abrëll 2001.

Et ass esou, dass mer am Fong geholl am Beräich vum Droit d'auteur eng relativ modern Législatioun hu mat dem Gesetz vum 18. Abrëll 2001. Mä mëttlerweil ass et awer esou, dass déi Europäesch Kommissioun eng Direktiv ausgeschafft huet, well d'Kommissioun gären hätt, dass an hire Memberslänner an deem Domän eng harmoniséiert Regelung soll bestoen, fir dass och jiddereen ongeféier weess wat en als Auteur dierf exigéieren an deene verschiddene Länner.

D'Adaptatioun vun där Direktiv huet mat sech bruecht, dass eist Gesetz haut muss op bestëmmte Punkten adaptéiert an amendéiert ginn.

Eng Exigenz, déi zum Beispill an der Direktiv ass, dat ass elo méi eng kleng Exigenz, déi ech awer wëllt ernimmen, ass den Droit de reproduction. An eiser Gesetzgebung gëtt ëmmer vun Droits de distribution geschwat mat der Iddi, dass do den Droit de reproduction mat abegraff ass. Vu dass awer d'Direktiv expressis verbis vun dësen zwee Rechter schwätzt, ginn dann elo déi zwee Rechter expressis verbis an d'Gesetz iwwerholl.

Da gëtt och d'Durée vun de Rechter vun de Producteure vun de Phonogrammer limitéiert op 50 Joer. Dat ass also eng Ëmännerung vum Artikel 11 gewiescht.

Déi wichtegst Ëmännerungen, déi awer mat dëser Direktiv koumen, ass d'Lëscht vun den Exceptiounen. Bei den Exceptiounen ass et esou, dass déi europäesch Direktiv eng Lëscht vun Exceptioune virgesäit, déi limitativ ass, mä net exhaustive, esou dass d'Regierung op de Wee gaangen ass, wéi se eis de Projet de loi erkläert huet, a wéi si en deponéiert huet, fir all déi Exceptiounen, déi um europäeschen Niveau kënne genehmegt ginn, och an eis national Gesetzgebung ze iwwerhuelen. Dat huet mat sech bruecht, dass eis Exceptiounen, déi eng hu misste redaktionell ugepasst ginn, e bëssen aneschters redigéiert ginn also, an anerer sinn nei agefouert ginn.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers hunn dëse Gesetzestext analyséiert a ware ganz kritesch zu dëse Punkten iwwer d'Exceptiounen. De Statsrot hat am Fong geholl manner Bedenken, hat méi redaktionell Proposen ze maachen, mä d'Kommissioun hirersäits war awer der Meenung, dass mer sollte méi op eng limitéiert Zuel vun Exceptioune kommen. An et ass esou wäit gaangen, dass déi Lëscht vun deenen 22 Exceptiounen, déi virgesi sinn, ganz staark reduzéiert ginn ass.

Ech mengen, d'Exceptioun vum Usage privé, vun enger Kopie, déi bleift ëmmer bestoen. Nach ëmmer sinn ausgeholl vun den Droits d'auteur d'Personnes handicapées. Et sinn och Avantagen erausgeschielt gi fir d'Bibliothéiken, fir den Enseignement, fir d'Recherche. Besonnesch do hu mer drop gehalen, fir dass och d'Lëtzebuerger Auteuren eng Méiglechkeet kréichen.

Mä eng Exceptioun hat eis ee Moment e bësse Kappzerbrieches gemaach. Dat war d'Exceptioun Nummer 3. Déi ass esou formuléiert gewiescht, dass et esou ausgesinn huet, dass engem Journalist säin Artikel ka vun der Zeitung vum Éditeur gebraucht ginn op anere Plazen, ouni dass dofir hätt kënnen de Journalist indemniséiert ginn. Mir haten dozou eng kritesch Analys an eiser Kommissioun, an d'Mediëkommissioun huet sech dëser Exceptioun ugeholl a war der Meenung, dës Exceptioun sollte mer eraushuelen, wat jo och d'Direktiv géif erlaben, an da soll eben de Journalist mat sengem Employeur, respektiv mam Éditeur an engem Kontrakt festleeën, wéi seng Rechter kënnte sinn. Dat wat d'Exceptioune betrëfft.

Déi Exceptiounen, déi fir d'Droits d'auteur gëllen, gëllen dann och mutatis mutandis fir d'Droits voisins, esou dass mer d'Artikelen 10 a 46 vun deem bestoende Gesetz vum 18. Abrëll 2001 deementspriechend mussen ëmännere mat dësem neie Gesetzesprojet.

Dann ass et awer esou, dass d'Direktiv aféiert, dass och déi technesch Mesuren, déi een haut huet fir d'Droits d'auteur ze protégéieren, selwer protégéiert ginn. À mir denken hei un de Cryptage, de Verrouillage an de Contrôle des copies. Mir woren an der Kommissioun der Meenung, dass wa mer d'Droits d'auteur protégéieren, da misste mer och déi technesch Méiglechkeete protégéieren, déi et géifen iwwerhaapt erlaben d'Droits d'auteur ze protégéieren.

Déi aner Ëmännerungen, déi kommen, wat ausserhalb vun deene redaktionellen Ëmännerungen, déi gewënscht si vun der Direktiv, déi ech viraus ugefouert hunn, ass nach eng zweet Direktiv, vun där mer profitéieren a fir déi mat afléissen ze loossen.

Ech schwätzen iwwert d'Direktiv 2001/84, déi den Droit de suite um europäeschen Niveau reglementéiert. Den Droit de suite wor ewell an eisem Gesetz vum 18. Abrëll 2001 virgesinn, mä mat dëser Direktiv musse mer deen awer liicht amendéieren. D'Direktiv 2001/84 selwer wäert an eisem Land bis zum 1. Januar 2006 ëmgesat ginn iwwer Reglement, mä obscho mer dat iwwer Reglement maachen, mussen awer dofir am Gesetz vum 18. Abrëll 2001 déi spezifesch Ëmännerunge gemaach ginn. Dat maache mer mat dësem Gesetz, esou dass mer do emol eng Kéier ganz wäit am Viraus, wann d'Reglement dann och nach geholl gëtt, eng Direktiv ëmsetzen.

(M. Nico Loes prend la Présidence)

Dann hu mer vun der Geleeënheet profitéiert fir bestëmmten Ëmännerungen ze maachen, déi net onbedéngt op d'Direktiv zréckzeféiere sinn, mä déi sech einfach an der praktescher Ofännerung vum Gesetz vun 2001 erginn hunn. An zwar geet et hei ëm déi Organismes de gestion et de répartition des droits, déi am Fong geholl négociéieren tëschent den Usageren an deenen, déi d'Rechter hu fir d'Präisser vun den Droits d'auteur festzehalen. An dësem Beräich ass virgesinn, dass déi Organisme musse festleeën, wat fir eng Auteuren a wat fir eng Ouvragen, dass se representéieren, a wiem seng Rechter, dass se am Fong geholl verteidegen.

Et huet sech awer an der Realitéit erwisen, dass et extrem schwiereg ass, fir esou eng Lëscht opzestellen, an dass dat ganz komplizéiert wär, esou dass d'Propos komm ass fir dës Exigenz aus dem Gesetz ze sträichen.

No eingehender Diskussioun an der Kommissioun si mer dann zur Schlussfolgerung komm, dass mer déi Exigenz sollten eraushuelen.

Ähnlech ass et mam Registre des droits d'auteur, des droits voisins et des bases de données. Dëse Register ass geschaaft gi mam Gesetz vum 18. Abrëll 2001. Et ass drëm gaangen, fir den Droits d'auteur eng Date certaine de publicité an och d'Opposabilitéit ze garantéieren. Dat wor eng ganz gutt Iddi. Et huet sech awer erausgestallt, dass et ganz schwiereg ass dëse Register ze fëllen, en à jour ze halen, an e wierklech up to date ze halen, esou dass mer och do der Meenung woren, dass en am Fong geholl net esou néideg an net esou kruzial wichteg wär, wéi dat am Ufank gemengt gi war, esou dass mer dëse Registre des droits aus dem Gesetz décidéiert hunn ze sträichen.

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn déi wichteg Ëmännerungen, an ech hunn déi allerwichtegst ënnerstrach, déi mer am Gesetz vum 18. Abrëll 2001 an am Gesetz vum 20. Juli 1992 virhuelen. Mir soen, et ass e relativ technesche Projet gewiescht, an ech wëllt der Madame Mataarbechterin aus dem Ministère e ganz häerzleche Merci soe fir déi Aarbecht, déi si hei gemaach huet mam Greffe vun der Chamber, an ech wollt Iech recommandéieren als Pléniëre der Meenung vun der Kommissioun nozekommen an dëse Gesetzesprojet ze stëmmen.

Ech profitéieren an engems dovunner, fir Iech ze soen, dass och d'DP-Fraktioun dëse Projet wäert stëmmen.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Merci, Madame Durdu. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Lucien Clement ageschriwwen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Direktiv, dëi mer haut a Lëtzebuerger Recht ëmsetzen, ass u sech d'Konklusioun vum Livre vert vun der Europäescher Kommissioun vum 19. Juli 1995. D'Kommissioun hat duerch dat Gréngbuch en Aktiounsplang definéiert, wéi een d'intellektuell Propriétéit am beschte schütze kënnt, awer och wéi een d'Réglementatioun am Beräich vun den Autorerechter am beschten den Erausfuerderunge vun enger moderner a sech permanent veränneruder Informatiounsgesellschaft upasse kënnt.

Bis elo war de Beräich vun den Autorerechter an Europa net harmoniséiert an och net ganz reglementéiert. Op internationalem Plang goung et e bësselche méi séier. 1996 goufe schonn zwee Traitéë vun der Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, ofgekierzt OMPI, ausgehandelt. Dës Traitéë gesinn Dispositioune vir als Äntwert op d'Erausfuerderunge vun neien informateschen Technologien a besonnesch dem Internet. Si ginn den Autoren, den Artisten a Produzente vu Phonogrammen d'exklusiivt Recht fir hir Wierker dobaussen ze verbreeden. Si gesinn awer och Dispositiounen iwwert d'Verflichtunge vir, fir en effizient Handele vun hire Rechter ze erméiglechen.

Dës Traitéen hunn et explizit dem nationale Législateur iwwerlooss, wéi eng Texter hien a seng national Législatioun ëmsetze wëllt. Och wa mir schonn 2000 hei eestëmmeg dës Traitéen approuvéiert haten, huet Lëtzebuerg dës Traitéen awer nach net offiziell ratifizéiert. Dat heescht, déi entspriechend Ratifizéierungsënnerlage goufen nach net op Genf zum Sëtz vun der OMPI geschéckt. Dat huet och e gudde Grond. Iwwert déi europäesch Direktiv, déi mer haut ëmsetzen, gi Verflichtungen aus dësen Traitéen an eiser Législatioun festgeschriwwen. Et soll also zu enger simultaner Ratifikatioun vun den Traitéen duerch d'Memberstate vun der EU kommen.

Fir dass dës Traitéen a Kraaft triede kënnen, mussen si vu ronn 30 State ratifizéiert ginn. Vu datt déi ablécklech Europäesch Unioun 15 Staten zielt, dobäi kommen nach déi zéng Bäitrëttslänner zum 1. Mee, an d'Länner, déi den Associatiounsaccord mat der EU ofgeschloss hunn, an och d'EFTA-Länner wéi zum Beispill Norwegen oder Liechtenstein, mécht dat zesummen e Block vu ronn 42 Staten aus, woumat also eng Garantie ginn ass, datt dës Traitéen och ratifizéiert ginn.

Här President, de Maart vun de Produkter an den Déngschtleeschtungen, déi duerch d'Autorerechter

geschützt sinn, huet en enormt wirtschaftlecht Entwécklungspotenzial. Et ass e Maart mat enger grousser Diversitéit vu Produiten an Déngschtleeschtungen, déi sech vu klassesche Produite wéi Filmer, plastesch a graphesch Wierker bis hin zu méi modernen an neie Produite wéi Satelliten- a Kabelprogrammer, CDen a Videosmaterial erstrecken. Dee rasanten technologesche Fortschrëtt offréiert den Autore vu Wierker eng Onmass un neie Méiglechkeeten, fir Wierker queesch duerch d'Welt ze verbreeden an domat och selbstverständlech Geld ze verdéngen.

E gutt Beispill an dësem Kontext ass d'Méiglechkeet, datt ee ka géint e klengen Obolus bei Apple Musikstitelen eroflueden, eng Approche, déi allerdéngs en onerwaart grousse finanzielle Succès hat. Hannert dësem Fortschrëtt verstoppe sech selbstverständlech awer och Risiken. Zum Beispill huet sech dat illegaalt Erofluede vu Material mëttlerweil bal zu engem regelrechte Volkssport entwéckelt. Jo, et geet esouguer do nach méi wäit, mat zum Beispill dem Eroflueden an duerno och dem Verbreede vun dësem illegal kopéierte Filmmaterial. Et liest een ëmmer nees vu Geriichtsprozesser vun der Musiksindustrie géint Entreprisen an och géint Privatpersounen.

D'Autoren an d'Artisten handele meeschtens net selwer mat hire Rechter, mä loossen hir Rechter kollektiv verwalten duerch speziell dofir geschafe Gesellschaften. D'Lëtzebuerger Législatioun bezeechent dës Gesellschaften als Organismes de gestion et de répartition des droits.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Och wann et déi kollektiv Verwaltung vun den Autorerechter schonn zënter dem 18. Jorhonnert gëtt, esou ass d'Verwaltung vun dëse Rechter eréischt praktesch am 20. Jorhonnert mat där fir déi deemoleg Zäit neien Entwécklunge wéi Radio a Plackespiller esou richteg un d'Rulle komm an esou richteg explodéiert. De Montant vun de weltwäit bezuelte Rémunératiounen am Zesummenhang mat de kollektive Systemer gëtt am Ablack op ongeféier 15 Milliarden Euro geschätzt. Lëtzebuerg ass an dësem Beräich erëm e Spezialfall, well et keng national Gesellschaft fir déi kollektiv Verwaltung vun dëse Rechter gëtt. Et ass e Büro vun der franséischer SACEM, deen hei zu Lëtzebuerg aktiv ass.

Ob dat elo eng glécklech Situatioun ass, doriwwer sinn ech mer net esou sécher. Ech woen och op jidde Fall dat ze bezweifelen. Et wär scho wënschenswäert, wann déi Gelder, déi hei zu Lëtzebuerg opgehuewe ginn, och hei zu Lëtzebuerg géife geréiert ginn an dat ënnert der Tutelle vun engem lëtzebuergesche Ministère.

Déi europäesch Direktiv hat als Zil d'Législatioun un déi technologesch Entwécklungen unzepassen an déi international Verflichtungen aus den Traitéë vun der OMPI ze erfëllen. Ech wëll elo net ganz an d'Detailer goen, wéi dat elo hei zu Lëtzebuerg ëmgesat gouf. Dat huet d'Madame Durdu, d'Rapportrice vun dësem Projet, scho gemaach an ech wëll hir och vun dëser Plaz aus dofir merci soen.

D'Direktiv gesäit allerdéngs eng Rëtsch vun Ausnahme vir, wat d'Reproduktiouns- an d'Kommunikatiounsrechter ubelaangt. Esou gouf eng obligatoresch Ausnahm virgesi fir déi provisoresch Reproduktiounsakter, déi integrale Bestanddeel vun deem technesche Verfahre sinn an déi als Zil hunn, déi legal Benotzung oder Iwwerdroung an engem Réseau tëschent Drëtten iwwert den Intermédiaire vun deem Wierk oder enger geschützter Saach. Heibäi däerf et sech net ëm eng onofhängeg wirtschaftlech Bedeitung handelen.

D'Ausnahme bezüglech de Reproduktiouns- an de Kommunikatiounsrechter si fakultativ a betreffen notamment den ëffentleche Beräich. Fir dräi vun dësen Ausnahmen, nämlech Fotokopien, de private Gebrauch an d'Sendunge vu sozialen Ariichtungen, mussen d'Inhaber vun de Rechter awer eng gerecht Kompensatioun kréien.

Elo stellt sech awer d'Fro vun der Form vun der sou genannter Compensation équitable. Hei zu Lëtzebuerg gi keng Redevancen op eidel Kassetten an CDen ogehuewen, och keng Redevancen op Kopiesmaschinnen, Scanneren, Druckeren oder Harddiske vu Computeren. Déi meeschte Länner vun der Europäescher Unioun maachen dat awer - ech mengen ausser England an Irland. Do gëtt bei jiddfer Fotokopie eng Tax matbezuelt. Esou Taxe sollen och hei net agefouert ginn, esou steet et op jidde Fall am Exposé des motifs vun dësem Gesetzesprojet dran.

Esou e System wär och nach ganz ongerecht, well e berücksichtegt net den effektive Gebrauch vu Kassetten oder CDen. Op Kassetten an CDë kënnen net nëmme Lidder oder soss geschützte Wierker opgeholl ginn, neen, et kann een och Kassette kafen, déi eidel sinn, fir dorobber selwer eppes ze diktéieren oder selwer eppes ze schwätzen oder och nach am Noutfall ze sangen.

An esou engem System geet et einfach drëm, datt mer hei festschreiwen, datt et méiglech ass. Et geet net drëm, datt et effektiv och esou muss sinn. D'Europäesch Kommissioun huet u sech näischt virgeschriwwen, wéi dës Compensation équitable ausgesi sollt. Si schreift: „La forme exacte de cette compensation (qui peut, mais ne doit pas nécessairement revêtir la forme de taxes sur les services commerciaux de copie, les ventes de cassettes vierges et les appareils d'enregistrement, qui sont appliquées dans la plupart des États membres) est laissée au choix des États membres en fonction de leurs traditions et pratiques juridiques."

Dat heescht, datt d'Europäesch Kommissioun keen Taxesystem virschreift, mä datt et de Memberstate selwer fräigestallt ass, wa se dëse Wee goe wëllen. Am Rapport d'activité vum Ekonomiesministère vun 2002 steet och: „…qu'il n'est pas projeté d'introduire en droit luxembourgeois un système de prélèvement forfaitaire sur les équipements de reproductions et les supports enregistrables. En revanche, des formes alternatives de compensation pourraient être explorées." Vläicht kann eis den Här Minister herno an e puer Wierder soen, wéi eng alternativ Kompensatiounsform e gedenkt ze exploréieren.

Här President, beim virleiende Projet geet et ënner anerem drëm, fir e Gesetz vun 2001 ofzeänneren. Dat sinn awer nach keng dräi Joer hier, denkt do munchereen dobaussen. War dat dann elo e schlecht Gesetz? Nee, et ass just de Contraire. Schonn deemools, wou mer heidriwwer debattéiert haten, wousste mer, datt dëst Gesetz wahrscheinlech misst ofgeännert ginn. Et war esouguer, mengen ech, deen Dag virum Vote hei an der Chamber vum Gesetz, wou d'Europaparlament där definitiver Fassung vun der Direktiv zougestëmmt huet.

Wa mir elo den Owend heemginn, ass de Bilan dräi Gesetzer, déi mer am Beräich vun den Droits d'auteur an dëser Legislatur gestëmmt hunn: Enn 1999 hate mir déi zwee Traitéë vun der OMPI approuvéiert; d'Autoregesetz vun 2001 an elo eben dës Ofännerung vum deem 2001er Gesetz. Un dëser Zuel vu Gesetzer kann een och déi rasant Entwécklung an dësem Beräich ofliesen oder feststellen, awer och dat wahrscheinlech wirtschaftlecht Potenzial vun dësem Wirtschaftssecteur.

Zum Schluss, Här President, wëll ech dann och nach den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet bréngen an lech alleguerte merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächst Riednerin ass d'Madame Mady Delvaux-Stehres agedroen. D'Madame Delvaux huet d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi d'Rapportrice ënnerstrach huet, ginn zwee Gesetzer geännert, an dat sinn zu engem grousen Deel och ganz technesch a komplizéiert Ännerungen, an ech si frou, dass ech net Rapportrice sinn, fir déi net brauchen am Detail hei ze exposéieren, och wann ech mech na begeeschtere fir eng Gesetzgebung iwwert d'Droits d'auteur.

Et ass fir d'zweet an dräi Joer, wou mer iwwert d'Droit-d'auteuren hei an der Chamber diskutéieren, déi leschte Kéier war am Februar 2001, an effektiv war just deen Dag virdrun déi Direktiv, déi mer haut sollen ëmsetzen, vum Europaparlament ugeholl ginn. D'Objektiv vun der Direktiv war eigentlech fir en héijen Niveau vu Protektioun vun Droits d'auteur an der ganzer Europäescher Unioun ze garantéieren, an och eng Harmoniséierung vum juristesche Kader, fir dass keng Distorsions de concurrence sollten entstoen an Europa.

Ech froe mech op jidde Fall, ob d'Objektiv mat der Direktiv schonn erreecht ass. Well zwar hält d'Direktiv um Prinzip fest, dass all Auteur e Recht op eng Remuneratioun huet vun der intellektueller Proprietéit, déi e geschaaft huet, mä si schaaft awer direkt dobäi eng ganz laang Lëscht vun Exceptiounen zu der Remuneratioun vum Droit d'auteur, ech mengen et sinn 22 Exceptioune virgesinn a ganz Europa.

Firwat déi Lëscht esou laang ass erklärt sech och, well dat eng laang Traditioun huet, all Land huet eng aner, a fir eng Unanimitéit an Europa ze kréien, e Kompromëss, ass also all Exceptioun, déi et an all Land gëtt, an d'Direktiv gesat ginn, mat der Oplag fir d'Länner, fir sech aus deenen 22 déi erauszesichen, déi an hire Kader, an hir Traditioun, an hir Mentalitéit am beschte passen.

An der éischter Lektioun wéi de Projet de loi an d'Chamber komm ass, an d'Kommissioun komm ass, hat de Ministère vun der Ekonomie sämtlech Exceptiounen, déi an der Direktiv virgesi waren, méiglech waren, transposéiert, an ech muss soen, dass ech mech doriwwer zimlech entsat hat, an ech sinn och ganz frou, dass mer zesummen op e Wee gaange sinn, fir déi Lëscht vun den Exceptiounen anzeschränken a se op eng räsonnabel Zuel anzegrenzen, och wa se nach ëmmer laang ass.

Et muss ee soen, mir hunn nach ëmmer ganz vill Exceptiounen an eisem Text stoen, an dofir ass et mir wichteg jiddefalls hei op eppes hinzeweisen, dat ass, dass bei deem Artikel wou d'Exceptiounen zur Remuneratioun Droits d'auteur stinn, dass do ëmmer ganz kloer steet, dass all déi Exceptiounen net heeschen, dass den Auteur net awer muss en Ausgläich kréie fir seng Perten, an dass et net däerf sinn, dass eng normal Exploitatioun vun enger Oeuvre, vun engem Wierk, sief dat Musek, e Buch, en Theaterstéck, also alles wat ënnert de Champ d'application fält, alles muss also, wann et net direkt bezuelt gëtt a wann eng Exceptioun zu Droit-d'auteuren ass, awer eng Rémunération équitable, en equivalenten Ausgläich kréien. Dat ass extra nei, et steet an der Direktiv an et ass och ganz preziséiert

am Text vum Gesetz, an ech mengen et wär wichteg de Leit dat hei eng Kéier ze soen an och herno ze rappeléieren, dass wann do steet, et ass eng Exceptioun zu Droits d'auteur, dass dat net heescht, dass et absolut gratis ass.

Da komme mer op déi Diskussioun, déi den Här Clement elo opgeworf huet. D'Länner mussen dann e Mechanismus virgesinn, wéi ee kann en Ausgläich fir d'Auteure schafen. An do ginn et menger Meenung no keng honnertdausend Méiglechkeeten. Et gëtt déi ganz einfach, déi vill Länner hunn, dat ass fir eng Tax entweder op den Apparat, op d'Photokopiesmaschinnen, op de Computeren ze maachen, oder op de Pabeier, deen ee brauch, op den CDen, op de Kassetten eng Tax opzehiewen. Déi Hypothees do hu mer zu Lëtzebuerg net zréckbehalen. Ech ka mech nach gutt un déi lescht Diskussioun erënneren, virun dräi Joer, de Minister huet dat hei formell ausgeschloss, dat kéim net a Fro.

Da kréie mer gesot, fir d'Zukunft gëtt dat alles méi einfach, besonnesch elo am Internet an an der digitaliséierter Welt. Elo komme geschwë Mechanismen, déi sinn agebaut, wann een da Musek erofluet, da ginn direkt automatesch d'Droit-d'auteuren domadder agezunn. Dann ass déi Software esou sophistikéiert, dass een am Fong näischt Extraes méi brauch ze maachen, dat ass direkt dran. Dat kënnt vläicht eng Kéier, mä et kann een op jidde Fall feststellen, dass dat de Moment net de Fall ass.

Also bleift eigentlech deen drëtte Wee, an dat ass deen, deen d'Gesetz jo beschridden huet, schonn d'leschte Kéier, an dee mer sollten zu Lëtzebuerg hei applizéieren, dat ass, dass et Sociétéite gëtt, déi d'Auteure regruppéieren an déi da Kontrakter ofschléissen, fir fir d'Auteure Suen opzehiewen. Si mussen also Kontrakter mat de grousse Utilisateuren am Prinzip ofschléissen. Meng Fro do, déi bekannste Société an déi berüchtegst ass jo d'SACEM, déi jiddfereen hei zu Lëtzebuerg kennt, mä ech weess, dass 1999 op d'mannst aacht Sociétéiten agesat ware fir fir Rechter anzetrieden a verschiddenen Domänen: Musek, Audiovisuell, Auteuren, Graphik an esou weider. Meng Fro un de Minister wär, wéi vill Sociétéiten dann de Moment agrééiert sinn a wéi laang hir Agréatioun valabel ass, vu dass dat jo no enger gewëssener Zäit ofleeft.

An da wëllt ech och, et gëtt jo och vill dovunner geschwat, dass eng nei Société agamaangen ass sech ze konstituéieren, fir d'Auteuren, Éditeuren, och do wéisst ech gäre wou mer dru sinn. Ass déi Société schonn agrééiert? An dann hunn ech eng Fro vu méi allgemenger Natur: Am Rapport d'activité vum Ministère vun der Ekonomie vun 2002 war ze liesen, dass de Ministère am Kader vun eLëtzebuerg ee Rapport, eng Etüd bestallt hätt bei engem franséischen Expert, mäi Kolleeg Jeannot Krecké hat déi Fro och gestallt an huet och vum Ministère dee Rapport zougestallt kritt, dat ass de Maître André Bertrand, dee vun der Universitéit Paris I een Expert ass bei der Europäescher Kommissioun an och bei der OMPI, an deen huet de 16. Dezember 2002 eng Etüd ofginn, dat si Recommandatiounen, „pour favoriser l'émergence d'un cadre légal, adapté à la société de l'information, afin notamment d'aboutir à la création au Luxembourg d'une société internationale des droits d'auteur et des droits voisins en ligne".

Déi Etüd ass interessant a si huet och eng Rei Recommandatioune formuléiert, an ech wëllt am Fong gäre wëssen, wat de Ministère denkt mat deene Recommandatiounen ze maachen, well ech op jidde Fall net gesinn an dësem Gesetz, dass déi Recommandatiounen ënnert iergendenger Form doranner agefloss wären. Déi Froe gestallt an ouni an den Detail vun

deem jëtzege Gesetz anzegoen, wëllt ech awer soen, dass d'sozialistesch Fraktioun den Accord zu dësem Projet gëtt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt soen, datt ech mäi Fraktiounskolleeg, de Fernand Greisen, haut remplacéieren, en ass krankheetshalber net do, dofir wäert et och den Avantage dovunner sinn, datt meng Interventioun e bësselche méi kuerz wäert sinn. Ech wëll just drop hiweisen, datt mer haut e ganz wichtegt Gesetz stëmmen, wou mer eng grouss Lacune an onser bestehender Gesetzgebung hunn, well déi Protektioun vun den Droit-d'auteuren op munche Plaze Schwieregkeeten hat, wou mer gemierkt hunn, datt mer am Ausland relativ staark kritiséiert gi sinn, well mer déi Direktiv nach net ëmgesat haten.

Et ass verständlech, datt wann ee verschidde Verboter net an engem Text festgehalen huet, datt et da Leit gëtt, déi dovunner abuséieren. Dat ass natierlech ganz agréabel fir deen, deen dovunner profitéiert, wann e kann ouni iergendeppes ze bezuelen alles kopéiere wat en u Bicher, u Filmer, un CDen zur Verfügung huet, dat och nach de Kolleege ka matginn. Mir hu gesinn, datt am Enseignement et ganz vill Leit gi sinn, leider vläicht, déi ganz Bicher fir hir Klasse kopéiert hunn. Dat ass fir de Bénéficiaire vläicht eng positiv Saach, mä et ass just esou, datt et awer net an der Rei ass vis-à-vis vun deene Leit, déi e Buch geschriwwen hunn, déi d'Musek oder den Text vun engem Lidd geschriwwen hunn oder sech un der Kreatioun vun engem Film bedeelegt hunn.

Datselwecht gëllt och fir alleguerten déi aner Aarbechten, déi a Relatioun si mat Software an esou weider. Dofir ass et scho wichteg, datt mer déi Direktiv haut an eis national Gesetzgebung integréieren. Ech stelle fest, datt et am Projet de loi eng Hällewull vun Exceptioune gëtt. D'Direktiv huet eng eenzeg obligatoresch virgesinn. Mir hunn der nach e puer derbäi gesat op Basis vun deene Praxissen, déi mer an de leschte Joren hei haten, mä wou mer awer och versicht hunn, fir alleguerten déi Abusën, déi et gëtt, konnt ginn hei am Land, auszeschléissen.

Wat ech bedaueren an deem Projet de loi, dat ass, datt mer d'Iddi selwer vun enger Mediatioun net virgesinn hunn. Well ganz oft sinn déi Limiten ënnert deem wat erlaabt ass an ënnert deem wat verbueden ass net ëmmer ganz esou kloer ze zeechnen. Ech hu gemierkt, datt an deem engen oder aneren Avis vu Professionellen, mer dee klenge Reproche gemaach kritt hunn. Dofir mengen ech, ass et wichteg, datt een elo emol d'Direktiv ëmsetzt an datt mer no enger gewësser Zäit kucke wéi sech dat Gesetz ausgewierkt huet an ob een net muss op deem engen oder deem anere Punkt nozéien.

Ech wëll och dem Rapporteur merci soen. Ech weess, datt et ëmmer eng grouss Debatt doriwwer ass, ob ee seet Rapporteure oder Rapportrice. Mir hate gëschter an der Commission juridique e grousse Débat doriwwer. Ech wëll op jidde Fall der Rapporteure merci soe fir hiren excellente Bericht an ech wollt och den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Laurent Mosar agedroen. Den Här Mosar huet d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann ech net Member vun der zoustänneger Kommissioun sinn, wëll ech dach kuerz Stellung huelen zu dësem Projet, dat awer just op zwee Punkten. Ufänke wëll ech och mat engem Merci un d'Madame Rapportrice Agny Durdu, déi en excellente schrëftlechen an och mëndleche Rapport gemaach huet.

Ech wëll op zwee Punkte méi prezis ze schwätze kommen. En éischten - deen ass och schonn ugeschwat gi vun der Madame Durdu - ass déi ganz Problematik vun den Autorerechter am Kontext vun deem neie Gesetz iwwert d'Pressefräiheet wat mer amgaange sinn an der zoustänneger Mediëkommissioun ze diskutéieren. Da wëll ech zweetens och nach eng Kéier op d'Problematik agoe vun den Autorerechter am Kontext vun der Câblodistributioun.

Här President, am initialen Text vum Projet de loi war en Alinea 13 virgesinn, deen eng vun deenen Derogatiounen erëmgeholl huet, wéi se u sech och an der Direktiv virgesi waren an déi gesot huet: „La reproduction par la presse, la communication au public ou la mise à disposition d'articles publiés sur des thèmes d'actualité à caractère économique, politique ou religieux ou d'oeuvres radiodiffusées ou d'autres prestations présentant le même caractère, dans les cas où cette utilisation n'est pas expressément réservée et pour autant que la source, y compris le nom de l'auteur, soit indiquée."

No der Interpretatioun, déi mir als Mediekommissioun dësem Artikel ginn hunn, hätt dat geheescht, datt ouni Zoustëmmung vum Auteur iwwer seng Kontributioun oder säin Artikel hätt kënne fräi verfügt ginn. Well mir eis awer am Kader vun der Diskussioun iwwert dat neit Pressegesetz méi laang och mat der Problematik vun den Autorerechter beschäftegt hunn, an eis eigentlech do fir dat prinzipiellt Bäibehale vun deenen aktuelle Regelen ausgeschwat haten, hu mir an engem Bréif vum 10. Dezember 2003 d'Ekonomiekommissioun gefrot, datt dësen Alinea sollt aus dem Gesetz erauskommen, wat dann och d'Ekonomiekommissioun direkt akzeptéiert huet.

Ech wëll dann och hei am Numm vun alle Kolleeginnen a Kolleegen aus der Medien- a Kommunikatiounskommissioun, de Kolleegen aus der Ekonomiekommissioun merci soe fir hiert Entgéintkommen, dëst op engem net onwesentleche Punkt wat d'fräi Meenungsäusserung, ganz besonnesch awer och de Respekt vun de materiellen a moralesche Rechter vun de Journalisten op hir Artikelen an aner Kontributioune betrëfft.

Eng weider Verwendung vun esou engem Artikel oder enger Kontributioun, ouni datt dozou d'Autorisatioun vum Auteur ugefrot géif ginn, wär ganz einfach contraire zu der Berner Konventioun iwwert d'Autorerechter. Dëst heescht allerdéngs elo net, datt tëschent den Éditeuren an de Journaliste kann iwwert de Wee vun enger kontraktlecher Basis an Zukunft eng Weiderverwendung vun Artikelen oder Kontributiounen erméiglecht ginn. Mir sinn an der Mediekommissioun der Meenung gewiescht, datt dës Problematik vun den Autorerechter net sollt am Pressegesetz, mä an deem dofir zoustännege Gesetz iwwert d'Autorerechter geregelt ginn, wat jo dann och haut an heimadder geschitt.

An Zukunft wäert et also esou sinn, datt weider all Journalist oder Kollaborateur seng materiell a moralesch Rechter op seng Kontributiounen an Artikelen integral behält, Rechter, déi en allerdéngs kann iwwert de Wee vu Kontrakter ganz oder deelweis u säin Éditeur cédéieren. Preziséiere wëll ech awer hei nach eng Kéier, datt déi moralesch Rechter vum Journalist oder Kollaborateur ëmmer him wäerten erhale bleiwen, esou datt mir och kënnen als Mediekommissioun mat deem Text, esou wéi d'Ekonomiekommissioun en zréckbehalen huet, gutt liewen, well hei d'Interesse vun der Press integral gewahrt bleiwen.

Här President, ech wëllt dann nach kuerz op en anere Problem ze schwätze kommen, deen och erëm an de vergaangenen Deeg a Wochen un Aktualitéit gewonnen huet an zwar dee vun den Autorerechter am Kontext vun der Câblodistributioun. Hei wëllt ech nach eng Kéier op déi deelweis onverständlech, awer och ongerecht Situatioun ze schwätze kommen, déi op där enger Säit d'Câblo-opérateuren zwéngt ëmmer méi héich Autorerechter ze bezuelen, déi se dann natierlech op den Abonnent weider reperkutéieren.

Op där anerer Säit sinn all déi Téléspectateuren, déi net un e Kabelnetz ugeschloss sinn, mä iwwer eng Parabolantenn hir Programmer emfänken, vum Bezuele vun Autorerechter komplett fräigestallt. Dës leideg Situatioun féiert dozou, datt ëmmer méi Bierger aus verständleche Grënn op en Abonnement an engem Kabelnetz verzichten a sech léiwer eng Parabolantenn op hiren Daach, hir Fassad oder hir Terrass installéieren. Här President, dëst riskéiert, datt mer erëm 30 oder 40 Joer zréckgeheit ginn, wou et nach keng Kabelnetzer gi sinn a wou jidderee sech dann eng Antenn op sengem Daach installéiert huet. Dank dem Effort vu ville Gemengen an och ganz ville privaten Associatiounen, sä säit enger Rei vu Jore lues a lues all dës Antenne verschwonnen, well d'Leit eng anstänneg Offer justement um Niveau vun hire Kabelnetzer ugebuede kritt hunn.

Déi aktuell Situatioun, déi u sech erëm just an déi aner Direktioun geet, wäert dozou féieren, datt mer ëmmer méi e massiivt Opkomme vu Parabolantenne konstatéieren an dës Situatioun dréit sécherlech net zu der Verschéinerung vun eisen Dierfer a Stied bäi. Hei si sécherlech d'Gemenge gefuerdert, déi leider Gottes awer iwwert de Wee vun de Bautereglementer net vill kënne verbidden, well se soss riskéiere géint deen an der Verfassung verankerte fräien Zougank zur Informatioun ze verstoussen.

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Här Mosar, däerf ech froen, wat sollen d'Gemengen da maachen an esou enger Situatioun? Si si gefuerdert, mä si kënnen näischt maachen.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Si si gefuerdert. Si kënne leider net ganz vill maachen, well iwwert de Wee vum Bautereglement se quasiment näischt kënne maachen. Mä dofir ass d'Situatioun awer nach net méi kloer, leider Gottes, Här Scheuer.

Här President, an deem Kontext wëll ech dann nach eng Kéier op den Artikel 66 vum Projet de loi agoen, deen u sech d'Gestioun vun den Autorerechter regelt. Ech begréissen, datt mer eis hei prinzipiell op de Wee vun enger Négociatioun tëschent deene sou genannten Organismes de gestion an den Usagers beginn, bedaueren awer grad esou, datt am Fall vun engem Scheitere vun deenen Négociatiounen, déi Organismen unilateral kënnen hir Tariffer fixéieren. Esou ass vu vireran d'Verhandlungspositioun vun deenen Usagerë staark agegrenzt, well den Organisme de gestion jo weess, datt egal wéi d'Négociatioune gefouert an ausginn e souwisou um laangen Hiewel sëtzt, an egal wéi, a leschter Instanz ëmmer erëm ka seng Tariffer duerchsetzen.

Ech wëll dofir och den zoustännege Wirtschaftsminister froen, inwiefern hei kann de Commissaire aux droits d'auteurs intervenéieren, respektiv ob dës Droits-d'auteur-Redevancë musse vum Office des prix agrééiert ginn.

Am selwechte Kontext géif et mech interesséieren, mat weem dann elo an Zukunft dës Organisme solle verhandelen. Sinn dat weider d'Câblo-opérateuren oder awer d'Endbenotzer, déi jo um Enn vun der Kette schlussendlech déi sinn, déi mussen d'Autorerechter bezuelen? Hei stellt sech dann och d'Fro, wéi et an Zukunft weidergeet mat deene Programmer, déi legal net an d'Kabelnetzer kënnen agespeist ginn, an do gëtt et eng Rei vu Beispiller, wéi zum Beispill Eurosport oder Premiere.

Hei muss een allerdéngs wëssen, dass déi verschidden Ubidder vu Programme ganz oft iwwerhaapt keen Interessi hunn a lëtzebuergesch Kabelnetzer agespeist ze ginn, well einfach d'Zuel vun deene potentiellen Televisiounskuckerten ze vill niddreg ass fir déi meeschte vun dëse Programmubidder. Well et sech hei ëm e Problem exklusiv vun Autorerechter handelt, froen ech mech, ob een op Base vum Artikel 66 de Câblo-opérateuren net an Zukunft kéint eng Upak ginn, fir kënnen Négociatioune mat de Programmubidder ze féieren, well ech mir eigentlech net ka virstellen, dass iergendwéi ee Programmubidder kategoresch ka refuséieren, dass säi Programm an e Kabelnetz agespeist gëtt, à condition bien entendu, dass eng anstänneg Léisung fonnt gëtt, wat d'Bezuele vun Autorerechter ugeet.

Här President, dëst sinn alles Froen, déi net nëmmen eng Auswierkung op d'Zukunft vun eise Kabelnetzer sinn, déi ech awer sécherlech net alleng un de Wirtschaftsminister, mä och un den delegéierte Kommunikatiounsminister stellen. Ech mengen nämlech, dass dës Froe missten onbedéngt an der Diskussioun vun der neier Direktiv Télévision sans frontières, déi am Moment jo zu Bréissel diskutéiert gëtt, nach eng Kéier mat deem néidegen Nodrock gestallt ginn. Dëst gesot, an och wann ech gewësse Bedenken hunn, wat besonnesch d'Gestioun vun den Autorerechter och an Zukunft ugeet, wäert ech trotzdeem dëse Projet stëmmen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Wirtschaftsminister Henri Grethen.

M. Henri Grethen, *Ministre de l'Économie*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci fir d'éischt un all d'Intervenanten, ganz besonnesch un d'Madame Durdu als Rapportrice vun dësem Projet de loi, deen net einfach ass an deen eigentlech éischter e juristesche Projet ass wéi en ekonomeschen, och wann ekonomesch Aspekter mat erapsillen.

Et wär mir am Dram net agefall, Här President, d'Chamber mat esou engem Projet ze saiséieren, wann net op europäeschem Niveau mir dozou obligéiert gi wären. Ech mengen, et war d'Madame Delvaux, déi schonn ënnerstrach huet, dass deen Dag, ier mir dës Gesetzgebung fir d'leschtt geännert hunn, zu Bréissel schonn erëm nei Réglementatiounen ausgeschafft gi sinn, an dass och erëm neier och an der Maach sinn, wann och dat dierf dobäisetzen.

Dat trëfft besonnesch op déi Froen zou, déi den Här Mosar hei évoquéiert huet, a wou e sech op d'Fro selwer schonn d'Äntwert ginn huet. Eng ganz Rei vun Äntwerte leien an neien Direktiven, déi nach amgaange sinn ausgehandelt ze ginn a wou mir haut zu 15 a muer zu 25 driwwer diskutéieren, a wou dee Kompromiss, deen dobäi erauskënnt, nécessairement versicht de „plus grand dénominateur commun" erauszeschloen, an dann net alle Partikularinteresse vun deem engen oder vun deem anere ka Rechnung droen, a ganz besonnesch oft och net deenen Interêten, déi deen een oder deen aneren Deputéierten an anere Kompetenzen ze verteidegen huet.

Mir haten am Ufank en Text ausgeschafft, dee versicht huet all déi Exceptiounen oder de Gros vun deenen Exceptiounen, déi dëst Gesetz virgesinn huet, oder dës Direktiv virgesinn huet, an d'Lëtzebuerger Gesetz anzebannen. D'Madame Delvaux huet schonn drun erënnert, et war ënner anerem hir energesch Oppositioun an hir Irritatioun iwwert déi Aart a Weis, déi no enger Diskussioun an der Chamber eis dozou gefouert huet, dat Gesetz nach eng Kéier op de Métier ze huelen an ze versichen, eng Léisung ze fannen, déi e Maximum vun Deputéierten hirem Support kéint ralliéieren, wat ech mengen dierfen ze behaapten, op déi Aart a Weis och geschitt ass.

Hei zu Lëtzebuerg ass d'Diskussioun e bësse - wéi soll ech soen - beréiert iwwert déi Relatiounen, déi tëschent der - d'Madame Delvaux, mengen ech, hat dat gesot - bekannter a berüchtegter Gesellschaft SACEM an den Autoritéite bestinn. Et ass effektiv esou, dass an der Vergaangenheet - ech schwätzen net vun der rezenter Vergaangenheet, mä awer viru Joren - d'Relatiounen tëschent där Organisatioun an de Lëtzebuerger Autoritéiten, och de Lëtzebuerger Auteuren, de Kulturschaffenden hei zu Lëtzebuerg net déi bescht waren an dass d'Verhalen, d'Behuele ganz oft eent vun enger - wéi soll ech soen - Suprapuissance en pays conquis war.

Dat erklärt, dass haut nach do - wéi soll ech soen - eng Rei vun Irritatioune bestinn. Mir musse kucken déi Irritatiounen de part et d'autre ofzebauen. Dat ass ënner anerem geschitt, doduerch dass eng Lëtzebuerger Gesellschaft gegrënnt ginn ass. Déi Gesellschaft huet nach keen Agrément am Moment. Dat ass eng vun den Äntwerten op eng Fro, déi d'Madame Delvaux évoquéiert huet. Mir mussen nämlech waarde bis dëst Gesetz gestëmmt ass, dorophi musse mir e Règlement grand-ducal huelen. De Conseil d'État ass vun der Regierung schonn zënter Dezember mat deem Règlement grand-ducal befaasst, sou dass, wann d'Gesetz gestëmmt ass, ech dovunner ausginn, dass mer den Avis relativ schnell vum Conseil d'État kréien. Da kënne mir dann och domadder weiderfueren.

Wéi vill Gesellschaften hu mer? Mir hunn en fait am Moment zwou Gesellschaften, d'SACEM respektiv d'SACEM Lëtzebuerg a mir hunn d'AGICOA, dat ass déi Organisatioun, déi am audiovisuellen, am Kabelberäich täteg ass, mat hirer Filial ALGOA hei zu Lëtzebuerg. Wann een an enger larger Interpretatioun denkt, hu mer iwwert déi Satellitten, déi vun deenen eenzelnen Auteursgesellschaften ofhänken, ronn siwe bis aacht Gesellschaften, déi hei zu Lëtzebuerg agréiéiert sinn. Mä europawäit schaffen déi och an engem Verband, fir net den Ausdrock Kartell ze gebrauchen. Wann ee géif versichen vu baussen eran eng nei Gesellschaft hei opzeriichten, da wär dat Compte tenu vun all deenen Accorden, déi et tëschent deenen eenzelne Gesellschafte gëtt, relativ schwiereg ze maachen.

D'Madame Delvaux huet dann - dat war hir drëtt Fro - déi Etüd ugesprach. Den Här Krecké hat déi Etüd gefrot. Mir hunn déi och der Chamber zoukomme gelooss vum Här Maître André Bertrand, deen eng Rei Pisten opzeechent, wéi ee kéint eng Société internationale des droits d'auteur hei zu Lëtzebuerg kreéieren. Mir sinn amgaangen déi Pisten ze studéieren. Et muss een awer och d'Kommissioun ofwaarden, déi, wat d'Droits de la concurrence ugeet, nach muss hir Stellung festleeën. Do geet et ëm d'Accords de réciprocité, ëm d'Froe vun Territorialitéit. Eréischt wann déi Froe geléist oder beäntwert sinn, da kënne mir op der Basis vun der Etüd vum Maître Bertrand kucken, ob mir dann hei zu Lëtzebuerg aktiv ginn oder net.

Den Här Mosar, Här President, huet eng Fro opgeworf, wat d'Tariffer ugeet vun de Kabeloperateuren. Ech hat och do eng Question parlementaire gestallt kritt…

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Entschëllegt! Här Minister, et géif mech interesséieren, wéi et mat den Tariffer vun den Organismes de gestion wär, déi jo elo kënnen unilateral fixéiert ginn. Wann do jo da keng Négociatioun zustane kënnt, stellt sech d'Fro, ob déi dann egal wat fir een Tarif do kënne froen, oder op déi Tariffer vun iergendwéi engem Organisme awer mussen ofgeseent ginn, well soss si mir jo awer do voll an der allengeger Appréciatioun vun deenen Organismes de gestion collective.

M. Henri Grethen, *Ministre de l'Économie*.- Här President, ech kann elo entweder eng Äntwert ginn, déi sech op den Ist-Zoustand bezitt, oder op den Zoustand wéi en eventuell ass, wann dat Gesetz iwwert den Droit de la concurrence vun dëser Chamber gestëmmt gëtt, wat ech hoffen, dass dat nach virum 5. oder 6. Mee gemaach gëtt, well da kënnt den Här Monti op Lëtzebuerg, an ech ginn op de Grill gesat, firwat ech e Reglement, wat d'application ass vum 1. Mee 2004 un, net ëmgesat hätt.

An der aktueller Situatioun ass et esou, dass all déi Acteure mussen eng Autorisatioun vum Office des prix froen, hir Tariffer areechen, an duerno ass et um Office des prix, fir ze kucken, ob se déi Tariffer agréiéieren oder net. Déi leschte Kéier, wou dat geschitt ass, dat war bei där substanzieller Augmentatioun vun den Tariffer vun der Firma Coditel. Ech hunn dorobber an enger Question parlementaire geäntwert. Den Office des prix huet déi Demande examinéiert an ass zur Konklusioun komm, dass déi Tariffer net géifen deenen aus de Féiss goe vun anere Câblo-opérateuren an huet där Demande stattginn.

Ech wëll ënnerstraichen, Här President, pour qu'il n'y ait pas de malentendu, ech war zu kengem Moment als Minister an déi Operatioun verwéckelt. Wat d'Zukunft ugeet, a wa mer dann en neit Gesetz hätten, dat am Artikel 2 d'Präisfräiheet consacréiert, dann ass et un deem Eenzelnen ze décidéieren, wat fir en Tarif en appliquéiert, an et ass un där anerer Partei ze kucken, ob se déi Tariffer akzeptéiert oder net. Elo kënne Situatiounen entstoe wou een eng Clientèle captive huet, an do gëtt et jo dann e Conseil de la concurrence. Wann deen, wann e mat Kloe saiséiert wier, géif feststellen, dass do en Abus de position dominante géif bestoen, da kann deen aktiv ginn.

Et kënnt derbäi, fir et nach méi komplizéiert ze maachen, dass een iergendwann och muss den ILR an déi Fro eventuell aschalten, kucken awéiwäit och e fräien Zougank zu deene Kabelnetzer fir Drëtter wier, wat eng héchst komplizéiert technesch Fro ass, mä och do sinn et ëmmer erëm d'Gemengen. Et gouf eng ganz Rei Gemengen, déi haten eege Kabelréseauen, hunn zu iergendengem Moment dee Kabelréseau géoutsourced an hu sech dann a laangfristege Verträg deem Operateur, mat deem se zesummeschaffen, ausgeliwwert. Do sinn also och d'Gemenge gefuerdert fir ze kucken: Wat maache mer do a wéi verhale mer eis an der Zukunft visà-vis vun eenzelne Câblo-opérateuren, wa mer der Meenung sinn, dass deenen hir Tariffer net konform sinn zu deene Präisvirstellungen, déi deen Eenzelnen huet?

An ech gesinn, genausou wéi den honorabelen Här Mosar, Här President, dass de Risiko ginn ass, dass doduerch dass et zur Câblodistributioun zu Lëtzebuerg koum, dee

Wildwuchs un Antennen, deen d'Uertschafte verschampléiert huet, dass deen elo erëm riskéiert ersat ze ginn duerch Satelliteschosselen. Wann een dann och nach weess, dass een haut mat der Satelliteschossel eigentlech „on rase gratis" a mam Câblo-opérateur muss een Taxë bezuelen, da verstinn ech d'Leit desto méi, besonnesch wann déi Offer, déi hinne gemaach gëtt, net hiren Usprëch entsprécht.

Här President, eng lescht Fro war déi, déi vum honorabelen Här Clement opgeworf ginn ass fir déi alternativ Kompensatiounen. Do muss ech soen, um Niveau vum Internet besteet schonn an engem gewësse Mooss eng Form vu Kompensatioun iwwert de sou genannten Digital Rights Management, DRM genannt. Déi Systemer mussen op deem Gebitt weiderentwéckelt ginn. Um analoge Gebitt ass dat vill méi schwéier. Do muss d'Kommissioun eis nach den Hiwäis gi wéi si sech dat virstellt. Eis Virstellungskraaft geet eigentlech net duer fir dem Här Clement am Moment, en l'absence vun Indikatioune vun der Kommissioun, eng konkret Äntwert op déi Fro ze ginn.

Dat gesot, Här President, soen ech der Chamber merci fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Gesetz, déi annoncéiert ass.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikele vum Projet de loi 5128 a mir stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 an 2 si gelies an ugeholl.

Mir stëmmen elo of iwwert de Projet de loi 5128.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen an 1 Abstentioun.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Jean-Marie Halsdorf), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Théo Stendebach), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz (par M. Lucien Clement), Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler (par M. Norbert Haupert);

Mme Simone Beissel (par M. Xavier Bettel), MM. Jeannot Belling (par M. John Schummer), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas (par M. Emile Calmes), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par Mme Agny Durdu), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par Mme Maggy Nagel) et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par Mme Mady Delvaux-Stehres) et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Jean-Pierre Koepp;

MM. François Bausch, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Jean Huss).

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5193 iwwert de Konsumenteschutz. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeleucht. Et si schonn ageschriwwen: den Här Sauber, d'Madame Delvaux an den Här Henckes.

D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Agny Durdu.

3. 5193 - Projet de loi relative à la garantie de conformité due par le vendeur de biens meubles corporels portant transposition de la Directive 1999/44/CE du Parlement et du Conseil du 25 mai 1999 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation et modifiant la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports

Mme Agny Durdu *(DP), rapportrice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet de loi handelt et sech drëm, datt mer am Intérêt vum Consommateur probéieren eng Direktiv ëmzesetzen an déi Lëtzebuerger Gesetzgebung, wat sech erausgestallt huet als net esou eng schrecklech einfach Aarbecht.

Mat der Direktiv 1999/44 geet et der Kommissioun drëm e minimale Sockel vu Garantien am Intérêt vun de Consommateuren ze schafen, fir datt de Consommateur och d'Iddi kritt fir iwwert d'Grenzen eraus an aner Länner seng Saachen akafen ze goen. Well fir e gudde Flux vun de Biens de consommation ze hunn, ass et ganz wichteg, datt de Consommateur an d'Ausland geet an e geet an d'Ausland, wann e weess, datt e méi oder wéineger déi nämlecht Rechter huet, wann en zum Beispill mat engem Objet konfrontéiert gëtt, deen net esou ass, wéi e sech dat erwaart hat.

An dat ass och de Problem, deem d'Regierung begéint ass, wéi se dës Direktiv sollt ëmsetzen an déi Lëtzebuerger Gesetzgebung. Well e Bien non conforme oder dat wat an der Direktiv virgesinn ass, do gëtt et an eiser Lëtzebuerger Gesetzgebung d'Expressioun „un bien conforme respectivement non conforme" an et gëtt awer och d'Notioun vu „vices cachés", an do si bestëmmten Artikelen, déi spillen, esou datt se sech d'Fro gestallt huet bei der Ëmsetzung vun dëser Direktiv: Ännere mer elo den Artikel 1648 vun eisem Code civil ëm, oder maache mer e Spezialgesetz? An enger éischter Versioun hat d'Regierung gemengt, dat einfachst wär den Artikel 1648 vum Code civil ëmzeänneren, a si huet déi Aufgab gemaach an huet deen Text bei de Statsrot geschéckt.

D'Chambre de Commerce, d'Chambre des Métiers an de Statsrot hunn dësen Text analyséiert an hu ganz schwéier Kritiken ubruecht. D'Regierung hat sech awer inspiréiert bei de franséischen Autoritéiten, déi am Ufank och wollten eng Ännerung vum Artikel 1648 vum Code civil virhuelen. Nodeems datt se awer festgestallt hunn, datt dat guer keng esou eng glécklech Variant wär, huet esou gutt déi franséisch Regierung wéi déi Lëtzebuerger Regierung décidéiert fir e Spezialgesetzestext ze maachen, dee mer dann hei analyséiere wäerten an esouguer de franséische Garde des sceaux huet e Kompliment ausgeschwat fir de Lëtzebuerger Text, esou datt wahrscheinlech dee franséischen Text, dee wäert adaptéiert ginn, ganz ähnlech wäert zu eisem sinn.

Ëm wat geet et elo méi prezis an dësem Gesetzestext? Dëse Gesetzestext gesäit vir, datt e sech nëmmen applizéiert tëschent Professionellen an de Consommateuren. Dat heescht, d'Regele vum Artikel 1648, respektiv vum 1641 et suivants vum Code civil spillen nach ëmmer tëschent Professionellen, spillen och nach ëmmer tëschent Privatleit, wann een deem aneren eppes verkeeft. Déi hei Regele spillen also just tëschent engem Professionellen an engem Privatmann. Viséiert sinn des biens meubles corporels. Et sinn also ausgeschloss d'Immeubles an et sinn ausgeschloss déi offiziell Liwwerunge vu Gas, Waasser an Elektrizitéit an ausgeschloss sinn och déi Saachen, déi iwwert den Dierwiechter verkaaft ginn.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers waren net schrecklech glécklech, datt am Artikel och steet, datt viséiert si „les contrats de fourniture de biens meubles à fabriquer et à produire". Si hu gefaart, do géife mer zwee Systemer vu Rechter kréien, déi eng, déi sech eben iwwert den Artikel 1648 géifen erëmfannen an déi aner iwwert de Contrat de louage.

Ech hat mer erlaabt d'Jurisprudenz nozekucken. Ech mengen, datt d'Ängschte vun deenen zwou Chamberen net berechtegt sinn. Emol éischtens setze mer den Text ëm, esou wéi en an der Direktiv virgesinn ass, wou mer also net ganz vill Marge de manoeuvre hunn an dat zweet ass, et gëtt elo ewell eng Jurisprudenz déi seet: „Les articles 1641 et suivants du Code civil, et plus particulièrement l'article 1648 du même Code, sont applicables au contrat de louage d'ouvrage, par lequel le locator operis s'engage à fournir à la fois la matière et la main-d'œuvre", esou datt ech der Meenung sinn, datt d'Ängschten net esou berechtegt si wéi dat an der Theorie schéngt.

Den zweeten Artikel vum Gesetz gëtt dann d'Definitioun wien de Vendeur ass a wien de Professionellen ass. Ech mengen, doriwwer bräichte mer net weider ze diskutéieren. Wat awer wichteg ass, dat ass, datt et an dësem Gesetz drëm geet „ un bien conforme" ze livréieren, respektiv livréiert ze kréien an do mussen also bestëmmte Charakteristiken do sinn. Dat heescht, datt dee Bien, dee geliwwert gëtt, déi Charakteristiken huet, déi am Kontrakt virgesi woren, datt een en dofir ka brauchen, fir dat wat e virgesi wor, datt en där Beschreiwung entsprécht mat där déi Saach gelueft gouf an déi Qualitéiten huet wou e Consommateur raisonnable sech kënnt normalerweis drop fiéieren.

Gëtt awer elo engem Consommateur eppes geliwwert wat net konform ass zu deem wat e sech erwaart oder wat e gäre gehat hätt, dann huet en am Fong geholl véier Moyenë fir sech ze wieren. Eng Kéier d'Mise en conformité ze froe vun der Saach iwwer Reparatioun, iwwert d'Ersetzen oder awer eng Reduktioun vum Präis ze froen, oder d'Opléise vum Kontrakt.

Am Lëtzebuerger System hu mir eis elo dofir entscheet, datt eng bestëmmten Hierarchie tëschent deene véier Rechter vun de Consommateure soll bestoen, an zwar esoubal wann de Consommateur dénoncéiert eng Saach wär net konform zu deem wat e sech erwaart huet, respektiv zu deem wat eng Saach misst konform sinn, huet de Vendeur d'Recht bannen engem Délai vun engem Mount entweder déi Saach ze fläcken oder eng nei ze liwweren. A wann e während engem Mount net geliwwert huet, dann eréischt fält entweder d'Décisioun iwwert d'Réduction de prix oder d'Resolutioun vum Kontrakt.

Mir hu gemengt an der Kommissioun, datt déi Optioun, déi d'Regierung hei geholl huet, am Intérêt vum Consommateur wär, well elo de Vendeur obligéiert gëtt während enger bestëmmter Zäit ze reagéieren.

Da sinn déi wichteg Ännerungen, déi beim Artikel 1648 komm sinn, folgend:

Den Artikel 1648 gesäit momentan folgende System vir: Et kritt een eng Saach geliwwert, et ass een net domat zefridden, dann ass et esou, datt ee muss an engem bref délai dénoncéiere beim Vendeur, datt e Vice caché virstelleg ass an et muss een an engem bref délai agéiere vun deem Zäitpunkt un, wou ee gemierkt huet, oder hätt misse gesinn, datt e Vice caché bei där Saach ass an duerno huet een dann nach en Délai vun engem Joer fir op d'Geriicht ze goen.

Dësen Text ass an deem Sënn vill méi avantagéis fir de Consommateur, well e ganz prezis Délaië virgesäit fir d'Dénonciatioun a vun deem Zäitpunkt u wou d'Délaië lafen.

Zwar ass et elo esou, datt bannen engem Délai vun zwee Joer vun der Livraisoun vun der Saach huet de Consommateur d'Méiglechkeet fir de Vice oder d'Non-conformité ze dénoncéieren an en huet dann nach eng Kéier zwee Joer fir op d'Geriicht ze goen a sech ze bekloen iwwert déi Saach, déi e geliwwert krut an déi em net an der Rei schéngt.

D'Union des Consommateurs, déi iwwregens och hiren Avis zu dësem Gesetzesprojet ginn hat, hat virgeschloen, datt de Consommateur esou bal wéi en de Vice mierkt, e sollt dénoncéieren. D'ULC ass also hei erëm e bëssen op dee System zréckkomm, dee mer ewell haten, an am Fong geholl géifen déi Sécherheete vun Datumen a vun Délaië mat hirer Formulatioun, déi si gäre gehat hätten, erëm verschwannen, esou datt mir der Meenung woren, datt mer déi Iddie vun der ULC net géifen zréckbehalen a beim Regierungstext solle bleiwen.

Bon, deen Délai vun zwee Joer fir op d'Geriicht ze goe gëtt natierlech ënnerbrach iwwert d'Pourparleren, iwwert d'Assignation en référé, etc - déi klassesch Exigencen, déi een en matière juridique erëmfënnt.

Dann ass et och esou, dass natierlech - bon, dat ass en Artikel, dee mir elo erausgeholl hunn - wann e Consommateur géint e Professionellen agéiert, kann de Professionellen natierlech virunagéiere géint déi Leit, déi him dat Material geliwwert hunn. Mir hunn deen Artikel erausgeholl, well dat souwisou momentan besteet, well dat den Droit commun ass. An deem Kontext hat d'ULC sech beschwéiert, dass et nach ëmmer net méiglech war, dass de Consommateur géint de Producteur op direktem Wee kéint virgoen. Dat ass awer nëmmen zum Deel richteg, well et existéiert elo en Droit commun, dass een och als Consommateur géint de Producteur initial ka virgoen. Et ass awer an der Realitéit ganz dacks schwiereg, dat gesi mir ganz gären an, mä op där anerer Säit deen Droit commun besteet also.

Et kënnt dobäi, dass an dëser Direktiv et virgesinn ass, dass dës Direktiv soll evaluéiert ginn iwwer zwee Joer, an da soll och gekuckt ginn, ob net dem Consommateur soll eng direkt Aktioun zougesprach ginn, fir kënnen ze agéiere géint de Livreur initial oder géint de Producteur initial, sou dass mer och an der Kommissioun der Meenung waren, mir sollte momentan an deem Beräich net agéieren an net virun de Won lafen.

Bon, bei der Applicabilitéit vum Gesetz ass et esou, dass mir virgesinn an dëser Gesetzgebung, dass dat Gesetz sech soll applizéieren esoubal dëst Gesetz a Kraaft trëtt, an dass et sech ka réckwierkend applizéieren op Kontrakter, déi stame vum 1. Januar 2002 un. Da sot Dir lech vläicht heibannen: Firwat kommt Dir dann op déi Iddi? Besonnesch d'Chambre du Commerce an d'Chambre des Métiers - Dat kënnt Dir jo verstoen! - waren net schrecklech glécklech iwwert déi Dispositioun. De Problem ass ganz einfach, dass dës Direktiv ewell hätt missen ëmgesat gi sinn, fir deen Datum do. De Statsrot hat och keng Objectiounen hei.

Souwisou, wann ee Consommateur géif elo dës Direktiv invoquéieren, da wäre wahrscheinlech och d'Geriichter esou gutt a si géifen déi op direktem Wee applizéieren. Dat ass de Grond vun dëser Applicatioun an der Zäit. Bon, dës Direktiv applizéiert sech och esoubal wéi de Consommateur hei an Europa säin normale Wunnsëtz huet.

Dat ass elo dat, wat méi spezifesch d'Gesetzgebung seet iwwert d'Livraison vun engem Bien conforme. Dann ass nach eng Modifikatioun vum Gesetz vum 25. August 1983 an dësem Kontext virgeholl ginn. Ënner anerem geet et do ëm d'Garantie commerciale, dat sinn déi berüchtegt Avantagen, déi een als Consommateur vun de Vendeuren oder vun de Producteure kritt. Dat sinn déi unilateral Engagementer, déi hei vun de Professionelle par rapport zu de Consommateure geholl ginn. Dëse Gesetzestext war esou, wéi mir e vun der Regierung presentéiert kritt hunn, an huet den Accord vun der Kommissioun fonnt.

D'Union des Consommateurs huet awer elo nach eng Kéier am Nachhinein en Avis complémentaire ofginn, nodeems also mir de Rapport ewell an der Kommissioun ugeholl haten. Se huet drop opmierksam gemaach, dass een onbedéngt misst soen, déi Garantie commerciale misst awer op alle Fall sans supplément de coût sinn. Et war esou gewiescht, well ech hat lech jo geschriwwe gehat, dass do bestëmmte Viraarbechte vun der Regierung gemaach gi waren. An deem Text hat d'Regierung effektiv dee Gesetzestext esou geschriwwe gehat, also wou e gesot huet: „donnée sans supplément de coût".

Et huet sech awer erwisen, dass och de Statsrot du gemengt huet, dat wär net am Intérêt vun de Consommateuren, well déi Klausel, obwuel een dat vläicht net à priori géif mengen, féiert am Fong geholl dozou, dass natierlech da sans supplément de coût, et natierlech esou ass, dass d'Vendeure soen: Dir kritt eng Garantie, wann Dir e supplémentairë Präis offréiert. Dann ass et esou, dass d'ganz Dispositioune vun dësem Gesetz net méi spillen, esou dass am Fong geholl op déi Aart a Weis sech géif laanscht dëst Gesetz gequëtscht ginn. Ech mengen, do géife mir dann eng Réductioun vun de Rechter vun de Consommateure kréien, a vu dass dës Direktiv expressis verbis virgesäit, dass een da souguer ka méi Avantagen de Consommateure ginn, si mir net op de Wee gaangen, fir déi Klausel anzeschreiwen. Nom Avis complémentaire vun der ULC géif ech wierklech der Plénière net recommandéieren, dës kleng Ännnerung, déi d'ULC virschléit, ze iwwerhuelen.

Dann, déi zweet Ännnerung vum Gesetz vun 1983 huet awer net direkt eppes mat enger Direktiv ze dinn, mä dat ass einfach eng Ännerung vun dem Conseil des Consommateurs. Et gëtt momentan e Conseil des Consommateurs. Do sinn dra vertrueden d'Représentantë vu verschidde Ministèren a Groupementer oder besser gesot Organismen, déi d'Intérête vun de Consommateure representéieren. Dës Regierung, besser gesot dëse Minister, huet befonnt, dass dat net

gutt wär, wann nëmmen deen een Deel vum Monde commercial an dësem Gremium vertruede wär, sou dass mer en neie Gremium geschaaft hunn. Deen heescht elo net méi Conseil des Consommateurs, mä Conseil de la Consommation. An deem sinn dann och elo d'Acteure vun de professionelle Vendeure a Producteure vertrueden.

Mir sinn der Meenung, dass dat eng gutt Léisung ass. D'Chambre professionnelle ass expressis verbis frou iwwert dës Ëmännerungen. Ech wéilt och zitéieren, dass d'Chambre du Commerce an hirer neier Publikatioun expressis verbis hiren Accord zu dësem Gesetzestext gëtt, ëmsou méi, wou deen Délai de dénonciation, dee vun der Regierung op dräi Joer gesat war, an dee vun eis, der Kommissioun, erofgesat ginn ass op zwee Joer, op der Base vun der Argumentatioun vun der Chambre du Commerce eben zréckbehale ginn ass.

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat waren déi Explicatiounen, déi ech wollt zu dësem Gesetzestext ginn. Ech kann nëmmen hoffen, dass dësen Text wäert am Intérêt vun de Consommateure sinn. En ass op alle Fall esou gewënscht, a wann déi Evaluatioun, déi op europäescher Basis da wäert gemaach ginn, dann och an déi Richtung geet, da wäert dëse Gesetzestext bleiwen. Stellt et sech eraus, dass en nach verbesserungsbedürfteg ass, wäert wahrscheinlech eng nei Direktiv kommen, duerch déi mir d'Texter mussen adaptéieren.

Ech wollt op alle Fall recommandéieren als Plénière dësen Text ze adoptéieren, sou wéi mir en als Kommissioun virgeschloen hunn. Ech wollt lech och soen, dass meng Fraktioun wäert dësen Text stëmmen.

Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Marcel Sauber agedroen. Den Här Sauber huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Sauber *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi vill Gesetzer gëtt och dësen Text zum Deel wéinstens zréckgefouert op eng europäesch Direktiv. Dobaussen freet ee sech vlaicht: Firwat këmmert sech Bréissel dann elo ëm d'Garantie vun de Wueren respektiv ëm de Konsumenteschutz? Bei der Garantie de conformité geet et hei haaptsächlech ëm d'Realiséiere vum europäesche Bannemaart. Munchee wäert sech wonneren: Bannemaart, dat war dach 1993! Richteg ass zweifellos, dass deemools eng ganz Partie grouss Schrëtt gemaach gi sinn a Richtung Bannemaart. Richteg ass awer och, dass net alles ugepasst gouf an dass déi eng oder aner Saach nach opsteet, fir an d'reell Harmoniséierung eranzekommen. De Bannemaart ass nunemol bal wéi eng Blumm, e muss gefleegt a weiderentwéckelt ginn, wann d'Noutwendegkeet ginn ass.

An enger Etüd vu Gallup Europe vu September 2001 hate 75% vun den Entreprisen uginn, dass ënnerschiddlech Konsumenteschutzlégislatiounen an deenen eenzelne Länner hir Käschten onnéideg an d'Luucht dreiwen, a 60% vun den Entreprisen hu gemengt, dass déi verschidde Gesetzgebungen am Konsumenteschutz Konsequenzen op hir Compétitivitéit hätten. Dës puer Zuelen ënnersträichen zweifellos d'Bedeitung, déi dësem Gesetzesprojet zoukënnt, dee mir elo hei diskutéieren, deen haaptsächlech déi minimal Garantieleeschtungen harmoniséiere soll.

Här President, ech wëll elo am Detail op den Inhalt vum Gesetzesprojet net agoen. Dat huet meng Kolleegin, d'Madame Durdu, ganz gutt gemaach. Heifir wëll ech hir och merci soen a se félicitéieren fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech wëll mech dofir op eng grondleeënd Ännerung beim Conseil des Consommateurs beschränken, deen am Gesetz vum 25. August 1983 iwwert de Konsumenteschutz virgesinn ass. Déi Ännerung, déi am meeschten opfält, ass d'Zesummesetzung.

Bis elo waren an deem Conseil des Consommateurs vertrueden: de Ministère de l'Économie, de Mëttelstandsministère, de Familljeministère, de Justizministère a sechs Delegéierte vun de representative Konsumenteschutzorganisatiounen. Et fält also op, dass an dësem Gremium Vertrieder vum Stat a vun de Konsumente waren, awer keng Vertrieder vun de Geschäftsleit oder vun dem Patronat. Dat war scho bei der Schafung vum Conseil kritesch vun dem Statsrot deemools gesi ginn, dee geschriwwen huet, an do zitéieren ech: „Il ne peut dès lors qu'émettre de nettes réserves à l'égard de la formule actuellement retenue, qui à son avis ne saurait conduire qu'à une cristallisation du seul point de vue des consommateurs et aggraver les conflits avec les professionnels au lieu de contribuer à une conciliation des positions des uns et des autres."

Et ass elo eng gutt Saach, wann d'Regierung mam virleiende Projet d'Zesummesetzung ännert. Et soll net méi nëmmen eng Plattform sinn, wou Konsumenten hir Positioun duerleeë kënnen, neen, de Conseil des Consommateurs soll sech zu engem Forum entwéckelen, wou duerchaus wuel kontrovers diskutéiert ka ginn, mä wou awer och e konstruktiven Dialog soll stattfannen. Et solle konkret an dësem neie Gremium véier Vertrieder vun de Konsumenten, vum Patronat a vum Stat siégéieren. Dëst Organ huet och dann e konsultative Charakter.

D'Regierung huet och richteg erkannt, dass deementspriechend den Numm misst ëmgeännert ginn, dee bis elo Conseil des Consommateurs war, awer no der neier Zesummesetzung net méi glécklech wär, well et effektiv net méi e renge Forum ass fir d'Konsumenten. Fir der neier Dimensioun da Rechnung ze droen, soll en deemnächst ëmgedeeft ginn a Conseil de la Consommation.

Awer d'Regierung ass net einfach bei der Zesummesetzung a beim Ëmdeefe stoe bliwwen, si huet och d'Aufgaben definéiert, d'Missioune vun dem Conseil de la Consommation nei ënnert d'Lupp geholl, an dee Gremium, dee soll jo dann haaptsächlech d'Zesummenaarbecht bréngen tëschent deenen zwou Parteien am Kader vum Konsumenteschutz selwer. Hie kann och vun der Regierung oder vum Ekonomieminister ugefrot gi fir Aviseen ze maachen iwwert déi eng oder aner Fro.

Ech gesinn et als positiv, datt duerch dëse Projet en Équiliber um Niveau vun der Zesummesetzung vum Conseil de la Consommation erbäibruecht gëtt. Et ass och e wichtegt Zeechen no baussen, datt heiduerch den Dialog vun deenen zwou concernéierte Parteien am Konsumenteschutz gefördert gëtt. Iwwregens gëtt dës Modifikatioun vum bestehende Gesetz souwuel vum Conseil d'État wéi och vun der Chambre professionnelle an der Konsumenteschutzorganisatioun guttgeheescht.

Här President, zum Schluss wëll ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet ginn, well doduerch net nëmmen de Konsumenteschutz profitéiere kann, mä och d'Geschäftsleit, déi sech net méi no verschiddene Garantieregelungen an deenen eenzelnen EU-Memberstate richte mussen an am Fall vu Problemer mam Konsument mat um Dësch sëtzen an hei am Dialog hir Problemer kënne léisen.

Merci.

M. le Président.- Als nächst Riednerin ass d'Madame Mady Delvaux-Stehres agedroen. D'Madame Delvaux huet d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres *(LSAP)*.- Merci, Här President. No där excellenter Beschreiwung vun der Madame Durdu, déi d'Gesetz jo hei a Rekordzäit an allen Detailer erkläert huet, an no den Ausféierunge vum Marcel Sauber ass et eigentlech fir mech elo ganz einfach.

Dat Gesetz huet zwee Voleten. Éischtens gëtt e Conseil de la Consommation geschafe mat enger neier Zesummesetzung. Mir begréissen dat a mir wënschen deem Conseil de la Consommation, wéi nennt een dat, e konstruktiven Dialog, a mir hoffen, dass dat dann zu engem gudde Klima tëschent Konsumenten a Professionnelle bäidréit, well et jo a ganz ville Fäll am Intérêt och vun de Konsumenten ass, dass eng Léisung fonnt gëtt, ouni dass jiddferee muss op d'Geriicht goe fir ëmmer säi Recht anzekloen.

Deen zweete Volet vun deem Gesetz ass d'Transpositioun vun enger Direktiv vun 1999, déi ganz bestëmmt am Intérêt vum Consommateur ass. Jiddfereen heibannen ass jo e Consommateur, an ech mengen et ass fir esou Leit wéi mech, déi vun Zäit zu Zäit eppes kafen, sech dat da liwwere loossen, an da si se frou wann et do steet doheem an da kuckt een net alles an dann op eemol mierkt een, hei do ass awer eppes net esou wéi et hätt solle sinn. Am aktuellen Zoustand konnt ech dann net méi vill maachen, well dat ass jo meeschtens e „vice apparent" gewiescht, ech hätt dat missen direkt mierke wéi d'Luucht oder d'Fotell oder de Stull geliwwert ginn ass. Ech hunn et awer net gemierkt an e Mount duerno war et dann ze spéit.

Mat deem neie Gesetz ass et elo esou, do ass eng nei Notioun agefouert ginn, dat ass d'Non-conformité, dat heescht wann déi Luucht oder dee Stull, deen ech do kaaft hunn, wann deen net esou ass, wann ech dat no 14 Deeg oder no dräi Wochen eréischt mierke wéi en hätt solle sinn, dann hunn ech nach ëmmer Zäit fir dann ze kloen. Mir hunn also en Délai vun zwee Joer elo. Also fir zerstreete Konsumenten oder fir net grad esou disziplinéiert Konsumente fannen ech dat eng ganz formidabel gutt Saach, sou dass ech dat Gesetz hei begréissen, a selbstverständlech bréngen ech och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Ech fanne mir maachen esou vill Guddes fir de Konsument, an hei ass et jo erëm esou, wann de Konsument dat net weess, dass mer him esou vill Guddes maachen, dann hëlleft dat em jo net vill, an dofir wëll ech nach eng Kéier soe wéi wichteg dass et ass, dass mer e Code du Consommateur kréien an dass all déi Moossnamen ënnert d'Leit kommen, fir dass se kënne vun hire Rechter profitéieren.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss haut och nach eng Kéier zu dësem Projet mäi Fraktiounskolleeg Fernand Greisen ersetzen, esou datt ech wollt hei den Accord vun onser Fraktioun zu dësem Projet bréngen.

Ech wëll ervirsträichen, datt et eng ganz positiv Initiativ vun der Kommissioun ginn ass, déi den Délai wou ka reklaméiert ginn, den Délai de garantie vun dräi op zwee Joer erofgesat huet, wat den Avantage huet, datt deen Ablack eng Uniformitéit besteet tëschent deenen Dispositiounen, déi et hei zu Lëtzebuerg ginn, an deene vun den Nopeschlänner notamment. Dat évitéiert, datt ons Lëtzebuerger Commerçantë benodeelegt wiere wa si misste fir dräi Joer e Risiko droen a si kéinte sech net géint déi, déi hinnen déi Wuere geliwwert hunn, retournéieren.

Et ass positiv, datt mer eng Direktiv op dësem Gebitt kritt hunn, well ee gesäit, datt ganz vill Saachen elo aus dem Ausland bestallt ginn, och iwwert den Internet, an datt mer also dofir mussen uniform Gesetzgebungen hunn, mat verschiddene minimalë Rechter, fir datt all Consommateur weess, wat déi Basisrechter sinn, déi him zoustinn. Dat gesot, nach eng Kéier den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Wirtschaftsminister Henri Grethen.

M. Henri Grethen, *Ministre de l'Économie*.- Jo, Här President, sämtlech Fraktiounen, déi d'Wuert ergraff hunn, si mat dësem Projet d'accord. D'Regierung félicitéiert sech doriwwer. Ech weess, dass d'Madame Delvaux de Souci huet vum Code du Consommateur. Ech deelen hire Souci, weess leider net wien ech soll, bei deene puer Beamten, déi ech am Ministère hunn, mat där Aufgab beoptragen. Et ass keen, dee sech fräiwëlleg bis elo gemellt huet. Ech wäert awer versichen, falls dat mer méiglech ass, fir de Budget 2005 déi néideg Kreditter ze kréien, fir dass ech kann en externen Expert mat där Aarbecht beoptragen, fir dass mer deem Souci kënnen nokommen.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikele vum Projet de loi 5193 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 13 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dee virleiende Projet 5193.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Patrick Santer), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par Mme Nelly Stein) et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel (par Mme Simone Beissel), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Alexandre Krieps), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par Mme Maggy Nagel) et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké (par M. Jean Asselborn), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jean-Pierre Koepp), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Jacques-Yves Henckes);

MM. François Bausch, Camille Gira (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Jean Huss);

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5192 iwwer eng Eisebunnsverbindung tëschent Esch-Belval a Bieles. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si schonn ageschriwwen: déi Häre Sunnen, Zanussi, Graas, Jaerling, d'Madame Reuter, den Här Urbany an d'Madame Mutsch. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här John Schummer.

4. 5192 - Projet de loi autorisant la construction d'une antenne ferroviaire entre Belval-Usines et Belvaux-Mairie et modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports

M. John Schummer *(DP)*, *rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5192 betrëfft d'Konstruktioun vun enger Antenne ferroviaire tëschent Belval-Usines a Belval-Märei an ännert esou d'Gesetz vum 10. Mee 1995 iwwert d'Gestioun vun der Infrastructure ferroviaire of. Dëse Projet gouf de 6. August 2003 vum Transportminister déposéiert. Den 21. Juli 2003 ass dëse Projet dem Conseil d'État ënnerbreet ginn. D'Chambre de Commerce huet hiren Avis den 2. Oktober 2003 ofginn.

An der Sitzung vum 15. Dezember 2003 huet d'Transportkommissioun mech als Rapporteur genannt an eng éischte Kéier huet d'Kommissioun sech mat dësem Projet den 18. Februar 2004 befaasst, wou och den Avis vum Conseil d'État diskutéiert ginn ass. An der Sitzung vum 8. Mäerz 2004 gouf och dunn de Rapport zu dësem Projet de loi ugeholl.

Geplangt ass eng Eisebunnsliaisoun, déi vun der Ligne Péiteng-Esch op der Héicht vum jëtzegen Arrêt Belval-Usines fortgeet an ënnerhalb vum Zentrum vu Bieles ukënnt fir esou d'Schinn un d'Friches industrielles Belval-Ouest och unzebannen. Dëst soll an zwou Phase geschéien. Déi éischt Phas besteet doranner fir op Belval-Usines en neien Arrêt ze realiséieren. Dësen Arrêt soll all Stonn duerch zwee klassesch Zich an een Train-tram bedéngt ginn. An de Spëtzestonne soll dës Kadenz duerch klassescht Zuchmaterial erhéicht ginn.

Wa bis an Zukunft d'Materialisatioun vun enger Ligne directe Lëtzebuerg-Esch oder Esch-Lëtzebuerg an den Dédoublement vun der Ligne Beetebuerg-Lëtzebuerg méi Capacitéit fräi mécht, da wäert och d'Frequenz vu Belval-Ouest sensibel kënnen erogpoen. D'Verbesserung vun der Ligne Lëtzebuerg-Beetebuerg, de Réaménagement vum Dräieck Fenteng an d'Revisioun vun der Signalisatioun duerch d'Verkierzung vun de Sektiounsbléck wäert erlaben ab dem Joer 2005 d'Capacitéit ëm 20% kënnen ze hiewen. Ebensou wäerten d'Automotricen, déi nei bestallt sinn, mat zwee Niveauen ab 2004 30% méi Plaze mat sech bréngen.

Déi zweet Phas gesäit vir d'Antenne ferroviaire tëschent Belval-Usines a Belval-Märei an den Aménagement vun zwee weideren Arrêten der Antenne Belval-Lycée a Belval-Märei. Ze bemierken ass ebenfalls, dass an enger weiderer Perspektiv eng Verlängerung vun der Antenne Belval-Usines a Belval-Märei a Richtung Uewerkuer duerch en neien Tunnel, deen ënner Bieles verleeft, geplangt ass.

Wat den Opfangparking ugeet, esou ass virgesinn, dass een an enger éischter Etapp 1.620 Plaze virgesäit. An enger weiderer Extensioun kann dat bis op 2.500 Plazen op franséischem Territoire weidergoen.

De Minister huet hei an der Kommissioun in extenso déi ganz Problematik vun deem Parking erkläert. Ze soe bleift nach, an dat ass wuel dat Wichtegst, dass de Coût total vun dësem Projet sech op 95,45 Milliounen Euro beleeft. De Conseil d'État an och d'Chambre de Commerce kënnen hiren Accord mat klenge Remarquë ginn. Eis Chamberkommissioun kann den Avis vun den Auteure vum Projet deelen an ënnerstraicht wat am Exposé des motifs steet an ech zitéieren: „Cette approche a l'avantage de donner une vue globale de tous les projets d'adaptation et de développement du réseau ferré que le législateur a approuvés, tout en assurant à l'ensemble des projets approuvés l'application des modalités de financement et d'exécution que la loi susmentionnée prévoit par ailleurs.“

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet ass e weidere Stee vum Mosaik wat den Ausbau vun eiser Eisebunn betrëfft, deen dës Regierung sech virgeholl huet an ugaangen ass ëmzesetzen an ech géing Iech bieden dëse Projet massiv ze ënnerstëtzen.

Ech soen Iech merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här Fred Sunnen agedroen. Den Här Sunnen huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Fred Sunnen (*CSV*).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wollt ech dem Rapporteur, dem honorablen Här John Schummer, merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Den Ausbau vun der Eisebunnslinn Péiteng-Esch/Uelzecht tëschent Bieles-Usines a Bieles-Gemeng ass onëmgänglech wann een iwwert d'Revalorisatioun vun der Industriebrooch vu Belval/Ouest schwätzt. Dësen Ausbau ass ëmsou méi wichteg, wann ee bedenkt, datt an Zukunft bis 20.000 Leit hei schaffen an iwwer 5.500 op dësem Terrain wunne sollen. Den öffentlechen Transport soll an dësem Kontext eng ganz wichteg Roll spillen. Dës nei Eisebunnslinn tëschent Bieles-Usines a Bieles-Märei ass noutwendeg, fir datt Belval-Ouest optimal un dat bestehend Eisebunnsnetz ugebonne ka ginn. D'Erreeche vum Site Belval-Ouest duerch den öffentlechen Transport reit sech och an d'Strategie „mobilitéit.lu“ an, déi d'Zil huet fir 25% vum Gesamtverkéiersopkommes duerch den öffentlechen Transport ofzedecken.

Déi éischt Phas vun dësem Projet de loi besteet doranner eng nei Gare op Belval-Usines ze bauen. Dës Gare soll och d'Haaptentrée fir de Standuert Belval-Ouest sinn, wou zum Beispill a gewësser Zäit elo d'Dexia-BIL a wou och ënner anerem d'Statsarchiven, de Centre de recherche public Gabriel Lippmann an de Centre national de la Culture industrielle gebaut solle ginn. Dës Gare ass noutwendeg wann ee bedenkt, datt schonn am Joer 2005, also d'nächst Joer, an direkter Noperschaft vun den Héichiewen A a B déi nei Rockhal opgoe soll, déi jee no Concert bis zu 4.000 Spectateure Plaz bitt. Wann dës 4.000 Leit wëlles hunn alleguerte mam Auto op de Site ze kommen, da gëtt et wuel öfters bei ausverkaafter Hal e Verkéierschaos zu Bieles an an der Ëmgéigend. Dës nei Gare dréit dozou bäi, datt d'Leit an aller Rou a bequem dëse Site erreeche kënnen, ouni datt se mussen onendlech duerch d'Géigend fuere fir eng fräi Parkplaz ze fannen.

Ech sinn der Meenung, datt vill Leit vun dëser neier Offer vum öffentlechen Transport Gebrauch maache wäerten, well vun dëser neier Gare aus hunn d'Concertsvisiteuren nach just 150 Meter bis an d'Hal zréckzeleeën. Esou no, einfach a bequem kënnt ee mat engem Auto op kee Fall dohinner. Dës nei Eisebunnslinn dréit sécherlech dozou bäi, datt och nach aner Entreprisë sech op dësem Site nidderloosse wäerten. Mir wësse jo, datt e Kinoskomplex an direkter Noperschaft mat enger Capacitéit vun 1.800 Plaze schonn am Gespréich ass.

Vill Leit am Land hunn haut nach ëmmer eng schlecht oder guer keng Ubannung un den öffentlechen Transport. Fir datt och si vun deenen neien Attraktioune vum Site Belval profitéiere kënnen, gëtt e Parking mat 1.620 Plazen an direkter Noperschaft vun der Gare gebaut. Dëse Parking ass selbstverständlech net nëmme fir déi zukünfteg Concertsvisiteure gedeecht, mä och fir dass déi franséisch Beruffspendler, déi hir Aarbechtsplaz an der Stad oder zu Esch hunn, kënnen hei bequem a schnell op den Zuch ëmklammen. Dofir gëtt et en neie Rond-point. Dee gëtt aménagéiert op franséischem Statsgebitt an deen huet en direkten Zougank op de Parking a bei d'Gare. Dëse Park and Ride, deen op 2.500 Plazen ausgebaut ka ginn, dréit sécherlech dozou bäi eist Autobunnsnetz an de Moies- an Owesstonnen ze entlaaschten.

An enger zweeter Phas sollen nei Schinne bis bei d'Bieleser Gemeng geluecht ginn, wou och en neien Arrêt mat engem Échangeur Zuch-Bus entstoe soll. Vun do aus kënnen d'Leit dann op déi bestehend Busverbindungen ëmklammen. Op dëser neier Streck gëtt awer och en neien Zwëschestopp gebaut an dat bei deem geplangte Lycée technique. Hei kritt den zukünftege Schüler eng Méiglechkeet gebuede séier a sécher an d'Schoul ze kommen, ouni moies mat engem Bus am Stau stoen ze mussen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass geplangt, wéi ech scho gesot hunn, datt 20.000 Leit all Dag op de Site Belval-Ouest schaffe solle kommen. Fir datt dës Leit an deene beschtméigleche Konditiounen hir Aarbechtsplazen erreeche kënnen, sief dat mam Auto oder mam Zuch, musse mer hinnen déi adequat Infrastrukturen ubidden. Dëse Projet de loi, d'Ubannung vu Bieles an Ëmgéigend un de bestehenden öffentlechen Transportréseau duerch Tram a Bunn ass e wichtege Bausteen an engem integréierte Konzept fir e performanten öffentlechen Transport an der Minettregioun.

Här President, wann ech dëse Projet als Buergermeeschter vun der Gemeng Suessem analyséieren, da muss ech soen, datt d'Zuchstreck Bieles-Schmelz, Bieles-Lycée a Bieles-Gemeng schonn e gudden Ufank ass, mä duerch d'Tatsaach, datt net weider gebaut gëtt a Richtung Uewerkuer bis eventuell a 15 Joer, se wahrscheinlech keng Akzeptanz bei de Schüler fanne wäert, déi a Richtung Uewerkuer, Déifferdeng an Nidderkuer fueren. Ech erkläre mech.

Vum Lycée bis bei d'Gemeng, dat si fënnef Minutten am Zuch. Hei muss een den Niveau wiessele fir op de Bus ëmzeklammen. Datselwecht och moies wa se an d'Schoul kommen. Ech fäerten, datt mer hei dee Phenomeen erliewe wäerten, dee mer bei ville Lycéeë feststellen. E Student kënnt mam Papp sengem Auto oder e fiert mat Kolleegen. Ech ka verstoen, Här Minister, datt de Präis vun engem Tunnel héich ass, mä dësen Tunnel dierft d'Evakuatioun a Richtung Déifferdeng no engem Concert erhieflech méi séier maachen an dat ass net ze vernoléissegen. D'Liewesqualitéit vun de Bieleser Leit géif sech verbesseren, well d'Zuchstreck, déi matsen duerch d'Uertschaft verleeft, kënnt suppriméiert ginn. D'Gemengen Esch a Suessem hu sech vun Ufank un agesat, fir dass den öffentlechen Transport en Tromp op dësem Site gëtt an datt een net de Feeler maache soll eng iwwerdriwwen Zuel vu Parkingen ze installéieren.

D'Gemenge waren eigentlech der Meenung, datt een net nëmme mam Zuch oder Train-tram um Bord vum Site fuere soll, mä éischter duerch de Site, datt déi vill Leit, déi mol hei wunne sollen, besser un den Transport en commun ugebonne wären. Et ass gemengt ginn, en Train-tram, deen hei derduerch géif fueren, géif ze vill Plaz ewechhuelen. Et géifen och technesch Schwieregkeete ginn, fir nees un de Lycée erunzekommen. Ech sinn awer der Meenung, dass een dës Méiglechkeet ganz gréndlech préife soll, well hei hu mer eng eemoleg Chance en öffentlechen Noverkéier optimal ze organiséieren. Dësen Appel riichten ech och un d'AGORA als Entwécklungsgesellschaft, fir de Belval wierklech als Pilotprojet ze entwéckelen.

Ech wëll zum Schluss awer soen, dass meng Fraktioun positiv zu dësem Projet de loi steet an ech bréngen heimat och den Accord vun der CSV.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Marc Zanussi agedroen. Den Här Zanussi huet d'Wuert.

M. Marc Zanussi (*LSAP*).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir féieren haut d'Diskussioun iwwert de Projet 5192, deen als Zil huet d'Industriebrooch Belval-West a senger Peripherie mat engem Gleis un d'Schinnennetz unzebannen. Iwwert d'Bedeitung vun deene Frichë fir de Süde mat sengem Entwécklungspotenzial, mat deem Modellcharakter, deen ëmmer an de Vierdergrond gestallt gëtt, hu mer hei an der Chamber an op anere Plaze scho vill diskutéiert. Mir hunn an der Chamber hei schonn eng Rei vu Projete gestëmmt, déi an déi do Industriebrooch solle kommen. Héichuewen, Centre culturel, Rockhal an ähnlech Projete goufen hei diskutéiert, an d'Tatsaach, dass elo déi Schinnenubannung do realiséiert soll ginn, soll jo och vum Zäitplang hier esou organiséiert ginn, dass parallel dozou mat der Fäerdegstellung vun der Rockhal och d'Ubannung mat der Schinn méiglech muss sinn.

Dass dës Ubannung mat der Schinn vun der grousser Industriebrooch eng gutt Saach ass, steet, eiser Aschätzung no, ausser Zweifel. Eigentlech bräicht een net méi vill driwwer ze diskutéieren, well dat misst eigentlech normal sinn, dass e Gebitt vun 120 Hektar, wou dausende vu Leit herno schaffen, wunnen, léieren a studéiere ginn, un d'Schinn ugebonne gëtt, dat ëmsou méi, wann et een onëmstriddend Zil ass vun dëser Regierung a vun deene Regierunge virdrun, fir e „modal split“ vu 25% vum öffentleche Persounenoverkéier ze erreechen.

Et ass och richteg, dass de Rapporteur virdrun a sengem Rapport drop higewisen huet, dass et weiderhin eng Noutwendegkeet gëtt, nei Infrastrukturprojeten am Beräich vun der Schinn ze realiséieren a bestoender auszebauen, mat der Iwwerzeegung, dass déi Ausbauten an Neibauten noutwendeg si fir d'Capacitéit um Schinneréseau ze erhéijen an de Succès, deen an dësem Projet an dëser Ubannung läit, och kënnen ze realiséieren. Dofir wéilt ech op dëser Plaz dem Rapporteur merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech géing och hei deklaréieren, dass mir als LSAP-Fraktioun selbstverständlech dëse Rapport och wäerte stëmmen an dëst Gesetz wäerte stëmmen.

Ech wéilt awer vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir op eng Rei vu Mësselen, eiser Aschätzung no, hinzeweisen. Ech denken, dass et mat dësem Projet net méiglech ass, deen an den Etüde gewënschte „modal split“ vu 40% fir den öffentlechen Transport ze erreechen. Déi aktuell Verkéiersplanung, déi dee vill zitéierte Modellcharakter soll hunn, huet en eiser Aschätzung no net, ausser et versteet een ënner Modellcharakter ënnerschiddlech Saachen. A wann ech mech un de Grondtenor vun deem aktuelle Verkéierskonzept erënneren, dee vun der AGORA erstallt ginn ass, da geet deen dovunner aus, dass d'Brooche mat engem Stroossennetz sollen ausequipéiert ginn, dat et deene Leit, déi dohinner wunnen a schaffe ginn, zu 60% erlabe soll mam Privatauto dohinner ze fueren an dass déi reschtlech 40% dem öffentleche Verkéier zougeschoustert solle ginn.

Mir hunn als TICE eis selbstverständlech Gedanken iwwert d'Entwécklung vun deene Verkéiersflëss gemaach gehat. Mir hunn och de Minister gefrot gehat an déi Verkéierspläng agebonnen ze ginn, wat och geschitt ass. Mir hunn, wou mer eis mat der Dokumentatioun ausenaner gesat hunn, festgestallt a bedauert, dass d'Erschléissung vun deem Gebitt do net virgesinn ass mat engem Tram ze maachen. Mir hunn eis als TICE driwwer ënnerhalen an eis e Rapport erstelle gelooss a mir hunn, fir auslännesche Sachverstand erbäizezéien, de Professer Brändli invitéiert gehat, eis bei dem Gutachten, dat mir als TICE erstallt hunn, ze begleeden. De Professer Brändli huet dat och gemaach. Déi Konklusiounen, déi mir als TICE eigentlech iwwert dee geplangte Verkéierskonzept haten, goufen dann och zu engem Deel vum Professer Brändli konfirméiert.

Ech wéilt hei e puer Zitater aus sengem Ofschlossrapport virdroen. De Professer Brändli huet geschriwwen: „Das Ziel von 40% öffentlichem Verkehr resultiert nur aus der Differenz zwischen Nachfrage und möglichem Angebot für den Individualverkehr, das heißt als reine, an sich nicht gewünschte Hochwasserentlastung (eigentlich müsste der „modal split“ für Belval-West von 40% als unterste Grenze angesehen werden).“

A wann ee vu „modal split“ a Méiglechkeete vum öffentlechen Transport schwätzt, konnt ee sech gëschter Owend op der Konferenz vum Professer Kagerbauer aus Zürich, deen Direkter vum Züricher Verkéiersverbond ass, iwwerzeege loossen, dass e „modal split“ vu méi wéi 40% an enger Agglomeratioun wéi Zürich zum Beispill méiglech ass. Zürich huet 60% Bedeelegung um öffentleche Persounentransport am Beräich vum Beruffsverkéier, wat remarquabel ass, mä fir dat Resultat ze erreechen, muss een natierlech aner Moossnamen ergräife wéi déi, déi vun dëser Regierung bis elo geplangt gi sinn.

Fir déi 40% an den Industriebroochen ze erreechen, brauch een eng wierklech richteg attraktiv a leeschtungsfäeg Ubannung vun der Eisebunn, an déi ass mat deem virleiende Projet, eiser Aschätzung no, net ze erreechen. Ech deelen do d'Aschätzung an d'Suerg vum Här Sunnen, dee jo och dorobber higewisen huet.

D'Erschléissung mat engem Tram vun där Industriebrooch do ass vun engem Büro vun der AGORA ofgelehnt ginn aus Käschtegrënn, wéinst infrastrukturelle Problemer, déi sech offensichtlech weisen, an aus der Tatsaach eraus, dass et vläicht schwiereg wär oder dass et net gënschteg wär esou eng breet Trace engem Tram ze reservéieren, well déi Flächen, déi jo fir den Tram genotzt musse ginn, net kënnen als Bauland valoriséiert ginn. Déi Argumenter, déi do vun der AGORA oder vun deem Büro geint d'Uschléisse vun engem Tram virbruecht gi sinn, sinn net vun eis gedeelt ginn - si ginn och net vum Här Brändli gedeelt. Si ginn awer, wéi ech gelies hunn, vum Transportminister gedeelt.

Ech wéilt och just heizou den Här Brändli zitéieren. Hien huet geschriwwen: „Die Ablehnungsgründe für eine direkte Trassenführung für den öffentlichen Verkehr sind unter Beachtung der Zielsetzung und des Aufwandes für den Individualverkehr lächerlich. Das öffentliche Verkehrsangebot wird dem angestrebten Ziel von 40% „modal split“ in keiner Weise gerecht. Es ist gegenüber dem Individualverkehr nicht wettbewerbsfähig. Eine Leistungsberechnung fehlt völlig.“ An zum Schluss schreift den Här Brändli: „Das vorgeschlagene Konzept ist für den öffentlichen Verkehr in verschiedener Hinsicht nicht brauchbar.“

Dat heescht also ganz konkret, dass och hei an de Broochen den ugestriefte „modal split“ vu 40% net erreecht ka ginn, gradsou wéineg wéi déi 25% vum „modal split“ op Landesplang kënnen erreecht ginn, wann net déi noutwendeg infrastrukturell Viraussetzunge geschaaft ginn, fir dat kënnen ze maachen.

An deene leschte Wochen a Méint hu mer hei an der Chamber eng ganz Rei vun Infrastrukturprojeten diskutéiert a gestëmmt, déi mat Eisebunn ze dinn hunn. Mir hunn als Fraktioun gesot, an ech hunn dat och an eenzelnen Interventiounen an a menger Interpellatioun schonn e puermol widderholl gehat an ech maachen et och hei nach eng Kéier, dass bei allegueren deenen Infrastrukturprojeten do mir vermëssen, dass et vu Säite vun der Regierung keng Prioritéitelëscht fir d'Realiséierung vun deem dote Projet gëtt. Dat ass eng Kritik, déi mir elo eleng maachen, mä déi ebenfalls och am Avis vum Conseil d'État zu deene Projeten, déi mer haut diskutéieren, all Kéier erëmzefannen ass.

A wann de Rapporteur virdru gesot huet, dass et Avisë gëtt a liicht Kritiken un deene Projeten, da wéilt ech awer trotzdeem op déi Kritiken nach eng Kéier agoen. Well de Conseil d'État huet ebenfalls der Regierung nogeluecht ganz kuerzfristeg eng Prioritéitelëscht virzeleeën iwwert déi Projeten, déi geplangt sinn, eng Prioritéitelëscht, déi och de finanziellen Disponibilitéite vum Stat Rechnung soll droen. An de Conseil d'État grad wéi mir hunn Zweifel dorunner, wat d'finanziell Ofsécherung vun alleguer deenen dote Projeten ubelaangt. De Conseil d'État rechent zesummen, dass d'Ausgabe fir alleguerten déi dote Projete bei 1.375.000.000 Euro ouni TVA leien. A wann e weess, dass de Fonds du rail am Joer 2004 nëmme mat 90 Milliounen Euro dotéiert ass, a fir déi nächst fënnef Joer ledeglech all Kéiers eng Enveloppe vu 70 Millioune soll dobäikommen, da kann een aus deene Chiffren do ofliesen, dass effektiv déi finanziell Ofsécherung vun deene Projeten net garantéiert ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et huet een also den Androck, dass d'Majoritéit mat deene Projeten, déi se virun d'Plénière bréngt an ofstëmme léisst, eigentlech soss näischt wëllt maache wéi hire politesche Bilan ze verbesseren duerch eng Lëscht vu Projeten, déi gestëmmt ginn, wëssend dass bis zum Dag vun haut nach bis zum Dag vun de Wahlen de „modal split“ am öffentleche Verkéier emol net ëm 1% wärend der Mandats-

period vun dëser Regierung an d'Luucht gaangen ass. Dat ass de Bewäis. Och d'Presentatioun vum IVL-Dokument beweist et nach eng Kéier, dass déi 25%, déi vun der Regierung ugestriewt sinn, am öffentleche Verkéier mat der aktueller Politik a mat „mobilitéit.lu" net ze erreeche sinn. Dat soen net mir, mä dat geet aus deem Dokument IVL kloer an däitlech ervir.

Ech wéilt ofschléissend nach eng Kéier bedaueren, dass bei der Erstellung vun dem Dokument IVL d'Ubannung vun dem Stadzentrum mat der Schinn an d'Ubannung vun de Frichë mat der Schinn eigentlech emol net gepréift gi sinn. Wahrscheinlech huet dat net an d'politescht Konzept vun dëser Majoritéit erapasst.

Op jidde Fall hunn ech an enger vun deene Sëtzungen, wou offensichtlech den Dialog mat de Gemenge stattfonnt huet, gefrot, firwat déi dote Méiglechkeeten net mat analyséiert géife ginn, an do hunn d'Büroe mer geäntwert, dat léich net an hirem Optrag.

Ech stellen awer fest, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass bis zum Dag vun haut ganz vill Zäit erëm eng Kéier mat Etüde verluer gaangen ass, an ech bleiwen der Iwwerzeegung, dass wann dës Regierung net de Projet vum BTB viru fënnef Joer gekippt hätt, mir haut mam Tram kéinte fueren a vill méi no bei deem ugestriefte Resultat vu 25% „modal split" wären. Mir ginn d'Hoffnung net op, dass déi zwou Parteien, déi dofir responsabel sinn, dach zu enger besserer Asiicht kommen.

Ech soen lech merci fir d'Opmierksamkeet.

M. le Président.- Als nächsten Diskussiounsriedner ass den Här Gusty Graas agedroen. Den Här Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, et ass wuel keen Dossier, dee mir an deene leschte Joren esou intensiv hei an der Chamber diskutéiert hu wéi d'Revaloriséierung vun de Friches industrielles Belval-Ouest. Dat ass jo och kee Wonner, well mer et hei mat engem ambitiéisen an och ganz zukunftsorientéierte Projet ze dinn hunn. An deenen nächsten zéng bis fofzéng Joer wäert jiddefalls de Minett säi Bild komplett verännerен.

D'Frichen op Belval erlaben eis u sech en neie Modell ze entwerfen, wou wunnen, schaffen a Fräizäitgestaltung kënnen openeen ofgestëmmt ginn. Niewent villen ekonomeschen Aktivitéite mat sëlleche Betriber wäert och neie Wunnraum geschaafe ginn. Och deen neie Lycée technique Belval wäert iwwer honnerte vu Schüler Plaz bidden. Da gëtt et jo awer och nach eng Rei vu kulturellen Infrastrukturen. Ech denken un d'Rockhal, déi lues a lues wiisst. Ech denken un de Kinokomplex, deen och e Magnéit wäert duerstelle fir op dee Site Leit unzezéien.

Am Kloertext: An deenen nächste Joren ass do all Dag mat dausende vu Leit ze rechnen. Dat brëngt onweigerlech nei Problemer, virun allem am Stroosseverkéier mat sech, well déi Leit sech jo awer aus ville Richtungen op dee Site wäerten déplacéieren. D'Gefor ass grouss, dass sech en neien nevralgesche Verkéiersknuet entwéckelt, an dofir ass et wichteg, dass een och e Konzept entwërft, fir dass déi Mass vu Leit kann op eng adequat Aart a Weis op Esch-Belval dee Moment geféiert ginn. Dass alleng do Stroosseninfrastrukturen net duerginn, dat ass evident. Dofir ass et och ze begréissen, dass e Maximum gemaach gëtt fir den öffentlechen Transport ze organiséieren, an dat natierlech un éischter Linn duerch eng gutt Schinneninfrastruktur.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Projet selwer ass ze soen, dass et natierlech wichteg ass, dass elo en neien Arrêt Belval-Usines gebaut gëtt. Dat erlaabt niewent dem klasseschen Zuchmaterial mat engem Train-tram, besonnesch an de Spëtztenzäite kënnen ze fueren. Dat féiert och dozou, dass d'Frequenze kënnen erhéicht ginn.

Dëse Projet reit sech nahtlos an d'Konzept „mobilitéit.lu" an. Am IVL kann ee liesen, dass déi intern Erschléissung vun der Südregioun unhand vun zwou Ënnerlinne soll geschéien. Déi éischt geet vu Kärjeng iwwer Déifferdeng op Biereng, an déi zweet Ënnerlinn pendelt tëschent Rodange a Beetebuerg. Och d'Ubannung tëschent dem Süden an der Stad Lëtzebuerg soll iwwer zwou Ënnerlinne geschéien.

Doniewent begréisse mir an dësem Kontext, dass d'Konzept vun den Opfangparkinge weider ausgebaut gëtt. Esou ass an enger éischter Phas virgesinn, fir e Parking mat 1.600 Plazen ze aménagéieren, deen an enger zweeter Phas op 2.500 soll ausgebaut ginn, an dat deelweis souguer op franséischem Territoire. Et ass also eng gutt a richteg Fortsetzung vun der Strategie fir ronderëm eis Grenzen esou vill wéi méiglech Opfangparkingen ze aménagéieren, dass d'Frontalieren do hire Privatauto kënnen ofstellen, fir dann iwwert de Wee vun der Schinn op hir Aarbechtsplaz sech ze déplacéieren.

D'Zesummenaarbecht mat eise franséischen Nopere klappt gutt, esou gutt dass Iddië gebuer goufen, fir dass en Industriepark soll op franséischem Territoire geschafe ginn, deen ënner Lëtzebuerger Regele funktionéiere soll. Dëse Projet, deen iwwer 95 Millounen Euro kascht, belaascht natierlech eise Budget an deenen nächste Joren. Et ass nëmmen ze hoffen, dass mer déi néideg finanziell Situatioun dann nach wäerte virfannen, fir dës wichteg Projete kënnen ze realiséieren.

Ech sinn erstaunt iwwert déi Aussoen, déi de Vertrieder vun der sozialistescher Aarbechterpartei gemaacht huet, dee sech driwwer wonnert, dass dës Regierung géing u sech nëmme legislativ Texter verabschieden, ouni dass doduerch eng Verbesserung géif antrieden. Mengem Wëssen no ass et jo awer esou, dass fir d'éischt muss emol legislativ Aarbecht geleescht ginn ier een iwwerhaapt um Terrain eppes Konkretes kann ëmänneren. Wann also d'Kolleege vun der sozialistescher Aarbechterpartei hir Aarbecht an de leschte Jore besser gemaach hätten, dann hätte mer dat hei scho kéinten iwwersprangen. Et ass virun allem awer dëser Regierung ze verdanken, dass iwwerhaapt emol konkret legislativ Aarbecht geleescht ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëlle jo och de „modal split" op 25/75 erhéijen, wat ouni Zweifel en ambitiéist Zil ass. Dat mannst wat ee jiddefalls ka soen ass, dass grad ënnert dëser Regierung gewalteg Ustrengungen ënnerholl goufen, fir dat Zil ze erreechen. Ouni nach eng Kéier am Detail op all déi Gesetzer anzegoen, déi mir schonn an deene leschte Wochen a Méint gestëmmt hunn, muss een agesinn, dass vill wäertvoll Aarbecht geleescht ginn ass, fir eng Verbesserung vun der Schinneninfrastruktur zu Lëtzebuerg ze erreechen, an dat besonnesch am Süden. Een, deen de Contraire seet, dee belitt sech selwer.

Niewent deene sëlleche Gesetzer ass weider eng Gesamtenveloppe vun iwwer 1,3 Milliarden Euro elo zur Verfügung gestallt ginn. Da si jo awer nach aner Projeten an der Maach, déi scho wäit fortgeschratt sinn. Ech denken zum Beispill un eng Liaison ferroviaire tëschent Esch an der Stad Lëtzebuerg, wou de Projet dach schonn ufänkt méi konkret Konturen unzehuelen a wou och wäert an deenen nächste Wochen, wéi et ausgesäit, den definitiven Tracé arrêtéiert ginn, och wann dat natierlech net ëmmer esou einfach ass.

Et gesäit een also, entgéint deem wat hei eenzel Leit fälschlecherweis behaapten, dass ganz vill um Niveau vun der Schinneninfrastruktur realiséiert gëtt a mer wichteg Viraarbecht an d'Wee geleet hunn. Och dee Projet vun haut reit sech an dat ganzt Konzept an, a dofir ass et evident, dass d'Demokratesch Partei dëse Projet wäert ënnerstëtzen. Ech wëll ofschléissend awer nach mengem Kolleeg John Schummer merci soe fir seng ausféierlech Berichter.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Süd-Deputéierten an Escher sinn ech frou zu deem Infrastrukturprojet, dee mir haut hei solle stëmmen, schwätzen ze dierfen. Ech wëll awer uganks den Här Rapporteur félicitéiere fir säi gudden awer dach kompliziéiert technesche Rapport, deen en hei virbruecht huet.

Den ADR huet sech scho méi laang mat der Verkéiersproblematik am Süden an am Südweste vun eisem Land ausenanergesat, a mir hu keen deiere Professer Brändli gebraucht fir erauszefanne wou de Schong dréckt. Mir hunn och net den TICE gebraucht, mä mir hunn et selwer erausfonnt an hunn och selwer versicht Léisungen ze fannen.

Wéi du séier d'Neibeliewung vun den Industriefrichen am Süden décidéiert gouf, huet eis Partei, an dat nach virun dëser Iwwergangsregierung, dat éischt Verkéierskonzept fir de Süden a Südweste vum Land ausgeschafft, well mir eis bewosst waren, dass, wann alles esou weiderleeft wéi bis elo, d'Awunnerzuel am Minett géing staark uklammen genausou wéi d'Zuel vun de Pendler och. Sollten d'Frichen an deem Rhythmus wéi geplangt revitaliséiert ginn, da si séier massiv Investitioune besonnesch an déi öffentlech Verkéiersmëttel an -infrastrukturen néideg, well elo schonns leit de Süden ënnert engem massive Verkéiersopkommen an un deementspriechend iwwerlaaschte Stroossenachsen, besonnesch a Richtung Haaptstad.

Ech brauch hei just d'Beispill vun der Route de Longwy ze nennen. Besonnesch moies an owes ass de Verkéier hei méi wéi zéiflësseg a regelméisseg kënnt et hei zu Stauen. Och nach grad an den Dierfer, esou datt d'Liewensqualitéit vun den Awunner op dëser Streck, sief et zu Dippech, Schuller oder Kärjeng, schwéier gestéiert ass.

Den 13. am Wantermount 2001 huet den ADR-Süden säi Verkéierskonzept SABB (Shuttle, Auto, Bus, Bunn) der Öffentlechkeet virgestallt. Mir hunn och an enger Rëtsch vun Informatiounsversammlungen de Kontakt zu deene betraffene Bierger gesicht, an eist Konzept ass op grouss Zoustëmmung gestouss. Déi Zuchlinn, vun där mer haut schwätzen, war an ass och en Deel vun eisem Konzept. Mir haten deemools och op dee schonns existéierenden Zuchtunnel vun der ARBED ënnert der Bieleser Gemeng higewisen a gefuerdert, datt gepréift gëtt awéiferrn sech dësen Tunnel fir de Persounenverkéier kënnt notze loossen. Dat huet d'Regierung elo gemaach. D'Wiel ass, aus verschiddene Grënn, op de Bau vun engem neien Tunnel gefall, deen an enger spéiderer Phas soll realiséiert ginn.

De Käschtepunkt fir deen alen ARBED-Tunnel op d'Sécherheetsbestëmmunge vum Persounentransport unzepassen, steet a kengem zefridde stellende Verhältnis mam Bau vun engem modernen Tunnel. Dësen neien Tunnel wäert och eng grouss technesch Erausfuerderung duerstellen. Ech wëll awer elo schonns drop insistéieren, datt dësen Tunnel vun Ufank un zweegleiseg gebaut gëtt fir ze verhënneren, datt do en Engpass entsteet. Virun allem awer fuerdere mer den Transportminister op, elo schonns ze préiwen ob et net méiglech wär dann och de Gidderverkéier Richtung Déifferdeng, Péiteng, Rodange duerch dësen Tunnel ënnert Bieles erduerchzeleeden. Dat géif d'Liewensqualitéit vun deene Bieleser Awunner massiv verbesseren.

Da muss ech leider awer och hei eng Kritik ubréngen. Dës duebelgleiseg Zuchlinn mat hiren dräi Halten: Belval-Lycée, Belval-Usines a Belvaux-Mairie, soll 95.000,45 Millounen Euro kaschten. Dës Zomm soll iwwert de Fonds du rail finanzéiert ginn.

(Interruptions diverses)

Gelift? 95 Millounen Euro. Entschëllegt. 95 Millounen Euro, jo. Ech hat nach ëmmer Problemer mat den Zuelen. Mä et war e Lapsus, et war keng Absicht. Dës Zomm soll iwwert de Fonds du rail finanzéiert ginn. Wéi dat Geld iwwerhaapt an dëse Fong soll kommen, déi Fro muss ee sech awer emol stellen. De Fong ass nämlech elo scho vülleg ausgeblutt an iwwerfuerdert. An de leschte Méint hu mer zeg esou Infrastrukturprojete gestëmmt, an haut soll d'Chamber nach esou e Projet stëmmen. Den neien Nordausgank vun der Gare Lëtzebuerg kascht op d'mannst 180,7 Millounen Euro. Fir dat ze verdäitlechen, dat si 7.290.000.000 eiser aler Frang! Fir den TGV-Uschloss kënnen ze realiséieren, hate mer am Heemount d'lescht Joer 141 Millounen Euro gestëmmt, alt erëm bal sechs Milliarden aler Frang.

Fir eng Klamer opzemaachen: Och dat hat den ADR a sengem Transportkonzept scho virgesi fir deen Uschloss do ze maachen. Do virdrun, am Mee, huet d'Chamber schonns iwwer 50 Milliarden aler Frang fir Schinneninfrastrukture verplangt, déi net am Fonds du rail erëmzefanne waren. Dofir ginn ech de Verdacht net lass, datt d'Regierung amgaang ass hei d'Vollek e bësse fir domm ze verkafen. Nëmmen déi mannst vun all deene Projeten, déi elo op eng Kéier am Virwahlféiwer hei zur Ofstëmmung kommen, wäerten iwwerhaapt mëttel- oder laangfristeg kënne finanzéiert ginn.

Dofir alt erëm eng Kéier den Appel vum ADR: Leet wann ech gelift dem Lëtzebuerger Vollek emol eng Prioritéitelëscht vir! Wat gëtt tatsächlech kuerz- a mëttelfristeg gebaut? Schenkt och de Lëtzebuerger wann ech gelift klore Wäin an, well virdru sinn d'Sozialisten hei elo ugegraff gi well si net genuch gemaach hätten. Elo hu mer de Papbeier do leie wou alles drop steet, elo géife mer awer och gär wëssen, wou déi Suen hierkommen, mat deenen dat do soll bezuelt ginn.

Sot eis endlech emol wéi et wierklech ëm d'Finanzlag vun eisem Stat bestallt ass a waart net domadder bis d'Wahlen, well dee Verdacht gi mer net lass, datt dat soll d'Absicht si fir elo iwwert d'Wahlen ze kommen an dann nei Projete virzestelle fir sech de schéine Männchen ze maachen, an dann herno mussen anerer kucke wou se d'Suen hierkréien. D'Glafwierdegkeet vun der Politik kënnt nëmmen doduerch gewannen, wann endlech emol hei kloer Kaarten op den Dësch kéimen.

Well bei de Budgetsdebatte fir den aktuelle Statsbudget huet et sech schonns erwisen: 2006 sinn d'Fongen allegueren, also och de Fonds du rail, eidel. 2007 si mer esouguer 600 Millounen am Defizit! Dofir haalt wann ech gelift op, de Leit Sand an d'Aen ze streeën, well elo scho mussen Empreunten opgeholl gi fir d'Fongen ze alimentéieren. Leet eis och wann ech gelift endlech e kompletten, realisteschen an zäitlech definéierte Finanzéierungsplang fir alleguerten dës Bauprojeten op den Dësch a sot eis wat Är wierklech Prioritéiten an dësem Beräich sinn!

Dëst betount, muss ech awer soen, datt mir mat deem do geplangten Deelstéck averstane sinn, well et jo och an eisem Konzept ass.

(Interruptions diverses)

Mir wäre frou, wann et och weider an eis Richtung géif lafen, well dat heescht, datt den Transportminister op eise Wee geet an eng Aart öffentleche Persounenzuch-Kreesverkéier an der Süd-Südwest-Regioun vum Land opbaut. A mir hunn dat an eisem Konzept.

(Interruptions diverses)

Mir hunn dat Shuttle-Schleef gedeeft. Am ADR-Transportprogramm géif déi nei Stad Belval mam ganze Süden a mat der Stad verkéierstechnesch vernetzt ginn. Dat géif mat dëser Streck, déi mer haut stëmmen, ugoen a géif weider duerch den Tunnel bis Suessem-Kronospan lafen, an do iwwert d'Industriezon PID-EST/am Woeller, direkt laanscht d'Collectrice du Sud, fir dann op d'bestehend Zuchlinn Péiteng-Stad ze stoussen.

Dës Linn Stad-Péiteng-Longwy muss laut ADR-Transportkonzept onbedéngt a prioritär zweegleiseg ausgebaut ginn. Ech hunn op dës Problematik schonns a verschiddene Questions parlementaires higewisen. Mat dësem ADR-Konzept wär en héichtakteschen Zuchkreesverkéier tëschent der Stad, op der Héicht vum P&R Bouillon, deen zu engem neie Persounerverkéiersknotepunkt géif ginn, an Esch/Uelzecht wéi och der ganzer, net nëmmen op de Frichen nei opstriewender Südregioun méiglech.

Mir hate fir de Lien Stad-Esch-Belval ze maachen de Bau vun enger Persounenzuchlinn direkt laanscht d'Escher Autobunn virgesinn, an dat fir d'Landschaftszerschneidung ze minimiséieren. Dat ënnerscheet eist Konzept am Fong vum Här Transportminister senge Pläng. En Deel géing och hei bis op d'Héicht vun Esch-Lalleng iwwer eng scho bestehend ARBED-Streck lafen. Ausserdeem handelt et sech bei dësem Deel vun eiser Shuttle-Schleef ëm eng direkt Verbindung Stad an déi reaktivéiert Frichen, an dat ouni Ëmweeër.

An enger zweeter Phas kënnt een esou e Kreesverkéier och iwwert d'belsch Grenzgebitt eraus organiséieren. Do géing eise Shuttle amplaz no riets Richtung Kärjeng a weider an d'Stad, no lénks a Richtung Péiteng-Rodange fueren, fir da weider - alles iwwert nach bestehend Zuchlinnen - bis erop tëschent Hondelange an Autelhaut, op der Héicht vun Arel op déi bestehend Zuchlinn Arel-Lëtzebuerg ze stoussen. Groussraimeg kënnt esou e séieren a komfortabelen Transport vu Frontalieren, net nëmmen an d'Stad, mä och op déi nei Aktivitéitszonen am Süden organiséiert ginn. Dat wär eng innovativ a modern Léisung vu Stau- an Ëmweltproblemer.

An deem Kontext sief och nach drun erënnert, datt den ADR-Konzept och d'Reaktivatioun vun der Zuchlinn Stengefort-Klengbetten fir de Persounentransport virgesinn hat an och weiderhi virgesäit. Esouguer d'Sozialiste koumen och kierzlech op eng Kéier mat dëser Iddi. Ech wëll do dem Här Spëtzekandidat, dem Här Asselborn, dem Stengeforter Buergermeeschter, jo näischt ënnerstellen, hei awer an aller Däitlechkeet drun erënneren, datt den ADR-Süden d'Reaktivatioun vun der Streck Stengefort-Klengbetten schonns zënter dem Joer 2001 formell gefuerdert huet an dat och a sengem Konzept mat dran huet.

Mat där genannter, méi genereller Nuance wat d'Finanzéierung an déi

weiderhi feelend Prioritéitelëscht vun deene sëllechen Infrastrukturproblemer betrëfft, déi elo hei gewëssermoossen an enger Aart Torschlusspanik virun de Wahle gestëmmt ginn, kann ech awer zu dësem absolut noutwendege Projet mat guddem Gewëssen den Accord vu menger Fraktioun ginn. Dat esouguer, wéi ech dat scho virdrun ugedeit hunn, mat enger gewësser perséinlecher Satisfaktioun, an hei louch a läit den ADR och nach ëmmer richteg, an ech hunn eist Verkéierskonzept nach emol hei am Detail misse virstellen, fir wann d'Regierung nach eng Kéier sollt higoen an Deelstécker vun eisem Konzept kopéieren, wa se elo gutt nogelauschtert huet…

(Interruptions diverses)

Wann ech gesinn, wéi Dir hei amgaange sidd, d'Lëtzebuerger Vollek fir domm ze verkafen, da verget net nëmme mir hei d'Laachen, mä och nach aneren. An Zukunft, wann Der eppes vun eis kopéiert, da maacht et wann ech gelift anstänneg, da klappt et och.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Als nächst Riednerin ass d'Madame Dagmar Reuter-Angelsberg agedroen. D'Madame Reuter huet d'Wuert.

Mme Dagmar Reuter-Angelsberg *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och ech soen dem Rapporteur merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Bericht. Als Suessemer Gemengeréitin sinn ech ganz frou, datt mer haut dëse Projet stëmmen. Et ass, wéi dat scho méi oft hei ugeklongen ass, e Projet, deen net nëmmen d'Gesiicht vun der Uertschaft Bieles wäert veränneren, mä deen nei Akzenter setzt fir de ganze Süden an och fir d'ganzt Land.

Et mësche sech an déi positiv Gefiller awer och Bedenken a Suergen. Bei dësem Projet de loi geet et op den éischte Bléck nëmmen ëm eng Eisebunnsantenne, déi gebaut soll gi vun enger bestehender Gare op eng aner nei Gare. Dorun huet och kee Mënsch eppes auszesetzen. Wat eis méi beschäftegt ass dat wat an Zesummenhank mat dëser Antenne sech soll weiderentwéckelen a wou hei an dësem Projet schonn éischt Jalonë gesat ginn.

Wichteg ass, dass d'Gare Belval-Usines ganz schnell funktiounsfäeg ass, well d'Rockhal jo 2005 hir Diere wëllt opmaachen. Och d'Antenne bis bei d'Gemeng ass ze begréissen a virun allem och de spéidere virgesinnenen Tunnel ënnert der Gemeng fir de Balkan duerch Bieles ze eliminéieren. Problematesch ass awer Folgendes:

D'Gemengen hu fir en Train-tram matsen duerch de Site plädéiert, mat an der éischter Phas, mä mëttelfristeg wann de „square mile“ gebaut ass. D'Zil vun dësem Train-tram ass et, dass een all Infrastrukturen erreeche kann ouni ëmzeklammen op de Bus oder aner Moyenen. Den Train-tram duerch de Site soll also virun allem d'Desserte interne garantéieren, dat heescht d'Beweeglechkeet innerhalb vum Site.

Op Grond vun enger AGORA-Studie verzicht den Transportministère op déi Léisung, haaptsächlech aus finanziellen Ursaachen. Dofir ass et wichteg, dass amplaz vum Train-tram elo e performante Busservice kënnt. Dobäi gëtt natierlech op d'Wichtegkeet vun der Abannung un d'regional Bussen higewisen, wat jo selbstverständlech ass. Doniewent geet awer däitlech ervir, dass dat Konzept ouni Train-tram matsen duerch de Site nëmme funktionéiert wann och e performanten interne Shuttlesystem opgebaut gëtt. Dee Shuttlesystem soll am Fënnefminutterythmus funktionéieren. Dat heescht, wann een op Belval-Usines erausklëmmt, oder op där geplangtener Busgare bei Belval-Mairie, dass een all fënnef Minutten e Bus kritt fir sech intern um Site fortzebewegen, zum Beispill vu Belval-Mairie fir bei d'Dexia-BIL oder d'Archiven oder vu Belval-Usines fir an de Lycée technique.

Wann d'Léisung vum Train-tram duerch de Site also net realiséiert gëtt - d'Gemengen hunn allerdéngs iwwer hire PAG eng Trace reservéiert fir zu engem spéideren Zäitpunkt nach en Train-tram duerch de Site ze féieren -, da muss effektiv esou e performante Shuttlesystem déi intern Mobilitéit garantéieren. Mat deem interne Shuttlesystem fält a steet d'Funktionéiere vum ëffentlechen Transport op deem Site.

Et muss een ënnersträichen, dass et also net un éischter Linn d'Leit aus de Gemengen Esch a Suessem sinn, déi sech esou fortbewegen, mä Leit vun ausserhalb dem Site, déi heihinner schaffe kommen oder hei hir Fräizäit verbréngen. Dofir si mer erstaunt Folgendes am Projet de loi ze liesen: „Dans ces conditions la proposition d'AGORA a été retenue d'assurer la desserte de Belval-Ouest par des autobus selon un schéma d'exploitation, dont la mise en oeuvre reposera notamment sur le réaménagement et le renforcement des lignes régionales TICE et RGTR susceptibles d'être déviées pour transiter via le site.“

A weider: „Ce schéma d'exploitation laisse toute liberté aux communes pour assurer en sus une desserte du site par City-Bus, qui devra cependant être financée intégralement par la ou les communes concernées.“

Wat bedeit dat elo am Klortext? Aus Käschtegrënn gëtt op eng intern Train-tram-Léisung verzicht. D'AGORA-Verkéiersstudie seet kloer, dass de Moment muss e performanten interne Shuttlesystem am Fënnefminuttentakt funktionéieren. Dee Shuttlesystem ass net duerch déi regional Linnen ze assuréieren, déi jo aus den Nopeschgemenge just duerch de Site fueren. Am Projet de loi gi just regional Linnen ugeschwat, déi vum Transportministère iwwerholl ginn.

An deen interne Busservice vum Site, wa mer den Text vum Projet de loi richteg verstinn, muss vun de Gemenge bezuelt ginn a sou genannte City-Bus-Linnen. Et ass evident, dass weder d'Suessemer Gemeng nach Esch, nach déi zwou Gemengen zesummen esou e Shuttlesystem am Fënnefminuttentakt bezuele kënnen a wëllen. Dat heescht also, wann den Transportministère aus Käschtegrënn den Train-tram duerch de Site, also déi ideal intern Bedingung fale léisst, da missten elo d'Gemenge stattdessen dësen interne Shuttlesystem bezuelen. Dat wäerten d'Gemenge kaum maachen, an da brécht dat ganzt Konzept vum ëffentlechen Transport zesummen, well een eng Desserte interne eleng duerch regional Bussen net assuréiere kann. Wann dës Interpretatioun falsch ass, da feelt am Projet de loi e kloren Hiwäis drop wéi déi Desserte interne soll funktionéieren, a virun allem wie se soll bezuelen.

Dee Shuttlesystem erfëllt ganz kloer keng reng lokal Aufgab als Service fir d'Awunner vun zwou Gemengen, mä ganz kloer eng regional, jo national mat der Verdeelung iwwert de Site vun de Leit, déi vu bausse kommen. De Problem vun der Desserte interne muss also geléist ginn, well et jo e ganz wichtegen Deel an dem Konzept ass, ouni deen et net funktionéiert.

Meng Virriedner hu scho ganz vill Kritiken hei ubruecht. Ech wëll awer soen, datt mir mat dësem Projet d'accord sinn. Ech bréngen och d'Averstännis vu menger Fraktioun a mir hoffen, datt mer deen Train-tram nach net begruewen hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Also mat Sécherheet war deen net vu Suessem - dat muss ech awer och soen.

Ech soen Iech merci, Här President, fir d'Wuert. Wat mer hei beschléisse sollen, dat ass eng Eisebunnslinn duerch d'Industriebrooch bis erop bei d'Gemengenhaus vu Bieles. Dee Projet soll déi bestehend Zuchlinn Péiteng-Esch ubannen un d'Industriebrooch an dat ass sécherlech eppes wat vu Virdeel ass. Interessant ass och den Opfangparking, deen niewent d'Halte Belval soll kommen, fir déi franséisch Frontalieren, déi do den Zuch an d'Stad kënnen huelen.

Wouer ass awer och, dass d'Uertschaft Bieles selwer weiderhi vum direkten Accès un d'Streck Esch-Déifferdeng-Péiteng wäert ausgeschloss bleiwen. An dee Problem wäert eréischt geléist gi wann déi drëtt Phas och realiséiert gëtt, déi hei am Projet net mat dra virgesinn ass. Eréischt da ginn déi Haiser zum Beispill entlaascht, déi a Bieles laanscht d'Bunn leien an déi do engem zimlech grousse Kaméidi ausgesat sinn, och well d'Bunn do eng gewësse Steigung huet, a wann do Gidderzich kommen, dat mécht en zimleche Kaméidi, deen d'Leit elo scho jorzéngtelaang plot. Bieles huet bekanntlech keng Haltestell selwer. Bieles profitéiert also och net vun där Linn, déi do dee Kaméidi bréngt. Déi zwou eenzeg Haltestellen op Gemengenterrain leien op deenen zwou Extremitéite vun der Uertschaft Bieles, kilometerwäit vuneneen ewech. Dat sinn engersäits d'Gare Zolwer-Scheierhaff an anerersäits d'Halte Réiden.

D'Viraussetzung fir eng Léisung vun deene Problemer do wat d'Uertschaft Bieles ugeet wier also ouni Zweifel d'Weiderféierung vun där neier Streck duerch den Tunnel bei der Gemeng ënnert dem Bierg erduerch an en Uschloss un Héicht vum Scheierhaff un deen aktuellen Tracé vun der Eisebunn, mat gläichzäitegem Astelle vun der aktueller Streck duerch Al-Bieles. Mä déi Léisung fir d'Uertschaft Bieles gëtt hei nëmmen an d'A gefaasst. Si gëtt technesch preparéiert, mä autoriséiert gëtt esou eng Streckeféierung mat deem heite Gesetz net.

Ech hunn iwwregens och meng Bedenken, wat d'Finanzéierungsméiglechkeete vun esou engem zukünftegen Ausbau, deen awer absolut noutwendeg wier, ugeet. Ech wëll do zitéieren aus dem Avis vum Statsrot, dee seet: „Le Conseil d'État est toutefois à se demander si tous ces projets ferroviaires, qui, comme il a été relevé, présentent chacun pris individuellement un intérêt certain, pourront être réalisés à court ou à moyen terme avec des moyens financiers qui ont tendance à diminuer en raison de la situation financière de l'État, qui est en voie de se dégrader sensiblement.“

E schwätzt do bei deene finanzielle Schwieregkeeten nach nëmme vun deene Projeten, déi elo scho beschloss gi sinn, net vun dem Ausbau vun der Streck, eleng also vun deenen décidéierte Projeten an e seet, déi hätten e Käschtepunkt, wat elo de ganze Projet vum Ausbau vun den Eisebunnslinnen am ganze Land ugeet, e Käschtepunkt, deen de Statsrot estiméiert op 1.375.000.000 Euro.

E seet awer, et wären nëmmen 124 Milliounen Euro de Moment am Fonds du rail. An do sollten nach 70 Milliounen an deenen nächste fënnef Joer dobäikommen. Och d'Chambre de Commerce geet op déi Problematik an, ech zitéieren och do d'Chambre de Commerce: „…attire également l'attention des autorités sur le fait que le projet de revalorisation des friches en général et le projet de construction de l'antenne ferroviaire en particulier s'inscrivent dans un contexte de dégradation des finances publiques, et ceci sur un horizon de plusieurs années.“ „D'un point de vue financier,…“, soen se e bësse weider, „…il est ainsi primordial que l'État, en concertation avec les acteurs économiques concernés,…“, dat si si dann natierlech selwer, „…fixe des priorités sur base d'une analyse stricte de coût-opportunité des projets, faisant abstraction de considérations politico-politiciennes“.

Wat d'Patronsvertrieder do soen an hirem Beitrag, strotzt jo vun Arroganz, well mat Politique politicienne ass gemengt, eng Politik och am Interesse vun de Leit zum Beispill. Wat d'Patronsvertrieder domat wëlle soen, dat ass: Well d'Betriber elo trotz grousse Profitter ëmmer manner Steieren an d'Statskeess erabezuelen, sinn net méi genuch Suen do, fir Projeten ze realiséieren, an dofir wëlle si och selwer matdécidéieren, wat fir Projete vun deene wéinege Suen, déi nach wäerten iwwreg bleiwen, dierfe realiséiert ginn. An zu deene wichtege Projete gehéiert ouni Zweifel den ekonomeschen Deel vum Projet Belval, déi ekonomesch Ausnotzung vum Projet Belval, dee gëtt bezeechent vun der Chambre de Commerce am selwechten Avis als eng Opportunité unique.

Mä dozou gehéiert awer mat Sécherheet net fir d'Chambre de Commerce d'Liewensqualitéit vun de Leit, déi an deene bestoenden Uertschafte wunnen, an déi jo wesentlech zum Räichtum vum Land bäigedroen hunn, an dozou gehéieren och sécherlech net esou Froe wéi elo vu menger Virriednerin opgeworf gi sinn, wat eng optimal Ubannung vun deene verschiddene Quartieren vun deem neie Projet Belval un d'Schinnennetz, un d'Tramnetz zum Beispill betrëfft. An ech froe mech, ob net déi an dëser Fro hei schlussendlech wäerten Recht behalen, déi virdru gewarnt haten, dass de Projet Belval Mëttelen ofzéie wäert, déi fir d'Revaloriséierung vun deene gewuessenen Uertschaften a Stied wéi Bieles an Esch zum Beispill herno feele wäerten. Zu deene Warner hunn op jidde Fall och déi Lénk gehéiert, vun Ufank un, esouwuel hei an der Chamber, wéi och an deenen zwee betraffene Gemengeréit.

Fir nach eng Kéier hei wéi bei alle Projete bis elo, déi de Projet Belval betreffen, menge Bedenken Ausdrock ze ginn, an och fir dogéint ze protestéieren, dass déi Phas 3, dat heescht d'Weiderféierung vun der Linn Richtung Déifferdeng, net hei matbeschloss gëtt, fir deem Protest Ausdrock ze ginn, wëll ech mech hei bei deem Projet nach eng Kéier enthalen.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Als leschte Diskussiounsriednerin ass d'Madame Lydia Mutsch agedroen. D'Madame Mutsch huet d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi mäi Virriedner et scho gesot huet, huet d'LSAP bis elo all Schinneprojet gestëmmt, a wäert och weiderhin all Schinneprojet stëmmen, also och deen heiten, deen dofir positiv ass, well en eng Ubannung vun de Frichen un de Rescht vun der Südregioun bréngt a well en och mëttelfristeg eng Ubannung un d'Stad Lëtzebuerg an un de Findel wäert erlaben, wann déi nei Zuchstreck kënnt.

Ech wéilt awer, well de Gros vun de Saache scho gesot ass, mech nach eng Kéier konzentréieren op déi Fro vum „modal split“. Also, mir hu jo gesot, mir wéilte landeswäit e „modal split“ vun 25 zu 75, dat heescht 25% ëffentlechen Transport. Et ass ëmmer esou abstrakt. Wann een esou kuckt, wat dat eigentlech am Moment heescht, dann hu mir am ganze Bassin minier e „modal split“ am Moment vun 12,6%. Dat läit 2% ënnert der nationaler Moyenne. Bei de Frontalieren hu mer just e „modal split“ vun 8%, dat heescht just 8% vun de Frontaliere gräifen op den ëffentlechen Transport zréck.

Elo hu mer schonn an engem Dokument iwwert den État d'avancement vun der Rekonversioun vun Esch-Belval, e gemeinsaamt Dokument vu Finanzministère, Finanzinspektioun, Transports, Intérieur, Ponts et Chaussées, Fonds Belval, AGORA an esou weider, also net suspekt fir do net d'Regierungsmeenung ze vertrieden, hu mer drastoen: „Dans la perspective de l'objectif d'un „modal split“ de 25%, l'utilisation des transports en commun devra doubler dans le bassin minier, et tripler en ce qui concerne les frontaliers.“ Dat ass also eng relativ héich Lat, déi mir eis do geluecht hunn, zemools wou ee weess, dass mir hei vun 399.000 Trajete schwätzen, wann ee vum Grenzverkéier schwätzt, dass iwwer 85.000 vun deenen Trajeten an der Südregioun sinn, an dass alleng 39.000 vun eise Frontalieren aus der Lorraine eriwwerkommen, aus Frankräich.

Elo hu mir och dee Parking longue durée, deen eng positiv Saach ass, kuerzfristeg 1.620 Plazen, mä eigentlech geet deen emol net duer, fir déi aktuell Situatioun och nëmmen hallef oder een Drëttel an de Gréff ze kréien.

Mir hunn dann, wéi de Minister Wolter eis den IVL-Projet presentéiert huet, geschwat kritt, dass de Professer Brändli maassgeblech och matgeschafft huet un deem Dokument. Bon, wéi ass et op Belval zu deem „modal split“ vu 40 zu 60% komm, also 40% fir den ëffentlechen Transport a 60 fir den Autoverkéier, wat jo sécherlech eng gutt Saach ass? Ma jo, ech soen Iech éierlech, aus Verzweiflung si mir dohinner komm, aus Verzweiflung, well ebe ganz einfach d'Logik war, an dass d'AGORA funktionéiert huet, fir ze soen: Ma jo, wat kënne mir fir den Auto op deem Site maachen, wat packe mir, a wat musse mir dann nach an den ëffentlechen Transport stiechen? Dat war d'Logik an där mir waren, a vun där ware mir ganz schnell of, well mir hunn einfach festgestallt, dass mir eigentlech mat deenen aktuelle Capacitéite scho vir bäi an hanne widder waren.

Dat heescht, mir hu gesot, mir mussen e „modal split“ vu 40 zu 60 ustriewen. A mir sinn trotzdeem op alle Fall an der AGORA - quitte dass den Här Sunnen an ech selwer Spectateur an deem Gremium sinn - an der Logik bliwwe vun engem „modal split“ mat Maximum vu 40%. Fir eis Gemenge war et ëmmer esou, 40% ass eigentlech e Minimum fir dohinner ze kommen, wou mir wëllen.

Bon, wéi komme mir dohinner? Dat ass schonn hei oft gesot ginn. D'Offer muss stëmmen, et musse ee méiglechst, wann et nëmmen iergendwéi geet, net mussen ëmsteigen op nach en zousätzlecht ëffentlecht Transportmëttel, well dat mécht déi Saach direkt 30% manner attraktiv. Dat kenne mir, dat hu mir gesot kritt. Et muss zentral Ubannung ginn, et muss komfortabel sinn an esou weider.

Bon, elo kéint ech gesot kréien, hei am Moment ass déi dote Saach an dësem Projet nach net dran, wann net deen Artikel do géing drastoen am Gesetz bei der Explikatioun, dass déi Desserte interne vum Site Esch-Belval vum Dësch wär. An zwar ass gesot ginn, dass de Verkéierskonzept vun der AGORA ze deier wär, mä ëmmerhi musse mir hei awer nach eng Kéier widderhuelen, schwätze mir awer vun de grousse Modellprojeten hei vun eisem Land, wou gesot gëtt an enger ganzer Rëtsch Dokumenter, ech erspueren Iech elo d'Zitater, „des projets d'aménagement majeur pour le développement futur du Grand-Duché“, 20.000 Aarbechtsplazen, 5.000 nei Awunner, op 105

Hektar staatlech Investitiounen an esou weider.

Am IVL gëtt gesot: „Der weitere Verlauf der Entwicklung und konkreten Umsetzung im Sinne des IVL soll als Beispiel für weitere Planungen vorgeführt werden." Da wësse mir jo awer, wou mir dru si mat deem heite Projet. An da soe mer lech éierlech, si mir awer paff, wann dann do steet, d'Desserte interne géif herno just iwwert de Busverkéier geschéien, an dat wär dann eng innergemeindlech Geschicht, well et gëtt nämlech do gesot: „Ce schéma d'exploitation laisse toute liberté aux communes pour assurer en sus une desserte du site par „city bus" qui devra cependant être financée intégralement par la ou les communes." Wéi wann et drëm goe géif, fir 50 Leit an d'Uelzechtstrooss ze bréngen!

Mir schwätzen hei vun engem nationale Projet, wou 20.000 nei Aarbechtsplaze kommen, wou 5.000 nei Awunner kommen a wou mer elo an der aktueller Situatioun, well mir hu jo nach ëmmer keng Garantie, dass dat wierklech geschitt, scho mat allem vir bäi an hanne widder sinn. Dofir si mir eigentlech där Meenung, wéi se hei schonn artikuléiert ginn ass, iwwert den Här Zanussi, wéi och de Professer Brändli se artikuléiert huet als Reaktioun op déi Aussoen, dass den Train-tram géing ze deier ginn. D'Oflehnungsgrënn fir eng direkt Trasseféierung duerch de Site sinn ënnert der Bëuechtung vun der Gesamtzilsetzung, also deem „modal split", dee mir gären hätten, an dem Opwand fir den Individualverkéier, also dem Autosverkéier, lächerlech. Lächerlech!

Bon, ech wëll ganz gären zougestoen, dass mir net direkt muer alles kënne maachen, wat mir eis wënschen - dat wësse mir och -, mä et muss awer zumindest méiglech sinn, fir bei der zweeter Phas, an d'Madame Reuter huet et gesot, dat doten nach eng Kéier ze reconsidéréieren. Mir hunn eist gemaach als Gemengen, well an deene PAPen, déi vun eis erausgougen, sinn déi méiglech Gleiser reservéiert. Se si reservéiert, dat heescht, et ass nach näischt verschass.

Och wa gesot gëtt, dass déi aktuell Parkplazsituatioun kéint kontraproduktiv sinn zu esou enger Entwécklung, da wëll ech ganz einfach lech virliesen, wat am Ëmsetzungsgesetz vun de Gemengen drasteet a wat och an der Konventioun mat der AGORA, wou de Stat awer 50% huet, och drasteet: „La réalisation des infrastructures réservées aux transports en commun est impérative. Toutes les mesures nécessaires pour atteindre un modal split de 40/60 sont à privilégier par rapport aux autres aspects de la viabilisation."

An dann: „Les maxima de parking à réaliser pourront être dépassés ponctuellement pendant une période transitoire, notamment avant et pendant la mise en place d'infrastructures de transports en commun performantes. La quote-part dépassant les maxima réglementaires devra être diminuée au fur et à mesure de la mise en oeuvre de la planification relative aux transports et à la circulation."

Dat sinn déi Engagementer, déi d'Gemenge betreffen, mä dann ass et awer Schluss, da mussen aner Acteure mat erakommen an dee Programm. Mer mussen och kucken, dass een och liicht bei déi vill national Projeten, déi mir do wëllen implantéieren: Rockhal, Archiven, Centre national de la culture industrielle, engem Kino, eng Dexia, d'Héichiewen, de Lycée, eng Ubannung un d'Märei vu Suessem, hikënnt an d'Chance net verpasst gëtt fir iwwert deen dote Projet, mat deem mir eis wëlle bretze goen, eng Kéier op eisen nationalen „modal split", deen nach net héich ass, kommen, a mir wéinstens dee „modal split" an Süde fäerdeg bréngen, wou mir et am Zentrum scho verpasst hunn.

Ech géif dofir eng Motioun an deem Sënn wëllen déposéieren, Här President, déi d'Ënnerschréften dréit vum Här Sunnen vun der CSV-Fraktioun, vun der Madame Reuter-Angelsberg vun deene Gréngen, vum Här Urbany vun deene Lénken, vum Här Jaerling vum ADR, vum Här Zanussi a vu mir selwer vun der sozialistescher Fraktioun. Ech soe merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que selon l'étude IVL (Integratives Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept) le but préconisé par la stratégie „mobilitéit.lu" d'atteindre un modal split de 25% en faveur des transports en commun d'ici 2020 ne pourra pas être atteint en suivant les projets actuels;

- étant donné que, toujours selon l'IVL, le modal split de 25% en faveur des transports en commun pour tout le pays ne pourra être atteint d'ici 2020 que si le modal split en faveur des transports en commun dépasse les 25% dans les grandes agglomérations;

- considérant que le développement de la friche industrielle de Belval-Ouest prévoit un modal split de 40% en faveur des transports en commun;

- constatant qu'avec le concept de transport actuellement prévu pour la friche industrielle de Belval-Ouest le modal split de 40% ne pourra pas être atteint;

- connaissant la position des communes concernées et celle du syndicat intercommunal TICE au sujet du concept de mobilité présenté par la société AGORA;

invite le Gouvernement

- à réétudier la possibilité de prévoir une desserte interne par train-tram sur le site de Belval-Ouest.

(s.) Lydia Mutsch, Aly Jaerling, Dagmar Reuter-Angelsberg, Fred Sunnen, Serge Urbany, Marc Zanussi.

M. le Président.- D'Wuert kritt elo den Här Transportminister Henri Grethen.

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt merci dem Rapporteur fir säin ausféierleche Rapport.

Wann ech richteg verstanen hunn, Här President, wäerte mat Ausnahm vum Här Urbany all déi aner Membere vun der Chamber, op d'mannst hunn hir Fraktiounsspriecher dat gesot, dëse Projet stëmmen. Doriwwer félicitéieren ech mech, an domadder kéint ech jo dann der Chamber merci soe fir déi Zoustëmmung zu deem Projet an erëm erofgoen, mä et sinn awer eng Rei Froe gestallt ginn an ech wëllt op déi Froen elo an och nach zum Deel beim nächste Projet agoen, wéi och iwwert d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Eisebunn iwwerhaapt.

Mir presentéieren hei e Projet, dee sech areit, Här President, an eng Strategie. D'Strategie war déi vun der „mobilitéit.lu", wou mir eis als Regierung d'Zil gesat hunn, esou wäit wéi méiglech am Landesduerchschnëtt e „modal split" vu 25/75 ze erreechen. E „modal split" iwwregens, Här President - an dat als Reaktioun op dat, wat d'Madame Mutsch, Buergermeeschter vun Esch, elo just gesot huet -, deen an der Stad Lëtzebuerg scho laang erreecht ass, mä deen awer do erreecht ginn ass op Käschte vun de Bierger vun der Stad Lëtzebuerg. Ech ginn net midd ze ënnersträichen, dass d'Stad Lëtzebuerg am Intérêt vun hire Bierger, mä awer och vun de Bierger vum Rescht vum Land, am Moment fir den öffentlechen Transport méi wéi 25 Milliounen Euro pro Joer ausgëtt. Aner Gemenge lappen do nach wäit hannendran a sinn elo amgaang Konzepter vu Citybus ze entwéckelen an auszebauen, déi an der Stad Lëtzebuerg scho praktesch iwwer 100 Joer bestinn. Dat muss ee mat aller Däitlechkeet soen, fir ze wësse wou Verschiddener stinn a wou anerer wëllen hikommen.

Dann, Här President, hunn ech d'Engagement geholl op dëser Tribün, wéi de Projet vun der Rockhal zum Vote gestallt ginn ass, dass zäitlech mam Opgoe vun där wichteger, an den Ae vun Eenzelnen wichteger, Infrastruktur, dann och den öffentlechen Transport géif klappen. Ech hat deemools, Här President, misse schonn erklären, dass een och haut scho kéint mam Zuch vu Péiteng iwwer Déifferdeng, Belval-Usines op Esch fueren, an dass een och kéint vun Ëlwen erofkomme mam Zuch, wa bis dohinner en Zuch direkt duerchfiert, dass also do net de Problem wier, mä dass et e Problem wier vun Infrastruktur fir en Arrêt ëmzebauen als Gare, fir kënnen e puer honnert voire e puer dausend Leit beieneen ze empfänken.

Déi Infrastruktur wäerte mir an den Délaie bauen, an ech wëll och all déi berouegen, déi mengen hei géif elo e Projet op den Instanzewee geschéckt gi fir kuerz virun de Wahlen nëmme fir sech de schéine Männchen ze maachen. Je vous prends au défi, well an der nächster Regierung hoffen ech och nach Transportminister ze sinn, da kënnt Dir mech do op de Grill huelen, wann déi Salle de musiques amplifiées opgeet, an da wäert Der feststellen,…

(Interruptions)

…dass een do ka mam Zuch hifueren, an dass een nëmme brauch e puer Meter zu Fouss ze goe bis een an déi sou genannte Rockhal kënnt.

Da bleift déi laszinant Fro, déi vun Eenzelnen ëmmer erëm opgeworf gëtt, tatkräfteg ënnerstëtzt vum Professer Brändli. Ech kennen de Professer Brändli perséinlech net, dat schéngt mäi Feeler ze sinn, hie war nach ni bei mir an ech hat och nach net de Bedarf him ze begéinen, mä an deem Mooss wou dee Mann praktesch schonn iwwert d'Séilegspriechung eraus ass, en huet de Robert Schuman elo schonn dépasséiert, deen ass nämlech nach net esou wäit, dee wäert elo geschwënn, besonnesch a sozialisteschen an a grénge Kreesser helleg gesprach ginn…

(Interruption)

Mag sinn, ech kennen de Mann net. Et ass bestëmmt en dichtege sympathesche Mann. Ech wëll just hei soen, dass dee Mann den Expert an den Ae vun Eenzelnen ass, an dass dee, wéi soll ech soen, lassgeléist vun alle finanzielle budgetären Zwäng natierlech optimal Léisunge fënnt a sicht, an dass fir dee Mann, sécherlech well en en Zil huet, eng Visioun huet, d'Ham an der Mëllech kache kee Problem duerstellt.

Et muss een awer wëssen, Här President, well ech hei ëmmer erëm gefrot ginn, kënnt Der dat och finanzéieren, dass ech der Chamber kee Projet presentéieren, wou ech net d'Gewëssheet hunn, dass en och à terme ze finanzéieren ass, an dass ech d'Chamber net mat Projete saiséieren, wou ech d'intime conviction hunn, dass se am Moment net ze finanzéiere sinn. Dofir proposéieren ech och keng Léisung fir e sou genannten Tram duerch de Site Belval-Ouest am Moment ze förderen.

M. le Président.- Här Minister, den Här Fayot wëllt lech eng Fro stellen.

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Den Här Fayot excitéiert sech!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Absolut net. Ech wëll awer d'Wouerecht steieren an den Här Brändli a Schutz huelen. Ech wëll just rappeléieren, Här Grethen, Dir hat deemools héchstwahrscheinlech nach näischt mat Transport ze dinn, dass d'Stad Lëtzebuerg vun 1983 bis 1989 de Professer Brändli chargéiert hat fir hire Busservice ze reorganiséieren. Et ass also e Mann, deen an de Wolleken ass. Et ass e Mann, dee ganz konkret Léisunge fir d'Problemer vun der Stad Lëtzebuerg entworf huet, an dofir ass d'Stad Lëtzebuerg him haut nach dankbar.

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- D'Stad Lëtzebuerg huet sech also vun deem Expert berode gelooss, huet en, weess ech net, 100% suivéiert, oder? Toujours est-il, dass d'Stad Lëtzebuerg e performante Service am Intérêt vu senge Bierger huet, a genau deeselwechte performante Service am Intérêt vun de Leit am Süden hätt ech och gären, mä ech weess awer, dass bei där zum Deel katastrophaler Gestioun vun Eenzelnen, dat net méiglech ass, well haut schonn hu vill Gemenge Krempes fir den Découvert vum TICE ze bezuelen.

Den Här Zanussi, Här President, dee jo eng führend Roll an deem Club spillt, weess wéi irritéiert eenzel Gemenge sinn, an dass se net bei him, mä bei mir laanschtkommen a soen: Kënnt Der net dofir suergen, dass mir aus deem Syndikat kënnen erausgoen?

(Protestations)

M. Marc Zanussi *(LSAP)*.- Wat fir eng Gemeng?

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Et ass net Rëmeleng an et ass net Diddeleng, Beetebuerg wollt net dra goen.

(Hilarité)

Här President, ech hätt gären e performanten Transport an dofir hunn ech och menge Mataarbechter d'Instruktioun ginn dofir ze suergen, dass op Belval-West e performanten öffentlechen Transport kënnt, deen awer och ze bezuelen ass. An ech hu menge Mataarbechter gesot, well et jo e Glawenskrich ginn ass hei zu Lëtzebuerg BTB versus Gott weess wat, si sollen och d'Infrastrukturen esou plangen, dass à terme en Tram och kéint duerch dat Gebitt fueren, pour autant dass e Besoin vun engem Tram do wier.

Dat zur Berouegung vun der Madame Buergermeeschter, där ech awer soen, dass ech net eng Opfuerderung brauch „de réétudier la possibilité de prévoir une desserte interne par train-tram sur le site de Belval-Ouest". Mir reservéieren d'Siten. Wann dat eng Kéier noutwendeg ass am Joer 2020 dorëmmer, da wäerten dann déi, déi dee Moment d'Responsabilitéiten droen, da kënnen déi Décisioun huelen.

Dofir brauch een, Här President, déi Motioun, déi vun der Madame Mutsch hei proposéiert ginn ass am Numm vu fënnef aneren Deputéierten, och net unzehuelen.

Här President, dat gesot félicitéieren ech mer fir déi breet Zoustëmmung an dëser Chamber.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique vum Projet de loi 5192 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of iwwert de Gesetzesprojet 5192.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen an 1 Abstentioun.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Patrick Santer), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz (par M. Lucien Clement), Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Laurent Mosar) et Claude Wiseler (par M. Nico Loes);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par Mme Simone Beissel), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Alexandre Krieps) et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Aly Jaerling);

MM. François Bausch, Camille Gira (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Jean Huss).

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Motion 1

Da komme mer elo zur Motioun. Dir hutt se virleien an den Här Minister huet Stellung dozou geholl.

Stëmme mer of par main levée?

(Négation)

E Vote électronique ass verlaangt.

Mir stëmmen of iwwert d'Motioun 1.

Vote

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 1 ass verworf mat 33 Nee- a 27 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: M. Fred Sunnen;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Jacques-Yves Henckes);

MM. François Bausch, Camille Gira (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. François Bausch);

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar,

Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz (par M. Laurent Mosar), Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par Mme Maggy Nagel) et John Schummer.

Elo komme mer zum nächste Punkt. Et ass d'Diskussioun iwwert de Projet de loi 5233 iwwert de Bau vun engem Eisebunnsviadukt zu Lëtzebuerg. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si schonn ageschriwwen: déi Hären Haupert, Fayot, d'Madame Durdu, den Här Jaerling an den Här Bausch. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här John Schummer.

5. 5233 - Projet de loi autorisant la construction d'un nouveau viaduc à deux voies à la sortie nord de la Gare de Luxembourg, le raccordement d'une des deux voies par un tunnel nouveau à voie unique et le réaménagement général de la tête nord de la Gare de Luxembourg, et modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports

M. John Schummer *(DP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5233, deen de Bau vun engem neie Viadukt mat zwou Spuere bei dem Nordausgang vun der Gare Lëtzebuerg, de Raccordement vun enger vun deenen zwou Spueren un en neien eebunnegen Tunnel an den Nordkapp vun der Gare Lëtzebuerg erlaabt, gouf den 11. November am Joer 2003 hei an der Chamber déposéiert. Den 23. Oktober am selwechte Joer huet de Conseil d'État e kritt pour avis an de 27. Januar dëst Joer huet de Conseil d'État säin Avis eraginn. D'Chambre de Commerce huet hiren Avis den 23. Januar 2004 ofginn an den 18. Februar 2004 huet d'Kommissioun vum Transport hei an der Chamber mech als Rapporteur bestëmmt an och de Projet esouwéi den Avis vum Conseil d'État ënnert d'Lupp geholl. De Rapport gouf den 8. Mäerz vun dësem Joer an der Kommissioun ugeholl.

Wéi gesot geet et hei ëm de Bau vun engem neie Viadukt, de Réaménagement vum Nordkapp vun der Gare Lëtzebuerg esouwéi de Bau vun engem neien eebunnegen Tunnel. Et gëtt proposéiert och dëse Projet, genau wéi déi aner Projeten, déi säit 1999 ënnert dëser Regierung gestëmmt gi sinn, an den Artikel 10 vum modifizéierte Gesetz vum 10. Mee vun 1995, wat d'Gestion ferroviaire betrëfft, ze incorporéieren.

Dëse Projet soll an zwou Phasë realiséiert ginn. Déi éischt Phas betrëfft de Bau vun engem neie Viadukt iwwert de Stadgronn, parallell zur jëtzeger bestehender Bréck, souwéi verschidden Aménagementer am Norde vun der Gare Lëtzebuerg. Dës éischt Phas kascht 110,35 Milliounen Euro. Dovu si 75 Millioune fir deen neie Viadukt a 35,5 Millioune fir den Aménagement vun der Gare Lëtzebuerg.

Déi zweet Phas betrëfft de Bau vun engem neien eegleisegen Tunnel. Sou kënne mer da véiergleiseg aus der Gare fueren an zweemol zweegleiseg an den Norde respektiv an den Oste vun eisem Land weiderfueren. De Käschtepunkt vun dëser zweeter Phas betrëfft 53,92 Milliounen Euro. Dobäi komme fir déi zwou Phasë bien entendu d'Planungskäschten an esou weider nach derbäi, wat eis dann en Totalkäschtepunkt vun 180,75 Milliounen Euro zum Index vum 1. Oktober vum Joer 2002 mécht.

Wat elo déi reng technesch Detailer vum Bau betrëfft, verweisen ech op de schrëftleche Rapport. Dat kënnt Der do in extenso alles noliesen, fir déi, déi et interesséiert. Dëse Projet reit sech an d'Strategie „mobilitéit.lu" an, Strategie, déi vum Conseil de Gouvernement den 22. Mäerz am Joer 2002 ugeholl a fir gutt emfonnt ginn ass. De Conseil d'État ass bis op eng kleng Remarque betreffend d'Methodologie mat dësem Projet d'accord, an ech géing lech bieden dëse Projet och ze ënnerstëtzen an ze stëmmen a wëll och vun der Geleeënheet profitéiere fir hei den Accord vun der demokratescher Fraktioun matzebréngen.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här Norbert Haupert agedroen. Den Här Haupert huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll gläich virausschécken, dass et mech guer net stéiert, dass den Transportminister esou kuerz virun de Wahlen nach eng Rei vu Projeten hei virleet, well mir brauchen am Fong geholl d'Gesetzer fir iwwerhaapt Projete kënnen ze realiséieren, an ouni esou eng legal Basis kënne mer iwwerhaapt näischt maachen, an den zukünftegen Transportminister - et ka jo och vläicht den Här Grethen selwer sinn - wäert an zwee oder dräi Joer oder vläicht och virun den nächste Wahle mat vill Stolz a vill Freed d'Bändchen duerchschneiden, wann en déi Strecken all kann aweien. Well et ass méi interessant, esou Strecken anzeweie wéi hei dréche Gesetzer ze presentéieren.

Här President, fir dann awer zum Projet selwer ze kommen, de Rapporteur, de John Schummer, huet et scho gesot, dee reit sech an an déi Gesetzer, déi mer scho viru kuerzem hei gestëmmt hunn, eng Serie vu Gesetzer, déi sech eben an d'Gesamtkonzept vun der Strategie „mobilitéit.lu" areien. Dat Strategiekonzept huet als Zil éischtens fir méi Leit op den ëffentlechen Transport ze kréien, andeems dass ee mol higeet an den ëffentlechen Transport méi interessant, méi komfortabel, awer och - an dat däerf een net vergiessen - vill méi sécher mécht.

Deen heite Projet gesäit zwou Phasë vir. Eng éischt Phas ass déi fir de Viadukt iwwert d'Polvermillen ze dédoubléieren. Mir hu jo virun zwee Méint hei e Gesetz gestëmmt fir am Fong geholl d'Streck Lëtzebuerg-Waasserbëlleg op der Deelstreck Lëtzebuerg-Éiter zweegleiseg ze maachen. Dëse Viadukt féiert am Fong geholl op déi zwou Strecken: d'Nordstreck fir iwwer Dummeldeng an den Norde vum Land an dann d'Oststreck fir iwwer Éiter a Waasserbëlleg no Däitschland.

Dee Viadukt gëtt also vun zwou Strecke bedéngt, wat natierlech éischtens emol zu engem Engpass op deem Viadukt féiert an zweetens och besonnesch d'Sécherheet vun den zwou Strecke guer net méi garantéiert. Dofir ass geplangt fir do en zweete Viadukt ze bauen, deen dann d'Méiglechkeet gëtt, fir dass déi zwou Strecke mat den zwou verschiddenen Trassen iwwert d'Polvermille kënne bedéngt ginn.

Déi zweet Phas ass dann de Bau vun engem Tunnel, fir dass een dann an d'Gare Lëtzebuerg erakënnt, wou an engems geplangt ass fir d'Lëtzebuerger Gare méi modern ze maachen, méi accessibel fir d'Leit an och besonnesch méi behënnertegerecht. Et ass virun allem dru geduecht fir déi eenzel Quaië mat engem Lift ze verbannen. Et ass och geduecht fir déi Passerelle fir op Bouneweg ze réaménagéieren a besonnesch dann och den Accès zu deenen eenzelne Quaien ze ginn.

Voilà, dat ass de Projet an deene grousse Linnen. E stellt also eng Verbesserung fir den Transport a besonnesch fir den ëffentleche Verkéier hei zu Lëtzebuerg duer. E mécht dee méi komfortabel an e bréngt och méi eng grouss Sécherheet, an dofir wäert d'CSV och dee Projet stëmmen an ech ginn heimadder d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu dësem Projet.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als nächsten Diskussiounsriedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, fir den ëffentlechen Transport iwwert d'Schinn an den Norden an den Osten, Richtung Findel a Kierchbierg auszebauen, gëtt iwwert de Stadgronn eng zousätzlech Eisebunnsbréck gebaut an en Tunnel gebuer, fir an d'Gare Lëtzebuerg eran. Dës Aarbechte sinn Deel vun der Strategie „mobilitéit.lu".

Mir hunn als LSAP de Bau vun enger Zuchubannung vun der Gare op de Findel an op de Kierchbierg an de Bau vun enger Tramlinn iwwert de Kierchbierg op Dummeldeng matgestëmmt. Et ass fir ons en Astieg an eng Strategie vun der Schinn, déi d'LSAP säit Mëtt vun den 90er Jore gefrot a bedriwwen huet. Dës Strategie soll dozou bäidroen de Floss vu Beruffspendler an anere Visiteuren an d'Stad eran an aus der Stad eraus iwwer e performante System vu Bunn, Tram a Bus op eng schnell a komfortabel Manéier ze maîtriséieren. Dëst hätt kënne schonn 1998 konkret ufänken, wéi d'Madame Delvaux dat viru kuerzem iwwert d'integréiert Verkéierskonzept gesot huet.

Mir sinn elo am Mäerz 2004. De Planning gesäit vir, dass dës Aarbechten, also dësen éischten Astieg an eng Schinnestrategie fir d'Stad Lëtzebuerg 2007 fäerdeg solle ginn. Mir wënschen ons dat, sinn awer trotz allem och e bësse skeptesch ob dat esou séier geet.

Dat, Här President, fir ze soen, dass d'LSAP, anescht wéi d'CSV an d'DP 1999, virun de Wahlen déi Strategie vun de Schinne refuséiert huet, net dogéint stëmmt, well mer der Meenung sinn, dass d'Ubannung un de Findel an och den Tram iwwert de Kierchbierg net prioritär sinn, fir d'Problemer vun der Stad Lëtzebuerg ze léisen.

Et muss ee wëssen, dass de Choix vun deem exklusive Bustrafik an der Stad Lëtzebuerg dës Stad lues a lues erstéckt an hirem Kär, dass d'Augmentatioun vum Ugebuet, wat u sech jo en akzeptabele Choix kënnt sinn, einfach weist, dass dat eng Kéier u seng Limite stéisst an der Stad Lëtzebuerg, wann een d'Haaptachs vun der Gare op de Boulevard Royal gesäit, wou bal an alle Stonnen d'Busse stauen, d'Loft irrespirabel gëtt, an och un de Kräizunge vill Problemer sinn.

Mir mengen, dass wann ee wéi gesot säit 1999 de Choix vun der Schinn och fir d'Stad gemaach hätt, och fir de Kär vun der Stad, dass een dann eng ganz Partie Problemer geléist hätt. Mir bedaueren haut nach eng Kéier, dass deemools d'DP an d'CSV aus elektorale Grënn dësen Astieg net gemaach hunn, an dass mer elo, fënnef Joer duerno, bis 2007 héchstwahrscheinlech och nach net esou wäit sinn, fir en alternatiivt Verkéiersmëttel an der Stad Lëtzebuerg niewent dem Bustrafik ze hunn. Dat zu deem allgemengen Aspekt vun dësem Projet.

Erlaabt mer trotzdeem awer e puer Froen an e puer Remarquen zu deem eigentleche Projet. Fir d'éischt baue mer jo eng Bréck iwwert de Stadgronn an engem historesch extrem sensiblen Territoire, an et géif mech interesséieren, ob mer en Avis vun der UNESCO hunn, fir déi Bréck do ze bauen. Dat ass e Site, dee besteet. Mir hu gesinn, dass wéi d'Eisebunn déi Bréck frësch gemaach huet, do relativ grouss Pilone gemaach huet, déi och schonn en Agrëff an de Site sinn, mä et géif mech wierklech interesséieren, ob mer mat allem wat ech am Rapport gelies hunn, oder och am Text gelies hunn, wierklech en Avis vun der UNESCO hunn op engem Site, dee jo awer protegéiert ass.

En anere Problem, dee mer um Häerz läit, dat ass den Här Minister ze froen, ob mer da fir déi Bréck do schonn am Stadgronn deen néidegen Terrain hunn. Hu mer déi Immeublen, déi mer dofir brauche fir esou eng Bréck ze bauen, wat jo keng kleng Saach gëtt? Do hunn ech näischt am Rapport an och näischt am Text selwer vum Gesetz gesinn, an ech wär awer wierklech frou, wa mer do Informatioune kréichen.

Och wat den Tunnel ugeet, stellt d'Fro sech natierlech vun dem Buedem, vun dem Immeubel, dee mir dofir brauchen. Ech wär interesséiert ze wëssen, wéi d'Kollaboratioun mat der Stad Lëtzebuerg do gelaf ass, well mir musse jo zum Beispill en Deel vum Parking an der Tranchée oprappen, fir eben dat Gleis, wat vun der Bréck kënnt, an den Tunnel riicht eranzeféieren, an do géif et mech interesséiere wéi d'Kollaboratioun mat der Stad Lëtzebuerg ass.

Dat ass ëmsou méi interessant, well jo awer d'Stad Lëtzebuerg fir déi ganz Tranchée an dee Parking do eng Partie Décisioune geholl huet. Dir wësst, dass et do e Plan d'aménagement particulier gëtt, dass et déi dräi Lousen: A, B, C gëtt, wou soll dann iwwert d'Tranchée gebaut ginn, an et gëtt do eng Partie juristesch Problemer, kann ee rappeléieren, am Zesummenhank mat där Dalle.

Ech wëll soen, dass 1992 d'Stad Lëtzebuerg mat der CFL eng Konventioun gemaach huet, wou se jo dann d'Tranchée vun den CFL ofkaaft huet, an d'CFL hu jo d'Servitude gehalen, fir um Buedem d'Gleiser ze leeën. Elo soll also déi Dalle an der Tranchée gebaut ginn, an ech wollt just froen, wéi dat zesummegeet, wa mir deen Tunnel do bauen, wa mer en Deel vum Parking ofrappen, wou jo d'Stad Lëtzebuerg dee Parking wëllt halen, an op der Dalle solle Gebaier gebaut ginn, esouwuel de Bâtiment administratif vun der Stad um Lous C, an dann elo d'Lousen A a B, déi och solle vun der Stad verkaaft ginn, fir dass kann dorobber gebaut ginn, a fir dee Plan d'aménagement particulier, dee schonns laang besteet, auszeféieren.

Et géif mech wierklech interesséieren, wéi am Kader vun dësem Projet déi Problemer geléist ginn, well ech weess, dass an der Stad Lëtzebuerg och vill dorobber geschafft ginn ass, fir juristesch Klorheet doriwwer ze kréien.

Doriwwer eraus, Här President, ass dat wat mer am nördlechen Deel vun der Gare Lëtzebuerg maache selwer e weidere Schratt zu der Reconfiguratioun vun deem ganze Quartier. Mir sinn hei op engem Deel tëschent dem Quartier Bouneweg an dem Quartier Gare, en Ensembel vun 20.000 Awunner. Dir wësst, dass de Problem vun der Eisebunn ëmmer dee war, dass en de Quartier Bouneweg vun dem Quartier Gare getrennt huet, an dass duerch déi Trennung fir déi Quartieren eng ganz Partie Problemer entstane sinn. An elo mat der Neigestaltung vun der Gare a mat der Moderniséierung vun der Gare, déi mir selbstverständlech begréissen, do ass keen Zweifel, muss ee sech och iwwerleeën, ob d'Auswierkunge vun deenen Aarbechten op de Quartier considéiréiert gi sinn.

Ech hat scho vun der Konventioun vun 1992 tëschent den CFL an der Stad Lëtzebuerg geschwat. Deemools ass déi Konventioun getraff ginn, well jo d'Rocade de Bonnevoie sollt gebaut ginn, also déi Strooss, déi laanscht d'Eisebunn fiert, an deemools war schonn tëschent der Stad Lëtzebuerg an den CFL zum Beispill zréckbehale ginn, dass an der Konventioun gesot ginn ass: „La ville s'engage à remplacer dans le cadre de la rocade l'actuelle passerelle piétonne par une nouvelle passerelle couverte, ralliant Bonnevoie au parvis et aux quais de la gare. Cet ouvrage d'art, qui enjambera la rocade, sera éclairé et adapté aux besoins des piétons, des cyclistes et des handicapés de la marche." Dat war deemools 1992. Mir wëssen, dass dat eigentlech net geschitt ass.

Mir hunn nach ëmmer déi al Passerelle iwwert d'Eisebunn, déi al, déi eigentlech ni richteg retapéiert ginn ass, déi inconfortabel ass, wou d'Leit owes net gären driwwer ginn. Mir hunn um Enn dovunner e Lift gebaut, deen oft futti ass. Et ass en Noutbehëllef, an dat, wat eigentlech 1992 tëschent den CFL an der Stad Lëtzebuerg festgehale ginn ass, ass eigentlech ni geschitt, dat heescht an der Haaptsaach eng Bréck oder e Passage, deen iwwert d'Rocade géif goe fir op där anerer Säit bei der Rue des Gaulois erauszekommen an op déi Manéier de Quartier Bouneweg, Nord-Bouneweg mat der Gare ze verbannen. Just dat als Rappel.

Ech wollt och nach soen, dass mer jo an deem Ensembel do d'Rotonden hunn - och, géif ech soen, en Dauerbrenner. Dir wësst, dass mer déi éischt Rotonde, déi ënnescht, amgaange sinn ze renovéieren, dass déi soll fir Activités socioculturelles reservéiert ginn. A mir waarden drop, dass déi Rotonde, déi iewescht, soll fräigemaach gi vun den CFL. Et ass ons ëmmer versprach ginn - ech erspueren lech all déi Questions parlementaires an all déi Äntwerte vu Ministeren, déi komm sinn - déi iewescht Rotonde géif 2005 fräi ginn. Ech weess dat net. Dir wësst och, dass nach en anere Problem an deem Zesummenhang sech stellt, nämlech dee vun dem Atelier vun der Gare an dem Centre de maintenance, dee soll op dem Leschte Steiwer gebaut ginn. Doriwwer hu mer och Questions parlementaires an Deklaratioune vun deene verschiddene Ministere kritt, ënner anerem och vum Här Grethen.

Ech hunn hei eng Äntwert vum Här Grethen vum Februar 2003 op eng Fro vum Här Zanussi, an där dann och versprach gëtt, dass dee Centre de maintenance um Leschte Steiwer soll oder den éischten Deel, ech zitéieren: „Le planning du projet prévoit la mise en service de la première partie des installations à partir de 2005 et de la deuxième partie des installations en 2008." Also, dat gehéiert och zu deem Ganzen, wat mer hei maachen. Ech wollt dat hei rappeléieren.

A fir dass dat awer net verluer geet - well ech weess jo, wéi et am Latäin heescht: Verba volant, scripta manent -, wollt ech eng Motioun abrénge fir eng Partie Saachen ze rappeléieren. Éischtens emol haten an där Konventioun vun 1992 d'CFL sech engagéiert, fir dee ganzen Terrain vun dem Eisebunnsgelände, also do wou d'Schinnen drop sinn tëschent der Rocade an tëschent der Place de la Gare - dat ass jo en Terrain à re-

structurer um Plan d'aménagement général vun der Stad Lëtzebuerg -, fir do e Plan d'aménagement particulier ze maachen, fir dat ze restrukturéieren, souwuel d'Gare selwer wéi och déi Busgaren, déi virdru si vum RGTR wéi déi vun der Stad Lëtzebuerg.

Natierlech ass bis elo nach keen esou ee Plan d'aménagement particulier komm. Ech mengen, et wär awer am Intérêt vun der Eisebunn, wéi och fir d'Verbindung tëschent der Gare a Bouneweg wichteg, dass esou eppes kéim. Wann ech zum Beispill d'Gare vu Stroossbuerg kucken, wou jo och en Tram derlaanscht gefouert ginn ass a wou domat och de ganzen Ensembel vun der Gare renovéiert ginn ass an attraktiv gestalt ginn ass, stellen ech mer vir, dass och esou eppes fir d'Stad Lëtzebuerg néideg ass an déi Weiche sinn 1992 gestallt ginn, an ech menge schonn, dass ee sech dat bei dëser Aarbecht, déi mer elo hei stëmmen, soll rappeléieren.

Ech wëll och nach derbäi soen, dass een natierlech sech muss Gedanke maachen, wéi een dann de Quartier Gare an de Quartier Bouneweg iwwert d'Eisebunn kann am beschte reliéieren. Dir wësst, dass et schonn zweemol - ech weess net wéi vill Mol insgesamt - jo Architekte ginn ass, Städteplaner, déi geduecht hunn, hei kënnt een d'Eisebunn insgesamt iwwerdecken vun hannert der Bréck vum leschte Steiwer bis eventuell an d'Gare eran. Dat ass jo och an anere Géigende gemaach ginn. Dat ass en interessanten Terrain mëtten am Kär vun der Stad, wou urbanistesch villes ze maachen ass.

Ech wëll elo net hei plädéieren, dass een onbedéngt d'Eisebunn direkt soll iwwerdecken, mä ech menge schonn, wann ee schonn esou gréisser Aarbechten an enger Gare mécht, da soll ee sech dat mat a seng Strategie eranhuelen an och dorunner denken.

Selbstverständlech wëll ech nach eng Kéier insistéieren, dass mir de Problem vun der leideger Passerelle, dat ass wéi gesot en Dauerbrenner souwuel an der Stad Lëtzebuerger Lokalpolitik wéi iwwerhaapt an der Quartierspolitik, endlech mol geléist kréien, doduerch dass mer eng anstänneg Passerelle maachen, déi iwwert d'Rocade erausgeet an de Quartier eran.

An ech mengen och, et misst ee sech iwwerleeën, wa mer schonn hei en neie Souterrain an der Gare maachen, dee mer jo wëllen ausbauen, ob een net kënnt e Souterrain maachen, dee selbstverständlech vun der Gare d'Quaië géif matenee verbannen, mä och esouguer bis op d'Bouneweger Strooss eraus kënnt kommen. Dat wär also eng duebel Ubannung, déi een tëschent der Gare a Bouneweg kënnt maachen.

Ech mengen och, fir nach dat derbäi ze soen, dass een an där Renovatioun vun der Gare muss sech iwwerleeën, wat da mat deem Areal ronderëm d'Rotondë geschitt. D'Rotondë si jo als Monument national klasséiert. Mir mussen eng Kéier eppes mat deem Ensembel maachen. Ech menge schonn, dass een am Kader vun dësem Projet hätt kënnen e puer Gedanke sech afale loossen, wéi een deen Ensembel do gestalt. D'Rotondë bleiwen also. Déi iewescht soll, menger Usiicht no, relativ schnell fräi ginn, dass ee kann urbanistesch doraus eppes maachen, wat Kapp a Fouss huet, zesumme mat dem Areal vun der Gare.

Dat sinn also e puer Remarquen iwwert déi Zesummenhäng, vun deenen ech net weess, ob déi an der zoustänneger Kommissioun diskutéiert gi sinn. Ech hu se net am Rapport erëmfonnt, mä ech menge schonn, dass se sech hei an dësem Zesummenhang imposéieren.

Dofir wollt ech dann eng Motioun och virleeën, an där déi Saache rappeléiert ginn, éischtens emol déi Saachen, déi schonn amgaange sinn: d'Restauratioun vun enger Rotonde, d'Konventioun, déi mer 1992 ofgeschloss hunn, och déi aner Konventioun, duerch déi d'Gemeng eben eng Tranchée vun de CFL ofkaaft huet, dann natierlech och déi urbanistesch Situatioun an deem Ganzen. Dorobberhin eng Partie Inviten un d'Regierung. Éischtens, e Plan d'aménagement particulier mol ausschaffen ze loosse fir deen Ensembel vum Domaine ferroviaire. Zweetens, doranner dann en Aménagement cohérent vun der Gare, vun de Busgaren an och vun den Alentoursë virzegesinn. Drëttens, probéiere wa méiglech déi Plaz vun der Gare vun deem Duerchgangstrafik ze befreien.

Dir wësst, dass dat eng terribel Situatioun ass, wou do, wann d'Leit iwwert d'Strooss ginn, fir an d'Gare ze kommen, sech deen Duerchgaangsverkéier vun der neier Avenue an de Süden, an de Westen vun der Stad duerchwälzt. Dat ass en terribele Verkéier, an et ass ze iwwerleeën, ob een dat net kann iwwert d'Rocade ofleeden op eng aner Manéier, wéi dat elo geschitt. Dann natierlech de Passage fir d'Foussgänger - ech hu vun deem geschwat. Dann natierlech och d'Integratioun vun de Rotonden an dat Ganzt. Ech mengen och, dass ee sech misst iwwerleeën, dass de Stat mat den CFL géif kucken, wéi een deen neie Centre de maintenance schnell kënnt entwéckelen an dann natierlech och op déi Manéier en urbanistesche Gesamtkonzept dohinner leeën.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le projet de loi 5233 concernant les importants travaux d'infrastructure ferroviaire dans la partie nord de la gare de Luxembourg;

- considérant que les investissements consentis pour ces travaux s'inscrivent dans une série de travaux entrepris depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, avec la couverture de la tranchée nord de la gare de Luxembourg, la construction de la rocade de Bonnevoie et l'installation de parkings publics, le réaménagement partiel de la passerelle au-dessus des voies du chemin de fer entre la gare et la rocade de Bonnevoie ainsi que le réaménagement de l'entrée de Bonnevoie;

- considérant la restauration en cours d'une des deux rotondes CFL de Bonnevoie à des fins socio-culturelles;

- considérant la convention de principe signée entre la ville de Luxembourg et la Société nationale des chemins de fer le 25 mars 1992 qui retient que «les CFL, en concertation avec la ville de Luxembourg, procéderont à délai raisonnable au meilleur aménagement possible du domaine ferroviaire situé entre la rocade de Bonnevoie, la place de la gare et la rue d'Alsace, tel que ce complexe est inscrit au PAG de la ville comme formant «un ensemble de terrains à restructurer dans l'intérêt de la rénovation urbaine»;

- considérant que cette convention avait également retenu le principe de l'implantation d'un nouveau centre de maintenance regroupant les nouveaux ateliers, garages et dépôts dans le secteur de Luxembourg-Bonnevoie, aux environs des dépôts actuels, rue de Hollerich;

invite le Gouvernement

- à présenter, ensemble avec la ville de Luxembourg, un plan d'aménagement particulier pour l'ensemble du domaine ferroviaire tel que décrit dans la convention de 1992;

- à prévoir dans ce plan un aménagement cohérent de la gare CFL et de la gare d'autobus CFL et AVL située sur le domaine ferroviaire;

- à délester ce domaine et la place publique afférente de la circulation de transit de et vers le centre-ville;

- à permettre un passage confortable et sécurisé des piétons, des cyclistes et des handicapés entre le quartier de la gare et Bonnevoie par une passerelle enjambant la rocade de Bonnevoie, comme prévu initialement, aussi bien que par un passage souterrain entre la place de la gare et la rue de Bonnevoie;

- à intégrer dans ce PAP le réaménagement et la restauration de l'ensemble classé des rotondes CFL;

- à doter les CFL des moyens financiers pour hâter la construction du nouveau centre de maintenance à Luxembourg-Howald et pour permettre la restauration de la 2e rotonde de Bonnevoie ensemble avec le terrain adjacent dans un délai raisonnable;

- à faire ainsi une œuvre urbanistique cohérente dans l'intérêt de la ville ainsi que des quartiers de la gare et de Bonnevoie, entité de plus de 20 000 habitants.

(s.) Ben Fayot, Mady Delvaux-Stehres, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Marc Zanussi.

Dat, Här President, waren déi puer Remarquen, déi ech zu dësem Projet wollt soen. Mir si mat dësem Projet d'accord, fannen awer, dass een Interesse gehat hätt dat urbanistesch besser auszeschaffen an och eng Partie technesch Problemer mat der Stad Lëtzebuerg ze klären, wou ech net d'Impressioun hunn, dass dat bis elo geschitt ass.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.-Très bien!

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Paul Helminger agedroen. Den Här Helminger huet d'Wuert.

M. Paul Helminger *(DP)*.- Här President, bien entendu wäerte mer dee Projet do stëmmen. Ech wollt awer op e puer, ech sinn e bëssen erausgefuerdert ginn duerch déi Iwwerleeungen, déi den Här Fayot elo just hei op der Chambertribün gemaach huet an op déi ech wëll stéchwuertaarteg agoen, well et sinn am Fong Iwwerleeungen, déi e schonn e puermol am Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg gemaach huet an déi en och schonn e puermol am Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg, wou ech der Meenung sinn, dass déi Diskussiounen hei am Fong higehéieren, beäntwert krut.

Ech géing bei deem Klengsten ufänken, dat ass déi berühmte Bréck Passerelle tëschent dem Quartier vun der Gare an dem Quartier vu Bouneweg. Bien entendu huet e ganz Recht. Et ass eng Bréck, déi versprach ginn ass. Et ass eng Bréck, déi elo emol provisoresch esou funktionéiert wéi se funktionéiert. Dat Funktionéieren an den Zoustand vun där Bréck sinn net zefridde stellend. Dat wëllt awer net soen, dass d'Stad sech hiren Engagementer, déi se 1992 geholl huet, domadder géing wëllen entzéien, mä et ass domadder wéi mat dem ganze Réaménagement vun der Plaz virun der Gare. Et ass domadder wéi mat dem Aménagement vun de Rotonden: eng Rotonde, zwou Rotonden zesumme mat deem jëtzegen Atelier de maintenance oder net?

Mir kréien esou oft virgeworf, dass mer géinge mat enger Salamitaktik un déi Geschicht erugoen. Ech wëll hei nach eng Kéier betounen, dann och hei op der Chambertribün, dass do ganz einfach hu missen eng Rei technesch Viraussetzungen a Contrainte bekannt sinn, éier ee kënnt un e Plan d'ensemble fir dee ganzen Areal Gare erugoen. Et huet misse gekläert ginn, wéi vill Quaien a wat fir eng Quaië fir den Train-tram reservéiert misste ginn. Et huet misse gekläert ginn, ob den TGV, wou den TGV, wéi den TGV géing an d'Gare erafueren, an och wann elo am Raum steet, dass en eventuell eng Kéier géing an enger anerer Gare ukommen - wéi zu Zéisseng - wéi an der Haaptgare, ass emol eppes ganz sécher: Wann en 2007 da soll kommen, da kënnt en emol fir unzefänken do un, well eng aner Gare gëtt et dee Moment net. Dat huet alles misse gekläert ginn.

Et huet misse gekläert ginn, wéi dat mat de Rotondë géing vir sech goen. Wa mer dat alles hunn, an dat hu mer elo bal alles um Dësch leien, da kann een dru goe fir ze kucke wéi mer elo dee ganzen Areal Gare op deene béide Säiten, Bouneweger Säit a Garer Säit, matenee kënne verbannen an dat esou op eng Manéier aménagéieren, déi méi gefälleg ass a besser funktionéiert wéi dat de Moment de Fall ass. Do hunn och schonn déi éischt Rendez-vousen - och dat weess den Här Fayot - stattfonnt tëschent der Eisebunn an der Gemeng Lëtzebuerg fir ebe just dann elo drun erunzegoen, wou déi Contraintes techniques bekannt sinn, un e Plan d'aménagement fir deen Deel vum Quartier vun der Gare.

E weess och, dass entre-temps d'Iddien evoluéiert hunn, dass zum Beispill déi Iddi fir einfach hinzegoen no deem Schwäizer Modell, deen ech och flott fonnt hunn, fir d'Gare ze iwwerdecken, déi Schinnen ze iwwerdecken an dodriwwer zum Beispill d'Busgare ze maache mat deenen einfachen Op- an Ofgäng, dass mer do scho gesot hunn, dass wéinst där lichter Héicht, déi ee brauch fir d'Hochspannungsleitung vun deene Quaien ze kréien, dass déi Plattform wou d'Busse géingen drop kommen esou fräglech héich hannert där Gare, esou wéi se besteet, géing stoe kommen.

Ganz ofgesinn dovun, dass et absolut net evident ass wou dann déi Bussen, déi do géinge fortfueren an dohinnerkommen, wéi déi dann erëm an déi Quartiere vun der Stad, entre autres an d'Al Avenue, géinge geleet gi wou se awer sollen hikommen, oder aus der Neier Avenue erauskommen. Dee Projet ass duerfir entre-temps op Äis geluecht ginn ass. Au contraire hu sech Architektebüroen Iddië gemaach iwwer wéi een dat kënnt op eng méi funktionell, modern Aart a Weis kënnt maachen, fir der Gare hiert Historesch-Sinn ze weisen, och d'Schinne soll ee gesinn.

Et ass ëmmer gesot ginn, den öffentlechen Transport soll ee gesi fir en attraktiv ze maachen. Déi Quaië selwer sinn eigentlech guer net onattraktiv. Wat onattraktiv ass, dat ass éischter déi Perspektiv, déi een hannen huet zur Diddenuewener Bréck hin, an dann deen Terrain vague, deen hannendrun nach ass mat Zwickau, wou jo soll nei aménagéiert ginn. Do leie Pläng um Dësch. Mir sinn amgaang, déi mat der Eisebunn ze diskutéieren. Och déi wäerten etappeweis realiséiert ginn. Mä nach eng Kéier, fir d'éischt éier dat konnt geschéien, do hu mer iwwerhaapt musse wëssen, wat vum öffentlechen Transport, vum Schinnentransport hier op der Gare soll geschéien.

Dann de Problem vun der Rocade. No allem wat ech vu menge Servicer vun der Stad héieren hunn - an ech hunn dat elo nach mam Minister gecheckt no allem wat hien héieren huet -, wann do en zousätzlecht Gleis op der Nordsäit vun der Gare muss erausgebaut ginn, fir den Zougang vun där Bréck ze maachen, da geschitt dat an engem Tunnel, dee soll parallell verlafen zu deem, deen elo besteet, also zu där Schneis wou fréier déi Gleiser dralouchen.

Wat also eigentlech, jiddefalls no allem wat mir haut wëssen, strictement déi Projeten, déi do bestinn, an och déi Konventiounen, déi bestinn iwwert dee Parking, deen an dat Lach gebaut ginn ass, déi Dalle, déi doriwwer gezu ginn ass, an déi Projeten, déi dorobber solle realiséiert ginn an déi sprochfäerdeg sinn an déi och deemnächst wäerten an de Gemengerot kommen, déi iwwregens déi lescht Woch am Gemengerot waren, wou mer nach extra do e Reklassement operéiert hunn, fir dass se solle richteg funktionéieren, déi däerften also doduerch net a Fro gestallt sinn. Oder jiddefalls wär et fir eis alle béid eng Iwwerraschung, wann dat elo op eemol e Problem wär. Dat schéngt wierklech keen ze sinn.

Dann d'Bussen an der Neier Avenue. Här Fayot, Dir gitt méi oft wéi ech zu Fouss vun der Gemeng heem op d'Gare. Mä ech fueren och alt an ech mengen ech reege mech grad esou wéi Dir heiansdo op iwwert déi Onzuel vu Bussen, déi do fueren, an de Fait, dass vill vun hinnen net esou besat si wéi mer eis dat géingen am öffentlechen Transport wënschen. Mä fir ëmmer erëm ze mengen, d'Léisung dozou dat wär de BTB gewiescht, dat ass dach awer wierklech de Realitéiten net an d'Ae gekuckt. Wat fir eng Bussen, vun deenen déi do fueren, hätt de BTB ersat? Hätt en déi ersat, déi vu Réimech komm sinn? Hätt en déi ersat, déi iwwerhaapt aus der Hesper Géigend komm sinn? Hätt en déi ersat, déi vu Kanech komm sinn? A wéi hätt e se dann ersat? Do fiert kee BTB! Wou hätten déi Leit dann de BTB geholl?

Vun Esch, vun deene Strecke vun Esch, vun Diddeleng, vun deene Strecke wou de Regionaltram och muer wäert fueren, vun deene Strecken, vun deenen Destinatioune fir keen, net ee Bus duerch d'Nei Avenue. Par contre huet eise Service ganz kloer ausgerechent, dass vun deenen anere Bussen, déi duerch d'Nei Avenue fueren an déi grad just no deem Professer Brändli sengem Konzept, dee grad héich gelueft ginn ass an deen och wesentlech dozou bäigedroen huet, dass den öffentlechen Transport an der Stad esou gutt funktionéiert, do hätte bis zu 27 Relatioune misse gekappt ginn, well déi hätten net méi kënnen doduerch fueren, well eben de BTB doduerch gefuer ass, awer e BTB, dee keng Stater Leit transportéiert hätt, mä dee Leit eben aus dem Süden haaptsächlech transportéiert hätt. Mä wouhinner? Och nach net an de Stadzentrum, mä op de Kierchbierg. An dat ass genau dat, wat elo dee Regionaltram mat där Liaisoun, déi virgesinn ass, mécht.

Well mer awer trotzdeem eng Entlaaschtung vun de Bussen an der Neier Avenue brauchen, an ech gi jo mol dovunner aus, dass den Här Fayot als Stater Conseiller net drun denkt fir Buslinne vum Belair, vum Lampertsbierg, vu Bouneweg, aus de Virstied, aus dem Gronn, Pafendall, vum Zens eriwwer, vu Gaasperech, Zéisseng, dass en net drun denkt fir déi ze suppriméieren,...

(Interruptions diverses)

...folglech sinn dat also net déi Bussen, déi een aus der Neier Avenue wëllt eraushuelen, an ech hunn ebe just gesot, dass vun deenen anere RGTR-Bussen, déi doduerch fueren, nëmmen e minimalen Deel hätt kënnen ersat ginn duerch de BTB. An dat war jo grad just de Punkt, well mer zousätzlech zu all deene Bussen och nach de BTB gehat hätten, woufir dass mir d'Prioritéiten anescht gesat hunn a woufir dass mer frou sinn, dass d'Regierung mat eis op dee Wee gaangen ass. Dat wollt ech just dozou soen.

Ceci dit, Här Fayot, berouegt lech! Mir sinn och do am enke Kontakt amgaang mam Transportministère ze kucken, wéi een am Kader vum IVL, am Kader vun deem Buskonzept, dee soll kommen, dofir suerge kann, dass den RGTR-Trafik an der Stad esou organiséiert ass, dass e méiglechst do fortfiert wou d'Leit gäre fortfueren a méi-

glechst och eng Entlaaschtung vun der Neier Avenue mat sech brengt.

Ech soen Iech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Aly Jaerling.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Här President, mat groussem Bedauere muss ech awer matdeelen, dass mir dee Projet hei als ADR leider net kënne stëmmen an dass mer eis wäerten enthalen. Ech mengen, och den Här Transportminister ka sech schonn d'Ursaachen denken, firwat dass mer dat maachen, well mir eis einfach als ADR éischter dem Projet vum Här Ingenieur Georges Schummer zougewant hunn, deen e Projet virgeluecht hat, deen eis geschéngt huet, dass en d'Problemer an der Stad an am Zentrum besser géif léise wéi dee Projet hei dat elo mécht.

Wat een och dann nach muss soen, a wat ech och bedaueren a wat mer deemools bedauert hunn, ass déi Aart a Weis wéi versicht ginn ass, dem Här Schummer säi Projet e bëssen an d'Lächerlecht ze zéien, an ech mengen do wou een dann awer weess, dass genau déiselwecht Etüd, déi „mobilitéit.lu" zesummegestallt huet, dann awer och mam Här Schummer sengem Projet geschafft huet.

Déi aner Bedenken, déi mer hunn, dat si jo genau déiselwecht wéi déi, déi mer virdrun haten iwwert d'Finanzéierbarkeet vun deem Ganzen, an dann och iwwert d'Prioritéiten, déi opgestallt gi sinn, wou mer nach ëmmer vum Här Minister keng kloer Äntwerte kritt hunn, a wat fir engem Zäitraum, dass e sech da virstellt all déi Projeten hei wëllen ze realiséieren, déi vun der Regierung ugekënnegt gi sinn. Ech sinn och iwwerzeegt, dass déi meescht vun eis scho wäerten an engem Fleegeheim sëtzen ier deen éischte Projet, deen hei elo an deene leschte Wochen ugekënnegt ginn ass, wäert Realitéit ginn.

Dofir, wéi gesot, aus deenen Ursaache kënne mir leider dëse Projet net stëmmen.

M. le Président.- De leschten Diskussiounsriedner ass den Här François Bausch. Den Här Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Strategie „mobilitéit.lu", wéi se vun dëser Regierung genannt gëtt, huet gutt Intentiounen, gutt Projeten, se huet och manner gudder, an ech mengen, dee Projet als solchen, dee mer haut hei virleien hunn, ass sécherlech ee vun deene gudden. Et ass evident, dass mer déi Bréck an alles dat wat do ronderëm nach mat aménagéiert gëtt, a Lëtzebuerg musse maachen, wa mer net nëmmen aus Sécherheetsgrënn, mä doriwwer eraus och den öffentleche Transport a virun allem d'Eisebunn méi performant maachen, oder an deem Sënn méi performant maachen, wéi mer dat jo awer schlussendlech entre-temps, wéi et ausgesäit, alleguerte wëllen an deenen nächste Joren.

Ech wëll iwwregens dem Här Jaerling hei soen, dass e manifestement keng eng Zeil am Projet gelies huet, well wann e sengem Kolleeg do, net dem Här Schummer hei aus der Chamber, mä deem aneren Här Schummer, säi Projet wëllt realiséieren, da grad misst dat gemaach gi wat an dësem Projet steet, well ansonste wär deen nun awer glat net ze realiséieren. Dat heescht, deen Investissement, deen hei gemaach gëtt, huet net vill ze di mat deene Grënn, firwat dass zum Beispill anscheinend den ADR oder respektiv deen aneren Här Schummer, deen net an der Chamber ass, de Projet „mobilitéit.lu" oflehnt.

Liest de Projet nach eng Kéier, an da kënnt Der Iech eppes Bessere besënnen, an ech mengen, da stëmmt Der de Projet och mat.

(Interruption)

Ech hunn awer de Verdacht, dass et e bësse séier gaange war, wéi Der décidéiert hutt op d'Tribün ze kommen.

Här President, wat dëse Projet awer och beweist, dat ass eppes wat ech hei scho gesot hunn am Kader vu menger Interpellatioun iwwert d'Eisebunn. Dat ass, dass de ganzen Eisebunnsréseau iwwer Jorzéngten en enormen Investissementsréckstand opzeweisen huet.

Ech hunn hei drun erënnert am Kader vu menger Interpellatioun, dass eigentlech de schinnegebonnenen nationale Réseau an esou engem schlechten Zoustand war, dass zum Beispill nach am Ufank vun den 80er Joren d'Signalisatioun mat Pëtrolskänkië funktionéiert huet, an d'Weiche gréisstendeels manuell waren, mat Droteseeler hu misse gezu ginn, an dass eigentlech déi vill Milliarden, déi ëmmer esou an deene leschten zéng oder fofzéng Joer opgezielt gi sinn, déi an d'Eisebunn investéiert gi waren, dann an d'Fënster gestallt gi sinn, fir ze beleeë vun deene jeeweilege Regierungen, wat alles esou Schéines fir den öffentlechen Transport a fir d'Eisebunn géif gemaach ginn, wi vill de Steierzueler misst an d'Täsch gräifen, fir der maroder Eisebunn ënnert d'Aarm ze gräifen, dass dat eigentlech alles Resultater si vun Ignoranz vun enger Verkéierspolitik vun deene leschten 30, 35 Joer an dass een dat ëmmer erëm muss rappeléieren, wa mer esou Saachen diskutéieren, wéi och dee Projet, dee mer hei diskutéieren.

Ech mengen, déi Sécherheetsproblemer, déi mer op der Bréck do kennen, an déi elo Gott sei Dank heimadder berengegt ginn, sinn och d'Resultat dovunner, an et ass dofir esou, dass bei deene ville Milliounen Euro, déi mir an d'Eisebunn investéieren, vill Milliounen Euro dobäi sinn, déi menger Meenung no emol eigentlech nach net esou direkt an d'Zukunft geriicht sinn, mä éischter Sënnen aus der Vergaangenheet berengegen, an dat heiten ass sécherlech zum Deel op alle Fall och esou ee Projet.

Ech wëll just zwee Sätz soen, well ech keng Loscht hunn, muss ech ganz éierlech soen, elo erëm eng Diskussioun iwwert de BTB a virun allem iwwert deen Tracé duerch d'Stad ze féieren. Ech sinn däers esou midd wéi de kalen Ierbëssen. Mir hunn am Gemengerot déi Diskussioune schonn honnert Mol gefouert. D'Argumenter sinn ëmmer déi nämlecht. Si gi menger Meenung no awer zum Deel nach ëmmer genausou falsch an och deelweis demagogesch a polemesch benotzt, de part et d'autre, an ech fannen dat net immens gutt. Dat bréngt eis net vill weider.

Ech sinn nach ëmmer der Meenung, dass deen Tracé eng Kéier muss gebaut ginn. Wéi en herno genau verleeft, dat ass eng aner Diskussioun. Ech sinn och nach ëmmer der fester Iwwerzeegung, dass en eng Kéier gebaut gëtt, an all Premissen, déi mer haut ëmmer erëm virgeluecht kréie bei neie Projeten, déi mer uginn am Kader vum öffentleche Transport, a virun allem vum schinnegebonnene Verkéier, beleeën dat, well et gëtt ëmmer iergendwann an enger Klamer gesot, dass alles esou aménagéiert gëtt, dass alles herno iergendwann nach eng Kéier méiglech ass, esou dass dat mer awer gudde Mutt mécht, dass eng Kéier deen Tracé gebaut gëtt.

Ech wëll awer op eppes hiweisen, wat mech e bësselche rose gemaach huet. Dat ass déi Schlussdiskussioun, wou den Här Fayot elo eng Rei Äntwerte kritt huet vum Stater Buergermeeschter, deen zwar elo leider net hei ass, deen awer e bëssen d'Geschicht verdréit huet, andeem en op déi Busseproblematik an der Avenue higewisen huet.

Ech wëll drop hiweisen, dass am Kader vum Projet BTB, Här Helminger - ech si frou dass Der erëm hei sidd -, virgesi war als eent vun den zentralen Elementer, zum Beispill och fir virun allem an dem ënneschten Deel vun der Avenue de Problem ewechzekréie vun deene Buskolonnen, well do ass e jo och zimlech grave, dass do soll en Tunnel gebaut ginn, en Tunnel, deen bei der Paräiser Plaz géing erofgoen an hanne bei der Gare erëm géif erauskommen. Ech hunn ëmmer gesot am Kader vum BTB-Projet wär ech fir déi Léisung, well et do souwisou keng aner Léisung géif ginn. D'Majoritéit huet de BTB esou gutt an der Stad wéi och hei ofgelehnt, also deen Tracé duerch d'Stad, mä wat se net ofgelehnt huet, dat ass de Bau vum Tunnel vun der Paräiser Plaz bis ënnen erof, mä dovu schwätzt kee Mënsch méi.

Ech si bestëmmt net als ee bekannt, dee fir all méigleche Stroossebauprojet antrëtt, mä wa mer eng Kéier wëllen dee ganze Quartier do réurbaniséieren an engem uerdentleche Sënn, dass mer och mussen un esou Léisungen denken, wa mer dee Problem wëllen an de Grëff kréien. Ech hoffen da just, wa mer dann dat an Ugrëff huelen, dass mer et dann esou maachen, dass do all Méiglechkeeten opgehale ginn, fir dass an Zukunft awer vläicht och nach eng Kéier do kann en Tram derduerch fueren. Dës Majoritéit hat dat versprach, huet dat net gemaach. Weder an der Gemeng nach um Regierungsniveau ass dat an Ugrëff geholl ginn. Dir hutt den Tracé vum Tram ofgelehnt, mä Dir hat versprach den Tunnel ze bauen, virun allem de Geschäftsleit deemools an der Stad. Dat hutt Der net gemaach, an haut schwätzt Der net méi dovunner.

Da wëll ech awer soen, Här President, fir zréckzekommen op den eigentleche Punkt vun haut, nämlech deen zousätzlechen Investissement, dee mer maachen, dass et evident ass, dass de gesamte Konzept „mobilitéit.lu" oder wéi een en och ëmmer wëllt nennen, de gesamte Qualitéitssprонk am öffentlechen Transport vun zwee Facteure wäert ofhänken.

Deen éischten ass deen, dass eng gëeegent Strategie fir d'Zukunft muss entworf gi fir den Haaptträger vum schinnegebonnene Verkéier hei zu Lëtzebuerg, an dat ass d'CFL. An do ass et esou, dass e Méindeg jo anscheinend am Verwaltungsrot eng Debatt an d'Haus steet. Ech weess net wat an deem Pabeier drasteet. Ech mengen, heibanne weess kaum een et oder bal keen, géif ech soen. Ech huelen un, dass den Transportminister et weess, mä dee wollt eis bis haut näischt driwwer zielen.

Ech sinn awer der Meenung, dass wann ech gesi wat sech do ubahnt, dass et noutwendeg wäert ginn an deenen nächste Méint a Joren, dass de Législateur sech wäert aschalten, dat heescht, dass och d'Parlament do senger Verflichtung nokënnt a sech wäert mat an déi Debatt aschalten, well wann dee gréissten Träger vum schinnegebonnenen öffentlechen Transport hei am Land échouéiert, dann échouéiert och all Iwwerleeung hei zu Lëtzebuerg an deenen nächsten zéng Joer fir de schinnegebonnene Verkéier auszebauen. Ech hoffen dofir, nodeem dat Dokument elo am Verwaltungsrot endlech e Méindeg vun der CFL virgestallt gëtt, dass mer endlech och an der Chamberkommissioun dat eng Kéier presentéiert kréien, an ech hunn och net méi speit wéi haut e Bréif geschriwwen un de Chamberspresident, wou ech dräi Saache verlaangen:

1. Dass natierlech den Transportminister als dem Législateur säin direkten Uspriechspartner an d'Kommissioun kënnt, fir mat eis driwwer ze schwätzen.

2. Hätt ech awer och gären, dass d'Eisebunnsdirektioun eng Kéier heihinner kënnt, an

3. hätt ech och gären, dass d'Gewerkschaften eng Kéier geruff ginn, dat heescht eigentlech d'Sozialpartner insgesamt, fir iwwert dee Strategiepabeier ze schwätzen.

Wéi gesot, ech hunn dee Bréif de Mëtteg fortgeschéckt. De President vun der Transportkommissioun, dee jo och hei ass, wäert en an deenen nächste Stonnen, oder spéitstens muer de Moien op sengem Courrier électronique hunn, an dann hoffen ech, dass mer an der nächster Kommissioun kënnen Neel mat Käpp maachen an Terminer festleeën, fir doriwwer ze schwätzen.

Deen zweete Punkt, dee menger Meenung no wichteg ass, fir dass „mobilitéit.lu" oder den Ausbau vum öffentlechen Transport eng Réussite gëtt, ass d'Responsabilitéit, déi de Stat muss huelen. Éischtens bei den Investissementer an d'Infrastrukturen. Do si jo eng Rei Projeten elo scho votéiert ginn an deene leschte Wochen a Méint an et kommen der jo eng Rei nach no, mä net nëmmen an d'Infrastrukturen, mä och an de Betrib CFL.

Ech wëll awer hei nach eng Kéier drun erënneren, datt de Stat den eenzegen oder bal den eenzegen, loosse mer esou soen, Aktionär ass bei der CFL an datt eigentlech d'CFL dofir als Betrib wäitgehend vu sengem Aktionär staark ofhängeg ass. A wann ech weess, datt mer esou vill Retarden hate bei dem Ausbau vun den Infrastrukturen, Investissementsretarden, déi ech schonn oft genuch hei opgezielt hunn, sou weess ech och, datt mer déiselwecht Retarden hate bei den Investissementer an d'Material vum heitegen Exploitant vum Schinnennetz, nämlech der CFL. An ech mengen, datt mer och do net wäerten derlaanscht kommen an deenen nächste Joren, egal, menger Meenung no, wat fir eng Regierung, dass et ass, fir drun ze denken eng Kapitalopstockung bei der CFL ze maachen.

Et kann een net verlaangen, datt dee Quantesprong, a wann ech den IVL nach derbäizielen, virun allem den IVL 2, d'Phas 2, déi do projetéiert oder proposéiert gëtt, esou gemaach gëtt; dann deet et mer Leed, da muss een och déi Entreprise, den Exploitant zu Lëtzebuerg à même setzen, an d'Kapital vun der CFL opstocken.

Ech sinn och der Meenung, datt déi zwou Saachen do extrem wichteg sinn, wéi gesot, well soss de gesamten Défi Ausbau vum öffentlechen Transport net ka fonctionnéieren an échouéiert. Wat passéiert, wa mer échouéieren an deem Beräich, dat krute mer virun e puer Deeg hei vum Landesplanungsminister an Innenminister a Presenz vum Transportminister beschriwwen am Kader vum IVL. Do steet ganz däitlech dran, datt éischtens den öffentlechen Transport insgesamt muss massiv ausgebaut ginn, wäit iwwert dat eraus, wat elo och dës Regierung am Kader vu „mobilitéit.lu" décidéiert huet, mä et steet awer och gradesou däitlech dran, datt wa mer dee „modal split" vu 25% am Landesduerchschnëtt wëllen erreechen, da kann dat nëmme passéieren andeem mer d'Réckgrat vum öffentlechen Transport zu Lëtzebuerg, an dat ass de schinnegebonnene Verkéier, massiv stäerken.

Dat heescht, wann een dat Dokument IVL kuckt a virun allem deen Deel, deen eben den öffentleche Verkéier betrëfft, da soen ech ganz kloer: Mir kënnen eis et net nach eng Kéier leeschte fir 15 Joer Zäit ze verléieren, et mussen elo endlech Neel mat Käpp gemaach ginn.

Ech mengen, dat, wat mer bis elo décidéiert hunn, si gréisstendeels Saachen, déi souwisou iwwerfälleg waren, respektiv d'Sënne vun der Vergaangenheet, déi réckgängeg gemaach gi sinn. Dat, wat elo usteet, dat si ganz aner Saachen. Mir hunn de Mëtteg hei och diskutéiert iwwert d'Fäegkeet vum Stat fir verschidde Saachen ze finanzéieren. Et ass virdrun haaptsächlech elo vum Transportminister gesot ginn, am Kontext vun der Iddi vun engem Tram duerch d'Industriebroochen, déi ze diskutéieren ass. Do soen ech ganz däitlech, ech wëll mech net un deem Beispill festleeën, mä dat wëll ech generell soe fir den öffentlechen Transport, dat huet domadder ze dinn natierlech, datt mer déi Suen effektiv mussen opbréngen, mä et huet awer ze doen natierlech domadder, datt mer musse Prioritéite setzen an dësem Land an deenen nächste Joren, Prioritéiten doriwwer, wat mer wëllen a wat mer net wëllen, a wéi mer eis Gelder, déi eis zur Verfügung stinn, asetzen.

Da musse mer eis och bewosst sinn, datt net méi alles méiglech ass an deenen nächste Joren an datt Prioritéite setzen heescht, zum Beispill net méi esou onsënneg a blannemännerchers Stroossebauprojeten ze bauen an ze realiséieren, wéi dat zum Beispill an deene leschten zwanzeg Joer de Fall war. Och mir Gréng sinn net der Meenung, datt een d'Stroossen, och nei Stroossen, an alle Fäll soll vum Dësch fegen. Ech mengen awer, dass d'Prioritéit muss heirobber leien an den nächste Joren. Dofir, wann et dréms geet ze soen, ob mer dat Geld hu fir verschidde Saachen ze realiséieren, da muss d'Prioritéit op deenen heite Saache leien. Dat ass op alle Fall eis Iwwerzeegung. Ansonste fuere mer monter an déi Sakgaass eran, déi mer, eiser Meenung no, wëssenschaftlech gutt vum IVL beluecht kritt hunn.

Ech soen Iech merci.

Une voix.-Très bien!

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Transportminister Henri Grethen.

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci all deenen, déi an dës Debatt agegraff hunn. Merci besonnesch dem Rapporteur fir säi Rapport, säin excellente Rapport.

Wann ech richteg verstanen hunn, da fënnt dëse Projet eng manner grouss Zoustëmmung wéi dee Projet virdrun. An dat mam Argument vun der Säit vun de Vertrieder vum ADR, dass dee Projet hei iwwerflësseg wär, wann ee géif de Projet realiséieren, deen en Ingenieur, den Här Schummer, ausgeschafft huet an deen d'Zoustëmmung vum ADR fonnt huet.

Här President, ech muss dat ënnersträichen, wat den Här Bausch schonn hei gesot huet. Géif een de Projet vum Här Schummer realiséieren, da wieren dës Investissementer nach méi noutwendeg wéi jee. Well hei geet et einfach dréms an der Gare Lëtzebuerg déi Réaménagementer virzehuelen, déi ee muss virhuelen, fir dass et do fonctionnéiert, an dass dat mar, nieftenee vum TGV, den normalen Zuch an Tram ka fonctionnéieren, mat allem, wat dat bedéngt. An dee Projet hei gesäit och vir, dass déi Sécherheet am Nordausgank vun der Gare Lëtzebuerg realiséiert gëtt, déi elo schonn noutwendeg ass an déi sech mar méi wéi jee opdréngt, wa mer wëllen eng Schinnenubannung vum Findel a vum Kierchbierg realiséieren.

Dofir, dat Argument, Här President, ass net richteg! Ech muss dat hei ënnersträichen an aller Objektivitéit an ouni Polemik.

Wat dem Här Fayot seng Aussoen ugeet, Här President, ech mengen an déi Stater Ausenanersetzung wëll ech mech net améschen; ech géif och dofir der Chamber recom-

mandéieren, déi Motioun net unzehuelen, well de Stat do wéineg dra gefuerdert ass a well och eng ganz Rei Saachen esou net akzeptabel sinn.

Mä wat d'Froen ugeet: Déi Bréck befënnt sech - mir hu keen Avis vun der UNESCO gebraucht, mä mir hunn awer en Avis gefrot - an der Zone tampon, an d'UNESCO huet eis hiren Accord zu deem Projet ginn. Ech wëll och soen, dass an deem Grupp, deen den Architekturprojet ausgewielt huet, och Vertrieder vun de Servicer vun der Stad Lëtzebuerg, och vun de Servicer vu Sites et Monuments, enk associéiert waren.

Wat d'Besoinë vun Terrainen ugeet, esou sinn déi identifizéiert, mä mir kënnen do awer net virukommen, iers mir hunn de Projet gestëmmt. Mir brauchen awer net vill Terrain. Et schéngt esou ze sinn, dass keng Schwieregkeet sech stellt fir déi zousätzlech Bréck ze realiséieren.

Ech weess awer, dass de Bau vun där Bréck wäert Nuisancë kreéieren. Scho bei der Renovatioun vun der bestoender Bréck hunn eng Rei Bierger sech zu Wuert gemellt, fir ze soen, dass se Nuisancen ausgesat wären. Dat ass inévitabel, wann een dat mécht. Et wäert och inévitabel bleiwen.

Et ass an der Debatt, Här President, ënnerstrach ginn, dass dës Regierung d'Chamber géif mat ville Projete befaassen, an d'Fro ass vun Eenzelnen, besonnesch - dat heescht nëmme vun Oppositiounsdeputéierten - an de Raum gestallt ginn, ob dann och elo deenen Autorisatiounen herno e Suivi géif reservéiert ginn.

Här President, ech hätt jo eigentlech léiwer Bännercher duerchgeschnidde wéi hei an d'Chamber Projete verteidegen ze kommen, wou ech nach ënnerstallt kréien, et wier rengen Électoralisme. Mä leider, Här President, war dat net méiglech. Ech hätt gäre Projete realiséiert, well et si jo hei ganz vill Projeten am Beräich Eisebunn, déi à l'unanimité gestëmmt ginn, déi eng breet Zoustëmmung kréien. Ech hätt keng Schwieregkeete gehat fir dat ze maachen.

Ech muss awer soen, dass ech zimlech enttäuscht si vun där Aart a Weis, wéi an eenzelnen Déngschtstellen op der Eisebunn déi Dossieren hei behandelt gi sinn. Et ass fir mech enttäuschend, dass dës Chamber am Juli 2000 eng Autorisatioun ginn huet, fir zum Beispill den Dédoublement vun der Linn Lëtzebuerg-Péiteng, an dass mer ausser Viretüden nach net ganz vill gemaach hunn.

Ech ginn net midd der Eisebunn dat ze rappeléieren. An ech hu schonn eng Kéier, Här President, op dëser Tribün gesot, dass, wann dat net besser gëtt - an deen Opruff ass och do gehéiert ginn, well zënterhier huet d'Saach e bësse méi Driff kritt -, wann et esou weidergeet, da musse mir als Stat eis iwwerleeën, ob mer weider nach kënnen d'Eisebunnsgesellschaft CFL mat den Aarbechte vum Fonds du rail beoptragen. Et kann net esou sinn, dass Joer fir Joer Suen, déi d'Chamber gestëmmt huet, en économie falen, well mer net à même sinn d'Projeten ze poursuivéieren.

Et ass - an dofir hunn ech dëse Projet ofgewaart, fir op déi Froe Stellung ze huelen - gefrot ginn: Wéi ass et mat der Dotatioun? Mir hunn e Plan pluriannuel, dee geet bis 2007. Bis 2007 stinn d'Finanzementer. 2008, 2009 an déi Joren duerno - well dat hei sinn eenzel Projeten, déi wäerte sech bis 2015 hinzéien -, bis dohinner muss een da kucken, wéi an deene Joren de Finanzement geschitt.

Woubäi ech awer wëll ënnersträichen, Här President, dass et ouni Emprunt net wäert goen, an et wier jo och iergendwéi irrealistesch ze mengen, dass dëst Land d'Wirtschaftskraaft hätt fir an e puer Joer an den Eisebunnsberäich, ouni Emprunten opzehuelen, méi wéi 2,5 Milliarden Euro ze investéieren. Et wier illusoresch ze mengen, dass een dat géif aus der Ertragskraaft vum Land kënne realiséieren. Souguer wa keng eng nei Strooss méi gebaut géif ginn, souguer wa géif am Stroossebau den Entretien op e Minimum reduzéiert ginn, dann hätt een nach net déi finanziell Moyene fir ouni Emprunt dat kënnen ze realiséieren.

Ech wëll der Chamber confirméieren, dass mir zu deem pluriannuellë Finanzéierungsprojet stinn, wéi d'Chamber e virgeluecht krut bis 2007, an d'Prioritéiten ergi sech aus de Contrainten, déi mer hunn. Ech wäert dës Chamber, Här President, hoffen ech nach, mam Projet de loi kënne befaassen iwwert de Bau vun enger Eisebunnsstreck tëschent Esch an der Stad Lëtzebuerg. Ech weess awer, dass dee Projet net virun 2010 kann an Ugréff geholl ginn, mä et ass awer wichteg, dass dee Projet eng Zoustëmmung fënnt, fir dass mer d'Basis hu fir eng ganz Rei aner Aarbechte kënnen ze realiséieren, zum Beispill um Niveau vun der Gemeng Monnerech, zu Steebrécken, fir dass do kënnen déi Bensinsstatiounen, déi do vill Problemer de Leit, déi do wunnen, kreéieren, dass mer déi ewechkréien, fir dass déi Gemengen um Tracé och Planungssécherheet hunn, fir kënnen hir Infrastrukturen ze adaptéieren.

Ob dat nei Pompjeesraimlechkeeten zu Steebrécke sinn, ob dat nei Opfaarten op d'Autobunn Esch-Lëtzebuerg sinn, fir all dat, fir déi Planungssécherheet ze hunn, brauche mer dat Gesetz, wëssend dass dat an der nächster Legislaturperiod net kann ugefaange ginn.

Ech weess awer och, dass mer fir kënne weiderzekommen eis Prioritéite musse setzen. Déi Prioritéite sinn d'Linn Péiteng-Lëtzebuerg. Soubal wéi d'Aarbechte kënnen ugoen, wäerte mer dat maachen. Ech hoffen, dass dat esou séier wéi méiglech geschitt.

Dat Gesetz, wat kuerz virdru gestëmmt ginn ass iwwert den Arrêt Belval-Usines, esoubal wéi mer d'Autorisatioun hunn, an dann och d'Baugenehmegungen hunn, wäerte mer d'Aarbechten esou séier wéi méiglech entaméieren. Do ass kee Problem, y compris d'Realisatioun vum Park and Ride. Mä Dir wësst, dass dee Park and Ride a Frankräich leeft. Déi Aarbechte wäerte mer alleguerten ufänken, d'selwecht wéi mer déi Aarbechte bezüglech dëse Projet de loi esou séier wéi méiglech wäerten ufänken. Dat heescht, fir d'nächst Joer 2005 sinn déi éischt Betrag an der pluriannueller Planung virgesinn. Mir brauche jo nach e bësse Zäit fir kënnen detailléiert Pläng auszeschaffen. Dat nëmme fir Iech, fir der Chamber, Här President, d'Prioritéiten ze indiquéieren.

Den Här Bausch, Här President, huet zum Schluss zu Recht drop higewisen, dass de Verwaltungsrot vun der Lëtzebuerger Eisebunn d'nächste Méindeg sech mat engem Strategiepabeier befaasst, deen ënnert der exklusiver Responsabilitéit vun der Generaldirektioun ausgeschafft ginn ass an zu deem d'Regierung nach keng Stellung geholl huet. Ech hunn, Här President, absolut kee Problem an ech hunn och de Vertrieder vum Stat an dem Conseil d'administration gesot, dass se sollen e Méindeg proposéieren, dass eng méiglechst breet Debatt iwwert dee Strategiepabeier stattfënnt, deen ech schonn am Oktober 1999 gefrot hunn a wou ech frou sinn, dass e Méindeg dann dee Pabeier do ass, de Pabeier vun der Eisebunnsdirektioun, deen net den Accord vun der Regierung gefrot huet an deen en och net huet, dass deen da virläit.

Mä d'Land, an d'Deputéierten am Besonnesche musse wëssen, dass déi Operatioun net gratis ofleeft. Wa mer d'Zuelen huelen, am Moment kascht den ëffentlechen Transport, nëmme fir de Persounentransport, d'ëffentlech Hand ronn 90 Milliounen Euro pro Joer, nëmmen d'Eisebunn. Wann neit Material bis ugeschaaft ass an och nei Linnen, well mer jo méi wëlle maachen, riskéiert dee Montant bannent kierzester Zäit op 150 Milliounen Euro d'Joer eropzesteigen. Dat ass eng konsequent Steigung, mä dat ass de Präis wann ee mat performantem Material wëllt iwwer bestehend Strecke fueren. Dann hu mer nach net vun deenen neie Strecke geschwat. Da geet de Präis permanent an d'Luucht.

Mir hunn e Problem am Fret-Beräich. Ech si jo net midd ginn dat ze ënnersträichen. D'lescht Joer huet d'Lëtzebuerger Eisebunn Avances sur coût 29 Milliounen Euro am Fret-Beräich gemaach, deen ënnert hirer Responsabilitéit ofleeft. Esouwäit wéi ech gesinn, kascht d'Restrukturéierung vun deem Secteur, à supposer dass een de Fret-Secteur wëllt bei der Lëtzebuerger Eisebunn bäibehalen, Minimum 400 Milliounen Euro d'Joer. Pardon, 400 Milliounen insgesamt u Mise en capital, fir dass dat ka gemaach ginn.

An da mussen nach, wat d'Personal ugeet, ganz schaarf strukturell Moossname virgeholl ginn, déi sech an enger Propositioun artikuléiere wou - vereinfacht duergestallt - gesot gëtt, mir schafen eng Cellule de reclassement, esou eng CDR, well dat an der Sidérurgie en Ausdrock ass, an déi verléint dann un eng nei Entitéit Leit, wéi d'Däitsch Bunn dat och huet, zu engem aneren Tarif, an dee Surcoût, dee wier dann natierlech och zu Laaschte vum Statsbudget.

Da brauch d'Lëtzebuerger Eisebunn, fir dat Material kënnen ze kafen, och nach eng Kéier e Montant, deen esou ëm 575 Milliounen Euro dréint. All dat fir Iech ze soe wou een dann net sécher ass, ob de Fret, well et geet an der Hypothees ëm dat hei, dass de Fret da géif erhale bleiwen, dass d'Lëtzebuerger Eisebunn et géif fäerdeg bréngen, hir Clienten ze fidéliséieren, besonnesch hire gréisste Client, d'Arcelor, esou dass deen net bei een anere geet ab 2007, well d'Europaparlament huet jo geschter oder virgëschter an der Komitologie mam Conseil zesummen décidéiert fir d'Liberaliséierung ëm e Joer virzezéien. D'Lëtzebuerger Regierung war ëmmer do dergéint.

All dat sinn Hypotheesen op deenen elo muss geschafft ginn, an ech muss jiddferengem, ech muss der Chamber soen, dass dat net einfach gëtt, ech muss awer och ganz besonnesch deene Leit, déi op der Eisebunn schaffen, soen, dass et kee Wäert huet, do de Kapp an de Sand ze stiechen. Dës Regierung ass bereet, der Eisebunn esou wäit wéi méiglech a wéi néideg ze hëllefen, awer mir sinn net bereet, op all Fuerderung anzegoen, dat Onméiglechst wouer ze maachen. Dat ganz sécher net!

Mir si bereet, mat deene Leit, déi op der Eisebunn schaffen, mat der Chamber zesumme Léisunge fir d'Zukunft ze sichen. Déi Léisunge mussen awer am Kader vun de finanzielle Méiglechkeete vum Lëtzebuerger Stat bleiwen. Ech hoffen, dass dat wat ech eng Kéier op dëser Tribün gesot hunn, dat heescht, dass den ëffentlechen Transport iwwert d'Schinn zu Lëtzebuerg eng grouss Zukunft hätt, d'Eisebunn awer eventuell net, dass dat net wouer gëtt.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique vum Projet de loi 5233 a mir stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of iwwert dee virleiende Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 50 Jo-Stëmmen a 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Patrick Santer), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Théo Stendebach) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Niki Bettendorf), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Emile Calmes), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par Mme Simone Beissel) et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Camille Gira (par M. François Bausch), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Jean Huss).

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Gast Gibéryen), Jacques-Yves Henckes (par M. Jean Colombera), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Aly Jaerling).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Chamber TV

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Motion 1

Dann hu mer eng Motioun virleien, déi den Här Ben Fayot abruecht huet an déi ausgedeelt ass ginn. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, ganz kuerz. Just fir ze soen, dass ech et e bësse lamentabel fannen, wéi den Här Minister op déi Motioun reagéiert huet. An enger Partie Saachen ass wuel och d'Stad Lëtzebuerg gefuerdert, mä et sinn och eng Partie Saachen, wou de Stat gefuerdert ass. Zum Beispill déi Kredittер fir de Centre de maintenance, iwwerhaapt och déi Ëmännerunge vun de Busplaze virun der Gare, iwwerhaapt och déi ganz Verkéierssituatioun, an ech menge schonn, dass de Stat eng Responsabilitéit huet an dass et e bëssen einfach ass fir déi Motioun hei ofzelehne mat dem Argument, dat wär eng Saach vun der Stad Lëtzebuerg a vun der Lokalpolitik. Déi vun der Stad wäerte sech dat mierken.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Mir stëmmen elo of iwwert d'Motioun 1.

Vote

Déi fir d'Motioun 1 si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 1 ass verworf mat 31 Nee-Stëmme géint 23 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling et Jean-Pierre Koepp;

MM. François Bausch, Camille Gira (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par M. Patrick Santer), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz (par M. Nico Loes), Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Théo Stendebach) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Gusty Graas) et John Schummer.

Wat eis parlamentaresch Aarbecht fir d'nächst Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz an hirer Sitzung de Moie Folgendes proposéiert:

D'Chamber siégéiert en Dënschdeg, den 23. Mäerz um dräi Auer, e Mëttwoch, de 24. Mäerz moies um néng Auer an nomëttes um hallwer dräi.

En Dënschdeg presentéiert d'Ausseministesch eng Deklaratioun iwwert d'Aussepolitik vun eiser Regierung. Uschléissend hu mer nom Modell 1 dräi Associatiounsofkommessen tëschent den EU-Länner an dem Libanon, dem Chile an Algerien.

E Mëttwoch de Moien um néng Auer an nomëttes um hallwer dräi hu mer d'Debatten iwwert d'Aussepolitik nom Modell 2, de Projet de loi 5221 iwwert d'Erneierung vum Internat zu Ëlwen nom Modell 1 an de Projet de loi 5278 iwwert d'Publicité foncière och nom Modell 1.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.18 heures)

MARDI, 23 MARS 2004

42E SÉANCE

Présidence: M. Jean Spautz, Président

Ordre du jour

1. Communications
2. Ordre du jour
3. Déclaration de politique étrangère présentée par Madame Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
4. Question avec débat N° 41 de M. Serge Urbany relative à la situation du groupe Arcelor

   Questions urgentes Nos 2672 et 2673 de M. Aly Jaerling relatives à l'évolution du marché de l'acier (Groupe Arcelor)
5. 5228 - Projet de loi portant approbation de l'Accord euro-méditerranéen instituant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 17 juin 2002

   5247 - Projet de loi portant approbation de l'Accord établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 18 novembre 2002

   5291 - Projet de loi portant approbation de l'Accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République algérienne démocratique et populaire, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Valence, le 22 avril 2002

   (Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense - Discussion générale - Lecture du texte des projets de loi - Votes et dispenses du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État; Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Erna Hennicot-Schoepges et Marie-Josée Jacobs, MM. Michel Wolter et Luc Frieden, Mme Anne Brasseur, MM. Charles Goerens, Carlo Wagner et François Biltgen, Ministres; MM. Joseph Schaack et Eugène Berger, Secrétaires d'État.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communications

Da wëll ech Iech folgend Kommunikatioune maachen.

(Interruption)

Ech maachen nach just déi folgend Kommunikatiounen, an da kritt Dir d'Wuert.

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 18 mars 2004, le

- Projet de loi 5313 approuvant un amendement à l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, a déposé le même jour le

- Projet de loi 5314 portant modification de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère.

Monsieur Henri Grethen, Ministre de l'Économie, a déposé en date du 19 mars 2004 le

- Projet de loi 5315 modifiant la loi modifiée du 1er mars 1973 autorisant le Gouvernement à accorder la garantie de l'État et une aide financière au profit de la „Société des Foires Internationales de Luxembourg", Société anonyme à Luxembourg.

3) Le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux s'est réuni en séance plénière les 19 et 20 mars 2004 au Sénat de Belgique.

Sous la présidence de M. Jean-Marie Happart, Sénateur belge, les parlementaires des trois pays ont d'abord écouté une intervention de Madame Frédérique Ries, Secrétaire d'État belge aux Affaires européennes et étrangères sur le 47e rapport commun des Gouvernements sur la coopération entre les trois États dans le domaine de la politique extérieure.

Du côté luxembourgeois, M. John Schummer, Vice-Président du Parlement Benelux qui a présidé une partie des débats, M. Nico Loes, Mme Nelly Stein, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Camille Gira et Jean-Pierre Koepp ont assisté à cette session qui comptait également la présence d'une importante délégation de l'Assemblée balte avec laquelle le Parlement Benelux entretient des relations soutenues.

Alors qu'en sa qualité de Président de la Commission des Affaires économiques, de l'Agriculture et de la Pêche M. Nico Loes a présenté un rapport intermédiaire sur l'importance économique du secteur du tourisme dans les pays du Benelux, sujet à traiter de façon approfondie lors de la partie de session de fin juin 2004, M. Xavier Bettel est intervenu dans le débat sur la suppression en ordre principal de la procédure d'exequatur dans les pays du Benelux en matière matrimoniale et en ce qui concerne la responsabilité parentale.

M. Jeannot Belling, quant à lui, a fait rapport sur les comptes de l'exercice 2003 du Parlement Benelux que l'Assemblée a approuvés.

D'autres sujets à l'ordre du jour étaient les travaux de la Conférence intergouvernementale et les résultats du Sommet de Bruxelles, les conclusions de la Table ronde de Riga sur la coopération entre les États baltes et l'Union européenne, le problème des travailleurs frontaliers, l'immatriculation de véhicules à l'étranger, la circulation des personnes, ainsi que les soins de santé transfrontaliers.

En conclusion de ses travaux, l'Assemblée a adopté une série de recommandations invitant de façon générale les trois Gouvernements à rendre les législations et réglementations visées aussi cohérentes que possible.

4) Par lettre du 15 mars 2004 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des résolutions adoptées par le Parlement européen au cours de sa période de session du 25 au 26 février 2004:

- résolution sur la préparation du sommet de printemps 2004

- résolution sur la situation de l'économie européenne - rapport préparatoire sur les grandes orientations des politiques économiques

- résolution sur la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur les finances publiques dans l'UEM - 2003

- résolution sur la communication de la Commission au Conseil: Suivi du Livre blanc „Un nouvel élan pour la jeunesse européenne" - Proposition d'objectifs communs en matière de participation et d'information des jeunes suite à la résolution du Conseil du 27 juin 2002 relative au cadre de coopération européenne dans le domaine de la jeunesse.

2. Ordre du jour

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt eng Modificatioun de l'ordre du jour froen, fir eng Dringlechkeetsfro ze stellen am Zesummenhang mat deenen Neiegkeeten, déi mir elo an deene leschten Deeg kritt hunn iwwert de Personalofbau bei Arcelor.

M. le Président.- Den Här Statsminister huet sech d'accord erklaert, fir um Uschloss un d'Deklaratioun vun der Madame Ausseminister Lydie Polfer op déi gestallte Froen am Zesummenhang vun der Arcelor, sief et vum ADR, sief et vun deene Gréngen oder och vun de Kolleege vun de Sozialisten, déi eng ähnlech Fro gestallt hunn, all ze äntwerten. Dat geschitt uschléissend un den Exposé.

Entschëllegt, de Kolleeg Urbany vun de Kommunisten hat och eng Fro dozou gestallt. Also op all déi Froen ass den Här Statsminister bereet anzegoen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Also vum René Urbany bis zu deene Lénken…

M. le Président.- Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Wat eis parlamentaresch Aarbechte vun däser Woch ubelaangt, gëtt Folgendes virgeschloen: Do siégéiert d'Chamber also haut de Mëtteg a muer de Moien um néng a muer de Mëtteg um dräi Auer.

Haut de Mëtteg hu mer d'Deklaratioun vun der Madame Ausseminister iwwert d'Aussepolitik, uschléissend d'Äntwert vum Här Minister op déi Froen, déi am Zesummenhang mat der Groussindustrie gestallt ginn.

Dann hu mer d'Projets de loi 5228, 5247 an 5291, Associatiounsofkommessen tëschent de State vun der Europäescher Unioun an dem Libanon, dem Chile an Algerien. Muer de Moien um néng Auer an nomëttes um hallwer dräi hu mer:

1) d'Diskussioun iwwert d'Aussepolitik,

2) de Projet de loi 5221 iwwert den Ausbau vum Internat zu Ëlwen an

3) de Projet de loi 5278 iwwert d'Publicité foncière.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mir elo zum Haaptpunkt vun eiser Sitzung haut de Mëtteg, dat ass d'Deklaratioun vun der Madame Ausseminister Lydie Polfer iwwert d'Aussepolitik. D'Wuert huet elo d'Madame Ausseminister Lydie Polfer.

3. Déclaration de politique étrangère présentée par Madame Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Mme Lydie Polfer, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass dëst déi fënnefte Kéier, dass ech d'Éier an

d'Geleeënheet hunn, virun der Chamber hei d'Deklaratioun zur Lëtzebuerger Aussepolitik ze maachen an lech déi Prinzipien, déi Objektiver, an och déi Perspektive fir d'Zukunft ze ënnerbreeden, esou wéi ech se gesinn a wéi ech se mat Ärer Ënnerstëtzung ëmsetze wëll.

Dës Deklaratioun fält an e ganz besonnesche Moment. An 39 Deeg nämlech, den 1. Mee, gëtt mat dem Bäitrëtt vun zéng neie Länner an d'Unioun definitiv ee Kapitel an der Geschicht vun onsem Kontinent ofgeschloss. Déi onnatierlech Séparatioun, d'Resultat vu Krich, vu Konfrontatioun, vu Mësstrauen, vun Angscht an Ontoleranz, déi Europa en halleft Jorhonnert laang gedeelt huet, kënnt deen Dag ganz offiziell zu engem Enn.

Ech sinn dofir och besonnesch frou, dass dës Chamber dësem Élargissement den 10. Februar mat de Stëmme vun alle 60 Deputéierten zougestëmmt huet. Et ass dat dee schéinste Beweis dofir, dass mir Lëtzebuerger dës Entwécklung net nëmme begréissen, mä no Méiglechkeet och förderen an doran d'Grondlag fir eng Unioun gesinn, déi net nëmme méi grouss, mä och méi staark a méi dynamesch gëtt. A mir ginn domat dem Robert Schuman senger Opfuerderung gerecht, dee schonns 1959 sot, an ech zitéieren hien nach eng Kéier hei: „Nous ne devons pas construire l'Europe uniquement dans l'intérêt des peuples libres, nous devons être en mesure d'accueillir les peuples de l'Est le jour où ils nous le demanderont."

Dat politescht, ekonomescht, kulturellt a soziaalt Ëmfeld an deem mir ons Relatioune mat onsen Noperen, mat de Partner an der Unioun an doriwwer eraus gestalten, gëtt en anert mat méi Méiglechkeeten an och mat neien Erausfuerderungen.

Dës Deklaratioun ass awer och déi lescht virun der Lëtzebuerger Présidence vun der Europäescher Unioun, engem Moment, an deem mir beweise kënnen a beweise mussen, dass Lëtzebuerg, d'Lëtzebuerger Politiker, d'Lëtzebuerger Fonctionnairen an all déi politesch Responsabel et fäerdeg bréngen, d'Aarbechte vun deem neien Europa mat 25 Länner ze organiséieren, ze strukturéieren, ze dirigéieren an och weiderzebréngen. A mir stinn hei an enger laanger Traditioun vun erfollegräiche Présidencen, déi d'Reputatioun vun onsem Land an der Unioun gemaach hunn. Mir wëssen, dass ons Partner och dës Kéier dat Resultat vun ons erwaarden, dat an der Vergaangenheet ëmmer d'Markenzeeche vun dem Lëtzebuerger Engagement fir Europa war. Mir wäerten alles ënnerhuelen, fir hir Erwaardungen ze erfëllen a fir aus dëse Virbereedungen, déi elo schonns ugelaf sinn, déi beschten Notzen ze zéien.

Et dierf lech dofir och net weider iwwerraschen, dass dëst Joer dat neit Europa mat senge Chancen a Méiglechkeeten, awer och senge Problemer an Erausfuerderungen eng besonnesch Plaz a menger Deklaratioun wäert anhuelen.

No vir kucken heescht de Courage hunn, fir ze denken an ze plangen. An net nëmmen Europa, och d'Welt ronderëm ons ass engem ëmmer méi schnelle Wandel ënnerworf. Duerch ons Aktioun an déi vun eise Partner an Amerika, an Asien, an Afrika an och hei um europäesche Kontinent, mat deene mir d'Ambitiounen an d'Perspektive fir d'Zukunft deelen, kënne mir zesummen onse Bäitrag leeschten, fir aus dëser Welt, aus der Europäescher Unioun, an domat och aus onsem Doheem eng besser, eng méi sécher Plaz fir ons alleguerten ze maachen. Andeems mir all zesummeschaffen, kënne mir d'Entwécklung an déi richteg Richtung orientéieren.

Mä kucke mer zréck. An der Mëtt vum 20. Jorhonnert hunn déi demokratesch regéiert Länner op der Welt nëmmen eng kleng Minoritéit ausgemaach. Haut huet d'Demokratie mat hire Corollairë vu Respekt vun de Mënscherechter, vu Fräiheet a Fridden, vun ekonomeschen a soziale Fortschrëtter sech awer an der grousser Majoritéit vun de Länner duerchgesat. Nach viru 15 Joer huet den Equiliber vun der Ofschreckung an de Kale Krich déi international Relatioune strukturéiert an och zementéiert. Eréischt wéi d'Mauer, déi Europa an zwee gedeelt huet, gefall ass, konnt d'Hoffnung vun Demokratie a Fridden zum Bléie kommen, net nëmmen hei an Europa. Eng laang Rei vu Länner hunn de Wee vun der Fräiheet ageschloen an Osteuropa, an Asien, an Afrika an och a Latäinamerika.

De Virmarsch vun der Demokratie huet och mat sech bruecht, dass d'Gespenst vun engem klassesche Krich mat senger Konfrontatioun tëschent Arméien an Europa wäitgehend aus onse Virstellunge verschwonnen ass.

An dach, och an där Zäit vun deenen neien Hoffnungen, nodeems den Antagonismus vun de Bléck iwwerwonne war, gëtt et Entwécklungen, déi ons drop higewisen hunn, dass den Asaz fir Fräiheet an Demokratie, fir Sécherheet a Wuelstand eng Aufgab ass, där mir ons ëmmer erëm nei widme mussen. A Beispiller heifir kenne mir der ze vill, a sief et nëmmen aus deem leschte Jorzéngt, vun der Konfrontatioun tëschent Israel a Palästina iwwert de Vëlkermord am Ruanda, déi bluddeg Konflikter am Kongo, an net zulescht och hei an Europa um Balkan.

Zënter 1990 sinn esou 4 Millioune Mënschen, zu 90% Zivilisten, a Kricher ëm d'Liewe komm an 20 Millionen duerch Konflikter zu Flüchtlinge ginn. Et ass dëst eng Situatioun, déi mir net toleréiere kënnen. Et ass au contraire eng Situatioun, där mir ons all zesummen als international Communautéit mussen unhuelen, an et ass dofir, wou mer en tatkräftegt Zesummeschaffe brauchen, an et ass dofir, datt mer konsequent fir en effikasse Multilateralismus antrieden, fir eng kloer definéiert Roll fir d'Vereenten Natiounen an och fir eng handlungsfäeg a konsequent europäesch Aussepolitik, déi och Sécherheets-, Verteidegungs- souwuel wéi Développementsaspekter englobéiert.

Ons Verantwortung musse mir als international Communautéit iwwerhuelen, wann a villen Deeler vun der Welt Mënschen de Gefore vum Terrorismus, vum Honger, vu Brutalitéit a Massevernichtungswaffen, awer och vu Krankheet, ethnesch oder reliéis motivéierter Gewalt, dem Mënschenhandel an anere Forme vun organiséiertem Verbriechen an Exploitatioun ausgesat sinn.

De Schock vun den Attentater vum 11. September, eng ganz Rei vun Terroraktiounen an net zulescht de grausame Massaker vum 11. Mäerz zu Madrid, huet ons däitlech gemaach, datt d'Problemer vun der Sécherheet fir ons alleguer eng ganz nei Dimensioun kritt hunn. Op dës nei Erausfuerderunge musse mir ons astellen an och Äntwerte fannen, Äntwerten, déi kee Land kann eleng ginn, egal wéi grouss oder kleng et ass, awer och Aufgabe virun deene kee Land sech drécke kann, egal wéi grouss oder kleng et ass.

Mir liewen nach net an deene bibleschen Zäite wou d'Schwerter zu Pléi ginn, au contraire, déi Moyenen iwwert déi gewaltbereet Gruppen oder Regimer verfügen, hunn eng aner Dimensioun vu Geféierlechkeet erreecht, an d'Gewaltbereetschaft, grad an extremistesche Kreesser, déi sech ëmmer méi verbreeden, huet eng erschreckend Dimensioun ugeholl. Déi Serie vun Attentater zu Madrid huet dat nees bewisen, wéi honnerte vun onbedeelegten Zivilisten Affer vu blanner Gewalt goufen. Mir mussen ons dofir der Realitéit bewosst sinn, datt mer an enger Zäit vun Onsécherheet an Onrou liewen, déi ons alleguer zwéngt Verantwortung ze iwwerhuelen a wou d'Aussepolitik méi wéi jee e Schlësselelement vun der Sécherheet doheem ass.

Et gëtt hei keng Alternativ zu enger resoluter internationaler Kooperatioun. Entweder mir setzen all zesummen d'Standarde vum Rechtsstat weltwäit duerch, oder mir loossen zou, datt de System vum internationale Recht ënnergruewe gëtt a Gewalt, Terror an Ënnerdréckung sech duerchsetzen. Fir ons direkt Sécherheet si mer alleguerten ugewisen op eng fonctionnéierend international Kooperatioun. An et ass dëst en Effort zu deem mir als Lëtzebuerg bereet sinn onse Beitrag ze leeschten als Member vun der Europäescher Unioun, als Partner an der NATO oder OSCE an natierlech och fir d'éischt als Member an der UNO.

Während op där enger Säit regional Konflikter wéi deen am Noen Oste keen Enn fanne wëllen, a sech souguer an deene leschte Joren, jo an deene leschten Deeg dramatesch verschäerft hunn, trieden an hirem Sillage nei Geforen op. Et ass keen Zoufall wann organiséiert Kriminalitéit, Korruptioun, Drogen a Mënschenhandel, internationalen Terrorismus a flagrant Mëssuechtung vun de Mënscherechter sech grad a Länner, a Regioune breet maachen, déi an enger déiwer Kris stiechen oder vun der Entwécklung vun der internationaler Communautéit ofgeschnidde sinn.

Déi nei Menace grad wéi d'Erausfuerderung vun der globaliséierter Welt verlaangen no volontaristeschen Äntwerten.

Ech wéilt hei nëmmen d'Beispill vum Terrorismus ufëieren, dee säi Gesiicht total changéiert huet. War hien an de 70er Joren e politeschen a lokale Phenomeen vun deem mir ons à la limite net direkt betraff gespiert hunn, sou ass hien haut global ginn a schléit op eng blann an ondifferenzéiert Manéier zou. Säin Zil ass d'Zerstéierung vun deene Wäerter op déi eng fräi Gesellschaft opbaut: Toleranz, Fräiheet a Fortschrëtt. Säin Undriff ass der Haass an d'Négatioun vun der mënschlecher Dignitéit. Säin Nährbuedem sinn déi ongeléiste Konflikter, Frustratiounen an Erniddregungen an och déi Ongerechtegkeeten op déi d'Stategemeinschaft et net fäerdeg bruecht huet eng Léisung ze fannen.

Dobäi geet hien op eng mënscheveruechtend Manéier vir. Dir kennt Beispiller an Amerika, am Noen Osten, am Irak, a Südostasien, an der Tierkei, am Marokko, an Tunesien oder wéi viru kuerzem zu Madrid. Kee Land, keng Gesellschaft, och keng Stad ka mat Bestëmmtheet soen, datt si net kënnt getraff ginn. Dës Zort Terrorismus sicht hir Ciblen do, wou se sech e Maximum un Opmierksamkeet an eng méiglechst grouss Wierkung, a leider och eng grouss Zuel vun Affer ausrechne kann.

Den Terrorismus, egal fir wéi eng Ziler oder Iwwerzeegungen hien och antrëtt, däerf ni als akzeptabelt Mëttel an der politescher Ausenanersetzung ugekuckt ginn. Déi ondifferenzéiert Ermuerdung vun onschëllegen Affer ass an éischter Linn e gravë Verstouss géint dat fundamentaalt Recht op e sécheret Liewen. An ech veruerteelen dofir mat aller Schäerft all Zort, all Form vun Terrorismus, egal vu wiem en ausgeet an egal wat seng Ziler sinn. Gewalt ass fir ons ni e Mëttel vun der Politik.

Duerch säin absolute Mépris virun dem Liewen stellt dësen Terrorismus och eng absolut Mëssuechtung vun de Mënscherechter an der Mënschlechkeet duer. A grad dofir, an egal wéi grausam déi Biller sinn, déi d'Aktualitéit ons viru kuerzem nees geliwwert huet, mir däerfen net an déi Fal tappen, déi den Terrorismus ons stellt. Mir däerfen onsen oppene Gesellschaftsmodell an onse Respekt virun de Mënscherechter net zréckschrauwen. Mir mussen ons mat aller Kraaft dergéint wieren, datt d'Mënscherechter am Fong déi indirekt Affer vum Terrorismus a senger Mënscheveruechtung ginn. Onst konsequent Antriede fir dës universal Rechter vun all Mënsch stellt um Enn déi moralesch Kraaft an déi moralesch Legitimitéit duer, déi et ons erlaabt mat dëser Gefor fäerdeg ze ginn.

D'Natur vum Terrorismus mécht, datt mir him net eleng mat militäresche Mëttele begéine kënnen, an déi ënnerschiddlech Quellen aus deenen hie seng Kraaft a säin Undriff hëlt maachen et néideg him mat enger Rei vu Mesuren ze begéinen, déi sech géigesäiteg ergänzen.

Déi iresch Présidence huet an deem Kontext och eng Rei vun neie Propositioune gemaach, déi op deene Strukturen an Dispositiounen opbauen, déi d'Suite vun deem Aktiounsplang sinn, dee mer ons den 21. September 2001 ginn hunn. De Conseil européen wäert iwwermuer dee Plang, dee vun de Justiz- an Innenministeren an duerno och nach vun den Ausseministeren ausgeschafft ginn ass, definitiv unhuelen.

Hei ass an éischter Linn eng méi enk Kollaboratioun vun de Policen an de Justizservicer am Kader vun Europol an Eurojust virgesinn, grad wéi och vun den Informatiouns- a Sécherheetsdéngschter. Dozou gehéiert ënner anerem natierlech den Austausch an d'Auswäertung vun den Erkenntnisser vu Police a Geheimdéngschter iwwer terroristesch Aktivitéiten oder d'Festleeë vun deene biometresche Charakteristiken, déi mir an d'Päss aschreiwen. An deem Kontext kann d'Asetze vun engem Responsable fir d'Koordinatioun vum Kampf géint den Terrorismus, dee beim Haut Représentant ugesiedelt wär, en Instrument si fir déi Efforten ze begleeden. Et muss awer och op eng intensivéiert Koordinatioun a Kooperatioun mat den Drëttlänner gepocht ginn, fir der globaler Dimensioun vun der Bedroung Rechnung ze droen.

Ech wéilt just drop hiweisen, datt de Mandat d'arrêt européen, deem dës Chamber jo virum kuerzem zougestëmmt huet, ee vun deenen Elementer ass, deen dozou bäidréit dës Kooperatioun méi einfach a méi effikass ze maachen. Heizou kënnt och en europäesche Parquet eng wichteg Kontributioun leeschten.

Weiderhin ass och de Problem vum Finanzement vum Terrorismus e wichtegt Element am Kampf géint dëst Iwwel, grad wéi verbessert Kontrollen op de Baussegrenzen an eng verstäerkt Iwwerwaachung vun den Transportinfrastrukturen.

Zu de Mesuren am Kampf géint den Terrorismus gehéiert och en décidéiert Antriede vun der internationaler Communautéit fir déi ongeléiste Konflikter ze entschäerfen an op en Enn ze bréngen. An ech denken hei natierlech besonnesch un de Mëttleren Osten. Bei menge Gespréicher, déi ech virun engem gudde Mount a Syrien, am Libanon an an Ägypte gefouert hunn, ass ëmmer erëm ganz kloer zum Ausdrock koum, wéi vill eng Léisung vun dësem Konflikt zur internationaler Sécherheet kënnt bäidroen. A fir onst Engagement fir d'Siche no enger Léisung ze dokumentéieren, hu mir dofir d'Initiativ vu Genève vun deenen zwee fréiere Ministere Beilin a Rabo, ënnerstëtzt, déi weist, datt eng gemeinsam definéiert Léisung méiglech wär.

Wierder a fromm Wënsch ginn net duer. Mir mussen dernieft, jiddereе fir sech an all zesummen, onse Beitrag leeschten op dem Plang vun der Entwécklungshëllef, der Éducatioun, der Kriseprevention an dem Krisemanagement, wëssend dass nëmmen dëse ganze Bouquet vu Moossnamen an en Effort iwwer eng ganz Rei vu Joren ons dem Zil kënne méi no bréngen. Mir mussen doniewent alles drusetzen, fir dass déi Theese vum Kulturkampf an der Konfrontatioun vun den Zivilisatioune sech net materialiséieren. Mir däerfen och hei net an déi Fal tappen, déi vun deenen opgestallt gëtt, déi hoffen aus esou enger Konfrontatioun Notzen ze zéien.

An nodeems mir déi onséileg Divisioun op Grond vun antagonisteschen Ideologien tëschent Ost a West iwwerwonnen hunn, däerfe mer et net zouloossen, dass e wäitaus méi geféierleche Gruef sech ausbreet op Grond vu reliéiser oder kultureller Zougehéieregkeet. Déi zueleméisseg, technologesch oder ekonomesch Superioritéit oder och nei Maure si keen dauerhafte Schutz viru Stréim vu Réfugiéen, Selbstmordattentäter oder Autosbommen. D'Realitéit beweist ons ëmmer erëm, wéi vulnérabel och dee vermeintlech Staarken ass. Fir ons Sécherheet ze verbesseren, mussen déi wierksaamst Waffen, de praktizéierten, effikasse Multilateralismus an d'international Solidaritéit sinn, opgebaut op géigesäitegem Respekt a Vertrauen. Dat mécht ons Approche aus, dëst ass onse Choix fir d'Zesummeliewen tëschent de Länner.

An och de Schutz vun onser Ëmwelt, de Kampf géint Krankheeten an Epidemien, géint illegal Geldstréim oder Intoleranz, alles Phenomeener deenen hir Wierkungsgrad duerch d'Globaliséierung amplifiéiert gëtt, sinn nëmmen an enger breeder internationaler Kooperatioun ze féieren. De Schlëssel zu enger neier, enger besserer Welt läit nun eemol an der Zesummenaarbecht vun der ganzer internationaler Communautéit. Hei kënnt de Vereenten Natiounen eng besonnesch Roll zou, a mir hoffen dofir, dass déi ugekënnegt Reform vun der UNO zustane kënnt, fir dass si an Zukunft méi schnell an och méi effikass kann handelen.

Awer och d'Europäesch Unioun ass ee vun deene groussen Acteuren op der Welt an huet eng besonnesch Verantwortung, där si am beschte ka gerecht ginn, wa si geschlossen a gemeinsam handelt. Fir dësem Usproch gerecht ze ginn, huet de Conseil européen am Dezember 2003 déi éischt europäesch Sécherheetsstrategie ugeholl an där déi global Menacen analyséiert ginn, mat deene mir konfrontéiert sinn, an och d'Moyene fir drop ze reagéieren. Domat huet Europa e wichtegen, qualitativë Schrëtt a Saache gemeinsam Aussen- a Sécherheetspolitik gemaach.

An zu deene Geforen, déi hei analyséiert goufen, gehéieren den Terrorismus, d'Verbreedung vu Massevernichtungswaffen, regional Konflikter uechtert d'Welt mat hiren direkten an indirekten Auswierkungen op Europa an op d'organiséiert Kriminalitéit. D'Äntwert op dës Gefore gesi mir an engem méi wierksame Multilateralismus an och an enger enker an aktiver, kohärenter europäescher Aussepolitik, déi och iwwert déi ganz Palette vu Moyene verfügt, fir hiren Ambitioune gerecht ze sinn. Fir ons läit den Zentrum vun där noutwendeger internationaler Kooperatioun an Europa, an d'Europäesch Unioun ass a bleift d'Häerzstéck vun eiser Aussepolitik.

Et ass bannent der Unioun wou mir eis Aussepolitik festleeën, an et ass duerch d'Unioun wou mir ons d'Moyenen an dat Gewiicht ginn, fir ons Virstellungen ze realiséieren. Fir ons a fir d'Unioun ass déi transatlantesch Relatioun en Haaptelement vun der internationaler Stabilitéit a si dréit wesentlech zur Stäerkt vun der internationaler Communautéit bäi. D'Solidaritéit an der NATO ass dobäi fir ons de besonneschen Ausdrock vun dëser staarker Relatioun, an dofir begréisse mer, dass niewent dem Elargissement vun der Unioun mat

dem Élargissement vun der NATO och d'Sécherheetsstruktur an Europa konnt komplettéiert ginn.

Wa mer nun haut, néng Méint virun onser Présidence, den Zoustand vun der Europäescher Unioun analyséieren, dann ergëtt sech keen eenheetlecht Bild. Fir d'alleréischt stellt sech emol - an dat muss ëmmer nees ënnerstrach ginn - eng formidabel Réussite duer: 450 Millioune Mënschen, déi d'Divisioun vun der Vergaangenheet iwwerwonnen hunn an déi den Idealer vu Fräiheet, Toleranz a Bridderlechkeet eng nei Dimensioun ginn hunn. Mir kënnen ons eng Welt ouni d'Europäesch Unioun net méi virstellen, grad ewéi e Konflikt tëschent de Membere vun der Unioun keng Optioun méi duerstellt. Dëse Succès baut op op d'ekonomesch, d'monetär an d'kommerziell Stäerkt, an de gemeinsame Maart generéiert ëmmerhin ee Véirel vum weltwäite Bruttosozialprodukt, an ons gemeinsam Währung, den Euro, huet sech niewent dem Dollar als déi zweet global Währung fest etabléiert.

Eng Unioun aus 25 Länner, mat deem Gewiicht, muss zwangsleefeg e globalen Acteur sinn, dee bereet ass och Verantwortung fir déi global Froen ze iwwerhuelen, vun der Organisatioun vum internationalen Handel iwwert d'Ëmwelt an d'Mënscherechter bis zur Sécherheet. An dach weist et sech, dass d'Unioun grad am Domän vum gemeinsamen Optrieden no baussen nach net déi Geschlossenheet erreecht huet, déi hir géif erlaben, de volle Potenzial vun hire Méiglechkeeten ze gebrauchen. Ons Divisiounen iwwert den Irak viru genee engem Joer sinn d'Illustratioun vun dëser Tatsaach. Europa weist eng Rei vun Hésitatiounen op wann et drop ukënnt, ons gemeinsam Interesse geschlossen no baussen ze vertrieden an eng gemeinsam europäesch Aussen- a Sécherheetspolitik ze definéieren.

Si mer awer éierlech an onsem Jugement! Dës aktuell Schwächt vun der Unioun däerf ons eigentlech net iwwerraschen. Europa huet sech d'Moyene vun enger europäescher Aussepolitik op Aenhéicht mat deene richtegen Erausfuerderungen nach net ginn. Et feelt ons méi wéi eng Kéier sief et um politesche Wëllen oder och un deenen adequate Moyenen an och nach u verbesserte Strukturen, fir dës gemeinsam europäesch Aussepolitik an eng gemeinsam europäesch Sécherheets- a Verteidegungspolitik kohärent a konsequent ëmzesetzen.

An dach, d'Experienz vum Irak-Krich huet wesentlech dozou bäigedroen, dass bannent der Unioun eng Reflexioun ugefaangen huet, där hir Wichtegkeet et net ze ënnerschätze gëllt. E gemeinsaamt Nodenken iwwer ons Intérêten als Europäer huet agesat op Grond vun eise Wäerter an Ziler an och de Moyene fir si ze erreechen. Déi Sécherheetsstrategie, déi doraus entstanen ass am Dezember d'lescht Joer, gëtt schrëttweis elo konkretiséiert duerch europäesch Aktiounspläng zu de Masseverníchtungswaffen, zum Terrorismus oder och zu Bosnien, an ech kommen nach drop zréck.

Fir awer dat neit Denke konkret ëmzesetzen, brauche mer och déi richteg Strukturen, an et ass esou wéi mer déi gemeinsam Initiativ, déi Frankräich, Däitschland, d'Belsch an och mir den 29. Abrëll d'lescht Joer geholl hunn, verstinn, an déi drop erausleeft, der Unioun eng kloer Verteidegungsstruktur an e bessere Kader fir d'Zesummenaarbecht vun all de Länner vun der Europäescher Unioun a mat der NATO ze ginn.

Zu deem duerchwuessene Bild, dat d'Unioun am Moment ofgëtt, gehéiert och, dass de Conseil européen vum leschten Dezember et net fäerdeg bruecht huet, sech op den Text vun enger éischter Constitutioun ze eenegen. Fir et nach eng Kéier kloer ze soen, mir gesinn an enger europäescher Verfassung ee Moyen, deen et ons erlaabt, Europa méi staark a méi kohärent ze maachen, a mir bedaueren dofir dat Resultat a si gewëllt, zesumme mat onse Partner, alles drunzesetzen, fir dass nach virum Enn vun dësem Joer eng definitiv Eenegung kann erziilt ginn.

Ech wëllt dofir déi Onméiglechkeet vun de Stats- a Regierungschefen, sech op e Konsens ze eenegen, dee fir all Participanten akzeptabel gewiescht wär, och net als Kris vun Europa an och net als Kris fir Europa gesinn. Ech verstinn de Conseil européen vum Dezember éischter als e verpasste Rendez-vous, dee mir esou séier wéi méiglech nohuele sollen. An enger Kris wäre mer eréischt dann, wann d'Unioun net méi handlungsfäeg wär, dat ass awer net de Fall. D'Unioun funktionéiert weider op där Base vun deenen Dispositiounen, déi mer zu Nice ausgehandelt haten, an ebe just fir den Élargissement ze erméiglechen.

A wann et nach ee Beweis brauch, dass d'Handlungsfäegkeet vun der Unioun net direkt a Fro gestallt ass, da gëtt deen erbruecht duerch d'Tatsaach, dass de Projet, dee vum Konvent ausgeschafft gouf an dee jo d'Base vun den Aarbechte vun der CIG duerstellt, virgesäit, dass déi wesentlech institutionell Dispositioune vum Traité de Nice souwisou bis an d'Joer 2009 a Kraaft gewiescht wären. Dat betrëfft notamment d'Kompositioun vun der Kommissioun, d'Ofstëmmungsregelen am Conseil an och d'Kompositioun vum Europaparlament.

Fir mech kënnt et elo virun allem drop un, dass mer mat der Constitutioun eng Reform en profondeur vun der Unioun maachen, eng Reform, déi et ons erlabe wäert, de Chantier vun den institutionelle Modifikatiounen duerno fir eng länger Zäit roueg ze loossen.

Déi iresch Présidence huet, wéi mer wëssen, den Dossier elo opgegraff a wäert um nächste Conseil européen en éischten État des lieux presentéieren opgrond vun deene Consultatiounen, déi si am Moment féiert. Et ass nun awer mol esou, datt bei enger Regierungskonferenz näischt entscheet ass, bis alles entscheet ass. An e generelle Konsens, wéi deen, deen de President vum Konvent um Enn vu senger Missioun festgestallt huet, geet eben hei net duer. Mir brauchen an der CIG deen definitiven Accord vun allen Delegatiounen, vun alle Länner, op engem prezisen Text, an dat zu alle Punkten.

Ons Kooperatioun am Kader vum Benelux, op déi ech, wéi Der wësst, zënter datt ech Minister sinn, e grousse Wäert leeën, huet och ganz gutt geklappt, sou datt mer mat deem Resultat, sou wéi et sech no dem Enn vum Konvent a während dem Conclave an deenen dräi Méint CIG erausgezeechent huet, am Fong zimlech zefridde sinn, mat e puer Ausnahmen.

Dir kennt d'Positiounen, souwuel vun der Regierung, souwuel am Konvent wéi och bei der Regierungskonferenz, well mer ëmmer zesummen derfir gesuergt hunn, datt een deen aneren informéiert huet an datt mer jo och hei oft an ausféierlech iwwert déi Aarbechte geschwat hunn. Mä loosst mech se ganz kuerz rappeléieren.

Wat ons Vertrieder am Europaparlament ubelaangt, sou ware mer ons jo eens drop ze halen, datt hir Zuel soll onverännert bleiwen.

Wat d'Kompositioun vun der Kommissioun ugeet, hu mer ons zesumme mat de Partner aus dem Benelux drop geëenegt, fir à terme eng reduzéiert Kommissioun ze akzeptéieren, ënnert der Konditioun allerdéngs, datt et zu enger egalitärer Rotatioun tëscht alle Länner kënnt. Dee Modell, dee mer no enger Iwwerganksfrist matdroe kënnten, kënnt zum Beispill esou ausgesinn, datt ee Land während zwou Perioden an der Kommissioun vertrueden ass, a fir dann eng Kéier paust.

Méi wichteg wéi d'Zuel awer vun de Kommissären ass fir ons, datt an dësem Gremium, dat net den nationalen Intérêten, mä dem Bien commun verflicht ass, voll a ganz d'Gläichheet vun alle Memberlänner respektéiert muss ginn, an d'Kommissioun muss an dësem Kontext hir wichteg Roll wouerhuelen. Dat heescht, d'Kommissioun muss déi Plaz sinn a bleiwen, wou de generellen Intérêt vun der Unioun definéiert gëtt, an net déi Plaz, wou national Positioune vun deenen eenzelne Kommissäre vertratt ginn.

D'Méthode communautaire, dat heescht eben déi prinzipiell Gläichheet vun alle Memberlänner an d'Sichen no Léisungen, déi op engem allgemenge Kompromëss opbauen, grad wéi d'Kolleegialitéit vun der Kommissioun, sti fir ons ganz einfach net zur Dispositioun.

Vun dësem Organisatiouns- a Funktiounsprinzip däerf d'Kommissioun net ofwäichen. Dës Elementer si fir ons e konstitutiven Deel vum Acquis communautaire, grad wéi vum Succès a vun der breeder Akzeptanz vun der europäescher Integratioun.

De Conseil ass a bleift domat fir ons déi Plaz, wou déi gemeinsam Décisioune falen a wou och dem Ëmstand ebe Rechnung gedroe gëtt, datt d'Unioun en Zesummeschloss vu 25 Länner ass, déi heiansdo verschidden Intérêten hunn, mä déi awer enk zesummeschaffen an zesummen och no gemeinsamen Ziler sichen.

Wat d'Présidence elo vum Conseil vun der Unioun ugeet, bleiwe mer bei onser prinzipieller Haltung, datt all Länner musse gläichermoossen dës Aufgab iwwerhuelen. Mir verstinn awer och déi Bestriewungen, déi drop auslafen, fir net engem eenzege Land déi komplett Charge ze iwwerloossen. Dat huet wuel den Nodeel, datt d'Visibilitéit fir deen Eenzelne manner grouss ass an och datt de System engem Aussestehenden net méi esou liicht ze vermëttelen ass, wéi déi Rotatioun, déi mer bis elo kennen, déi am Rhythmus vu sechs Méint jiddferengem déi Méiglechkeet gëtt.

Mä an deem Mooss, wou effektiv d'Aarbechtsbelaaschtung mat der Erweiderung wiisst, ass et ze verstoen, datt ee sech dës Laascht ënnert verschiddene Länner deelt. An ob dat elo dräi Länner sinn, déi sech d'Aarbecht während 18 Méint oder engem ganze Joer deelen, doriwwer wäerte mer an den nächste Wochen a Méint nach Geleeënheet kréien ze schwätzen. Mir hunn éischter déi Léisung vun dräi Länner an engem Joer ënnerstëtzt, mä, wéi gesot, anerer sinn do anerer Meenung. Mä heirunner soll et awer net scheiteren.

D'Konsequenz dovun ass natierlech, datt d'Présidence vum Conseil européen och muss iwwerduecht ginn, an do kenne mer d'Wichtegkeet, déi eng Rei vu Länner der Stabilitéit vun enger Présidence iwwer eng Zäit vun zwee an en halleft Joer, souguer renouvelable, bäimoossen. Als Benelux hu mir ons schwéier gedoen, ons domat unzefrënnen, an ons Akzeptanz hänkt schlussendlech vun der Definitioun vum Rôle a vun de Kompetenze vun dëser Presidentschaft of.

Wat den Débat iwwert den europäeschen Ausseminister ugeet, sou hu mer ëmmer erëm kloergemaach, datt mer eng Fonction à double chapeau gesinn, wou hien à la fois Commissaire responsable fir d'Relations extérieures wär an als Member vum Conseil géif d'Réunioune vun den Ausseministere presidéieren an hir Décisiounen och géif ausféieren. Mir gesinn an dëser Propos d'Méiglechkeet, déi zwou Intervenanten an der gemeinsamer europäescher Aussepolitik, d'Kommissioun an de Conseil, ënnert engem Hutt ze vereenegen an déi gréisstméiglech Kohärenz a Wierksamsméiglechkeet esou ze erzilen.

Dernieft wëlle mer och dat Instrument vun de Coopérations renforcées - eng Iddi, déi op Drängen iwwregens vum Benelux Agank an den Traité vun Nice fonnt huet - als eng Méiglechkeet an där neier Constitutioun virgesinn. Et ass eng Méiglechkeet fir eben d'Zesummenaarbecht an engem Europa, wat ëmmer méi villfälteg gëtt a wat sech aus 25 Länner zesummesetzt, déi op verschiddenen Entwécklungsstadie sinn, wat deem Ëmstand Rechnung dréit. Fir ons ass dës Léisung, déi sech bannen am Kader vun der Europäescher Unioun am institutionelle Kader géing ofspannen, eng besser Léisung wéi d'Léisung oder wéi d'Äntwert vum Kerneuropa, déi baussen dem institutionnelle Kader wier. Esou eng Léisung géing oder kënnt als Schwächung vun Europa ugesi ginn, an dat an enger Zäit, wou d'Europäer, a wahrscheinlech esouguer d'Welt, éischter op eng gutt Dosis „méi Europa" zielen.

D'Défense kéint ee vun deenen Domäner sinn, wou opgrond vu klore Kritäre verschidde Länner e weidere Schrëtt an der Integratioun maachen, an dës strukturéiert Kooperatioun an dësem besonnesch sensiblen, awer och wichtegen Domän sollt méiglechst schnell an d'Weeër geleet ginn, an onsen Aen.

Eng vun onse grousse Suergen, wann et elo heescht den Text vun der Constitutioun ze finaliséieren, wäert awer och sinn, déi alldeeglech Handlungsfäegkeet vun enger Unioun mat 25 Memberen ze garantéieren. A genee dat kënne mer erreeche mat dem Projet vun der duebeler Majoritéit, sou wéi dës Iddi jo och am Projet vum Konvent ageschriwwen ass. Mir begréissen deemno all Efforten, déi ënnerholl ginn, fir dee komplizéierten Décisiounsmechanismus vun Nice ze reforméieren, wou mer zréckgehalen hunn, datt een, fir eng Décisioun à la majorité qualifiée unzehuelen, 72% vun de Stëmme vum Conseil misst hunn, an awer och d'Majoritéit vun de Memberstaten, a wou een och nach kann d'Kontroll vun 62% vun der Populatioun maachen. Et gesäit een, datt déi do Propositioun virun allem vun der Suerg geprägt war, fir relativ einfach eng Minorité de blocage kënnen ze kréien. Esou soll awer een handlungsfäegt Europa net opgebaut sinn.

Wat elo d'Resultater vun de Verhandlungen ugeet, besonnesch wat déi Deeler ubelaangt, déi vun der Unanimitéit an d'Majorité qualifiée iwwergoe sollen, do géing ech hei nach gären eng Kéier ënnerstraichen, datt mer ganz frou wieren - wéi de Justizminister et schonn e puermol gesot huet -, wann déi Propositiounen, sou wéi se am Domän vun der Justice an den Affaires intérieures virgesi sinn, an d'Majorité qualifiée kënnten iwwergoen.

Wat allerdéngs d'Artikelen iwwert d'Fiscalité an d'Sécurité sociale ubelaangt, do hu mer op déi noutwendeg Kloerheet gepocht. Sou wéi d'Diskussiounen bis elo an dësem Domän allerdéngs verlaf sinn, musse mer dervun ausgoen, datt dëse Beräich och an der Zukunft net wäert an d'Majorité qualifiée iwwergoen, mä an der Unanimitéit bleiwen. Dat gëtt ons d'Méiglechkeet gewëss, ons Intérêten do ze verteidegen, a mir sollten dat och net automatesch - ganz au contraire - als e Réckschlag gesinn, well d'Unanimitéit heescht net, datt een net zu Décisioune kënnt. D'Unanimitéit gëtt just d'Méiglechkeet, datt jiddferee ka gehéiert ginn. An deem Sënn kënnte mer also och a géinge mer och esou eng Léisung ënnerstëtzen.

Nun, wann ech virdru gesot hunn, datt mer alles dru setze fir déi europäesch Aussen-, Sécherheets- a Verteidegungspolitik mat Liewen ze erfëllen, da well méi eng enk a méi eng staark Integratioun an dësen Domäner an onsem direkten Intérêt läit. Als Partner an der Unioun war et nach ëmmer ons Ambitioun, e Pionéier vun der europäescher Integratioun ze sinn. Et gëtt fir Lëtzebuerg keng Alternativ zu enger Plaz am Häerz vun deene Länner, déi aus dem Schuman senger Visioun vun enger „communauté plus large et plus profonde entre des peuples longtemps opposés par des divisions sanglantes". Do wëlle mer eng geliefte Wierklechkeet maachen. An d'Moyenen dofir sinn eben och schonns am Préambule vum éischten europäeschen Traité genannt, an zwar „des institutions capables d'orienter un destin désormais partagé".

Mir huelen dësen Optrag weiderhi ganz eescht, a mir waren ëmmer ënnert deene Länner, déi sech fonnt hunn, fir den Ustouss zu méi enger enker Kooperatioun ze ginn. Dat war esou a Währungsfroen, eng Entwécklung, déi eis schlussendlech bei den Euro gefouert huet, oder bei der fräier Circulatioun an dem Vertrag vu Schengen. Dat war och elo e rezente Fall, eben den 29. Abrëll d'lescht Joer, wou mer zesumme mat onsen Noperen: Frankräich, Däitschland an der Belsch, de Virschlag fir eng europäesch Zesummenaarbecht am Domän vun der militärescher Kooperatioun an der Sécherheets- a Verteidegungspolitik gemaach hunn, eng Kooperatioun bei där, esou gesi mir d'Entwécklung, sech all d'Länner aus der Unioun solle erëmfannen. Vill ass an där Richtung och scho geschitt, esouwuel um leschte Conseil européen, wat de Quartier général opérationnel ugeet, wéi och an de Propositioune vun der CIG am Domän vun der Sécherheets- a Verteidegungspolitik.

Mir sti weider voll a ganz zu deenen Engagementer, déi mir 1999 am Regierungsprogramm geholl hunn, wou mir als Äntwert op déi verännert Situatioun soten : „Le développement d'une véritable politique de sécurité et de défense européenne dans le cadre de l'Alliance atlantique apparaît comme une nécessité." A mir bleiwe vun der Richtegkeet vun dëser Approche iwwerzeegt. Mir sinn der Meenung, datt mer fir onser globaler Responsabilitéit nozekommen, all déi zivil Aspekter vu Krisenamanagement a -preventioun verstäerke mussen. Mä dat geet net duer. Mir wëllen, datt d'Unioun och an der Lag ass hir Responsabilitéit voll a ganz ze iwwerhuelen. Dat bedeit am Endeffekt, wann all aner Moyenen épuiséiert sinn, och duerch d'Agräife mat eegene militäresche Mëttelen, wann et heescht Konflikter verhënneren a Krisen entschäerfen. A mir hunn an dësem Domän an deene leschte Joren, déi hannert ons leien, vill geleescht an eng Rei vu Succèsen a Fortschrëtter enregistréiert.

Zënter datt 1999 den Traité vun Amsterdam a Kraaft getratt ass, deen a sengen Artikelen 11 bis 28 d'Portée an d'Moyene vun enger gemeinsamer europäescher Aussen- a Sécherheetspolitik definéiert, huet d'Unioun d'Méiglechkeet fir an dësem Beräich aktiv ze ginn, mat engem besonnesche Gewiicht bei der Preventioun. An nom Conseil vu Köln 1999, bei deem d'Missioune vu Krisegestioun a vun dem Maintien an dem Rétablissement vum Fridden am Mëttelpunkt stongen, ass dësen Usaz konkretiséiert ginn andeems fir d'éischt eng Force de réaction rapide vu 60.000 Mann opgestallt gouf, déi kënnt am Eeschtfall agräifen, ouni Préjudice op méiglech Aktioune vu Säite vun der NATO. Doduerch huet ons gemeinsam Aussen- a Sécherheetspolitik eng wichteg operationell Dimensioun kritt.

De Conseil vun Nice huet déi nei permanent militäresch a politesch

Strukture kreéiert, fir de politesche Contrôle an déi noutwendeg Koordinatioun vun den Operatiounen ze garantéieren, an dat haaptsächlech duerch d'Schafe vum Comité politique et de sécurité an dem Comité militaire.

Am Dezember 2002 schlussendlech zu Kopenhagen konnten déi Arrangementer getraff ginn, déi d'geregelt Zesummeschaffe vun der Europäescher Unioun an der NATO klären am Fall vun engem Asaz mat Réckgréff op d'Moyene vun der NATO. Domat sinn déi sou genannten „Berlin+ Arrangementer" a Kraaft getrueden, an d'Unioun huet elo d'Méiglechkeet kritt, fir eege Missiounen duerchzeféieren, wéi dat zum Beispill a Mazedonien de Fall ass oder elo um Enn vun dësem Joer a Bosnien.

Zu Feira hate mir virdru schonn en Accord fonnt fir déi zivil Aspekter vun der Krisegestioun ze strukturéieren, an hei hunn d'Länner vun der Unioun sech engagéiert, fir zesumme 5.000 Polizziste fir international Missioune bereet ze stellen, grad wéi och en Accord konnt getraff gi fir de Rechtsstat, d'Verwaltungscapacitéiten an d'Protektioun vun de Zivilisten am Kader vun esou Missiounen ze verstäerken.

Ech erënneren un dës Evolutioun, well ons doraus als Unioun, mä och als Lëtzebuerg nei Verflichtungen an nei Aufgaben erwuessen, déi mir eescht huele mussen, a fir déi mir ons fir d'Zukunft verbessert Moyene musse ginn. Onsen Engagement hu mer bewisen duerch ons Participatioun an deene Missiounen, déi d'Unioun als Suite vun dësen Décisiounen ugaangen ass, wéi zum Beispill déi éischt europäesch Polizeimissioun Enn 2002 a Bosnien-Herzegowina oder och d'Reprise vun der NATO-Operatioun am Fréijoer 2003 a Mazedonien.

A fir ons op déi verännert Aufgabestellung anzestellen, déi sech deemools schonn ofgezeechent huet, hu mer bei der Regierungsbildung dofir och décidéiert d'Verteidegung an d'Arméi an den Ausseministère ze integréieren, eng Décisioun, déi sech als richteg erwisen huet, an ons eng vill méi global a kohärent Approche an enger Rei vu Krisegéigenden erméiglecht huet.

Esou huet eis Arméi am Kader vun enger belsch-lëtzebuergescher Unitéit un alle Friddensmissiounen um Balkan deelgeholl, a mir si mat engem Peloton zënter 1999 am Kosovo, fir do matzehëllefen déi noutwendeg Stabilitéit ze assuréieren, a wéi schwéier dat ass, a wéi eng Erausfuerderung dat ass, dat hunn déi lescht Deeg eis jo nees eng Kéier gewisen.

Och un enger Rei vun anere multinationale Polizeimissiounen an der Regioun si mer bedeelegt, an zënter August 2003 sinn ënnert deenen Zaldoten, déi d'Sécherheet vum Flughafe vu Kabul garantéieren, och zéng Lëtzebuerger.

Dat sinn alles éischt gemeinsam Erfolleger, déi mer opzeweisen hunn a wou mer ënner Bewäis stellen, datt mir gewëllt sinn onsen Deel bäizedroen zur Stabilitéit a Sécherheet baussend Europa, en Asaz, deen awer och direkt positiv Répercussiounen heiheem huet, well mer dozou bäidroe méiglech Problemer schonn do ze entschäerfe wou se entstoe kënnen. Op dës Manéier an nëmmen esou kënne mer ons Glaubwürdegkeet als vollwäertege Member an der Unioun ënner Bewäis stellen, an eisen Engagement beweisen.

E méi gëeenegt Europa, en Europa, dat duerch dës Eenegkeet och méi staark ass, läit nun eemol an eisen ureegendsten Interessen. Vum Juni dëst Joer un, als Member an der Troika, a besonnesch duerno, am éischte Semester d'nächst Joer als Présidence wäerte mir dësen Usproch als Riichtschnouer vun onsem Engagement huelen. Dat Europa, dat ons virschwieft, ass keent vun enger traditioneller grande puissance, wou mer géife probéieren iergendeng Form vun Hegemonie unzestriewen. Ons Aspiratioun ass déi vun engem partnerschaftlechen Europa, dat net e rouegen Observateur vun enger Welt am Ëmbroch ass, mä en engagéierten Acteur op der internationaler Szen ass, en Acteur, deen eescht geholl gëtt, an dee gewëllt ass seng Intérêten duerchzesetzen, a sech dofir och déi noutwendeg Moyene gëtt.

No der Experienz vum Kale Krich an der Divisioun vun onsem Kontinent wëllen ons Bierger weder en Europa nach eng Welt, déi duerch e Broch oder eng Séparatioun charakteriséiert wier. Si verlaangen no engem Europa, dat endlech an all senge Komponenten zesummewiisst, dat Léieren aus senger Geschicht gezunn huet, an aktiv fir seng Wäertvirstellungen an Idealer antrëtt. Déi grouss Majoritéit vun den Europäer wëllen eng Unioun, déi den Équiliber tëschent Unitéit a Respekt vun der Diversitéit fonnt huet, tëschent Federalissem an nationaler Souveränitéit, an och tëschent wirtschaftlechem Fortschrëtt a sozialem Ausgläich. Si a mir wëllen och een Europa, dat méi grouss gëtt, ouni datt déi staark Solidaritéit, déi mir a méi wéi engem hallwe Jorhonnert opgebaut hunn, dobäi ënnert d'Rieder kënnt.

Et ass nëmmen en Europa vun de staarke Wäerter, dat et fäerdeg bréngt an deene Kandidatelänner, déi dësen 1. Mee nach net bäitriede kënnen, well d'Négociatioune mat hinnen nach net ofgeschloss sinn, déi Dynamik ze stäipen, déi hinnen och an der Zukunft hëlleft déi dacks schwéier Reformen duerchzesetzen. An et ass och nëmmen esou en Europa wat kann effikass Solidaritéit beweise mat onse Partner ronderëm ons. Esou en Europa wëlle mir mathëllefen ze festege während där Présidence, déi elo op ons duerkënnt.

Ech wëll lech net verheemlechen, datt déi Présidence, op déi mer ons elo scho virbereeden, fir ons eng enorm Erausfuerderung duerstellt, en Défi, dee mir mat Engagement an enger beschtméiglecher Koordinatioun tëschent alle concernéierte Ministèren a Servicer an e Succès verwandele wëllen. Dee Succès kënnt awer net vun eleng. Deen ass d'Resultat vun enger laanger an enger gudder Preparatioun, vun haarder Aarbecht an der Saach, an engem Engagement sans faille an den Dossieren.

Besonnesch Wäert hunn ech dofir vun Ufank un op d'Kooperatioun tëschent alle Ministère geluecht, wann et drëm gaangen ass esouwuel déi inhaltlech wéi och déi organisatoresch Aspekter ze koordinéieren a virzebereeden. De Comité interministériel, dee mer zu dësem Zweck agesat hunn an deen elo scho méi wéi ee Joer schafft, erweist sech als déi Koordinatiounsinstanz, wou déi wesentlech Fiedem vun der Organisatioun vun alle konzernéierte Ministèren a Servicer zesummelafen.

Mir sinn och amgaangen déi eenzel Ministèren heiheem, ons Representatioun zu Bréissel an ons Ambassaden duerch eng Rei vu Chargés de mission esou ze verstäerken, datt déi zousätzlech Aarbecht, déi an der Preparatiounsphas an duerno an der Présidence op eis duerkënnt, ka gemeeschtert ginn. Global wäerte mer ronn 190 Chargés de mission astellen, vun deene sinn der de Moment och schonn 120 engagéiert, 75 fir den Ausseministère, ons Representatiounen an Ambassaden a 45 als Renforcement vun deenen anere Ministèren. Och wann dës Zuel elo vläicht impressionnant schéngt, musse mer ons dach Rechenschaft ofleeën, datt dee personelle Kader, mat deem mir dës Présidence uginn, wäitaus méi limitéiert wäert sinn, wéi dat bei onse Partner an der Unioun de Fall ass.

Dofir hu mer och drop gehalen, den Ausseministère souwuel um Niveau vun den Technologië wéi och vun der Organisatioun vun den Aarbechtsofflëss enger globaler Moderniséierung ze ënnerzéien. Datt ons Présidence keng einfach wäert sinn, wësse mer elo schonn. Mir sinn eng vun deenen éischte Présidencë vun där méi grousser Unioun mat 25 Länner, mir sinn awer och déi éischt, déi esouwuel mat deem neigewielten Europaparlament wéi och mat där neier Kommissioun wäert zesummeschaffen.

Dat sinn alles Elementer, déi ons Aarbecht an deene sechs Méint bestëmmt net méi einfach wäerte maachen. Den Ausseministère huet dobäi eng wichteg Koordinatiounsfonctioun fir dës Présidence, mä et gëtt en Effort vun der ganzer Regierung, onser ganzer Verwaltung och. Déi beschtméiglech Kooperatioun tëscht alle Servicer an ënner alle Regierungsmembere wäert en entscheedende Facteur vun onser gemeinsamer Réussite sinn.

Wat sinn elo déi wesentlech Chantieren, op deene mer während onser Présidence weiderbaue wäerten? D'Memberstate vun der Europäescher Unioun hu sech am Joer 2000 mam sou genannte Processus de Lisbonne virgeholl duerch Reformen an Investitiounen an d'Ekonomie an och an d'Infrastrukture bis d'Joer 2010 dee kompetitiivste Wirtschaftsraum weltwäit ze ginn. Et ass d'Lëtzebuerger Présidence, déi an dësem Kader am Fréijoer 2005 eng Hallefzäitbilanz zéie muss, eng Hallefzäitbilanz vun deem, wat bis elo erreecht ginn ass, wat fonctionnéiert huet a wat net.

Et heescht och eng Analys maachen an eng Diskussioun féieren, wéi mer déi Potentialer vun der europäescher Ekonomie besser notze kënnen. Bref, eng Bilanzéierung vum Fonctionnement vum europäesche Wirtschaftsgefüge dräi Joer no der Aféierung vum Euro. An engem Kontext vu méi schwaachem Wuesstum an deene meeschten europäesche Länner an notamment vun der Eurozon wäert a muss et ons drëm goen, Prioritéiten ze setzen a Pisten opzezeechne wéi d'Koordinatioun vun de Wirtschaftspolitiken an Europa kënnt renforcéiert ginn, fir besser strukturell a konjunkturell ekonomesch Situatiounen ze schafen an doduerch stabil Aarbechtsplazen, besser Aarbechtsbedingungen an Zukunftsperspektiven ze garantéieren.

E wichtegen Deel vun deem Exercice wäert awer och sinn, den europäesche Sozialmodell, dat Zesummespill an der Verantwortung vun alle Partner am ekonomesche Prozess als Organisatiounsprinzip ze erhalen an ze festigen. Mir wëllen deemno Wirtschaftswuesstum am Intérêt vum eenzelne Mënsch erreechen. Et ass net den europäesche Wee, fir de Mënsch a seng Besoinen der Ekonomie ënnerzeuerdnen, well dat op Dauer keng nohalteg Entwécklung ka sinn. Am Kontext vun enger dynamescher Ekonomie muss besonnesch och d'Fro gestallt ginn, wéi d'Aktioun vum Stat duerch gutt geréiert öffentlech Finanzen e positiven Apport ka bréngen, fir dëst Zil ze erreechen.

Zu deenen Dossieren, déi ons an der Présidence awer och besonnesch beschäftege wäerten, gehéiert, datt d'Unioun sech fir d'Joren 2007 bis 2013 realistesch Finanzperspektive muss ginn an dorënner versti mer e Finanzkader, deen den Aufgaben, déi d'Unioun sech gëtt, och ugepasst ass. Dës Diskussiounen, déi am Ausseministèreconseil vum Februar ugefaangen hunn, riskéiere ganz schwiereg ze ginn. Dat konnt een do scho gesinn. Eng Rei Länner hu virgeschloen de Budget vun der Unioun fir dës Period op 1% vum Bruttoinlandsprodukt festzeschreiwen. Lëtzebuerg wëllt a ka sech där Approche awer net uschléissen.

De reelle Budget vun der Unioun fir d'Joer 2004 gesäit Crédits de paiement an Héicht vun 99,53 Milliarden Euro vir. Dat entspriecht ronn 0,98% vum RNB vun der Unioun. Aus dëser Zuel ergëtt sech, datt ouni eng Adaptatioun vun de Moyenen, déi mer der Unioun zur Verfügung stellen, et nëmme schwéier ze envisagéieren ass, déi gemeinsam Politiken auszedehnen. De Lëtzebuerger Undeel d'ailleurs um Budget, sou wéi en am Joer 2002 ofgeschloss gouf, louch bei 183,8 Milliounen Euro, dat waren 0,2% vun där globaler Enveloppe budgétaire - dat éischter als Informatioun fir sech kënne virzestellen, wat deen Engagement hei bedeit.

Wat d'Finanzplanung fir d'Zukunft ugeet, wëlle mer fir d'éischt déi Aufgaben zesummen definéieren, déi d'Unioun besser, méi effizient oder méi strukturéiert kann ugoen, wéi jiddereen Eenzelne vun ons. Wa mer da wëssen, wat mer sënnvollerweis sollen a mussen zesumme maachen, musse mer zu enger realistescher Aschätzung vun deem Budget kommen, deen dës Missioun eben erfuerdert. An doduerch enstinn um Enn keng supplementar Käschten, well fir dës noutwendeg Aufgaben ginn déi national Budgete jo global ëm déi entspriechend Montantë reduzéiert.

Wat awer wichteg ass, an dat gëllt esouwuel op europäeschem wéi op nationalem Niveau: Déi Mëttel, déi ee sech gëtt, mussen an hirem Montant un d'Héicht vun der Aufgab ugepasst sinn. A wann dës Équatioun net opgeet, heescht dat, datt den Échec ganz einfach virprogramméiert ass.

D'Finanzmoyene vun der Europäescher Unioun sinn dofir net einfach Käschten, mä virun allem konkret Inhalter an Instrumenter fir d'Ëmsetzung vun deene Politiken, déi d'Unioun virdrun definéiert huet. Verschidde vun dëse Politike wäerte verstäerkt ginn, wéi zum Beispill eben déi nei Roll vun Europa op der internationaler Szen. Anerer si méi klassescher Natur, wéi déi traditionell europäesch Solidaritéit an der erweiderter Unioun. Wat awer net änneren däerf, ass, datt d'Mëttelen un d'Aufgaben ugepasst ginn, fir dass Europa och an Zukunft handlungsfäeg bleift. An um Enn vum Dag soll dobäi e Finanzkader erauskommen, an deem d'Équitéit am Traitement vun de Länner och respektéiert ass. Dat sinn déi Parameteren, am Kader vun deenen déi Lëtzebuerger Présidence alles wäert dru setzen, fir datt deen Accord politique iwwert dës nei Finanzperspektive zustane kënnt.

Ech gesi fir méi eng wäit Zukunft och kee Problem doranner, sou wéi d'Kommissioun dat virgeschloen huet, fir den aktuelle System vu Kontributiounen aus deenen nationale Budgeten duerch eng entspriechend europäesch Steier ze ersetzen. Esou e Modell kënnt de Virdeel hunn, datt jiddereen direkt géing gesinn, wéi vill oder och wéi wéineg déi europäesch Zesummenaarbecht ons kascht a wat mir als Land an och jiddereen Eenzelnen als Bierger dovun huet. Et kënnt dëst dernieft e Bäitrag zu méi Transparenz an zu enger Versachlichung, hoffen ech op alle Fall, vum Débat sinn.

Zu deenen europäeschen Dossieren, déi ons weiderhin an och duerch ons Présidence begleede wäerten, gehéiert och, d'Adhésiounsverhandlunge mat Bulgarien a Rumänien erfollegräich ofzeschléissen, woubäi mer iwwerzeegt bleiwe vun de Virdeeler, déi d'Approche vun de Mérites propres fir de Succès vun dësem Prozess huet. Et ass wichteg, datt fir all Kandidaten déi nämlecht Regelen a Konditioune gëllen an datt déi Engagementer, déi geholl goufen, och agehal ginn.

Dat gëllt och a besonnesch fir d'Tierkei, déi 1999 um Sommet vun Helsinki de Statut als Kandidat zouerkannt krut. D'Phas vun den Négociatioune war dee Moment awer nach ausgesat ginn, fir der Tierkei ze erméiglechen eng Rei vu Reformen an d'Weeër ze leeden, déi et hir erlaben sollten d'Kritäre vu Kopenhagen ze erfëllen. Grouss a wichteg Schrëtt an dës Richtung si gemaach ginn. An de Conseil vun dësem Dezember wäert opgrond vun deem Rapport, deen d'Kommissioun opstellt, décidéieren, ob d'Verhandlunge kënnen ënnert der nächster Présidence opgeholl ginn oder net. Mir op alle Fall bereeden ons op dës Missioun vir a mir si prett dës Négociatiounen - wann dat dann esou sollt décidéiert ginn -, déi sech souwisou iwwer eng Rei vu Jore wäerten erstrecken, ze lancéieren.

E méi staarken Engagement vun der Unioun fir d'Problemer vun dëser Welt ergänzt dat Gewiicht an deen Afloss, deen d'Europäesch Unioun op ekonomeschem Plang huet als Marché vu 450 Millioune Consommateuren, bal zweemol méi wéi d'Vereenegt Staten, véiermol esou grouss wéi Japan an och als éischten Acteur um Weltmaart, deen ëmmerhin iwwer 20% vun de gesamten Exporter duerstellt. Do derbäi kënnt och, datt d'Länner vun der Unioun weltwäit den éischte Partner an der Entwécklungshëllef sinn. Si stellen net manner wéi 55% vun all deene Moyenen duer, déi weltwäit fir d'Kooperatioun zur Verfügung gestallt ginn.

An Europa an och zu Lëtzebuerg gesi mir dësen Engagement fir den Développement sécher als eng moralesch Verflichtung. Mir gesinn dësen Effort doriwwer eraus awer och als eng direkt Investitioun fir méi Stabilitéit a Krisepreventioun. Mir hunn ons Responsabilitéit geholl. Ech wëll an dësem Kontext just drun erënneren, datt dës Regierung jo tëscht dem Budget 2000 an dem Budget 2004 d'Moyenë fir d'Kooperatioun vun 0,7 op 0,84% vum Revenu national brut erongesat huet. Dee rezenten Débat hei iwwert d'Kooperatiounspolitik huet lech jo all erlaabt, dës Aspekter genau ze analyséieren. Ech sinn natierlech frou iwwert déi unanime Ënnerstëtzung, déi d'Regierung bei dëser Geleeënheet fir hir Approche krut.

Wat d'Handelspolitik an d'Verhandlunge vun der Welthandelsorganisatioun ugeet, wëll ech ënnersträichen, datt d'Lëtzebuerger Delegatioun voll a ganz déi Positioune matgedroen huet, déi mir an der Unioun definéiert haten an déi drop ausgeriicht ware fir den Entwécklungslänner an hire Bedürfnisser entgéintzekommen.

Eng adequat an ausgeglachen Handelspolitik gesi mer och als ee vun deene Vecteure fir déi Weiderentwécklung an alle Länner ze stimuléieren. Dofir bedaueren ech et, dass et nom Duerchbroch vun Doha zu Cancún net zu engem globalen Accord komme konnt. Am Intérêt vun alle Bedeelegten, mä besonnesch deene klenge Länner läit et, fir dass dës Négociatiounen esou séier wéi méiglech ofgeschloss kënne ginn. D'Alternativ nämlech zu engem multilaterale Kader, dat heescht eng Rei vu bilateralen Accorden, läit ganz sécher net an hirem Interesse.

Ech wëllt awer nach eng Kéier ënnersträichen, dass et ons net ëm d'Deregulariséierung vum Welthandel geet. Et geet ons ëm e garantéiert a besseren Zougank fir jiddfereen zum Weltmarché an ëm d'Adoptioun vun engem Kader wou national Diskriminatiounen a Wettbewerbsverzerrunge keng Plaz méi fannen, wou awer Mindeststandarden am sozialen an am Ëmweltberäich gesat a respektéiert ginn. An doraus ergëtt sech, dass an der Traditioun vu senger pluralistescher a sozialer Approche Europa, a besonnesch och d'Unioun, de Catalysateur vun enger maîtriséierter Globaliséierung si kann.

Ech wëll, dass mer de Bewäis untrieden, dass onse Sozialmodell et fäerdeg bréngt, de Bierger ze schützen an Europa an doriwwer eraus, ouni dass doduerch d'Dynamik vum Marché ausser Kraaft gesat gëtt. Et ass an dëser Optik wou ech wëll, dass ons Présidence dozou bäidréit ze weisen, dass Europa vill méi ass wéi en Handelsblock. Ons Sensibilitéit fir den Équilibre vun onser Ëmwelt, onsen Engagement fir eng nohalteg Entwécklung ginn zu engem Reflex fir eng ëmmer méi grouss Zuel vun Europäer.

Donieft hëlleft ons de Reflex vun der Solidaritéit, deenen Äermsten op der Welt entgéintzekommen. No de Konventioune vu Yaoundé a vu Lomé ass et elo déi vu Cotonou, déi ons Kooperatioun mat de Länner aus Afrika, der Karibik an dem Pazifik strukturéiert an onst Engagement fir e méi gerechten a méi harmoneschen Développement op partnerschaftlecher Basis dokumentéiert. Et ass dëst Europa, dat mer stäerke wëllen an deem mir am Kader vun der Lëtzebuerger Présidence wäerten d'Prioritéit ginn.

E wichtegen Aspekt vun der europäescher Integratioun stellt fir ons och den Aussenhandel duer. Als kleng an oppen Ekonomie profitéiere mer besonnesch staark vun deem grousse Maart, deen d'Unioun duerstellt, an och vun deenen Accorden, déi si am Numm vun alle Länner négociéiert an ofschléisst. Den Élargissement bedeit deemno och fir ons Betriber nei Méiglechkeeten, ëmsou méi well déi ekonomesch Integratioun schonns virun deem effektive Bäitrëtt vun deenen neie Länner ugefaangen huet. Ons Geschäftsleit an ons Exportateuren hunn net op den 1. Mee 2004 gewaart fir sech fir déi nei Memberlänner ze interesséieren.

An deene leschten zéng Joer, dat heescht zënter zu Kopenhagen den Erweiderungsprozess vun der Unioun décidéiert ginn ass, sinn ons Exporter an esou wichteg Määert wéi Polen oder d'Tschechesch Republik ëm méi wéi 1.000% geklommen. Zum Vergläich, an där nämlechter Zäit hunn ons weltwäit Exporter sech knapp verduebelt. D'Chancen, déi d'Erweiderung vum Marché intérieur duerch zéng nei Länner fir ons Ekonomie mat sech bréngt, sinn deemno schonn an engem fréie Stadium genotzt ginn. Si bidden awer och fir d'Zukunft nach e grousst Potenzial. Dat gëtt besonnesch däitlech wann ee gesäit, dass nach an engem Land wéi Polen nëmmen ee Véirel vun deenen Exporter kontabiliséiert gëtt wéi a Spuenien, e Marché vu sensiblement där nämlechter Gréisst.

Op Grond vun dem wirtschaftlechen, awer och politesche Potenzial, deen an enger Verdéiwung vun de Relatioune mat deenen neie Memberen an der Unioun läit, hunn ech an deene leschte fënnef Joer drop gehalen, eng Rei vu Kontakter mat deene Länner ze knëppen a se allegueren ze besichen. Ech hunn eng Prioritéit doraus gemaach, dës Länner wéi gesot am Kader vun offizielle Visiten oder Wirtschaftsmissiounen ze besichen, a mir hunn onsen Entreprisë vun Ufank u geholfef sech op dëse Marchéen ze etabléieren, an de Succès gëtt ons Recht, an en zolitte Wuesstum vun onsen Exporter ass d'Resultat.

Déi lescht véier Joer sinn ons Exporter nämlech an deenen neie Memberslänner ëm 45% an d'Luucht gaangen, ëmmerhi méi wéi dat Duebelt vun deem wat onse weltwäiten Aussenhandel am selwechten Zäitraum enregistréiert huet. Doriwwer eraus hu verschidde vun onsen Entreprisen hir Aktivitéiten an deem Mooss verstäerkt, dass si sech sur place etabléiert hu fir hir Clientë besser bedénge ze kënnen an domat de Marché méi grouss ze maachen.

Mä och d'Marchéë méi wäit ewech vu Lëtzebuerg si wichteg. Et ass grad an deene Länner, wou onst Land vläicht manner bekannt ass, wou d'Regierung am Kader vun offizielle Missioune kann eng Visibilitéit bréngen, déi eng privat Entreprise soss nëmme méi schwéier géif kréien. Mir schaffen hei enk mat deene concernéierte Ministèren zesumme fir onst Land a seng Ekonomie an hirer Vielfalt ze presentéieren. D'Industrie, de Service-Secteur an och d'Finanzplaz sinn allegueren ee Deel vun deem Ganzen. Dofir hu mer och op deene verschiddene Wirtschaftsmissioune speziell drop opgepasst fir mat sectorielle Séminairen e Public vu Spezialisten ze erreechen.

An déi lescht gréisser Manifestatioun an deem Stil hu mer den 3. September d'lescht Joer währen dem Grand-Duc senger Visite zu Tokio organiséiert, an ech wëll lech hei nëmmen zitéiere wat en englesche Banquier à propos vun dësem Evenement zu sengem Ambassadeur gesot huet, an ech zitéieren: „You had more people at your event than Tony Blair." A fir prezis ze si waren et der genau 700 an déi 50. Dat weist, dass en Effort och wäit ewech kann e Succès net fir eis, mä fir déi Entreprisen, déi dobäi waren, sinn.

Dës Handelsmissioune sinn awer net nëmmen eng Geleeënheet fir ons Entreprisë fir lokal Kontakter ze knëppen, si bidden och d'Chance fir eventuell Problemer op héchstem Niveau ze beschwätzen oder och fir gemeinsam Projeten ze décidéieren, déi ouni d'Hëllef vum Stat net géifen zustane kommen. Speziell a Länner wou d'Regierung nach méi eng ferme Emprise op d'Ekonomie huet, kann den Ausseministère onsen Entreprisen oft deen néidege Coup de pouce hei ginn. An ech mengen, dass dëst eng Méiglechkeet ass, déi mer och fir d'Zukunft solle konsequent notzen. Déi pragmatesch an direkt Aart a Weis wéi mer am Comité consultatif du Commerce extérieur mat all de Secteure vun onser Ekonomie zesummeschaffen, huet zënter der Reform vun dësem Komitee hiren Test bestanen, an déi positiv Echoe vun den Entreprisë bestäerken ons mat dëser Politik weiderzemaachen.

Ee vun deenen Défië fir dës Regierung war et duerch eng kohärent Strategie, duerch eng dynamesch Politique du siège d'Presenz vun den europäeschen Institutiounen ofzesécheren an no Méiglechkeet och auszebauen. Mir Lëtzebuerger si säit 1952 e laange gemeinsame Wee mat den europäeschen Institutiounen an den europäesche Beamte gaangen, an dofir louch et ons besonnesch um Häerz, d'Zukunft vu Lëtzebuerg als eng vun deenen dräi grousse Villes sièges vun den Institutiounen nach virum Élargissement definitiv ofzesécheren. An ech sinn och houfrech op dat wat mer réusséiert hunn.

Eleng an deene leschten zwee Joer ass d'Zuel vun den europäeschen Effektiver hei zu Lëtzebuerg ëm bal 1.500 Leit geklommen. Am Total sinn et der am Januar vun dësem Joer 9.391 gewiescht, géintiwer 7.963 vu virun zwee Joer. D'Effete vum Élargissement, dat wëll ech och betounen, sinn hei net abegraff. An enger Unioun vu 25 musse mer eleng duerch den Effet vun deenen zousätzleche Recrutementer mat 12% méi europäesche Fonctionnairen hei zu Lëtzebuerg rechnen. D'Joer 2003 war an deem Sënn e wichtegt Joer fir den Ausbau vu verschiddene Pilieren oder Pôles d'excellence hei zu Lëtzebuerg a fir déi ze verstäerken.

Dank engem exemplareschen a gedëllegen Asaz ass Lëtzebuerg als juristesch a quasi juridictionnel Haaptstad vun Europa nach eng Kéier gefestegt ginn, wéi um Europäesche Rot zu Bréissel am Dezember d'lescht Joer no laangen Traktatiounen entscheet ginn ass, dass de Sëtz vun engem zukünftegen europäesche Parquet zu Lëtzebuerg wäert sinn. Dës Décisioun ass eng wichteg, well se d'Interpretatioun vun deenen historesch relevanten Décisiounen an onsem Intérêt confirméiert. A beim juristesche Volet ass och net ze vergiessen, dass déi juridictionnel Instanze vum neie communautäre Brevet an d'Geriicht fir déi europäesch Fonction publique hei zu Lëtzebuerg installéiert gi wäerten.

Ech hat d'lescht Joer och schonn d'Geleeënheet fir déi grouss Linne vum Accord mat der Europäescher Kommissioun iwwert d'Zukunft vun hire Servicer hei zu Lëtzebuerg duerzeleeën. Dësen Accord, dee mer genee virun engem Joer mat dem Kommissär Kinnock ënnerschriwwen hunn, garantéiert, dass d'Kommissioun an Zukunft e Minimum vun 3.400 Leit hei zu Lëtzebuerg wäert beschäftegen, an zousätzlech zu där normaler Erhéijung vun den erweiderungsbedéngte Postë wäerten also méi wéi 300 nei Posten hei zu Lëtzebuerg ausgeschriwwe ginn. Ech wäert selbstverständlech och mat där neier Kommissioun weiderhin en A op d'Entwécklung vum Standuert Lëtzebuerg halen, a mir wäerten alles maachen, fir dass déi Verankerung vun de Kommissiounsservicer zu Lëtzebuerg, déi haut esou staark ass wéi nach ni, och an Zukunft gefestegt bleift.

Wat dat europäescht Parlament finalement betrëfft, esou kann ee soen, datt d'Joer 2003 de Stabilitéitspakt fir de Sëtz vum Generalsekretariat hei zu Lëtzebuerg war. Den offizielle Besuch vum President Pat Cox am Juli huet et ons erlaabt, fir d'éischt e politeschen Accord iwwer e ganze Paquet immobilier ofzeschléissen, en Accord, deen dunn am Dezember och konnt finaliséiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, als Konklusioun vun dëser Debatt wëllt ech lech nach eng Kéier soen, datt ech an dëser Deklaratioun net all Aspekter, wéi Der gesinn hutt, ugesprach hunn. Déi hutt Der an hirer ganzer Komplexitéit nach eng Kéier an deem Rapport d'activité, deen Der ausgedeelt hätt misse kréien. Mä ech hunn net all Aspekter konnten a wollten uschwätzen an der nämlechter Déift, well ech wollt mech an der Haaptsaach op d'Europäesch Unioun konzentréieren, als dee Garant vun onser Souveränitéit an de Kader an deem mir ons Aussen- a Sécherheetspolitik prioritär definéieren. Dee Kader och, deen et ons erlaabt, ons Intérêten an der globaliséierter Welt op eng wierksam Manéier ze vertrieden an ze verteidegen. Déi Stabilitéit an déi Sécherheet, déi dëse Kader ons elo zënter méi wéi 50 Joer assuréiert, huet ons erlaabt de Wuelstand an déi Sécherheet an och déi sozial Sécherheet an engem Mooss ze schafen, wéi onst Land se nach ni virdru kannt huet.

Mä och onst politescht Gewiicht, onsen Afloss op d'Affäre vun dëser Welt war nach ni esou ausgeprägt an esou garantéiert wéi dat haut de Fall ass. Et ass och dat eng Entwécklung, déi mer onsere engagéierter Participatioun un der europäescher Unificatioun an de multilateralen Institutioune verdanken. Dëse Kader ze erhalen, hien esou ze adaptéieren, datt mir als Land och weider kënne mat Zouversiicht an d'Zukunft kucken, sécherzestellen, datt Lëtzebuerg an deem méi groussen Europa, an der globaliséierter Welt nëmme seng Plaz behaapte kann, mä esouguer nach verstäerkt, ass déi éischt a wichtegst Missioun vun eiser Aussepolitik esou wéi ech se verstinn.

Dës Missioun ënnerstraicht och d'Bedeitung vun onser Aussepolitik op dat alldeeglecht Liewe vun all Bierger hei am Land. Déi Accorden, déi mer zesumme mat onse Partner definéieren, déi Engagementer, déi mir aginn, déi anerer och huelen, setzen de Kader an deem ons Ekonomie sech entwéckelt a kompetitiv bleift.

Si stellt och de Kader an deem ons Sécherheet garantéiert ass, eng Sécherheet, déi net méi eleng mat militäresche Mëttele kann erreecht ginn, mä déi an deem globalen Ëmfeld an deem mir liewe vun enger ganzer Rei vu Faktoren ofhänkt, op déi mer mussen hëllefen Afloss ze huelen. Eng Sécherheet och, déi net eréischt un de Grenze vun Europa a schonns guer net op der Grenz vun onsem Land ufänkt. Ons Stabilitéit an ons Sécherheet heiheem verteidegen heescht ons weltwäit engagéieren, fir de Respekt vun de Mënscherechter, fir Fridden, fir méi Wuelstand, fir d'Entschärfen an d'Léisung vun de Konflikter, déi ons Welt soss net zur Rou komme loossen. Dofir ass et wichteg, an dofir ass et am Intérêt vun all Bierger hei zu Lëtzebuerg, datt mir ons d'Moyene gi fir en aktiven, en engagéierten an domat e respektéierte Partner an der Unioun an an der internationaler Communautéit ze sinn.

Dat si mer wa mir onsen Deel vun der globaler Responsabilitéit iwwerhuelen, wa mer ons Solidaritéit weisen, erliewen, a wa mer déi Politik ëmsetzen an deem Geescht zum Duerchbroch verhëllefen, déi ech versicht hunn lech an dëser Deklaratioun ze skizzéieren.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vun der Madame Ausseminister Lydie Polfer. D'Debatten iwwert d'Aussepolitik fänke muer de Moien um néng Auer un.

Mir kommen dann elo zum nächste Punkt. Mir haten uganks der Sitzung décidéiert, datt op déi Froen, déi gestallt gi sinn am Zesummenhank mat der Firma Arcelor, den Här Statsminister bereet wier déi direkt ze beäntweren.

Als Éischten huet den 18. Määerz den Här Serge Urbany eng Fro agereecht iwwert d'Situatioun um Stolmaart.

Den 22. Määerz huet den Här Aly Jaerling zwou Dringlechkeetsfroen iwwer eng eventuell Entloossung am Stolsecteur agereecht. Deeselwechten Dag huet d'sozialistesch Fraktioun eng Réunion jointe vun den zouständege parlamentaresche Kommissiounen ugefrot, fir iwwert dat Thema ze diskutéieren.

D'Regierung, dat heescht den Här Statsminister, huet sech bereet erkläert direkt haut de Mëtteg dozou Stellung ze huelen.

Fir d'éischt géif dann den Här Urbany d'Wuert kréie fir seng Fro virzedroen.

4. Question avec débat N° 41 de M. Serge Urbany relative à la situation du groupe Arcelor

Questions urgentes Nos 2672 et 2673 de M. Aly Jaerling relatives à l'évolution du marché de l'acier (Groupe Arcelor)

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President, wéi ech meng Fro leschten Donneschdeg zu där Thematik hei gestallt hunn, do war et sécherlech keng iwwerstierzte Reaktioun, mä et war eng Reaktioun op beonrouegend Informatiounen, déi awer schonn eng gewëssen Zäit virlouchen.

Mir haten d'Arcelor-Pressekonferenz am Februar, an aus Presseartikelen ëm déi Pressekonferenz ass ervirgaangen, datt eng Rei vun Aarbechtsplazen a Fro gestallt wieren, och zu Lëtzebuerg héchstwahrscheinlech, op Grond vun deene strategeschen Optiounen, déi d'Arcelor an der nächster Zäit géif huelen, well eng Rei vu Etüden amgaange wiere gemaach ze gi fir d'Kompetitivitéit vun de Lëtzebuerger Standuerter ze vergläiche mat ähnleche Standuerter am Ausland.

Et ass kloer aus deenen Artikelen ervirgaangen, wat awer och schonn ze befierchte war wéi d'Arcelor gegrënnt ginn ass virun e puer Joer, datt d'Strategie vun deem Grupp virun allem eng finanziell Strategie wier, eng Strategie, déi drop eraus wier de Rating op der Bourse ze verbesseren, eng Strategie wou d'Fro am Vierdergrond géif stoen, wou Stol mat gréissere Margen, dat heescht Gewënner, kënnt produzéiert ginn. Et ass och kloer gewiescht, datt de Grupp selwer am Joer 2003 Gewënner gemaach huet, an och wäert deemnächst Dividenden u seng Aktionären ausbezuelen.

Ënnert deem Kontext ass Rieds gaange vun Aarbechtsplazen, déi eventuell géife riskéieren a Fro gestallt ze ginn, zum Beispill bei der Trefil Arbed zu Bissen oder zu Beetebuerg, oder bei der Circuit Foil zu Wolz.

Ulass fir meng Froe waren och d'Reaktioune vun de Gewerkschaften deemools op déi Ukënnegungen. Ech hunn hei en Artikel viru mer leien aus dem „Tageblatt" vum 20. Februar. Do stoung dran: „Die Situation erinnert an jene vor der großen Stahlkrise vor drei Jahrzehnten, meinte am Mittwoch OGB-L Präsident John Castegnaro in einem Interview mit dieser Zeitung."

An am „Lëtzebuerger Journal" vum 21. Februar konnt ech liesen: „Sollten jetzt größere Veränderungen ins Haus stehen, wovon man ja laut Presseberichten ausgehen könne, so bleibe nur zu hoffen, dass der Premierminister ebenfalls diese Zeitungsberichte verfolge. Er täte gut daran endlich wieder eine Stahltripartite einzuberufen, ansonsten er Gefahr laufe aus der Presse zu erfahren, dass es keine Stahlindustrie mehr in Luxemburg gäbe", sou heescht et provokatoresch. Dat war den Här Castegnaro, deen dat deemools gesot huet, an ech wëll lech soen, mir wëllen et och net aus der Press liesen. Et ass eng Debatt, déi eis heibannen am héchste Grad muss interesséieren.

Duerno war en Treffen tëschent den Häre Juncker a Grethen, dem Wirtschaftsminister, mam Här Dollé vun der Arcelor a mam Här Castegnaro den 3. Määerz, wou beschloss ginn ass eng Tripartite fir den 8. Abrëll anzeruffen. Doropshin hunn ech meng Fro gestallt. Nodeem déi Fro gestallt war ass och nach gëschter um Radio eng Informatioun iwwert d'Welle gaangen, datt a Wierklechkeet 2.000 Aarbechtsplazen a Gefor wären, wat, wann et sech sollt erausstellen, datt dat richteg wär, jo och d'Berechtegung vun där Fro nach eng Kéier géif ënnersträichen.

Ulass vun där Fro, déi ech gestallt hunn, Här President, war net fir Angscht ze maachen, mä et huet mir geschéngt wéi wann d'Situatioun dach awer eescht wier an datt d'Politik gefuerdert wier, net nëmme fir e Sozialplang ze maachen, wou ee sech iwwregens och d'Fro ka stellen, wou nach de finanzielle Spillraum vum Stat ass fir esou ee soziale Plang, no deene Steiererliichterungen, déi jo haaptsächlech fir d'Industrie a fir d'Banke komm sinn, mä och wat fir eng industriell Zukunft fir de Süden a fir d'ganzt Land nach géif bleiwen, wann ee gesäit, datt den Undeel vun der Industrieproduktioun schonn extrem niddreg ass, a wann een héiert, datt bal alldeeglech och nach schlecht Noriichte kommen aus deene verschiddenste Wirtschaftszweiger vun der Ekonomie, wéi Villeroy & Boch, oder d'Bauerenzentral, Luxair, de Giddertransport bei der CFL, an esou weider, stellt sech, mengen ech, ganz evidenterweis d'Fro, datt wann d'Bankeplaz géif eng iwwerdriwwe Stellung an der Ekonomie anhuelen, dat nëmme schlecht fir d'Ekonomie kënnt sinn, well déi Suen, déi op der Bankeplaz verwalt a vermehrt ginn, musse jo och anzwousch erwirtschaft ginn.

All déi Froen hei ware schonn opgeworf ginn an enger Debatt, déi mer haten, iwwregens och op Initiativ vun déi Lénk, am Oktober 2001, wou driwwer diskutéiert ginn ass wéi an Zukunft den Afloss vum Stat nach kënnt sinn op d'Stolindustrie, an do huet ënner anerem den Här Glesener gesot: „Aus all deem ergëtt sech ganz kloer, datt de Lëtzebuerger Stat sech net däerf aus senger Responsabilitéit fortbewegen, a mat Sécherheet och net aus dem Aktionariat vun där neier Struktur."

Dofir stellt sech d'Fro virun där Tripartite, an net duerno. Wat geschitt mam Afloss vum Lëtzebuerger Stat? Ass eng Wirtschaftspolitik zu Lëtzebuerg méiglech, déi méi ass wéi eng steierlech Nischepolitik. Wéi sinn d'Virstellunge vun der Regierung iwwert d'industriell Entwécklung am Land? Wéi geet et weider mat den Aarbechtsplazen? Ech hunn de Mëtten um Radio e jonken Aarbechter vun der Arcelor, deen interviewt ginn ass, héiere soen, e Kolleeg vun him hätt elo just eng Léier vun dräi Joer gemaach op der ARBED, wéi dann elo deem seng Zukunft wier. Ech mengen, dat sinn déi Froen, déi sech dobaussen och stellen. Et stellt sech och d'Fro, wéi iwwerhaapt de Spillraum vum Stat nach ass, wat fir eng regulativ Roll en nach ka spillen, wat fir eng Roll op EU-Ebene nach ka gespillt ginn a wéi zum Beispill eng regional Wirtschaftspolitik kann ausgesinn.

Här President, ech hu vill Respekt virum Engagement vun de Gewerkschaften. Ech wëll och hei absolut keng Polemik géint d'Gewerkschafte féieren, mä ech mengen, dass esou een Débat, wéi en noutwendeg ass, net nëmme kann hannert zouenen Diere gefouert ginn, weder vun enger Chamberskommissioun nach vun enger Tripartite. Mä ech mengen, dass et och en öffentlechen Débat muss ginn, en Débat, deen och eng Roll spillt an deenen Diskussiounen ëm déi Wahlen, déi elo komme wäerten.

Ech muss och soen, ech hätt et léiwer gesinn, wann et e richtegen Débat gi wär, net esou eppes e bëssen Zesummegewürfeltes wéi elo de Mëtten zwëschen enger Question avec débat, déi jo a Wierklechkeet eigentlech eng Question sans débat ass, well jo keng richteg Debatt domat verbonnen ass, an enger Question urgente vum Här Jaerling. Ech hätt léiwer gesinn, meng Ufro fir eng Question avec débat wier ausgeweit ginn an e richtegen Débat d'orientation, wou d'Chamber hätt kënne Stellung huelen zu all deene Froen hei, déi jo awer elo am Land dobausse fir eng ganz grouss Opmierksamkeet suergen.

Ech soen Iech merci!

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi den Här Urbany et scho gesot huet, ass gëschter iwwert de Radio déi erschreckend Neiegkeet duerchgesickert, d'Arcelor géif plangen an deenen zwee nächste Joren ëm déi 2.000 Aarbechtsplazen ofzebauen. Dat heescht, déi Gesellschaft also, déi an deene leschten 30 Joer ëm déi 100 Milliarden aler Frang u Statshëllefe agesäckelt huet, fir sech zum weltwäit gréisste Stolmulti ze entwéckelen, déi iwwer Préretraiten an iwwer Invalideretenten an deene leschten dräi Jorzéngte schonn 20.000 Aarbechtsplazen a Mataarbechter ofgebaut huet, déi och elo nach amgaang ass ze verstichen hir Terrainen ze versëlweren op Statskäschten, huet och elo nach d'Onverfruerenheet massive Personalofbau innerhalb vun zwee Joer ze annoncéieren.

Dausende potentiell betraffe Stolkolleege maache sech mat hire Familje selbstverständlech Suergen iwwer hir Zukunft. Den Här Urbany huet gesot, hien hätt seng Fro net gestallt fir Angscht ze maachen. Ech mengen, et brauch een dat net méi ze maachen; nodeem wat elo ass, hunn d'Stolaarbechter mat hire Familje schonn Angscht. An dat nach méi nodeem déi, déi hätte kënne Kloerheet iwwert dës Neiegkeet schafen, sech net kloer geäussert oder iwwerhaapt net geäussert hunn. Weder déi Verantwortlech vun Arcelor nach de Gewerkschaftsvertrieder am Verwaltungsrot oder de Regierungsvertrieder am Verwaltungsrot oder d'Regierung hu kloer Aussoe gemaach op kloer Froen. Dat heescht also, et ass alles am Däischteren.

D'Stolaarbechter hunn awer e Recht gewuer ze ginn, wéi hir Zukunft ausgesäit an dofir begréissen ech och, datt den Här Statsminister haut bereet ass, de Stolkolleegen an och eis haut hei op folgend Froen eng kloer Äntwert ze ginn, fir domadder vläicht all Spekulatiounen a Gerüchter en Enn ze maachen, nodeem e jo schonn an enger Zeitung behaapt huet, et géif keen entlooss ginn.

Wann den Här Statsminister dat esou kloer ka soen, da stellen ech mer d'Fro: Huet d'Regierung da Kenntnis vun de Pläng vun Arcelor iwwer en eventuelle Massepersonalofbau? Wa jo, wéi laang huet se scho Kenntnis dervun? Wat fir eng Beräicher vu Standuerter sinn da betraff? Huet de Stolkonzern eeschthaft Problemer oder sinn déi drastesch Mesuren, déi elo an de Raum gestallt ginn, nëmme geduecht fir d'Kompetitivitéit an domadder d'Benefisser fir d'Aktionären ze erhéijen, ënnert deenen iwwregens och de Lëtzebuerger Stat ass?

Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir de Massepersonalofbau ze verhënneren? Wat geschitt zum Beispill, wann de 1. Januar 2005 d'Mëtteleisestrooss op Belval a Betrib geet an 250 Leit beim Stull zu Lonkech entlooss ginn, déi jo anscheinend sollen hei zu Lëtzebuerg och nach an eise Wierker beschäftegt ginn. Ass eng Opstockung vum CDR geplangt, respektiv eng Weiderféierung vun der Préretraite-ajustement?

All dës Froe brauchen eng schnell a kloer Äntwert. Sou wéi mir och eng Äntwert drop brauchen, wéisou d'Informatiounen iwwer esou drastesch Moossname mussen iwwer Ëmweeër un d'Öffentlechkeet kommen, anstatt dass den zoustännege Minister déi zoustänneg Chamberskommissioun respektiv d'Chamber informéiert. Wann dës Informatiounen net duerchgesickert wären, wéini hätt dann d'Regierung d'Chamber informéiert oder wéini wäre mer dann informéiert ginn? Vläicht no de Parlamentswahle vum Juni dëst Joer?

Ech soen Iech merci!

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Krecké.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu mam Kolleeg Lux déi Initiativ geholl fir ze froen, datt de Wirtschafts- an den Aarbechtsminister sollten an déi zwou zoustänneg Kommissioune kommen, fir, am Respekt zwar vun deene Gespréicher, déi an der Tripartite gefouert ginn, trotzdeem Opschloss ze kréien iwwert déi Zuelen, déi op eemol am Raum stinn an déi op eng, a mengen Aen, onglécklech Aart a Weis a kommentarlos am Fong geholl an d'Welt gesat si ginn. An dofir, mengen ech, ass et scho gutt, dass een hei reagéiert vu Säite vun der Regierung, well et awer e bësse fir Opruer gesuergt huet, déi ganz verständlech ass, bei de Leit. Wann et heescht Ofbau vu Personal, da fillt direkt jiddferee sech concernéiert an dofir ass et noutwendeg, dass mer eng Äntwert zumindest zu dësem Zäitpunkt kréien - och wann net all Froen, déi ech mer ka virstellen, kënnen haut beäntwert ginn.

Wann dat do nämlech soll sinn, dass et op Produktiounsdefiziter zréckzeféiere wier, dann ass meng Fro déi: Ass et dann net envisagéiert gi vu Säite vun der Regierung, fir drop ze drängen, dass zousätzlech Investitioune kommen, déi eng Steigerung ebe vun der Produktivitéit kënnen erbäiféieren? Mir hunn och a fréiere Joren, wann esou Momenter opgetaucht sinn - ech denken u Rodange -, probéiert d'Produktpalett ze veränneren, probéiert d'Produktiounslinnen ze veränneren. Mir hunn haut ganz aner Produkter zu Rodange, wou och ee Moment an der Diskussioun war, fir zougemaach ze ginn, wéi déi, déi mer virdrun haten.

Et ass sécher, datt ee sech d'Fro stellt iwwert d'Haltung vun der Regierung vis-à-vis vun deenen Aussoen, déi trotzdeem gemaach gi si bei der Kreatioun vun Arcelor, wou vun der Ofsécherung vun der Stolproduktioun zu Lëtzebuerg geschwat ginn ass, mä wou awer och gesot ginn ass, dass et eng Ofsécherung um Niveau vun de Standuerter wär, eppes, wat an deene leschten - ech géing soen - zwee Jorzéngten ëmmer probéiert ginn ass, dass mer déi eenzel Standuerter och probéiert hunn ofzesécheren. Mat deenen Elementer, déi elo an der Diskussioun sinn, géif zumindest ee vun de klassesche Standuerter net méi existéieren herno.

D'Fro stellt sech och, wann een esou Chifferen héiert, déi jo wahrscheinlech der Regierung och eng Zäitche scho bekannt sinn: Wéisou ass net diskutéiert ginn - zumindest ass et ni an de Public komm - iwwer eng Strategie en amont et en aval vun deem haarde Kär u sech, deen eis klassesch Stolproduktioun hei zu Lëtzebuerg duerstellt?

Awéifern ass dee Relâchement, dee mir monéiert hunn an och bewisen hunn unhand vun enger Rei Chifferen, déi an d'Welt gesat si gi vum Wirtschaftsminister virun zwee Joer, wou mer gesot hunn, dass déi Zuelen onrealistesch wären an net deem entspriechen, wat wierklech dobausse geschitt ass an der Diversifizéierungspolitik - dat ass beim État de la Nation gewiescht - awéifern ass dee Relâchement, dee mir do op alle Fall festgestallt hunn, haut net eppes, wat eis misst Leed doen? A selbstverständlech, de wesentleche Punkt, deen d'Leit natierlech betrëfft, déi direkt bei Arcelor schaffen, dat ass: Awéifern ginn d'Geflogenheete vum Lëtzebuerger Sozialmodell och hei spille gelooss? Hu mer iwwerhaapt e Finanzéierungsspillraum fir dat do ze maachen?

Wéi gesot, Här President, dat waren déi Froen, déi mir um Niveau vun der Kommissioun wollten deenen zwee zoustännege Ministere stellen, an dat opgrond, wéi gesot, vun den onglécklechen Ëmstänn, ënnert deenen d'Informatiounen do ënnert de Public komm sinn.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Jo, Här President, ech gesinn hei, et ass e gréisseren Erstaunen ausgebrach am Sall, firwat ech och nach d'Wuert géing elo froen, mä dat ass aus deem einfache Grond, well mer souwisou an enger Prozedur hei sinn, déi et iwwerhaapt net gëtt, an ech hätt léiwer gehat dofir…

(Interruption)

Ech war grad esou erstaunt wéi Dir, Här Rippinger, oder anerer de Mëtteg, wéi d'Debatt hei géing verlafen. Ech hu geduecht am Ufank vun der Sitzung, beim Ännere vum Ordre du jour, et wär eng Question avec débat, dann eng Question urgente, mir géingen déi zwou elo hei stellen a beäntwerten an duerno géinge mer an d'Kommissioun goen. Elo ass eppes ganz aneschters doraus entstanen an do hunn ech mer natierlech och d'Wuert gefrot.

(Interruptions)

Okay, ech wëll Iech just soen, Här Krecké, Dir sidd jo ëmmer ganz pingelech an der Conférence des Présidents, wat d'Anhale vun eisem Reglement ubelaangt, dofir mengen ech…

(Interruptions diverses)

Ech huelen Iech hei à temoin, datt Dir selwer ëmmer antriet dofir, datt mer sollen…

(Interruption)

Neen. Ech wëll dann awer och kuerz schwätzen, obwuel ech dat bedaueren, ech hat nämlech wëlles gehat muer an der Conférence des Présidents oder den Donneschdeg villméi an der Conférence des Présidents derfir ze plädéieren, fir datt mer d'nächst Woch eng Debatt hei solle féieren, en Débat d'actualité, well ech fannen, dat hei verdéngt méi wéi hei e kuerze Meenungsaustausch vu fënnef Minutten, dee mer haut de Mëtten hei ofhalen. Ech fannen dat e bësse schued.

Här President, ech wëll an dräi Sätz dat soen, wat mir generell zu där Problematik hei mengen an och eng prezis Fro stellen, un de Finanzminister virun allem.

Et kann ee soen, et war een iwwerrascht iwwert dat, wat een um Radio gëschter héieren huet. Wann een awer e bëssen esou héieren huet wat an de Kulissen an deene leschte Wochen diskutéiert ginn ass, da kann een och net esou iwwerrascht sinn. Et ass een iwwerrascht, wann een et vergläicht mat Saachen, déi ee konnt liesen op de Wirtschaftssäite virun e puer Wochen an de Lëtzebuerger Dageszeitungen iwwert d'Entwécklung vun der Stolbranche weltwäit. An ech muss soen, mech huet dat speziell iwwerrascht, well ech hunn do misse liesen, datt d'Stolbranche weltwäit boomt, an dat haaptsächlech duerch de chineseschen an asiatesche Marché, an och entre-temps d'Stolpräisser immens geklomme sinn, mä dat Wuessen de Stolproduzente awer och Problemer schaaft, well se net nokomme mat liwwere par rapport zu der Entwécklung vun de Marchéen. Dat heescht maartwirtschaftlech ausgedréckt, datt d'Demande de Moment wäitgehend méi grouss ass wéi d'Offer.

Et ass een natierlech logescherweis iwwerrascht, wann een esou Hiobsbotschaften, déi de Standuert Lëtzebuerg uginn, kuerz duerno héiert. Ech mengen awer, datt et eng ganz einfach Erklärung gëtt par rapport zum Standuert Lëtzebuerg.

Um Standuert Lëtzebuerg geschitt datselwecht, wat mer scho virun der Fusioun vun der ARBED mat anere Stolkonzerner, dat heescht virun der Grënnung vun Arcelor, respektiv och nach no der Grënnung vun Arcelor, ee vun de gréisste Stolkonzerner vun der Welt, matkritt hunn, andeem einfach restrukturéiert gëtt an engem Sënn, datt déi produktiv Secteuren ëmmer méi ausgelagert ginn a Schwellelänner vun der Europäescher Unioun, respektiv a Länner, déi a kierzester Zäit wäerte Member ginn oder doriwwer eraus a Länner vum asiatesche Raum, respektiv Brasilien.

Dat aus engem ganz einfache Grond, well hannert deem ominöse Wuert Produktivitéitssteigerung, an deem Sënn wéi et verstane gëtt vun der Arcelor am Moment hei zu Lëtzebuerg, verstoppt sech näischt aneschters, wéi datt d'Léin zu Lëtzebuerg an d'sozial Bedingungen zu Lëtzebuerg ze héich sinn, an datt et Schwellelänner, respektiv Länner am asiatesche Raum gëtt oder an där sou genannter Drëtter Welt, wou d'Léin an d'sozial Bedingunge wesentlech, fir net ze soe vill méi schlecht si wéi hei.

Dat ass eng Tendenz, déi mer net nëmmen am Stolsecteur kënne suivéieren, mä an allen anere Secteure vun der Schwéierindustrie an der Europäescher Unioun, a souguer doriwwer eraus vun den héich industrialiséierte Länner.

Mir gesinn, datt déi Verlagerung elo ufänkt aner Dimensiounen unzehuelen an datt et wäert drop erauslafen, wa mer net d'Bremsen ageheien, datt mer haaptsächlech an der Europäescher Unioun a virun allem an den héich industrialiséierte Länner, de Kärlänner, de Grënnerlänner vun der Europäescher Unioun, wat d'Schwéierindustrie ubelaangt, rose wéineg, ausser Mammenhaiser déi do wäerte vertruede sinn, nach iwwreg behalen, oder Secteuren, déi gréisstendeels quasi guer net aarbechtsintensiv funktionéieren, déi immens kapitalintensiv sinn, an de Rescht wäert ausgelagert ginn.

Dofir ass et fir meng Fraktioun ganz kloer, datt dee Problem hei national iwwerhaapt net méi an de Gréff ze kréien ass, scho guer net lëtzebuergeschnational. Déi, déi dat wëllen de Moment no bausse verkafen, déi streeën de Leit Sand an d'Aen. Mir kënnen dat do nëmmen op europäeschem Niveau an de Gréff kréien. En Deel vun der Ried, déi ech muer wäert halen, wäert eng Rei Pisten opweisen, wéi datt mir mengen, ee kënnt op europäeschem Niveau wirtschaftspolitesch a sozialpolitesch dofir suergen, fir deene multinationale Konzerner, déi zu Europa gehéieren, Rigele virzeschieben. Et ass natierlech brutal, wat hei gemaach gëtt. Et ass sozial net ze vertrieden zum Deel, mä ech gesi schwéier wéi mer dat à ce stade verhënnert kréien.

Eis Fraktioun ass der Meenung, datt et hei muss drëm goen, datt déi Leit, déi betraff sinn, wäit méiglechst gehollef kréien, datt keen direkt entlooss gëtt, datt déi Leit mussen iwwer Sozialplang opgefaange ginn. Fir mech stellt sech eng Fro, déi och déi zentral Fro ass fir Lëtzebuerg, fir d'Politik a fir de Lëtzebuerger Stat: Et steet elo mat grousser Wahrscheinlechkeet e Sozialplang un. Erëm ee bei der Arcelor! Et steet een un eigentlech bei der Lëtzebuerger Eisebunn, esou wéi et ausgesäit. Et sinn der eng Rei schonn en cours, an et wäerten der wahrscheinlech nach eng Rei nokommen, awer wéi finanzéiere mer dat an deenen nächste Joren? Wou huele mer d'Suen hier fir dat ze finanzéieren?

Dat si jo Gelder, déi mer gréisstendeels entweder iwwert d'Sécurité sociale oder iwwert de Statsbudget missten opbréngen. Do stelle sech eng ganz Rei Froen iwwert déi mer eis musse politesch ënnerhalen. Dat mécht een natierlech net an enger Debatt vu fënnef Minutten. Do bräicht een en Débat d'actualité, an dofir hoffen ech nach ëmmer, datt mer d'nächst Woch eng länger Debatt driwwer kënne féieren.

Merci, Här President.

(Interruptions)

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Statsminister Jean-Claude Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif mer manner Suergen iwwert d'Form vun där Debatt maache wéi iwwert den Inhalt vun därselwechter.

Den 3. Mäerz vun dësem Joer hunn ech zesumme mam Här Wirtschaftsminister Henri Grethen de President vun der Arcelor, den Här Kinsch, net den Här Dollé, dat stoung an allen Zeitungen - en Deputéierte soll sech net nëmmen op d'Zeitungen an op de Radio verloosse wann e Froe stellt -, an den Här Castegnaro als Vertrieder vun der Europäescher Arbeitnehmerschaft innerhalb vun der Arcelor a vun der Gesamtbelegschaft innerhalb vun der Arcelor emfaang, fir am Kader vun deene regelméissege Gespréicher, déi mer hunn, eis iwwert d'Entwécklung vun der Stolindustrie weltwäit, vun deem europäeschen Deel vun därselwechter a vun der Arcelor spezifesch re-

levanter Komponent vun där Entwécklung ze ënnerhalen.

Wéi et zur Grënnung vun der Arcelor komm ass an der Zäit, wat eng fundamental Verännerung zu Lëtzebuerg war, iwwerraschend Verännerung, well nodeem eis an den 80er Joren ugekënnegt gi war d'Stolindustrie zu Lëtzebuerg géif Faillite maachen, si mer haut de Sëtz vun där gréisster Stolgesellschaft vun der Welt, hu mer an der Tripartite an och an der Chamber gesot, datt et normal wier, datt ee géif, souwuel stolweltwäit wéi Arcelor intern, wat déi eenzel Produktgammë vun eiser Stolindustrie ubelaangt, e sou genannte Benchmarking maachen, e Verglach tëscht de Käschten an dem Resultat vun ähnlech gelagerte Produktiounslinnen an der Stolindustrie weltwäit, europawäit an och Arcelor intern.

Den Här Kinsch als President vun där Gesellschaft, woubäi ech hei wëll soen, datt mer frou sinn, datt e President bliwwen ass, obscho mer mam Accord vun der Chamber schonn eng Kéier akzeptéiert haten, datt en am Abrëll 2004 géif säi Posten opginn, fir datt ee Vertrieder mat engem aneren nationale Fändel géif President vun der Arcelor ginn, huet eis bei där Geleeënheet driwwer informéiert, datt déi Etüden, déi all Betrib muss maachen, soufern wéi et keen öffentleche Betrib ass, amgaange si gemaach ze ginn.

Dobäi géifen sech eng Rei vu provisoresche Konklusiounen opdrängen, an zwar datt et néideg ass d'Produktivitéit an eenzelne Secteure vun der Lëtzebuerger Stolindustrie ze vergréisseren, dat heescht ze verbesseren, fir se méi kompatibel ze maache mat de gruppinterne Standarden a mat de weltwäit gültege Stolstandarden, datt et noutwendeg wier wéinst der Produktivitéitsverbesserung massiv Investissementer finanzieller Natur am industrielle Beräich zu Lëtzebuerg op verschiddene Standuerter vun eiser Stolindustrie ze maachen, datt domat d'Gesamtproduktioun vun der Lëtzebuerger Stolindustrie sech géif no uewen erweideren an net géif no ënne reduzéiert ginn, an datt dat, soufern wéi dat ofzegesi wier, och mat enger Aspuerung vun Aarbechtsplaze verbonne wier, déi zu deem Moment, wou dat Gespréich stattfonnt huet, den 3. Mäerz 2004, net kënnt festgeleeucht ginn, well déi Etüde misste virugoen. Et war eng Generalversammlung vun der Arcelor, wou Ähnleches gesot gi war.

Ech hunn e Communiqué no där Sitzung mam Här Kinsch a mam Här Castegnaro publizéiert a kréien dann dräi Wochen duerno eng Fro a Froen am Parlament doriwwer gestallt, wahrscheinlech net wéinst der Generalversammlung vun der Arcelor, wahrscheinlech net wéinst dem Communiqué, deen ech publizéiert hunn no deem Gespréich mat dem Här Kinsch a mam Här Castegnaro, mä wéinst Nouvellen, déi iwwer landeswäit zougänglech Medië gëschter verbreet gi sinn.

Mir behandelen deen Dossier, Dir net, Här Urbany! Dir waart um Virzock, well Dir hat jo scho virdru gelies, ech hätt den Här Dollé gesinn, obschonn ech en net gesinn hat. Wat ech hei wëll soen, dat ass…

(Interruption)

Gelift?

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Sot eis wien derbäi war! Ech hunn an der Press gelies, den Här Dollé wär derbäi gewiescht.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech hunn elo grad gesot, den Här Kinsch an den Här Castegnaro, den Här Grethen an ech selwer, dat sinn der véier, dat ass liicht ze verhalen, wann ee wëllt.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- An alle mir zougängleche Medië stoung den Här Dollé, má ech mengen et ass zwar net wichteg, déi Fro, a Wierklechkeet.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech mengen och, dofir war et och richteg, dass Der dat net extra erwähnt hutt.

(Hilarité)

Ech wëll zu dësem Punkt soen, an onofhängeg vun där Kompositioun vun der Arcelorsdelegatioun, vun där Der mengt si wär net wichteg - si war ganz wichteg -, dass dës Regierung dësen Dossier genausou traitéiert, behandelt, ugeet, studéiert, kuckt an examinéiert wéi mer dat an der Vergaangenheet ëmmer gemaach hunn. Zënter Juli 1999, wou dës Regierung am Amt ass, hu mer eng bestëmmten Aart a Weis fir esou Dossieren ze traitéieren.

Et ass ee Betrib, dee Problemer huet. Dee Betrib kënnt bei d'Regierung, d'Regierung schwätzt mat de Gewerkschaften doriwwer falls am Betrib nach net tëschent dem Patron an de Gewerkschafte geschwat ginn ass, a mir kucken d'Problemer vun deem Betrib ze léisen, wann et sech ëm d'Stolindustrie handelt. Dat hu mer zënter dem Juli 1999 esou gemaach, da gëtt dat selbstverständlech no deem entspriechende Virgespréich an der Stoltripartite behandelt. Déi Method ass gutt, well et ass nämlech déi Method, déi appliζéiert gëtt, zënter dass ech zumindest an der Regierung sinn, a mat Stol hunn ech mech ze beschäftegen zënter dem 1. Januar 1983.

Nach ni ass virdrun, wa grouss a grave Problemer waren, eng öffentlech Debatt am Parlament veranstaltet ginn ier an der Tripartite mat de betraffene Sozialpartner, mat de Vertrieder vum Salariat vun der Stolindustrie doriwwer geschwat ginn ass, nach ni! Et soll och haut keen Debatte froen, wann en et 20 Joer laang ënnerlooss huet, esou Debatten hei ze beantragen. Et geet hei ëm lieweg Leit, an et ass jiddferengem iwwerlooss, deene Leit Angscht ze maachen oder sech deenen unzeschléissen, déi probéieren - ech soen dat fir d'Regierung, ech soen dat och selwechte Mooss fir d'Gewerkschaften - d'Problemer ze léisen, déi sech engem Betrib stellen, déi sech eisem Land stellen an déi sech de Belegschafte stellen.

Et gëtt Saachen, Här Jaerling, mat deene mécht een net de Geck. Et kann een net an enger Fro froen, wéi et mat Massenentloossungen ass, an deen aneren Dag, wann een d'Fro hei stellt, soen, et géif ëm d'Reduzéierung vum Personal goen, dat sinn zwou ganz verschidde Saachen. An där Fro, déi ech ugeholl hunn, gëtt nach vu Massenentloossunge geschwat. An deenen Nouvellen, déi duerch d'Land gejot gi sinn op Grond vun Ärer Fro, gëtt vu Massenentloossunge geschwat. Et kënnt weder zu Massenentloossungen nach zu individuellen Entloossungen an der Stolindustrie!

Vun Ärer Partei war ech Ähnleches gewinnt, vun Iech, Här Jaerling, nach net, an dofir schreiwen ech dat op de Konto vun engem autobiographesche Schwächemoment, deen Der ganz séier innerhalb vun enger Nuecht schonn erëm iwwerstanen hätt, well haut hutt Der Iech scho wesentlech méi korrekt ausgedréckt, esou dass ech Iech haut éischter erëmerkannt hunn, wéi ech Iech gëschter gelies hunn.

Mir kucken also, den 8. Abrëll, an der Tripartite, wat d'Direktioun vun der Arcelor gären als Pläng erduecht sech géif an d'Realitéit zu Lëtzebuerg ëmsetze gesinn. De Statsminister, de Wirtschaftsminister, den Aarbechtsminister, déi sinn net an der Direktioun vun der Arcelor. Mä mir lauschteren, nodeem d'Arcelor all hir Aarbechte gemaach huet - si ass iwwregens dofir do, déi Generaldirektioun, fir déi Aarbechten ze maachen -, wat d'Iwwerleeunge kuerzfristeg, mëttelfristeg a laangfristeg sinn, an dann diskutéiere mer dat, wéi mer dat ëmmer zu Lëtzebuerg gemaach hunn, a mir appliζéiere bei där Diskussioun millimetergenau de Lëtzebuerger Modell esou wéi mer en aus der Vergaangenheet kennen.

Dee Lëtzebuerger Modell, seng Logik, seng Philosophie, seng millimetergenau Applikatioun loosse mech haut scho soen, dass et zu kenger Massenentloossung an der Stolindustrie kënnt an dass et zu kengen Entloossungen an der Stolindustrie kënnt, a falls et zu engem Personalofbau misst kommen, op Grond vun der noutwendeger, duerch Investissementer begleeter Produktivitéitserhéijung, maache mer dat selbstverständlech - falls et dozou kënnt, dat gesi mer den 8. Abrëll wa mer der Direktioun vun der Arcelor nolauschteren -, virun allem iwwert de Wee vun der Préretraite-ajustement, esou wéi mer dat an alle Betriber zu Lëtzebuerg maachen, déi ähnlech strukturell Problemer hunn.

Et dierft dësem Haus jo net entgaange sinn, dass déi Préretraite-ajustement, déi an der Stolindustrie an de 70er Joren agefouert ginn ass, an der Legislaturperiod 1979-1984 generaliséiert ginn ass an an der Legislaturperiod 1984-1989 bëtonéiert ginn ass, fir Applikatioun ze fannen an alle Betriber, wou strukturell Personalupassungsnoutwendegkeete sech stellen.

D'Arcelor gëtt op deem Punkt also genausou behandelt wéi déi aner Betriber hei am Land och, iwwert déi hei an der Chamber iwwregens net debattéiert gëtt wa se Problemer vun där doter Natur hunn, obschonn ech zouginn, dass de Stat do net Aktionär ass. Mä mir hunn och, an Zäite wéi de Stat iwwer 30% Aktionär bei der ARBED war, ni virun den einschlägege Gespréicher tëschent Sozialpartner hei an der Chamber diskutéiert. Dofir verstinn ech net, firwat dass mer elo an Erschwernis vun deenen Debatte sollen diskutéieren, wou de Stat mat iwwer 6% Aktionär bei der Arcelor ass.

Ech hunn - jiddfereen am Land weess dat - zur Stolindustrie eng speziell Relatioun. Wann ee vu Bieles ass, dann ass ee vu Bieles, dann ass een net vun Tréier, mä do kann een aner Qualitéiten hunn. Dat heescht, dass mäin Häerz dodrun hänkt, wéi dat vu ville Lëtzebuerger, an dat gëtt net einfach esou op déi liicht Schëller geholl, dat ass schonn eng Saach, déi engem no geet. Et huet een eppes domat ze dinn, als Persoun, als Mënsch, als Politiker. Och insofern soll een d'Lautstärke vun de Recommandatiounen dem Séilenzoustand vun deem, dee schwätzt, wann ech gelift upassen. Et sinn net noutwendegerweis all Appellen noutwendeg, obscho se vläicht gutt gemengt sinn.

Et kënnt an der Stolindustrie zu kengen Entloossungen, sou wéi mer och an anere Secteuren dofir kämpfen, dass, wa Strukturupassungsproblemer sinn, keng Entloossunge stattfannen. Ech héieren, tëschent den Zeilen hei, méi ausgesprach an ausgeschwat op anere Plazen, dass d'Regierung - Wat fir eng Virstellung vu Politik ass dat eigentlech? - géif probéieren, déi Problemer, mat deene mer hei kënne befaasst ginn, wahrscheinlech och befaasst ginn, géif probéieren iwwert de Wahltermin vum 13. Juni ewechzesetzen.

Do muss ech éierlech soen - huelt dat wéi et gemengt ass, mä et ass mer eescht gemengt -, ech fannen dat am extremste fir beleidegend fir sech virzestellen, dass eng Regierung seet: Stopp! Keng Gespréicher, de Mond gehalen, mir schwätzen eréischt de 15. oder de 16. Juni doriwwer! Do muss ee vun der Politik ee Verständnes hu wat mech eigentlech unhuele léisst, dass een am Ëmgang mat deem, wat ee selwer bei sech ze maachen huet, genau dat Verständnes huet.

E gudde Frënd vu mir seet ëmmer: „Nos jugements nous jugent!" Wann een dat selwer géif esou maachen, traut een natierlech aneren zou, dat esou ze maachen. Mä esou wëlle mir dat net maachen. Problemer gi geléist wa Problemer sech stellen, Gespréicher gi gefouert wa Gespréicher musse gefouert ginn, an de Rhythmus vun der Stolindustrie, d'Suerge vun de Leit an d'Suerge vun deenen, déi sech ëm d'Suerge vun de Leit musse bekëmmeren, déi hänken net of vu Wahlterminer. Do hunn der vill heibanne ganz aner Suerge wéi déi Suergen, déi deen, deen de Moment hei schwätzt huet, wann en iwwert dat schwätzt wat d'Suerge vun de Leit an der Stolindustrie sinn.

D'sozialistesch Partei schreift an engem Bréif un de Chamberpresident, si hätt um Radio héiere wat an der Arcelor géif virgoen. An dofir freet se, dass d'Chamberkommissioune sech mat deem Problem solle beschäftegen. Déi Demande ass selbstverständlech eng antizipativ Reaktioun op eng Invitatioun, déi d'Regierung souwisou gemaach hätt no der éischter Sitzung vun der Stoltripartite, déi mer den 3. Mäerz op den 8. Abrëll festgeleeucht hunn. Dat läit virum 13. Juni, zumindest dëst Joer.

(Hilarité)

Ech hätt just gären, dass d'Saachen hir Uerdnung behalen. D'Arcelor soll an déi Chamberkommissioun kommen a soe wat hir Iddie sinn. D'Regierung seet wat se zu deenen Iddie seet, wann déi Iddie bis dohinner konnte voll umfänglech studéiert ginn, an déi aner Partner aus der Tripartite sidérurgique, déi mer ageruff hunn, soen, wat si dozou ze soen hunn, an ech wëll Iech direkt soen, dass mer souwisou fir den 21. Abrëll eng zweet Sitzung vun der Stoltripartite ageruff hunn.

Firwat hu mer dat gemaach? Ma well nach ni, weder tëschent 1999 an 2004 nach an där glécklecher Zäit virdrun, nach ni Pläng, déi d'Stolindustriepatronatsdirektioun virbruecht huet, esou aus der Tripartite erausgaange si wéi se an déi Tripartite erakomm sinn! Dofir fënnt jo eng Sitzung vun der Tripartite statt, an dofir mengen ech, dass mer no deene Regelen, déi mer ëmmer haten, déi Problemer solle behandelen, onopgereegt, obschonn Opreegung verständlech ass, an andeems d'Leit, déi op der Schmelz schaffen, wëssen, dass keen entloost gëtt.

Et gëtt keen op der Schmelz entlooss, well mer e System hu vu Préretraite-ajustement a vun anere Mechanismen, déi et eis erméiglechen dat ze maachen. D'Sidérurgie selwer muss wëssen, dass, wann iwwert de Wee vun der Préretraite a vun anere Mechanismen déi national Solidaritéit nach eng Kéier an Usproch geholl gëtt, esou wéi an anere Betriber och de Moment - mir hu vill Leit an der Préretraite -, dass dat natierlech net no der Method geet wéi dat fréier emol war. Dat kascht d'Sidérurgie méi. Dat muss d'Sidérurgie wëssen. Dat weess se och. Dat huet se gesot kritt, esou wéi se gesot kritt huet, et dierft zu kengen Entloossunge kommen.

Iwwert déi Punkte musse mer diskutéieren, an déi Diskussiounen, bei allem Respekt fir déi Kolleegen, déi heibanne sëtzen, kënne mer jo awer net an der Chamber féieren, déi musse mer an direkte Verhandlunge mat der Arcelor selwer féieren, an dofir géif ech Iech bieden, d'Leit net onnéideg mat Ängschten ze beleeën, esou ze maache wéi wa bei Arcelor elo géifen 2.000 Leit entlooss ginn. Dat huet eigentlech keen esou gesot. Mä et huet awer och keen esou richteg de Géigendeel gesot. Reegt d'Leit, déi schaffen an déi op dräi Schichten all Dag schaffe ginn, net onnéidegerweis op! Dat mécht een net! An d'Regierung suergt dofir, dass keen entlooss gëtt, esou wéi mer probéieren iwwerall am Land, wou där Problemer sech stellen, duerfir ze suergen, dass et net zu Entloossunge kënnt.

Da gëtt d'Fro gestallt, ech wëll mech mat där net allze laang beschäftegen, firwat dass d'Chamber net doriwwer informéiert ginn ass. Wann ech, de Wirtschaftsminister oder den Aarbechtsminister, ech soen dat och fir déi Kolleegen, déi fréier an der Regierung déi Beräicher ze betreien haten, all Kéier géif opgereegt an d'Chamber komme wann ee Betrib bei eis kënnt fir ze soen, wéini, wéi vill Leit e wëllt entloossen, dann hätte mer vill Gespréich. Mir hu scho vill Gespréicher, doduerch dass mer mat deenen, déi direkt betraff waren, geschwat hunn, verhënnert, doduerch dass mer aner Léisunge fonnt hu wéi déi, déi ursprénglech an d'A gefaasst si ginn. Ech mengen net, dass dat hei am vollen Emfang wäert méiglech sinn.

Mä am vollen Asaz fir déi fundamental wirtschaftlech Interesse vun eisem Land an am Asaz fir déi berechtegt Interesse vun de Stolbelegschafte mécht d'Regierung hei soss näischt wéi hir Aufgab. A Wahlzäite muss een iwwer alles kënne schwätzen, selbstverständlech. Wa Wahle si kann een net soen: Iwwert déi wichteg Saache schwätze mer elo net. Dofir sinn ech kengem béis, mä ech géif häerzlechst drëm bieden, dass d'Äntwerten dorobber och géifen zur Kenntnis geholl ginn an dass mer deen normalen Aarbechtsrhythmus an den Aarbechtsprocedere ofwaarden.

Den 8. Abrëll d'Tripartite. Den 9. Abrëll kënnt d'Arcelor an d'Regierung an d'Gewerkschaften, falls se wëllen, ech mengen och si géife wëlle wëllen a si misste wëlle wëllen, an déi zoustänneg Chamberkommissioun. Da gëtt driwwer bericht wat an der Tripartite geschwat ginn ass a wat d'Reaktioun vun deenen Eenzelnen dorobber war. Da maache mer eng zweet Ronn an der Tripartite an da probéiere mer zu enger Konklusioun ze kommen, déi esou ass, dass mer eis fir dat, wat mer do als Gesamtresultat erreechen, net brauchen ze schummen. Mä maacht wann ech gelift de Leit net onnéideg Angscht.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Domadder wär dee Punkt fir de Moment ofgehaakt a mir kéimen dann elo zur gemeinsamer Diskussioun vun de Projet-de-loien 5228, 5247 a 5291, d'Associatiounsofkommessen tëschent de Länner vun der Europäescher Unioun an dem Libanon, dem Chile an Algerien. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeleeucht. Et si schonn agedroen déi Häre Wiseler a Fayot. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deenen dräi Projeten, den honorabelen Här Emile Calmes.

5. 5228 - Projet de loi portant approbation de l'Accord euro-méditerranéen instituant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 17 juin 2002

5247 - Projet de loi portant approbation de l'Accord établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part, et de l'Acte final, signés à

Bruxelles, le 18 novembre 2002

5291 - Projet de loi portant approbation de l'Accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République algérienne démocratique et populaire, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Valence, le 22 avril 2002

Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense

M. Emile Calmes *(DP), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn et hei mat dräi Associatiounsaccorden ze dinn, déi sech zum engen Deel dräimol um europäesche Kontinent ofspillen, zum aneren Deel zweemol um afrikanesche Kontinent an eemol um amerikanesche Kontinent, virun allem Latäinamerika.

Ech wëll och mat deem ufänken, mat deem éischten Associatiounsaccord, dee mat dem Chile, deen den 18. November 2002 zu Bréissel ënnerschriwwe ginn ass, deen den 21. November déposéiert ginn ass, wou de Statsrot de 27. vun dësem Joer säin Accord ginn huet. Et ass en Accord mixte an deem Sënn, datt et Dispositioune sinn, déi op där enger Säit an d'Kompetenz vun de Communautéite falen, op där anerer Säit och an d'Kompetenze vun deenen eenzelne Länner.

Déi Dispositiounen, déi an d'Kompetenz vun de Communautéiten drafalen, sinn den 1. Februar vum leschte Joer schonn a Kraaft getrueden, nodeem den Chile de 14. Januar vum leschte Joer dësen Accord hei ratifizéiert hat. Fir de Rescht mussen déi 15 Länner den Accord hei ratifizéieren. Ech wëll just drun erënneren, datt den Chile aus enger relativ schwéierer Situatioun kënnt.

Vun 1973 bis 1989 huet nämlech, wéi allgemeng bekannt ass, eng Militärdiktatur an dem Chile geherrscht, bis dunn 1988 e Referendum ofgehale ginn ass, mat deem den deemolegen Diktator Pinochet forcéiert ginn ass, Wahlen ze organiséieren, déi dunn zum Schluss haten, datt d'Land erëm konnt op demokratesch Prinzipien zréckkommen. An et muss ee soen, datt déi Transitioun hei vun engem Diktaturregime op en demokratesche Regime awer gelongen ass, obschonn déi sukzessiv Regierungen zënterhier Schwieregkeete bei der Ëmsetzung vun den institutionellen a soziale Reformen hunn.

Si hunn och Problemer, an dat ass ze verstoen, beim Opschaffe vun den ongeléiste Froen iwwert d'Affere an den Zäite vun der Diktatur. Déi wirtschaftlech Situatioun huet sech zënter der Diktatur an der Kontinuitéit entwéckelt an dat Land hei kennt relativ gutt Resultater um makroekonomesche Plang. Dat heescht, datt déi öffentlech Finanzen an der Rei sinn, de Wuesstum weist no uewen a si hunn e relativ héijen Investitiounstaux, obschonn zënter 2001 d'Entwécklung e bëssen méi lues ass. Dat huet mat der internationaler Situatioun ze dinn. Et huet awer och mat der Situatioun an zwee Nopeschlänner wéi Argentinien a Brasilien ze dinn.

Et ass awer och esou, datt d'Bannennofro noléisst an datt de Chômage mat 9% dach awer héich ass. Mä dës Situatioun soll awer och net driwwer ewechtäuschen, datt et 20% vun der Populatioun ginn, déi mat manner wéi zwee Euro den Dag mussen auskommen. Et sinn och 400.000 Leit, déi keen Iwwerdaach do hunn, esou datt déi wirtschaftlech Situatioun awer net esou gutt ass, datt se dës Situatioun kann opschaffen. Obschonn den chilenesche Maart no bausse ganz op ass, ass et och e séchere Maart mat engem stabile legislative Kader. Et kann een och net soen, datt an deem Land hei d'Korruptioun héich ass. Dat dréckt sech och doduerch aus, dee Maart, datt 50% vun hirer industrieller Produktioun exportéiert ginn. 41% vun hire Rohstoffer ginn exportéiert. Do dernieft hu se nach e ganze Koup landwirtschaftlech Produkter fir ze exportéieren.

Wat d'Relatioun mat der Europäescher Gemeinschaft ugeet ass et esou, datt ee Véirel vun hiren Exporter an d'Europäesch Unioun erageet an engem Wäert vu fënnef Milliarden Euro. Et huet och domadder ze dinn, datt den Chile eent vun deene Länner ass, wat vum Schema vun de communautäre Preferenze profitéiert, wat bis 2005 gëllt. D'Europäesch Gemeinschaft exportéiert fir dräi Milliarden Euro an den Chile. Et muss een och soen, datt d'Europäesch Unioun en décken Hëllefsprogramm huet fir deem Land souwuel kommerziell, wirtschaftlech, kulturell a wëssenschaftlech ze hëllefen. Do ass en Hëllefsprogramm entwéckelt ginn, dee bis 2006 wäert daueren.

Lëtzebuerg huet och e relativ intensiivt Verhältnis mat dem Chile. Den 1. August 2003 hunn net manner wéi 70 Chilenen hei zu Lëtzebuerg gewunnt. Lëtzebuerg huet fir 12,5 Milliounen d'lescht Joer dohinner exportéiert, derweil den Chile bei eis nëmme fir 100.000 Euro exportéiert huet. Lëtzebuerg hëlleft deem Land och um humanitäre Plang a mir hunn e bilateralen Accord mat hinnen. An deene leschte Jore sinn dräi Milliounen Euro un d'Projeten an den Chile gaangen am Kader vun dësem bilateralen Accord. Lëtzebuerg hëlleft awer och iwwer eng Partie ONGen, déi an dem Chile aktiv sinn, an enger Héicht vun enger Millioun Euro.

Dat Gesetz hei ersetzt den Accord-cadre vun 1997 a fousst op enger Konferenz, déi 1999 zu Rio stattfonnt huet, wou d'Regierungen aus deene 15 EU-Länner, d'Regierungen aus Latäinamerika an aus der Karibik de Wëllen zum Ausdrock bruecht hunn dach d'Relatiounen ze renforcéieren.

Deen Accord besteet aus dräi grousse Voleten. Zum éischten de politeschen Dialog. Zum zweeten d'Liberaliséierung vum Handel an der Kooperatioun, an da schlussendlech d'Zoustanekomme vun enger Fräihandelszon innerhalb vun deenen nächsten zéng Joer.

Den Accord kann nëmme stattfannen, wann dat Land déi demokratesch Prinzipië respektéiert, grad wéi déi fundamental Mënscherechter an och d'Prinzipië vun engem Rechtsstat. Et gëtt och eng Partie Conseilen, déi oppassen, datt dësen Accord déi festgehale Bunne respektéiert. Dat si Conseilen um ministeriellen Niveau, um Fonctionnairesniveau, um Niveau vum Parlament an och nach um Niveau vu verschiddene Conseils économiques et sociaux.

D'Detailer iwwert deen Accord kënnt Der am Accord selwer noliesen. Vu datt den Accord schonn e Joer a Kraaft ass, kann ee schonn déi positiv Konsequenzen erausliesen. Den Handel zwëschent der Europäescher Gemeinschaft an dem Chile ass ëm 15,3% eropgaangen. Dat heescht, d'Exportatiounen an d'Importatioune vum Chile an d'Europäesch Gemeinschaft sinn an därselwechter Zäit och ëm 10% eropgaangen.

Dat wier et, wat ech u sech zu deem Accord hei ze soen hätt, wou ech Iech dann och géif invitéieren Ären Accord ze brengen.

Ech géif da gläichzäiteg op déi zwee aner Accorden iwwergoen, Accorde mam Libanon a mat Algerien, déi sech an déi Serie vun Accorden aschreiwen, déi mer an der Vergaangenheet schonn am Parlament diskutéiert hunn - dee leschten Accord war dee mat Ägypten -, an déi sech och an deen Dialogprozess erareie mat de Mëttelmierstate vun der Rive Sud, wat u sech eng Suite ass vun der Konferenz vu Barcelona, Dialogprozess, wou mer jo drop aus si fir dëse Länner ze hëllefen zu méi Stabilitéit ze kommen. Et muss ee soen, dass sech hei relativ héich Objektiver gesat si ginn, déi awer nëmmen zum Deel konnten erreecht ginn.

Den Accord mam Libanon gouf de 17. Juni 2002 hei zu Lëtzebuerg ënnerschriwwen. En ass den 30. Oktober déposéiert ginn. De 25. November huet de Statsrot säin Avis dozou ginn.

Deen Accord mat Algerien ass den 22. Abréll 2002 zu Valencia ënnerschriwwe ginn, de 27. Januar déposéiert ginn, an de Statsrot huet säin Avis den 2. Mäerz vun dësem Joer dozou ginn.

Och dës Accorden hunn als éischten Objectif de politeschen Dialog ze förderen, fir datt et an däser Regioun zu engem Friddens- a Sécherheetsraum ka kommen, deen an eisem Intérêt natierlech ass, well déi Länner der direkten Noper vun der Europäescher Unioun sinn, mä awer och an hirem Intérêt, well de Fridden an där Regioun jo awer d'Viraussetzung ass, fir datt dës Länner zu méi Prosperitéit kënne kommen. Den Dialog beschränkt sech awer net nëmmen op de politesche Volet, mä geet och eriwwer op de sozialen, kulturellen an éducativë Volet.

Den zweeten Objectif vun dësen Accorden ass dann och eng Fräihandelszon ze schafen, souwuel fir industriell wéi fir landwirtschaftlech Produkter. Hei hunn d'Europäesch Gemeinschaft an déi zwee Länner sech 12 Joer Zäit ginn, fir dat a Kraaft trieden ze loossen an dat zu verschiddenen Zäite fir déi verschidde Produkter, wat awer ze wäit féiert fir do am Detail drop anzegoen.

Et muss ee soen, datt um Niveau vun de landwirtschaftleche Produkter, net wéi dat beim Chile a bei Südafrika de Fall war, hei keng Problemer sinn, well déi Länner an deem Sënn net esou vill ze exportéieren hunn.

Déi Accorde gesinn dann awer och vir, datt se progressiv ausgeweit wäerte ginn op Prestations de service, wat och fir Lëtzebuerg eng relativ grouss Wichtegkeet huet, an eigentlech och fir den Chile gëllt.

Et ass och virgesinn, datt iwwert déi Accorde finanziell Mëttele fräigesat ginn. Déi ginn iwwer MEDA-Programmer fräigesat. Den éischte MEDA-Programm, deen ass vun 1996 bis 2000 gelaf. Et muss ee soen, datt leider opgrond vun dem MEDA-I-Programm, dee relativ kompliziéiert an der Gestioun war, nëmme 26% vun den engagéierte Gelder konnten déboursséiert ginn. De MEDA-II-Programm ass méi flexibel gehale ginn. Déi éischt Zeeche weisen och schonn, datt 38% schonn 2000 konnten déboursséiert gi vun den engagéierte Gelder. 2001 waren et 54%. D'lescht Joer konnten ëmmerhi schonn 90% vun deene Gelder déboursséiert ginn.

Wéi gesot, bei dësen Accorden ass och d'Viraussetzung gesat, datt d'demokratesch Prinzipië respektéiert ginn, grad esou wéi déi elementar Mënscherechter.

Wat elo de Volet Justice an Affaires intérieures ugeet, deen an d'Kompetenze vun deenen eenzelne Staten erafält, ass och am Artikel 84 zum Beispill eng Réadmissiounsklausel virgesinn. Déi Réadmissiounsklausel gëllt fir Algerien, awer net nëmme fir hir Bierger, mä och fir Bierger, déi aus Drëttstate kommen an iwwer Algerien an d'Europäesch Gemeinschaft erakomm sinn. Allerdings ass et esou, datt dës Problematik iwwer bilateral Accorde muss geregelt ginn.

Am Artikel 90 ass virgesinn, datt eng Kooperatioun opgebaut gëtt wat d'Bekämpfung vum Terrorismus ugeet. Datt et néideg ass, datt mer deene Länner do hëllefen, dat wäert Dir verstoen, wann ech e bëssen iwwert d'Situatioun an deenen zwee Länner zielen.

Dir wësst, datt de Libanon aus engem 50-jährege Biergerkrich erauskomm ass, deen 1989 zu Enn gaangen ass. Zanterhier schéngt de Stat un Autoritéit zréckgewonnen ze hunn. D'Administratioun ass amgaang restrukturéiert ze ginn a si schéngen och hir Arméien, déi virdru sech ënnereneen opgeriwwen hunn, zesummegeluecht ze hunn. Déi verschidde sukzessiv Wahlen, mengen ech, hunn dann awer och zu enger Verwuerzelung vun de politeschen Institutioune gefouert. Dat demokratesch politescht Liewen schéngt elo awer méi normal ze sinn, mä trotzdeem bleift eng Spannung bestoen. Dat Land schéngt nach net iwwert de Bierg ze sinn. Heiansdo gesäit et aus, wéi wann d'Situatioun ganz préoccupant wier.

Et kënnt een och net derlaanscht, wann ee vun der politescher Situatioun vun deem Land schwätzt, drop hinzeweisen, datt de Libanon e ganz verwurrelt Verhältnis mat Syrien huet, an deem Sënn, datt 20.000 syresch Zaldoten am Land fir Rou suergen, respektiv 6.000 an de Geheimdingschter sinn. Et schaffen och 300.000 Syrier an deem Land. Dat ass awer net deen eenzege Problem, datt vill Syrier do sinn, mä ech erënneren lech un déi palästinensesch Lageren am Süde vum Land un der Grenz vun Israel. Dann nach d'Situatioun selwer mat Israel, déi een och net kann als schrecklech friddlech betruechten.

Et muss een allerdéngs soen, datt déi wirtschaftlech Situatioun, nodeem Rou agetrueden ass, sech erkritt huet, an dat beweist, datt wa Fridden ass, eng Entwécklung ka kommen. Et muss een allerdings betounen, datt de Privatsecteur an deem Land 90% vum PIB ausmécht, an den öffentleche Secteur praktesch inexistent ass. Virun allem gëtt et immens Problemer um Niveau vun der Versuergung mat Elektresch, Waasser, Telefon, an och um Niveau vum Transport.

Et muss een och ënnersträichen, datt dat Land et fäerdeg bruecht huet d'Inflatiounsrat vun 1992, wéi se nach bei 120% louch, erofzedrécken op 3,4%. Si hunn e Chômage, deen zwar héich ass, mä fir Länner an deem Eck net esou héich, a bäi 20% läit. Den öffentlechen Defizit konnt innerhalb vun engem Joer halbéiert ginn, an ass vu 14% op 7,3% zréckgaangen.

Wat elo den Handel ugeet zwëschent der Europäescher Unioun an dem Libanon, ass et esou, datt dee bestänneg eropgaangen ass. Et ass kloer, datt d'Balance commerciale natierlech zugonschte vun der Europäescher Gemeinschaft ausschléit. Et ass awer och esou, datt d'Europäesch Gemeinschaft deem Land ganz vill geholef huet. Esou ass zum Beispill op enger Konferenz zu Paräis, wat déi zweet fir dat Land war, décidéiert ginn, deem Land 4,4 Milliarden Dollar zoukommen ze loossen, fir haaptsächlech déi öffentlech Infrastrukturen ze restrukturéieren. Wat Lëtzebuerg ugeet, hu mir relativ wéineg Handel mat deem Land.

Ech géif Iech dann nach e bësse vun Algerien zielen. Dat wat am Libanon eriwwer ass, ass an Algerien zanter 10 Joer amgaangen. Dir braucht d'Zeitung nëmmen opzemaache fir ze wëssen, wat an Algerien lass ass an ze wëssen, datt mer eis do an enger Situatioun vu grousser Spannung befannen. Virun allem ass et e grousse soziale Malaise, Malaise, deen immens grouss ass. Dee gëtt u sech gefiddert duerch een immens héije Kafkraaftverloscht, Kafkraaft, déi sech an de leschte Jore praktesch halbéiert huet.

Awer datselwecht wat am Libanon ass, ass och an Algerien. De Service public ass praktesch null um Niveau vum Transport, vum Elektreschen, vum Waasser, vum Telefon. Alles dat, wat d'Leit bluttnéideg brauche fir ze liewen. Et ass och eng Wunnengsnout do an de Mëttelstand ass amgaang ze verarmen.

Virun allem huet Algerien e Problem, deen aner Länner net esou hunn, dat ass den demographeschen Drock, dat heescht, d'Entwécklung vun der Populatioun geet méi séier wéi déi vum Produit brut intérieur an deem Sënn, dass 70% vun de Leit, déi an Algerien sinn, manner wéi 30 Joer hunn. Dat ënnersträicht ëmsou méi d'Wichtegkeet vun dësen Accorden. Dat geet awer net duer. Dobäi koum och nach d'Situatioun an der Kabylie. Ech weess elo net wéi den däitschen Numm dofir ass. D'lescht Joer gouf et och nach en Äerdbeben, wat d'Situatioun net besser gemaach huet.

Deem alles versicht natierlech d'Regierung entgéintzewierke mat engem Programme de relance économique, e Programm, deen immens héich Investitiounskäschte mat sech bréngt. Et stellt sech natierlech d'Fro wéi dat bezuelt gëtt. Dat kann an Algerien nëmme bezuelt gi mat de Pëtrolsrecetten, well d'Pëtrolsrecetten ëmmerhi 65% vun de budgetäre Recetten ausmaachen. Esou rechnen d'Algerier dermat, dass de Präis vum Pëtrol relativ héich bleift.

Och um internationalen Niveau war Algerien a kenger gudder Situatioun, mol net an der eegener Regioun vum Maghreb, wou déi Leit sech relativ schlecht ënnerenee verdroen, virun allem Algerien mat dem Marokko. Zënter de President Bouteflika do ass, gëtt versicht Algerien awer um internationalen Niveau erëm zréckzebréngen a säin Image ze verbesseren. Sou huet Algerien zum Beispill an dësem Moment d'Présidence vun der OUA, der Organisatioun vun den afrikanesche Staten. De President Bouteflika versicht dann och mat den Amerikaner an d'Gespréich ze kommen, a versicht och den Antrëtt an d'OMC. Ob säi Wierke fir hien Erfolleg huet, wäert sech deemnächst erausstellen, well den 8. Abréll si Presidentewahlen, wou den Här Bouteflika sech dann deene Wahle stelle muss.

Wann ech Iech dat alles esou zielen, souwuel déi politesch wéi déi wirtschaftlech Situatioun, an et weess een, dass dat alles sech op der viichter Dier vun der Europäescher Gemeinschaft ofspillt, da kënnen eis, mengen ech, déi Spannungen net egal sinn, déi ëmmer erëm an deene Länner do sinn oder ëmmer erëm optrieden, an dofir schéngt et mir néideg an och wichteg ze sinn, dass d'Europäesch Gemeinschaft an dësem Kooperatiounskader fir eng Situatioun vu méi Stabilitéit a Fridden an dëse Länner sech asetzt. Dat Ganzt dréit natierlech och dozou bäi, dass dës Länner kënne moderniséiert a restrukturéiert ginn, wat emol d'Viraussetzung fir eng Normaliséierung vun hirer Situatioun ass.

Well dat fir eis a fir d'Europäesch Unioun esou wichteg ass, géif ech Iech an deem Sënn dann och bieden Ären Accord zu dësen dräi Accorden ze bréngen. Ech géif dat och am Numm vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei maachen, an Iech merci soe fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Claude Wiseler agedroen. Den Här Wiseler huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Här President, just ganz kuerz fir ze soen, dass den Här Calmes den Exposé iwwert den Inhalt vun den Accorden esou detailléiert gemaach huet, dass et dozou näischt ze soe gëtt. Op där anerer Säit huet e souwuel déi politesch wéi déi ekonomesch Situatioun vun

deene betraffene Länner, Chile, Algerien a Libanon, genauestens beschriwwen. Ech wëll dat net nach eng Kéier maachen.

Ee Wuert wéilt ech just dozou soen, dass d'Charakteristik vun deenen Accorden, déi vun der Europäescher Unioun mat deene Länner gemaach ginn, ëmmer déi ass, dass et Accorde sinn, déi méi wäit gi wéi just dat Wirtschaftlecht, dat Ekonomescht. Si gi méi wäit, well se och nach de wirtschaftlechen Deel, den technologeschen Deel, d'Kultur, d'Informatioun an d'Educatioun mat eranhuelen. Dat ass wesentlech, mä si installéieren och, an dat ass och en essenzielle Punkt, ëmmer de politeschen Dialog tëschent der Unioun engersäits an deene betraffene Länner anerersäits.

Wat besonnesch wichteg ass un deenen Accorden hei, haaptsächlech déi zwee Accorde mat Algerien, dem Libanon, dass et sech ëm Länner handelt, déi ronderëm dat Mier leien, wou e groussen Deel vun der Kulturgeschicht vu ganz Europa geschriwwen ass. Länner, déi eis also net kënnen indifferent sinn, souwuel kulturell net indifferent engersäits, an op där anerer Säit selbstverständlech politesch och net indifferent, well se an eiser Noperschaft leien a well mer dofir direkt eng Influenz an direkt eng Responsabilitéit drop hunn. Dofir ass et wichteg, dass an deenen Accorden net nëmmen den ekonomeschen Deel mä och dee ganze Friddensdialog, dee mir mussen hikréien, och dra besteet, an dass och déi Problemer, déi eis direkt concernéieren, wéi Réadmissiounsklauselen an ähnlecher, an dësen Accorden direkt beinhalt sinn.

Aus deene Grënn an aus all deenen anere Grënn, déi den Här Calmes schonn erkläert huet, gëtt selbstverständlech d'CSV-Fraktioun hiren Accord zu dësen dräi Accorden.

Merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Ech kommen op d'Tribün, ech si méi no wéi den Här Wiseler!

Här President, loosst mech mat deenen zwee Accords euro-méditerranéens ufänken. Ech fannen se ganz wichteg. Wa mer Erweiterung diskutéieren, froe mer ons ëmmer wéi wäit Europa geet. Mir wëssen, dass Länner wéi Algerien, de Libanon, anerer ronderëm d'Méditerranée eigentlech zur Wéi vun Europa gehéieren.

Selbstverständlech denke mir jo net dru fir d'Europäesch Unioun op déi aner Säit vun der Méditerranée ze erweideren, mä déi Accorden hei sinn op jidde Fall den Ufank fir ze weisen, dass een net onbedéngt d'Europäesch Unioun all Kéiers muss mat neie volle Memberen erweideren, mä dass ee vill aner Forme vu Kollaboratioun a vu Partenariat kann hunn, fir mat Länner als Europäesch Unioun zesummenzeschaffen a se enk un een ze bannen.

Déi zwee Accorde mat dem Libanon a mat Algerien beweisen dat, sou wéi zum Beispill och den Accord mat Israel, dee mir jo scho méi laang hunn. Et gëtt also eng ganz Partie Forme vu Partenariat, déi d'Europäesch Unioun kann entwéckelen. Déi zwee Accorde mam Libanon a mat Algerien si jo an där Hisiicht besonnesch interessant, well et Länner sinn, déi eng ganz schwiereg Situatioun haten, an och nach hunn, ënner anerem Algerien, a well jo Algerien mat Frankräich ganz enk Relatiounen huet, an och vun Algerien no Frankräich eng ganz Partie Aarbechtskräfte kommen.

Do si mir mat Problemer vun Immigratioun befaasst, an dofir ass deen Accord mat Algerien ganz besonnesch interessant, well en e ganzt Kapitel iwwer juristesch Problemer enthält. Et ass mat Algerien en Accord de réadmission ausgehandelt ginn, dee wichteg ass am Kader vun enger geregelter Immigratiounspolitik vun der Europäescher Unioun. Also Immigratioun vun Drëttlänner an d'Europäesch Unioun, d'Méiglechkeet vu Réadmissioun an déi Länner, d'Méiglechkeet och vun engem Accord tëschent Algerien an der Europäescher Unioun mat États tiers fir déi Réadmissioun. Méiglechkeet op déi Manéier och wirtschaftlech Algerien ze hëllefen, an dann och d'Immigratioune méi op eng normal Grondbasis souwuel fir déi eng wéi fir déi aner ze setzen.

Datselwecht gëllt och fir de Libanon, wat e klengt Land ass, wat duerch d'Geschicht extrem fragiliséiert ginn ass, bal verschwonnen ass, an haut nach ënnert enger friemer Herrschaft besteet. De Libanon war jo ganz laang e fantastescht Land, wat seng Kultur ugeet, seng Wirtschaft ugeet, seng Liewensfreed ugeet, an dat Land ass vum Krich, eigentlech vum Biergerkrich, zerstéiert ginn. Et ass dofir wichteg, dass mer och iwwert de Programm MEDA hëllefen, esou vill wéi méiglech do erëm opzebauen.

Den Accord d'association tëschent der Europäescher Unioun an dem Chile ass och e ganz interessanten, étant donné déi Vergaangenheet vum Chile. Mir hu jo och selwer als Lëtzebuerger ganz staark Relatioune mat dem Chile. Mir hunn Chilenen opgeholl, wéi de Salvador Allende 1973 gestierzt ginn ass vun enger rietsextremer Militärjunta. Mir wëssen, dass dat Land laang Zäit gebraucht huet, fir doriwwer ewechzekommen, an haut nach net ganz doriwwer ewech ass. De Fall Pinochet, dat war 2002. Dat ass also eng Vergaangenheet, déi dat Land nach ëmmer poursuivéiert, an ech fannen et scho wichteg, dass dee Partenariat, deen d'Europäesch Unioun mat Südamerika an de Caraïben développéiert, dass mer ons do ganz besonnesch interesséiere fir deen Accord mat Chile, well dat e Land ass, wat och nach ëmmer um Opbau ass, wat och nach ëmmer seng demokratesch Institutioune wëllt opbauen a seng wirtschaftlech Prosperitéit festegen.

An där Hisiicht, mengen ech, komme mer wierklech net derlaanscht fir esou Accorden tëschent der Europäescher Unioun an esou Länner ze ënnerstëtzen, op déi Manéier och de Réseau vun Accorden, deen d'Europäesch Unioun an der ganzer Welt développéiert, auszebauen. Well ech mengen d'Europäesch Unioun ass jo e Wirtschaftsris mat 450 Milliounen Awunner an esou e Wirtschaftsris muss eng Influenz an der Welt hunn. An déi Influenz ass net mënnen eng imperialistesch, et ass eng fir den anere Länner ze hëllefen, fir déi Wäerter, déi mer gemeinsam hunn, op déi Manéier ze développéieren, an dofir sinn ech wierklech ganz frou fir den Accord vu menger Fraktioun zu dësen Accorde ze bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Et ass kee Riedner méi agedroen. Da géinge mer d'Wuert un d'Madame Minister ginn.

(Interruption)

Ah! Den Här Jacques-Yves Henckes freet d'Wuert nach.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt och e puer Commentairë maachen zu deenen Accorden. Déi datéieren alleguerte vum Joer 2002, an ech bedaueren ëmmer wa mer esou Accorden esou spéit hei an d'Chamber kréien. Dat ass net onbedéngt de Feeler vun der Regierung, mä et ass och oft de Feeler vum Conseil d'État, an et ass awer bedauerlech, datt d'Accorden esou laang Zäit brauchen ier se duerch d'Chamber ginn, an datt mer deen Abléck meeschtens eent vun de leschte Länner sinn, dat esou Accorde ratifizéiert.

Déi Accorde si wichteg fir déi Relatiounen tëschent Lëtzebuerg an den aneren arabesche Länner aus dem Mëttelmier kënnen op geregelt Bunnen ze bréngen. Et gehéiert zu deenen Accorden, déi am Kader euro-méditerranéen ausgehandelt gi sinn. An den drëtten Accord, deen huet mat dem Chile ze dinn. Mä ech wollt speziell op ee Punkt hiweisen, dat ass, datt mer hei an all deenen Accorde virgesinn hunn, datt am Fall vun illegaler Immigratioun, am Fall wou Asylanten déboutéiert ginn, datt et deen Abléck Accords de réadmission gëtt. Dat ass e wichtege Faktor, well mir kënnen net op där enger Säit mat deene Länner gutt Relatiounen hunn an hinnen hëllefen, an op där anerer Säit wiere si net d'accord fir hir Ressortissanten, déi net hei an onst Land iwwert déi legal Weeër erakomm sinn, zréckzehuelen.

Ech bedaueren effektiv, datt déi Accorden, déi mer haut virleien hunn, net éischter gestëmmt gi sinn, well dat hätt der Regierung an notamment dem Justizminister et e bësselche méi liicht gemaach, wann en hei Leit huet, déi vun allen Instanzen déboutéiert gi sinn, wat hir Asylunträg ugeet, wann e se deen Abléck hätt kënnen an hir Heemechtslänner zréckféieren. Dat war bis elo net de Fall mat verschiddene vun deene Länner, an dofir menge mer, datt mer hei e wichtege Schratt maachen an déi gutt Richtung, och fir den Dialog mat deene Länner aus Algerien, dem Libanon ze verbesseren. Mir begréissen och deen Accord vum Chile, an dofir den Accord vun der ADR-Fraktioun zu deenen dräi Gesetzesprojeten.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Sou, d'Wuert huet elo d'Madame Ausseminister Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Merci, Här President. Ech ka mech de Wierder vum Här Wiseler nëmmen uschléissen, dass de Rapporteur, den Emile Calmes, wierklech en excellentë Rapport iwwert déi dräi Projete gemaach huet. Hien huet all Facetten ugeschwat an analyséiert an ech kann em dofir am Numm vun der Regierung nëmme merci soen.

Mat der Ratifikatioun vun deenen dräi Accorde setze mer eis direkt an déi Politik, déi ech vidru verschid hunn ze definéieren. Hei iwwerhuele mer eis Responsabilitéit, fir dass mer och an der internationaler Communauté e verantwortungsvolle Partner sinn an domat eben och e respektéierte Partner kënne sinn. Dofir soen ech all deenen, déi den Accord heizou ginn an der Chamber, am Viraus merci.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikele vun deenen dräi Projeten a stëmmen iwwer een nom aneren of.

Fir d'éischt de Projet 5228.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir stëmmen elo of iwwert de Projet 5228.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet 5228 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer (par M. Marc Zanussi), Georges Wohlfart (par Mme Mady Delvaux-Stehres) et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera (par M. Robert Mehlen), Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer zur Lecture vum Projet de loi 5247.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Da stëmme mer elo of iwwert de Projet de loi 5247.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Jean Asselborn), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Georges Wohlfart (par Mme Mady Delvaux-Stehres) et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera (par M. Robert Mehlen), Gast Gibéryen (par M. Fernand Greisen), Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer un dee leschte Projet, de Projet 5291.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir stëmmen also elo of iwwert dee virleiende Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes (par M. Théo Stendebach), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Georges Wohlfart (par Mme Mady Delvaux-Stehres) et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera (par M. Robert Mehlen), Gast Gibéryen (par M. Fernand Greisen), Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn dann um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Moien a fänkt um néng Auer un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.30 heures)

www.avenir-europe.lu
de Lëtzebuerger Site
iwwert den EU-Konvent

MERCREDI, 24 MARS 2004

43E SÉANCE

Présidence: M. Jean Spautz, Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications
2. Débat sur la politique étrangère

Au banc du Gouvernement se trouve Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre.

(Début de la séance publique à 9.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communications

Ech wollt d'Chamber drop opmierksam maachen, dass gëschter d'Madame Ausseminister de Projet de loi 5316…

(Interruption)

D'Sitzung ass amgaang!

…, en Zousazprotokoll vun der Konventioun iwwert den Dateschutz, um Greffe vun der Chamber déposéiert huet.

Haut de Moie steet op eiser Dagesuerdnung d'Debatt iwwert d'Aussepolitik. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgehalen an et si schonn ageschriwwen: déi Häre Wiseler, Asselborn, Helminger, Gibéryen, Bausch, Urbany a Fayot. Als éischte Riedner ass den Här Claude Wiseler agedroen. D'Wuert huet den Här Claude Wiseler.

2. Débat sur la politique étrangère

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et sinn esou an der Geschicht Momenter, wou een d'Impressioun huet, dass d'Welt méi séier dréint, dass d'Geschicht sech e wéineg iwwerschléit, dass och d'Wouerechten, déi vläicht virun enger Rei Joren nach richteg waren, haut amgaange sinn ze changéieren, haut amgaange sinn anescht ze ginn.

Et si Momenter, wou een och d'Evenementer, déi een op den Tëleeë gesäit, déi een ëmmer wait ewech gefillt huet, méi no spiert, d'Répercussiounen direkt op sech selwer spiert. Et sinn och Momenter, wou een d'Impressioun huet, wéi wann d'Geschicht géing kënnen en Hick kréien, wéi zum Beispill an der europäescher Geschicht, déi an deene leschte Jore gelaf ass, déi awer bei der leschter CIG gehickt huet. An et si Momenter wou een eppes wat gëschter wouer war, haut vläicht och aneschters gesäit; déi ganz Sécherheetssituatioun vun der Welt ass net méi déi, wéi se nach virun zwee, dräi Joer war. An ech denken, dass mer an esou engem Moment liewen.

Elo kann ee soen, d'Aussepolitik bleift spannend. Mä ech denken, dass deen éischter schlecht gewieltenen Terme an dësem Fall awer probéiert d'Komplexitéit vun der Situatioun an der Welt erëmzeginn, en ënnerstraicht dach, wéi och 15 Joer nom Fall vun der Berliner Mauer d'Geschicht sech dynamesch an onberechenbar weiderentwéckelt. Déi, déi 1989, an an de Joren duerno, d'Enn vun der Geschicht nom Fall vum gréissten Deel vum Kommunismus ausgeruff haten, goufen einfach Lige gestrooft. Geschicht fënnt och 2004 nach all Dag statt queesch uechtert d'Welt - an dat wäert och esou bleiwen. E perspektivesche Bléck iwwer eise Planéit a sengem aktuelle politeschen Zoustand, beleet dëst op däitlech Manéier.

A Spuenien hunn den 11. Mäerz bal 200 Leit hiert Liewe wahrscheinlech duerch den islamisteschen Terrorismus verluer. Deen Terrorismus, dee sech elo och um ale Kontinent mat sengem schreckleche Gesiicht ageschlach huet, mécht néierens Halt. En ass zu enger dominanter Gréisst an der Ausriichtung vun aussepoliteschem Handle ginn: an Europa, an Amerika, an Asien, an Australien. D'Ausmooss vun dësem Phenomeen ass nach net vollstänneg kloer, mä tëschent New York, Bali a Madrid iwwer ongezielten aner Statioune vu Mord an Zerstéierung uechtert d'Welt, léisst déi bluddeg Spuer, déi en hannerléisst, op e formidabele Géigner schléissen, deem déi ziviliséiert Welt sech vis-à-vis gesäit.

Op enger anerer Plaz, an Israel, huet d'Arméi hir Vernichtungsschléi géint d'Leadere vun der Hamas-Bewegung fortgesat. Wéi och ëmmer een zu dëse Schléi vun Israel steet, muss ee wuel festhalen, dass se als Retorsioun wäerten neien Terrorismus no sech zéien an den Noen Oste kënnt net zur Rou. Dat kann Europa net egal sinn, also kann et och Lëtzebuerg net egal sinn. Et geet hei och ëm eis Sécherheet an de Fridden um ale Kontinent.

An Taiwan huet déi gelueden Atmosphär, an där d'Presidentewahl stattfonnt huet, zu enger Radikaliséierung vum politeschen Discours gefouert. De Status quo, wéi mer en zënter Jore kennen, riskéiert an nächster Zäit a Fro gestallt ze sinn. Dëst géif bedeiten, dass Reaktioune méiglech wären - d'EU-China-Politik gëtt deemno net manner kompliziéiert.

Am Iran huet d'Reaktioun nees zougeschloen, wéi de Wiechterrot der grousser Majoritéit vun de Reform orientéierte Kandidate fir d'Parlamentswahl d'Kandidatur verbueden huet. Dat neit Parlament representéiert domat a kengster Weis dee wierklech geeschtegen Zoustand vum Land. Dës Tatsaach ass am Kontext vun de weidere Relatioune mam Iran am Kader vum kriteschen Dialog ze berücksichtegen.

Australien ass amgaang säi Verteidegungsbudget am grousse Mooss ze erhéijen. Déi militäresch Capacitéit, déi Canberra amgaangen ass opzebauen, entsprecht net méi där éischter neutralistescher a pazifistescher Haltung an der Weltpolitik, déi de fënnefte Kontinent zënter dem Enn vun dem Vietnamkrich ageholl huet. Australien fillt sech bedrot a reagéiert op déi ambiante Menace. Japan praktizéiert de Moment Ähnleches, d'Zäite vum quasi institutionaliséierte Pazifismus op der westlecher Säit vun dem Ozean schéngen eriwwer ze sinn.

Dësen Tour iwwert de Globus weist, dass d'Weltpolitik am Mäerz 2004 net gemittlech iwwer roueg Welle gleet, mä sech méisam iwwer Bockelpisten amgaangen ass ze quälen. Dee globale Fridden, dee viller sech nom Enn vum sowjetesche Kommunismus erhofft haten, aus ausbliwwen. De Géigner vun der Zivilisatioun, der Demokratie an der Toleranz ass haut kee staatleche méi, mä e konzeptuellen. Nach besser gesot, sinn et e puer konzeptuell Feinden, deene mer géigeniwwer stinn a well se net méi kënnen um Territoire vun dësem oder deem Stat festgemaach ginn, si se terribel schwéier ze lokaliséieren an ze erfaassen.

Mir hunn ze di mat Terrorismus, an éischter Linn mat deem islamisteschen; mir hunn ze di mat ëmmer schlëmmerer Aarmut a wäiten Deeler vun der Welt, a virun allem a Schwaarzafrika, wou sech en humanen Drama vun engem Ausmooss ofspillt, dat et nach net gouf, a mir hunn ze di mat enger zouhuelender Konfliktualiséierung vu verschiddenen tëschestaatleche Relatiounen. Et ass och de Véiereck Aarmut-Perspektivlosegkeet-Haass-Terrorismus, deen d'Weltpolitik an hire prägenden Elementer zu dësem Zäitpunkt encadréiert.

Här President, ech wäert mech spéider a menger Ried nach méi agoend mat de Virgäng an der Welt, an dem lëtzebuergeschen Ëmgang domat, beschäftegen. Deen Tour duerch déi spezifesch lëtzebuergesch Aussepolitik, dee mer all Joer an der Chamber maachen, fänkt awer klassecherweis an Europa un. Ech wëll mech och dëst Joer un déi Regel halen, net zulescht, well d'Lëtzebuerger Aussepolitik e Phenomeen ass, dee sech an éischter Linn duerch Europa artikuléiert.

Den 1. Mee emfänkt d'Europäesch Unioun zéng nei Memberen. Datt d'Erweiderung vun 2004 eng historesch ass, gouf esou dacks gesot, dass dës Formule scho bal eng Plattitüd ginn ass. Den inflationäre Gebrauch vum Terme „historesch" a vollëg onhistoreschen, fir net ze soe banale Kontexter, huet dozou gefouert, dass mer allem, wat soll historesch a sengen Ausmoossen oder senger Bedeitung sinn, éischter skeptesch géigeniwwer stinn. Mä d'Erweiderung no Osten, bis op den Territoire vun der fréierer Sowjetunioun, ass en historesche Moment, esou eppes kënnt nëmmen eng Kéier an der Geschicht vir a se geet am Fong op den Usproch vun de Begrënner vun der Europäescher Unioun zréck, déi de ganze Kontinent wollten a Fridden a Fräiheet eenen.

Iwwert d'Bedeitung vun der Osterweiderung ass scho vill geschwat ginn, an och ech selwer hu mech zu deem Thema jo schonn e puermol hei op dëser Plaz exhaustive ausgelooss, sou dass ech dat haut emol ausklammeren. Net ausklammeren - well dat net kann ausgeklammert ginn - wëll ech awer d'Regierungskonferenz an de konstitutionelle Prozess vun der Unioun, deen duerch d'Erweiderung op 25 Memberen, dréngend noutwendeg gouf.

Och zum Thema Konvent a Verfassung ass scho vill gesot ginn, an och zu deem Thema wëll ech mech elo net selwer widderhuelen. Am Résumé dofir, just dat heiten: D'Viraarbechte vum Konvent a Richtung europäesch Verfassung sinn dat, wat se sinn. D'Regierungskonferenz ënner italienescher Présidence ass gescheitert a mir wëssen zu dësem Zäitpunkt net, wéini an ënner wéi engen Ëmstänn Europa eng Verfassung wäert kréien.

Eigentlech e ganz traurege Constat, deen, deen ech elo grad gemaach hunn, zum Zäitpunkt wou mer der Europäescher Unioun territorial eng nei Dimensioun ginn, wou mer also quantitativ e wichtege Sprong no vir maachen, si mer onfäeg, där quantitativer Erweiderung dee qualitative Kader ze ginn, dee se verdéngt. An dat Trauregst un der Geschicht ass, dass och där Staten, déi ereischt den 1. Mee bäitrieden, vill méi dréngend un institutionellem Gerechens interesséiert sinn, wéi un der quantitativer Verdéiwung a Virbereedung vun der Unioun - domat hunn ech net nëmme Polen gemengt, mä virun allem Polen.

Elo huet Spuenien deemnächst eng nei Regierung; an zwar eng sozialistesch. Déi Feststellung huet jo och den Här Asselborn schonn zu rhetoreschen Héichflig inspiréiert - déi mech hierno nach wäerte kuerz beschäftegen. Just elo esou vill. Ech wëll dem Här Asselborn soen, Spuenien, wéi hie gesot huet, ass net gefall, wéi Dir op de Welle vu Radio an Tele Lëtzebuerg viru kuerzem verbreet hutt.

(Interruption)

Spuenien war a kengem Krich, Spuenien war net belagert, Spuenien huet keng Invasiounen erlieft.

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- Ech hu gesot, den Här Aznar ass gefall!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Jo, dat ass datselwecht.

Wat ech wollt soen, dat ass, dass déi Terminologie hei vum Falen eng falsch Terminologie ass. Dir hutt gesot, och Italien mam Här Berlusconi wäert falen, dat ass d'Terminologie an ech zitéieren texto, wann Der wëllt en Text zitéiert kréien: „…och an England - dat hoffen ech -, dass do Labour intern erëm e Prozess duerchleeft, wou politesch Hygiène erëm hiergestallt gëtt."

Also wann een an der Innenpolitik méi ruckelzeg ka sinn, da ginn et, mengen ech, an der internationaler Politik Regelen an e Sproochgebrauch. An dat doten, mengen ech, kann een net iwwer auslännesch Premierë soen. Domat disqualifizéiert ee sech, wann ee wëllt um internationale Parquet danzen!

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- Dann huelt Dir den Här Berlusconi a Schutz!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech huelen net den Här Berlusconi a Schutz, Här Asselborn. Ech soen Iech, wat ech iwwert déi Wierder halen, déi Dir gebraucht, wann Der vun auslännesche Premierë schwätzt.

Datt Spuenien eng nei sozialistesch Regierung kritt, bedeit wuel d'Enn vun der Allianz tëschent Madrid a Warschau fir den onbedéngten Erhalt vun der Stëmmegewiichtung an den Ofstëmmungsprozeduren, déi de Vertrag vun Nice virgesäit.

Et ass ze hoffen, wéinst der europäescher gemeinsamer Saach an net wéinst iergendwelleche Parteiaffinitéiten, datt doduerch den Débat sech entkrampft an eng anstänneg produktiv an Europa orientéiert CIG méiglech gëtt, an dat esou séier wéi méiglech.

Hei geet et nämlech ëm d'Wiese vun Europa, Här President. Eng Unioun, déi sech substanziell erweidert, ouni awer fäeg ze sinn, sech zum selwechte Moment och ze constitutionnaliséieren, verkënnt zu enger Luxusfräihandelszon. Et muss Lëtzebuerg dru geleeë sinn an et ass Lëtzebuerg dru geleeën, déi politesch Handlungsfäegkeet vun der Unioun ze erhalen an eigentlech mol fir zerguttst hierzestellen. Institutionell Blockade kann eng Unioun, déi an Europa an an der Welt wëllt eescht geholl ginn, secht net leeschten, net méi haut wou d'Europaër erwaarden, datt Europa en eppes gëtt, wat hir eenzel Staten net kënne ginn.

Ob mer elo eng duebel Majoritéit mat 60% oder eng mat 55% schafen, wéi déi iresch Présidence suggeréiert huet, ass am Fong net esou séier e Problem fir Lëtzebuerg. Mir sinn an alleréischter Linn drun interesséiert, datt mer virukommen. Datt Europa beschlossfäeg gëtt an et dann och bleift. An datt mer endlech nees zu de politeschen Inhalter kënne kommen, nodeems mer eis méintelaang mat prozeduralen Trivialitéiten opgehalen hunn.

Domat mécht d'Unioun sech bei de Leit lächerlech. An iwwregens net nëmme bei de Leit an Europa, bei den europäesche Bierger, mä och an der Welt. Op jidde Fall bei deenen, déi d'Evolutioun vun der Unioun nach verfollegen an de Sujet net schonn als belanglos ofgehaakt hunn.

Lëtzebuerg ass ee vun deene Staten, déi an der Unioun a mat der Unioun wëllen am politesche Sënn weiderkommen. Wann dat sech mat där ganz aktueller Unioun sollt als onméiglech erweisen, an nëmmen dann, kann een zu verstäerkte Kooperatiounen tëschent deene Memberstate kommen, déi wëlle méi wäit goe wéi de globale Konsens zouléisst. Vun deenen also, déi méi Aussen- a Sécherheetspolitik wëllen, déi méi Sozialpolitik wëllen, déi méi Forschungspolitik wëllen an esou weider.

Ech hunn et schonn e puermol gesot: Fir mech sinn d'Coopérations renforcées keen Idealzoustand, well se féieren zu enger totaler symetresch fonctionnéierender Unioun. Mä wann et wierklech net anescht ass, da sollten awer wéinstens déi Staten, déi den europäesche Projet voll inhaltlech eescht huelen, och entspriechend handelen.

Et gëllt fir mech a meng Fraktioun, datt mer dat net ustriewen, mä datt mer et schlussendlech awer nach ëmmer der definitiver gemeinsamer Handlungsonfäegkeet largement virzéien. Verstäerkt Kooperatioune mussen eng oppen an accessibel Affär sinn. Wa scho kee konzeptuellen Zusammenhalt an der Unioun méi sollt méiglech sinn, da brauche mer och kee geographeschen tëschent deenen, déi sech am konzeptionelle Weiderschreiden eens sinn. Da kënnen dann e puer Grënnerstaten zesumme mat neie Memberen, déi jo net alleguer d'selwecht sinn, just well se nei an der Unioun sinn, sech zesummendi fir weiderzekommen.

Wichteg ass, datt ëmmer déi gréisstméiglech Zuel vu Memberstate bei enger Coopération renforcée derbäi sinn. Datt se fir méi spéit Beruffener weiderhin op bleift an datt hiert Virgoen novollzéibar ass fir déi, déi Intérêt dorunner hunn, ouni vun Ufank u matzemaachen. Nëmmen esou ka vun de Coopérations renforcées déi Signal- a Matzéiwierkung ausgoen, déi mer mussen ustriewen, fir datt dës Kooperatiounen hir Roll als Pionéier kënnen erfëllen. Pionéier, déi e Wee weisen, deen zu gudder Lescht awer vun alle Memberstate beschratt gëtt.

Mir brauchen dann och als klengt Land an der Unioun an als Member vun der Benelux-Kooperatiounstruktur, innerhalb vun där mer eis generell och an der Unioun bewegen, nei Alliéierter, fir se mol esou ze nennen. De Benelux geet als allengege Referenzkader zur politescher Ofstëmmung an der erweiderter Unioun net méi duer. Selbstverständlech solle mer a musse mer déi strategesch Kooperatioun mat Belgien an Holland bäibehalen, mä mir sollte parallell mat de Kolleegen aus deenen zwee Länner no neie Konsultatiouns- a strategesche Partner sichen. Dat mussen net ëmmer déiselwecht sinn an et sollen net lauter Klenger sinn. Mä am Sënn vun enger, ech nennen et mol „beneluxianescher" Gestaltung vun der europäescher Politik, sollte mer eis Propositiounskraaft op méi e breede Sockel stellen. Dat déngt Europa an et déngt eis an Europa.

Här President, am éischten Hallefjoer 2005, also a gutt néng Méint, iwwerhëlt eist Land d'Présidence vun der Europäescher Unioun. Méiglecherweis fir d'lescht, well esou semestriell Présidencen am Prinzip net wäerte bäibehale ginn an éischter méi stabil Virsëtzer vun deene verschiddene Kompositioune vum Ministerrot wäerten an d'Liewe geruff ginn, wéi de Verfassungsprojet et einstweilen emol virgesäit. Mir hunn also d'nächst Joer net nëmmen nees eng Kéier d'Présidence, sou wéi och 1985, wéi mer den Acte unique ënner lëtzebuergescher Presidentschaft ausverhandelt hunn, oder 1991, wéi de

Vertrag vu Maastricht ficeléiert gouf, an 1997, wéi d'europäesch Beschäftegungsstrategie ënnert Lëtzebuerger Inspiratioun geschloss gouf.

De Succès vun eise vergaangene Presidentschaften, verbonne mat der Tatsaach, datt déi semestriell Rotatioun an dëser Saach méiglecherweis wäert ofgeschaaft ginn, muss eis dozou inspiréieren, nach eng Kéier eng Présidence fäerdeg ze bréngen, déi Spuren hannerléisst; esou wéi Europa dat vu Lëtzebuerg gewinnt ass. Eis Présidence muss deementspriechend eng vun de Propositiounen an eng vun den Inhalter ginn. Net eng vun der Héichglanzrhetorik, obwuel déi näischt schuet, mä eng vun den Héichglanzleeschtungen, an dofir brauche mer Héichglanzleit.

Mir mussen dofir suergen, datt eis Diplomatie an all hiren Dimensiounen, am Ausseministère, an de Vertriedungen dobaussen an och an de Ministerien, déi europäesch Responsabilitéiten hunn, optimal kann agéieren. Dat bedeit net, datt se sollt méiglechst zréckhalend a méiglechst auswäichend handelen, wéi dat dacks vun der Diplomatie am Allgemenge gemengt gëtt, mä et bedeit, datt mer Leit mat Kompetenz, Iwwerzeegungskraaft an eegener Iwwerzeegung op all deene Plaze brauchen, wou d'Présidence ze agéieren huet.

Et ass en Opruff zur qualitativer Optiméierung vun eisem présidentiellë Personal, wat muss mat Selbstsécherheet a réckhaltlosem Engagement fir déi europäesch Saach um Kontinent, an doriwwer eraus, optrieden. Besonnesch all déi Leit, déi speziell fir d'Présidence dobäi rekrutéiert ginn, mussen dëse Credo droen. Et geet net drëms just op säin CV kënnen ze schreiwen, et wär een an der leschter Présidence dobäi gewiescht. Et muss ee weisen, datt een dru gleeft, datt ee wëllt während enger bestëmmter Zäit fir e bessert Europa schaffen.

Eng Présidence muss innerhalb vun den Institutioune kënnen esou optrieden, datt se wierkt an hiren Afloss op d'Evolutioun vun der europäescher Saach en déiwen an en dauerhaften ass. Mä eis Présidence soll och eng Geleeënheet sinn, fir iwwer Europa eraus an der Welt d'Idealer vun der Lëtzebuerger Aussepolitik ze populariséieren an d'europäesch Aussepolitik mat engem Lëtzebuerger Touch ze versinn, deen erkennbar a spezifesch ass.

Lëtzebuerg huet nach ëmmer d'Kooperatioun als e wichtegt Mëttel vu senger Aussepolitik betruecht. Eis zéng Zillänner vun der Kooperatioun, déi op dräi Kontinenter verdeelt sinn, si Partner vun eisem Land, och an den internationalen Organisatiounen, do wou de Concert vun alle Länner spillt. Eis Iwwerzeegung, datt Entwécklung déi beschte Preventiounspolitik géigeniwwer vu Krich an Terrorismus ass, an zwar iwwerall op der Welt, ass eng Iwwerzeegung, déi et derwäert ass, mat eisen europäesche Frënn a Partner ze deelen. Eis aner Iwwerzeegung, datt ee muss Sécherheet a Verteidegung am Verbond mat Kooperatioun zur Entwécklung gesinn, ass och e valable Leitfuedem fir eist Handelen un der Spëtzt vun der europäescher Aussepolitik, souwäit wéi se vum Conseil ofhänkt.

Während der Présidence, déi kënnt, musse mer eis an der Welt amëschen. Dëst ass eng Konditioun vun der Crédibilitéit vun Europa an der Welt an et ass eng Noutwendegkeet, wa mer wëllen eis europäesch Partner dovun iwwerzeegen, datt Lëtzebuerg och an Zukunft eng Kraaft an Europa ass, mat där ee muss rechnen. Zu enger inhaltlech verdéifter europäescher Politik, an de Beräicher Sozialpolitik a Lissabon-Prozess zum Beispill, mussen also während eiser Présidence eng Rei vun aussepoliteschen Impulser derbäikommen. Notamment deen, an ech breede mech net doriwwer aus, datt dat europäescht Friddensideal eent ass, wat Europa soll an d'Welt ausstrahlen, well et en universel an universal uwendbaren Ideal ass. Eent, wat iwwerall an der Welt ka gëllen a seng Wierkung zum Gudde vun de Leit entfale kann.

Dëst Friddensideal léisst sech transportéieren duerch eng Aussepolitik wéi déi Lëtzebuerger eng ass, eng nämlech, déi op Multilateralismus, Kooperatioun, Entwécklung a Friddenssécherung als normal Instrumenter vum aussepolitesche Wierke setzt. Esou zum Beispill mécht Lëtzebuerg den Junktim téschent Flüchtlingsaccueil an Entwécklungspolitik, téschent konkreter Hëllef zur wirtschaftlecher Verbesserung vun der Situatioun, do wou d'Flüchtlingen hierkommen, a Presenz vun eiser Arméi als stabiliséierende Facteur, während déi wirtschaftlech Hëllef soll gräifen. Genee dës Approche begéine mer zum Beispill um Balkan, a si ass do gradsou noutwendeg a praktikabel duerch Lëtzebuerg eleng, wéi se op ongezielten anere Plazen an der Welt noutwendeg a praktikabel ass duerch d'Europäesch Unioun. Eis Présidence ass eng eenzegaarteg Geleeënheet fir an Europa op esou eng Konzeptioun zu vernetztem Wierken an der Aussepolitik hinzeschaffen. Se ass onbedéngt ze notzen.

Här President, ech mengen och an ech si souguer dovunner iwwerzeegt, datt mer mussen eis Arméi weiderhin an zwar verstäerkt an der Fäegkeet erhalen, sech un europäeschen an internationalen Asätz fir de Fridden ze bedeelegen. Dat setzt um Bierg Professionalismus viraus an och d'Focalisatioun op dës oder déi spezifesch a spezialiséiert militäresch Fonctioun, déi der Lëtzebuerger Participatioun eng héich Qualitéit an eng grouss Unerkennung ka verléinen. Well mer un internationale militäresche Strukturen deelhuelen, kënnen a musse mer där Participatioun no Méiglechkeet eng Nues ginn, déi d'Faarwe vu Lëtzebuerg op militäreschem Plang mat positive Konnotatioune ka vertrieden.

Europa huet aussepolitesch Responsabilitéit. Et gëtt vill an ëmmer méi vun Europa erwaart, am Balkan zum Beispill, wat un eiser Dier läit, a wou mer mussen dës Responsabilitéit iwwerhuelen. Am Kosovo zum Beispill, wou d'EU onbedéngt méi Visibilitéit muss hunn, wou d'EU kee Büro zu Pristina huet. Wesentlech ass hei, datt esou schnell wéi méiglech d'Fro vum Status vum Kosovo geléist gëtt. Dës Fro steet 2005 un, en Datum, dee fir eis jo äusserst sensibel ass.

Ee Wuert fir och ze soen, datt eis Jongen dohannen a schwéiere Konditioune gutt Aarbecht maachen, an datt mer hinnen dofir u sech dankbar sinn. Si representéieren eist Land gutt.

Dat ass also de Kader vun enger Politik, déi an d'Welt soll ausstrahlen, an déi Lëtzebuerg an der Présidence vun der Europäescher Unioun soll promovéieren an zu enger europäescher maachen. Well an der Welt ass nach villes net esou wéi mer et gären hätten. Ech hu ganz am Ufank en Tour iwwert de Globus gemaach, fir op Problemstellungen opmierksam ze maachen, déi sech bidden, an déi op politesch Manéier mussen traitéiert ginn. Ech ginn net weider dorobber an.

Ech wëll awer just op en Thema agoen, dat eis am meeschte muss beschäftegen, well et dat ass, dat d'Leit a sech am meeschte beonrouegt an zwar dat vum internationalen, meeschtens vum islamisteschen Terrorismus. Dësen Terrorismus ébranléiert eis Gesellschaft an eist Gewëssen, well en esou ganz anescht ass, hien a seng Promoteuren, wéi mir a wéi dat wouru mir gleewen. Während mir hei an Europa, an Amerika, an Asien, an Afrika an an Australien eng Kultur vu Liewe praktizéieren, tolerant si visà-vis vu Leit, déi net ausgesi wéi mir, an net un deeselwechte Gott gleewen, ass den islamisteschen Terrorismus do anescht gepolt.

Hie praktizéiert eng Antikultur vun Doud a Vernichtung, vun der Zerstéierung a vun der Zersetzung. Ech wëll richteg verstane ginn. All Terrorismus ass verwerflech, héichgradeg verwerflech, mä et ass den islamisteschen Terrorismus, deen zu New York zougeschloen huet, zu Bali a wahrscheinlech zu Madrid, virdrun an Afrika, bei amerikanesche Botschaften, an op onendlech ville weidere Plazen, war et och dësen Terrorismus, dee gemort, gebrannt an zerstéiert huet. Déi Leit, déi him unhänken, déi e praktizéieren, denken anescht wéi mir. Si gleewe just un den Doud, un zerfatzte Kierper, un ausgebrannte Stroossen a Stied, un d'Annihilatioun vun deem wat déi westlech Zivilisatioun ass.

Loosse mir hei kee Feeler maachen. Mat islamesche Länner, mat enger Milliard friddleche Moslemen uechtert d'Welt ass dat selbstverständlech ze schwätzen, ze verhandelen, Handel ze dreiwen, Entwécklung ze gestalten, fir eng besser, méi gerecht a méi friddlech Welt ze schafen, mat hire Staten och, mat moslemesche Gleewegen zu Lëtzebuerg och, mä mat islamisteschen Terroristen net, näischt vun deem elo genannten, well dës Leit selektéiere sech genee un an hiren Aen eiser mangelhafter Resolutioun fir géint se virzegoen a ginn dovun aus, datt mer ze schwaach sinn, fir se Meeschter ze ginn, a genee do dierfe mer en net Recht ginn.

Mir sinn an der Flicht géintiwwer eis selwer, eise Matmënschen, eiser Geschicht, an eiser toleranter an oppener demokratescher Gesellschaftsform, fir dësem Terrorismus op entschlosse Manéier entgéintzetrieden. En dierf Europa, d'Vereenegt Staten an Australien, wou déi meescht vun deene Leit hierkommen, déi op Bali hiert Liewen un den Terrorismus verluer hunn, net als Geisel huelen.

Déi europäesch Justiz- an Innenministeren hunn elo e Pak arrêtéiert, deen de Conseil Affaires générales ugeholl huet, a mat deem op ëmfaassend Manéier den Terrorismus an Europa soll enttarnt, verfolleg at a seng Préparatioune gestrooft ginn. Dëse Pak musse mer ënnerstëtzen. Hien huet mat méi Informatiounsaustausch ze dinn, mat enger systematescher Kooperatioun téschent Polizei a Geheimdéngschter a mat konsequenter europawäiter Terrorpreventioun. Ech hoffen, datt dann, wa mer entspriechend europäesch Rechtsnormen ëmzesetze kréien hei an dësem Haus, mer och dann nach drun denke wat mir nom 11. September an nom 11. Mäerz gefillt hunn.

De President vun der Sozialistescher Partei, ech kommen nach eng Kéier op en zréck, mat deem ech mech eigentlech net wollt auseernee setzen, mä dee mat senge puer Aussoen een awer dozou verleet. Den Här Asselborn huet gemengt, datt den Terror eréischt duerch den Irak-Krich dezentraliséiert gi wär, an da bréngt hien déi krichsbevirwuertend Haltung och nach a Verbindung mat enger konservativer politescher Gesënnung, an en insistéiert an deenen Interviewen, déi e ginn huet, datt e Partido popular an d'CSV zesummen an der EVP sinn, an datt se Schwësterparteië sinn, wat richteg ass.

Wat awer falsch ass, datt ass iwwert déi Onentschlossenheet vun der lëtzebuergescher Regierung iwwer Joren ze schwätzen, a wat och falsch ass, dat ass hei d'Krichsgéigner an d'Krichsbefürworter an zwee parteipolitesch Lageren opzesplécken. Well wat ass dann de polnesche Premier wann net e Sozialist an de polnesche President, dee grad esou e Sozialist ass? Huet dee kee Secteur am Irak ze kommandéieren als Chef vu sengen Arméi, dee sech fein un d'Vereenegt Staten ugelehnt huet während dem Krich am Irak an duerno? Vum Här Blair brauch ech jo net ze schwätzen. Deen ass och an der Sozialistescher Partei, an den Här Chirac, ee vun deene gréisste Krichsgéigner, ass sécherlech net Sozialist. Et ass och net esou einfach als Situatioun, an et huet hei u sech näischt mat Parteipolitik ze dinn, déi Choixen, déi déi eng an déi aner geholl hunn.

Den islamisteschen Terror geet net eréischt op den Irak-Krich zréck. De Bin Laden war scho laang virdru vun alle Polizeie gesicht an den Terror ass net eréischt säit dem 20. Mäerz 2003 dezentraliséiert ginn. Déi Fro, déi sech stellt - dat huet elo näischt méi mam Här Asselborn ze dinn -: Wat soe mer den Affer vu Bali, wat soe mer hire Famillen? Wat soe mir den Affer vum World Trade Center? Datt mer eis elo solle ganz roueg verhalen, esou wéi wann eng gëfteg Schlaang géing engem iwwert d'Féiss glétschen, well wann ee roueg ass, se duerno fortgeet. De Problem ass jo net just den Irak-Krich, mä d'Tatsaach, datt e weltëmspaanend Netz vu Fanatiker existéiert, deenen näischt ausser hirer verkorkster Konzeptioun vun engem militanten Islam helleg ass, an déi d'Zerstéierung vun der Welt, wéi mir se kennen, wëllen.

Et geet net drëms, datt mer solle brav sinn an näischt maache wat d'Terroriste kënnt zu weideren Akte géint d'Zivilisatioun a géint d'Mënschheet bewegen. Net eis Akte stéiere se, mir sinn et, déi se stéieren. Eis Aart a Weis, eis Léift zum Liewen, eis Toleranz, eis Existenz u sech stéiert se. Virun esou Leit leeft een net fort. Esou Leit stellt ee sech entgéint. D'Attentater héieren ni op, wa mer den Terrorismus net un der Wuerzel paken. Glécklecherweis gëtt et vill Politiker, déi sech deem widdersetzen, vill Politiker vu ville politesche Faarwen. Esouwuel den Här Schily wéi den Här Sarkozy wéi de Lëtzebuerger Justizminister hunn hei d'Zoustëmmung zum Antiterrorpakt vun der Unioun ginn, an dee wäerte mer ëmsetzen. Well et ëm villes geet, ëm d'Liewen, ëm d'Fräiheet an ëm eng Gesellschaft, déi oppen an tolerant ass, an déi dat och bleift. Mir gi virun de liewensveruechtenden an zivilisatiounsbedroenden Terroristen net an d'Knéien.

Esou, Här President, ausnahmsweis behandelen ech elo net nach den Aussenhandel, bilateral Bezéiungen, d'UNO an aner international Organisatiounen, well éischtens ass dat wat ech d'lescht Joer an déi Jore virdrun zu deem Thema scho gesot hunn, nach ëmmer wouer, an zweetens gesinn ech déi Saachen eigentlech genau d'selwecht wéi d'Madame Ausseministe dat an hirer Deklaratioun an allem Detail ausgefouert huet.

Ech wëll domat da mat dëser Interventioun ophalen, an ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jean Asselborn agedroen. Den Här Asselborn huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, virun engem Joer an dräi Deeg sinn déi éischt Bommen op Bagdad gefall. Et huet ee Krich ugefaangen, dee wuel als dee schnellste Pyrrhussieg an d'Weltgeschicht wäert agoen. Näischt ass besser ginn op der Welt, just datt de Preventivkrich eng aner Qualitéit kritt huet, eng Qualitéit allerdéngs, déi net méi Fridden als Folleg huet, mä méi Fanatismus, méi Haass a méi Gewalt.

A well mer jo haut hei am Lëtzebuerger Parlament sinn, an och iwwert d'Lëtzebuerger Positioun an der Aussepolitik schwätzen, a well d'Madame Ausseminister Lydie Polfer de leschte Samschdeg op der Televisioun ganz kéng behaapt huet, d'Lëtzebuerger Regierung wier zënter Januar 2003 kloer am Camp vun de Krichsgéigner gewiescht, wëll ech hir hei ganz fein, mä gradesou determinéiert soen, datt een a wichtege Froen net flunkere soll, soss riskéiert ee bestrooft ze ginn.

Wann ee sech nämlech d'Méi mécht nozeliese wat den 30. Januar 2003 an dunn den 11. Februar 2003 hei an der Chamber vun der Lëtzebuerger Regierung a vun der CSV-DP-Koalitioun virum 20. Mäerz 2003, also dem Ufank vum Krich, verpasst ginn ass kloer zum Ausdrock ze bréngen, da muss een haut im Nachhinein nach ëmmer frou sinn, dass et an Europa Regierunge gi sinn, wéi déi däitsch, wéi déi franséisch, wéi déi belsch, déi de Courage haten am Virfeld, ech betounen am Virfeld vum Krich, neen ze soen zu enger Militäraktioun ouni Mandat vun der UNO, also jo ze soen zum Respekt virum internationale Recht.

Den 30. Januar 2003, Madame Polfer, huet d'Lëtzebuerger Regierung an d'CSV-DP-Koalitioun eng LSAP-Motioun verworf - a fir dass jiddereе se erëmfënnt, dee sech dofir interesséiert, et war d'Nummer 2, op der Säit 310 vum Compte rendu 8 vun der Sessioun 2002/2003 -, wou dës Lëtzebuerger Regierung opgeruff ginn ass der amerikanescher Regierung matzedeelen, dass se all militäresch unilateral Aktioun géint den Irak ënnerloosse sollt an d'Prinzipië vum internationale Recht ze respektéiere sinn, dëst am Kader vun der UN-Charta. D'Lëtzebuerger Regierung, d'CSV-DP-Koalitioun, huet refuséiert dëse klore Message den 30. Januar 2003 guttzeheeschen a si huet den 11. Februar 2003, also nom Januar 2003, nach ëmmer dat gemaach.

Eng kloer Linn an dëser Kapitalfro huet dës Regierung an dës Koalitioun net bezunn, bis endlech de 26. Februar 2003 d'Motioun vun der LSAP ugeholl ginn ass, déi de Respekt virum internationale Recht festhält. Dëst, Här President, nodeem hei zu Lëtzebuerg 15.000 Leit op d'Strooss gaange sinn, fir géint de Krich, dee sech ugebahnt huet, ze protestéieren a fir eng kloer Positioun och vun der Lëtzebuerger Regierung ervirzeruffen. Dass dës Lëtzebuerger Regierung net op d'Säit vun de Willige gefall ass, ass ouni Zweifel de Mérite vun all deenen hei am Parlament an och ausserhalb vum Parlament, déi ouni d'Apparate vun der Diplomatie an ouni all Dag mat den europäesche Regierungschefen ze telefonéieren, mä eenzeg an eleng mat hirem gesonde Mënscheverstand d'Wäitsiicht an och d'Klorsiicht haten, dass de Krich am Irak zur Katastroph féiere géif. 2002 haten dës Leit eng onméssverständlech Positioun scho géint dësen éischten, an a mengen Aen, historeschen, kapitale Feeler vum 21. Jorhonnert.

Här President, et muss ee sech ëmmer erëm froen, firwat dass d'Regierung aus dem groussen Amerika, an Dir hutt ganz Recht, Här Wiseler, och d'Regierung aus dem illustre Groussbritannien, an enger Zäit wou de Planéit Mars mat aller sophistikéierter Technologie vum 21. Jorhonnert erfuerscht ka ginn, den erbärmlechen Diktator Saddam Hussein am Irak net konnt stierzen ouni de risege militäreschen Opwand a mat dausenden Tonne Bommen op Bagdad a mat dausenden Affer.

Et muss ee sech och froen, Här President, wéi et méiglech ass, dass sou genannte Geheimdéngschter, déi Milliarden Euroen an Dollaren, Steiergelder an Europa an an der Welt kaschten, esou Kapitalfeelleeschtungen, carrément falsch an irreféierend Positioune vu sech ginn, wéi zum Beispill d'Geschicht, dass vu Bagdad aus London a 40 Minutte kënnt attackéiert ginn. Oder dem Här Po-

well seng Fotoen, déi hie gewisen huet am Conseil de sécurité iwwert d'Massevernichtungsfabriken, déi et iwwerhaapt net gi sinn.

Mir ass also eppes onverständlech an ech zweifelen drun, ob hei net zu gudder Lescht un dëse geheimen Akrobaten esou gedanzt gëtt, wéi d'Regierungen et verlaangen, och a Saache Presenz vu Massevernichtungswaffen am Irak. Dës Existenz, dës Presenz vun deene Waffe war jo d'Grondlag fir d'Justifikatioun vun der Interventioun am Irak, eng Ligen, wéi sech erausgestallt huet, a wéi et haut bewisen ass. Dëst muss ganz kloer bei dëser Debatt hei nach eng Kéier widderholl ginn.

Här President, den 1. Mee 2003 huet den amerikanesche President, den Här Bush, um Porte-avions Abraham Lincoln viru San Diego gesot: Enn vum Krich, gläichzäiteg sot en, Missioun erfëllt. Wat ass awer d'Wierklechkeet? Éischtens emol den Irak als Land, dat duerch zwee Jorzéngte Krich an engem Jorzéngt UNO-Embargo komplett geschwächt war, läit a grousse Deeler a Ruinen an den Terror bestëmmt am Irak den Alldag. Al Allianze si beschiedegt ginn. Europa war a bleift dividéiert an dëser Fro. D'Administratioun Bush huet, wéi mer wëssen, Europa an al an an nei Länner agedeelt. Déi atlantesch Bréck ass schwéier beschiedegt.

Dat internationaalt Rechtssystem ass Affer gi vun der militärescher Stäerkt. De Multilateralismus ass geaffert ginn. D'militäresch Muecht ass iwwer rechtlech Charten a Verflichtunge gestallt ginn.

Guantánamo weist haut méi wéi jee wéi séier déi gréissten Demokratie vun der Welt all Fëllementer vun den elementaarste Mënscherechter ënnert dem Drock vun Terrorbanden opfléie loosse kann.

D'Logik vun der Bush-Doktrin, fir preventiv Kricher géint sou genannte Schurkestaten ze féieren, huet sech als mëttelalterlech, als extrem geféierlech Virgoensweis konfirméiert. An erënnere mer eis, wéi den Här Blair, deen - ech soen et nach eng Kéier - net ze verstoen ass a senger Verbonnenheet zum amerikanesche President, zumindest probéiert hat de Schäin vu Legitimitéit oprechtzeerhalen duerch eng zweet Irak-Resolutioun, sot de Krichshär vun den USA, den Här Donald Rumsfeld cool, Amerika kann dat och eleng maachen, mir brauchen d'Briten net.

„Let's go", sot den Här Bush den 20. Mäerz 2003. Elo wou nom 1. Mee 2003 dräimol méi US-Zaldoten am Irak gefall si wéi an den eigentleche Krichsoperatiounen, wou den Här Bush bei der amerikanescher Populatioun wäit manner als Held vun der Fräiheet a vum Fridde gefeiert ass, gëtt krampfhaft versicht d'UNO als Opraumkommando anzesetzen, fir d'Opbauaarbechten ze koordinéieren. Ass net den ausdréckleche Wonsch vu Washington fir d'NATO an den Irak eraréckelen ze loossen am Fong och d'Zeeche vun der kläglecher Ongereimtheet vun der Bush-Philosophie?

Nun, Dir Dammen an Dir Hären, d'Demokratie huet déi formidabel Kraaft an ass extrem nodroend fir d'Wourecht un d'Dagesliicht ze schwemmen. D'Wahle vum 14. Mäerz a Spuenien an, Här Wiseler, wann Der mer do mengt missen ze ënnerstellen, dass ech do net d'diplomatesch Sprooch agesat hätt, da mengen ech, leie mer net op enger Wellelinn, well et gëtt och an der diplomatescher Sprooch Saachen, déi ee muss kloer soen.

Fir mech hunn d'Wahlen a Spuenien vum 14. Mäerz gewisen, dass ee mat Ligen an der Demokratie kee Stat mécht. Dat mécht Hoffnung, grouss Hoffnung a mengen Aen, dass déi politesch Hygiène am 21. Jorhonnert Friemkierper ginn ass. Den Här Aznar ass selbstverständlech net iwwert d'Bomme vun den Terroriste gefall. Dofir ass en net responsabel. Mä en ass gefall, well en eng Lige mat Calcul inszenéiert huet, fir zumindestens d'Désavantagë fir seng Partei duerch dëse barbareschen Akt ofzewieren. D'Wahlresultat a Spuenien huet gewisen, dass d'Pressefräiheet - an dat ass jo, mengen ech, wat mer allen zwee deelen, Här Wiseler - net méi ze erdrécken ass duerch Regierungsmanipulatiounen.

An Italien, ech soen et nach eng Kéier, Italien an den Här Berlusconi an d'Forza Italia, déi do hannendru stécht, wäerten och gewuer ginn, dass dëst geschwënn eriwwer ass an Italien.

D'Défaite vum Här Aznar ass a mengen Aen e Liichtbléck a léisst hoffen, dass an Europa an an der Welt dat internationaalt Recht nees Respekt verdéngt a restauréiert gëtt, a virun allem, dass Regierungen an der Europäescher Unioun net d'Arroganz däerfen hunn iwwert d'Käpp vun hirem Vollek wëllen ze regéieren, soss hëlt d'Vollek, wéi a Spuenien, Revanche.

Nom 17. Juni 1953, dem Dag vum Volleksopstand an der DDR, huet de Berthold Brecht en zynescht Gedicht geschriwwen, dat zu senge Liefzäiten ni veröffentlech ginn ass, mä wat haut an Zwëschenzäit weltbekannt ass. E schreift do: „Wäre es da nicht doch einfacher die Regierung löste das Volk auf und wählte ein anderes."

Här President, Spuenien huet de 14. Mäerz gewisen, dass d'Demokratie an der Lag ass spontan a remarquabel Rééquilibren hierzestelle wann et néideg ass. Den islameschen Terrorismus ass nom Irak-Krich effektiv, a mengen Aen, strukturéiert, dezentraliséiert ginn an Europa. Mir wëssen, dass dat an enger barbarescher Form geschitt. Istanbul, Madrid an aner Plazen, déi mer kennen.

Och dëst ass ower alles virum 20. Mäerz, wou den Här Bush gesot huet „let's go", geschriwwen a gesot ginn. Dat ass jo de Punkt op dee mer eis mussen an der Debatt och kënne konzentréieren.

Lëtzebuerg muss elo a mengen Ae seng Stëmm op der internationaler Bühn an an Europa am Concert vun deenen abréngen, déi kloer maachen, dass den Al-Qaida-Terrorismus net mat Bommen a mat Rakéiten a mat Panzeren ze besiegen ass. Och dat ass eng Tatsaach, déi lues a lues misst aliichten!

An zweetens, dass den Terrorismus aus der arabescher Welt un éischter Plaz - ech soen et ganz kloer - a mengen Aen a Saudi-Arabien, net nëmmen do, mä och a Saudi-Arabien virun allem, gezillt gëtt, wou d'Logistik propagéiert an assuréiert gëtt. Dat Land ass fir vill Terroristekommandoen d'Nascht wou se ausgebilt ginn a wou se och psychologesch virbereet ginn. Saudi-Arabien ass awer wéi mer wëssen e Land, wat enk Kontakter mat Amerika huet, aus Grënn, déi offensichtlech sinn a méi mat Pëtrol ze dinn hunn a mat Geostrategie.

Saudi-Arabien huet vill finanziell Ressourcen. Heimadder ginn, och dat musse mer dach gesinn, vun der Türkei aus bis an England, vu Spuenien bis op de Balkan Moscheeë gebaut an islamesch Schoulen, wou d'Grenz mam kämpfereschen Islamismus ni kloer däitlech ass. Zëmol déi jonk Leit, déi keng Chancen hunn, keng Perspektiven hunn, e mënschewierdegt Liewen a villen arabesche Länner kënnen ze liewen an haaptsächlech motivéiert ginn - net nëmme mä awer virun allem - duerch de Konflikt tëschent Israeli a Palästinenser, fir zu Märtyrer vum Islam ze ginn ënnert dem Motto: „Dir sidd frou mam Liewen, mir si frou mam Doud."

Hei ass den Terrorismus a mengen Aen un der Wuerzel ze paken, wann een also dës Perspektivlosegkeet vun deene Leit, déi ze motivéiere sinn esou eppes ze maachen, hëlleft ofzebauen, wann een an Europa an an Amerika eeschtlech hëlleft, dass zu Jerusalem keng Maueren opgeriicht ginn, mä Maueren ofgeriicht ginn. An dësem Kontext vermësse mer an der Lëtzebuerger Aussepolitik eng kloer Linn. Hei huet net jiddferee Recht vun deenen zwou Säiten.

Lëtzebuerg kënnt an eisen Aen eng Grëtz méi Courage weisen an zum Beispill d'Roadmap mat méi Profil verteidegen. Evident ass et, dass déi physesch Eliminatioun vum Scheich Jassin, ënnert dem expresse Kommando vum Här Ariel Scharon, net kann de Wee sinn, fir dem Fridden an där Regioun dénglech ze sinn. Gewalt mat Gewalt beäntwerte war, ass a bleift e Verstouss géint all Prinzipie vum Rechtsstat. Fridde braucht d'Spillregele vun engem Rechtsstat, Krich fillt sech wuel an der Anarchie wou Terror déi eenzeg permanent Äntwert op Terror ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Terroriste laachen, wann ech esou däerf soen, iwwert d'Zerstriddenheet vun den Europäer! Si laachen och iwwert déi beschiedegt Relatioun tëschent villen EU-Staten an den USA vum Här Bush. A si laachen iwwert déi gewollten an zum Deel réusséiert Versich vun der Administratioun Bush fir Europa ze splécken.

Wat en fait mam Irak gëtt, weess kee Mënsch. Vill sinn der terribel pessimistesch ob fräi Wahlen iwwerhaapt eng Chance kréien. Vill mengen, dass ob Amerikaner, Englänner, Japaner, Australier oder Europäer als militäresch Besetzer am Land sinn oder ob d'Truppen ënner UNO-Mandat wären, keen Ënnerscheed gemaach gëtt an deene Kräften, déi am Irak alles bewege wëllen, fir dass de Fridde keng Chance kritt.

Anerer mengen, dass et zum Himmel sténkt, dass grouss amerikanesch Konzerner Milliarde verdénge wëllen an der Rekonstruktioun do. Net wéineg sinn iwwerzeegt, dass mëttelfristeg gesinn den Irak deeselwechte Wee geet wéi den Iran, also e Regime sech breet mécht, wou d'Demokratie keng Chance huet géint eben eng strikt islamesch Statsform, mat alle Konsequenze fir d'Fräiheet a fir d'Chancëgläichheet vun de Bierger, unzekommen.

D'Lëtzebuerger Aussepolitik muss sech an eisen Aen op der Säit vun deenen an Europa staark maachen, déi dru gleewen, dass en Dialog mat deene fortschrëttleche Vuen an Amerika méiglech ass, déi Vuen also, déi all imperialistesch Hannergedanke verpönen, fir esou eng nei Basis an de Bezéiungen Europa/Amerika hierzestellen. Dës Bréck tëschent der EU an den USA muss en neie Belag kréien. Ech sinn optimistesch, dass just d'Wahlen a Spuenien vill Länner, déi vun der Bush-Administratioun bezirzt waren, erëm op dee richtege Wee bréngen.

Här President, mir sinn och als Partei d'accord, dass d'europäesch Länner sech zesummendinn a kucken ee ganze Pak vu Moossnamen ënner Innenminister, Justizminister, Ausseminister auszeschaffen, fir eben eng besser Zesummenaarbecht hierzestellen am Kampf géint den Terrorismus an Europa. Terroriste kënnen effektiv iwwerall zouschloen; a Lëtzebuerg kann et och selbstverständlech keng 100-prozenteg Sécherheet ginn. Mir ënnerstëtzen also e bessert Zesummeschaffe vun Europol, wat net funktionéiert duerch d'Schold vun e puer grousse Länner, vun Eurojust, wou a ville Länner d'Zesummenaarbecht vun de Magistraten einfach ignoréiert gëtt. Mir begréisse selbstverständlech, dass een d'Päss an d'Carte-d'identitéen technologesch esou kann ausstellen, dass se net méi ze fälsche sinn, dass eng Datekartei vu condamnéierten Terroristen zirkuléiert an dass och e Koordinator beim Här Solana agesat gëtt, fir déi Aktiounen ze steieren.

Wat mer net wëllen, soen ech awer och! Éischtens emol wëlle mer net hei zu Lëtzebuerg dat maachen, wat verschidden Oppositiounen a verschiddene Länner maachen, wéi zum Beispill d'CDU/CSU, déi an Däitschland jo d'Regioun wierklech dreift an en Iwwerwaachungsstat, wou op all Eck soll en Zaldot stoe fir kënnen d'Sécherheet an den Ae vun de Leit sollen ze garantéieren. Dat wëlle mer net! Mir wëllen och net, dass hei zu Lëtzebuerg eng Diskussioun ugeet iwwer ee „patriot act", wou ee kompletten Déséquiliber geschafe gëtt tëschent de fundamentale Mënscherechter an eben de Sécherheetsmoossnamen oder de Preventivmoossnamen, déi musse getraff ginn.

Virun allem, an dat ass a mengen Aen dat Allerwichtegst, wat mer net wëllen, dat ass, dass d'Geheimdéngschter an Europa déi Verdächtegungen an déi Informatiounen, wou mer wëssen, wéi prekär d'Performancë vun deene Geheimdéngschter an der leschter Zäit sinn an nach ëmmer vläicht waren, dass déi mat DNA-Tracen, mat biometreschen Informatioune vun de Leit a mat aneren Informatioune fräi kënnen handelen an zirkuléieren. D'Ausnahmen, déi gemaach kënne gi bei de fundamentale Rechter, kënnen nëmmen an deene Fäll an eiser Siicht vum Riichter a vun de Geriichter an Europa och garantéiert sinn.

Här President, d'Lëtzebuerger Aussepolitik sollt sech an eisen Ae mëttelfristeg gesinn dofir staark maachen, an do geet alles u mengen ech, an der Struktur, déi mer brauchen, an ech soe mir, déi d'Welt braucht, fir dem Terrorismus an och deene Konflikter, déi sech an de leschte Jore breet gemaach hunn, entgéintzetrieden, nämlech um Niveau vun der Gouvernance mondiale fir de multilaterale System vun der UNO ze stäerken. Dat ass eng grouss Aufgab! Esou sollt a mengen Aen de Conseil de Sécurité vun der UNO erweidert ginn, fir all Regiounen op der Welt besser kënnen ze vertrieden, an zur gläicher Zäit sollt och d'Vetorecht an deem Conseil de Sécurité ageschränkt ginn. Dëse Conseil de Sécurité misst och iwwer Mëttele verfügen, konkret Mëttelen, fir eng précoce Detektioun vu potenzielle Konflikter ze assuréieren, wéi och fir en nohaltege Fridde kënnen ze garantéieren no engem Konflikt.

Esou Reformen, dat wësse mer, déi sinn extrem schwiereg ëmzesetzen. Si bedeiten Amendementer zu der Charta vun den Nations Unies, mat Zweedrëttel-Majoritéiten och, a si bedéngen och, dass déi permanent Membere mussen alleguerten domadder d'accord sinn. Mä eng international Konventioun zum Beispill fir d'Reformaarbecht vun der UNO virzebereeden, eng Konventioun, déi aus Parlamentarier, Regierungsvertrieder an ONG-Vertrieder zesummegesat wär, kënnt der UNO-Assemblée générale eng Propositioun an deem Sënn virleeën, fir och eben d'UNO-Strukturen - fir et kuerz ze soen - un d'21. Jorhonnert ze adaptéieren.

Här President, zur europäescher Verfassung an zum Élargissement hëlt mäi Fraktiounskolleeg Ben Fayot am Detail Stellung. Fir mäin Deel hoffen ech, dass virum 1. Mee nach vun dësem Joer, duerch de Fait, dass eng nei spuenesch Regierung weess, dass ee blockéiert Europa net am Interesse vu Spuenien ka sinn, an ech hoffen, dass och Polen bougéiert, fir virunzekommen. Ech sinn do och optimistesch no deem wat mer gëschter jo héieren hunn un Informatiounen no där Réunioun vum Här Schröder an dem Här Miller.

Déi Léisung, déi elo zirkuléiert mat 55% Populatioun a 55% Memberlänner, ass interessant. Däitschland huet jo, wéi ech héieren hunn, aktiv un där Propositioun matgeschafft. Frankräich, do weess een nach net zurzäit wat et dovunner hält. Fest steet, bei esou enger Léisung géif d'Minorité de blocage vun Däitschland, Frankräich a Groussbritannien falen, mä Lëtzebuerg huet am Kontext aktiv matgeschafft, mat senge Parlamentsvertrieder an och dem Här Jacques Santer am Konvent. Fir eis Partei steet näischt am Wee, fir dass et virum 1. Mee kéint nach zu engem Accord kommen.

Zur Erweiderung iwwert déi 25 plus zwee eraus, a speziell d'Türkei, erënneren ech drun, dass eng Chamberdelegatioun jo viru kuerzem elo uganks Mäerz zu Ankara war a sech e Bild maache konnt op der Plaz. Zu Kopenhagen am Dezember 2002 ass jo dat berühmten Engagement geholl ginn, fir dee Rapport vun der Kommissioun. Am Hierscht soll dee fäerdeg sinn, an dës Kommissioun mécht e jo nach ënnert der Fiederführung vum Här Verheugen. An deem Rapport ginn dann d'Fortschrëtter virun allem jo a Saache Rechtsstaatlechkeet, Grondfräiheeten, Fräiheete vun de Minoritéiten an der Türkei an esou weider analyséiert.

D'Türkei huet an der Perspektiv vun enger méiglecher Adhésioun an den zwee leschte Joren, dat muss een esou gesinn an dat seet jo och zum Beispill d'Mady Delvaux, wat am Conseil de l'Europe aktiv do mathëlleft schaffen, immens vill Positives geleescht um legislative Plang. Villes ass a Floss bruecht ginn, wat d'Rechtsstaatlechkeet an deem Land ënnerstëtzt. An d'Kommissioun zu Bréissel wäert net verfehlen den Drock op d'Türkei an der Zypern-Fro, och wann et net offiziell gemaach gëtt, ower ze applizéieren, also d'Mauer zu Nikosia falen ze dinn, dëst obscho keen offizielle Link hei besteet, wéi ech gesot hunn.

Eis Positioun als LSAP an der Türkei-Fro ass kloer. De Kommissiounsrapport 2004 ass entscheedend fir eng Adhésioun à long terme fir dëst grousst a räicht Land méiglech ze maachen an zweetens, d'Türkei ass zënter 1923 ënnert der Regie vum Atatürk e sécularisë Stat. Ouni dës Particularitéit wier, dat soen alleguer eis Interlocuteuren, déi mer zu Ankara gesinn hunn, eng EU-Adhésioun de Moment net an der Diskussioun. An et ass ze hoffen, dass zurzäit déi stäerkst Partei, d'AKP vum Här Erdogan, dëst Fundament verteidegt an net affert. Da wär d'Experienz vun engem Matenee vun zwou groussen, ech nennen et elo emol Kulturen, an der Europäescher Unioun, an Europa schonn der Méi wäert, geliefft ze ginn. Op jidde Fall aus eiser Siicht soll een déi Perspektiv och fir d'türkescht Vollek selbstverständlech kultivéieren. A mengen Ae schwätze mer allerdéngs do vun enger Zäit no 2010.

Fir ofzeschléissen, Här President, géif ech nach e puer Remarquë maachen, déi mer net onwesentlech schéngen an der politescher Ausenanersetzung, déi mer och an der Aussepolitik selbstverständlech sollen hunn.

Véier Joer an néng Méint hunn en d'CSV an d'DP Aussepolitik gemaach an ech erlabe mer an engem sommairë politesche Bilan déi dräi Lëtzebuerger Aussepolitiken ze beliichten. Lëtzebuerg huet, a mengen Aen, dräi Aussepolitiken.

De Premier, deem seng perséinlech Positiounen a Reaktiounen an der Aussepolitik mer hei am Land geweinlech iwwert déi däitsch Medien un éischter Plaz gewuer ginn. Et sinn dat dacks Fragmenter, Uspillungen, déi gesot ginn an och dacks nees vun him selwer widderluecht ginn. Sinn dës Positiounen, freet ee sech heiansdo, och d'Positioune vun der Regierung? Kee weess dat esou richteg. An ech ginn Iech do dat frappantste Beispill. Wat war eigentlech d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regie-

rung den Owend vum 13. Juni, wéi d'Aarbechte vum Konvent ofgeschloss waren? War et kloer, dass et däischter war oder war et nëmmen däischter well de „Spiegel" dat esou wollt an de Lëtzebuerger Premierminister grouss wollt erauskommen?

Wat huet den Ausseministère geduecht zum Konvent den 13. oder 14. Juni?

(Interruptions diverses)

Datselwecht oder de Géigendeel vun där Aarbecht? Kee weess et. Och an der libre circulation, Här Weiler, just fir Iech e wéineg ze erheiteren, vun de Persounen an Europa no der Erweiderung huet den Här Juncker jorelaang, vun der Madame Sabine Christiansen bis zum „Westfälischer Anzeiger" an dem „Trierischer Volksfreund", ëmmer behaapt, jiddefalls de Contraire vun deem wat schliesslech hei an der Chamber beschloss ginn ass.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Zitéiert emol déi englesch Zeitungen an déi franséisch, Här Asselborn!

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- Fait ass, dass den Här Juncker d'Aussepolitik monopoliséiert an accaparéiert huet, a mengen Aen, a sengem Schiet ass net vill Gras gewuess.

Dann hu mer en zweeten Acteur an der Aussepolitik. Dat ass den Här Charles Goerens, deen eng sympathesch an eng effikass an nohalteg Aarbecht a Saache Kooperatiounspolitik mécht.

(Interruption)

Hie setzt dobäi ganz kloer op d'Kontinuitéit, wat begréissenswäert a luewenswäert ass. D'Resultater loosse sech weisen europawäit, weltwäit. An dann ass den drëtten Acteur d'Madame Ausseminister.

Also, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hiren Input ass heiansdo schwiereg genee ze moossen oder genee ze ëmräissen. D'Substanz ass ganz dacks évasif an nebulös. An ech wëllt och vläicht e puer Beispiller an d'Debatt hei féieren, och par rapport zu deem Rapport, dee se gëschter hei gemaach huet.

Am Irak-Krich, Här President, wann een dach eng Lëtzebuerger Debatt iwwert d'Aussepolitik féiert, da misst ee jo awer wëssen, nodeem déi Debatt da fäerdeg ass oder an deem wat d'Regierung der Chamber seet, wéi zum Beispill Lëtzebuerg am Irak-Krich zu engem UNO-Mandat steet. Oder wann d'NATO sollt an den Irak goen, Här President, géifen da Lëtzebuerger Zaldote matgoen, zum Beispill? En anert Beispill, Madame Polfer, Dir sot an Ärem Rapport, ech war a Syrien, am Libanon an an Ägypten an do hunn ech Gespréicher gefouert. Dat ass jo u sech näischt Aussergewéinleches. Wat sot d'Madame Ausseminister dann do? Fototerminer soe jo net alles aus. Wat war d'Substanz vun deene Gespréicher? Kee weess et.

Eng drëtt Saach: „Lëtzebuerg", seet d'Madame Ausseminister „ënnerstëtzt d'Initiativ vu Genf mat Suen". Quid Substanz. Gleewe mer, dass mer d'Initiativ vu Genf mussen ënnerstëtzen a verschiddene Punkten, an den Inhalter oder gleewe mer dat net? Dat hätte mir gären héieren, Madame Ausseminister.

An dann dat lescht Beispill. Ech ka se net all nennen. De Stabilitéitspakt. Et ass dach eng Kapitalfro de Moment an Europa an och selbstverständlech hei zu Lëtzebuerg. Wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung a Saache Reform vum Stabilitéitspakt? Reform oder Status quo? Den Här Juncker huet sech wéi ëmmer op zwou Fronte positionéiert. En huet Däitschland a Frankräich d'Recht ginn, dass de Pakt net agehale gëtt, an en ass awer zu gläicher Zäit dergéint, dass eng Reform soll gemaach ginn. Do quietscht et an der Logik, mä dat ass jo näischt Neies.

Wat ass d'Positioun vum Lëtzebuerger Ausseministère an där Fro? Huet se eng oder huet se keng? A wa se eng huet, mengen ech, hätt déi och kënnen oder missen esouguer am Rapport, dee gëschter hei gemaach ginn ass, vun dem Ausseministère gesot ginn. An eisen Aen ass den Titulaire am Lëtzebuerger Ausseministère och zoustänneg fir d'Europapolitik an dozou, Här President, huet ee grouss Schwieregkeeten, wéi ech dat ugedeit hunn, fir de Profil vum Ausseministère kënnen ze definéieren.

Här President, europapolitesch steet d'Présidence 2005 am éischte Semester un. Dat ass, wéi d'Madame Ausseminister och gesot huet, eng formidabel Erausfuerderung fir d'Land. Richteg ass, dass déi Virbereedungen an de Ministèren, an de Verwaltunge mussen intensiv elo scho gefouert ginn. Mä den Här Wiseler huet et elo grad ukléngе gelooss, d'Madame Minister an hirer Fonctioun als DP-Presidentin huet dat och scho ganz kéng gemaach an dofir wëll ech hei zum Ofschloss soen, dass een op CSV-Säit an och op DP-Säit Téin héiert, déi dem Wieler esou ënnerschwelleg verkafe wëllen, dass dës Koalitioun misst weider Bestand hunn nom 13. Juni, well se als CSV-DP en agespilltent Team wieren, déi eleng amstand sech géife gesinn, dës Froen ze meeschteren.

Här President, ech wëll hei selbstverständlech soen, dass et politesch legitim ass, wann een esou Argumenter, esou Theese vertrëtt, mä et ass awer och, mengen ech, mäi Rôle fir hei ze soen, dass de Wieler net eleng innepolitesch, mä och aussepolitesch net mat unidirektionelle Recommandatioune sech hätschelen an téléguidéiere léisst, speziell wann dëst jo ganz kloer géint eng Partei gericht ass, déi LSAP heescht an tëschent 1984 an 1999 dräi Présidencë matgehollef huet zu engem groussen Erfolleg ze bréngen.

Ech soen Iech merci!

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Paul Helminger agedroen. Den Här Helminger huet d'Wuert.

M. Paul Helminger *(DP)*.- Här President, ech souz am November 1972 als jonken Diplomat zu Dipoli bei Helsinki hannert dem Schëld Lëtzebuerg wéi d'Konferenz iwwer Sécherheet an Zesummenaarbecht an Europa ugefaangen huet. Et war eng Zäit wou mer de Finnen nach net esou richteg getraut hunn, wou mer an Europa gespléckt waren, wou keen dru geduecht huet fir déi Trennung a Fro ze stellen am politesche System, wou mer allefalls geduecht hunn, datt wa mer de Sowjetunioun géingen zougestoen, datt mer d'Grenzen an Europa net géinge verréckelen an d'politesch System net wëlle veränneren, datt mer awer vläicht e bësse méi spannungslos an e bësse méi mënschlech zesumme kënnte liewen, de wirtschaftlechen Austausch fleegen. Dat war knapp 25 Joer no dem Enn vum Zweete Weltkrich, deen déi Deelung vun Europa jo erbäigefouert huet.

18 Joer méi spéit huet e courageiérten, ungareschen Aussеminister den Drot duerchschnidden, ass d'Berliner Mauer gefall an nach 15 Joer méi spéit elo, den 1. Mee 2004, ass d'Trennung vun Europa zu engem gudden Deel opgehuewen. Mir huelen zéng nei Memberen an d'Europäesch Unioun bäi an et sinn der, déi et entweder schonn elo sinn oder um Wee si jiddefalls, fir och nach Member an der NATO ze ginn. Dat an engem knappen hallwe Jorhonnert an déi lescht rasant Entwécklung esouguer a manner wéi enger Generatioun. Dat misst engem jo eigentlech all déi Aussoen iwwer eng Euroskleros, e Mangel u Fortschrëtt an Europa, Lige strofen. An effektiv, wann herno d'Geschichtsschreiwer eng Kéier op déi Zäit zréckkucken, wäerten se wuel feststellen, dass dat wat an Europa um Enn vum 20. Jorhonnert an um Ufank vum 21. Jorhonnert stattfonnt huet, dass dat eigentlech eng gellech Revolutioun ass, iwwert déi mir eigentlech kéinten a missten houfrech sinn.

Wéi mir viru véier Joer dat neit Jordausend ageleet hunn an deene meeschte Stied mat grousse Freedefeieren, do hate mir och d'Hoffnung, dass dat neit Jorhonnert, dat neit Jordausend e manner bluddegt a vläicht e méi solidarescht géif gi wéi dat, wat mir hannert eis gelooss hunn.

An dach, wa mer elo iwwert déi kuerz Period zréckkucken, da musse mer feststellen, dass deen Ufank net grad réusséiert war. Den 11. September stécht eis, an all dat, wat en als Konsequenzen no sech gezunn huet, nach ëmmer an de Glidder, an de leschten 11. Mäerz huet déi oppe Wonnen, déi mol nach guer net richteg ugefaangen haten ze heelen, nach verschlëmmert. Déi Evenementer, déi den 11. September no sech gezunn huet, huet déi international Gemeinschaft an hire Grondfesten erschüttert.

Wéi gesot, nodeem während Jorzéngten déi international Gesellschaft sech eigentlech drop agestallt hat, fir fir d'éischt tëschent zwee diametral opposéierte Bléck ze navigéieren, déi awer tant bien que mal ze iwwerkucke waren, nodeems déi Bléck sech dunn an der zweeter Halschent an an deene leschten 30 Joer vun deem Jorhonnert Méi ginn hunn, fir zesummenzefannen - op jidde Fall op eisem Kontinent -, si mer hei duerch den Ausdrock vun engem blannen Haass konfrontéiert ginn, deen alleguerten d'Prinzipien an d'Regelen, no deenen d'Demokratien op dëser Welt liewen, iwwert de Koup geheit, a mir si virun den Défi gestallt, fir dat ze bekämpfen.

Wat ass eis Äntwert elo op déi Fro? Et ass natierlech eng Fro, där mir als verantwortlech Politiker eis musse stellen, op déi eis Matbierger och sécher erwaarden, dass se eng Äntwert kréien. An et schéngt mir och ganz kloer ze sinn, dass fir eis d'Europäesch Unioun hei ee vun den Haaptacteuren ass, dee seng Responsabilitéit muss iwwerhuelen. Si muss se iwwerhuelen zesumme mat de Memberstate fir eis ze schützen, fir eis Sécherheet, déi mir kënne vun eiser Gesellschaft erwaarden an un déi mir eis gewinnt haten, ze garantéieren, mä och fir dass mer an der internationaler Gemeinschaft dee Partner kënne sinn, deen do deene Rechter an deenen Tugenden, deene mir eis an eiser Gesellschaft verschreiwen, zur Geltung verhëlleft.

De Kampf géint den Terrorismus, Här President, kann awer elo keen hellege Krich géint den Islam ginn, an ech géif hei ganz ausdrécklech dat, wat de Kolleeg Claude Wiseler virdrun zu deem Thema gesot huet, mat wëllen droen. Net nëmmen, well e moralesch Recht huet, mä och well mir einfach duerch déi geopolitesch Situatioun, an där mir sinn, et net anescht kënne maachen. Mir hu ronderëm eis Grenzen an Ostafrika, am Mëttleren Osten a souguer an eise Staten honnerte vu Millioune vu Leit liewen, déi Muslime sinn, déi also en anere Glawen hu wéi mir, an déi dach wesentlech mat dozou wäerte bäidroen, wéi an Zukunft eis Gesellschafte sech wäerten entwéckelen.

Et ass grad just doduerch, dass mir onbedéngt mussen de Respekt virun där anerer Relioun fleegen, woufir mir alles musse maachen, dass déi Leit, déi en anere Glawen hu wéi mir, awer mat eis déi Wäerter deelen, déi eis Staten ausmaachen, an dat ass och den Haaptgrond, woufir dass mer all déi Länner, wou den Islam d'Haaptrelioun ass, mussen ënnerstëtzen, déi sech an hirer staatlecher Organisatioun an deene rechtsstaatlechen, fräiheetleche Prinzipien inspiréiere wëllen, wéi mir se hunn. A wa se, wéi zum Beispill d'Tierkei, dann déi Konditiounen erfëllen, déi all Kandidat muss erfëllen, fir der Europäescher Unioun bäizetrieden, da sollen se dat och kënne maachen, wa se all déi Konditiounen erfëllen. Mir hu wierklech en enormen Intérêt drun, dass dat, wat an der Tierkei amgaangen ass vu Reformen, och réusséiert.

Natierlech ass awer och en Deel vun der Äntwert op den Terrorismus eng verstäerkte Sécherheetspolitik, dat awer, do si mer alleguerten d'accord, am Respekt vun eben deene Fräiheeten, déi d'Fundament vun eiser Gesellschaft sinn. No den Evenementer vum 11. September ass jo dann och en Aktiounsplang géint den Terrorismus opgestallt ginn, deen d'Kollaboratioun vu Police, Justizservicer an Informatiounsdéngschter virgesäit, an dee soll elo nach nom 11. Mäerz accéléréiert ginn.

D'Iddi vun engem Responsable fir d'Koordinatioun am Kampf géint den Terrorismus, bei deem d'Fiedem vun der Kollaboratioun géingen zesummelafen, ass hei sécherlech eng Méiglechkeet, déi soll weider gepréift ginn.

Mä niewent dëse punktuellen an éischter polizeilechen oder judiciairë Reaktiounen, gëllt et och a virun allem eng Politik ze bedreiwen, déi resolut drop hinzilt, fir déi Konflikter, déi iwwerall nach an der Welt bestinn, ze entschäerfen, a wou méiglech zukünfteg Konflikter ze vermeiden. Et ass jo net fir näischt, dass den Terrorismus säin Nährbuedem grad just am Leed vun deenen Hongerege fënnt, am Leed vun deenen Ausgeschlossenen, déi ouni Hoffnung a Flüchtlingslageren dohivegetéieren, an dann awer och an der Machtlosegkeet vun der internationaler Gemeinschaft, fir déi Situatiounen ze bewältegen oder wéi gesot besser nach ze vermeiden.

Dofir muss se op enger Rei Pläng aktiv ginn - déi international Gesellschaft. Si muss zum Beispill sécherlech méi a verstäerkt Entwécklungshëllef bedreiwen, a Lëtzebuerg steet jo grad just do kengem eppes no. Tëschent dem Joer 2000 an 2004 hu mir eis Kontributioun vum Niveau vum RNB vun 0,7 op 0,84% gesteigert an d'Zil bleift jo nach ëmmer 1%.

Mä d'Entwécklungshëllef kann natierlech nëmme gräifen, wann all Länner och dann duerno gerecht behandelt ginn, an zu deenselwechte faire Konditiounen Zougang zum internationalen Handel hunn. An dofir muss onbedéngt op deem, wat zu Doha realiséiert ginn ass, weidergeschafft ginn, och wann dee Prozess zäitweileg duerch deen Échec vu Cancún gebremst ginn ass. Finalement muss d'international Gemeinschaft a ganz besonnesch d'Europäesch Unioun sech nach méi dofir asetzen, dass an de Kriseregioune vun der Welt a ganz besonnesch am Mëttleren Oste politesch Léisungen duerchgesat ginn an der Spiral vun der Gewalt endlech en Enn gesat gëtt.

Hei sinn also déi international Organisatiounen och gefuerdert, an ech begréissen dofir och ausdrécklech, dass d'UNO enger Reform ënnerzu soll ginn. Et muss nämlech e Wee fonnt ginn, fir eng effizient multilateral Politik ze bedreiwen, wou d'Gläichgewicht tëschent deenen engen an deenen aneren hiergestallt gëtt. An d'Europäesch Unioun huet hei ouni Zweifel eng wichteg Roll ze spillen.

Et ass allerdéngs awer och ganz kloer, dass mir hei mat eisem gréissten Alliéierten, Amerika, de Moment op jidde Fall ënnert där Regierung, ënnert deem President, deen Amerika de Moment huet, eis net eens sinn. Dat ass néierens méi kloer zum Ausdrock komm wéi bei der leschter Vollversammlung vun der UNO, op där praktesch deeselwechten Dag oder jiddefalls ganz kuerz noeneen de President Bush an de President Chirac geschwat hunn, a wou ganz kloer war, dass de President Chirac, vun deem ech ausginn, dass en déi europäesch Haltung duergeleucht huet, sech ganz kloer dofir ausgeschwat huet, dass schonn d'international Gesellschaft, an dat ass jo eppes Neies, dass d'international Gesellschaft e Recht huet, fir anzegräifen, wann déi fundamental Prinzipië vu Mënscherechter, vun enger fräiheetlech demokratescher Uerdnung mëssuecht ginn anzwousch, dass dann déi international Gemeinschaft wuel e Recht huet fir anzegräifen, eventuell och mat militäresche Moyenen, mä dass dat nëmme méiglech ass am Kader vun engem internationale Rechtstat, an deen ass ebe ginn duerch dat ganzt Gefüge vun der UNO, während jo den amerikanesche President gradesou kloer gesot huet, dass hie fir sech a fir säi Land d'Recht an Usproch hëlt, fir, wann hien et fir noutwendeg eruecht, eventuell och unilateral anzegräifen, esou wéi dat jo finalement am Irak geschitt ass.

Ech mengen, et dierf keen Zweifel sinn - an ech mengen den Här Asselborn huet och do Onrecht, wann e mengt, do géingen Zweifele bestoen -, wou Lëtzebuerg do steet, an ech mengen domat d'Lëtzebuerger Regierung an all Parteien, déi hei an dëser Chamber vertruede sinn.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Fir datt awer d'Europäesch Unioun där Roll gerecht ka ginn, muss se op alle Pläng staark a visibel sinn. Si huet sécherlech d'Méiglechkeet, dat ze erreechen, mä fir dohinner ze kommen, muss se sech där Erausfuerderung an nach zwee anerer gläichzäiteg stellen. D'Europäesch Unioun zielt den 1. Mee 25 Memberen. Do sinn zéng neier, déi an d'Unioun integréiert ginn, an déi Membere musse bien entendu als vollwäerteg Partner integréiert ginn. Ech ginn emol dovunner aus, dass si och wëllen als vollwäerteg Partner an d'Unioun mat där ganzer Ambitioun vun der Unioun integréiert ginn.

D'Europäesch Unioun ass um Niveau vun hiren Institutiounen amgaange grouss Reforme virzebereeden, déi d'Zukunft vun der Unioun an deenen nächste Jore bestëmme wäerten. Mä wat de Membere vun der Europäescher Unioun heiansdo ze feele schéngt, ass déi déif, ënnerlech Iwwerzeegung, dass hir Roll an der internationaler Gemeinschaft sech iwwert d'Europäesch Unioun artikuléiere muss. Mir als Lëtzebuerg si säit jeeher där Meenung - dat fält eis och als klengt Land vläicht relativ manner schwéier wéi deene groussen.

D'Lëtzebuerger Aussepolitik definéiert sech mat an duerch d'Europäesch Unioun, an aus deem Grond kënne mir haut déi Roll spillen an déi Responsabilitéiten iwwerhuelen, wéi mir dat maachen. Aner Länner, déi méi grouss si wéi mir an déi eng aner Geschicht hunn, doe sech do méi schwéier, mä nach sinn ech der Meenung, datt se sech à terme där Evolutioun net verschléisse kënne wa mer gären all zesummen eng kohärent europäesch Aussepolitik verkierpere wëllen. Balkan, Irak, internationalen Terrorismus missten eigentlech och deene Gréissten an Europa d'Aen opgemaach hunn iwwer hir Ohnmacht, eleng, geschweige dann och nach ee géint deen anere mat deene Problemer fäerdeg ze ginn. Dofir begréissen ech et och, datt d'Madame Ausseminister ënnerstrach huet, datt mir gewëllt sinn, déi gemeinsam Aussen- a Sécherheetspolitik mat Liewen ze fëllen, an ech sinn iwwerzeegt, datt nach e ganze Koup aner Memberstaten dat och wëllen.

Wann d'Unioun gären op internationalem Niveau als fiable Partner fir Krisen ze bewältegen unerkannt gëtt, da muss se sech allerdéngs och déi néideg Moyene ginn, an dozou gehéiert ouni Zweifel och déi militäresch Komponent. An de leschte Joren ass op deem Plang esou munches geschitt. 1999 ass eng Force de réaction rapide vu 60.000 Mann opgestallt ginn, déi als Missioun huet de Fridden erbäizeféieren an och ze erhalen. An enger weiderer Etapp konnt eng Regelung getraff gi fir mat der NATO zesummenzeschaffen, andeem d'Europäesch Unioun do, wou et hir u Moyene feelt, op der NATO hir Moyene kann zréckgräifen. Duerch de Conseil européen vun Nice si permanent militäresch a politesch Strukturen agesat ginn, esou de Comité politique et de sécurité an de Comité militaire.

A wann ech elo just iwwer eng kohärent europäesch Aussepolitik geschwat hunn, da wëll ech och ervirsträichen, datt mer am Kader vun der Conférence intergouvernementale, déi der Unioun jo eng Verfassung soll ginn, der Meenung sinn, datt mer en europäeschen Ausseminister brauchen, deen déi zwou Fonctiounen, déi vum Commissaire aux relations extérieures a senger Capacitéit als Vizepresident vun der Kommissioun an och déi als Member vum Conseil, deen dann och géing de Conseil des Affaires générales leeden, ausübe géing. Et schéngt och kloer, datt d'Instrument vun der Coopération renforcée eng wichteg Stäip ass fir um Niveau vun der Défense d'Strukture weider ze stäerken a gläichzäiteg d'Integratioun virunzedreiwen, well keent vun de Länner ausgeschloss gëtt.

Hei daucht dann natierlech déi ominéis Fro vun engem Käreuropa op. Ech mengen, et ass net méiglech fir d'Rad vun der Geschicht zréckzedréinen an dervun ze dreemen, datt et vläicht, wa mer mat e bësse méi Beduechtsamkeet un d'Problematik vun deene Grenzen, déi an Europa, vum Eiserne Riddo, dee gefall ass, erugaange wären, datt et vläicht méiglech gewiescht wär fir engersäits eng wirtschaftlech Fräihandelszon ze schafen an anerersäits d'politesch Unioun weiderzedreiwen ënnert deene Länner, déi wierklech gären dat als Ambitioun och resolut deelen, woubäi ech, bien entendu, net ausschléissen, datt och deen een oder deen anere vun deenen neie Memberstate sech där Ambitioun gäre géing uschléissen.

Mä de Fait ass, datt dat net esou geschitt ass. De Fait ass, datt d'Vollmemberschaft an der Europäescher Unioun déi eenzeg Alternativ war no där gekuckt ginn ass, an d'Resultat ass, datt mer 25 Länner hunn, vun deenen, jiddefalls op der Conférence intergouvernementale, ganz kloer schéngt ginn ze sinn - et war schonn duerchgeklongen um europäesche Konvent mat all där europäescher Begeeschterung, déi deen hat -, datt awer net all Länner déiselwecht Ambitiounen hu fir Europa weiderzedreiwen.

An dann ass et menger Meenung no inévitabel, datt, hoffentlech iwwert de Wee vun esou Mechanisme wéi d'Coopération renforcée, déi wéinstens d'Dieren opploossen, mä et ass a mengen Aen inévitabel, datt sech am Kär vun Europa eng Zuel vu Memberstaten, fréi oder spéit, zesummefannen, déi ebe wëlle méi séier, méi wäit goe wéi hir Kolleegen. A wéi gesot, soulaang wéi do d'Dieren opbleiwen, fir datt déi aner Länner sech deem kënnen uschléissen, wa se dann dozou prett sinn, da soll dat och recht sinn. Ech menge Schengen an den Euro si jo och Beispiller dofir, datt dat eigentlech prinzipiell ka fonctionnéieren.

Ech wëll dann och nach eng Kéier drun erënneren, datt de Konvent den Optrag kritt hat fir e Verfassungsentworf auszeschaffen, deen den europäesche Matbierger d'europäesch Institutioune méi no soll bréngen. Mir haten den Optrag och, Propositiounen ze maache fir de Fonctionnement vun den Institutiounen ze vereinfachen. Ech wëll dofir nach eng Kéier ënnersträichen, datt mer weider, esou wéi de Konvent dat proposéiert huet, un der Propositioun vun der duebeler Majoritéit festhale fir Blocageméiglechkeete wa méiglech ze reduzéieren. D'Unioun vun de Memberlänner an de Bierger fënnt sech an deem System vun beschten erëm. An ech begréissen et och, datt elo déi retizentst Memberstaten, Spuenien a Polen, anscheinend bereet sinn, e Kompromëss anzegoen.

Um Niveau vun der Kommissioun si mer der Meenung, datt à terme eng reduzéiert Kommissioun net ze vermeiden ass, mä mir halen awer drop, datt et zu enger egalitärer Rotatioun tëschent alle Länner kënnt. No enger Iwwerganksfrist - an do ënnerstëtze mer och eis Madame Ausseminister - soll e System realiséiert ginn, wou e Land während zwou Perioden zum Beispill an der Kommissioun vertrueden ass an dann eng Kéier net. Déi Fuerderung beinhalt och d'Garantië vun der Gläichheet tëschent alle Memberlänner an dem Précepte no deem d'Kommissären d'Intérête vun der Unioun vertrieden an net déi vun hirem Ursprongsland. D'Méthode communautaire ass a bleift bien entendu och fir eis deen eenzeg vertrietbaren a viable Prinzip no deem d'Unioun handele soll.

Wat also do de Conseil ubelaangt, ob et d'Propositioun ass fir eng Présidence iwwer 18 Méint mat dräi Länner lafen ze loossen oder eng renouvelabel iwwer zwee an en halleft Joer, ech mengen, dat si Saachen, déi muss ee préiwen, an ech hoffe staark, datt mer do e viable Konsens fannen, deen engersäits der Unioun och op deem Niveau erlaabt fir no bausse méi eng kohärent Visibilitéit ze hunn an no bannen eng Effikassitéit, déi se vläicht haut net ëmmer huet, ouni datt awer dofir de Prinzip vun der fundamentaler Egalitéit vun de Memberstaten a Fro gestallt gëtt. Op jidde Fall däerf een net aus den A verléieren, wat fir de Bierger méi visibel ass a wat et als Konsequenz och op den Équiliber vun den Institutiounen huet.

Här President, ech hu virdru gesot, datt ee vun deene grousse Défië fir d'Europäesch Unioun deen ass fir déi nei Memberen ze integréieren. Den 1. Januar 2005 iwwerhëlt Lëtzebuerg d'Présidence vun der Europäescher Unioun, dann ass d'Erweiderung vun der Unioun jiddefalls innerhalb vun den Institutiounen zumindest formal vollzunn. Et gëtt keen einfachen Exercice fir eist Land, well mir net iwwert dee Verwaltungsapparat verfüge wéi eis Frënn an der Unioun. Dat ass schonn e puermol gesot ginn. Dofir ass et och verständlech, datt mer hu missen zimlech massiv Leit astelle fir dee ganzen Aarbechtsopwand ze bewältegen, an dat eben och virum Hannergrond, datt mer zéng nei Memberlänner zielen.

Ech sinn iwwerzeegt, datt den haarde Kär vum Ausseministère an an eise Missiounen, ganz besonnesch zu Bréissel an an eisen Ambassaden, dës Erausfuerderung meeschtere wäert an och domat zum gudde Ruff vun eisem Land wäert bäidroen, esou wéi dat an der Vergaangenheet ëmmer de Fall war. Mä et ass och eng Erausfuerderung well eng Rei essenziell Froen op eis duerkommen. Vum 1. Juni dëst Joer un, als Member vun der Troika, kënne mer eis schonn op eis Présidence preparéieren an och déi Problemer méi am Detail kenne léieren.

Mä et stinn der do eng ganz Rei un. Et geet ëm d'Tëschebilanz vum Processus vu Lissabon - ech zielen der nëmmen e puer op - fir bis d'Joer 2010 aus Europa dee kompetitiivste Wirtschaftsraum ze maachen ouni awer d'Erhalung an d'Festigung vum europäesche Sozialmodell aus den Aen ze verléieren. Nodeem mer laang nogekuckt hu wéi eis Nopere sech mat den Upassungen, déi do noutwendeg sinn, schwéier gedoen hunn an hinnen och esouguer heiansdo méi oder manner gutt gemengte Rotschléi ginn hunn, mierke mer elo selwer - a grad just d'Aktualitéit vun deene leschten Deeg beweist dat -, datt dee raue Wand vun der internationaler Kompetitivitéit och hei zu Lëtzebuerg bléist, datt also och hei Ëmstellungen noutwendeg sinn, an déi wäerten hei gradsou wéineg wéi an deenen anere Länner einfach sinn.

Et wäert och ëm d'Finanzperspektive goe fir d'Joren 2007 bis 2013 an dat ebe grad just an zum Deel wéinst deenen neie Memberen. An ech deelen do voll a ganz der Madame Ausseministesch hir Meenung, datt et net ka si fir déi uewe genannte Périodes de budget vun der Unioun prinzipiell op 1% vum Bruttoinlandsprodukt festzeschreiwen. Mir sinn éischter der Meenung, datt een an enger éischter Etapp emol festhale soll, wat d'Unioun maache soll a wat net, an dat mat der Virgab vun der Effizienz a vum Évitéiere vun den Abusën. An da musse mer de Courage hunn, och hei, fir der Unioun déi Moyenen ze ginn, fir hei déi Politik, déi se décidéiert huet ze maachen, dann och kënnen effektiv duerchzezéien.

Här President, d'Erweiderung vun der Europäescher Unioun bréngt et mat sech, datt mer hei zu Lëtzebuerg mat 12% méi europäesche Fonctionnairë rechnen. Wa mer d'Zuele kucken, da stelle mer nämlech fest, datt eleng an deenen zwee leschte Joren d'Zuel vun den Effektiver ëm 1.500 Leit ronn an d'Luucht gaangen ass. De Standuert Lëtzebuerg als Ville siège ass an deene leschte Joren ouni Zweifel konsolidéiert a gefestegt ginn. Den zukünftege Sëtz vum europäesche Parquet kënnt op Lëtzebuerg. D'Geriicht fir déi europäesch Fonction publique och. Weiderhin huet d'Madame Ausseministesch mat dem Kommissär Kinnock en Accord ënnerschriwwen, deen an Zukunft hei e Minimum vun 3.400 Leit vun der Kommissioun garantéiert.

D'Kommissiounsservicer, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, si gestrafft an domat gestäerkt ginn. An de Projet vun enger zweeter Europaschoul zu Mamer, d'Renovatiouns- an d'Ausbauaarbechte vum Centre de Conférence, vum europäesche Geriichtshaff, vum Rechnungshaff a vun der europäescher Investitiounsbank ënnersträichen op eng bal spektakulär Manéier, datt Lëtzebuerg och an Zukunft e vollwäertege Siège wäert sinn, deen de Servicer vun den europäeschen Institutiounen déi beschtméiglech Aarbechtskonditioune garantéiert.

Här President, d'Europäesch Unioun muss sech och intern konsolidéieren. Nëmmen esou ka si um internationalen Niveau déi Roll, déi hir zousteet, anhuelen an och ausüben. Mir mussen alleguerte géint d'Onsécherheet kämpfen. Ech wëllt dofir ofschléissend d'Madame Ausseminister zitéieren. Si huet gesot: Et gëtt keng Alternativ zu enger resoluter internationaler Kooperatioun. Entweder mir setzen all zesummen d'Standarde vum Rechtsstat weltwäit duerch oder mir loossen zou, datt dee System vum internationale Recht ënnergruewe gëtt.

Och fir ons direkt Sécherheet si mir alleguer ugewisen op eng fonctionnéierend international Kooperatioun. Et ass dëst den Effort zu deem mir fir Lëtzebuerg bereet sinn, onse Beitrag ze leeschten als Member vun der Europäescher Unioun, als Partner an der NATO oder an der OSZE an natierlech als Member vun der UNO.

Mat deene Moyenen, déi mer hunn, probéiere mir en zouverlässege Partner ze sinn. Dat beweist d'Présence vun eiser Arméi am Balkan, am Kosovo, am Kader vu multinationale Polizeimissiounen an där Missioun. Mä et sinn och eiser Zaldoten um Flughafe vu Kabul täteg, oder och als Démineuren am Kambodscha. Dat si Beispiller, wéi eescht mer eis Roll innerhalb vun der internationaler Gemeinschaft huelen, mat deene begrenzte Moyenen, déi mer hunn. Nëmmen esou kënne mer déi Plaz, déi mer elo zënter engem hallwe Jorhonnert als respektéierte Partner an der Gemeinschaft zu den Natiounen eruewert hunn, behaapten. Dat hu mer mat Erfolleg och an deene leschte véier Joer fäerdeg bruecht, an dofir kënne mir eis alleguerte freeën.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Merci, Här Helminger. Den nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Och wa mir hei zu Lëtzebuerg an an Zentraleuropa elo scho bal 60 Joer ouni Krich konnten a Fridde mat eisen Nopeschstaten zesummeliewen, esou ass dach d'Welt méi onsécher ginn. Den Terrorismus huet mam 11. September en Héichpunkt erreecht, an elo mam 11. Mäerz zu Madrid och Europa voll getraff. Afghanistan, Irak, Konflikter um Balkan, déi héich brisant Situatioun tëschent Israel a Palästina dokumentéieren am beschten dës Onsécherheet. All dës Konflikter dierfen a kënnen ons net onberéiert loossen. Eleng als Lëtzebuerger bewierke mer awer näischt. Nëmmen am Kader vun der Europäescher Unioun kënne mir e Beitrag zu méi Fridde leeschten.

Et gëtt dofir keng Alternativ zu Europa. Mir all brauchen Europa. Fridden iwwer 60 Joer huet Europa eis bruecht, Natiounen a Bierger, déi zesumme schwätzen a schaffen, Grenzen ofbauen, Militär vun deenen eenzelne Länner net méi géintenee gericht sinn, mä zesumme weltwäit Friddensmissiounen erfëllen.

Den ADR steet dofir zu Europa, den ADR steet awer net zu egal wat fir engem Europa. Europa jo, awer net esou, dat war 1999 de Slogan mat deem den ADR an d'Europawahle gaangen ass. An der Tëschenzäit huet näischt un dëse Grondprinzipië geännert. Au contraire, mir si gestäerkt ginn an eisen Iwwerzeegungen an hunn eis dofir an Europa mat gläichgesënnte Parteien zesummegedoen, an der Union pour l'Europe des Nations. Eist Zil ass et keen europäesche Stat, mä en Europa vun de Staten, keen Europa wou zu Bréissel décidéiert gëtt wat an den eenzelne Länner nach däerf gemaach ginn, mä en Europa wou d'national Staten, d'national Parlementer décidéiere wat an Europa a wat an deenen eenzelne Länner décidéiert gëtt. Kee federaalt Europa, mä en Europa vu Staten, en Europa vun Natiounen, en Europa am Respekt vun den nationale Souveränitéiten, der Solidaritéit tëschent de Staten, en Europa am Respekt vun der Diversitéit vun deenen eenzelnen nationalen a regionale Geschichten, Identitéiten, Kulturen an Traditiounen.

D'Resultat vum EU-Konvent, dee während bal 18 Méint getaagt huet, an an deem d'Vertrieder vun den nationale Parlamenter, vum Europaparlament, den nationale Regierungen an der Kommissioun dra waren, hunn e konstitutionellen Text entworf, wat e Kompromëss ass, dee sécherlech keen zu 100% zefridde stellt, wou mir awer mengen, datt en där Richtung, déi mir upeilen, gréisstendeels entgéintkënnt, an dofir hu mir och deem Text zougestëmmt.

Firwat? Éischtens ersetzt dësen Traité constitutionnel all déi bestehend Traitéen, an zweetens, an dat schéngt eis wichteg ze sinn, kann dësen Text, wann en eemol a Kraaft ass, net méi esou séier geännert ginn, well en dann därselwechter Prozedur ënnerläit, wéi en zustane komm ass, an och der Estëmmegkeet ënnerläit.

E gëtt eis also Garantien, datt net méi esou séier kënnen nei Pouvoiren no Europa ofgoen. Bis elo sinn dës Accorde ganz dacks op Sommete vun de Stats- a Regierungschefen, dacks nuets kuerzfristeg geholl ginn, a hu missen duerno an duerch de Vote an den nationale Parlamenter ëmgesat ginn, ouni datt hei fundéiert Diskussioune gefouert gi sinn am Virfeld, an ouni datt déi eng an déi aner genau woussten, wat dann do décidéiert ginn ass. Esou och zu Nice, wou an enger Nuetssëtzung d'Spuenier an d'Polen e Stëmmrecht zouerkannt kritt hunn, wat zum Échec vum Traité gefouert huet.

Och wa mir elo eng nei Situatioun no de Wahlen a Spuenien hunn, an, wéi et schéngt, och Polen sech beweegt, well et sécherlech och net wëllt eleng isoléiert bestoe bleiwen, wär et wichteg wann en Accord géif fonnt ginn, a méi wichteg wär et, wann dësen Accord virum 13. Juni, deen Dag wou och d'Europaparlamentswahle stattfannen, kënnt fonnt ginn.

Prinzipiell muss ee sech d'Fro stellen, firwat datt den Traité iwwerhaapt nach eng Kéier zréck bei d'Stats- a Regierungschefe gaangen ass, Stats- a Regierungschefen, deenen hir Regierungen um Konvent direkt vertratt waren, déi also och dobäi waren, an eng ganz Rei vu Länner duerch hir Ausseministeren oder Europaministere vertratt waren, déi am Fong dee Konsens mat erstallt hunn, fir en duerno erëm op Regierungsniveau ze huelen. Och dat war sécherlech eng schlecht Praktik.

E weidere Punkt, firwat datt mir deem Traité zoustëmmen, ass d'Fro vun der Subsidiaritéit, wou soll versicht ginn um ënneschten Niveau wa méiglech Décisiounen ze huelen, well se do besser kënne geholl gi wéi op engem ieweschten Niveau.

D'national Parlamenter kréien no dësem Traité eng vill méi wichteg Roll ze spillen, an ech kommen herno nach dorobber zréck.

Och d'Prozedur, fir kënnen erëm aus der EU erauszegoen, ass an dësem Traité festgehale ginn. Et ass dëst sécherlech keen Zil, mä et ass awer, mengen ech, nëmmen eng normal Situatioun, datt wann een an eppes erageet, datt een och d'Méiglechkeet kritt, fir erëm do erauszegoen.

D'Basisdemokratie gëtt gestäerkt duerch d'Aféierung vun engem Referendum, dee ka verlaangt ginn, wann eng Millioun vun europäesche Bierger dat verlaangt, an d'Rechter vum Europaparlament géif ufechten.

Den ADR huet sech d'accord erklärt mat deem Text, ass awer net domat d'accord, datt op Regierungsniveau elo géife Verschlechterungen aus eiser Siicht zustane kommen. Dat kënnte mir net akzeptéieren, a géifen dann och bei engem Referendum zu engem Neen opruffen.

Wa Verbesserunge kommen, wéi zum Beispill, datt mer ee Kommissär pro Land aktéiert kriten, kënne mer eis averstanen erklären, genausou gutt wéi déi Diskussioun ëmmer gefouert gëtt vun deene sechs Mandater, wou den Text awer net seet, datt Lëtzebuerg manner wéi sechs Leit kritt, mä den Text leet just e Minimum vu véier fest, an e leet de Maximum fest, an e seet zum gegebenen Zäitpunkt virun 2009 misst versicht ginn en Accord ze fannen, fir am Kader vun där Zuel eng Opdeelung ze fannen, déi awer da muss eestëmmeg sinn, dat heescht an anere Wierder och d'Vetorecht huet. Et ass also falsch, wa verschidde Leit ëmmer erëm behaapte laut deem Text géif Lëtzebuerg op véier erofgoen. Sechs hätt een net kënnten als Minimum dra setzen, well Malta am Abléck der schonn nëmme fënnef méi huet.

Fir eis ass et wichteg, datt wann dësen Traité elo géif zu engem gudden Enn gefouert ginn, dat heescht, datt esouwuel Polen wéi Spuenien dem Traité géifen zoustëmmen, quitte datt do an der Stëmmegewiichtung eng kleng Korrektur géif bäibruecht ginn, ass et fir eis wichteg, datt dësen Traité engem Referendum hei zu Lëtzebuerg ënnerworf gëtt. Mir hunn als ADR an all eise Wahlprogrammer de Referendum ëmmer um nationale Plang virgesi gehat, a mäi Kolleeg Roby Mehlen huet 1998 och schonn deementspriechend eng Proposition de loi hei an der Chamber deponéiert.

Mir waren och scho beim Traité vu Maastricht fir e Referendum, an ech erënneren drun, datt deemools virun allem eis sozialistesch Kolleegen a virun allem den deemolege sozialisteschen Ausseminister, den Här Poos, sech géint e Referendum ausgeschwat huet, mat der Begrënnung, dat wier vill ze vill eng komplex Matière, fir d'Leit doriwwer ofstëmmen ze loossen. Seng sozialistesch Kolleegen a Frankräich haten deemools awer de Courage fir 50 Millioune Fransousen déi komplex Matière virzeleeën an iwwer Referendum doriwwer ofstëmmen ze loossen.

D'lescht Joer hu mer hei am Februar als ADR eng Motioun deponéiert, fir dass den Traité constitutionnel misst och engem Referendum ënnerworf ginn, an deemools, d'lescht Joer am Februar, ware mir leider déi Eenzeg, déi där Motioun zougestëmmt hunn. All aner Parteien hunn hir Zoustëmmung verweigert.

Mir waren awer dofir frou, dass am Juli eng Motioun - ech mengen, et war vum Kolleeg Fayot - deponéiert ginn ass, déi och de Referendum fir den Traité constitutionnel verlaangt huet, an dass dunn am Juli awer all Parteien hei am Parlament engem Referendum iwwert dësen Traité zougestëmmt hunn. Mir sinn dofir frou, dass d'Parlament sech dofir an eng gutt Richtung beweegt huet an dass mir domadden hei zu Lëtzebuerg méi eng Basisdemokratie kréien. Mir verlaangen och dofir, dass an Zukunft all Kéiers dann, wa mer Souveränitéitsrechter wëllen oftrieden, fir d'éischt iwwer e Referendum d'Zoustëmmung vun eisem Vollek muss gefrot ginn.

(Interruption)

Wat sot Dir, Här Fayot?

(Interruption)

Här Fayot, mir sinn ëmmer frou, wann déi aner an eis Richtung ginn, da verstitt Dir, dass mir lo frou sinn. An dass Dir dobäi gehollef hutt, dat éiert lech.

Sécherheet a Fridden - Europa, wéi ech scho gesot hunn, huet 50 Joer eis de Fridde garantéiert. Länner, déi an eiser Geschicht géintenee gekriecht hunn, schwätzen a schaffen haut mateneen. D'Friddensmissioun ass dofir déi wichtegst Missioun, déi Europa huet. Fridden no bannen ze sécheren, a Fridden no baussen hëllefen ze realiséieren. Den ADR ass dofir fir eng europäesch Aussen- a Sécherheetspolitik, ass dofir, dass d'international Kriminalitéit, den Terrorismus op europäeschem Niveau koordinéiert bekämpft gëtt. D'lescht Woch huet op en Neits bewisen, zu Madrid, dass eng enk Zesummenaarbecht op europäeschem Niveau an op internationalem Niveau méi wéi iwwerfälleg ass.

Mä och aner Problemer, vläicht fir verschidde Leit kleng Problemer, wéi d'Lëtzebuerger Sprooch, si fir eis wichteg. National Identitéiten, Kulturen erhalten: Déi kulturell Vielfalt an Europa ass a Wierklechkeet dee gréisste Räichtum, deen Europa huet. Dee muss erhale bleiwen. Hei dierf d'Europäesch Unioun sech net améschen. Fir eis gehéiert d'Lëtzebuerger Sprooch zum wichtegste Bestanddeel vun eiser Kultur. Ech wëll drun erënneren, dass mir och mengen, dass d'Sprooch dee wichtegsten Integratiounsfacteur an engem Land wéi Lëtzebuerg ass.

Ech erënneren un d'Nationalitéitegesetz, wou an dem Avant-projet d'Regierung am Fong, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien, d'Lëtzebuerger oder d'franséisch oder d'englesch Sprooch virgeschriwwen huet, wou mir eng ferme Oppositioun gemaach hunn, a wou schlussendlech dunn am Text zréckbehale ginn ass, dass Lëtzebuergesch d'Konditioun ass fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien.

Lëtzebuerg ass déi eenzeg Sprooch, déi net als eng offiziell europäesch Sprooch unerkannt ass. Mir hätten awer gären, als ADR, dass dat de Fall gëtt. Mir wëllen net, dass Lëtzebuerg soll an Text a Wuert iwwersat ginn, dass et soll eng Sprooch ginn, déi op europäesche Konferenze geschwat oder iwwersat muss ginn. Neen, mir hätte gären, dass se als europäesch Sprooch unerkannt gëtt. Malta, wat den 1. Mee an d'Unioun antrëtt, a wat méi kleng ass, huet seng Sprooch offiziell unerkannt kritt, a kritt se och domadden an den offiziellen Texter iwwersat, wat mir wéi gesot net wëllen. Hei huet eis Regierung versot. Den ADR verlaangt dofir, dass d'Lëtzebuerger Sprooch och als eng europäesch Sprooch unerkannt gëtt.

Mir sinn enttäuscht iwwert dem Statsminister seng Deklaratioun vu viru 14 Deeg, wou e gesot huet, hie géif sech net dofir wëllen asetzen, dass d'Lëtzebuerger Sprooch och als eng europäesch Sprooch unerkannt gëtt. Dat ass eng Ofwäertung vun eiser nationaler Identitéit, an dat grad vun eisem Statsminister.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch d'EU-Erweiderung vum 1. Mee kommen zéng Länner an d'Europäesch Unioun bäi a mir gi vu 15 op 25 Staten erop. Et sinn osteuropäesch Länner. Domadder erreeche mer, dass mer de Friddensberäich ausbauen an dass mir och deene Leit eng Zukunft ginn. Et ass wichteg, dass mir dëse Leit eng Zukunft ginn, well, an dat ass och d'lescht Woch hei an der Kooperatiounspolitik, wéi mir déi hei diskutéiert hu viru 14 Deeg, zum Virschäi komm - och mengen ech huet d'Parlament do eng eestëmmeg Sprooch geschwat -, et wichteg ass, dass mir och am Kader vun der Kooperatioun bereet sinn an déi aner Länner ze investéieren, fir de Leit do op der Plaz eng Zukunft ze ginn. Dat kënnt zum Schluss och eis zegutt.

Et ass awer och wichteg fir ons, dass dës State bäikommen - an dat huet een och gemierkt an deene villen Diskussiounen -, well dat Länner sinn, déi aus engem zentralistesche Regime kommen an déi net wëllen einfach elo an en aneren zentralistesche Regime goen. Déi net wëllen, dass de Kreml vu Moskau muer op Bréissel verluecht gëtt. Dofir, d'Reie vun deene Leit, déi engem zentralisteschen Europa méi skeptesch oder oppositionell géigeniwwerstinn, déi gi sécherlech och duerch d'Vergréisserung no Osten hi verstäerkt. An dat ass, mengen ech, och e positiven Aspekt, dee mir an dëser Diskussioun wëllen zréckbehalen.

Kuerzfristeg oder mëttelfristeg wäert dat natierlech negativ, virun allem finanziell Konsequenze fir déi aktuell Länner kréien. A mir hunn et erlieft an Däitschland bei der Wiedervereinigung, un där d'Bundesrepublik haut nach dru knat an och nach net weess, wéi se aus der Situatioun wäert erauskommen. An déi aktuell ekonomesch Situatioun hei an eise State wäert et och net méi einfach maachen, fir déi Finanzéierung vun der Erweiderung einfach oder liicht iwwert d'Bühn ze kréien.

Déi meescht Länner sinn net bereet, zousätzlech Finanze bäizebréngen. Mir mussen awer zu méi deelen. Et ass awer wichteg, dass mir de Leit soen, dass een déi Erweiderungen net zu engem Nulltarif ka kréien. Dës Erweiderung wäert och hire Präis hunn, a mir wäerten an deenen nächste fënnef, zéng, fofzéng Joer eng Ëmverdeelung maachen, déi hire Präis huet, mä déi awer mëttel- oder laangfristeg eisem Commerce, eisem Handel och wäert zegutt kommen.

Et ass dofir wichteg, dass mer dës gréisste Erweiderung, déi d'Europäesch Unioun erlieft, net iwwerstierzen duerch zousätzlech kuerzfristeg Erweiderungen. An dofir menge mir, wäre mir gutt beroden, dass een elo emol dës Erweiderung géif an d'Praxis ëmsetzen a waarde bis sech déi positiv wéi negativ Konsequenzen erausschielen, a kucken, wéi een da reagéiert, an da virugoen. Dofir soe mir och, dass een net soll d'Erweiderungsverhandlungen, déi elo lafe mat Rumänien a Bulgarien, iwwerstierzen, mä et soll ee fir d'éischt emol d'Konsequenze vun där fir den 1. Mee ustoender Erweiderung ofwaarden. Et soll ee kucken, dass minimal Normen onbedéngt erfëllt ginn, souwuel um soziale wéi um wirtschaftlechen an ëmweltpolitesche Feld.

D'Grenze vun Europa mussen doriwwer eraus kloer definéiert ginn. Esou kann eiser Meenung no d'Türkei weder geographesch nach op Grond vun hirer feelender Demokratie an d'Unioun opgeholl ginn. Net ze ënnerschätze sinn déi kulturell an déi reliéis Differenzen. Den ADR ass dofir kloer géint eng Opnahm vun der Türkei an d'Europäesch Unioun a schwätzt sech aus fir bilateral Konventiounen tëschent der Unioun an der Türkei ze realiséieren.

E sozial gerecht Europa! En Europa hu mer, wou d'Bierger elo gréisstendeels de Verdacht hunn, an och d'Realitéit et beweist, dass et op wirtschaftlechen Iwwerleeunge baséiert ass, wou déi multinational Konzerner d'Soen hunn, déi néideg Moyenen hunn, fir Lobbyismus zu Bréissel ze bedreiwen. D'Unioun huet während Jorzéngte gepriedegt, dës Politik misst sinn, fir dass mir de Chômage an Europa reduzéiert kréien - en ass awer ni erofgaangen, au contraire, en ass méi grouss ginn.

D'Gefor vum sozialen Dumping a ville Länner gëtt ëmmer méi konkret. Hei zu Lëtzebuerg gëtt den Drock op ons Sozialpolitik ëmmer méi grouss. An net méi spéit wéi gëschter konnt een am „Journal" liesen, dass am Wahlprogramm, deen eis Kolleege vun der Demokratescher Partei virgestallt hunn, den Henri Grethen, eise Wirtschaftsminister, am Zesummenhang mat den Aarbechtsplazen a mam Chômage gesot huet, dass, obwuel mir 2003 8.300 nei Aarbechtsplaze geschaaft hunn, an 2003 4.500 Leit an d'Pensioun gaange sinn, de Chômage hei zu Lëtzebuerg an d'Luucht gaange wär, an datt een déi Leit hätt kënne gutt, reng theoretesch gesinn, hei zu Lëtzebuerg placéieren, wa mir net hei zu Lëtzebuerg e Manktum u Qualifikatioun hätten, awer och eng Iwwerprotektioun, déi mer duerch onst Gesetz ginn. Eng Iwwerprotektioun duerch eis Gesetzgebung. Dat ass eng Ausso, déi engem ze denke muss ginn, wann e Lëtzebuerger Wirtschaftsminister seet, hei zu Lëtzebuerg hätte mer eng Iwwerprotektioun an der Gesetzgebung fir d'Salariat! Domadder gëtt ebe gesot, dass domadder och sozial Acquisen hei zu Lëtzebuerg a Fro gestallt ginn.

Obschonns déi Ausso an dësem Kontext falsch war, well wann déi Plazen, déi fräi gi sinn an déi zousätzlech geschaaft si ginn, net vu Lëtzebuerger Chômeure besat gi sinn, da si se vum Frontalier besat ginn. A wann déi hei op Lëtzebuerg schaffe kommen, dann ënnerleie se därselwechter Gesetzgebung wéi d'Lëtzebuerger, ënnerleien also och där sou genannter Iwwerprotektioun genausou gutt wéi déi aner. Et war also och nach sënngeméiss falsch hei ubruecht. Mä et warnt awer an et mécht d'Leit am Land hellhöreg, dass do Kräften amgaange sinn, fir sozial Acquisen ofzebauen.

Dat ass och déi grouss Angscht, déi d'Leit hei an där europäescher Politik hunn, dass mir et net wäerte fäerdeg bréngen, dass déi aner op eis sozial Niveauen, op eis Gehälter eropkommen, mä dass éischter Tendenzen do sinn, déi en Nivellement vers le bas wëlle maachen an déi eis Sozialgesetzgebung, eist Aarbechtsrecht, eis Lounpolitik op déi vun den Nopeschlänner wëllen upassen. An Däitschland gesi mer, wou eng rout-gréng Regierung amgaangen ass, wou ee gemengt hätt, déi misst méi sozial agestallt sinn, déi permanent amgaangen ass, sozial Acquisen ofzebauen, a wou een haut och nach net d'Enn vun där Politik gesäit.

Dat mécht de Leit hei am Land Gedanken, dat mécht de Leit Suergen hei am Land, dass mir och an déi Richtung ginn, an dofir wär et wichteg, dass mer an Europa zumindest sozial Mindestnormë géife schafen, sozial Mindestnormen, déi sécherlech net eise Problem direkt léisen, well d'Differenzen um ënneschten Niveau tëschent eis an enger Rei vun anere Länner esou grouss sinn, dass, wa mir sozial Mindestnormen och an enger éischter Etapp schafen, mir hei zu Lëtzebuerg dach mat eise Mindestnormen nach wäit doriwwer wäerte leien. Mä et muss en Ufank gemaach ginn an déi Richtung, well soss kréie mir hei zu Lëtzebuerg den zweete Präis.

Europa muss e soziaalt Profil kréien, fir dass d'Bierger och Vertrauen an dat Europa kënne kréien. De Begrëff sozial Maartwirtschaft ass kaum anzegrenzen a betrëfft souwuel den Aarbechtsmaart wéi d'Sozial- an d'Steierpolitik. Eng absolut Koordinéierung vun der Wirtschaftspolitik op europäeschem Niveau géif automatesch och zu enger Vereenheetlechung vun der Aarbechts-, Sozial- a Steierpolitik op europäeschem Niveau féieren. Dat wär, wéi ech et elo grad gezeechent hunn, eng Katastroph, et wär en Offizialiséiere vum Nivellement vers le bas. Mir si géint eng europäesch harmoniséiert Wirtschaftspolitik. Dëst muss bleiwe wéi elo, koordinéiert tëschent de Länner. Nëmmen eng responsabel Finanz- a Budgetspolitik vun deenen eenzelne State garantéiert d'Ofsécherung vum Fortschrëtt am Kader vun der sozialer Maartwirtschaft.

Den ADR ass dofir fir de Respekt vun de Stabilitéitskritären. Och wann eise Statsminister fir d'éischt, wéi eis däitsch a franséisch Nopere Schwieregkeete kritt hunn, gemengt huet, hinnen an anere missen d'Leviten ze liesen, huet en zënter e puer Méint eng Korrektur gemaach an ass domat d'accord, dass d'Stabilitéitskritäre verwässert kënne ginn. Obschonns hien alles mécht wat déi Däitsch verlaangen, ass seng 180°-Wendung awer preventiv, an zwar national preventiv. Lëtzebuerg wäert, méi séier wéi mer wëllen oder fäerten, d'Kritären och net méi erfëllen. Et ass also a priori eng preventiv Moossnam fir eis eege Situatioun, an et ass och domadder de Beweis, dass d'CSV-Finanzpolitik net esou roseg ass wéi se ëmmer versicht gëtt no baussen duerzestellen.

Den Accord vu Feira huet eis Regierung eiser Meenung no schlecht verhandelt. Et ass sécherlech den Ufank vum Enn vum Steiergeheimnis vun der Finanzplaz Lëtzebuerg. Mir fäerten, dass d'Regierung nach eng Kéier ëmfält am Kader vum Accord vu Feira. Mir verlaangen, dass dat wat deemools do zumindest ausgehandelt ginn ass erfëllt gëtt, nämlech dass all Länner vun der EU, vun der OECD, d'englesch Kanalinselen an esou virun, déiselwecht Konditioune mussen erfëllen. A mir sinn och dofir net bereet, engem Projet de loi zouzestëmmen, dee Feira ëmsetzt, soulaang wéi net déi Konditiounen erfëllt ginn. Fir d'éischt mussen d'Konditiounen erfëllt ginn, an eréischt dann däerf e Projet de loi op den Instanzewee goen an hei vun der Chamber gestëmmt ginn. Mir stëmme kengem Projet zou, wann net fir d'éischt all déi aner Konditiounen erfëllt sinn.

An der europäescher Politik a besonnesch hei am Land, ass fir eis d'Mëttelstandspolitik e wesentleche Faktor vun der Aarbechtsplazbeschafung. Hei huet eis Regierung all Dieren opgemaach, fir dass d'mëttelstänneg Betriber aus de Grenzregioune kënnen hei an d'Land kommen a fir eis Betriber eng maximal Konkurrenz duerstellen. Si huet et awer net fäerdeg bruecht, ëmgedréint dofir ze suergen, dass eis Betriber ouni Problemer kënnen an d'Grenzregioune schaffe goen. Haut nach ëmmer kréien eis Betriber Schwieregkeete gemaach wa se wëllen an d'Grenzregioun schaffe goen. Eis Regierung wollt hei wéi dacks de Supereuropäer spillen op Käschte vun eise Betriber.

A wie wonnert dat och wann ee weess, dass hei grouss Ausschreiwunge gemaach ginn, wou praktesch op Grond vun de Kritären am Cahier des charges nëmmen auslännesch Betriber déi Aarbechte kënne kréien a wou eis Betriber vun deenen Aarbechten op Grond vum Cahier des charges d'office ausgeschloss ginn. Et kéint ee bal soen: Méi domm geet et net! Hei zu Lëtzebuerg klëmmt de Chômage vu Mount zu Mount, d'Regierung ass net amstand dogéint ze reagéieren, mécht awer eng Politik, déi prioritär déi auslännesch Betriber avantagéiert a wou eis Betriber den zweete Präis kréien. Dës Politik ass net ze verstoen an déi muss gedréint ginn.

D'Landwirtschaft ass och e wichtege Sektor an der Europäescher Unioun. Den Agrarsektor ass de Primärsektor, well en d'Basis fir eis Ernährung duerstellt. Zënter de Roum-Verträg ass den Agrarsektor deen, deen am wäitsten an der EU integréiert ass an de gréissten Deel vun den EU-Finanze fléisst och an dee Sektor, an trotzdeem ass d'Landwirtschaft EU-wäit an hirer déifster Kris. Mir trieden a fir den Ofbau vun enger iwwerdimensionéierter Bürokratie, fir d'Erhale vu genuch Baurebetriber queesch duerch Europa, déi iwwerliewensfäeg sinn a Liewensmëttele regional produzéieren, fir eng finanziell Ënnerstëtzung, déi den ënnerschiddlech regionale Produktiounsbedéngunge Rechnung dréit. Et sinn dëst e puer vun enger ganzer Rei vu Fuerderungen, déi mir am Interesse vun der Landwirtschaft an dem Wäibau opstellen.

Mir si géint eng Iwwerréglementatioun iwwer en ze vill grousse Verwaltungsapparat, dee mengt missen alles virzeschreiwen, bis an déi klengsten Detailer, wéi den Duerchmiesser vun engem Apel muss sinn, fir dass et en Apel ass. Ech gesinn de Kolleeg Klein Jempy. Do hannen zu Steesel wëssen se wéi en Apel muss ausgesinn, fir dass et en Apel ass, ouni dass se dofir mussen eng europäesch Richtlinn kréien. Wéi breet oder wéi grouss en Duerchsëtz vun engem Traktor muss sinn. Alles dat beweist, dass mir ze wäit ginn, an dass Europa esou komplizéiert an esou komplex gëtt, dass den eenzelne Bierger et nëmme méi mat Kapprësele ka verstoen.

D'Bekämpfung vun der Korruptioun muss och an Europa weidergedriwwe ginn. Weider, staark Parlamenter mussen hir Roll erëm zréckkréien am Kader vun der Subsidiaritéit. Bis elo war et esou, dass am Fong déi ganz Diskussiounen ëm d'Europapolitik laanscht d'Parlamenter gelaf sinn, wou mer eis awer dach vläicht heibanne selwer musse mat der Nues huelen. Et muss ee soen, dass eis Regierung an alleguer wéi se do waren, och déi eenzel Ministeren,

dem Parlament ëmmer déi Dokumenter zougestallt hunn, déi mer gäre gehat hätten, mä mir mussen awer soen, dass mir ons selwer net à même gesat hunn, fir kënnen déi Dokumenter uerdentlech ze beschafen an eis eng Meenung ze bilden an och d'Kontrollfunktioun vum Parlament vis-à-vis vun der Regierung auszeüben.

De Subsidiaritéitsprinzip, deen elo géif agefouert ginn, wann den Traité constitutionnel géif akzeptéiert ginn, wär, dass an Zukunft déi national Parlamenter direkt vun der Kommissioun, also net méi iwwert d'Regierungen, mä direkt vun der Kommissioun, sämtlech Dokumentatiounen zougestallt kriten an dann an engem Zäitraum vu sechs Wochen drop misste reagéieren, wa se Problemer am Kader vun der Subsidiaritéit mat deenen Texter hätten.

Dass eis Regierung, a virun allem eise Statsminister, och net frou iwwert déi Entwécklung ass, wou d'Parlamenter erëm méi eng Matsprooch kréien, oder kriten, huet sech doranner gewisen, dass am Fong de Benelux-Pabeier, deen ausgeschafft ginn ass fir de Konvent, a wou de Schréftführer jo de Jean-Claude Juncker, wéi e selwer gesot huet, war, déi Iddi vun der Subsidiaritéit fir d'Parlamenter do mat anzebauen erëm ausgeschloss huet. Mir hunn an där Debatt hei an der Chamber als ADR dunn eng Motioun erabruecht, wou d'Parlament dunn awer, entgéintgesat zu deem wat an dem Benelux-Pabeier stoung, sech hei eestëmmeg fir déi Propositioun vun der Subsidiaritéitsfro ausschwätzt.

Wann dat elo kënnt, muss eist Parlament sech selbstverständlech mat Leit ëmginn, souwuel um Niveau vum Parlament wéi an de Fraktiounen, fir datt mer eiser Roll gerecht ginn, fir och kënne bannent sechs Wochen eis eng Meenung iwwert déi Texter ze bilden. Domadder erreeche mer och, datt d'Diskussioun erëm méi vun Ufank un hei an d'Parlament erakënnt an iwwert d'Parlament dann och un d'Forces vives de la Nation, un d'Beruffschamberen an un d'Leit hei insgesamt am Land vermëttelt gëtt.

Mir sinn als ADR och fir eng koordinéiert Awanderungspolitik. D'Asylan Immigratiounspolitik muss awer en nationaalt Recht bleiwen. Jiddere muss, wéi mir géife soen, Här am eegenen Haus bleiwen. Et kann net sinn, dass Bréissel eis géif virschreiwen, wéi vill Asylbewerber Lëtzebuerg misst ophuelen a wéi eis Asylpolitik misst ausgesinn. Mir si fir eng Koordinatioun, awer géint eng Harmonisatioun. Mir sinn derfir, datt bilateral Ofkommessen tëschent deenen eenzelne Staten ausgehandelt kënne ginn, wéi zum Beispill elo iwwer eng gemeinsam Réckféierung.

Wat d'EU-Finanzéierung ubelaangt, si mir fir d'Bäibehalung vun deem aktuelle Finanzéierungssystem, deen um nationale Wirtschaftswuesstum berout. Mir sinn der Meenung, et sollt een un désem Prinzip am Abléck näischt änneren. Mir sinn awer virun allem dergéint, datt eng europäesch Steier sollt agefouert ginn. Bis elo war et am Fong nëmmen eise Statsminister, deen a verschiddenen Interviewen, meeschtens am Ausland, dës Iddi virgedroen huet, mä zënter gëschter - géif ech soen - ass se offiziell d'Meenung vun der Lëtzebuerger Regierung, well se gëschter och hei an der Deklaratioun vun der Madame Ausseminister virgedroe ginn ass.

Mir si géint eng europäesch Steier. Et ass e wesentleche Schratt oder et wier e wesentleche Schratt zu engem europäesche Stat. Mir hunn awer keen europäesche Stat. Et ass en nationaalt Souveränitéitsrecht, fir vun de Bierger a Betriber Steieren däerfen anzekasséieren. An et muss ee wëssen, wa mer dat dote géife maachen, wier et um Enn fir den Eenzelne méi deier. Et ass nämlech net esou einfach, eng europäesch Steier anzeféieren, wann een dat muss a Verbindung mat deenen eenzelne Steieren an deenen eenzelne State bréngen, déi awer grouss divergent sinn, an, och wat d'Niveauen an d'Fräibeträg ubelaangt, wou grouss Differenze sinn.

Mir hunn hei scho matgemaach, datt mer zum Beispill eng grouss Steierreform gemaach hunn, wou e groussen Deel vu Leit hei am Land dovu profitéiert hunn, mä wou awer och e wesentlechen Deel vu Leit - déi mat bescheidene Revenuen - net konnt vun deene Steierreforme profitéieren. Doduerch dass d'Gemengen elo manner Gelder kréien, ginn d'Gemengen hin a se hiewen hir Taxen a Steieren an treffen domadder och déi Leit, déi bei där nationaler Steierreform näischt kritt hunn. Global gesi kommen also déi Leit mat deene klengen a mëttlere Revenuë bei der globaler Steierpolitik vum Stat a vun de Gemenge méi schlecht ewech.

Mir fäerten, datt bei enger europäescher Steier, obscho mer vum Grondprinzip dergéint sinn, mä wann och do eng géif kommen, géif et erëm d'selwecht goen, datt déi Leit, déi vu Steiererliichterungen um nationale Plang géife profitéieren, dat kéinten als Kompensatioun hunn, mä dass déi Leit, déi net kënne profitéieren, iwwer eng zousätzlech europäesch Steier, egal a wat fir enger Form, datt se da wier, géifen och nach zousätzlech belaascht ginn.

Et ass also quant au fond. Quant au fond si mer dergéint fir eng europäesch Steier anzeféieren. A wann een dann och nach kuckt, wéi se kéint kommen, géif se méi wéi sécher - an do gëtt et kee Weederlaanscht - och nach sozial ongerecht ginn.

Dofir si mer wéi gesot géint esou eng europäesch Steier a mir wëllen och domadder soen: Déi gewëssen Hypokrisie, déi vun alle Regierungen hei an am Ausland gemaach gëtt…

M. le Président.- Här Gibéryen, Är Zäit ass erwier.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wéi vill Zäit hunn ech geschwat?

M. le Président.- 34 Minutten. Dir hutt se erschöpft.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dann hunn ech nach 16 Sekonnen. Dat geet duer.

Déi Hypokrisie, déi um europäeschen Niveau besteet, an och hei, wou d'Ministeren ëmmer kommen a soen, ech wollt dat doten net maachen, mä ech kréien et vu Bréissel virgeschriwwen, dat ass eng Hypokrisie op héchstem Niveau, well Bréissel kann nëmmen dat virschreiwen, wou et d'Recht eng Kéier vun den nationale State kritt huet. Esou ginn d'national Staten dacks Pouvoiren u Bréissel of, hannert déi se sech dann herno verstoppe wa se vu Bréissel kommen a se mussen national ugewannt ginn. An esou géif et och sécherlech mar bei enger europäescher Steier kommen, wou da gesot gëtt, mir hätten dat doten net gemaach, mä mir kréien et vu Bréissel erof.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Dofir si mer géint eng Europasteier a mir wäerten am Kader vun der Subsidiaritéit, wann se sollt kommen, do dergéint schaffen. An, wann et géif Realitéit ginn, da géife mer et och um Wee vun engem Referendum wëlle verhënneren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt nach kuerz iwwert den Déiereschutz schwätzen. Eiser Meenung no och ganz wichteg, fir dass deen um europäeschen Niveau méi e grousst Gewicht kritt. Mä dat maache mer dann eng aner Kéier.

Ech soen Iech merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Den Här Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéll vläicht am Ufank vu menger Ried mol an Erënnerung ruffen, datt eigentlech eng aussepolitesch Debatt oder d'Aussepolitik als solches ganz vill Facetten huet. Datt déi sech sécherlech net nëmme reduzéiert op gewëssermoossen iwwerflächlech diplomatescht Handeln, diplomatescht Vermëttelen, mä datt niewent där diplomatescher Facette, déi natierlech eng Aussepolitik huet, eng ganz Rei Elementer dozou gehéieren, déi vun immenser Bedeitung sinn. Dat si wirtschaftlech Facetten, dat si sozial Facetten, dat sinn ekologescher. Et sinn der natierlech och, déi am Zesummenhang sti mat der Sécherheetspolitik, sou gutt national wéi och europäesch oder international.

Ech wëll awer, ier ech op sechs Punkte wëll am Detail agoen, dann ufänke mat der Sécherheetspolitik. Ech mengen, selten huet eng aussepolitesch Debatt, wat deen dote Punkt ubelaangt, an esou engem leider ganz aktuelle Kader ugefaangen. Den 11. Määrz dat schrecklecht Attentat zu Madrid mécht, datt mer duerfir dës Debatt, wat d'Sécherheetspolitik an deem aktuelle Kader ugeet, ënnert deem leider schreckleche Virzeeche musse féieren. An deene leschten Deeg a Wochen ass relativ vill gesot a vill geschriwwe ginn, erëm eng Kéier. Engersäits iwwert den Terrorismus, deen een natierlech muss schäerfstens condamnéieren, a seng Ursaachen. Anerersäits awer och iwwert d'Mechanismen a Mesuren, déi déi international demokratesch Gemeinschaft virun allem sech muss ginn, fir deen Terrorismus do ze bekämpfen.

Ech muss awer gläich derbäi soen, datt ech, an och meng Fraktioun, entsat sinn iwwert d'Iwwerflächlechkeet mat där eigentlech de Sujet awer generell diskutéiert gëtt. Mech huet perséinlech wierklech schockéiert, op wéi eng Aart a Weis - kann ee bal soen -, datt zu iwwer 90%, wann iwwer Terrorismus geschwat gëtt, d'Ursaache méi wéi iwwerflächlech gekuckt ginn, respektiv virun allem wann d'Instrumenter diskutéiert ginn, mat deene mer deen Terrorismus do bekämpfen, datt quasi ausschliesslech vun Iwwerwaachung, vu Repressioun a vu staarkem Stat, a verschiddene Länner souguer doriwwer eraus staarke Persounagë geschwat gëtt, fir deen Terrorismus do an de Gréff ze kréien.

Ech muss lech ganz éierlech soen, mir mécht dat immens vill Suergen. Mir mécht deen Discours, deen de Moment europäesch an international gefouert gëtt, wéi den Terrorismus soll bekämpft ginn, mindestens esou vill Angscht wéi den Terrorismus selwer. An ech mengen ech sinn net deen Eenzegen, deem et esou geet. Ech mengen, datt entre-temps vill Biergerinnen a Bierger an Europa an doriwwer eraus sech Froe stellen, ob mer net amgaange si genau dat ze maachen, wat eigentlech zum Deel zumindest déi Terrorakte bezwecken, nämlech den Ausverkaf virzebereede vun de biergerleche Fräiheeten, d'Schafung vun engem Iwwerwaachungsstat, deen eigentlech, wéi mer geduecht hunn, der Vergaangenheet misst ugehéieren, an doriwwer eraus ënner Konditiounen, déi mat Sécherheet kaum géeegent wäerte sinn, fir dee Phenomeen Terrorismus an de Gréff ze kréien.

Den Här Fayot huet eng Kéier an enger aussepolitescher Debatt hei virun enger Rei Wochen oder Méint - ech weess net méi genau den Zesummenhank, a wat fir enger Debatt et war - zu Recht gesot - ech mengen et war am Kader vun engem Anti-Terror-Gesetz, wou mer hei diskutéiert hunn -, datt et vläicht och mol noutwendeg wier, mol erëm eng Kéier e kale Kapp ze kréien, mol erëm eng Kéier sech vläicht eng gewëssen Distanz ze huelen, bei allem Schrecklechen, wat och do passéiert, a sech méi gutt ze iwwerleeën, oder zumindest déi Mesuren - et misst ee se mol eng Kéier alleguerten opzielen -, déi mer an deene leschte Méint geholl hunn, wat soi-disant déi Bekämpfungsmesuren, déi Repressiounsmesuren zum Terrorismus ubelaangt. Do emol eng Kéier de Bilan driwwer zéien, ze kucke wat se reell bruecht hunn an der Praxis, wat déi vill Geheimdéngschter an déi ëmmer méi perfektionéiert Geheimdéngschter an der Praxis bréngen.

Da kéime mer wahrscheinlech zu de Konklusiounen, datt et wierklech dozou gefouert huet, datt d'demokratesch an d'biergerlech Fräiheeten zu engem gudden Deel, sécherlech net gewollt vun deene Leit, déi dofir antrieden, ageschränkt gi sinn - ech wéll kengem Politiker ënnerstellen, datt en a priori fir déi dote Mesure géing antriede fir d'biergerlech Fräiheeten anzeschränken, mä et huet indirekt awer déi Konsequenzen - a virun allem wa mer dee Bilan géifen zéien, da géinge mer feststellen, datt d'Effikassitéit vun deene Mesuren äusserst a Fro ze stellen ass.

Et ass och vill driwwer diskutéiert ginn - den Här Wiseler huet et hei e bëssen als Réplique un den Här Asselborn an de Raum gehäit - iwwert d'Fro, ob den Irak-Krich dann elo eng Schlësselpositioun an der Net-Weiderentwécklung vun der Onsécherheet an Europa an an der Welt gespillt huet oder net? Den Här Wiseler huet zwar zu Recht hei gesot, datt sécherlech den Irak-Krich als solchen net deen eenzege Punkt ass, deen ee muss opziele wann een driwwer diskutéiert wat déi international Sécherheetslag verschäerft huet an datt ee misst och do virdru kucken.

Mä wann een dat mécht, Här Wiseler, da muss een awer och effektiv e bësse méi wäit goe wéi dat wat Dir gemaach hutt an da muss ee sech d'Fro stelle wéi dee schrecklechen Terrorismus, mat deem mer konfrontéiert sinn, effektiv entstanen ass, wou seng Wuerzele sinn, wien déi Leit waren zum Beispill, déi en am Ufank finanzéiert hunn, déi en trainéiert hunn, déi en opgebaut hunn.

Mir wëssen alleguerten - dat steet a munch engem seriöe Geschichtsbuch geschriwwen -, datt den Osama Bin Laden eigentlech säin Ursprong fënnt an der Ënnerstëtzung vun de Vereenegte Staten an den 80er Jore virun allem, an Dir wësst, an den 80er Jore war den Afghanistan e Konfliktfeld am Kader vum Kale Krich tëschent der Sowjetunioun an de Vereenegte Staten. Et war en Operatiounsfeld, déi Zäit och vun deene Vereenegte Staten, vun der Reagan-Regierung deemools am Kader vun dem Kale Krich. An den Osama Bin Laden - effektiv wéi den Här Asselborn menger Meenung zu Recht awer drop hiweist hei - huet säin Ursprong a Saudi-Arabien an en huet eigentlech seng ganz „abscheulesch Carrière" virun allem deenen ze verdanken, déi haut am meeschte mam Fanger op e weisen an en als, zwar zu Recht, Verbriecher Nummer 1 op der Welt duerstellen a Kappgelder op en aussetzen a Milliounen-Dollar-Héicht.

Ech mengen, et ass och wichteg, datt een dat seet. Firwat? Net well een onbedéngt domadder wëllt elo hei d'Vereenegt Staate bramarken an drop hiweisen, datt déi eng besonnesch Responsabilitéit hunn an där Entwécklung do, mä et ass awer wichteg zumindest, fir datt een net, wann een an Zukunft driwwer diskutéiert, fir zum Beispill neien Terrorismus - well et gëtt villfälteg Formen - ze évitéieren, déi nämlecht Feeler mécht wéi dat virun allem awer d'Vereenegt Staten an den 80er Joren, mä och virdru scho gemaach hunn, andeem mer egal wien ënnerstëtze wann et eis geopolitesch oder ekonomesch an de Krom passt. Dat heescht, andeem mer eigentlech d'Brandstëfter, mat deene mer herno selwer konfrontéiert sinn, förderen zu engem Zäitpunkt wou et eis arrangéiert. Dat muss een awer an deem heite Kontext soen.

An dann, wann een iwwert d'Ursaache schwätzt vum Terrorismus, da muss ech soen, amplaz datt de Moment 90% vun der ëffentlecher Debatt erfëllt gëtt duerch Diskussiounen iwwer Repressioun a Sécherheetsmesuren, géing ech wierklech vill léiwer driwwer diskutéiere wat déi reell Ursaache si vun deem Terrorismus. Et ass sécherlech richteg, datt entre-temps deen doten Terrorismus Formen ugeholl huet, déi vun enger Abscheulechkeet sinn, déi eigentlech a senger Phantasie virun 10 oder 15 Joer kaum ee gewot huet sech virzestellen.

Mä och wann déi Leit do äusserst abscheulech Krimineller sinn, mä do wou se rekrutéiert ginn an d'Grondursaachen dovunner, dat sinn net déi Organisatiounen do als solch. Si entstinn op engem Nährbuedem, dee gënschteg ass, op enger internationaler Situatioun, déi gënschteg ass, op enger Organisatioun vun der Weltgemeinschaft, déi sozial an ekologesch esou ongerecht ass wéi se nëmme méi ka ginn.

Mir hunn an deene leschten 20 Joer eng Situatioun op Weltebene, déi wat d'Aarmut an d'Ongerechtegkeeten ubelaangt, sech net verbessert huet, mä sech dramatesch verschlechtert huet, an dat sinn eigentlech déi Ursaachen iwwert déi ee misst méi prioritär diskutéieren eiser Meenung no, wéi iwwert dee 27. neie Repressiounsapparat oder dee 50. neie Geheimdéngscht, deen ee sech schaaft, deen am Endeffekt einfach nëmmen dat bréngt wat e bréngt, mä sécherlech eis net wäert nei terroristesch Akten an deenen nächste Méint a Joren erspueren.

Déijéineg, déi dat behaapten, dat sinn déi, déi de Leit Sand an d'Ae streeën an déi eis an eng ganz geféierlech Sakgaass eramanövréieren, aus där mer eng Kéier ganz schwéier wäerten erauskommen. Wa mer wëllen iwwer Terrorismusbekämpfung diskutéieren, da kommt mir diskutéiere virun allem iwwert d'Ursaachen dovunner a wéi mer déi kënnen évitéieren oder bewältegt kréien an do happert et awer. Do sinn oft déi nämlecht Natiounen, déi zwar markant Spréch vum Stapel loossen, wann et dréms geet iwwert den Iwwerwaachungsstat ze diskutéieren an den Terrorismus ze bekämpfen. Et sinn oft déi nämlecht Staten, déi sech méi wéi schwéier dinn, wann et drëm geet d'Ursaachebekämpfung vum Terrorismus virzehuelen.

An da muss ech och soen: Wat fir ee Bild gëtt dat dann of? Ech schwätzen elo net vun deene Ligen, déi den Här Asselborn opgezielt huet tëschent deem schlëmmen Attentat zu Madrid an deem Wahlsonndeg zu Madrid, mä ech schwätzen hei vun deem Lügengebilde wat England zesumme mat Spuenien, Portugal an de Vereenegte Staten opgebaut huet am Kader vum Irak-Krich, fir ze justifiéiere fir do ze intervenéieren.

Wann een an deene leschte Wochen a Méint d'international Press gelies huet a virun allem Artikelen oder Beiträg gelies huet vun allméiglechen Experte bis bei d'fréier Geheimdéngschtleit vun de Vereenegte Staten, da stinn engem d'Hoer zu Bierg wat do alles un d'Dageslíicht kënnt, mat wéi enge Methoden d'Bush-Administratioun mat sengen Alliéierten zesumme geschafft hunn. An da muss een esou soe wéi et ass, an do ginn ech dem Här Wiseler Recht, sécherlech ass et net fir mam Fan-

ger nëmmen op eng politesch Richtung ze weisen. Do ware méi politesch Richtunge vertrueden. A wat fir ee Bild gëtt dat of an der internationaler Diskussioun, virun allem natierlech och an deene Länner, wou den Nährbuedem vum Terrorismus existéiert?

Mir mussen eis dach awer d'Fro stellen, wa mer esou wéi dat dote virginn, wou dann d'Glafwierdegkeet och ass vun eisem Discours, dee mer wëlle féiere par rapport zu deene Länner, wa mer iwwer en uerdentleche Rechtsstat diskutéieren, iwwer Wäerter, iwwert déi grouss fräiheetlech Valeuren, déi jo dann an d'Fënster gestallt ginn, wa mer wësse mat wat fir enge Ligen a Manipulatiounen dann operéiert ginn ass am Kader vun deem Irak-Krich d'lescht Joer. Dann ass et ganz kloer, da si mer net glafwierdeg. An ech soen Iech ganz éierlech, et huet mir och wuel gedoe wéi zu Madrid de Wahlsonndeg déi politesch Partei vun de Wieler sanktionéiert ginn ass, déi mat ähnleche Ligen nach tëschent zwee Wahldeeg versicht huet ze operéieren um Bockel vun deem schrecklechen Attentat, wat do geschitt ass.

Ech war och méi wéi zefridden driwwer, datt d'Vollek dat Spillchen emol eng Kéier duerchkuckt huet an ech erhoffe mer och, datt fir déi wichteg Wahlgäng, déi an deenen nächste Méint international ustinn, net nëmmen an Europa, mä datt och aner Völker déi Lügengebilden do duerchkucken an déijéineg sanktionéieren, an d'Rechtsstaatlechkeet an déi méi éierlech Discoursen an der Vierdergrond stellen, déi mat esou Lige virginn an deementspriechend natierlech all Crédibilitéit vun effektiv der fräidenkender Gemeinschaft op d'Spill setzen.

En zweete Punkt, Här President, op deen ech wëll agoen an deem Kontext, deen oft gär ënnerschloe gëtt an der Diskussioun, virun allem natierlech och de Moment gär ënnerschloe gëtt, well en e konkreten Nidderschlag huet an deenen europäesche Länner oder deenen héich industrialiséierte Länner, dat ass den Ëmweltschutz als solchen a virun allem natierlech d'Klimaverännerungen an de Kyoto-Protokoll.

Et gëtt éischtens emol tëschent deene Konflikter am Noen Osten e ganz enke Lien mat der Problematik vum Klima. Et ass kloer, mir wëssen, et alleguerten, am Noen Osten do geet et ëm Ressourcen an et geet virun allem ëm fossil Brennstoffer, déi ëmmer méi knapp ginn a wou souwisou, esou wéi d'Situatioun an d'Entwécklung haut ausgesäit, virun allem an Asien, also a China, d'Knappheet vun deene fossile Brennstoffer, virun allem vum Pëtrol, vill méi séier wäert antriede wéi dat gemengt ginn ass.

Wann de Wirtschaftswuesstum a China zum Beispill op deem héijen Niveau bleift an deenen nächste Joren, an dovu kann ee roueg ausgoen, dee mer haut kennen, a mir fanne keng Alternative fir China, dann ass et zimlech kloer, da wäert Der erliewen, datt d'Pëtrolsknappheet vill méi séier wäert komme wéi et eis léif ass an da wäert Der och erliewen, onofhängeg vun ekologesche Steierreformen oder wat och ëmmer, datt d'Pëtrolspräisser wäerten duerch d'Plafonge schéissen an enger Aart a Weis, datt et eis schwindeleg an dronke wäert ginn. Well et ass zimlech kloer, et ass eng elementar Regel vun enger Maartwirtschaft, vun engem fräie Maart, wann d'Demande ufänkt méi grouss ze ginn oder bäi wäitem méi grouss ze gi wéi d'Offer, an dat ass an deem heite Fall par rapport zu där Hausse vun der Demande bei der Ressource gläich de Fall, da ginn d'Präisser massiv a ganz rapid an d'Luucht.

Ech mengen, dofir gëtt et en enke Lien zwëschent deenen zwou Problematiken, mä et gëtt awer och nach een um Niveau vun den direkte Resultater vun de Klimaverännerungen. Och do muss ech dem President vun de Vereenegte State soen, ech wär gär Maische gewiescht am Oval Office, wéi en de rezente Bericht vum Pentagon virgeluecht kritt huet, deen him däitlech gemaach huet, datt eigentlech d'Krichsgefor Nummer 1 an deenen nächsten zéng, fofzéng, zwanzeg Joer wäert d'Klimakatastroph ginn.

Et muss ee jo wëssen, datt grad deen nämlechte President direkt no sengem Wahluntrëtt versicht huet déi Problematik ze verneinen oder ze soen, et gëtt se net oder si ass net bewisen. Entre-temps gëtt et nëmmen nach ganz wéineg ganz Hartnäckeger, déi dat verneinen. Quasi all international Wëssenschaftsinstituter soen, datt effektiv déi global Klimakatastroph nach vill méi rasant virugeet, wéi dat gefäert ginn ass.

Fir dann awer zréckzekommen op deen aussepolitesche Volet dovunner: Mir wëssen entre-temps, datt Flüchtlingswellen oder Kricher a Konflikter net nëmme stattfanne wéinst Ressourcë wéi zum Beispill dem Pëtrol, mä an Zukunft wäerten och stattfanne wéinst esou „banale" Ressourcë wéi Waasser oder wéinst esou „banale" Ressourcë wéi Äerd, dat heescht Regiounen, wou et einfach net méi vivable ass wéinst de Konditiounen, déi do bestinn. Ech wëll Iech nëmmen zitéieren, wat aus deem Rapport do erausgeholl ass vum Joer 2003. Am Joer 2003 hu mer duerch Katastrophen, déi ganz kloer an Zesummenhang bruecht gi mam Klimawandel, op der Welt 50.000 Doudeger gehat. Mir hunn e finanzielle Schued gehat vu 60 Milliarden Dollar, haaptsächlech natierlech duerch schwéier Iwwerschwemmungen an der Europäescher Unioun an och am asiatesche Raum, Hëtzewell oder Feier zum Beispill.

Déi schlëmmst betraffe Länner sinn natierlech hei erëm eng Kéier déi Länner, déi souwisou schonn net ganz vill hunn. Dat kënnt duerch deenen hir geographesch Lag, déi se hunn. Mä et sinn entre-temps net nëmmen déi, et sinn och ganz aner Regiounen, och d'Landwirtschaft an Europa ass zum Beispill betraff, mä och aner Regiounen an Europa an aner ekonomesch Secteuren an Europa sinn ëmmer méi betraff vun där Situatioun. Eleng déi Hëtzt vum leschte Summer huet Schied an Héicht vun zéng Milliarden Dollar an 20.000 Doudeger verursacht. Dat sinn Zuelen, déi muss ee sech einfach mol virun Ae féieren. Hei schwätze mer net méi iwwer Klengegkeeten a Bagatellen.

Ech muss soen, ech kann och dofir nëmmen doriwwer staunen, mat wat fir enger Liichtfankegkeet déi meescht europäesch Regierungen nach ëmmer dann esou Saachen huele wéi d'Ëmsetzung vum Kyoto-Protokoll, an där Prozedur wou mer elo dra sinn, wann ee weess, mat wat fir enge Konsequenzen de verbonnen ass - och fir de Weltfridde schlussendlech, dat heescht och fir d'Aussepolitik insgesamt.

Dofir ass et fir eis als Gréng allefalls kloer: Och Ëmweltschutz an och esou Saache wéi Kyoto mussen e wichtege Bestanddeel gi vun enger Aussepolitik, an deementspriechend mussen och d'Ëmsetzungsmesuren, déi een um nationale Plang hëlt, aussepolitesch ofgeweit ginn, wann een Décisiounen hëlt, an deementspriechend muss een déi dote Saachen all mat abauen.

(Interruptions)

Ech kommen dann zum zweete Punkt, op deen ech wollt agoen, dat ass d'Wirtschafts- an d'Sozialpolitik an Europa. Mir si jo elo hei zu Lëtzebuerg konfrontéiert mat engem Beispill, wat menger Meenung no als illustréierend Beispill - ech hunn et gëschter scho kuerz hei ugedeit - exemplaresch ass fir dat, wat menger Meenung no oder eiser Fraktioun hirer Meenung no an deenen nächste Joren och muss ustoen, wa mer iwwert d'Verdéiwung zum Beispill diskutéiere vun der Europäescher Unioun, nämlech d'Fro: Wéi brénge mir et fäerdeg deem Wirtschaftsraum, dee mer geschafen hunn, och e reglementaresche Kader ze ginn, datt en - loosst mer soen - sozial gesinn awer nach an der Traditioun bleift vun deem, wat mer nom Zweete Weltkrich opgebaut hunn, an net an eng Richtung geet, wéi dat éischter an den 80er an an den 90er Joren den Trend war, nämlech fir an d'Richtung ze goe fir alles ze dereguléieren an ze mengen, wat mer d'sozial an d'aarbechtsrechtlech Standardë méi no ënne schrauwen, wat et de Leit besser géing goen.

D'Beispill vun der Arcelor ass eigentlech nëmmen ee Fallbeispill dofir. Et ass d'Konsequenz vun enger Situatioun, an där europäesch Konzerner massiv Aarbechtsplazen an aner Regioune vun der Welt verlageren, oft a Länner, déi um Rand vun der EU leien oder a Länner, déi elo an deenen nächste Méint oder souguer Jore wäerte bäitrieden. D'Grënn dovunner sinn einfach: Et ass einfach ganz banale Sozialdumping, deen do bedriwwe gëtt. Et geet hei drëms fir déi Länner auszenotzen, fir d'sozial Standarden insgesamt an der Europäescher Unioun no ënnen ze schrauwen. Et ass eng Politik, déi méi wéi verwerflech ass, d'autant plus wou déi nämlecht Konzerner och hei nach profitéieren. Et geet mer elo net nëmmen drëm, fir elo mam Fanger ze weisen op de Stolberäich oder d'Arcelor zu Lëtzebuerg - Dir kënnt där Noriichten do de Moment en permanence liesen.

D'lescht Woch, fir e Beispill ze ginn, wat net zu Lëtzebuerg stattfënnt, konnt ee liesen an den Zeitungen, datt an Däitschland Siemens och bal 10.000 Aarbechtsplaze wëllt verlageren a Schwellelänner vun der Europäescher Unioun, och aus deenen nämlechte Grënn wéi hei d'Arcelor wëllt Aarbechtsplazen ofbauen. Dat heescht, dass engersäits déi dote Konzerner profitéiere vun engem europäesche Kader, vun engem Wirtschaftsrahmen, vun enger politescher Stabilitéit, fir kënnen hir Mammenhaiser do doheem ze hunn, dat heescht à l'abri ze sinn eigentlech vun alle politesche Spannungen, déi een och vläicht an anere Länner huet, wou se anerwäerts awer oft Aarbechtsplazen an Aktivitéite verleeën. Si profitéiere ganz kloer vun där géuerdneter Situatioun, mä fir de Rescht verleeën se awer hir Aktivitéiten a wa méiglech och nach hir Benefisser dohinner.

Dat heescht, datt se hei guer näischt vun deem Räichtum, dee se erwirtschaften, an déi Länner wëllen zréckfléisse loossen, an deenen se eigentlech doheem sinn. An do gëtt et Mechanismen, déi ee kann uwenden.

Et gëtt jo oft villes kritiséiert, wat aus de Vereenegte State kënnt, mä ech kann Iech soen, kuckt Iech mol eng Kéier un, wéi d'Gesetzgebung deelweis an de Vereenegte Staten ass par rapport zu multinationale Konzerner vun de Vereenegte Staten. Do fannt Dir heiansdo Réglementatiounen, déi vun enger Striktheet sinn, déi ee sech a priori vun deem sou genannten absolut fräie Maartwirtschaftsland net kënnt erwaarden.

Dat heescht, et ass méiglech gewësse Schutzmechanismen anzebauen, zemools wann een esou e grousse Bannemaart huet, deen d'Europäesch Unioun awer nun emol gëtt, mat 25 an duerno esou guer méi Länner. Doranner gesi mer jo alleguerten eng Chance, mä da musse mer awer derfir suergen, datt mer an deenen nächste Joren et fäerdeg brénge sozial Bedingungen, sozial Standarden an aarbechtsrechtlech Standarden ze schafen, déi gewësse Barrièren och abauen, datt net méi egal wat méiglech ass an där globaliséierter Welt, an där mer an Zukunft liewen, an op alle Fall net méi egal wat méiglech ass mat der Ënnerstëtzung vun där Unioun, an där déi meeschte Konzerner awer doheem sinn, dat heescht hir Sièges nach ëmmer hunn.

Wa mer wëllen évitéieren, datt d'Biergerinnen an d'Bierger an der Europäescher Unioun d'Vertraue verléieren an d'Entwécklung vun där Unioun, wat äusserst geféierlech a bedauerlech wär, wann dat géing passéieren, da musse mer an deenen dote Gebidder usetzen, well mir wëssen alleguerten, d'Haut ass engem méi no wéi d'Hiem, a wann et ufänkt wéizedoe bei der Bevölkerung an Europa duerch esou Saache wéi dat doten, da geet d'Vertraue méi séier verluer wéi et eis léif ass, vill méi séier, wéi wa mer streiden an diskutéieren iwwert d'Schafung vun engem institutionelle Kader an Europa, déi sech vläicht méi schwéier deet.

Dofir ass et och wichteg, datt mer an deenen nächste Méint an an deenen nächsten zwee, dräi Joer net nëmmen diskutéieren an Europa iwwert d'Schafung vun neien Institutiounen an d'Schafung vun enger Verfassung, mä och iwwert déi dote Froen, déi och op den Ordre du jour ze huelen a méi seriö wéi bis elo ze diskutéiere sinn.

Da kommen ech zu engem Punkt, deen och schonn e puermol hei ugeschwat ginn ass: Dat ass deen ominéise Stabilitéitspakt. Ech muss soen, datt dee Stabilitéitspakt jo eng Rei gutt Saachen, mä och schlecht Saachen huet. Mir hunn als Gréng 1992 am Parlament hei net fir de Maastrichter Vertrag gestëmmt. A menger Ried, déi ech deemools hei gehalen hunn - dat kann een noliese goen -, hunn ech gesot, datt dee Stabilitéitspakt ze rigid wär an effektiv virun allem dee Kritär vun der 3% Neiverschëldung pro Joer par rapport zum PIB eis dozou géing féiere virun allem a Krisesituatiounen, fir do engem Stat oder enger Regioun all Méiglechkeeten à la limite ewechzehuelen, fir kënnen ze agéieren, fir kënne géint eng Kris virzegoen, fir de Chômage zum Beispill kënnen ze bekämpfen.

An ech bleiwe bei där Meenung, meng Fraktioun ass nach haut där Meenung. A mir sinn och där Meenung, datt dee Stabilitéitspakt muss iwwerschafft ginn, datt gewësse Starrheeten, déi dran existéieren, virun allem bei deem dote Prinzip, mussen iwwerduecht ginn.

Well, ech wëll Iech just nëmmen drop hiweisen, mir sinn amgaangen zum Beispill, wann ech elo vu Lëtzebuerg schwätzen, hei am Land iwwer eng Rei vu Mesuren ze diskutéieren, déi wäerten de Statsbudget an deenen nächste Jore staark belaaschten. Ech hu gëschter d'Fro gestallt un de Finanzminister am Kader vun der Arcelor, wann dann elo e Sozialplang misst ausgeschafft ginn, wat mir als Gréng jo hoffen, fir wann do Leit mussen ofgebaut ginn, da muss jo een dat bezuelen. An deen dat bezilt, dat brauch ech jo kengem hei auszemole wien dat gréisstendeels wäert sinn, dat wäert de Lëtzebuerger Steierzueler, dat wäert de Lëtzebuerger Stat sinn, deen dat bezilt!

(Interruption)

Här Gibéryen, dat ass egal. Och an de Pensiounskeesen ass een Drëttel vum Stat engagéiert, a wann et de Pensiounskeesen eng Kéier méi schlecht geet wéi haut, da gëtt et wahrscheinlech séier méi wéi en Drëttel wou de Stat muss interveneieren. Op alle Fall ass et esou, et ass d'öffentlech Hand, déi dat muss bezuelen!

Wann ech elo kucke wat sech alles ubahnt un neie finanzielle Belaaschtunge fir de Statsbudget! Mir wëllen dat jo anscheinend. Mir als Gréng sinn do zwar enger ganz anerer Meenung, mä dës Regierung wëllt sech jo anscheinend bei Kyoto zu 100% fräikafe goen. Dat belaascht de Budget pro Joer mat esou vill zousätzleche Milliarden. Mir wëlle Sozialpläng finanzéiere bei Arcelor, mir wëlle Sozialpläng finanzéiere bei Villeroy, etc. Mir wëlle gläichzäiteg de Sozialstat ganz héichhalen, datt seet jo och nach ëmmer bis elo dës Regierung.

Mir wëlle gläichzäiteg och nach d'Infrastrukturausgabe ganz héichhalen. A mir wëssen awer ganz genau, datt d'Steierrecetten total agebrach sinn an deene leschten zwee Joer an datt um Enn op alle Fall, esou wéi et à ce stade ausgesäit, kaum eng Perspektiv besteet fir déi nächst zwee, dräi Joer, wat de Wirtschaftswuesstum ubelaangt, datt mer op deen Niveau nëmmen annähernd kommen, dee mer an den 90er Joren haten.

Dat heescht, egal wat fir eng Regierung, datt 2004-2009 um Pouvoir ass, déi wäert nawell zolidd finanziell Problemer kréien, d'Statsfinanzen iwwereneen ze kréien! An da wäerte mer séier mussen doriwwer diskutéieren iwwer Neiverschëldung vum Lëtzebuerger Stat, an ech brauch wuel kengem auszerechne wéi séier mer dann iwwert dee Kritär vun 3% sinn!

Elo muss ee sech awer natierlech d'Fro stellen, ob dat Sënn mécht, datt da Lëtzebuerg schonn de béise Fanger gewise kritt, wann ee jo weess, datt effektiv d'Gesamtschold vum Lëtzebuerger Stat awer niddereg ass am Verhältnis, ob dat da Sënn mécht wann een esou en idiotesche Kritär huet wéi deen doten, an esou enger Situatioun wou e Stat, egal wat fir een dat ass, muss kämpfe fir ze kucken d'Ekonomie ze relancéieren, de Chômage ze évitéieren, d'Sozialpläng auszeschaffen, fir datt d'Leit net an de Misär ofrutschen, ob dat dann noutwendeg ass, datt dann ee muss e bloe Bréif kréien, wann een deen dote Kritär vun 3% dann iwwerschreit. Dofir ist mir als Gréng där fester Iwwerzeegung, datt an deenen nächste fënnef Joer dee Stabilitéitsplang muss iwwerduecht ginn a virun allem deen dote Kritär muss a Fro gestallt ginn.

De véierte Punkt, Här President, dat ass déi ganz Fro: Europäesch Unioun, Wirtschaftskontext a Liberaliséierung. Mir gesinn och do entre-temps, datt dee Liberaliséierungswahn, deen an den 90er Joren existéiert huet, wou éischtens emol gemengt ginn ass, dat wär jo déi nei Wonnerwaff, mat där kënnt ee Wonner bewierken, dat ass jo alles entstanen an der Euphorie vun den 90er Joren, wat de Joseph Stiglitz geschriwwen huet a sengem leschte Buch „The Roaring Nineties", wou e schreift wou alles op enger Wollek gelieft huet a gemengt huet, d'Geld géing sech quasi vum selwen drécken, a jiddferee gemengt huet, mir bräichten nëmmen alles mordicus nach méi séier ze liberaliséieren, da géingen all Problemer sech vum selwe léisen. Dat heescht déi virtuell Ekonomie, an där mer an den 90er Jore gelieft hunn, déi huet jo gemaach, datt dee Schub fir déi Liberaliséierung do komm ass an datt mer eng ganz Rei Idioteschkeeten, och an Europa, décidéiert hunn an deem Kontext, déi eis elo ze schafe maachen.

Mir diskutéieren elo hei zu Lëtzebuerg am Kader vun der Liberaliséierung vun der Eisebunn iwwer eng Restructuratioun op der Eisebunn, déi och zum Deel, wat d'Ausmooss ubelaangt, zumindest d'Konsequenz dovunner ass. Mä da kommt mir zéien och do emol wéinstens eng Kéier de Bilan iwwert dat wat et eis da reell bruecht huet an deenen eenzelne Secteuren a kommt mir iwwerdenken awer wéinstens emol eng Rei Saachen oder maache wéinstens eng Otempaus ier mer nach weiderfueren, wéi dat sech awer elo erëm eng Kéier ubahnt a ville Secteuren, wou déi Leit déi verréckteste Iddie lan-

céieren, wat een nach alles misst liberaliséieren an deenen nächste Joren an Europa fir d'Wuel vun de Biergerinnen a Bierger, an et ass - ech behaapten emol - just de Contraire wat d'Resultat dovunner ass.

Dofir si mir als Gréng där Iwwerzeegung, datt och d'Sujete Liberaliséierung an Otempaus an Denkpaus a Bilanzéiere vun deem wat mer an den 90er Jore gemaach hunn, datt déi och op den Ordre du jour gehéiere vun der Europäescher Unioun, vun de Ministerréit vun der Europäescher Unioun an deenen nächste Méint a Joren. Mir sinn do amgaange voll an eng Sakgaass eranzegoen. Mir mussen et fäerdeg bréngen och do ergo eng Kurskorrektur virzehuelen, well soss riskéiere mer do och dramatesch Konsequenzen, och sozial Konsequenzen an deenen nächste Joren.

Dann, Här President, déi ganz Fro vun der EU-Erweiderung, virun allem déi ganz Fro vun der Türkei. Ech muss lech ganz éierlech soen, et ka jo sécherlech - fir dat vläicht virauszesetzen - keen där gréngcr Fraktioun virwerfen, datt se par rapport zur Türkei an den demokrateschen Zoustänn an deem Land keng kritesch Haltung gehat hätt. Mir hunn öfters esouguer an den 90er Joren ëmmer duerfir gesuergt, datt zu Zäiten, wou méi liichtfankech esouguer versicht ginn ass, eiser Meenung no, der Türkei ze vill séier entgéintzekommen, och als Gréng international Bremsen anzegeheien an ze soen: Dat geet net, d'Konditiounen, haaptsächlech d'demokratesch Konditiounen an der Türkei entsprechen net engem Land mat deem ee Verhandlungen ufänkt fir dat an d'Europäesch Unioun eranzehuelen, entsprechen net dem demokratesche Geescht, deen eigentlech an eise Länner virherrscht.

Mä ech muss awer soen, datt mer haut an enger ganz anerer Situatioun sinn. Mir hunn éischtens eng Situatioun wou dat Land Türkei an deene leschten zwee Joer onwahrscheinlech Ustrengunge gemaach huet um demokratesche Plang, um wirtschaftleche Plang, um soziale Plang. Sécherlech ass an der Praxis nach net alles esou wéi et soll sinn, mä wann een awer d'Türkei emol vergläicht mat Rumänien, ee Land wat jo scho quasi, also net quasi, wat zimlech sécher jo, esou wéi et ausgesäit, grouss Chancen huet op alle Fall nach virun 2010 eranzekommen, wann een niefteneen déi zwee Länner vergläicht, da stellt een haut fest, dass d'Türkei eigentlech, wat d'Statswiesen ubelaangt, wat d'Situatioun am Land ubelaangt, besser dosteet oder besser organiséiert ass wéi Rumänien, dat heescht e Land wou mer schonn un Sprong si fir et opzehuelen.

Bei der Türkei geet et jo, an dat ass dat wat ech awer elo emol muss betounen, do geet et jo à ce stade iwwerhaapt net dréms fir d'Türkei opzehuelen. Et geet jo emol dréms fir doriwwer ze diskutéieren, ob mer iwwerhaapt Verhandlungen ophuele mat der Türkei. A wat mech erfreet huet, dat war, wéi mer als Chamber elo déi Visite gemaach hunn, net nëmmen de Fait, datt mer an onzielegen Entrevuen, an offene Gespréicher do konnten diskutéieren, mä datt mer och konnten héiere vun de Responsabelen an der Türkei selwer, datt et deenen iwwerhaapt net dréms geet fir muer an d'Europäesch Unioun anzetrieden.

Et geet hinnen einfach dréms, datt d'Europäesch Unioun se positiv begleet an deem Demokratiséierungsprozess, dee se de Moment duerchmaachen, an där Revolutioun, déi dat Land de Moment duerchmécht, dat heescht, datt mer hinnen eng Optioun ubidden, zumindest fir Verhandlungen iwwerhaapt, an datt se sech eigentlech och méi de Moment net wënschen, an dann, wann ech gelift, da kommt mir halen och op aner Saachen ze diskutéieren!

Et ass dach mam Feier gespillt, wann de Moment am Kader vum europäesche Wahlkampf an deene verschiddensten europäesche Länner an och hei zu Lëtzebuerg…

(Coups de cloche de la Présidence)

…, Här President, ech kommen elo zum Ofschloss, ëmmer erëm gemaach gëtt wéi wann et géing dréms goen d'Türkei iwwermuer opzehuelen. Dat ass dach iwwerhaapt net d'Diskussioun! Ech sinn der Meenung, datt mer all Intérêt hunn, all Intérêt vum Fridden. Et muss ee jo wësse wat fir e Rôle - ech hu leider elo net genuch Zäit fir dat auszedéveloppéieren - d'Türkei kënnt spillen, wann dat Experiment geléngt wat do amgaang ass ze geschéien, wat dat Land fir e wichtege Rôle ka spillen och an engem Fridde stëftende Sënn, zemol am Orient um Rand vun der Europäescher Unioun, an dofir wann ech gelift en Appel: Kommt mir diskutéieren am Europawahlkampf iwwert déi Saachen, déi usti par rapport zu deem Land an net iwwert déi Saachen, déi net ustinn!

Här President, ech kommen zum Ofschloss. Ech kënnt nach eng Rei Saache soen iwwert d'Ofstëmmungsprozeduren, déi virgesi sinn, virun allem wat sozial Sécherheet a Steierrecht ubelaangt. Ech wëll awer soen, datt mir als gréng Fraktioun par rapport zu deem Wee, deen d'Regierung wëllt goen am Kader vun der Schafung vun der europäescher Verfassung an dem Ofstëmmungsmechanismus, deen do virgesinn ass, generell keng Problemer hunn. Dofir sinn ech och am Detail net méi dorop agaangen, dat hu mer och scho méi wéi eng Kéier op anere Plaze gesot.

Et wäre sécherlech nach eng Rei Saachen ze soen, wat den Unanimitéitsprinzip ubelaangt a virun allem de Rôle vu Lëtzebuerg, deen engersäits seet, mir mussen dem Unanimitéitsprinzip opgebrach kréien, just op engem Punkt ëmmer nach haartnäckeg dru festhält. Mä Zäit bleift mer net méi, dat wäert ech dann an engem anere Moment maachen.

Här President, ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. D'Madame Ausseministerin huet sécherlech zu Recht déi europäesch Entwécklungen an de Mëttelpunkt vun hirer Deklaratioun gëschter gestallt. Ech mengen och, dass et op deem Terrain ass wou déi gréissten Entwécklungsméiglechkeeten, awer och déi gréisste Gefore fir eist Land leien.

Europa soll jo bekanntlech bis zum Joer 2010 dee kompetitiivste Wirtschaftsraum op der Welt ginn, ënner Bäibehalen - gëtt gesot - vum europäesche Sozialmodell. Dat Ganzt allerdéngs mat engem europäesche Budget vu manner wéi 1% vum Räichtum, deen an Europa erschafe gëtt, dat heescht vum europäesche PIB. Dat heescht op europäeschem Plang soll eng wirtschaftlech Kompetitivitéit entstoen nëmme mat Hëllef vun engem eenzege grousse Maart a mat esou gutt wéi kenger staatlecher Interventioun, ausser där fir dee fräie Maart ze organiséieren.

Déi Sozialpolitik, déi Aarbechtsgesetzer, déi d'Leit an deem fräie Maart bräichte fir gläichgestallt a geschützt ze ginn, gëtt et net oder et gëtt se kaum op europäeschem Niveau. Et gëtt och op europäeschem Niveau keng wierklech finanziell Moyenë fir eng staatlech begleedend Wirtschaftspolitik ze maachen. An den eenzelne State gëtt esou eng staatlech begleedend Wirtschaftspolitik iwwer Subventiounen zum Beispill och ënnersot.

An ech mengen, esou laang net eng gemeinsam Wirtschaftspolitik an eng gemeinsam Sozialpolitik an Europa méiglech ass, ginn d'Nationalstate gezwongen oder verschiddener mengen op jidde Fall si wiere gezwongen, Sozialdumping a Steierdumping ze maachen. Dat lescht trëfft virun allem fir Lëtzebuerg zou, fir Kapital op dee Wee an d'Land unzezéien an et huet een heiansdo d'Impressioun, wéi wann dat déi eenzeg Wirtschaftspolitik wier, déi nach géif gemaach ginn.

Domadder setzen awer all déi Länner, déi esou verfueren, de soziale Standard erof oder awer si setzen op d'mannst d'Steieren erof, déi et géifen erméiglechen de soziale Standard iwwer Ëmverdeelungsmoossnamen ze garantéieren, an domadder stelle se forcément de Sozialmodell a Fro, wou se uginn, datt se deen awer wëlle gläichzäiteg behalen, a si harmoniséieren duerch deen Dumping dee Sozialmodell dauernd no ënnen. An da gesinn d'Nationalstate geschwënn am Eenzelnen esou aus, wéinstens ass dat d'Virstellung vu gewësse Kreesser, wéi Europa elo schonn als Ganzt, dat heescht, de liberalen Nachtwächterstat par excellence, deen zwar, wéi ee vu menge Virriedner gesot huet, d'Gréisst vun den Äppel um Maart festleet, awer net d'Héicht vum Mindestloun.

Lëtzebuerg huet de Moment anere State viraus, dass et op engem klenge Raum mat engem grousse wirtschaftlechen Anzuchsgebitt déi national Souveränitéit voll ausnotzt, déi et huet, fir eng Nischepolitik ze maachen, ouni awer gläichzäiteg d'Verantwortung ze hu vun engem grousse Stat, zum Beispill vis-à-vis vun deem Anzuchsgebitt, mam Nodeel allerdéngs, dass an deenen Nische sech sou genannt „global player" um Kapitalmaart tummelen, déi zimlech onbequem sinn an zimlech erpresseresch virginn a riskéieren déi real Wirtschaft duerch hir iwwerdriwwe Profiterwaardungen, dat trëfft op verschidde Fongen an esou weider zou, futtizemaachen.

Et ass awer esou, dass déi meescht Leit an der realer Wirtschaft dobausse schaffen an deenen normale Betriber an dass déi wéinegst Leit als Beruff Privatbanquier oder Fondsverwalter kënnen op hir Visitëkaart schreiwen. An ech mengen dofir, dass et och wichteg ass, wa sech esou Entwécklunge maachen, dass do e soziale Widderstand entsteet. Et ass wichteg, dass sech d'Leit Suerge maachen, wann nach Zäit dofir ass.

An ech mengen och, dass dat net soll ridiculiséiert an ugeprangert ginn, wéi dat e bësse gëschter bei där Arcelor-Debatt geschitt ass. Ech mengen, et ass och normal, dass fir d'éischt emol op nationalem Plang Fuerderunge gestallt ginn, do wou se musse gestallt ginn, am beschten öffentlech a mat Nodrock un d'Regierungen an Zesummenhank mat hire Virstellungen iwwert d'wirtschaftlech Zukunft an iwwert d'Erhalung vun den Aarbechtsplazen. An dat net nëmme fir Sozialpläng ze maachen, well och déi Sozialpläng ouni wirtschaftleche Räichtum wäerte geschwënn net méi ze finanzéiere sinn, mä fir zum Beispill den Aflosss vun der Lëtzebuerger Regierung an Europa ze notze fir eng aner Wirtschaftspolitik ze fuerderen an ze förderen, déi eng Entwécklung vun de Regiounen an Europa erméiglecht.

Ech mengen, et däerfe bei esou Diskussiounen, wéi déi ëm d'Arcelor, net nëmme reng finanziell Rentabilitéitskritäre gëlle gelooss ginn. Do muss légiféréiert ginn, an zwar zu Lëtzebuerg an op europäeschem Plang. An ech fannen, dat misst och an deene Verhandlungen, déi elo usti mat der Arcelor, eng Roll spillen. Wann d'Regierung dee Benchmarking vun der Arcelor als Prinzip acceptéiert, dann acceptéiert se, dass et normal ass, dass d'Standuerter matenee verglach ginn an dass do produzéiert gëtt wou d'Léin am niddregsten an d'sozial Bedingungen am schlechtste sinn.

D'ARBED, déi jo duerch de staatlechen Interventionismus hei zu Lëtzebuerg - dat solle mer net vergiessen - konnt gerett ginn an innerhalb vum Arcelor-Grupp konnt zum Weltkonzern ginn, misst kënnen, mengen ech, am Kader vun enger wierklecher europäescher Politik an och enger lëtzebuergescher Politik an och am Kader vu Verhandlungen u gewëssen Oplage gebonne ginn an net nëmme Sozialoplagen, mä och industriell a wirtschaftlech Oplagen. An ech fannen och, dass d'Vertrieder vun der Regierung sech dofir sollen asetzen, zum Beispill am Verwaltungsrot vun der ARBED, och zum Beispill an Zesummenaarbecht mat öffentlechen Aktionäre vun anere Länner a mat de Gewerkschaften, an dass se och kloer an däitlech no bausse soen, dass dat hir Ziler sinn. Ech hunn awer an där Debatt gëschter hei näischt esou eraushéieren.

D'Arcelor selwer intervenéiert jo a Mäert a profitéiert, op Käschte vun den Aarbechter hei, vu Mäert wou et staatlech Reguléierunge gëtt. Mat Sécherheet ass dat de Fall a China, mä et ass och de Fall an den USA, déi jo ganz protektionistesch si wann et ëm d'Protektioun vun hirem interne Maart geet, a vill manner fräihandelsorientéiert no bannen, wéi zum Beispill d'Europäesch Unioun dat ass.

An ech mengen och, dass iwwerhaapt nëmme konnten nom Zweete Weltkrich staark Wirtschaften entstoen duerch massiv staatlech Interventiounen, an ech mengen och, dass dat dat ass wat de Moment an der europäescher Wirtschaftspolitik muss an de Vierdergrond geréckelt ginn. Ech trieden also hei an fir eng Ëmkéier vun der europäescher Politik an deene Froen. A well déi europäesch Verfassung, esou wéi se elo virläit an deem Projet, awer nëmmen eng Zementéierung op laang Zäit ass vun deene bestehende Wirtschaftsmechanismen, vun all deenen défavorable Wirtschaftsmechanismen, och deene vum Stabilitéitspakt, wou elo virdrun dovu geschwat ginn ass, mengen ech, dass et wichteg ass, dass déi europäesch Verfassung nach muss wesentlech geännert ginn an dass se net an där Form hei däerf ugeholl ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll nach eppes soen iwwert déi europäesch Aussen- a Sécherheetspolitik. D'Interventioun am Irak ass jo an Europa vill kritiséiert ginn, virun allem och aus völkerrechtleche Grënn. D'Madame Minister huet och plädéiert hei fir e staarke Multilateralismus an eng staark UNO, mä ech fäerten awer, dass an der Praxis, och an der europäescher Politik, wéi se sech elo undeit, d'Gefor vum Interventionismus dra läit, an zwar engem Interventionismus, deen iwwer eng reng Friddenssécherung erausgeet an dee staark och vun ekonomesche Faktore geprägt ass.

D'Madame Polfer huet zwar gesot, dass et keen Europa däerf gi vun enger grande puissance, mä si seet awer gläichzäiteg, dass Europa en aktiven Acteur soll ginn an der ganzer Welt a seng Intérêten do durchsetzen a verteidege soll mat deenen noutwendege Mëttelen. Si schwätzt och vun der Wichtegkeet vun der Lëtzebuerger Aussenhandelspolitik an ech mengen, dat si Saachen, déi bestëmmt och déi europäesch Aussen- a Sécherheetspolitik ganz staark wäerte bestëmmen an déi ee muss weiderhin am A behalen, ëmsou méi well jo den internationalen Interventionismus an der leschter Zäit awer, ech géif soen an de leschten zéng Joer, fir eng Rei vu Problemer gesuergt huet.

Ech wëll nëmmen d'Fro vum Irak hei sträifen. Ech mengen, alles iwwert déi Interventioun ass hei op dëser Tribün, an zwar vun der Oppositioun, ganz drastesch gemoolt ginn a leider ass et och esou agetratt wéi et gesot ginn ass, während d'Regierung sech ganz dacks, besonnesch am Ufank, virun allem a Schachtelsätz versicht huet iwwert déi quokeleg Situatioun ewech ze rieden.

Mä ech mengen och dat aktuellt Opflame vun den ethnesche Konflikter am Kosovo weist, dass eng militäresch Interventioun net an der Lag ass Problemer wierklech am Fong ze léisen, mä éischter e Land destabiliséiere ka wéi stabiliséieren an och do hätten aner Mëttele bestanen, grad wéi am Irak aner Mëttele bestanen hätten, fir zu enger Léisung vun de Problemer ze kommen an och do louch jo bekanntlech keen UNO-Beschloss vir, fir déi Interventioun, wou et awer eng Interventioun mat ganz schwéiere Mëttele war, mat Flächebombardementer oder op d'mannst mat Bombardementer vun esouguer deelweis zivilen Zilscheiben an esou virun.

Haut nach mussen europäesch Zaldoten, och Lëtzebuerger Zaldotinnen an Zaldoten, do vill riskéiere fir déi Situatioun ze sécheren, déi deemools do ënner Mathëllef vun den europäesche Länner erbäigefouert ginn ass, emol net ze schwätze vun der Flüchtlingsproblematik, zu där dat hei zu Lëtzebuerg selwer gefouert huet an ech mengen, et ass awer elo kloer, wat d'ASTI seet, dass dee Flüchtlingsproblem vun deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, muss endgülteg geléist ginn opgrond vun där Situatioun, wéi se elo dohanne sech presentéiert.

D'Madame Polfer consacréiert dem Problem vum Terrorismus och zu Recht eng Rei vu Considératiounen an ech mengen, et ka kee räsonnabele Mënsch dergéint sinn, dass géint esou Attentater wéi zu Madrid all Mëttele vun der polizeilecher a geriichtlecher Ermëttlung agesat ginn, europawäit an esouguer weltwäit. D'Madame Minister seet och zu Recht, d'Demokratie däerf net der Bekämpfung vum Terrorismus zum Opfer falen, mä ech fäerten awer, dass genau dat riskéiert ze geschéien de Moment. Mir haten d'Diskussioune beim Terrorismusgesetz. Mir kréie se sécherlech nach beim Gesetz iwwert de Service de Renseignement a wann déi d'europäesch Ministere beschloss hunn d'Iris vum A an d'Fangeroffdréck vun all Europäer a sengem Pass festzehalen, da froen ech mech, wat dat wierklech mat Terrorismusbekämpfung ze dinn huet.

Schlussendlech nach ee Wuert zu enger Mauer, déi amgaang ass gebaut ze ginn tëschent Israel a Palästina, an zwar esouwuel physesch wéi och ëmmer méi an de Käpp vun de Leit. Ech sinn der Meenung, dass do all Dag neien Nährbuedem entsteet fir Fanatismus an Terrorismus - staatlechen a parastaatlechen op béide Säiten.

Esou laang dee Konflikt net geléist ass, Här President, an ech kommen domat zum Schluss, kann Europa net sécher sinn. Et ass dat déi gréissten Erausfuerderung fir déi europäesch Aussepolitik, eng Aussepolitik, déi awer net wierklech present ass op deem Gebitt, menger Meenung no, a vill ze vill Récksiichten hëlt. Do gëtt net bombardéiert wéi a Jugoslawien, obschonn och do humanitär Grënn géife bestoen. Glécklecherweis gëtt natierlech net do bombardéiert. Dat ass och richteg. Mä ech kënnt mer awer vill méi eng grouss diplomatesch Initiativ virstellen, och eng vill méi grouss Sensibiliséierung vun der Ëffentlechkeet hei an Europa fir dat, wat dohanne geschitt.

Ech muss soen, ech fannen och déi Sensibiliséierung an déi Sensibilitéit fir déi Problemer, ausser an e puer richtege Sätz, déi am Be-

richt vun der Madame Polfer stinn, net an der Deklaratioun vun der Regierung zur Aussepolitik erëm an där Envergure, wéi se eigentlech erfuerdert wär.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Weiler agedroen. Den Här Weiler huet d'Wuert.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech just ganz kuerz wëll d'Wuert hei ergräifen, dann ass et net fir mäi Fraktiounskolleeg, de Claude Wiseler, deen haut de Moien hei d'Meenung vun eiser Fraktioun zu der Erklärung vun der Madame Polfer duergeleucht huet, ze komplettéieren, mä et ass fir eng Richtegstellung ze maachen.

Den Här Wiseler huet hei a senger Interventioun de Parteipresident vun de Sozialiste kritiséiert am Zesummenhang mat dem Sproochgebrauch, deen hie benotzt huet am Kader vun de spuenesche Wahlen. Hien huet gesot, dass dat keen diplomatesche Sproochgebrauch gewiescht wär, e Sproochgebrauch, deen een zwar kann e bësse méi graff geschnëtzt an der Innenpolitik gebrauchen, mä net an der Aussepolitik. An en huet dem Här Asselborn reprochéiert, dass en dee Sproochgebrauch vum Fale gebraucht huet, nämlech dass Spuenien gefall wär.

(Interruption)

Doropshi gouf et hei vehemente Protest, an elo schonn erëm vum Här Asselborn, hien hätt dat net gesot, datt Spuenien gefall wär. Hien hätt gesot, dass den Här Aznar gefall wär.

Ech hunn hei de Verbatim vun der RTL-Téleesemissioun vum 15. Mäerz, Här President, wou den Här Asselborn wuertwiertlech gesot huet, dass elo Spuenien scho gefall ass an „et ass a mengen Aen och méiglech, dass Italien…" an esou weider. Mä hien huet exactement déi Terminologie, déi den Här Wiseler de Moien hei him virgeworf huet, gebraucht, „dass elo Spuenien scho gefall ass".

Ech muss soen, Här President, d'Glaawwierdegkeet an der Politik, déi kritt een net andeems een ofschreiwe geet, déi kritt een och net, andeems datt een net zu senge Wierder steet. Een, dee wëllt untrieden, fir vläicht Ausseminister ze ginn, dee muss och zu deem stoen, wat en eng Kéier gesot huet, och wann et net ganz agréabel ass, an dat emol eng Kéier an engem schnelle Saz gesot ginn ass - dee muss awer de Courage hunn, dozou ze stoen.

(Interruption)

Den Här Asselborn hat haut de Moien de Courage net, fir zu senge Wierder ze stoen, déi e gebraucht huet. Hien huet se kontestéiert, dat wär net richteg, si wären net esou wéi hie se gesot huet. Mä den Här Wiseler hat hei richteg zitéiert. Mir bedaueren dat. Mir hätte vum Spëtzekandidat vun de Sozialiste méi erwaart.

Ech soen Iech merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Als leschte Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Den Här Fayot huet d'Wuert.

Mme Lydie Polfer, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Entschëllegt, ech hunn dem Här Fayot gesot, ech hu Gott sei Dank de portugisesche Statssekretär op Besuch, an ech hu mech mam Här Fayot eens gemaach - ech sinn och frou, datt den Här President d'accord war -, datt ech de Mëtten um hallwer dräi kann op déi verschidden Interventiounen äntwerten. Merci.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Ech hu Verständnis fir Är international Verflichtungen.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, loosse mer vläicht probéieren emol den Débat nach e bëssen ze hiewen.

Dëst ass déi lescht aussepolitesch Debatt an dëser Legislatur. Ech wëll trotzdem drop hiweisen, dass déi fënnef Joer an der Europäescher Unioun an och fir Lëtzebuerg eng opreegend, eng interessant Period waren, mä awer och zum Deel eng enttäuschend an eng erschreckend.

Vläicht direkt ee Wuert iwwert dee méi erschreckenden Aspekt, nämlech dee vun dem Terrorismus an der Terrorismusbekämpfung. Do hu mer jo och haut nach e grousse Interview vum Premierminister am „Lëtzebuerger Wort" kënne liesen. Zoufall héchstwahrscheinlech, datt zur selwechter Zäit, wou hei an der Chamber eng Deklaratioun iwwert d'Aussepolitik gemaach gëtt, de Premierminister en Interview am „Lëtzebuerger Wort" mécht.

(Interruption)

Dat ass jo näischt Neies, dat hate mer schonn alles an deene vergaangene Joren, also d'Geschicht widderhëlt sech.

Mä an deem Interview vum Premierminister wéi och an deenen Ausféierunge vun der Madame Ausseminister iwwert d'Terrorismusbekämpfung gëtt dann e Siwepunkteprogramm duergeleucht, deen elo soll wierklech Europa op Trapp bréngen. Ech muss allerdéngs soen, dass ech extrem skeptesch sinn, wat dat do ugeet. Ech erënneren drun, dass nom 11. September 2001 och den europäesche Conseil vu Bréissel déi Terrorismusbekämpfung als prioritär ugekuckt huet. Den europäeschen Haftbefehl ass kuerz duerno elo décidéiert ginn. Mir hunn deen europäeschen Haftbefehl am Februar, ufanks Mäerz 2004 zu Lëtzebuerg gestëmmt, also dräi Joer nodeem, datt dee politeschen Accord geschitt war.

An der Zwëschenzäit wësse mer, dass och an der Terrorismusbekämpfung net vill geschitt ass. Ech muss insgesamt soen, dass op deem Gebitt vun der Zesummenaarbecht vun der Police, vun der Justiz, also am Raum vu Sécherheet a Fräiheet, Europa op ganz wackelege Féiss steet. Mol eng Kéier sinn ech och d'accord mat engem Leitartikel am „Lëtzebuerger Wort", wou wierklech och déi Mängel vun Europa duergeleucht ginn.

Et muss een de Leit awer och mat där Kloerheet dobausse soen, Här President: Et geet net duer, dass een elo erëm eng Kéier eng Veranstaltung op engem europäesche Sommet mécht an do grouss Wierder vu sech gëtt, grouss Communiquéen, grouss Konklusiounen. An Europa kann näischt do maachen an déi meescht Länner wëllen och näischt maachen, ebe well déi verschidde Policen, well déi verschidde Geheimdéngschter, well och déi verschidde Gerichtsbehörden net d'accord sinn, fir zesummenzeschaffen an den Terrorismus op europäeschem Plang ze bekämpfen.

Ech wollt dat awer am Ufank hei soen, well ech mengen, mat allem Respekt fir den diplomatesche Langage an och déi grouss Veranstaltungen, europäesch Sommeten, déi Veranstaltunge kënnen net doriwwer ewechtäuschen, dass mer als Europa op deem Plang ganz schwaach sinn an dass och eigentlech kee richtege politesche Wëlle besteet, fir do virunzekommen.

Här President, kuerz rappeléiert, dass dës Period, dës Legislatur eigentlech ugaangen ass mat dem éischte Konvent iwwert d'Charta vun de Grondrechter, a fir d'éischt an der Geschicht vun Europa, do muss een drun erënneren, dat ass eng grouss Neierung, hunn och d'national Parlamenter vun Ufank un un der Élaboratioun vun engem wichtegen Text matgemaach.

D'Zivilgesellschaft ass gehéiert ginn an huet am ganze Verlaf vun dem éischte Konvent och eng grouss Roll als Denkfabrik matgespillt. An ofgeschloss, wéi gesot, gouf dee Konvent mat enger Charta vun de Grondrechter, wat e fundamentalen Text ass, deen ënner anerem op der Mënscherechtskonventioun vum Europarot baséiert. Deen Text leet d'Rechter an d'Flichte vun den europäesche Bierger an och vun den europäeschen Institutiounen a vun de Länner an der Ausübung vun europäeschen Tâchë fest.

Déi Existenz vun der Charta ass u sech eng Victoire gewiescht a si soll jo elo als contraignanten Text an déi nei Verfassung erakommen. Ech hoffen, dass dat mat aller Kloerheet geschitt, well ech weess, dass och nach an der Regierungskonferenz erëm eng Kéier Länner ware wéi zum Beispill Groussbritannien, fir dat net ze nennen, déi wollten déi contraignant Aschreiwung vun der Charta hannerdreiwen.

Zum selwechten Abléck, wéi déi Charta do elo ofgeschloss ginn ass, huet de Sommet vun Nice, also am Dezember 2000, gewisen, dass déi intergouvernemental Manéier fir Verträg ze änneren, also och fir Europa weiderzebréngen, dass déi an enger Sakgaass gelant ass. De Vertrag vun Nice huet fundamental näischt um Fonctionnement vun Europa geännert, ausser e puer Avancéeë fir d'Europaparlament. En huet den Astig an eng reduzéiert Kommissioun zwar ugedeit, wa mer iwwer 27 Länner sinn, mä dëse Vertrag huet eigentlech näischt bruecht, an d'Erkenntnis ass aus deem Vertrag vun Nice entstanen, dass een natierlech Europa net méi op eng diplomatesch an technokratesch Manéier ka virubréngen, hanner zouenen Dieren, mat Mediespektakelen, grousse Pressekonferenze viru lafende Kameraen.

Europa muss seng demokratesch Legitimitéit kréien. D'Leit musse motivéiert gi fir bei den Europawahle wielen ze goen. D'Bierger musse sech fir Europa interesséieren an engagéieren, wéi se dat och an der nationaler Politik maachen. Europa däerf also net vun uewen no ënnen, mä muss vun ënnen no uewe gemaach ginn. Dofir ass dann am Europaparlament jo d'Iddi lancéiert gi fir en zweete Konvent ze maache fir op déi nei Erausfuerderungen, déi mat der Erweiderung op Europa duerkommen, ze äntwerten. Dat ass jo dann och décidéiert ginn zu Laeken am Dezember 2001.

Déi Froen iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun an iwwer eng Partie aner Problemer si gestallt ginn, an dee Konvent ass jo dann och Enn Februar 2002 ugetratt. En huet jo bekanntlech bis Juli 2003 gedauert, an hei wëll ech trotzdeem awer och nach eng Kéier eppes lassginn, och vis-à-vis vun deem wat d'Madame Ausseminister ëmmer seet. De Conseil européen, den europäesche Rot, also d'Stats- an d'Regierungschefen, hunn den Här Giscard d'Estaing zum President gemaach a mat him ronderëm zwee Premierministeren. Dat sinn also dräi Leit vu Regierunge gewiescht. An hien huet och d'Mandat. An deem Mandat huet de Conseil européen gesot, dass dee Konvent mat Konsens muss schaffen.

Et kann also net sinn, dass elo d'Madame Ausseminister ëmmer erëm kënnt fir d'Resultat vun deem Konvent ze relativéieren a seet: Jo, et ass zwar e Konsens gewiescht, mä et ass awer net esou wéi wann een all Länner wierklech muss prezis op en Text aschwieren. Wann d'europäesch Chefen dat gäre gehat hätten, dann hätte se dat sollen an hirem Mandat ganz kloer soen. Si hunn dat awer leider net gesot, an deen Hannergedanken ass jo och dann duerchkuckt ginn.

Ech wëll awer soen, dass an deem zweete Konvent och d'Zivilgesellschaft eng grouss Roll gespillt huet, an d'Gewerkschaften, d'Beruffsverbänn, de Comité économique et social, de Comité des régions hunn Input do gemaach, dee sech och an der Verfassung erëmfënnt. Dofir sinn ech der Meenung, Här President, och aacht Méint nom Enn vum Konvent, dass haut deen Text do dee beschtméigleche Kompromëss ass, deen tëschent de Memberlänner ze erreechen ass.

Dat heescht net, dass et de beschte Kompromëss iwwerhaapt ass. Ech sinn och mat deene Leit d'accord, mam Här Urbany, mam Här Bausch, dass een eng ganz Partie sozial- a wirtschaftspolitesch Regelen an déi Verfassung hätt kënnen erabréngen. Mä dee Kompromëss ass augenblécklech an Europa ënnert de Länner net méiglech.

Op där anerer Säit sinn trotzdeem an där Verfassung eng Partie Punkten, an do wëll ech och vis-à-vis besonnesch vun der Gauche a vun der Extrême-gauche hei zu Lëtzebuerg an och a verschiddenen anere Länner soen, dass dës Verfassung net en neoliberale Modell zementéiert, dass an deem Verfassungsentworf déi wesentlech Wäerter vu Gläichheet, Fräiheet a Solidaritéit betount ginn, dass d'nohalteg Entwécklung an de Sozialmodell, deen op Solidaritéit opgebaut ass, ënnerstrach ginn.

Dee Verfassungsentworf enthält e ganz wichtegen Artikel 3-6 iwwert d'öffentlech Déngschtleeschtungen. Deen Artikel erlaabt et, déi Déngschtleeschtungen ze erhalen. En enthält och Objektiver vu Vollbeschäftegung, vu Respekt vun der kultureller Diversitéit, en enthält Barrièren am Artikel 3-217 fir am Welthandel, also wa mer vu Globaliséierung schwätzen…

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Ech entschëllege mech, wann ech déi Hären an déi Damme stéieren. Ech hale geschwënn op. Leet Äre Kapp a Rou!

En enthält also och Barrièren am Artikel 3-217 fir am Welthandel déi kulturell Diversitéit ze erhalen. Iwwerall do wou et ëm wesentlech Aspekter vu Kultur, Erzéiung, Medien a soss intellektuell Déngschtleeschtunge geet, muss zum Beispill d'Kommissioun en eestëmmegt Mandat kréien, soss leeft näischt um Plang och vun engem Mandat fir d'OMC. Dofir mengen ech, dass Instrumenter, Elementer an där Verfassung sinn, déi et erlaben eng aner Europäesch Unioun ze maachen, wann dann de politesche Wëlle besteet ënnert de Regierunge fir esou eng aner EU ze maachen. Ech mengen, dat ass d'Zil, dat ee muss hu fir eben esou en Europa mat Sozialmodell, mat sozialen Normen an och mat wirtschaftspolitesche Regelen ze maachen, déi eben dee Sozialmodell kënnen erhalen.

Dass dës Verfassung deen haut beschtméiglechen Kompromëss ass, huet jo och d'Regierungskonferenz vun Oktober bis Dezember 2003 gewisen. Do ass jo op där Regierungskonferenz ausser Negativem, dat heescht d'Sträichung vum Conseil législatif, enger Kloerstellung vun de Kompetenze vun dem europäesche Ministerrot, näischt weider Gescheites erauskomm. An dofir ass jo dann och de Conseil européen vu Bréissel am Dezember 2003 en Échec gewiescht.

A säit Dezember hunn d'Geheimverhandlungen erëm ugefaangen, sinn d'Chefen erëm an hirem Element fir Kompromësser auszehandelen, auszetëftelen, a kee weess eigentlech wat do geschitt!

Une voix.- Dat ass déi Dunkelkammer!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Dunkelste Dunkelkammer! Konsultatioune mat de Parlamenter fannen net statt. D'Öffentleckheet muss sech mat Rumeuren zefridde ginn! Elo soll dann e Superkommissär fir d'Koordinatioun vun der Wirtschaft kommen. Elo nom 11. Mäerz, hu mer jo da gehéiert, geet vun engem Monsieur oder enger Madame Terrorismus Rieds. Ech froe mech, et geet ëmmer nëmme vun engem Monsieur Terrorismus Rieds, et geet ni vun enger Madame Terrorismus Rieds, mä ech mengen…

(Interruptions diverses et hilarité)

Voilà! Dat ass alles kee Beweis vu politeschem Wëllen, Europa méi effikass ze maachen. Eng Persoun ze nennen an net ze soen, wat déi Persoun vu Pouvoire kritt, ass héchstens Augenwischerei. De Conseil européen vu Bréissel dës Woch, esou gëtt ons gesot, kritt dann e Bericht vun der irescher Présidence iwwer hir Verhandlunge mat de Regierungen an iwwert d'Verfassung. Ech mengen dat geet net duer an dofir wollt ech awer ganz kloer un d'Regierung fënnef Fuerderunge riichten, wat d'Verfassung ugeet.

Éischtens, den 13. Juni 2004 sinn Europawahlen, wann een dat nach net gemierkt huet. Et ass wichteg, dass fir dës Échéance d'Verfassung um Dësch läit oder wéinstens déi wesentlech Elementer vun där Verfassung um Dësch leien. Ech hunn an deemselwechten Interview vum Här Juncker gehéiert, dass hie mengt, dat misst bis den Dezember spéitstens sinn. Also kënne mer schonn ons dat an de Kamäin schreiwen, dass fir den 13. Juni eppes do réusséiert gëtt. Et wär wierklech gutt wa fir den 13. Juni, fir d'Europawahlen, en Accord um Dësch géif leien.

Mir wësse jo, dass bis 2009 nom Vertrag vun Nice gefuer gëtt an duerno kënnt dann eng Iwwergangsperiod bis 2014. Ech mengen mir alleguerten déi Aménagementer si méiglech, déi Kompromësser muss ee maachen, mä selbstverständlech mussen déi Terminer prezis aktéiert an och an de Vertrag agebaut ginn, fir dass mer wësse wou mer als Europäesch Unioun higinn.

Zweete Punkt: Déi bilateral Accorden, déi anscheinend - anscheinend! - um Sommet vu Bréissel tëschent der italienescher Présidence an eenzelne Memberstate getraff goufen, oder eventuell Konzessiounen, déi d'italienesch Présidence deem engen oder deem anere gemaach huet, zum Beispill en drëtte Pilier wat d'Zesummenaarbecht um pénalë Plang ugeet, déi zielen net, an ech mengen et ass net méiglech hannert déi Avancéeën zréckzegoen, besonnesch op deem Plang, déi eben an der Verfassung dra sinn. Besonnesch no den Attentater vum 11. Mäerz 2004.

Drëttens, d'Chefen, d'Stats- an d'Regierungschefen, musse sech bewosst sinn, dass e weideren Échec op enger Regierungskonferenz d'Enn vun der Verfassung ass! Een op engem reng intergouvernementale Plang ausgehandelten Text huet keng Legitimitéit wéi dee Verfassungsentworf vum Konvent. Dëst wär wierklech e gravéierenden Échec, well dann alles, wat am Konvent erreecht gouf a wat elo am Text ass an am Fong geholl och net contestéiert ass, géif verluer goen. Ech wëll déi Punkten net alleguerten hei opzielen, mä déi sinn a mengen Aen extrem wichteg, och erëm eng Kéier fir d'Verdéiwung vun der Europäescher Unioun.

Véiertens: Wann nei Kompromësser ausgehandelt ginn, wou jo keen dergéint ka sinn, da muss een an der Logik vun dem Konventsvertrag bleiwen. Zum Beispill, fir d'qualifizéiert Majoritéit muss onbedéngt de Prinzip vun der duebeler Majoritéit erhale bleiwen, dat

heescht d'Majoritéit vun de Memberstaten an e majoritäre Prozentsaz vun der Populatioun. Wat dëse Prozentsaz ugeet, an do sinn ech och mat der Madame Aussenministe d'accord, muss deen d'Décisiounsfäegkeet förderen, an net d'Blocageméiglechkeet vun de Länner.

An zweetens zum Beispill, wat d'Kommissioun ugeet, do bewege mer ons jo nach ëmmer an dem Kontext vun dem Verfassungsvertrag. Et muss ee wëssen, dass eng grouss Kommissioun, vu 25 oder 30, oder wéi et dann ëmmer ass, mat engem Kommissär also vun all Land, dass esou eng grouss Kommissioun net am Interesse vu klenge Länner ass, souguer wa se ee Vertrieder mat Stëmmrecht doranner huet. Déi grouss Länner acceptéieren dat net op laang Weil an de Pouvoir vun der Kommissioun riskéiert lues a lues ausgehielecht ze ginn, an da bilde sech aner Machtstrukturen eraus, an deenen déi grouss déi Muecht erëmsichen, déi se do verluer hunn, an dann hu mer d'Kommissioun als wichtegt Element vun der communautärer Method geschwächt.

Fënneftens, nach e leschte Punkt: Ech mengen, e Kompromiss ass onbedéngt noutwendeg, och am Hibléck op eng weider Erweiderung. Et ass also menger Ansicht no och wichteg, dass d'Bierger gesinn, dass do eng Verdéiwung geschitt. Well d'Bierger wäerten an Zukunft net méi esou liicht weider Erweiderungen acceptéieren, wa se net gesinn, dass och um Plang vun der Verfassung eppes geschitt.

Dat ass, Här President, an domat kommen ech zum Schluss, de Message, deen ech onser Regierung mat op de Wee op Bréissel wollt ginn. An enger Zäit vun internationaler Gefor a vun Terrorismus, vun neier Instabilitéit um Balkan, vun Ausenanersetzunge mam Islam via den Irak, muss d'Kohesioun an d'Zesummenaarbecht, d'Zesummestoe vun der Europäescher Unioun verstäerkt ginn, mussen all Länner hir national Interessen hanner e gemeinsaamt Wierk stellen an och Konzessioune maachen. An ouni d'Europäesch Unioun sinn déi meescht vun de Länner an esou enger Welt Spillbäll vun den Evenementer a keng Acteuren. Nëmmen d'Europäesch Unioun gëtt hinnen d'Méiglechkeet eegestänneg d'Politik vun Europa an der Welt matzebestëmmen.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, domadder wiere mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Moien ukomm. D'Fortsetzung vun eisem Programm, wéi Der en zougestallt kritt hutt, ass haut de Mëtten an der Sitzung, déi um hallwer dräi ufänkt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.06 heures)

MERCREDI, 24 MARS 2004

44E SÉANCE

Présidence: M. Jean Spautz, Président

Ordre du jour

1. Débat sur la politique étrangère (suite)
2. 5221 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la transformation, la modernisation et l'extension de l'internat Sainte Elisabeth à Troisvierges

   (Rapport de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse)
3. Dépôt d'une proposition de loi
4. 5221 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la transformation, la modernisation et l'extension de l'internat Sainte Elisabeth à Troisvierges (suite)

   (Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
5. 5278 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété

   (Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs et M. Luc Frieden, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber nach eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da kritt elo d'Madame Aussenministe Lydie Polfer d'Wuert fir Stellung ze huelen zu den Interventioune während dem Débat iwwert d'Aussepolitik vun eiser Regierung. D'Wuert huet d'Madame Lydie Polfer.

1. Débat sur la politique étrangère (suite)

Mme Lydie Polfer, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, mir haten de Moien eng ganz interessant Diskussioun hei an ech soen all deenen, déi intervenéiert sinn, merci. Si huet gewisen, wéi wichteg d'Aussepolitik fir jiddfereen, och hei am Land, och an der Innenpolitik, ass, an awer och wéi komplex déi Matière ass.

Aussepolitik, där hu mer keng dräi a keng véier, mir hunn eng Aussepolitik, an déi gëtt definéiert am Ministère des Affaires étrangères an déi gëtt koordinéiert an ausgeschafft am Regierungsrot, zesumme mat alle Ministeren, well, a besonnesch an der Europapolitik - an dat hu mer de Moien och nees ganz gutt gesinn -, all Ministeren hei gefuerdert sinn hiren Deel dozou bäizedroen, fir op deene verschiddenen Domäner: sief dat d'Ëmweltpolitik, sief dat d'Transportpolitik a sief dat d'Sécherheets- an d'Innenpolitik oder sief dat d'Agrikulturspolitik, matzeschaffen. Jiddereе muss hei säi Bäitrag bréngen.

D'Aufgab an d'Kompetenz vum Ausseministère ass déi, fir déi Dossieren ze koordinéieren a fir kënne mat enger Stëmm no bausse an Europa a soss ze schwätzen. Dat war an deene leschte fënnef Joer op alle Fall ëmmer esou an dofir fannen ech déi Ënnerstellungen allerhand, déi eppes aneres skizzéieren an déi effektiv weisen welches Geistes Kind do dohannert stécht. Mir hunn eng Aussepolitik, mä mir hu verschidden Acteuren, déi all op hir Aart a Weis an iwwerall do, wou se et kënnen, mussen d'Intérêtë vun eisem Land esou gutt wéi méiglech virdroen a verteidegen. An dat hu mir zesumme gemaach.

Wann ee kënnt eis drop hiweisen, datt mer verschidde Meenunge gehat hätten an datt mer verschiddde Standpunkten duergeleucht hätten, da kënnt ech déi Kritik jo unhuelen, mä deem ass net esou. Well mir schwätzen - an dat schéngt also virdrun net ëmmer esou gewiescht ze sinn - iwwer all déi wichteg Punkten am Regierungsrot a mir huelen do eis Positiounen zesummen un. An dat eleng mécht eben och d'Stäerkt vun eiser Politik, ob mer dat op europäeschem Plang oder op internationalem Plang virdroen. An dofir kann ech och nëmmen déi Ënnerschwelleg - wéi soll ech soen - Ironie, déi den Här Asselborn wollt a senge Remarquë bréngen, am Fong nëmmen ignoréieren. Si sinn op alle Fall net am Intérêt vum Land a si droen der Realitéit vun onser Regierung a kenger Hisiicht Rechnung.

(Interruptions)

Et wier da jo gutt, wann den Här Asselborn seng Prioritéiten iergendwéi nees géing nei definéieren, an amplaz sech der Demagogie hinzeginn, sech den Dossiere géif widmen; besonnesch och an deem, wat jo fir hien den Haaptpunkt vu sengen Ausféierungen hei de Moie war, den Irakdossier. Fir esou een Dossier ze huelen, wat gewëss e schwierege war, wat gewëss e sensibele war, a wou mer iwwer keen Dossier esou vill heibannen zesumme geschwat hunn, fir och elo nach ee Joer drop - a wou de Grondproblem weess Gott net regléiert ass - deen Dossier ze huelen, fir ze maachen…

(Interruptions)

Här Asselborn, ech kommen drop zréck, awer op alles.

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- Kommt Dir! Kommt Dir!

Mme Lydie Polfer, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.*- An ech hunn a kengem Moment eppes aneschters gesot wéi dat, wat mir gemaach hunn. Mä datt Dir elo ee Joer drop, wou esou vill Misär effektiv an deem Dossier an op där Plaz, an deem Land geschitt ass, datt Dir mengt, dat wier dee wichtegsten Dossier, dee mir hei ze beroden hätten, ech muss soen, ech fannen dat aarmséileg. An datt Dir versicht ze maachen, wéi wann d'Regierung…

(Interruption)

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- War dat iwwerhaapt kee wichtegen Dossier? Wann Dir eng Positioun gehat hätt, da bräichte mer haut net nach eng Kéier driwwer ze schwätzen.

(Interruption)

Mme Lydie Polfer, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.*- Elo gitt Iech awer net och nach der Lächerlechkeet präis.

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- Sot emol!

(Interruption)

Mme Lydie Polfer, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.*- An deem Dossier, fir ze maache wéi wann d'Regierung keng Haltung gehat hätt, dat ass ebe just…

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- Dir hutt haut nach keng!

Mme Lydie Polfer, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.*- Dat ass ebe just den Dossier net kennen.

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- Dir hutt haut nach keng!

Plusieurs voix.- Oh! Oh!

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- Mä wat hutt Dir da fir eng Haltung? Wat ass Är Haltung dann?

Mme Lydie Polfer, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.*- Här Asselborn! Här Asselborn!

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- Gitt an den Eck a schummt lech!

Mme Lydie Polfer, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.*- Mir hunn hei eng éischte Kéier den 10. Oktober zesummen eng Resolutioun ugeholl, an ech liesen lech nëmmen dee leschte Paragraph vir, dee méi kloer ass, ech huelen zwar un, datt Dir e verstanen hutt, mä et schéngt net, well soss hätt Dir net kënnen dat soen, wat Dir gesot hutt.

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- Dir hutt mäin net acceptéiert deemools, den 10. Oktober. Dee war kloer.

Mme Lydie Polfer, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.*- Här Asselborn! Mir hunn hei eng Resolutioun ugeholl, wou drasteet: „…invite le Gouvernement à insister sur la nécessité que toute action menée en cette matière doit se faire sous l'égide des Nations Unies."

Fir ons, fir d'Regierung a fir d'Majoritéit vun dëser Chamber war also kloer - an dat war den 10. Oktober schonn -, datt hei nëmmen eng Aktioun dierft gefouert ginn ënnert der Égide vun den Nations Unies. Dorun hu mir ons och gehalen. An am Januar, nodeems d'Inspekteren an den Irak gaange sinn, wéi een awer effektiv konnt mierken oder wou ee sech konnt doutéieren, datt d'Amerikaner wëllten eleng eng Action militaire maachen, hu mir Lëtzebuerg an der NATO eisen Accord…

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- Wat hutt Dir hei an der Chamber gemaach?

Mme Lydie Polfer, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.*- Wann ech glift, Här Asselborn!

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- An an der Chamber? Wann Dir dat net wëllt héieren, da soen ech…

M. le Président.- Loosst d'Madame Minister schwätzen! Lauschtert no!

Mme Lydie Polfer, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.*- Ech wäert lech jo nach zitéieren.

…hu mer hei, an hunn ech als Aussenminister der Regierung proposéiert, datt mer eben eisen Accord an der NATO net sollte gi fir déi Hëllefen, déi dee Moment gefrot waren. An dat war ganz kloer, datt mer eisen Accord géife refuséieren, esou wéi et an der Resolution d'ailleurs och stoung, mä sou wéi se jo hei vun der ganzer Chamber oder vun der Majoritéit ugeholl ginn ass, datt keng Aktioun mir kënnte guttheeschen, déi eben net ënnert der Égide vun den Nations Unies wier. Dat war ganz kloer.

Et ass allerdéngs esou, datt dee Moment d'Inspekteren nach ëmmer am Irak waren an datt d'international Communautéit nach ëmmer an datt mir op alle Fall gehofft hunn, datt d'international Communautéit hei kéint zesummen zu enger Konklusioun vun där schwiereger Situatioun kommen. Dat hu mer och nach am Februar geduecht, wëssend awer wéi d'Situatioun sech zougespëtzt huet.

An am Februar, Här Asselborn, hate mer hei an der Chamber eng Diskussioun a mir hunn herno och eng Motioun ugeholl, déi op Grond vun enger Motioun war, déi Dir virbruecht hutt, déi awer duerno nach verbessert ginn ass, komplettéiert ginn ass. A wat steet an där Motioun? An där Motioun steet nach eng Kéier…

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- Dat war de 26. Februar.

Mme Lydie Polfer, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.*- Dat war de 26. Februar.

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- Dat war net Enn Januar!

Plusieurs voix.- Oh!

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- Et war fir am Virfeld Positioun ze huelen.

Mme Lydie Polfer, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.*- Här Asselborn, am Virfeld hate mir eng ganz kloer Positioun an déi ass duerch déi Motioun hei nach eng Kéier ënnermauert ginn.

Ech liesen lech et vir. Dir braucht guer net esou ze jäizen, Dir sidd ganz nervös, well Dir effektiv wësst, datt Dir deen Dossier hei net esou ugepaakt hutt an net esou kennt wéi Dir e misst kennen, fir de Mond esou voll ze huelen, wéi Dir et maacht.

(Interruption)

Mir hunn de 26. Februar hei zesummen eng Motioun ugeholl, an an där Motioun do referéiere mer ons ganz kloer op d'Konklusioune vum Conseil européen vum 17. Februar 2003, de Conseil européen

vum 17. Februar 2003, wou jo alleguer d'Regierungschefen dra sinn, och déi, déi lech no stinn, och déi, wou Dir fannt, si hätte méi eng resolut Positioun ageholl, ob dat elo den Här Schroeder oder den Här Chirac ass.

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- Vun deenen hunn ech guer net geschwat.

Mme Lydie Polfer, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.*- Dee Conseil européen huet eng Motioun ugeholl gehat, wou drasteet: „La guerre n'est pas inévitable. La force ne devrait être utilisée qu'en dernier recours." Dat heescht, mir hunn och an deem Moment, souwuel de 17. Februar wéi de 26. Februar, wou mir heibannen driwwer geschwat hunn, hu mer nach ëmmer all gehofft, datt d'international Communautéit zesumme kënnt fäerdeg bréngen, datt de Konflikt am Irak kënnt zesumme mat der Ënnerstëtzung vum Conseil de sécurité geléist ginn.

(Interruption)

A wann de Conseil de sécurité, an dat steet an de ganze Konklusioune vu Bréissel, dee Moment zu enger unanimer Décisioun komm wier, dann hätte mir déi ganz sécher matgedroen, well mir hunn an alle Resolutiounen dat do gefrot an och ugeholl.

Dofir ass et ganz einfach eng Ligen ze soen, d'Lëtzebuerger Regierung hätt keng kloer Linn gehat. Mir haten eng extrem kloer. Vun Oktober un hu mir hei zesummen eng Motioun geholl, wou gesot ginn ass, näischt dierft ënnerholl ginn ouni d'UNO. Dorunner hu mer eis strikt gehalen an hu bis un d'Enn effektiv gehofft, dass zesummen eng Léisung fonnt géif ginn. Dat ass net geschitt. De Rescht kenne mir.

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- Madame Polfer, erlaabt Der eng Zwëschefro?

Une voix.- Lauschtert no.

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- Ech lauschteren no.

Madame Polfer, den 30. Januar hate mir eng Debatt an der Chamber. Den 30. Januar hunn ech eng Propositioun gemaach a Form vun enger Motioun, wou d'Amerikaner opgefuerdert gi sinn net unilateral am Irak ze interveneieren. Dir wollt deemools net, dass dat hei sollt gestëmmt ginn - Dir net, den Här Juncker net, d'CSV net, d'DP net - wéi awer d'Fransousen, déi Däitsch, d'Belsch scho laang der Welt gesot haten, dass si net d'accord wären, dass eng Interventioun vun den Amerikaner am Irak wär. Dat ass de Punkt.

(Interruptions)

Mme Lydie Polfer, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.*- Neen, Här Asselborn, dofir hunn ech jo ebe just d'Konklusioune vum Conseil européen vum 17. Februar, Datum, deen nom 30. Januar ass, wann Dir dat richteg kënnt ausrechnen, zitéiert, wou d'Fransousen an déi Däitsch soen: „La force ne devrait être utilisée qu'en dernier recours." Dat heescht, déi nämlecht Leit hunn de Recours à la force och de 17. Februar net ausgeschloss. Souwuel d'Fransouse wéi déi Däitsch hunn de 17. Februar „le recours à la force" net ausgeschloss. Si hu just gesot, en dierf nëmmen „en dernier recours" utiliséiert ginn.

A genau déi Haltung hate mir, wëssend dass mir net am Conseil de sécurité sinn, an dass mir wéilten, dass d'international Communautéit soll géeent hei stoen. Eppes anescht ze behaapten ass ganz einfach eng Ligen. Mir haten eng ganz riicht a kloer Linn. Leider ass et effektiv am Mäerz zu engem unilaterale Virgoe komm, a mir wësse wéi et weidergaangen ass.

Den Här Asselborn huet och gemengt op deene Reesen, déi ech gemaach hunn an de Libanon, a Syrien, an Ägypten, do hätt een net gewosst, wat ech dann do geschwat hätt. Ech kann do nëmmen eng Konklusioun zéien, dass dee Mann net d'„Tageblatt" liest.

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- Ech hunn Äre Rapport gelies!

Mme Lydie Polfer, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.*- Ech hunn net nëmmen all Dag Rapporte gemaach, mä ech hunn, wéi ech erëmkomm sinn, och nach eng Pressekonferenz gemaach, a wou esouguer mol eng Kéier d'„Tageblatt" do war an och e ganz gudden Artikel geschriwwen huet, eng Pressekonferenz, wou ganz kloer nach eng Kéier ënnerstrach gouf, wat eis Positioun zu dem Irak war, well dat war natierlech ee vun den Haaptdiskussiounspunkten, déi do waren.

Här Asselborn, ier Dir esou Saachen an d'Welt setzt, kuckt wierklech déi nächste Kéier Är Dossieren e bësse besser ier Dir einfach mat Ligen hei operéiert, déi einfach aller Wouerecht entbieren.

(Interruption)

Dir hutt och nach e Rapport d'activité vun 140 Säiten, wou dat doten alles drasteet. Huelt lech deen och nach vläicht zu Häerz!

(Interruption)

Am Rapport d'activité hunn ech ganz kloer gesot, dass natierlech d'Einbeziehung vun den Nopeschlänner vun dem Irak extrem wichteg wär, an dass d'UNO misst e verstäerktent Engagement hunn, awer nëmme wann déi Kräften, déi elo do sinn, sech géingen zréckzéien, a wann d'UNO eng Haaptroll kréich. Dat war déi allgemeng europäesch Positioun, déi op x Conseils européens a Conseils ministériels festgehale ginn ass. Ech wollt et nëmmen nach eng Kéier hei ënnersträichen. Et huet kee Wäert esou Saachen ze soen, déi einfach net richteg sinn.

Vill vun lech sinn agaangen op déi Analysen an op déi grave Erausfuerderung, déi den Terrorismus eis stellt. Den Här Bausch huet ee Moment drop higewisen, dass mir net genuch iwwert d'Wuerzele vum Terrorismus geschwat hätten. Ech sinn a menger Ried ganz kloer drop agaangen. Ech hunn d'Stratégie de sécurité ernimmt, wou ech iwwer ganz vill Säiten op den Nährbuedem vun dem Terrorismus aginn, an hunn drop higewisen, dass nëmmen e Bouquet vu Moossname kënnt à long terme versichen deem Problem bäizekommen.

An deem Bouquet ass natierlech virun allem eise Kampf géint d'Aarmut, allgemeng. Do spille mir als Lëtzebuerg eng ganz aktiv Roll. An deem Bouquet ass, de politeschen Dialog mat all deene Länner oprechtzeerhalen a virun allem net zouzeloossen, dass en Amalgam gemaach gëtt zwëschen Aarmut an Islam, wéi wann dat automatesch zu Terrorismus géing féieren. Ech warnen hei virun esou engem Amalgam. Aarmut an Islam mécht net Terrorismus.

(Interruption)

Dat gëtt leider oft ze schnell gemaach a riskéiert wierklech ganz negativ Konsequenze fir déi betraffe Leit ervirzeruffen. Et muss een an där Situatioun, déi extrem sensibel a geféierlech ass, fir jiddferee ganz gutt ofweien, wéi een déi Saachen och beschreift. D'Wuerzelen, wéi gesot, musse bekämpft ginn, dorop hunn ech ganz kloer higewisen, mä de Fait ass, dass dat heiten eis alleguerte beschäftegt a jiddfereen huet d'Noutwendegkeet ënnerstrach vun enger besserer Kollaboratioun vun all den Organer, déi sech direkt mat Sécherheet befaassen, ob dat d'Police ass, ob dat d'Sécherheetsorganer sinn, ob dat d'Justiz ass. Et gëtt och kee Wee do derlaanscht.

Et ass och gefrot ginn - ech kommen op den Här Asselborn zréck - meng Positioun, well mir wären net kloer an dem Stabilitéitspakt. Ech kann lech déi ganz kloer soen, an dat ass och déi vun der Regierung. Natierlech wäert de Stabilitéitspakt reforméiert ginn, an ech gesinn dat als eng ganz gutt an eng richteg Erausfuerderung fir d'Lëtzebuerger Présidence.

(Interruption)

Den Här Juncker huet näischt anescht gesot. Den Här Juncker huet just gesot, dass an dësem Moment ee sech soll un déi Spillregelen halen, déi ee sech zesumme ginn huet. Dat ass an engem normalen, an engem faire Spill esou. Elo géllen déi Spillregelen, déi zesumme festgehale gi sinn, a wa jiddfereen déi nees respektéiert, da kann een zesummen a muss een zesummen driwwer schwätzen, fir sech nei Regelen zesummen ze ginn.

D'Lëtzebuerger Présidence wäert d'Geleeënheet kréien hei direkt konkret Äntwerten ze ginn. Den Här Bausch ass op verschidden effektiv onlogesch Konsequenze vun deem Stabilitéitspakt, esou wéi en elo virgesinn ass, agaangen, an huet gesot et misst een deenen an enger Reform Rechnung droen, dat heescht aner Kritären à la rigueur virgesinn an Zäite vun Héichkonjunktur wéi elo, wou d'Konjuktur méi lues geet. Dëst nëmme fir Pisten opzeweisen. Dat ass ganz kloer eng vun deene wichtegen Diskussiounen, déi an deem nächste Joer wäerte gefouert ginn.

Den Här Gibéryen huet ee Moment gemengt, mir hätten zu Feira kee gudden Accord ausgehandelt. Ech muss soen, ech war jo dobäi an ech weess, wéi schwéier et war, deen Accord auszehandelen. Ech sinn iwwerzeegt, dass et fir Lëtzebuerg e ganz gudden Accord ass. Wou ech him Recht ginn, dat ass, dass mir déi Konditioune just och mussen erfëllen. Dat ass ganz kloer. Mir hu se festgehalen. Mir hunn eis europäesch Partner dozou bruecht se ze acceptéieren, wat net einfach war, a mir mussen och elo drop halen, dass se respektéiert ginn. Dat ass fir eis ganz kloer.

Et ass och vun deem engen oder vun deem anere fonnt ginn, mir hätten eis net kloer genuch oder net prezis genuch fir d'Feuille de route am Moyen-Orient ausgeschwat. Do hätte mir keng kloer Linn. Et muss een awer wëssen, wat een hei wëllt. Entweder mir schwätzen a mir soen alleguer, dass d'europäesch Aussepolitik muss méi mat engem Mond schwätzen, an da muss een dat och unerkennen. Or, wann et eng Plaz gëtt, wou wierklech an deene leschte fënnef Joer eng positiv Ëmkéier komm ass an deem Sënn, dass elo all déi 15 Länner a souguer déi 25 zesumme wierklech eng unique Analys maache vun der Situatioun, dann ass et déi am Moyen-Orient.

Mir hunn dat an x - an hei si se alleguerten - Resolutiounen an Décisioune festgehalen, dass mir wéi ee Mann, oder wéi eng Fra hannert där „road map" stinn. Dat ass evident.

Dass mer géint de Bau vun der Mauer sinn, ass gradesou evident. An do wëll ech lech vläicht an Erënnerung bréngen, dass et d'Unioun war, well se esou géeent ass, déi op déi Resolutioun an der UNO tabléiert huet, wou effektiv de Bau vun der Mauer condamnéiert ginn ass, wou mir eis also géint de Bau vun der Mauer ausgeschwat hunn. Dat ass eng Resolutioun, déi ass an der UNO wéi gesot ugeholl ginn, an d'Europäesch Unioun huet déi zesumme virbruecht. Wéi ee méi klore Beweis gëtt et awer, dass hei net nëmme Lëtzebuerg, mä d'ganz Unioun déi nämlecht Analys an déi nämlecht Ënnerstëtzung fir d'"road map" an och géint de Bau vun der Mauer gëtt?

Et ass e vasten Domän, an ech verstinn, dass vläicht net ëmmer all déi Décisiounen esou novollzu ginn oder nogekuckt ginn, wéi mir se huelen. Mä ech kann lech nëmme soen, mir hunn an deene leschte fënnef Joer eis net eng eenzeg Kéier gesinn um Niveau vun den Ausseministeren - a mir gesinn eis all Mount Minimum eng Kéier -, wou net de Moyen-Orient, d'„road map", an déi ganz Problematik vun Haass a Gewalt op dem Ordre du jour waren, a wéi gesot, mir sinn eis eens an der Appréciatioun.

Mä leider, an dat gehéiert zu de Frustratiounen, och an der Aussepolitik, huet och déi doten Eenegkeet bis elo awer net fäerdeg bruecht, dass mer de Cycle vu Gewalt konnte briechen.

Ech hat och ee Moment gesot, dass ech mir kéint virstellen, dass a méi laangfristeger Zukunft een eng europäesch Steier kéint virgesinn. Ech wëll dat just preziséieren, wat ech domat gemengt hunn. Dat heescht natierlech net, dass iergendwéi eng nei Steier géing dobäikommen. Mä ech kéint mir virstellen, dass deen Apport, deen elo zum Beispill vum Lëtzebuerger Budget aus un d'Europäesch Unioun gemaach gëtt, an ech hunn d'Zuelen a menger Ried genannt, 183 Milliounen Euro waren et zum Beispill am Joer 2002, dat mécht, wann een et elo einfach ëmrechent op 450.000 Awunner, et ass net ganz richteg, wann een d'Kanner géif ewechloossen, et ass awer och net ganz richteg, wann een déi 100.000, déi hei schaffen, géing dobäirechnen, mä huele mir emol déi 450.000, wann een dat géif ëmleeën, dat géing fir jiddfereen eng Steier vun 30 Euro de Mount bedeiten.

Wann d'Leit, wann eis Bierger géinge gesinn, wat also am Fong Europa si géif kaschten, ech mengen da géif jiddferee gesinn, wéi wéineg et wär: 30 Euro de Mount fir 50 Joer Stabilitéit a Prosperitéit. Ech mengen, do géif jiddferee soen, dat doten, dat war e gudde Projet, et si selte Suen, déi esou gutt investéiert sinn. Dat hunn ech dorënner verstanen, wéi ech gesot hunn, dat géing zur Transparenz bäidroen.

Et ass net geduecht un eng allgemeng Steierharmoniséierung, do wësse mir jo ganz gutt, wéi eis Positioune sinn, mä et ass geduecht fir méi Transparenz am Fong geholl, a virun allem fir de Leit ze weisen, wat et heescht a wéi vill et kascht, an dësem Fall wéi wéineg et am Fong kascht fir een enorm positiivt Resultat.

Iwwert déi aner Punkten, mengen ech, ware mir eis eens. Ech wollt lech just alleguerten nach eng Kéier wéi gesot merci soe fir déi allgemeng gutt Kollaboratioun, déi mir awer mat der Commission des Affaires étrangères haten. Här Asselborn, Dir sidd zwar net Member vun der Kommissioun, dofir kënnt Dir net wëssen, wéi vill mir do zesumme geschafft hunn, a wéi enk mir do zesumme geschafft hunn. Dat war eben och mäin Opruff, fir lech am Fong éischter deenen Dossieren ze widmen, déi Dir gutt kennt, ech weess zwar net wéi eng dat sinn…

(Hilarité)

…, mä dat ass awer ee richtege Prinzip.

Ech soe merci fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi ech mat der Commission des Affaires étrangères hat, och a besonnesch an der Ausaarbechtung vun eisen Dossieren, déi mir am Konvent virbruecht hunn. Ech hoffe mat all deenen, déi sech dozou hei ausgeschwat hunn, dass an deenen nächste Wochen a Méint mir wäerten zu engem Konsens kommen. Et huet ni u Lëtzebuerg gefeelt, fir hei e Konsens ze fannen.

Nach ee Wuert zu der Remarque vum Här Gibéryen iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch. Ech mengen, kee Mënsch, weder heibannen nach dobaussen, fäert iergendwéi fir d'Identitéit vun der Lëtzebuerger Sprooch. Déi ass hei an eisem Land duerch d'Gesetzer ganz kloer festgeluecht. An ëmmer dee Verglach maache mat Malta, deen hinkt. Firwat?

(Interruption)

Loosst mech just d'Explikatioun ginn!

Firwat ass Maltesesch als Sprooch opgeholl ginn? Mä ganz einfach, well zu Malta hir Législatioun op Maltesesch ugeholl gëtt. Et ass op Maltesesch an et ass op Englesch. Do brauch ech jo awer heibanne kengem ze soen, dass dat hei bei eis net de Fall ass. Dat heescht dofir, aus där Ursaach effektiv, huet Malta eben drop gehalen, well hir Législatioun op Maltesesch muss publizéiert ginn.

Ech kann nëmmen lech soen, mir ass ëm d'Lëtzebuerger Sprooch net baang, ganz au contraire, déi huet sech an deene leschte Jorzéngte gefestegt, an de Fait, dass haut wéi gesot all d'Rieden - alleguerten - op Lëtzebuergesch hei an dësem héijen Haus gemaach ginn, ass mengen ech wuel dee beschte Beweis dofir.

Dofir merci nach eng Kéier fir Är Ënnerstëtzung an déi gutt Kollaboratioun, déi ech hat hei mat der Chamber an deene leschte Joren…

(Interruption)

…an ech si frou, dass den Här Asselborn dat awer als normal unerkennt. Natierlech géing ech se gären am Intérêt vun onsem Land weiderféieren an ech géing mech natierlech op eng weider Zesummenaarbecht freeën.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Asselborn freet d'Wuert. Parole après ministre. Dir hutt d'Wuert, Här Asselborn.

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- Merci, Här President. Et gesäit ee jo, dass Aussepolitik och ka ganz spannend sinn, e puer Méint viru Wahlen. Ech wëll vläicht awer hei versichen an aller Rou, Madame Ausseminister, Här President, zréckzekommen op een Dossier, deen a mengen Aen awer entscheedend ass fir d'Zukunftsgestaltung vun der Aussepolitik en général, an deen och immens wichteg ass, nämlech den Dossier vum Irak.

Madame Polfer, ech wëll lech nach eng Kéier rappeléieren hei an aller Rou, an dat ass nozeliesen, an Dir wësst, wann een an esou kapitale Froen d'Wouerecht net seet, dass d'Vollek ganz ganz schlëmm ka reagéieren dorobber. An dat hu mir gesi viru kuerzem an engem Land, dat Spuenien heescht.

Mme Lydie Polfer, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.*- Huelt Dir lech dat! Ech kommen ni hei virun d'Chamber an ech léien.

(Interruption)

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- Madame Polfer, den 30. Januar, ech soen et nach eng Kéier, war hei eng Debatt an der Chamber, an do war eng Motioun an der Diskussioun, wou dat drasteet, wat ech elo grad hei nach eng Kéier widderholl hunn, nämlech dass Lëtzebuerg soll eisen amerikanesche Frënn soen, dass et falsch wär, fir unilateral am Irak ze interveneieren, ouni Mandat vun den Nations Unies. Déi Motioun, ech bréngen se eng Kéier heihinner, dann hänke mir se hei op, hutt Dir refuséiert. An Dir hutt se nach eng Kéier refuséiert, net Dir, den Här Juncker. Den 11. Februar 2003 hutt Dir se nach eng Kéier refuséiert.

Madame Polfer an Här Weiler, lauschtert just eng Minutt no!

Nom 11. Februar war de 15. Februar eng riseg Manifestatioun hei zu Lëtzebuerg. Millioune Leit sinn an der Welt op d'Strooss gaangen. Och hei zu Lëtzebuerg ware 15.000 Leit op der Strooss. Déi Leit hu protestéiert géint effektiv de Krich, dee jo dee Moment bal net méi opzehale war, wéi déi meescht Leit dat och gewosst hunn, a si hu gesot: „Mir hätte gären" - an ech war do dobäi - „…, dass d'Lëtzebuerger Regierung soll eng Positioun bezéien."

Dat war also de 15. Februar 2003. D'Lëtzebuerger Regierung hat nämlech keng Positioun, an dat soen ech net alleng.

Mme Lydie Polfer, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Dat ass net richteg! Dat ass net richteg!

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- Madame Polfer!

Mme Lydie Polfer, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Majo, et ass awer net richteg. Dir kënnt et elo nach dräimol soen, mä et ass awer dofir trotzdeem net richteg.

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- Madame Polfer, de 15. Februar hunn allegueren déi wichteg Presseorganer vum „Monde" bis d'Zeitungen aus Däitschland, wa se d'Positioun vu Lëtzebuerg sollten definéieren, eng wäiss Kaart gewisen, et war näischt dorobber. Ech hunn Iech bei der Debatt hei am Parlament déi Zeitungen och deemools gewisen, Lëtzebuerg hat international gesi keng Positioun.

Sou, Dir sidd net an de Camp vun de Willige gefall, dat ass jo och ee Mérite vun Ärem Verstand, dass Dir deene Leit nogelauschtert hutt, déi vun Ufank un op enger anerer Schinn waren.

Elo wollt ech Iech awer soen, dass ech de Moien, Madame Polfer, hei zwou oder dräi Froe gestallt hunn, a leider hutt Dir, wéi Dir ëmmer maacht, vill vum Zesummeliewen, wéi schéin, dass et zesummen ass, geschwat, mä Dir hutt net geschwat vun der Äntwert op d'Fro.

Ech hunn Iech gefrot: Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung, wat ass hir Positioun a Saachen, soll d'UNO am Irak d'Soe kréien? An och, soll d'NATO am Irak „amarschéieren", wann ech esou dierf soen? A wat ass dann zum Beispill d'Positioun vu Lëtzebuerg, wat d'Lëtzebuerger Arméi ugeet? Dat sinn déi Froen, déi ech Iech de Moie gestallt hunn, an do wär et vläicht net schlecht, fir dorobber eng Äntwert ze kréien.

An dann, Madame Polfer, zum Libanon, wat Dir hei gesot hutt. Dir hutt jo gesot, ech géif emol d'„Tageblatt" net liesen. Ma, Madame Polfer, ech mengen dach, dass wa mir hei an der Chamber eng Deklaratioun hunn iwwert d'Aussepolitik, dass dann de Minister hikënnt, an e leet eng Deklaratioun vir, wou d'Positioune vun der Lëtzebuerger Regierung a verschidde Punkten definéiert sinn.

Elo soen ech Iech emol, wat hei drasteet, wat Är Rees an de Moyen-Orient ugeet. Hei steet dran: „Ech denken hei besonnesch un de Moyen-Orient. Bei menge Gespréicher, déi ech a Syrien, am Libanon an an Ägypte gefouert hunn, ass ëmmer erëm ganz kloer zum Ausdrock komm, wéi vill eng Léisung vun dësem Konflikt zur internationaler Sécherheet kéint bäidroen. Fir onsen Engagement, fir d'Sichen no enger Léisung ze dokumentéieren, hu mir dofir d'Initiativ vu Genève, déi weist, dass eng gemeinsam definéiert Léisung méiglech ass, finanziell ënnerstëtzt."

Majo, Madame Polfer, ech sinn dach bestëmmt kee freche Jong, wann ech Iech elo hei froen: Wat ass dann elo Är Positioun? Wat hutt Dir dann deene Leit a Syrien, am Libanon an an Ägypten gesot, fir eng Léisung erbäizeféieren?

Ech hunn Iech och gefrot: Wann Dir finanziell d'Initiativ vu Genève ënnerstëtzt, ma jo wat ënnerstëtzt Dir dann elo wat d'Substanz vun där Initiativ ugeet? Sidd Dir domadder d'accord oder sidd Dir net domadder d'accord?

An dann dat Lescht, Madame Polfer,…

(Interruption)

Mme Lydie Polfer, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Wa mir eppes ënnerstëtzen, da si mer dermat d'accord.

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- Also beim Pacte de stabilité muss ech Iech soen, och do, wann hei am Parlament diskutéiert gëtt iwwert d'Aussepolitik, zemol elo an dëser Zäit, wou mer jo och wëssen, dass d'Finanzen an der Europäescher Unioun eng kapital Roll spillen - an et steet hei op deem Pabeier, wat mer hunn: D'Deklaratioun zur Aussepolitik - an et steet kee Wuert iwwert de Pacte de stabilité dran, ma dann ass et dach awer un deem, deen hei schwätzt an eng Oppositiounspartei vertrëtt, fir ze froen oder wéinstens froen ze däerfen: Wat ass dann d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung beim Pacte de stabilité?

Wann ech Iech et net gefrot hätt, dann hätt Dir iwwerhaapt näischt driwwer gesot. Ech hunn Iech et de Muere gesot, den Här Juncker huet Däitschland a Frankräich Recht ginn, dass de Pacte de stabilité konnt violéiert ginn. An zur gläicher Zäit huet e gesot, e wär dergéint, dass elo soll eng Reform gemaach gi vum Pacte de stabilité. Ass dat eng kloer Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung?

Ech mengen Europapolitik op deem wichtege Punkt hei ass och Aussepolitik, also muss d'Madame Ausseminister zu deem Problem hei och Stellung bezéien an hirer Deklaratioun, dass mer hei kënnen eis Meenung driwwer ginn.

Dat war an deenen dräi, véier Punkten, wou ech gesot hunn, net de Fall, a wann Dir dat unheult als Lèse-majesté, dass een net mat Iech mat allem d'accord ass, wat Dir hei sot a wat Dir net sot, mä Madame Polfer, lauschtert emol! Mir si jo hei net bei den Diplomaten, mir sinn hei an engem Parlament an an engem Parlament muss dach kënnen diskutéiert ginn, ouni dass direkt engem gesot gëtt, et géif e léien oder et géif een d'Wourecht net soen.

Merci.

M. le Président.- D'Madame Ausseminister Lydie Polfer huet d'Wuert.

Mme Lydie Polfer, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Also, Här President, dem Här Asselborn seng Interventioun zwéngt mech nach eng Kéier hei Stellung ze huelen. Well ech hat him virdru gesot, e soll dach awer wann ech gelift och emol net nëmme meng Ried lauschteren, mä mir hunn och nach hei eppes esou ze liese ginn, dat heescht Rapport d'activité, wou natierlech och all déi Kontakter an all déi Entrevuen, déi mer haten, opgezielt sinn, a wou och nees eng Kéier, souwuel am Libanon, wéi a Syrien, wéi an Ägypten op d'Rieden an d'Ënnerriedungen, déi mer do mat deene Verschiddenen haten, zréckkomm gëtt. Dofir also, ech kann einfach dee Reproche, à moins datt Dir Iech…

(Interruption)

Ma, ech hunn dat dach hei dräimol gesot. An all deenen dräi Länner war natierlech den Irakkrich an de Konflikt am Mëttelpunkt vun eisen Diskussiounen. Natierlech hu mer drop insistéiert, sou wéi mer an all deene Motiounen, déi mer hei ugeholl hu virdrun an déi Dir iergendwéi net wëllt zur Kenntnis huelen, insistéiert hunn, datt nëmme mat engem direkten a konsequenten Agräife vun der UNO am Irak eng Léisung ze fanne wär, mat de Länner ronderëm. Souwuel a Syrien wéi am Libanon wéi an Ägypten ass op d'Wichtegkeet insistéiert ginn, fir ebe mat den Nopeschlänner zesummenzeschaffen. Mä dat hunn ech, iwwerall do, wou ech Stellung geholl hunn, ganz kloer gesot.

Här Asselborn, ech kommen nees eng Kéier op den 30. Januar zréck, well Dir maacht jo, wéi wann Dir do hätt kënnen eppes noweisen, wéi wa mir do mat eppes net d'accord gewiescht wären a wéi wa mir keng Positioun gehat hätten. D'Majoritéit an dëser Chamber huet dee Moment och eng Motioun ugeholl, an an där Motioun - ech ka se net ganz virliesen, well si ass ze grouss -, mä an där Motioun steet ganz kloer: „à soutenir toute action de la communauté internationale déployée dans le contexte des Nations Unies et visant à éliminer toutes les armes de destruction massive dont peut disposer l'Irak en usant de tous les instruments pacifiques et diplomatiques; à se concerter étroitement avec ses partenaires et alliés pour…"

Une voix.- Wat heescht dat dann?

Mme Lydie Polfer, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- „…renforcer à travers une approche commune la pression sur l'Irak."

Wat dat heescht? Dir wësst net, wat dat heescht?

Dat heescht, datt mer gesicht hu bis zum Schluss eng gemeinsam Äntwert ze fannen, a wëssend wéi schwiereg et war, wëssend d'Divergenzen an d'Oppositiounen an der Europäescher Unioun, war et ons bis zum Schluss dru gehalen, awer zesummen eng Léisung ze fannen. Mir hu se leider net fonnt.

An dofir hunn ech Iech de 17. Februar nach eng Kéier rappeléiert, wou awer souwuel d'Spuenier wéi d'Englänner, wéi d'Fransouse a wéi déi Däitsch bereet waren, fir ze soen: D'Force ass net auszeschléissen. Déi véier, all déi aner, an der Unanimitéit. A mir hunn am Januar nach eng Kéier kloer eis Positioun an enger Motioun ugeholl. Mir, dat heescht, Dir natierlech mat der Ënnerstëtzung vun der Regierung. Dofir haalt op ze soen: Et wär an dësem Land keng kloer Positioun gewiescht.

Mir bedaueren, datt Europa leider esou getrennt an esou diviséiert an där Fro war. Dat huet och Europa an dat huet der Weltgemeinschaft net gehollef a mir mussen och an Zukunft alles maachen, fir datt dat doten net méi kënnt. Mä ze maachen, wéi wa mir net versicht hätten et zesummenzehalen, dat ass einfach net richteg.

Dir frot mech, an Dir hutt Recht, ech hat Iech net am Detail dorobber geäntwert: Wéi wär et, wa muer géing d'UNO erakommen? Éischtens, géing ech da mol soen, wär dat ganz gutt. Well dat ass dat, wat mer konsequent, souwuel um Lëtzebuerger Plang wéi um europäesche Plang wollten. A mir wëlle jo eng gemeinsam europäesch Aussepolitik, hat ech mol gemengt ze verstoen, datt jiddfereen dat géing ënnerstëtzen. Mir wëlle jo eng gemeinsam, dat ass eis gemeinsam Politik, datt d'UNO soll, esou schnell wéi méiglech an dat wäert nom 30. Juni awer erëscht de Fall sinn, wann déi provisoresch Iwwerganksregierung forméiert ass, soll eben eng wierklech, déi determinant Roll spillen.

Wann deem esou wär, mä dat ass awer bis elo nach net esou décidéiert, mä wann deem esou wär, dann engagéieren ech mech sou wéi an all deene Motiounen, déi mer zesumme geholl hunn, heihinner zréckzekommen, fir ze kucke wat eis Positioun wär.

Ech muss Iech awer éierlech soen, mä dat musse mer an der Regierung maachen, well ech halen drop an enger Regierung ze sinn, déi zesummeschafft, wou net ee géint deen anere schafft, mä wou zesummen esou wichteg Décisioune géinge geholl ginn, wéi déi, déi en Engagement ënner UNO-Mandat am Irak géinge bedeiten. Esou eng Décisioun kann ee wéi gesot nëmmen zesumme maachen. D'Regierung muss sech fir d'éischt concertéieren, an dann hei mat dëser Chamber, ob et dës ass oder eng nächst, mä déi Décisiounen, déi kënnen nëmmen hei geholl ginn.

Ech, wann Dir mech an dësem Moment géingt froen, gesi schwéier, gesi ganz schwéier, datt och esouguer ënner UNO-Mandat mir kënnten d'Presenzen iergendwéi mat eiser Arméi assuréieren, wëssend wou déi elo schonn engagéiert ass, dat heescht Presenzen am Kosovo an eben och am Afghanistan, wëssend awer och, wat eis Méiglechkeete sinn. A wann ee gesäit wéi d'Evolutioun am Kosovo ass, da gesäit een, dass se do net all Dag méi einfach gëtt, mä dass se au contraire, besonnesch bis d'nächst Joer, wäert nach vill méi kompliziéiert a sensibel ginn.

Mä dat ass awer elo eng Analys, déi ech Iech hei maachen opgrond vun einfach der Realitéit wéi se ass. Mä eng Décisioun, déi fält nëmme fir d'éischt zesummen an der Regierung, am Zesummeliewen och mat dëser Chamber.

An dann nach ee Wuert. Dir sot: Dir ënnerstëtzt finanziell d'Initiativ vum Beilin a vum Rabo. Jo. Heescht dat dann, dass Dir se och ënnerstëtzt? Also, ech hat gemengt, esou vill Logik wär awer bal evident.

(Interruption)

Ma natierlech.

Une voix.- Ma da sot dat!

Plusieurs voix.- Oh! Oh!

Mme Lydie Polfer, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Ech mengen, wann d'Lëtzebuerger Regierung ee Projet finanziell ënnerstëtzt, da ginn ech mol dovunner aus, datt mer en an der Substanz ënnerstëtzen. Bei eis ass d'Logik esou wäit gedeit. Wa se bei Iech nach net esou wäit gedeit ass, dann deet et mer wierklech Leed.

Ech kann Iech nëmme soen, wann déi Initiativ kënnt zum Droe kommen, da wär et net nëmmen am Moyen-Orient méi einfach, mä wierklech allgemeng um internationale Plang. Dofir géinge mir alles maachen, fir datt en Accord op där doter Basis kënnt zustane kommen. Mä leider, leider weist d'Evolutioun an der Regioun es all Dag, datt et all Dag méi schwéier gëtt, mä wéi gesot eisen, net nëmme finanziellen, mä moraleschen Appui - dat geet, mengen ech, zesummen - ass evident.

Ech soen Iech merci!

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Diskussioun iwwert d'Aussepolitik vun der Lëtzebuerger Regierung wär domadder ofgeschloss a mir fuere weider mat eisem Ordre du jour. Mir kéimen zur Diskussioun vum Projet de loi 5221 iwwert d'Internat Sainte Elisabeth zu Ëlwen. Et si schonn ageschriwwen den Här Wohlfart an d'Madame Durdu. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Weiler.

(Brouhaha général)

2. 5221 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la transformation, la modernisation et l'extension de l'internat Sainte Elisabeth à Troisvierges

Rapport de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse

M. Lucien Weiler *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och géif Iech proposéieren elo vu Madrid, iwwer Tel Aviv a Bagdad zréckzekommen a gemeinsam mat mir en Tour op Ëlwen bei d'Schwësteren an d'Internat ze maachen.

(Interruptions)

Also, da komme mer ganz sécher erëm zu enger méi sereiner Debatt wéi déi, déi mer elo zum Deel mat e bësse méi haarde Bandagen iwwert d'Aussepolitik gefouert hunn.

Wann den honorabelen Här Bodry mengt, et géife verschidde Leit bei d'Schwësteren an d'Internat gehéieren, da muss ech Iech soen, wann et den Internater vun de Schwësteren an och aneren Internater hei am Land ganz gutt geet a ganz vill Demande do ass, dann ass dat net, well déi katholesch Eltere mengen, et missten hir Kanner dohinner schécken, mä et sinn och ganz vill Demanden hei vu Borden, déi net der katholescher Kierch an de Schwësteren esou ganz nostinn, do, an deementspriechend och vill vun Äre Kolleegen…

(Interruption)

Mä selbstverständlech!

(Interruption)

Et ass just, dass Dir ëmmer do dogéint schwätzt, dat ass dat, wat eis jo en fin de compte stéiert. Op der enger Säit ginn, wat d'Privatschoulen ubelaangt, a mat deem, wat sech an deem ganze Kontext do ronderëm dréint, ëmmer ganz vill kritesch Remarquen hei op der Tribün gemaach, währenddeems op der anerer Säit largement vun der Offer, déi do vun de Schwësteren…

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Schwätzt Dir als Rapporteur elo grad? Dat ass awer net vun der Kommissioun dat doten!

M. Lucien Weiler *(CSV), rapporteur*.- Här President, ech sinn amgaange just op den Zwëscheruff vum honorabelen Här Bodry ze äntwerten.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Déi prinzipiell Ausféierungen, Här Weiler, maacht Dir déi als Rapporteur? Wann dat net de Fall ass, da géif ech Iech bieden, Iech ze sëtzen an als Fraktiounssprecher erëmzekommen.

M. Lucien Weiler *(CSV), rapporteur*.- …well Dir mech direkt ënnerbrach hat…

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Et gëtt gewësse Regelen, déi musse respektéiert ginn. Och den Här Weiler muss déi respektéieren!

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. Lucien Weiler *(CSV), rapporteur*.- Wann Dir d'Regelen heibanne wëllt observéieren, da wär et esou, dass wann Dir elo just mech hätt wëllen ënnerbriechen, dann hätt Dir beim President d'Wuert gefrot, ob Dir dierft eppes soen. Dat sinn d'Regelen hei am Parlament. Dir hutt déi Regelen net observéiert, Dir hutt Iech d'Wuert geholl, an dann ass et deementspriechend och mäi Recht, och wann ech Rapporteur vun dësem Projet sinn, fir Iech op déi Interventioun ze äntwerten.

M. John Schummer *(DP)*.- Ären Astieg an de Rapport…

3. Dépôt d'une proposition de loi

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Dat ofgeschloss, Här President, wëll ech soen…

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

…ier ech zu mengem Rapport kommen…

(Interruptions)

Une voix.- Ech mengen, haut ass Vollmound.

(Hilarité)

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- …wëll ech vun der Geleeënheet profitéieren, fir eng Proposition de loi ze déposéieren, déi zum Objet huet, d'Gesetz vum 18. Februar 2003 iwwert d'Loi électorale ze modifizéieren.

- Proposition de loi 5317 ayant pour objet de modifier et de compléter la loi modifiée électorale du 18 février 2003

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

4. 5221 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la transformation, la modernisation et l'extension de l'internat Sainte Elisabeth à Troisvierges (suite)

M. Lucien Weiler *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet, dee mir haut de Mëtteg diskutéieren, huet zum Objet den Ausbau vum Internat vun den Elisabethe-rinnen zu Ëlwen, a fir d'Méiglechkeet dem Lëtzebuerger Stat ze ginn, un der Finanzéierung vun dëser Moderniséierung...

(Interruptions)

Här President, ech wär frou, wann Dir géift d'Kolleegen hei vun der sozialistescher Bänk, déi gesot hunn, ech soll mech un d'Spillregelen hei am Haus halen, opfuerdere sech och un d'Spillregelen ze halen an de Rapporteur hei seng Ausféierunge maachen ze loossen.

(Interruptions)

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, dat ze lauschteren, wat de Riedner seet.

Et ass net verbueden, dass, wann een e Rapport ze maachen huet, fir och eng Proposition de loi anzebréngen, well mir dat bis elo nach ëmmer toleréiert hunn, wann ee méi wéi zwou Saache matenee kombinéiert huet. Dat ass awer dann näischt Aussergewéinleches, et ass och net duerch e Reglement verbueden.

Am Iwwrege géif ech Iech bieden nozelauschteren a keen ze ënnerbriechen. Jiddfereen huet d'Méiglechkeet d'Wuert ze froen en due forme, wéi et am Reglement virgesinn ass, an da kritt en et och.

Net dauernd ënnerbriechen, doduerch zitt een d'Saach an d'Längt. Et gëtt dobaussen och en Androck, wéi wa mir hei an enger Spillschoul wären. Et ass heiansdo fir d'Leit, déi doheem sëtzen nozekucken, penibel. Wou sëtze mir dann hei?

Also, Kolleegen, nach eng Kéier en eindringlechen Appel: Loosse mir elo den Här Weiler schwätzen! Déi aner lauschteren no, a wann een eppes ze soen huet, da freet en herno d'Wuert an da seet en et.

M. Lucien Weiler *(CSV), rapporteur*.- Här President, de Projet gesäit vir, dass de Lëtzebuerger Stat autoriséiert gëtt, d'Modernisatioun vum Internat zu Ëlwen matzefinanzéieren. D'Internat vun Ëlwen an d'Internat Sainte Marie hei an der Stad sinn déi zwee eenzeg Internater, déi Kanner aus dem Primär ophuelen. Mat dësem Projet zu Ëlwen, mat dem Projet vun Ettelbréck am Kader vum CIPA, dee mir d'lescht viru 14 Deeg hei diskutéiert hunn, mam Projet vum Internat vun Dikrech, wat amgaangen ass gebaut ze ginn, a mat enger Rei vun anere Projeten, gesäit een, dass d'Iddi, déi zënter 10 Joer vun der leschter Regierung a vun déser Regierung pousséiert ginn ass, fir déi sozial Infrastrukturen iwwert d'ganzt Land dezentral ze verstreeën hei mat dësem Projet weidergefouert gëtt.

De Projet, dee mir haut diskutéieren, entsprécht engem nationalen, mä virun allem engem regionale Besoin un Infrastrukturen, déi d'Kanner ophuelen an encadréieren, sief dat just dagsiwwer, sief et och währen d der ganzer Woch.

D'Restructuratioun vun dësem Internat ass noutwendeg ginn, well sech eng Rei vun Erneierungen opgedrängt hunn, notamment um Niveau vun der Prise en charge vun de Kanner. Virun e puer Méint hate mir hei an der Chamber eng grouss Orientéierungsdebatt iwwert den aktuellen Hëllef- a Schutzsystem vun eiser Jugend am Kader vun der Kommissioun vun der Jeunesse en détresse. Et ass aus dëser Orientéierungsdebatt ervirgaangen, dass d'Bedierfnisser vun de Kanner a vun de Jugendlechen sech am Laf vun de Joren a vun de Jorzéngte geännert hunn, an dass ee sech muss un dës Bedierfnisser upassen, wann ee gären erreeche wëllt, dass d'Kanner sech zu eegestännegen Erwuessene sollen entwéckelen.

Dat gëllt fir all Struktur, déi sech mat Kanner ofgëtt, egal ob et sech ëm Foyeren, ëm Kannerheemer, ëm Centres socio-éducatifs handelt, oder och souguer ëm d'Schoul. Dat gëllt awer och fir d'Internat. Déi Zäiten, wou d'Internat do war, fir exklusiv Wëssen ze vermëttelen an Iwwernuechtungsméiglechkeeten ze bidden, sinn eriwwer. Wa fréier d'Kanner bal ausschliesslech an d'Internat gaange sinn, well d'Schoule wäit vun doheem ewech waren, notamment d'Lycéeën, oder och well d'Elteren der Meenung waren, et wär am Interesse vun de Kanner, wa se se géifen an d'Internat schécken, an heibanne sinn der jo eng Rei, déi nach dat Gléck haten - fir déi eng war et Gléck, fir déi aner net onbedéngt, dat huet ëmmer vun der eenzelner Appréciatioun ofgehaangen -…

(Interruption)

Vun de Bouletten, voilà! Ech hat d'Éier a verschidde Bouletten zu Dikrech an hei an der Stad ze sinn, an dofir war et mir och e Pleséier, well ech eng gewësse perséinlech Experienz an deem ganze Beräich hat, fir de Rapport iwwert dëse Projet ze maachen.

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Wouran huet do déi Éier bestanen, Här Weiler?

M. Lucien Weiler *(CSV), rapporteur*.- Dat war e Pleséier!

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Dat war en Zwang.

M. Lucien Weiler *(CSV), rapporteur*.- Dat war guer keen Zwang

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Dat war noutwendeg, Här Weiler.

(Interruptions)

M. Lucien Weiler *(CSV), rapporteur*.- Här President, muss ech dann elo, wann ech dem Här Bodry follegen, déi Remarquë vum Här Scheuer onkommentéiert zouloossen?

(Interruptions et hilarité)

Här President, wann den Här Scheuer awer hei seet, wann een an d'Internat geet, da wär dat en Zwang, da misst ech dat awer contestéieren.

M. le Président.- Hie weess et net besser. Loosst en dach nëmme soen, wat e wëllt.

(Hilarité)

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Här President, ech hat ganz vill mat esou Schüler ze dinn. Ech si geprägt!

(Interruption)

M. Lucien Weiler *(CSV), rapporteur*.- Ech maachen et, wéi Dir et proposéiert, Här President. Da maachen ech elo, wéi wann den Här Scheuer d'Reglement observéiert hätt an näischt gesot hätt, da brauch ech et och net ze kommentéieren. Da känne mir virufueren.

Zënter e puer Joer stellt ee fest, Här President, dass ëmmer méi Demandë virleien, wou Kanner a Jugendlecher mat Verhalensproblemer am Mëttelpunkt stinn. D'Déstructuratioun vun der Perséinlechkeet, Alkohol, Drogeproblemer, Gewalttätegkeet, staark Demotivatioune sinn e puer Beispiller vu Problemer, mat deenen eng Rei vun de Jonken haut konfrontéiert sinn. Mir hunn dat ganz hautnah erlieft, wéi mir eis am Kader vun der Commissioun „Jeunesse en détresse“ mat den Acteure vum Terrain auserneegesat hunn. Mir hunn déi Problemer.

D'Prise en charge vun esou Kanner stellt eng ganz grouss Erausfuerderung duer bei den aneren, well d'Problemer vun deene Betraffene vill verschidde Wuerzelen, vill verschidden Ursaachen hunn. D'Bildungsmissioun, déi d'Missioun par excellence vun den Internater an der Vergaangenheet war, beinhalt ëmmer méi eng sozial an och eng therapeutesch Komponent. Dës Komponente setzen e perséinleche Suivi vun de Kanner an eng enk Zesummenaarbecht mat hinnen a mat hiren Eltere viraus, wat allerdéngs net wëllt heeschen, dass d'Internater d'Ambitioun hätten oder sollen hunn, oder missten hunn, fir d'Foyeren an aner Strukturen, déi méi op déi therapeutesch Prise en charge spezialiséiert sinn an opgebaut sinn, ze ersetzen.

Mä et ass kloer, dass, wa Problemer schwiereg sinn, dass dann aner Strukture mussen agräifen an och dofir zoustänneg sinn, mä et bleift, dass d'Missioune vun den Internater sech an deem Sënn geännert hunn an dass se och an deem Sënn mussen ugepasst ginn.

An deem Zesummenhang ass ervirzehiewen, dass d'Internat, vun deem mir hei schwätzen, Sainte Elisabeth vun Ëlwen, d'Ariichtung vu klenge Liewensunitéiten, déi tëschent 12 an 18 Pensionnairë kënnen ophuelen, als eng vun de Prioritéiten huet. Kleng Unitéiten hunn de Virdeel, dass ee besser a méi geziilt op d'Bedierfnisser vun de Pensionnairë kann agoen. Dat erlaabt et virun allem och bei Kanner mat Problemer, Verhalensproblemer an aneren, e bessere Suivi ze maachen, mam Resultat, dass ee méi effizient kann hëllefen.

D'Internat huet sech an de leschte Joren - fréier war dat och schonn de Fall, mä virun allem awer och an deene leschte Joren - ëmmer méi zu engem Ënnerstëtzungsinstrument fir d'Familljen entwéckelt, fir d'Elteren, déi oft an eiser Zäit ëmmer méi Schwieregkeeten hunn, fir hire Flichten nozekommen, sief et, well déi zwee Elterendeeler de ganzen Dag schaffen, sief et, dass bei deenen, wou nëmme Mamm oder Papp d'Kanner erzéien, an do selbstverständlech doniewent schaffe ginn, beruffstäteg sinn, dass do Problemer sinn.

Alleng Erzéiend sinn oft méi schlecht gestallt an Termë vun Disponibilitéit, Gedold an Ausdauer wéi zwee Elteren dat sinn. A wann zwee Elteren zesumme schaffe ginn, da feelt et jo ganz oft un deem noutwendege Suivi, an dofir kann d'Internat an eenzelne Fäll selbstverständlech net d'Elteren ersetzen, mä d'Elteren ënnerstëtzen an hirer éducativer Aufgab. Fir den Elteren nach méi entgéintzekommen, huet d'Internat hei seng Gamme un Accueilsformen erweidert.

Nieft deem traditionellen Internat kënnen d'Kanner och vum Semi-internat oder vum Internat du jour profitéieren. D'Kanner ginn de ganzen Dag iwwer, och iwwer Mëtteg, encadréiert a si kréien och Hëllef ugebuede bei hiren Hausaufgaben, déi se fir d'Schoul ze maachen hunn. Et ass virgesinn d'Internat zu Ëlwen esou ëmzebauen, datt 62 Kanner kënnen an d'Internat opgeholl ginn, dovunner zwee behënnert Kanner, a 60 Kanner vum Internat du jour kënne profitéieren. D'Internat gëtt ënner anerem ëm- an ausgebaut och fir den Uspréch vun der Prise en charge vun de Kanner gerecht ze ginn. D'Schafung vun Unités oder Groupes de vie, wou d'Kanner méi individuell kënnen encadréiert ginn, setzt eng Adaptatioun vun de Gebailechkeete viraus, zum Beispill gi Kitchenetten a gemeinschaftlech Raim virgesi fir déi eenzel Groupes de vie.

Et ass och noutwendeg fir d'Internat ze restrukturéieren, fir eng gewësse Logik an dee ganzen Agencement vun de Gebailechkeeten a vun de Raimlechkeeten eranzekréien. D'Raimlechkeete solle besser no hire Funktioune regruppéiert ginn. Am neie Block A sollen d'Administratioun an d'Schoulsäll ënnerbruecht ginn, während de Block B fir d'Zëmmeren an d'Kantin geduecht ass. Sécherheetsnorme gi ganz grouss geschriwwe wéi an all dësen Infrastrukturen a Gebailechkeeten, um Niveau vun den Noutausgäng: nei Feierdieren, Détectiounsmoosnamen, den Accès vum Gebai fir d'Pompjeeë gëtt réaménagéiert an esou weider. Och fir déi Behënnert - ech hunn dat virdru gesot, dass behënnert Kanner kënnen an deem Internat opgeholl ginn - ginn d'Zougänglechkeete vun de Gebailechkeete virgesinn, wéi och Parkplaze fir behënnert Leit an esou weider.

Alles dat ass an deem Projet hei virgesinn. Wat d'Finanzéierung ubelaangt, gouf am Kader vun hirer Konventioun tëscht dem Stat an der Kongregatioun vun den Elisabetherinnen den 11. Abrëll mat engem Avenant vum Juli 2002 déi ganz Problematik vun der Finanzéierung geregelt. No dëser Konventioun bedeelegt sech de Stat un den Transformatiouns- an de Modernisatiounskäschte bis zu 80%. D'Käschten, déi mam éischten Équipement zesummenhänken, gi vum Stat integral iwwerholl. De Prozentsaz, deen hei ugewannt gëtt, ass deen, dee mer bei ville vun deene Projeten hei zréckbehalen, an deen am ASFT-Gesetz vum 8. September 1998 fixéiert ass.

Dat Ganzt wäert de Stat bei engem Bauindex vu 579 um 1. Oktober 2003 ronn 8.461.000 Euro kaschten, ënnert dem Virbehalt selbstverständlech vun där legaler Erhéijung vum Konstruktiounspräis bis zum Ofschloss vun den Aarbechten. An deem Präis, deen ech genannt hunn, sinn d'TVA an d'Honorairen abegraff.

De Statsrot huet bei dësem Projet, wéi och bei deene Projeten iwwert d'CIPAe proposéiert, dass mer mussen oppassen op d'Gesetz vun 2003 iwwert d'Marchés publics, wat Délaië virgesäit, bannent deenen esou e Projet muss iwwert d'Bühn sinn. Fir deene Schwieregkeeten aus dem Wee ze goen, hu mer eng Propositioun gemaach fir den Text amendéiert ze kréien, an deementspriechend bleift, och wann d'Aarbechte sech sollte méi laang hinzéien, déi noutwendeg Zäit fir dat heiten ze maachen.

Här President, d'Spezialkommissioun „Jeunesse en détresse“ hat am Kader vun der Orientéierungsdebatt an am Kader vun där Motioun, déi mer deemools gestëmmt haten, op den aktuellen Hëllef- a Schutzsystem vun eiser Jugend higewisen an d'Regierung opgefuerdert déi bestoend Modeller, déi mer hunn, ze adaptéieren, ze moderniséieren an deenen neien Donnéeë vum Terrain Rechnung ze droen. Dee Projet, dee mer haut hei diskutéieren, dréit wéinstens zum Deel deenen Objektiver, déi deemools an der Motioun vun der Chamber zréckbehale gi waren, Rechnung, sou dass déi Infrastrukturen, sou wéi se elo hei konzipéiert sinn, deem gerecht ginn.

Dofir wär ech frou, wann dëse Projet, deen den Accord vu menger Fraktioun huet, op eng breet Zoustëmmung an dëser Chamber géif stoussen. Merci.

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Georges Wohlfart agedroen. Den Här Wohlfart huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Georges Wohlfart *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet vun dem Ausbau, der Moderniséierung vum Internat zu Ëlwen, schafe mer eng nei Struktur, déi am Norde sécherlech noutwendeg ass. Et ass eent, wéi de Rapporteur gesot huet, vun deenen zwee eenzegen Internater fir de Primärbereäich. Ech mengen och do wär munches ze soen, wat awer géing de Kader vun dësen Debatte sprengen.

Wat elo de Bau selwer ugeet an de Projet, sou huet de Rapporteur a sengem schrëftlechen an och mëndleche Rapport, mengen ech, am Detail déi Saach beschriwwen. Ech mengen, et ass wichteg, dass mer d'Capacitéite kënnen ausbauen, well an de leschte Joren eng grouss Nofro fir dëst Internat bestanen huet, an heimadder mer dëser Nofro dann zum Deel och gerecht ginn. Ech wéilt dem Rapporteur merci soe fir seng Hausaufgab, déi hie gutt erleedegt huet, a wollt him awer och nach derbäi soen, dass et sécherlech keng Iwwerraschung ass, nodeem dëse Rapport eestëmmeg an der Kommissioun ugeholl ginn ass, dass ons Fraktioun dee wäert stëmmen.

Wa mer elo schwätze vun de Grënn, déi derzou féieren, dass ëmmer méi Kanner oder en Deel vun eise Kanner mussen an engem Internat ënnerbruecht ginn, sou huet de Rapporteur eng Rei vu Grënn ugefouert, mä ech wollt awer och nach op jidde Fall en anert Argument derbäifügen - wat vläicht ganz banal ass -, dat ass op jidde Fall hei am Ëslek dat vun den Distanzen. Ech mengen och eleng d'Distanze bréngen et mat sech, dass hei vill Zäit gewonne ka ginn, wann d'Kanner kënnen an enger anstänneger Opfangstruktur ganzdeegeg betreit ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir haten hei am November eng Diskussioun iwwert d'Kreatioun vum Lycée am Réidener Kanton, och mat enger Diskussioun iwwer en Internat, wat do sollt dann och derbäi entstoen. Am Kader vun där Debatt hate mer eng Rei Froen opgeworf iwwert dat pädagogescht Konzept vun deem neien Internat, wat zu Réiden virgesinn ass. Do sinn eng Rei Froen, déi nach keng kloer Äntwert hunn a mengen Aen, wéi dat Internat da soll deenen Aufgabe gerecht ginn, déi een haut däerf vun engem modernen Internat fuerderen.

Ech mengen hei, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op den éischte Bléck wéinstens, wat déi socio-éducative Approche ugeet vum Familljeministère, déi jo och am Detail hei beschriwwen ass, wat den Encadrement ugeet vun de Kanner, dass deem zu engem groussen Deel Rechnung gedroe gëtt, wouriwwer ee sech nëmme ka freeën.

Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en Investissement vun 9,74 Milliounen Euro am Ganzen, dovunner 80% fir de Stat, ass eng Staang Geld, mä wat an onsen Ae gutt ugeluecht ass. Dofir ass et jo och kee Wonner, dass mer dëse Projet stëmmen.

Ech wollt just nach e puer Iwwerleeungen an eng Rei Froe stellen am Zesummenhang mat Internater hei zu Lëtzebuerg. De Rapporteur huet drop higewisen, dass ënner anerem och momentan en Internat, wat och wichteg ass fir dat ganzt Anzuchsgebitt vun der Nordstad, am Entstoen ass, dat ass dat zu Dikrech. Ech brauch den Här Weiler net drun ze erënneren, dass dat Di-

krecher Internat, zemools wat de Site ugeet, eng relativ, wann ech dat esou däerf salopp formuléieren, spannend Virgeschicht huet.

Wann ech am medezinesche Jargon bleiwen, géif ech soen, Här Weiler, Dir Dammen an Dir Hären, et war op d'mannst eng Zaangegebuert, bis mer eis eens waren iwwert de Site, an deem dat elo entstanen ass. Sou vill, géif ech mengen, zur Virgeschicht, déi dann et mat sech bréngt, datt mer sécherlech nach e bësse waarde bis dat Internat fäerdeg ass. Dat war och da meng Fro, wéini dass mer dervunner kënnen ausgoen, dass dat Internat da säin Zweck wäert voll a ganz erfëllen.

M. Lucien Weiler (CSV), *rapporteur.*- D'Kand wäert jo kee Schued dervugedroen hunn?

M. Georges Wohlfart (LSAP).- Neen, Dir kënnt berouegt sinn, déi Doktere vun deemools mat den Hiewame vun deemools hu schonn duerfir gesuergt, dass dat Kand…

(Hilarité)

…anständeg ënnert deene schwéiere Konditiounen op d'Welt konnt gesat ginn, Här Weiler. Also do kënnt Dir berouegt sinn.

Dat Zweet ass, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, mir hunn nach ëmmer de Problem vum Hôtel d'application, deen déi Responsabel vum Lycée technique hôtelier Alexis Heck an d'Welt geruff hunn. En Hôtel d'application, ech mengen eng ganz flott Initiativ, wou am Fong d'Iddi ass, während der Schoulzäit d'Kanner oder d'Schüler am Internat kënnen ënnerzebréngen an da während de Vakanze kënne jonk Famillje mat Kanner oder Jugendlecher do ënnerzebréngen an dann deene Schüler a Schülerinnen aus der Hotelschoul d'Méiglechkeet ze ginn, dat an Eegeregie ze bedreiwen. Dat ass och en Dauerbrenner.

Ech wëll hei keng Scholdzouweisunge maachen, mä ech hat de 15. Oktober 2002 eng parlamentaresch Ufro u gläich dräi Ministerinnen: d'Madame Jacobs, d'Madame Brasseur an d'Madame Hennicot gestallt an deem Zesummenhang vun den Internater, a gefrot, wéi et dann elo sténg mat enger definitiver Léisung.

Ech weess, dass an der Zwëschenzäit d'Schülerinnen an d'Schüler ënnerbruecht ginn an zwee Hotelen. Mä déi definitiv Léisung, wat fir eng ass dat dann elo? Ech krut deemools geäntwert, do géifen dräi Pistë studéiert ginn, dat eent wier d'Affektatioun vum Hôtel du Parc, dat zweet wier d'Affektatioun eventuell vum Hôtel du Midi, dee sollt a Fro komme fir deen Hôtel d'application, an dat drëtt wier eng eventuell Extensioun oder en neie Flillek da vun deem Internat wat momentan am Bau ass. Ech wëll, Madame Minister, net de Mëtteg eng Äntwert drop kréien, mä ech wär frou wann dat eng Kéier awer kënnt dann och vun der Regierung definitiv beäntwert ginn.

Ech wollt och soen, dass mer nach ëmmer e Problem hunn, wat d'Internater ugeet. Ech mengen, dat wësse mer all heibannen, an den honorabelen Här Jaerling hat de 26. Dag am Spierkel eng Fro gestallt iwwert d'Zuel vun de Kanner, déi an onsen Internater si respektiv am Ausland. Ech mengen an Tëschenzäit huet e vun der Madame Brasseur eng Äntwert kritt.

Dat ass also op jidde Fall interessant Zuelematerial, dat mer an Zukunft och brauche fir weider Planunge kënnen ze maachen. An ech wollt och soen, Madame Minister, dass mer als Partei déi finanziell Bedeelegung un engem Internat an der Belsch, déi viru Jore virgeholl ginn ass, begréissen, wou et jo drëm geet Kanner mat Handicap virun allem, déi mer zu Lëtzebuerg net kënnen ënnerbréngen, dass mer dat do gemaach hunn. Ech mengen, dat ass e Solidaritéitsgeste, dee mer ganz staark begréissen.

Ech wëllt ofschléisse mat engem klenge Bémol, e klengt Bedaueren oder e grousst Bedaueren, dat ass, dass mer et net fäerdeg bruecht hunn an deene leschten 20 Joer, och erëm ouni Scholdzouweisung, öffentlech Internater um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg ze realiséieren. Ech menge mäi Frënd, de Ben Fayot, ass ee vun de fervente Verfechter gewiescht, an nach haut, vun engem öffentlechen Internat hei an der Stad Lëtzebuerg. Dat ass ons leider net méi gelongen. Ech hoffen, dass dat franséischt Spréchwuert „il n'est jamais trop tard pour bien faire" et mat sech bréngt, dass mer dat och eng Kéier kënnen an nächster Zukunft realiséieren.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Fayot wollt eppes dozou soen.

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, ech fannen dat en interessante Projet. Ech sinn natierlech elo net aus dem Nordbezirk an ech kann also elo net an där Hisiicht eppes soen, mä trotzdeem hunn ech déi Documents parlementaires gelies an och d'Rapportë vum Procès-verbal…

(Interruptions diverses)

Pardon? Entschëllegt, ech hunn d'Wuert gefrot, ech wollt awer net...

Une voix.- Et muss jo awer der Rei no goen!

M. le Président.- Den Här Fayot hat gefrot fir eng Zousazremarque ze soen zu dem Virgänger. Et ass fir zwou Minutten!

(Interruptions diverses)

M. Ben Fayot (LSAP).- Ech hu gefrot fir d'Wuert ze kréien, c'est tout. Ech hunn net gefrot fir virun d'Madame Durdu ze kommen an ech gi selbstverständlech der Madame Durdu hiren Tour.

Une voix.- Här President, mir sinn net klenglech, mä…

M. le Président.- Neen, ech hat d'Saach verstanen, dass dat am Zesummenhang wier zu deem wat den Här Wohlfart gesot huet, an dofir hunn ech geduecht, abee gutt, wann et fir zwou Minutten nëmmen ass, dann ass et an der Rei. Also Madame Durdu, Dir hutt d'Wuert.

Mme Agny Durdu (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Fayot, ech hoffen Dir sidd mir elo net béis, dass Dir elo ënnerbrach gi sidd, fir dass ech dann elo d'Reiefolleg hei soll anhalen.

Ech sinn och net an der Familljekommissioun, ech hunn dann dëse Rapport gelies an ech hat mer de Projet de loi ugekuckt gehat, an ech muss lech soen, natierlech aus der Nopeschgemeng sinn ech ganz frou driwwer, dass dat Ëlwenter Internat, wat bei eis bekannt ass, déi finanziell Ënnerstëtzung vun der Regierung kritt huet.

Firwat sinn Internater iwwerhaapt néideg? Ech mengen, déi Diskussioun, déi mer hate bei de Privatschoulen a wou et geheescht huet, firwat hu Privatschoulen esou vill Succès: Ee vun de Grënn vun hirem Succès ass eben d'Presenz vun Internater. Och am Primärschoulberäich stelle mer fest, dass eben e Succès vun dësem Internat drop beruff huet, dass Kanner, entweder well d'Elteren zu zwee schaffe ginn, oder well nëmme méi een Elterendeel do ass, oder awer well sech Erzéiungsproblemer weisen, dass hei op déi Internater zréckgegraff gëtt.

Manner ass et haut wouer, dass dat Ëlwenter Internat gebraucht gëtt well d'Distanze grouss sinn. Ech mengen, dat ass manner d'Problematik am Primärschoulberäich, mä ech muss awer soen, dass op dat Internat net nëmmen zréckgegraff gëtt vun deenen Ëlwenter Kanner a vun deenen aus den Nopeschgemengen, wann emol eng Kéier en Elterendeel ewechgefall ass, mä dass do ganz vill Kanner verstreet iwwert d'ganzt Land op Ëlwen kommen, an Ëlwen läit natierlech ideal wéinst den Zuchverbindungen. Déi Kanner kënne sonndes owes kommen an déi fueren och erëm samschdes mëttes mam Zuch heem, an all Himmelsrichtungen, wou se eben higehéieren.

Et ass also wierklech gutt, dass dëse Projet finanziell ënnerstëtzt gëtt, an et ass eben e Projet, deen initiéiert gouf, sougutt am Sainte Marie hei an der Stad wéi zu Ëlwen, vu Kongregatiounen, an et ass also erëm de Privatberäich, deen dem Stat virgaangen ass. An ech fannen de Stat soll dann och hei d'Exempel drop huelen, an ech mengen zwee Internater am Primärschoulberäich sinn der och net immens vill hei am Land, et ass misst ee kucken, ob een net nach esou een Internat oder déi eng oder aner Infrastruktur hei am Land géing opriichten. Dat wär gutt an et géif eiser pluralistescher Gesellschaft Rechnung droen. Dëst gesot, kann ech lech nëmme soen, dass d'DP wäert dëse Projet ënnerstëtzen.

Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jean Colombera agedroen. Den Här Colombera huet d'Wuert.

M. Jean Colombera (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt e Merci un de Rapporteur Lucien Weiler fir säi mëndlechen a schrëftleche Bericht. Haut schwätze mir iwwert den Ausbau vum Internat zu Ëlwen. Am Rapport steet geschriwwen, dëse Projet ass an d'Welt geruff ginn, well een dringende Besoin, sief et op regionalem wéi op nationalem Plang, besteet. Dat ass alles schéin a gutt. D'Fro, déi ee sech awer muss stellen, ass déi heiten: Firwat huet eis schéin, flott an intelligent Regierung dëse Projet eréischt den 9. Oktober 2003 deponéiert?

Véier Joer nodeems dës CSV-DP-Regierung am Amt ass huet si den Norden entdeckt! Et gëtt elo beschloss fir d'Internat zu Ëlwen, dat bis elo 40 Einheite gezielt huet, op 62 Einheeten eropzeschrauwen, wou mir jo alleguerten d'accord sinn, e Plus vun 22 Einheeten. Domadder soll de ganzen Norden entlaascht ginn. An déi Fro, déi ech da stellen: Firwat dann elo eréischt am Oktober 2003? Firwat dann net viru véier Joer?

Dëse Projet vun haut erlaabt eis fir e puer Iwwerleeungen iwwert d'Internater am grousse Ganzen, wéi se hei am Land bestinn, ze féieren. Et besti momentan néng soziofamiliär Internater, déi ënnert der Obhut vum Familljeministère sinn, nämlech de Konvikt zu Lëtzebuerg mat 50 Einheeten, d'Institutioun St Willibrord zu Iechternach mat 75 Einheeten, de Pensionnat St Joseph zu Dikrech mat enger Capacitéit vu 40 Schüler, de Pensionnat St Joseph zu Ettelbréck mat 95, d'Internat Ste Marie zu Lëtzebuerg mat 29, de Fieldgen mat 87, de Pensionnat Ste Anne zu Ettelbréck mat 47, d'Internat Notre-Dame de Lourdes zu Dikrech mat 54 an de Pensionnat Ste Elisabeth zu Ëlwen mat 40 Einheeten.

An dëse Pensionnat soll elo transforméiert, moderniséiert an erweidert ginn, mat enger Enveloppe vun 360 Milliounen aler Lëtzebuerger Frang, beim Stand vum 1. Oktober 2003. Doniewent gëtt et och Schoulinternater, déi ënnert der Obhut vum Éducatiounsministère stinn, nämlech de Lycée vu Wolz mat 20 Einheeten, den Hotelslycée Alexis Heck vun Dikrech mat 59 Einheeten an de klassesche Lycée vu Miersch als Annex vum Dikrecher Lycée mat 50 Einheeten. Dat alles zesumme maache 646 Plazen aus.

Am Joer 2002-2003 waren 48 Lëtzebuerger am Ausland am Internat, an dat ass op Basis vun de Subsiden, déi vum Ministère accordéiert ginn, ausgerechent ginn. Eng Fro, déi een hei ka stellen: Wéi héich sinn dës Subsiden? Wéi héich ginn déi Leit do finanzéiert? D'Ursaachen, firwat dass d'Schüler an d'Internat ginn, leien op der Hand.

Éischtens déi geographesch Distanz vum Wunnsëtz bis zur Schoul, wat nëmme besser ka ginn, wann den Transport ausgebessert gëtt a wann d'Schoulen dezentraliséiert ginn.

Zweetens, d'Elteren, déi net doheem disponibel sinn, well se allen zwee schaffe ginn, oder wann nëmmen eng Persoun am Stot ass, déi schaffe muss goen. An dësem Fall ass d'Internat eng ideal Léisung fir d'Kanner opzehuelen.

Drëttens, well d'Eltere mengen, dass an engem Internat d'Kanner besser encadréiert sinn.

Véiertens, duerch familiär Problemer, déi Schoulproblemer beim Kand ausléisen, wéi zum Beispill Alkohol, Familljekonflikter a Gewalt.

An och fënneftens dann duerch d'familiär Traditioun. D'Kand geet an d'Internat, well d'Mamm oder de Papp och am Internat waren.

Ech muss hei betounen, datt d'Internater, déi vu Schwëstere geleet ginn, déi vu Schwëstere gefouert ginn, déi si gutt gefouert. Si fäerten awer och net fir méi wéi aacht Stonnen am Dag ze schaffen. Et ass net ze iwwersinn, datt mer an Zukunft méi mat dësen Ursaache konfrontéiert wäerte ginn, an d'Demande, déi elo scho besteet, ass bei wäitem vill méi héich wéi déi verschidde Méiglechkeeten, déi eis zur Verfügung stinn.

Fir där Evolutioun Rechnung ze droe wäert an den neie Lycée zu Réiden och en Internat integréiert ginn, gläichfalls zu Esch/Belval an de Frichen an an der Dikrecher Hotelschoul. Mä trotzdeem, bis dass dat alles realiséiert wäert sinn, dat wäert nach Joren a Joren daueren. De Lycée vu Réiden an de Lycée op den ARBEDsbrooche si jo eréischt an der Ufankschas.

Här President, mir mussen eis awer emol hei d'Fro stellen, wat déi CSV-DP-Regierung an och déi Regierung virdrun, déi CSV-LSAP-Regierung, iwwerhaapt fir eng Politik bedreiwen oder bedriwwen hunn? Eis Politiker, déi gutt si fir op all Foto ze weise wellech schéi Krawatt datt se hunn oder wellech schéinen Tailleur datt se droen, hunn eiser Usiicht no net vill Wäitsiicht…

(Interruptions diverses)

…, d'autant plus datt vum Familljeministère däitlech en Zeeche koum, datt et besser wär, datt d'Frae schaffe sollte goen.

Plusieurs voix.- Oh!

Une voix.- Dir hutt awer laang gebraucht, fir bei d'Thema ze kommen!

M. Jean Colombera (ADR).- Spéitstens dee Moment, wou an der Gesellschaft een Ëmdenke koum, spéitstens dee Moment, wou et gewosst war, datt Mann a Fra misste schaffe goen, fir sech en eegent Heem, en eegent Haus kënnen ze finanzéieren, spéitstens dee Moment, wou et gewosst war, datt d'Scheedungsquot ëmmer méi héich ginn ass, spéitstens dunn hätt misse reagéiert ginn! Fakt awer ass, datt hei net reagéiert gouf! Fakt ass, datt d'Demande ëmmer méi grouss gëtt. Fakt ass, datt d'Regierung nëmmen op Basis vu Subsidë weess wéi vill Kanner am Ausland an d'Internater ginn. Fakt ass, datt eis Regierung total am Niwwel ass a wat dobaussen am Land vu Besoinë sinn, dat schéngt dës Regierung net ze wëssen.

Zu Ëlwen ginn elo endlech zwou Plaze virgesi fir handicapéiert Kanner. Menges Wëssens sinn dat déi zwou eenzeg Plazen am Land. Mir wëssen awer, datt 10% vun der Bevëlkerung en Handicap hunn. Dat sinn net alleguerte Kanner, dat wësse mer, dat ass richteg. Awer trotzdeem, mir hätten eis awer hei gewënscht, d'Regierung wär an hirer Politik wat déi Behënnert ugeet méi aktiv gewiescht. Sou wéi dës Regierung hei am Land mat de Bierger ëmgeet, ass et eng Blamage! Den Trio Juncker-Grethen-Asselborn gëtt net midd fir ze erklären…

(Brouhaha général)

…, datt si nimools mam ADR an d'Koalitioun wëlle goen…

(Interruptions diverses)

M. Jos Scheuer (LSAP).- An déi Gréng?

Une voix.- Frot emol den Här Bausch!

M. Jos Scheuer (LSAP).- Si wëlle léiwer an d'Oppositioun goen.

(Hilarité)

M. Jean Colombera (ADR).- …, well den ADR e Grupp vu Populisten, Demagogen a Folkloriste soll sinn.

(Interruptions diverses)

Här President, ech wéilt soen, datt mir als ADR bestëmmt, datt et esou Fanatiker hei am Land gëtt! Esou Aussoe kann ee verstoe wa se vun enger fundamentalistescher Regierung géifen hierstamen. Si sinn awer net ze akzeptéiere wa se vun enger demokratescher Regierung ausgeschwat ginn. Als Politiker muss ee capabel si fir 15 bis 20 Joer am Viraus virzeprogramméieren, an dat kann dës Regierung net! An dat konnten déi viregt Regierungen och net!

M. Lucien Weiler (CSV), *rapporteur.*- Kënnt Dir dat?

M. Jean Colombera (ADR).- Dëst Internat hätt missen, Här Weiler, vill méi fréi ausgebaut ginn.

Déi Acteuren, déi hei um Wierk sinn, sinn Amateuren. Si interesséiere sech nëmme fir den 13. Juni 2004. Wat duerno geschitt ass souwisou total egal. Deen Eenzegen, deen d'Schold wäert hunn, ass d'Regierung vu Bréissel. Déi kritt fir alles wat hei am Land passéiert de schwaarze Péiter. Mir als ADR fuerderen dës Pseudoregierung op fir sech fir d'Leit dobaussen anzesetzen. Dofir ass si jo awer schliesslech gewielt ginn. Et geet net duer fir de Leit mat esou Projete wéi deenen heiten, déi zwar wichteg sinn, virun de Wahle Sand an d'Aen ze streeën. Wat soll dës ganz Hypokrisie? Wann dës Regierung awer net fäeg ass, fir ze regéieren, da soll se sech berode loossen, an et géif hir keen Zack aus der Kroun falen, wa si konstruktiv mat der Oppositioun zesumme géif schaffen.

A wann ech vun Oppositioun schwätzen, dann och vum ADR, well da wären esou Projete scho laang do gewiescht. All aner Haltung, datt vun uewen no ënnen Erofkucken, déi iwwerhieflech Arroganz mat där de politesche Géigner behandelt gëtt, dat wäert sech schlussendlech negativ fir d'Vollek auswierken, e Vollek wat esou eppes net verdéngt huet. Dës Regierung brauch sech guer net ze bretzen. Si brauch sech guer net an d'Vitrine ze stellen. Déi Aart a Weis wéi si hire politesche Géigner behandelt, sprécht fir sech, a si wäert och dofir esou sanktionéiert ginn!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.*- Wat huet dat mam Internat vun Ëlwen ze dinn?

(Interruptions diverses)

M. Jean Colombera (ADR).- Dat gesot, Madame Jacobs, gi mer den Accord vum ADR. Fir eis ass dat heiten nëmmen…

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Loosst de Riedner schwätzen! Ech géing ëm Är Opmierksamkeet bieden!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Dat gesot, gi mir als ADR den Accord zu dem Projet. Fir eis ass dat heiten nëmmen e klenge Roséngsteen, Här Gira. Et bleift awer nach vill ze maachen. Mir bestinn awer drop, datt den Hiewel do muss ugesat gi wou d'Ursaache sinn. D'Symptomerbekämpfung ass op länger Siicht net ze droen. Eng gutt encadréiert Famill muss fir de Stat déi absolut Prioritéit sinn. Eng gutt encadréiert Famill heescht, manner familiär Problemer, manner Schwieregkeeten an der Schoul, manner Drogen an Alkoholkonsum, manner Gewalt.

Ënnert dem Stréch heescht dat méi Disponibilitéit fir d'Kanner. Dann eréischt brauche mir manner Internater. Wann d'Famill net revaloriséiert wäert ginn, wäerte mir an Zukunft da gezwonge gi fir massiv d'Symptomer ze bekämpfen, déi net ausbleiwe wäerten, an dat mat héije Folgekäschte fir eis Gesellschaft. Déi nächst Regierung muss dës Problematik bei der Wuerzel upaken. Anerefalls komme mer an d'Labrenten a fir do erauszekommen, dat wäert schwéier ginn.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- De leschte Riedner ass den Här Ben Fayot. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech wollt effektiv nëmme ganz kuerz soen, dass ech dëst en interessante Projet fannen, well et sech jo ëm en Internat handelt fir de Primärunterrecht mat engem Semi-internat. Ech huelen un, et ass schwéier erauszefannen aus dem Text vum Rapport an och aus den Akte vum Projet, dass et sech och hei handelt ëm e Semi-internat wou Kanner aus der Primärschoul vun Ëlwen kënnen opgehoII ginn, gradsou gutt wéi dann eben och Kanner vu méi wäit an d'Internat komme fir hei en charge geholl ze ginn an da vun do an d'Primärschoul op Ëlwen ginn. Dat ass e bëssen de Modell och wéi en hei zu Lëtzebuerg an der Stad an der Sainte Marie fonctionnéiert.

Ech wollt eigentlech zwou Froen nëmme just stellen ier d'Madame Minister Stellung hëlt. Déi éischt Fro ass: Mir si jo amgaangen e Plan sectoriel „lycées" ze diskutéieren. Bon, mir sinn hei net um Niveau secondaire, mir sinn um Niveau primaire, mä nach wär et interessant ze wësse vum Ministère de la Famille - ech wëll net esou e Plan sectoriel „internat primaire", well ech weess datt e Plan sectoriel eng ganz laangwiereg Geschicht ass -, ob et Virstellungen am Familljeministère gëtt - d'Madame Durdu huet dat jo och schonn ugeschnidden -, wou een am Land, ausser elo zu Ëlwen an an der Stad, nach esou Installatioune kann ubréngen.

Well dee Besoin besteet ganz bestëmmt och am Primär ëmmer méi, souwuel fir e komplett Internat mat enger Prise en charge, wéi hei steet, wéi och natierlech fir gewësse Kanner e Semi-internat, wat net nëmmen déi üblech Foyers de midi sinn oder och esouguer Beschäftegungen nomëttes, mä wat e bësse méi ass fir Kanner, déi Problemer hunn. Dat ass dat eent also. Gëtt et Virstellungen am Ministère wou een an deenen nächste Joren nach esou Installatioune muss maachen?

An dann déi zweet Remarque, déi ech wollt maachen, an dat hunn ech ebe gesinn a menger Aarbecht an der Schoulkommissioun an der Stad Lëtzebuerg: Mir hu Kanner an onse Primärschoulen aus der Sainte Marie, an dat si Kanner, déi also engersäits an der Sainte Marie sinn, anerersäits an d'Primärschoul ginn, a mech interesséiert et wéi dee Lien tëschent deenen Institutiounen an der Primärschoul ass, besonnesch bei Problemkanner.

Wann et Kanner gëtt, déi eng Therapie brauchen, déi Therapie gëtt net an dem Internat offréiert. D'Schoulen hunn dat och net zur Verfügung. Do feelt eppes dertëschent. Do feelt eng Installatioun, eng Institutioun dertëschent, wou een d'Kanner, déi wierklech ganz grave Problemer hunn, déi net an deem engen an net an deem anere kënne geléist ginn, wou een déi trotzdeem awer kann upaken.

D'Struktur, déi mir do amgaange sinn opzebauen, déi menger Usiicht no och noutwendeg ass, wär fir d'Zukunft wichteg, well mir eben och an der Primärschoul ëmmer méi Kanner hunn, déi mir, wéi een esou schéi seet, net „Meeschter" ginn, a wou mir net dohannert kommen, wat ee soll maachen.

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Familljeministesch, d'Madame Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géing mech fir d'éischt entschëllegen, dass ech vläicht net op all Froe kann äntwerten. Ech hätt eigentlech sollen de Mëtteg um hallwer dräi ufänken, an ech hunn um hallwer fënnef eng Obligatioun mat der Grande-Duchesse. Vu dass dat elo alles méi laang hei gedauert huet, kann ech net méi op all Froen an op alles agoen, wéi ech mir dat gewënscht hat a wéi ech och géing eigentlech den Deputéierte wëllen eng Äntwert ginn.

Ech géing vläicht just soen, wann hei op eemol esou haart Téin gespaut gi sinn, wéi mir mat der Oppositioun géingen ëmgoen, kann ech mech nämmlech doriwwer wonneren: An der Familljekommissioun hu mir eng ganz gutt Zesummenaarbecht, an ech weess net, ween do kéint beanstanden a wéi ee kéint soen, weder vun der Oppositioun nach vun der Majoritéit, dee géing do net uerdentlech behandelt ginn.

Déi Leit, déi natierlech net an d'Kommissioune kommen, déi kënnen dat net wëssen. Dat ass ganz sécher, also wann een net an enger Kommissioun ass, kann een net soen, wéi do mat engem geschafft gëtt.

(Interruption)

An op där anerer Säit wollt ech soen, den Till Eulenspiegel huet emol eng Kéier gesot: „Et ass keen, dee mech ka leiden, mä ech dreiwen et awer och deemno."

(Hilarité)

Ech wëll nëmme soen, dass vläicht, ob en esou oder aneschters geheescht huet, mä jidde Fall et gëtt vläicht heiansdo Explikatiounen, firwat dass eppes esou ass. Mä do wär et vläicht awer och an der Éducatioun, wou eppes gefeelt huet. Déi hätte missen an d'Internat kommen, als Kanner, dass et da besser gewiescht wär herno.

(Interruptions)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, awer zu deem seriöen Deel wëll ech soen, dass ech frou sinn, dass mer haut de Mëtteg kënnen dee Projet hei, wéi et mir schéngt, à l'unanimité stëmmen. Wann dat e bësselche méi laang gedauert hat, da muss ee vläicht och wëssen, wéi dee Site do zu Ëlwen ass, an dass do herno musse Pläng gemaach ginn a Projete gemaach ginn. Dat geet net ëmmer vun engem Dag zum aneren, sou wéi dat op anere Plazen och net esou geet.

Et ass gesot ginn, dass mer zu Lëtzebuerg néng Internater hunn, déi besonnesch sech ëm déi méi grouss Kanner këmmeren, wou dann och Lycéeskanner sinn, fir se emol esou ze nennen - oder déi, déi am Postprimär sinn -, et ware 416 Kanner den 15.9.2003. Am Semi-internat waren et der 485. Wa mer elo dat heiten Internat am Primär elo nach dobäikréien, da komme mir do op 86 Plazen, respektiv op 84 am Semi-internat. Mir wëssen och, wéi vill Kanner, dass mir am Ausland hunn, a mir wëssen och, dass mir do den Eltere bäileeën, sou wéi hei zu Lëtzebuerg och, jee no hirem Akommes. Et ass also net, dass mer net wéissten, wéi a wou déi Kanner wären, an och net wéi vill, dass mir géife fir si do ginn.

60 Plazen, op där doter Plaz waren net méi Méiglechkeeten do fir méi grouss ze bauen. Ech weess och net onbedéngt, ob dat gutt gewiescht wär, fir do nach ze vergréisseren. Ech si virun allem emol frou, dass et méiglech ass, dass och Kanner do am Semi-internat sinn, selbstverständlech déi, déi zu Ëlwen an der Schoul sinn, mä och déi awer aus anere Gemengen dohinner kommen. Et ass hei gesot ginn, dass Ëlwen jo ideal läit, well een och gutt mam Zuch dohinner kënnt.

Mir hunn eng Partie vu Projeten, déi de Moment nach amgaange sinn, well mir ebe gesinn, dass d'Demanden ëmmer méi grouss ginn, besonnesch, wann Elteren, déi net ëmmer d'Méiglechkeet hunn, fir sech selwer ëm hir Kanner ze këmmeren, op där enger Säit, a well awer och, an den Här Fayot hat dorobber higewisen, do ëmmer méi Kanner sinn, déi Problemer kréien oder Problemer hunn, wou et dann och wichteg ass, dass sech mat professionellen Hëllefen dorëmmer bekëmmert gëtt. Op där anerer Säit droen awer och d'Internater ganz dacks dozou bäi, dass d'Kanner net ganz aus hire Famillje mussen erausgeholl ginn an net musse placéiert ginn, an dass domadder awer och d'Familljе kënne méi beienee bleiwen.

D'Kanner ginn och geléiert an dësen Internater a klenge Gemeinschafte mateneen ze liewen, se léieren och d'Wäerter mateneen, wat et heescht, Solidaritéit mateneen ze hunn, een deem aneren ze hëllefen, awer och fir sech selwer ze suergen. Si mussen an deene klenge Gemeinschaften, déi hei an deenen Internater funktionéieren, kucken, dass se hir Kleeder selwer an der Rei halen, dass se propper sinn, an och léiere kachen, wat ech mengen och wichteg ass fir d'Zukunft vu jiddferengem. Well wann een dat alles net kann, dann ass et och schwéier fir herno an engem Stot ze sinn. Dat zielt awer net nëmme fir d'Meederchер, dat zielt selbstverständlech och fir d'Jongen.

Ee grousse Problem, dee mir behalen, och bei deenen Internater wéi och d'selwecht bei de Foyer-d'accueilen, ass de Kontakt an d'Lienën. An ech muss soen, dass ech der Stad Lëtzebuerg och vun dëser Plaz aus e ganz grousse Merci wëll soen. Mir hu ganz vill Kanner hei an der Stad Lëtzebuerg an de Primärschoulen, wann ech elo an d'Kannerland wäert goen, déi wéi gesot eben an engem Centre d'accueil sinn op anere Plazen, a wou ni ee Problem ass a wou och ni gesot gëtt: Kuckt, dass Dir eis déi Kanner do ewechhuele kommt! Oder lo muss hei gemaach ginn oder do gemaach ginn. Mat ganz vill Verständnes ginn och do vum Léierpersonal déi Kanner mat erduerchgeholl.

Och hei, well Dir gefrot hat no deene Lienen: Déi bestinn selbstverständlech. Bei de Responsablen aus dem Sainte Marie gëtt dee Kontakt mat de Léierinnen a Schoulmeeschtere vun de Schoulen, an déi hir Kanner an d'Schoul ginn, och gesicht, an och mat dem Quartier selwer. Et ass flott, dass d'Leit aus der Amiperas zum Beispill an d'Internat Sainte Marie dohinner ginn, fir do mat de Kanner zesummen Aktivitéiten ze maachen, wat jo wichteg am intergénérationnelle Kontakt ass, mä awer och fir de Kanner aner Saachen ze weisen, wéi och nëmmen dat rengt Schoulescht.

Doriwwer eraus, wéi gesot, si mir amgaangen - den honorabelen Här Wohlfart huet dono gefrot - zu Dikrech déi Aarbechten ze maachen, a well mir net alles aweie virun dëse Wahlen, mä och nach eppes aweien no deenen nächste Wahlen, ass virgesinn, dass fir Enn Juli 2005 d'Internat vun Dikrech bezuchsfäerdeg wäert sinn, dat heescht, datt am September 2005 d'Kanner do erakomme kënnen.

An dem Internat Sainte Marie ass och elo en drëtt, éischt an zweet Schouljoer erageholl ginn, sou dass do déi ganz Primärschoul an deenen nächste Joren – also, Kanner an der Zuel ëmmer nëmmen, wou Plaz dofir do ass natierlech - kann opgeholl ginn.

Da si mir amgaangen - well mir den Norden net eréischt dräi Méint virun de Wahlen entdecken, mä well mer ewell laang wëssen, dass och op anere Plaze Besoine sinn, wéi och zu Wolz - en Internat socio-familial oder en Internat renforcé ze maachen, deen och iwwert de Samschdeg an iwwert de Sonndeg op ass, fir dass besonnesch och Kanner, déi a schwierege Situatiounen doheem sinn, net mussen dann de Weekend net heemgoen, mä dass se d'Méiglechkeet hunn, fir do opgeholl ze sinn, dass do och mat hinne geschafft gëtt, an dass verhënnert gëtt doriwwer, dass eng ganz Partie Kanner géifen op Schraasseg, Dräibur kommen, déi net wéinst hirer dohinner kéimen, mä fir si virun dem Milieu ze schützen, an deem si dra sinn, wat Froe si vu Gewalt a vun anere Problemer.

Et ass eng Rei vu Froe gestallt ginn iwwert déi verschidde Lycéeën oder iwwert déi verschidden Internater bei de Lycéeën. Et ass d'Éducatiounsministère, déi dofir zoustänneg ass, mä et ass kloer, dass eng Rei vun Iddien do sinn - och wat d'Internat vun der Hotelschoul ubelaangt. Ech denken, dass een och do déi verschidde Pistë muss virugoen, fir ze gesinn, wat wierklech och dat Bescht an dat Sënnvollst ass.

Dee Plan sectoriel fir d'Internater - do sinn eng Partie vun Iddien do. Dat, wat ech mech froen, dat ass, wéi wäit dass mir do Entgéintkomme fannen. Wa mer gesinn, wéi d'Leit sech wiere géint alles, wat an eng Ortschaft soll kommen, gëtt et mir allerdéngs ëmmer méi Angscht fir ze gesinn, dass mer do och riskéieren net wäit ze kommen, wéi mat anere Saachen. Wat iwwregens och e Grond ass, dass mir och nach ëmmer dat öffentlecht Internat hei an der Stad net hunn, den Don Bosco, deen zënter Jore virgesinn ass als en öffentlecht Internat, wou d'Croix-Rouge d'Gestioun dovunner huet, wou ewell Postë virgesi waren, a wou mir ebe keng Méiglechkeete kréien, fir erauszekommen.

Ech géing wierklech hei op dëser Tribün nach eng Kéier an aller Bescheidenheet a mat aller - wéi soll ech soen - Häerzlechkeet all Mënsch froen, deen iergendwou eng Méiglechkeet huet - hei sëtzen esou vill Leit, déi aus de Gemenge sinn, sou vill Buergermeeschteren-: Hëlleft mir, wann ech gelift, mäi Problem ze léisen, an net nëmme mäi Problem ze léisen, mä de Problem vum Lëtzebuerger Land ze léisen, fir Flüchtlingen och an Äre Gemengen opzehuelen.

Et kann een net hei de Kapp ënnert den Dësch strecken an et kann een net soen, dat ass der Familljeministesch hire Problem. Et ass en nationale Problem. A wa mir net geléist kréien op eng uerdentlech Aart a Weis, wat awer muss geléist ginn, dann ass dat nom 13. Juni och nach do. Et ass net, wéi wann dee Problem dann op eemol sech a Loft opgeléist hätt a wéi wann dann dat alles net méi géing bestoen. Dofir wär ech wierklech ganz frou, wann och jiddferee seng Responsabilitéit do géing huelen a géing zesumme mat eis kucken, dass mer do op en uerdentleche Wee kommen.

Ofschléissend, Här President, wëll ech fir d'éischt eng Saach nach soen, wat och e Problem ass an de Gemenge mat esou Strukturen oder och mat Strukture vun Internater oder och mat Crèchen. Da gesi mer, dass dann duerno d'Fro kënnt vun de Primärschoulen a vum Minerval. Och do wär ech frou, wann de President vum Syvicol, deen ech ewell des Öftere gefrot hunn, an dee ganze Syvicol eis géifen hëllefen eng gemeinsam Léisung ze fannen, well wann d'Leit fir hir Kanner am Internat musse 60.000 bis 100.000 Frang d'Joer bezuelen, dann ass et kloer, dass déi Famillјen, fir déi mir dëst Gesetz maachen, iwwerhaapt do net méi kënne matmaachen.

Mir kënne bäileeë beim Präis vum Internat, mä wa mir dann och nach mussen e Minerval bezuelen, deen esou héich ass, mengen ech vun dohier, dass awer do d'Solidaritéit tëschent de Gemenge gefrot wär, an net déi Gemengen, déi sech esou Aufgaben zousätzlech oplueden nach vun deenen aneren eng laang Nues gemaach kréien a gesot kréien: Maacht Dir dat gutt domm, mir setzen eis schick zréck an Dir kënnt kucken, dass Dir eis Kanner en charge huelt.

Merci, Här President.

M. le Président.- D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikele vum Projet de loi 5221 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 4 si gelies an ugeholl.

Mir kommen zum Vote iwwert dee virleiende Gesetzesprojet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Jeannot Belling), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. John Schummer), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké (par M. Marc Zanussi), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Mir kommen zur Diskussioun vum Projet de loi 5278 iwwert d'Publicité foncière. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeleucht. Et si bis elo ageschriwwen d'Häre Bodry a Rippinger. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Clement.

5. 5278 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 1988 gouf hei am Haus d'Gesetz „sur la publicité foncière en matière de copropriété" gestëmmt. Mat dësem Gesetz gouf deemools festgeschriwwe wéi e Gebai, dat méi wéi engem Propriétaire gehéiert, no deenen eenzelne Propriétéiten an de Kadaster ageschriwwe muss ginn. Et sollt also net méi sinn, dass dës Gebaier ënner enger eenzeger Nummer am Kadaster agedroe sinn, wéi dat bis dohin de Fall war.

Natierlech konnt d'Verwaltung net vun engem Dag op deen aneren déi 3.364 Gebaier, déi bis 1988 ënner enger Nummer am Kadaster agedroe waren, entspriechend deenen neie Virschrëfte regulariséieren, an dofir hat de Législateur deemools schonn eng Iwwergangsperiod vun zéng Joer virgesinn. 1999 ass dunn allerdings festgestallt ginn, dass d'Verwaltung et net an deem virgeschriwwenen Zäitraum gepackt huet mat där neier Androung vun deenen eenzelne Gebaier an de Kadaster, an et gouf deemools d'Iwwergangsperiod eng zweete Kéier bis den 31. Määrz 2004 verlängert.

Leider war et dem Kadaster awer nach net méiglech bis zum Enn vun dësem Mount dës Aarbechten ofzeschléissen, am Contraire, et konnten eréischt genee 1.082 Gebaier vun deenen 3.364 betraffene regulariséiert ginn. Et dierf een elo awer net dem Kadaster eleng de Virworf maachen, en hätt seng Aarbecht net richteg gemaach. Esou goufen, muss ee scho soen, all déi nei Dossieren no 1988 an enger acceptabler Zäit beaarbecht. Och gouf de Kadaster um Plang vun der verwaltungsinterner Organisatioun restrukturéiert.

D'Verwaltung vum Kadaster hat am Joer 2002 e Pressecommuniqué erausginn, fir d'Propriétairen nach eng Kéier op d'Noutwendegkeet vun der Regulariséierung hinzeweisen. Well d'Aarbechten awer net konnten ofgeschloss ginn, huet d'Regierung dofir proposéiert d'Iwwergangsperiod nach eng Kéier bis den 31. Määrz 2014, also ëm zéng Joer ze verlängeren.

Här President, dëse Projet gouf vum Budgetsminister den 19. Januar 2004 an der Chamber déposéiert. De Statsrot huet säin Avis de 16. Määrz vun dësem Joer ofginn, huet allerdéngs recommandéiert den Text liicht ofzeänneren, deem d'Finanzkommissioun dann och nokomm ass. Esou gouf ënner anerem den éischten Artikel dohigehend geännert, dass d'Verlängerung vun der Iwwergangsperiod duerch eng Ännerung vum 1988er Gesetz virgeholl gouf. Am Text vun deem Gesetz goufen déi Wierder „dix ans", déi do dra stongen, duerch „vingt-cinq ans" ersat. Doduerch brauch den interesséierte Lieser net verschidde Gesetzestexter ze liesen, wat dann och d'Sécurité juridique verstäerkt.

Des Weideren huet de Statsrot d'Fro opgeworf oder besser gesot en huet Zweifel, ob mat dëser Verlängerung d'Regulariséierung vun allen Dossiere ka realiséiert ginn, ouni dass een eng fundamental Verännerung vun der Approche huet.

Dräi Deeg nodeems de Statsrot säin Avis ofginn huet, nämlech den 19. Määrz, koum d'Finanzkommissioun zu enger Sëtzung zesummen, an där se de Projet an den Avis analyséiert an de Rapport ugeholl huet.

Dat war e bëssen e schnellt Schaffen, muss een zouginn, léisst sech awer doduerch erklären, dass dëse Projet urgent war. Dëse Gesetzesprojet muss nämlech den 1. Abrëll a Kraaft trieden, well soss kéint onsen Immobiliemarché wärend enger gewësser Zäit Problemer kréien, well vill Akte vun Appartementshaiser net kéinte getätegt ginn. Fir dass dëst awer net soll antrieden, huet dëse Gesetzesprojet wéi schonns gesot, séier missen evakuéiert ginn. Dofir kann ech der Chamber, Här President, nëmme recommandéieren dëse Projet haut an der virleiender Form ze stëmmen.

Ech wëll nach zousätzlech den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn, an ech soen lech allegueren merci fir Äert Nolauschteren.

M. le Président.- Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Den Här Bodry huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech perséinlech begéinen hei en ale Bekannten erëm, d'Gesetz vun 1988. Ech ka mech nach erënnere wéi mir doriwwer an der zoustänneger Kommissioun diskutéiert hunn. Ech war deemools de Spriecher vu menger Partei dozou. Et war d'Madame Lulling, déi Rapporteur zu deem memorabelen Text war.

Och deemools war schonn d'Diskussioun - an dat ass effektiv elo 16 Joer hier - wéi da sollt déi Period ausgesinn, wou dann all déi bestehend Gebaier, déi virun dem A-Kraaft-Triede vum Gesetz vun 1988 gebaut si ginn, sollten an de System vum Cadastre vertical kënnen opgeholl ginn.

Et huet sech elo erausgestallt, dass mer wäit ewech si vun deem Optimismus - deemools hate mir nach gemengt et wär e Virsiichtsoptimismus -, dee sengerzäit d'Chamber dozou beweegt huet fir déi Période transitoire vu zéng Joer anzeschreiwen, an där sollten all d'Copropriétéite vu virun 1988 an deen neie System iwwerholl ginn.

Wann dat Gesetz esou hei gestëmmt gëtt, a meng Partei wäert et och stëmmen, muss ee sech trotzdeem virun Aen halen, dass mir dann eng Iwwergangsbestëmmung vu 25 Joer hunn. Dat ass rekordverdächteg, muss ech soen. 25 Joer, déi de Législateur eigentlech zougesteet, fir eng bestehend Situatioun - et si jo haaptsächlech Appartementshaiser - kënnen ze regulariséieren an no de Prinzipië vum Cadastre vertical ze vermoossen. Dat schéngt awer op e Manko hinzeweisen op ville Plazen. Dofir wär ech frou, wann ech vum Här Minister vläicht do kéint zousätzlech Explikatioune kréien, déi an de schrëftlechen Dokumenter vun deem heite Projet net ze fanne sinn.

Éischtens, d'Explikatioun firwat d'Regierung bis de Januar 2004 gewaart huet, also virun zwee Méint eréischt dohinner gaangen ass a si huet déi Verlängerung vun där Period gemaach, wou awer schonn zënter laangem gewosst ass, dass déi Period bis 2004 net géif duergoen, fir dee Cadastre vertical do opzestellen? Wéisou ass sech däers eréischt ufanks 2004 bewosst ginn? Firwat ass do net éischter scho reagéiert ginn?

Zweetens, mengen ech, dass ee ka verlaangen, dass awer méi Ursacheforschung gemaach gëtt wéi dat am Text vun der Regierung de Fall ass. Et ass kloer gesot ginn: Wou leien d'Ursaachen? Et ass déi Fro, déi ech konkret stellen. Wou leien d'Ursaachen, firwat dass mer vun enger Disposition transitoire vun ursprünglech zéng Joer iwwer 15 Joer schlussendlech bei 25 Joer solle leien?

Läit et un den ongenügende Mëttele vun der Kadasterverwaltung? Läit et un der ongenügender Participatioun vun deene Leit? Et si jo haaptsächlech d'Syndiken, déi hir Demande mussen erareechen, fir dass de Kadaster ka seng Aarbecht maachen. Wou sinn d'Ursaachen? Wa mer d'Ursaachen hei net nennen, mengen ech, da kënne mer och keng Léisung fannen. Dofir wär et also scho wichteg, dass mer hei géifen am Fong diskutéieren a probéieren erauszefannen, wou d'Ursaache leien, an da gemeinsam mat der Regierung festleeën, wat fir eng Moossnamen da gemaach ginn, fir dass mer dann net nach eng Kéier an déi peinlech Situatioun erakommen, dass vläicht eng nächst Chamber nach eng Kéier muss deen Délai do verlängeren.

De Conseil d'État huet eigentlech d'Fro opgeworf, just de Conseil d'État huet keng Äntwert kritt, weder an der Finanzkommissioun nach bis elo hei an der Chamber. Ech zitéieren nach eng Kéier, de Conseil d'État seet a sengem Avis: „Le Conseil d'État éprouve des doutes que la régularisation des dossiers puisse être clôturée dans le délai imparti par le présent projet, sauf un changement fondamental dans l'approche."

Dat ass genau déi Fro, mengen ech, déi mer awer haut mussen diskutéieren hei an der Chamber: Wou leien d'Ursaachen a wéi kënne mer se verhënneren, dass nach weider Zäit do verluer geet, dass mer do also Rechtssécherheet kréien an dass mer onnéideg Retarden an deem ganze Beräich do kënnen ophuelen. Wann de Minister do kënnt méi konkret Äntwerte ginn, wär ech dankbar, an an deem Sënn géife mir och deen heite Projet stëmmen.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een eng Iwwergangksperiod vu 25 Joer brauch fir e Gesetz a Realitéit ëmzewandelen, dann ass dat effektiv weltrekordverdächteg. Mir hunn 3.364 Immeublen, déi concernéiert ware vun dem Gesetz vun 1988, déi bestanen hu virun dem Vote vun deem Gesetz, an dovunner sinn der elo 1.000 wou de Cadastre vertical konnt etabléiert ginn. Et bleiwen der also nach 2.364, dat heescht mir hunn elo eréischt knapps een Drëttel vun der Aarbecht gemaach.

Dofir versteet een och, dass de Statsrot a sengem Avis seet, dass en héchstwahrscheinlech unhëlt, dass souguer deen Délai vu 25 Joer net wäert duergoen, fir déi ganz Aarbecht Meeschter ze ginn. Dat ass bedauerlech, dass d'Regierung hei net déi richteg Mëttel an d'Weeër geleet huet, fir dass dee Cadastre vertical ka funktionéieren an dass iwwerhaapt de Kadaster uerdentlech funktionéiert. Ech wëll drun erënneren, dass meng Fraktiounskolleegen zwou Questions parlementaires an deem Kontext gestallt hunn.

Déi éischt de 26. vum Wantermount, dat heescht vum November, Här Minister, 2003 vum Här Aly Jaerling, wou mer als Äntwert kritt hunn, vun lech, dass am Prinzip et zwee Méint dauert, bis dass e Cadastre vertical kann erstallt ginn, wann den Dossier komplett ass, wat heiansdo net ëmmer de Fall ass, an dass dann awer eng etlech Schwieregkeete géingen entstoen, well d'Gemengen, den Enregistrement fir de Stat oder d'Notairen hir Aarbecht net géinge maachen.

Ech weess net, ob déi concernéiert Leit oder Institutiounen, déi elo viséiert gi sinn, déi Meenung do deelen, mä wat ee muss feststellen, dat ass, dass den Délai fir e Cadastre vertical vun engem Appartementshaus ze erstellen excessivement laang ass. A wat et méi laang dauert, bis dass eng Administratioun äntwert, wat et och fir déi Leit, déi wëllen en Appartement kafen oder verkafen, méi Sue kascht.

Et ass bedauerlech, dass och op engem anere Gebitt, an dat war op eng Fro vu mengem Fraktiounskolleeg, dem Här Koepp, bei den Emprisen, dass mer och do feststellen, dass de Kadaster net funktionéiert. 475 Emprisë stinn am Ablack nach aus - dat war eng Fro vum Abrëll 2003 -, dovunner sinn der 320 iwwer dräi Joer al! Ech mengen och do muss ee feststellen, dass eppes hei net klappt.

Et dauert iwwer ee Joer bis iwwerhaapt vum Kadaster eng Opstellung gemaach gëtt. Mir hunn och gemierkt, dass d'Baueren, déi Subsidë musse kréien an déi en Extrait vum Plan cadastral mussen eraginn an den Extrait mussen etabléiere loossen, dass déi och méitelaang waarde mussen, heiansdo jorelaang waarde mussen, bis dass se eng Äntwert kréien, fir dass hiren Dossier vollstänneg ass an dass se an de Benefiss vun de Subsidë kënne kommen. Och dat ass net an der Rei!

Här Minister, Dir hutt an der Äntwert op déi Question parlementaire gesot, dass vum 1. Januar 2004 u géing offiziell op privat Geometeren zréckgegraff ginn. Ech wollt lech froen, ob dat elo geschitt ass, ob elo effektiv déi ganz Aarbecht e bësselche méi séier virugeet? Ech mengen, dat ass dat wat erwaart gëtt.

Ech hoffen, dass dat, wat Der annoncéiert hat an deene Questions parlementaires, zum Droe kënnt. Ech sinn och frou, dass Der bei der Question parlementaire vum Här Jaerling, déi am November gestallt ginn ass, dunn annoncéiert hutt, dass d'Regierung géing d'Noutwendegkeet gesi fir eng Verlängerung vum Délai ze froen, an ech huelen un, dass dorobberhin och dee Projet de loi hei vun der Regierung déposéiert ginn ass, well mer effektiv den Délai erreecht haten, dee vum Gesetz virgesi war fir d'Période transitoire.

Dat gesot, ass et noutwendeg natierlech, dass mir déi Période transitoire verlängeren. Mir wäerten och als ADR ons Zoustëmmung zu dësem Gesetz ginn, mä ech hoffen awer ganz hefteg, ganz instänneg, Här Minister, dass Der ons kënnt soen, dass an nächster Zäit de Kadaster esou wäert funktionéiere wéi dat muss a wéi d'Bierger sech dat vun esou enger Administratioun erwaarden.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Budgetsminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, contrairement zu dem Här Bodry begéinen ech hei keen ale Bekannten erëm, well ech war an deem Joer wou dat Gesetz do entstanen ass nach an der Schoul. An ech entdecken also hei an deene leschte Joren, net haut, mä an deene leschte Joren…

(Interruption)

Jo, eben, ech wollt lech dat hei rappeléieren, mä zugläich awer och domadder zouginn, dass dat heiten eng Problematik ass, déi et scho laang gëtt, an et war de Justizminister Robert Krieps an de Finanzminister Jacques Santer, déi deemools dëst Gesetz ënnerschriwwen hunn.

Ee Problem, dee mer hei hunn, an dat war jo och déi fundamental Fro, déi den Här Bodry hei gestallt huet, d'Ursaach vun deem Problem läit eiser Analys no net beim Kadaster. Déi läit bei dem Mangel u Kooperatioun vun de Copropriétairen an de Syndicen, fir déi Aarbechten do virzehuelen. De Kadaster initiéiert nëmmen d'Prozedur. De Kadaster huet 2002 all Copropriétairen ugeschriwwen, en huet Communiquéde-pressen am Joer duerno gemaach, mä de Syndic muss selwer dann déi néideg Schrëtt ënnerhuelen, e muss eng Assemblée aberuffen, e muss mat den Dokumenter bei den Notaire goen. All déi Saache gi meeschtens net gemaach, well d'Leit och net de richtegen Incentive dofir hunn, firwat se dat solle maachen, an et ass dobäi nach fir d'Leit selwer mat enger Rei vu Käschte verbonnen.

Dat erkläert firwat iwwert déi Jore vun 1988 bis haut dat net iwwerall geschitt ass. Souwäit ech informéiert sinn ass kee Retard bei där doter Prozedur beim Kadaster selwer. Déi Aarbecht gëtt innerhalb vum maximalen Délai vun zwee Méint gemaach. De Problem ass also um Niveau vun de Copropriétairë selwer.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wéi kënne mer dat änneren, Här Minister? Wat kann ee maachen, fir dass dat net méi esou ass an Zukunft? Soss hu mer jo an zéng Joer deeselwechte Problem.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Ech mengen, dass et net vill Instrumenter do géing ginn, et sief dann et géing ee mat Sanktiounen operéieren. Mä ech muss lech soen, dass ech der Meenung war, dass een an engem normale Land d'Leit och misst zu eppes kréien, ouni dass een op Sanktiounen higeet, an dofir hoffen ech, dass elo deen neien Délai, wou ech zouginn, dass deen extrem laang ass, d'Leit dozou bréngt, endlech awer déi doten Aarbechten ze maachen, déi awer och herno eng vill besser Opstellung vun de Proprietéitsverhältnisser an engem moderne Cadaster erlaaben.

Wat all déi aner Punkten ubelaangt, déi den Här Henckes hei ugeschnidden huet, esou hunn déi am Fong näischt mat dëser Problematik ze dinn. Ech soen hei nach eng Kéier, dass mer e Gesetz gestëmmt hunn an dësem Parlament, wat d'Regierung virgeluecht hat fir de Géomètre officiel. Wann dat emol richteg operationell alles ass, an déi éischt hu jo elo eréischt ugefaangen, déi sinn elo eréischt an hirer initialer Schaffzäit, Formatiounszäit, da misst dat mëttelfristeg och eng Rei aner Problemer léisen, mä dat huet näischt mat dësem Problem ze dinn.

Ech stellen och fest, wéi gesot, dass an dëser Debatt, wa se och kuerz war, net vill Suggestioune komm sinn, wéi een dee Problem mat deem mer hei konfrontéiert si kënnt léisen, e Problem, deen ech geierft hunn, an ech hoffe wann ech an zéng Joer nach eng Kéier dierf hei zu lech schwätzen, dass de Problem dann net méi besteet.

Ech soe merci.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikele vum Projet de loi 5278 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 an 2 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of iwwert dee virleiende Gesetzesprojet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par Mme Simone Beissel), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Gusty Graas), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err (par M. Georges Wohlfart), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Jeannot Krecké), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira);

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder wäre mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si programméiert fir den 30. an 31. Mäerz an den 1. Abrëll. Den Ordre du jour gëtt lech schrëftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.22 heures)

MARDI, 30 MARS 2004 — 45E SÉANCE

Présidence: M. Jean Spautz, Président

Ordre du jour

1. Communications
2. Déclaration de recevabilité
3. Ordre du jour
4. Heure de questions au Gouvernement

   - Question N° 372 du 30 mars 2004 de Monsieur le Député Laurent Mosar concernant les statistiques sur les vols de nuit publiées sur le site www.aeroport.public.lu, adressée à Monsieur le Ministre des Transports

   - Question N° 373 du 30 mars 2004 de Monsieur le Député Marc Zanussi au sujet de la grève des pilotes de la compagnie Luxair annoncée pour le vendredi 2 avril 2004, adressée à Monsieur le Ministre des Transports

   - Question N° 374 du 30 mars 2004 de Monsieur le Député Niki Bettendorf concernant l'immigration clandestine au Luxembourg, adressée à Monsieur le Ministre de l'Intérieur

   - Question N° 375 du 30 mars 2004 de Monsieur le Député Alex Bodry au sujet de l'accord volontaire entre le Gouvernement et la FEDIL relatif à l'amélioration de l'efficacité énergétique dans l'industrie luxembourgeoise, adressée à Monsieur le Ministre de l'Économie

   - Question N° 376 du 30 mars 2004 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo concernant la transposition du nouveau statut du fonctionnaire dans le secteur communal, adressée à Monsieur le Ministre de l'Intérieur
5. 5086 - Proposition de loi portant modification de l'article 55 de la loi communale du 13 décembre 1988

   (Présentation, conformément à l'article 60 du Règlement - Discussion)
6. 5005 - Proposition de loi visant à modifier la loi du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures

   (Présentation, conformément à l'article 60 du Règlement - Discussion)
7. 5074 - Proposition de loi

   - relative à l'organisation d'une formation et d'un examen en matière de secourisme

   - complétant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

   (Présentation, conformément à l'article 60 du Règlement - Discussion)
8. 5164 - Proposition de loi portant modification de l'article 12 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques modifiée par les lois des 2 mars 1963, 17 avril 1970, 1er août 1971, 7 avril 1976, 7 juillet 1977, 31 mars 1978, 9 juillet 1982, 3 mai 1984, 28 janvier 1986, 8 avril 1986, 7 septembre 1987, 15 janvier 1991, 21 décembre 1991, 1er juillet 1992, 27 juillet 1993, 26 août 1993, 18 mars 1997 et du 5 juin 1998

   (Présentation, conformément à l'article 60 du Règlement - Discussion)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Michel Wolter, Henri Grethen et Charles Goerens, Ministres; M. Joseph Schaack, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.02 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Matdeelung ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

1. Communications

Ech hunn der Chamber folgend Kommunikatioun ze maachen.

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Monsieur Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 26 mars 2004, le

- Projet de loi N° 5318 portant changement de limites entre les communes d'Esch-sur-Alzette et de Schifflange.

Madame Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, a déposé le même jour le

- Projet de loi N° 5319 relatif à la construction d'un nouveau bâtiment pour la circonscription régionale de la Police Grand-Ducale à Grevenmacher.

3) M. Nico Loes, Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, Président du groupe parlementaire chrétien-social et M. Gast Gibéryen, Président du groupe parlementaire ADR ont représenté la Chambre des Députés lors de la session inaugurale de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM) qui s'est déroulée les 22 et 23 mars 2004 à Athènes.

Regroupant 120 parlementaires des États membres de l'Union européenne et du Parlement européen ainsi que 120 parlementaires de la région méditerranéenne, l'Assemblée se réunira à l'avenir une fois par an en session plénière dans un des pays partenaires. Elle s'est également dotée de trois commissions parlementaires, à savoir la commission politique, de sécurité et des droits de l'homme, la commission économique, financière, des affaires sociales et de l'éducation ainsi que la commission de la promotion de la qualité de vie, des échanges humains et de la culture.

Dans la déclaration finale, les représentants des différents Parlements ont précisé que la création de l'APEM constitue un pas décisif vers l'institutionnalisation et le renforcement de la dimension parlementaire du partenariat euro-méditerranéen et estiment que la nouvelle Assemblée constitue l'expression tangible de l'intérêt commun à renforcer la sécurité et la stabilité dans la région, à promouvoir et concrétiser les réformes politiques, sociales et économiques et à empêcher le terrorisme, l'extrémisme et la criminalité organisée, vu que l'Assemblée se base sur des valeurs et des objectifs communs, notamment ceux d'une paix durable et juste dans le respect du droit international. Les participants considèrent également que la création de l'APEM est un instrument permettant d'approfondir la logique du dialogue et de coopération dans le sens d'une meilleure compréhension mutuelle.

A noter que la séance d'ouverture a été co-présidée par M. Pat Cox, Président du Parlement européen et par M. Abdelwahad Radi, Président de la Chambre des Représentants du Maroc et qu'au cours de la session inaugurale, M. Fathi Sorour, Président de l'Assemblée du Peuple d'Égypte, a été désigné comme le premier Président de l'Assemblée.

2. Déclaration de recevabilité

Esou wéi den Artikel 57 vum Chamberreglement et virgesäit, huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 25. Mäerz virgeschloen, dass d'Proposition de loi 5317 vum Här Lucien Weiler iwwert d'Wahlgesetz fir recevabel erklärt gëtt.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

3. Ordre du jour

Wat eis parlamentaresch Aarbechte vun dëser Woch ubelaangt, gëtt Folgendes virgeschloen:

D'Chamber siégéiert haut de Mëtteg, muer Mëttwoch an iwwermuer Donneschdeg, jeeweils um hallwer dräi.

Haut de Mëtteg hu mer éischtens eng Froestonn un d'Regierung, zweetens d'Presentatioun vun de Propositions de loi 5086 vum Här Jean-Pierre Klein, 5005 vum Här Gusty Graas, 5074 vum Här Nicolas Strotz an 5164 vum Här Niki Bettendorf.

Muer hu mer d'Presentatioun vun de Propositions de loi 5013 vum Här Ben Fayot, 4864 vum Här François Bausch, 4996 vum Här Mars Di Bartolomeo, 5185 vum Här Aly Jaerling, 4979 vum Här Lucien Lux a 5075 vum Här Aly Jaerling.

Op Ufro vun der Regierung a mam Averständnis vun de betreffende Fraktioune kënnt d'Proposition de loi 4864 vum Här François Bausch iwwert d'Investissements à caractère éthique als éischte Punkt op den Ordre du jour.

Iwwermuer hu mer eng Konsultatiounsdebatt iwwert de sektorielle Plang vun de Lycéeën an d'Presentatioun vun de Propositions de loi 4918 vum Här Ben Fayot an 5186 vum Här Jean Colombera.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

Den Här Lucien Weiler freet d'Wuert.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Här President, ech géif lech bieden d'Chamber ze froen, ob se wat den Ordre du jour vun haut ubelaangt kënnt domat d'accord sinn, dass de Punkt 4 an de Punkt 5, déi zwou Propositions de loi vum Här Strotz a vum Här Bettendorf, interchangéiert ginn? Et ass den Här Grethen, deen d'Kéiers zoustänneg ass fir drop ze äntwerten. Et ass nämlech esou, dass den Här Strotz eréischt kann am spéiden Nomëtteg hei si wéinst enger Obligatioun op senger Gemeng.

M. le Président.- Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Dat dierft kee Problem sinn.

Mir kommen dann elo zur Froestonn un d'Regierung. Do hu mer als éischt Fro d'Nummer 372 vum Här Laurent Mosar un den Transportminister iwwer d'Nuetsflich. D'Wuert huet den Här Laurent Mosar.

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question N° 372 du 30 mars 2004 de Monsieur le Député Laurent Mosar concernant les statistiques sur les vols de nuit publiées sur le site www.aeroport.public.lu, adressée à Monsieur le Ministre des Transports

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Transportministère publizéiert iwwer säi Site „www.aeroport.public.lu" eng Rei vu Statistike wat d'Nuetsflich, awer och de Kaméidi am Ëmfeld vum Flughafen betrëfft. Dëst ass u sech eng ganz gutt Saach, fir déi ech och den Transportminister wëll félicitéieren, an déi sécherlech zu enger gewësser Transparenz um Niveau vum Fonctionnement vum Flughafe bäidréit.

Wann een awer elo d'Evolutioun vun den Nuetsflich méi genau ënnert d'Lupp hëlt, stellt ee fest, dass dës am Joer 2001 eng Rekordzuel vun 1.030 Flich kannt huet, fir am Joer 2002 op 599 erofzegoen. D'lescht Joer ass awer erëm leider en Ustig op 739 Flich festzestelle gewiescht, an déi meeschte Flich landen oder fléie fort dann och tëschent 11 an 12 Auer an der Nuecht.

Ech wëll hei den Transportminister froen, wat d'Ursaache vun deene substanzielle Schwankunge vun den Zuele vun den Nuetsflich sinn. Am selwechte Kontext wëll ech och vum Minister wëssen, wéi vill där Nuetsflich vun der Luxair an der Cargolux geflu ginn, respektiv vun anere Fluggesellschaften.

Am Kontext vun de Moossunge vum Kaméidi, déi och aus deene Statistiken erausginn, wëllt ech folgend Froen opwerfen.

An deene Moossunge gëtt ëmmer nëmme vun enger Moyenne vum Kaméidi geschwat. Mä u sech wär et jo méi interessant ze wëssen, wou, wéini a wat fir e Fliger eigentlech dee maximale Kaméidi mécht, a vu dass och ëmmer méi Bierger vu Gaasperech an Zéisseng sech iwwert de Flugkaméidi beschwéieren, wëllt ech och froen, ob et méiglech wär, dass eng sechst Moossstatioun am Süde vun eiser Stad géif installéiert ginn.

Meng lescht Fro: Wär et net och am Interesse vun enger méiglech grousser Transparenz, wann d'Interesseveräiner, esouwuel aus dee-

ne verschiddene Quartiere vun der Stad, wéi aus deenen ëmleiende Gemengen och hir Vertrieder kënnten an d'Commission aéroportuaire delegéieren.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Transportminister Henri Grethen.

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Här President, ech hunn elo e ganz décke Problem, an zwar deen, dass den honorabelen Här Mosar Iech haut e Bréif geschéckt huet, wou e seet, e wëllt mech iwwert d'Statistiques sur les vols de nuit publiées sur le site „www.aeroport.public.lu" questionnéieren. An da kënnt den Här Mosar heihinner, nodeem e mech félicitéiert huet fir déi Saachen, déi ech gemaach hunn, an e stellt mir eng Hällewull technesch Froen.

Här President, ech brauch dofir dräi Beamten. Ech si bereet am Laf vum Nomëtteg op déi Froe schrëftlech ze äntwerten, wann den Här Mosar mer déi gëtt. Da maache meng Mataarbechter eng schrëftlech Äntwert, an da kritt den Här Mosar déi och. Ech kann elo technesch just op zwou Froen äntwerten.

Dat eent ass déi: Firwat ass d'Zuel vun den Nuetsflich 2003 méi héich wéi 2002? An den Här Mosar huet jo louablement ënnerstrach, dass ënnert dëser Regierung d'Zuel vun den Nuetsflich erofgaangen ass, mä well ganz vill vun deene Maschinnen am Cargoberäich aus Asien kommen, an tëschent deem Punkt, wou se aus Asien kommen, an Europa, de Mëttleren Orient läit mat all deene Problemer, déi d'lescht Joer do lass waren, war de Loftraum do ganz oft zou, an hunn déi Avione misse gréisser Ëmweeër fléien, respektiv si retardéiert ginn, esou dass se effektiv statt wéi geplangt virun 11 Auer ze landen, ganz oft tëschent 11 an 12 Auer nuets erakomm sinn, wat einfach net während där schwiereger Period ze géréiere war.

Ech hunn nolens volens dat missen am Intérêt vum Emploi dulden, hunn awer, a well et och conforme ass zu eisem Reglement, wat net geännert ginn ass, den Opérateure gesot, dass ech net bereet wier dat an Zukunft och nach als Regel aräissen ze loossen, an et misst erëm e Retour au pristin état kommen, wéi en 2001 war.

Dat zu engem Element vun deene ville Froen, déi den Här Mosar gestallt huet. Eng zweet, wat eng politesch Äntwert ass, dat ass, ech hunn ee Comité consultatif agesat. An deem Comité consultatif si Vertrieder vun deene véier Ustéissergemenge vum Flughafen dran. An ech hunn décidéiert, dass gewielte Vertrieder an deem Comité sinn, an net selbst ernannte Vertrieder. Et ass un de Gemengevertrieder, dann hir Bierger iwwert dat alles ze informéiere wat se do gewuer ginn, respektiv déi Froen opzewerfen, déi opzewerfe sinn, a mir sinn och esou mat de Gemenge verbliwwen, well wou fänken ech bei deene soidisant representativen Organisatiounen un a wou halen ech op. Dee Choix wëll ech net maachen.

Hei zu Lëtzebuerg huet jiddereen all Kéier, wann dräi Leit sech zesummendinn an e Club grënnen, da si se als A.s.b.l. konstituéiert, an do kann een der sech da ganz vill virstellen, an et kann ee jo dann net soen, deen doten ass representativ an deen doten ass net representativ. Mir wësse schonn an der Gewerkschaftsszen wéi schwiereg et ass ze décidéiere wie representativ ass oder net. Dofir hunn ech gemengt, et wier besser gewielte Vertrieder wieren an deem Comité, hunn awer gläichzäiteg och e Site Internet ausschaffe gelooss, wou all Bierger sech online kann deeglech iwwert déi Problematiken informéieren.

Mir sinn och nach amgaangen deen Internetsite weider auszebauen, ze perfektionéieren. Ech hunn zum Beispill vum Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg e Bréif kritt, wou d'Stad Lëtzebuerg mer seet, dass eng Rei Problemer hirer Meenung no géife bestoe wat d'Utilisatioun vun deem Site ugeet. Ech hunn der Stad Lëtzebuerg proposéiert, dass mir dat an deem Comité consultatif sollten diskutéieren, an do gemeinsam kucke wat fir eng Léisung mir kënnte fannen.

Här President, dat sinn déi Froen, déi ech ka beäntwerten. Eng Fro, ob et méiglech ass eng sechst Moossstatioun südlech vun der Stad Lëtzebuerg anzeriichten, sinn ech technesch net à même am Moment ze beäntwerten, mä wann den Här Mosar déi Froe schrëftlech erareecht, kritt e selbstverständlech eng Äntwert.

M. le Président.- Mir kommen dann elo zur Fro 373 vum Här Marc Zanussi un den Transportminister iwwert de Luxair-Streik. Den Här Zanussi huet d'Wuert.

- Question N° 373 du 30 mars 2004 de Monsieur le Député Marc Zanussi au sujet de la grève des pilotes de la compagnie Luxair annoncée pour le vendredi 2 avril 2004, adressée à Monsieur le Ministre des Transports

M. Marc Zanussi *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sti virun engem méigleche Streik bei der Luxair dëse Freiden. Mir sti virun engem méigleche Sozialkonflikt, deen, eiser Aschätzung no, opgrond vun der Entwécklung virauszegesi war. Mir hunn als Fraktioun e puermol dem Transportminister nogeluecht, sech an dee Konflikt anzemëschen. Den Transportminister an d'Regierung hunn ëmmer refuséiert dat doten ze maachen.

Mir stellen elo fest, dass de Statsminister gesot huet, hie wëllt den Donneschdeg allegueren déi Partner un en Dësch ruffen, déi mat deem Konflikt do ze dinn hunn. Ech stelle praktesch fest, dass den Transportminister mat senger ursprénglecher Aschätzung vis-à-vis vun där Situatioun eigentlech désavouéiert ass duerch deen dote Fait. Ech stelle fest, dass et hei ëm e Streik geet, deen ënner Ëmstänn, wann ech de Wierder vum Gewerkschaftspresident Folleg ka leeschten, en onbefristete Streik ka ginn. Ech mengen, dass e Streik an e Sozialkonflikt bei der Luxair fir d'Zukunft vun där Gesellschaft eigentlech ganz schlecht ass, well déi ganz Medië wäerte mat Opmierksamkeet déi doten Entwécklung suivéieren.

Ee vun den Atoutë bis elo bei der Luxair war ëmmer deen, dass d'Clienten dovunner konnten ausgoen, dass se mat enger absoluter Zouverlässegkeet konnten hei op de Findel kommen a fortfléien. Aus der Tatsaach eraus, dass e Streik bevirsteet an dass den Donneschdeg de Statsminister allegueren d'Partner ronderëm den Dësch geruff huet, fir doriwwer ze diskutéieren, ginn ech jo dovunner aus, dass d'Regierung an och den Transportminister haut wëssen, wat se op déi eenzel Froen äntwerten, déi do an der Diskussioun stinn, an ech wëllt hei fënnef Froen un den Transportminister riichten:

1) Firwat kënnt déi Diskussiounsronn mat alle Partner, déi et an deem heiten Dossier gëtt, elo esou spéit, kuerz virun deem Sozialkonflikt, obwuel dee virauszegesi war?

2) Ass den Transportminister bereet opgrond vun deem Rapport, dee vun der Pilotenassociatioun elo virgeleuecht gëtt, an deen eng Rei vu Mängel um technesche Rapport iwwert den Accident ufëiert, deen doten Dossier erëm eng Kéier opzemaachen?

3) Hunn ech dann och gelies, dass den Här Heinzmann elo scho gesot huet, dass e Retour vun deene sechs entloossene Piloten ënner kengen Ëmstänn a Fro kënnt; dofir ass meng Fro déi: Wann elo den Donneschdeg d'Uerteel iwwert de „safety officer" um Gericht fält, a wou d'Uschëllegunge bei deenen anere Pilote jo déiselwecht ware wéi déi beim „safety officer", wéi ass d'Positioun vun de Vertrieder vum Stat am Verwaltungsrot vun deenen anere Piloten, déi aus deeneselwechte Grënn entlooss gi sinn?

4) Wat gedenkt den Transportminister an deemzufolleg d'Regierung ze maachen, fir d'Sécherheetskultur, déi laut de Piloten zerstéiert ass, ënner anerem doduerjer, dass dee „confidential reporting system" net méi ka fonctionnéieren, erëm hierzestellen?

5) Wat gedenken den Transportminister an d'Regierung ze maachen, fir dass dat Vertrauensverhältnis tëschent Belegschaft a Generaldirektioun erëm hiergestallt ka ginn?

Merci.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Transportminister Henri Grethen.

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech ënnersträichen, dass d'Regierung selbstverständlech sech net vun dësem Konflikt desinteresséiert an dass mer au contraire mat Inquiétude kucken, wat sech an der Luxair ronderëm d'Luxair deet.

Ech hunn als Transportminister vu munche reprochéiert kritt - an et sinn heiansdo déiselwecht - ech géif mech an d'Interna vun der Luxair amëschen. Ech kann Iech genuch Presseartikele weisen, an deene mer reprochéiert gëtt, dass ech mech agemëscht hätt a Personalugeleeënheete vun der Luxair. Ech hunn deemools gesot, ech hätt dat net gemaach.

Ech hunn och hei op dëser Chambertribün, Här President, missen dorobber äntwerten, an ech hu gesot, a wat eng eventuell Interventioun mengersäits bestanen hätt. Haut kréien ech, wann ech d'Fro richteg interpretéieren, déi éischt, eigentlech reprochéiert, dass ech mech net agemëscht hunn.

Et muss ee wëssen, Här President, dass et fir d'Regierung schwiereg ass - net onméiglech, mä schwiereg -, sech an d'Interna vun enger Gesellschaft anzemëschen, wou wuel de Stat deen importentsten Aktionär ass mat eppes méi wéi 20% vun den Aktien a wann een déi, déi d'Spuerkeess hält, derbäirechent, op eppes ënner 35% kënnt, mä wou d'Privatkapital majoritär ass, da kann de Stat net onbedéngt do décidéieren, wat hie fir richteg fënnt. An och d'Statsvertrieder si minoritär am Conseil d'administratioun vun der Luxair.

Déi Décisioun vum Statsminister, fir den Donneschdeg de Mueren d'Parteien, dat heescht souwuel d'Gewerkschaften, net nëmmen eng Gewerkschaft, mä zwou Gewerkschaften, den OGB-L an den LCGB, op e Gespréich ze invitéieren zesumme mat Vertrieder vun der Generaldirektioun vun der Luxair, ass a voller Ofsprooch mat mir getraff ginn. An déi Ofsprooch war och associéiert den Aarbechtsminister.

Ech däerf dann och d'Chamber informéieren, fir dass d'Transparenz nach méi grouss gëtt: Ech hu mam Statsminister no mengem Retour aus Asien de Méindeg de Mueren iwwert deen Dossier geschwat, ier mer an de Regierungsrot gaange sinn. Et ass also net esou, dass laanscht een oder ouni een décidéiert gi wär. Dat ass a voller Ofsprooch gemaach ginn, well mer an der Regierung der Meenung waren, dass och, wann d'Regierung net Demandeur wär fir sech an d'Interna vun enger Privatgesellschaft anzemëschen, bei enger Streikdroung aner Intérêten um Spill wären. Mir versichen als Regierung an där Réunioun den Donneschdeg d'Parteien ze conciliéieren a mir versiche fir dee Streik ofzewenden. Dat zur éischter Fro.

Zur zweeter Fro, Här President, dee Rapport vun der Pilotenassociatioun ass mir zougestallt ginn. Ech hunn dee Rapport weiderginn u verschidden Déngschtstellen. Ech hunn dee Rapport och weiderginn un de Parquet. Ech hunn déi Auteure vun deem technesche Rapport gebieden, mir eng Stellungnahm dozou auszeschaffen.

Op Basis vun där Stellungnahm, Här President, wäert ech dann décidéieren, wann ech déi bis hunn, ob ech d'Enquête erëm opmaachen oder net, sou wéi d'Regele vun der OACI mir déi Méiglechkeet ginn. Ech wëll awer ënnersträichen, dass ech d'Pilotenassociatioun scho virdrun informéiert hat, dass ech bereet wär, fir déi Enquête gegebenefalls, wann dat berechtegt ass, erëm opzemaachen.

Déi drëtt Fro bezitt sech op d'Aussoe vum Här Heinzmann iwwer en eventuelle Retour vun de Piloten. Ech weess, dass den nächsten Donneschdeg an där Affär vum „safety officer", wou et jo eng Mise à pied ass, en Uerteel soll ergoen. Et ass dann net u mir, fir dat Uerteel ze kommentéieren oder fir ze décidéieren, ob een do dat Uerteel unhëlt, gegebenefalls an Appel geet. Dat ass e Recht vun de Parteien.

Ech wëll just op dëser Tribün soen, Här President, dass een an esou quokelegen Dossieren ni soll ni soen. An dat ass eis Attitüd, wa mer an déi Réunioun vu muer eraginn, wou mer mengen, fir dass ee beieneekënnt, muss jiddereen ee Schrack op deen aneren zou maachen, et muss jiddereе bereet si Waasser a säi Wäin ze schëdden, soss ass e Kompromëss relativ schwiereg.

D'Vertrieder vum Stat am Conseil d'administration vun der Luxair hunn d'Instruktioun ëmmer op de Respekt vun de Gesetzer ze halen a selbstverständlech, wa Jugementer agetruede sinn, déi coulés en force de chose jugée sinn, da sinn déi ze respektéieren. Dat ass d'Ligne de conduite générale vun de Vertrieder am Conseil d'administratioun vun der Luxair.

Déi véiert Fro, Här President, dat ass déi vun der Culture de sécurité an der Luxair, déi erëm misst hiergestallt ginn. À supposer, Här President, si wär jeemools verluer gaangen, da sinn ech selbstverständlech der Meenung, dass se erëm misst hiergestallt ginn.

Wann dat esou ass, muss ech soen, dass dat e ganz gravë Reproche ass, och vun deenen, déi e formuléieren, Här President. Well wann ee Pilot ass, ass praktesch seul maître à bord ass, an et huet een d'intime conviction, dass d'Sécherheet net garantéiert wier, da misst ee selbstverständlech seng Verantwortung iwwerhuelen. Dofir ginn ech dovun aus, Här President, dass dat wat an de Raum gestallt gëtt, vläicht awer e bësse misst nuancéiert ginn.

Ech wëll op alle Fall ënnersträichen, dass d'Regierung fir hiren Deel drop drängt, dass d'Sécuritéit ënner allen Ëmstänn déi éischt Prioritéit muss hunn an dass et net geet, dass op der Sécuritéit géifen Ofstrécher gemaach ginn. Meng Informatiounen deiten net drop hin. Ech hunn op alle Fall keng wou gesot gëtt, dass op der Sécuritéit Ofstrécher gemaach gi sinn.

An dann déi lescht Fro, Här President, d'Relatiounen tëschent dem Generaldirekter a senge Mataarbechter, dat ass eng Fro, déi kann a well ech och net op dëser Tribün kommentéieren. Ech wëll just nach eng Kéier dat soen, wat ech aganks gesot hunn: Wann ee wëllt e Kompromëss fannen, da muss een op deen aneren duergoen, da geet et net duer, dass deen een nëmmen eleng Schrëtt mécht, da muss och deen aneren der maachen.

Wann d'Leit matenee schwätzen a wa se matenee schwätzen a Presenz vun der Regierung, hunn ech Hoffnung, wann d'Parteien all gudde Wëlles sinn, an d'Regierung ass gudde Wëlles, wann déi aner Parteien och gudde Wëlles sinn, dass et misst méiglech sinn, an dësem Konflikt eng Léisung ze fannen, e Warnstreik, voire e Streik ze verhënneren. Wann awer deen een oder deen aneren net bereet ass, e Schrëtt op deen aneren zou ze maachen, da géif et mer Leed dinn. Och an deem Fall géife mir eis Verantwortung iwwerhuelen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Mir kommen dann zur Fro 374 vum Här Niki Bettendorf un den Innenminister iwwert déi illegal Awanderung. D'Wuert huet den Här Bettendorf.

- Question N° 374 du 30 mars 2004 de Monsieur le Député Niki Bettendorf concernant l'immigration clandestine au Luxembourg, adressée à Monsieur le Ministre de l'Intérieur

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Här President, ech hätt meng Fro kënnen un de Justizminister stellen, mä well d'Regierung jo e Ganzt ass, an den Innenminister Chef vun der Police ass, hunn ech mer dann erlaabt, dës Fro un hien ze stellen.

Mir wëssen, Här President, dass den Haaptproblem vun der clandestiner Immigratioun d'Schlepperbande sinn. Do ginn an ekonomesch schwaachen an ënnerentwéckelte Länner Meedercher a Jonge Verspriechunge gemaach, zum Beispill an de Westen ze kommen, well et bei ons dach esou gutt, esou schéin an ekonomesch fantastesch géif goen. D'Familljen, Frënn, Noperen droe Suen zesummen, fir engem aus hire Reien d'Méiglechkeet ze ginn, auszewanderen, am Ausland gutt Suen ze verdéngen an dann och nach Suen heemzeschécken.

Ech war elo viru kuerzem a Moldawien. Do huet en Dokter 25 Euro de Mount verdéngt! Do kënnt Der Iech jo virstellen, wéi et do ass, wann d'Leit wëllen et iergendwou an der Welt besser kréien. Mir wëssen awer och wat doraus entsteet: D'Meedercher enden an der Prostitutioun, an e gudden Deel vun de Männer versiche mer op alle Fall erëm heem bei sech ze schécken. Dës Meedercher a Jonge sinn zum allergréissten Deel keng Kriminneller an och net esou ze behandelen. Och mir um Weste sinn net schold drun, dass dës ekonomesch Flüchtlingen esou bei ons ukommen, a wann et der ze vill sinn, musse mer se erëm heembréngen.

Schold awer un der Situatioun sinn d'Schlepper an d'Schlepperbanden, déi sech eng gëllen Nues op Käschte vun deenen Äermste verdéngen! Mir gouf e Virfall zougedroen, deen ech och un d'Police weiderginn hunn. An enger Randgemeng vun der Stad koum e Camion un, 30 Leit sinn do erausgeklommen, an en Haus eragaangen a vun do aus eenzel am Land verschwonnen.

Dofir meng Fro, Här Minister: Sidd Dir och der Meenung, dass mer dëse Schlepper mussen d'Handwierk leeën? An ech weess schonn Är Äntwert: Dir sidd och där Meenung. An da kënnt déi wichteg Zousazfro: Wat kënne mer maachen, fir eis Police gutt ze équipéieren an esou wäit ze bréngen, dass si et fäerdeg bréngen, fir dëse Schlepperbanden d'Handwierk ze leeën?

Ech soen lech merci fir Ären Asaz, Här Minister.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Innenminister Michel Wolter.

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur.*- Här President, ech si mam Här Bettendorf d'accord, dass dat heiten e Problem ass, wat e wichtege Problem ass, well e jo och Répercussiounen op aner Deeler vun eiser politescher Aarbecht hei zu Lëtzebuerg huet. Et ass kloer, dass och mir Intérêt drun hunn, deene Schlepperbanden d'Handwierk ze leeën, esou dass ech effektiv op déi éischt Fro vum Här Bettendorf mat enger positiver Äntwert kann déngen.

Et ass och esou, dass an der Vergaangenheet Leit hei zu Lëtzebuerg arrêtéiert gi sinn, am Zesummenhang mat der Immigratioun, déi net legal ass. Et ass allerdéngs awer och esou, dass vu d'Gréisst vun eisem Land et ganz schwiereg ass, fir eng exklusiv Nationalpolitik do ze développéieren, dans la mesure, dass mir ganz wéineg Méiglechkeeten hunn, fir am Breeden dorobber kënnen ze reagéieren, esou dass eng vun de méigleche Pisten déi ass, dass een am internationale Kontakt fréizäiteg iwwer aner Kanäl gewuer gëtt, wou esou Banden aktiv sinn, respektiv wa Renseignementer kommen, esou wéi se vum honorabelen Deputéierte rezent un d'Polizei komm sinn, dass déi relativ séier an züeg dee Moment och traitéiert ginn. Toujours est-il, dass e Grupp an der Polizei an deene leschte Wochen a Méint sech spezifesch a speziell mat der Fro vun der Immigration clandestine beschäftegt.

M. le Président.- Mir kommen elo zur Fro 375 vum Här Alex Bodry un de Wirtschaftsminister iwwert den Energieverbrauch an der Lëtzebuerger Industrie. D'Wuert huet den Här Alex Bodry.

- Question N° 375 du 30 mars 2004 de Monsieur le Député Alex Bodry au sujet de l'accord volontaire entre le Gouvernement et la FEDIL relatif à l'amélioration de l'efficacité énergétique dans l'industrie luxembourgeoise, adressée à Monsieur le Ministre de l'Économie

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, muer fënnt hei an der Chamber en Hearing statt iwwert den Allocatiounsplang wat den Emissiounshandel bei der Industrie ugeet. Am Virfeld vun där Debatt ass et wichteg ze gesi wéi wäit u sech eng Rei vun Engagementer respektéiert gi sinn, déi vu Säite vu Regierung, Industrie a Wirtschaft geholl si ginn.

Ech referéiere mech hei op en Dokument wat net fräi zougänglech ass, wat ech awer konnt agesinn. Et ass e sou genannten Accord volontaire tëschent der Lëtzebuerger Regierung an der FEDIL wat d'Verbesserung vun der energetescher Effikassitéit an der Lëtzebuerger Industrie ugeet. Et ass en Dokument wat eng Period vun 2000 bis 2006 couvréiert a wat den Abrëll 2002 vun de Ministere Grethen a Goerens respektiv vum Här Krombach, President vun der FEDIL, ënnerschriwwe ginn ass.

An deem heiten Dokument, wat ganz interessant ass, well et eng Rei vu Saache virwechhëlt, déi muer wäerten diskutéiert ginn, déi am Fong virun zwee Joer vun der Regierung tranchéiert gi sinn, steet ënner anerem mat dran, dass d'Regierung alles wäert maachen, dass bis 2006, dat heescht iwwert déi Period eraus wou se iwwerhaapt d'Verantwortung huet, zu Lëtzebuerg et net wäert zu enger unilateraler Taxéierung vum Energiekonsum kommen. En drolegt Engagement, dat d'Regierung an engem confidentiellen Dokument par rapport zu der FEDIL heegt, an dat och nach iwwert d'Joer 2004 eraus wou si am Amt ass!

Als Contrepartie zu deem Engagement, dat dës Regierung iwwer hiren Anzuchsberäich eigentlech geholl huet, geet dann och d'Industrie eng Rei vun Engagementer an, a spezifesch engagéiert se sech fir Donnéeën ze liwweren, all Joers an engem Rapport zréckgeholl, fir sech engem Audit énergétique ab enger gewësser Gréisst ze ënnerwerfen a fir dofir ze suergen also, dass iwwert déi nächst Jore géif d'energetesch Effikassitéit vun der Lëtzebuerger Industrie verbessert ginn.

Ech wëll vum Wirtschaftsminister wëssen, a senger Kompetenz och fir d'Energie, wéi vill Betriber ënnert deen heiten Accord falen, dee wéi gesot virun zwee Joer ënnerschriwwe ginn ass, deen allerdéngs scho véier Joer a Kraaft ass? Wéi vill vun deene Betriber, déi ënnert den Accord falen, hu sech deem Audit énergétique ënnerworf? Wat ass d'Resultat vun deenen Expertisen, déi gemaach gi sinn? Wat ass d'Effikassitéit énergétique haut vun deene Betriber par rapport zum Joer 2000? Wat sinn och d'Energiespuerpotenzialer, déi sech an deenen Auditen do erginn hunn?

Hei geet et also ëm eng wichteg Ëmsetzung vun eise Klimaschutzengagementer, an ech wär frou wann ech kënnt do am Detail Opklärung vum Minister kréien.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Wirtschaftsminister Henri Grethen.

M. Henri Grethen, *Ministre de l'Économie.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och bei dëser Fro ass et zum Deel schwiereg drop ze äntwerten, well deen, deen d'Fro gestallt huet, net am Virfeld mat där Prezisioun seng Froen artikuléiert huet. Dofir, wann et mer vläicht net méiglech ass mat där Prezisioun ze äntwerte wéi hien dat sech géif wënschen, da géif ech dréms bieden, Här President, wann esou Froen an enger Heure de questions zougelooss ginn, dass se dann entweder ganz generell sinn, da kann een och generell drop äntweren, wa se prezis sinn, dass een dann d'Fro prezis stellt. Ech sinn e bëssen an der Situatioun wéi…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et ass eng prezis Fro, mä e franséischen Text.

M. Henri Grethen, *Ministre de l'Économie.*- Här President, ech kommen elo zu den Äntwerten. Den Här Bodry brauch sech net ze excitéieren. Ech versti jo, dass…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir braucht lech och net ze excuséieren.

M. Henri Grethen, *Ministre de l'Économie.*- …75 Deeg virun de Wahlen an an där schwiereger Situatioun wou hien a seng Partei sinn, a bei deem Manktum un Imaginatioun, dee se hunn, dee mer jo all kennen, ass et net einfach fir Neies ze fannen.

Wann also hei vun engem Accord confidentiel geschwat gëtt, da schéngt deen net esou confidentiel ze sinn, dass en net Zougang an de Kenntnisberäich vum Här Bodry fonnt huet. Et ass kee Geheimaccord, mä et ass een Accord zwëschent der Regierung an enger Beruffsorganisatioun, wéi et der ganz vill gëtt. Ech hunn och vu menge Virgänger eng Rei Accorde virfonnt, déi ech dann och respektéiert hunn, sou dass deen implicitë Reproche, mir wären iwwer eis Mandatsperiod erausgaangen, een einfach muss zréckweisen.

Conformément zu deem Accord volontaire, Här President, ënnerbreet d'FEDIL Joer fir Joer e Rapport iwwert d'Evolutioun vun der Efficacité énergétique an der Industrie de Servicer vum Ministère de l'Économie an dem Ministère de l'Environnement. Dee leschte Rapport geet iwwert d'Joer 2002 an ass am Summer vum leschte Joer déposéiert ginn. Et geet aus deem Rapport ervir, dass d'Efficacité énergétique inchangéiert ass par rapport zum Joer 2001, dat heescht, dass e Plus vu 15% Amélioratioun par rapport zu 1990 festgestallt ginn ass. Déi Resultater sinn och iwwer e Communiqué de presse publizéiert ginn.

Wat sinn d'Ursaache firwat déi Effikassitéit vum Indice d'efficacité stagnéiert? Mä dat ass drop zréckzeféieren, dass an de Virjore schonn e grousse Deel vum Verbesserungspotenzial ausgenotzt ginn ass, an op där anerer Säit dat méi lues Goe vun der Konjunktur am Joer 2002 mat sech bruecht huet, dass eng Rei Equipementer manner gutt utiliséiert gi si wéi dat an deene Jore virdrun de Fall war.

Ech wéilt bei därselwechter Geleeënheet, Här President, rappeléieren, dass deen Accord volontaire iwwert d'Efficacité énergétique geet, dat heescht, iwwert de Rapport zwëschent der Consommatioun vun Energie an der Produktioun. D'Verbesserung vum Indice d'amélioration vun der Effikassitéit ass d'Resultat vun enger einfacher Moyenne zwëschent den Indicateure pro Entreprise. Mir moossen also d'Moyenne vun den Efforten, déi vun deene 55 Entreprisë gemaach ginn, déi am Accord participéieren, 55 Entreprisen, déi 81% vun der Consommation industrielle d'énergie duerstellen.

Et geet also aus der Methodologie ervir, dass d'Resultater keng Indikatiounen iwwert d'Évolution en valeur absolue vun der Consommation d'énergie ginn. De Fait, dass déi elektresch Energie, déi consomméiert gëtt duerch d'Industrie, Partie intégrante vum Accord ass, féiert och derzou, Här President, dass doraus net direkt kënne Konklusioune gezu ginn iwwert d'Émissions de gaz à effet de serre, well jo bekanntlech déi elektresch Energie, déi importéiert gëtt, eis net um internationale Plang ugerechent gëtt wat d'CO_2-Ausstéiss ugeet.

Dës Informatioun geet och ganz kloer ervir aus dem Plan d'allocation, deen d'Chamber muer wäert diskutéieren, an et wäert een och feststellen, dass d'Émissions de gaz à effet de serre ëm 63% zwëschent 1990 an 2002 gefall sinn. An an deenen 63% Erofgoe si schonn d'Zuele vun der TWINerg mat dran. D'Tatsaach, dass mer esou staark zréckgaange sinn, ass selbstverständlech op déi Efforten zréckzeféieren, déi an der Sidérurgie gemaach gi sinn, awer op där anerer Säit och duerch déi 55 Entreprisen, déi deelhuelen un dësem Accord volontaire an déi d'Energie méi rationell genotzt hunn.

Zéng Entreprisen, Här President, deenen hir jährlech Consommatioun 500 Gigajoules dépasséiert, hunn acceptéiert fir Audits énergétiques op enger Base volontaire virzehuelen. Déi Entreprisë representéieren zwee Drëttel vun der industrieller Consommatioun vun Energie. D'Audite si praktesch alleguer realiséiert. Verschiddener mussen nach finaliséiert ginn. Duerno mussen d'Entreprisë Stellung huele par rappport zu de Propositions d'amélioration, déi an dësen Audite suggéréiert ginn.

An, Här President, fir dem Här Bodry d'Saach einfach ze maachen an der Chamber, géif ech lech deen Text op Franséisch iwwerreechen, deen ech elo versicht hunn op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen.

Merci.

M. le Président.- Mir kommen elo zur leschter Fro, d'Fro 376, déi vum Här Mars Di Bartolomeo un den Här Innenminister geriicht ass iwwert de Statut vun de Gemengebeamten. D'Wuert huet den Här Mars Di Bartolomeo.

- Question N° 376 du 30 mars 2004 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo concernant la transposition du nouveau statut du fonctionnaire dans le secteur communal, adressée à Monsieur le Ministre de l'Intérieur

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Här President, ech wëll just aleedend soen, dass meng Fro un den Innenminister vill manner prezis ass wéi d'Fro vum Här Bodry un den Transportminister, déi extrem prezis war. Ech wëll awer soen, fir dem Här Innenminister senge Servicer e Luef auszeschwätzen, dass si dat gemaach hunn, wat an esou enger Situatioun üblech ass, an zwar beim Deputéierten nogefrot hu wat genee den Inhalt vu senger Fro ass, an ech dat och ganz bereetwëlleg dem Minister senge Servicer gesot hunn, well nëmmen da kann een eng anstänneg Äntwert kréien, wann de Minister och Bescheed weess.

Iwwert d'Problemer vu Parteie wëll ech hei net agoen, ech sinn allerdéngs der Meenung, dass dem Här Grethen seng Partei vill méi Problemer huet wéi eis, an dat wäerte mer an deenen nächsten Deeg an de Sondagë gesinn.

(Interruptions diverses)

Dat gesot, wëll ech zu menger Fro zréckkommen, well soss riskéieren ech vum Här President ënnerbrach ze ginn.

Beim Projet de loi 5111 sollten Dispositioune vum Accord salarial vun 2000 fir d'Gemengebeamten transposéiert ginn. Dat waren déi Dispositiounen, déi de Pensiounsregime betraff hunn. Méi spéit sinn dann och déi Dispositiounen iwwert den Temps partiel erakomm: 25, 50, 75%, déi an engem éischte Jet jo an dem Gesetz iwwert den Accord salarial vun 2000 dra waren, an an engem zweete Jet dunn awer an den neie Statut vum Fonctionnaire erakomm sinn.

Ech wëll drop hiweisen, dass de Statsrot de Projet 5111 schonn am Juli 2001 aviséiert huet a mer awer elo eréischt mam Projet an der Chamber saiséiert gi sinn.

An der Chamberskommissioun si mer vun der Regierung informéiert ginn, dass de Projet fir d'Transpositioun vun den Dispositioune vun 2000 fir d'Gemengebeamten an der Zwëschenzäit op eenzelne Punkten iwwerholl wär an dass d'Regierung léiwer en neie Projet géif presentéieren, wou souwuel den Temps partiel wéi och déi aner Dispositioune geregelt wären.

Ech fannen et relativ bedauerlech, dass wann d'Fonctionnairë vun Neierunge kënne profitéieren, dass no dräi Joer déi Dispositiounen nach ëmmer net fir de Gemengesecteur transposéiert sinn. Dat gëllt ënner anerem fir den Temps partiel 25, 50 a 75%. D'Kolleegen heibannen, déi an de Gemenge sinn, wëssen, dass se vun hirem Gemengepersonal dorop ugeschwat ginn.

(Interruption)

Jo, 50% ass schonn an der Rei, mä den Temps partiel 25 a 75%, nodeem een och kënnt recrutéieren, ass net geregelt. Mir gi regelméisseg vun de Beamten dorop ugeschwat. Mir kënnen awer net jo soen, well keng Base légale do ass. Dofir meng Fro un den Innenminister:

Ass et normal, dass sou Transpositioune bis zu dräi Joer daueren? Ass de Minister net och der Meenung, dass mir an Zukunft, wa mir légiféréiere fir d'Fonctionnairen, vun där Geleeënheet solle profitéiere fir gläichzäiteg mat deem Projet de loi d'Adaptatioune fir de Gemengesecteur ze maachen. De Minister ka mir vläicht eng Explikatioun ginn, firwat dass mir dat bis elo net gemaach hunn. Ech hu bis elo nach keng plausibel Explikatioun kritt, weder vum Innenminister nach vum Statssekretär, dee fir d'Fonction publique zouständeg ass.

Firwat kënne mir net, wann d'Dispositioune bal déiselwecht sinn, se gläichzäiteg a Kraaft setzen an domat verhënneren, dass een Deel vum Secteur public muss dräi Joer waarden, fir an de Genoss vun deene Moossnamen ze kommen, wou een aneren Deel vum Secteur public ouni Problemer dra kënnt?

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Innenminister Michel Wolter.

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op déi lescht Fro vum honorabelen Deputéierten Di Bartolomeo wéilt ech äntwerten, dass de Statsbeamtestatut net gläichgestallt ass mat deem vum Gemengebeamten, respektiv ass et ëmgedréint, dee vum Gemengebeamten net gläichgestallt ass mat deem vum Statsbeamten, an dass doduerch en Décalage entsteet an der Applicatioun vun der Ëmsetzung vun de statutareschen an aneren Dispositiounen, wéi se sech aus dem Statsdéngscht erginn.

Dat d'autant plus, dass de Statut vum Gemengebeamten net an alle Punkten identesch ass mat deem vum Statsbeamten an dass mat enger ganz grousser Jalousie am positive Sënn vum Term d'Gewerkschaften aus dem Gemengesecteur drop uechtginn, dass do net eng komplett Gläichschaltung tëschent hinnen an de Statsbeamte geschitt, well ganz oft, obschonn et en Décalage vun e puer Joer gëtt, dann awer d'Transpositiounen an de Gemengesecteur eran net onbedéngt méi negativ ausfalen, wéi déi, wéi se am Statsservice sinn.

Et ass richteg, dass mer de Projet de loi 5111 zréckgezunn hunn, dat en accord mat der zoustänneger Chamberkommissioun, well eng Rei vun deenen Dispositiounen déi drastongen, duerch de Statut vum Joer 2003, deen duerch d'Gesetz vum 19. Mee vum Joer 2003 en vigueur komm ass, am Fong iwwerholl si ginn.

Mir hunn, wéi mir den Text haten, sou wéi dat an der Vergaangenheet ëmmer de Fall war, direkt d'Commission centrale, déi sech zesummesetzt aus Beamte vu mengem Ministère, Vertrieder vum Syvicol a Vertrieder vun de Gewerkschaften, domadder beoptraagt, déi Texter ze kucken an dem Innenminister Propositiounen ze maachen, fir kënnen den Dépôt vun engem Projet de loi ze maachen, fir d'Transpositioun vun deenen Dispositiounen an de Gemengesecteur ze maachen.

D'Commission centrale huet am Juni fir d'éischt driwwer diskutéiert an no der grousser Vakanz vum Hierscht un an insgesamt zéng Réuniounen, wou sech an de grousse Zich iwwert d'Linne vun der Transpositioun an de Gemengesecteur eens gesat ginn ass. Et bleiwen nach zwee fundamental Problemer, wou et eng ganz grouss Divergence de vue gëtt wat d'Applicatioun ubelaangt, a wou ech dem Syvicol e Bréif elo geschriwwen hunn - ech ginn dovun aus, dass deen entre-temps ukomm ass -, fir d'Meenung vum Syvicol ze héieren, och als Représentant vum Patronat nach eng Kéier, ier ech definitiv Décisioune wëll huelen, andeem ech den Text op den Instanzewee ginn.

Déi éischt dovunner ass d'Fro, ob mir déi Regel, déi an den 80er Joren agefouert ginn ass, dass am Prinzip als Postë bei de Gemengen am Fong gläichgestallt ass mat en-

gem Fonctionnaire, kënne bäibehalen oder ob mir déi mussen an Zukunft reduzéieren, esou wéi dat och an der Fonction publique wäert de Fall sinn, am Kader vun der Liberaliséierung, och der europäescher Liberaliséierung, där och Lëtzeburg net wäert standhalen, a wou mer mussen eng Reduktioun maache vun de Postë vu Fonctionnairen op déi Posten, déi eppes mam Exercice vun der Puissance souveraine ze dinn hunn.

Mir stellen an der Realitéit fest, dass wierklech ëmmer méi Gemengen an engem verstäerkte Mooss, mengen ech, aus zum Deel verständlechen Ursaachen eraus, net méi all Postë mat engem Fonctionnaire wëlle besetzen. D'Gewerkschafte gesinn dat selbstverständlech komplett aneschters. Si sinn der Meenung, dass all Postë bei enger Gemeng am Fong mat engem Fonctionnaire misst besat ginn.

Dofir hunn ech de Syvicol als Patronatsvertrieder gefrot, se solle mir nach eng Kéier kloer an däitlech d'Meenung vun den 118 Gemengen eraschreiwen, ob se der Meenung sinn, dass een op deem Wee soll weidergoen oder net. Ech soen awer direkt, jee nodeem wéi déi Äntwert ausfält, a jee nodeem wéi d'Gesetz da libéréiert gëtt, wäerte mir mat där Flexibilitéit, där mir probéiert hunn an deene leschte Joren awer entgéintzekommen, wann et drëm gaangen ass verschidde Postë mat Net-Fonctionnairen ze besetzen, da mussen ophéieren.

Dat do ass en Débat, deen nach ze féieren ass, ob wierklech op bal all eenzelne Posten, deen an enger Gemeng besat gëtt, e Fonctionnaire muss kommen, oder ob mir an d'Richtung ginn an den Domaine communal méi opmaachen an de Gemenge méi Spillraum ginn, méi Latitude ginn, wann et drëm geet, de Choix vum Statut vun hire Leit ze treffen.

Beim zweete Punkt handelt et sech ëm d'Avancementer. Et ass eng ganz technesch Fro, op déi ech elo net am Detail wëll agoen, déi awer wichteg ass, well eng ganz Rei vu Gemengen eis dorobber opmierksam gemaach hunn, ob een a Rapport tëschent dem Cadre ouvert an dem Cadre fermé all eenzelt Avancement automatesch muss maachen, oder ob net do iergendwou e Punkt awer ka kommen, an een de Gemengen d'Méiglechkeet gëtt, dass Beamten, déi wierklech gewisen hunn, dass se eng gewësse Kompetenz hunn, kënnen u Postes à responsabilité kommen.

Dann d'Fro: Wou ass d'Grenz tëschent dem automateschen Avancement, deen all Beamten zegutt huet?

An der Fro, vu wou un de Schäfferot - dat sinn haaptsächlech Froen, déi sech an deene gréissere Gemenge stellen, déi méi Personal hunn - dann awer och d'Méiglechkeet muss kréie fir Leit, déi sech bewäert hunn, an déi wierklech eng gutt Aarbecht an hiren Ae maachen, op esou e Posten ze setzen.

Déi zwou Froen hunn ech, wéi gesot, dem Syvicol iwwerginn an der Hoffnung, dass ech do eng kloer Äntwert drop kréien. Wann ech d'Äntwert dorobber hunn, wäerte mir dat nach eng Kéier an der Commission centrale zesummen diskutéieren, an da wäert den Inneminister tranchéieren an e Gesetzesprojet op den Instanzewee ginn, deen dann deem ganze Paquet, deen do kënnt, ka Rechnung droen.

M. le Président.- Dee Punkt ass elo ofgeschloss. No eisem Ordre du jour ginn dës Woch eng ganz Rei vu Propositions de loi virgestallt. Laut Artikel 60.- (2) vum Chamberreglement stinn dem Auteur vun der Proposition de loi, dem Rapporteur, der Regierung an de Fraktioune jeeweils 10 Minutte Riedezäit zur Verfügung. D'Sensibilité politique huet Urecht op fënnef Minutten.

Mir fänken u mat der Proposition de loi 5086 vum Här Jean-Pierre Klein iwwert d'Gemengegesetz. Et sinn ageschriwwen: déi Hären Halsdorf, Graas, Jaerling a Gira. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Proposition de loi, den honorabelen Här Jean-Pierre Klein.

5. 5086 - Proposition de loi portant modification de l'article 55 de la loi communale du 13 décembre 1988

Présentation

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP), auteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëlle mat dëser Proposition de loi eng Gläichstellung maachen, wat d'Indemnisatioun ubelaangt vun de Presidente vun den Offices sociaux mat deene vun den Hospices civils.

Den Artikel 27 vum Gemengegesetz gesäit vir, dass d'Membere vun den Offices sociaux an den Hospices civils kënne Jetons de présence kréien, wa se un de Sitzunge vun der Commission administrative deelhuelen. Dat war bis virum Gemengegesetz vun 1988 net esou. D'Membere vun deene Gremië sinn elo deene vun der normale Gemengekommissioune gläichgestallt.

Op där anerer Säit seet den Artikel 55 vum Gemengegesetz, dass d'Presidente vun den Hospices civils kënnen eng Indemnitéit kréien, mussen awer dann op all aner Indemnitéite fir déiselwecht Aarbecht säitens der Gemeng verzichten, si kënne keng aner Indemnitéit fir deen Job kréien. Dat ass de Presidente vun den Offices sociaux awer virenthalen, also eng Lacune, déi mer wëllen opfëllen.

Mir wëlle mat dëser Proposition de loi d'Presidente vun den Offices sociaux mat deene vun den Hospices civiles gläichstellen. Dat wier berechtegt an zwar fir déi Aarbecht, déi dës Presidenten haut ze leeschten hunn. Fréier war dat eng Éiereplaz. Dat ass haut anescht. De President huet vill méi Missiounen. E muss ganz oft present sinn, fir mat de Leit ze schwätzen, déi an Nout sinn an hält bestännege Kontakt mat der Assistante sociale, fir iwwer Probleme ze schwätzen, déi de soziale Beräich vun deene Leit ubelaangt a fir ze beroden an ze diskutéieren.

Et sinn am Laf vun der Zäit vill méi Aufgaben op d'Offices sociaux duerkomm, wou de President gefuerdert ass a sech am meeschten domat muss ofginn. Zum Beispill d'Leeschtunge vum Fonds national de Solidarité, den RMG, Aide à domicile, d'Iwwerverschëldung, fräiwëlleg Krankeversécherung vu Leit, déi keng Aarbecht hunn, d'Placementer, déi musse gemaach ginn, Hëllefstellung fir Leit, déi eng Aarbecht sichen, d'Placementer vu Mannerjähregen. Dat gehéiert hautdësdags zur alldeeglecher Aarbecht vun de Presidente vun den Offices sociaux, déi dës Dossierë fir d'Commission administrative ze preparéieren hunn.

En huet also eng regelméisseg Aarbecht, déi e muss gutt maachen, wou e vill Zäit dofir verbréngt. En huet och de Budget an de Kont virzebereede vun den Offices sociaux an d'Mandaten ze maachen, ze ënnerschreiwen. Et kann ee vun deem Mann oder där Fra, déi déi Missioun huet, net verlaangen, dass dat nach onentgeltlech gemaach gëtt. Dofir soll en/si indemniséiert ginn an net mat engem Jeton de présence ofgespeist ginn, dee souwisou entfält wann en/si eng Indemnitéit kritt.

Dës Proposition de loi mécht de Wee op fir de Presidente vun den Offices sociaux aus dem ganze Land alleguer eng Indemnitéit ze stëmmen, selbstverständlech ënnert der Approbation vum zoustännegen Innenminister, esou wéi dat och de Fall ass fir d'Presidente vun den Hospices civils. An deem Sënn ass och den Text vun der Proposition de loi verfaasst.

Ech hunn d'Proposition de loi hei den 28. Januar 2003 déposéiert. D'Regierung huet dozou de 14. Määrz vum leschte Joer schonn eng positiv Stellung bezunn a seet Folgendes: „…la proposition de loi est parfaitement justifiée et qu'il y a lieu d'y mettre un avis favorable."

Den 13. Mee 2003 huet de Statsrot och en Avis favorable dozou ginn. En huet just den Intitulé vun der Proposition de loi anescht libelléiert, andeem datt en den Artikel 55 vum Gemengegesetz bäigesat huet. Deemno stoung näischt méi am Wee fir dës Proposition de loi an der zoustänneger Kommissioun ze behandelen. Dat ass och geschitt. D'Kommissioun huet mech den 1. Juli 2003 als Rapporteur ernannt. Mir hunn déi Proposition de loi do diskutéiert.

Ech hat de Rapport am Juli an der Kommissioun presentéiert. Et goufen nach zousätzlech Froen a Remarquen dozou. Et ass awer net doriwwer ofgestëmmt ginn. D'Froe ware folgend: Firwat soll een net dës Indemnitéit fir de President vun dem Office social un d'Awunnerzuel vun der jeeweileger Gemeng bannen? Dat wier kee Kritär a mengen Aen. Eng kleng Gemeng huet oft méi Dossieren ze traitéiere wéi eng mëttelgrouss Gemeng. Et sollt ee fir d'Héicht vun der Indemnitéit ze fixéieren dat der Commission administrative iwwerloossen, déi jo am beschte weess wat fir eng Indemnitéit, dass ee kann en fonctioun vun der Aarbecht, déi de President leescht, fixéieren. Iwwregens ass dat och an de Gemengesyndikater esou. Do ass och kee Plafong gesat oder et ass och keng Relatioun gemaach tëschent der Awunnerzuel an der Indemnitéit, déi d'Presidente vun de Syndikater kréien.

Et ass awer och nach eng aner Fro gestallt ginn. Dat ass déi, ob de President effektiv keng aner Indemnitéit fir deen Job ka kréien. E ka keng aner Indemnitéit kréien, sief et vun der Gemeng oder vum Office social fir déi Aarbecht, déi en am Office social selwer leescht.

Bon, ech géing mengen, déi ganz Proposition de loi ass ausgiebeg an der Kommissioun diskutéiert ginn. Wéi gesot, de Projet de rapport ass net zur Ofstëmmung komm. Ech géing soen, dat hei ass eng Moossnam, déi d'Generalitéit vun de Presidente vun den Offices sociaux aus dem ganze Land betrëfft. Si ass net zougeschnidden op ee President. Et gëtt keng Loi Stendebach an ech géing soen, et kënnt ee mat rouegem Gewëssen déi Proposition de loi hei stëmmen.

A vu dass den Dossier fäerdeg ass, géing ech, Här President, lech biede fir se zur Ofstëmmung ze bréngen an ech wier och frou, wann dës Proposition de loi eng grouss Unzuel vu Leit géing fannen, déi dofir stëmmen. Am allerléifsten hätt ech wann dat hei géing unanime gestëmmt ginn, well et ass berechtegt.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Jean-Marie Halsdorf agedroen. Den Här Halsdorf huet d'Wuert.

Discussion

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech dem Här Klein esou nogelauschtert hunn, si mer Gedanken erëmkomm. Dës Proposition de loi, an dat kann ee roueg hei soen, huet hir Originen am Syvicol, wou de Jempi Klein President ass, well et ass am Kader vun den Aarbechte mam Syvicol wou déi Problematik diskutéiert ginn ass an do war e grousse Konsensus, esou dass et mech net iwwerrascht, dass mer haut och hei wäerten e grousse Konsensus kréien.

Ech hat eise Gemengesekretär, den Niki Majeres, gefrot, dee jo och Sekretär ass vum Office social: Wat häls de vun esou enger Démarche fir eng Indemnitéit un de President ze ginn? Du sot hien: Eng gutt Saach an et ass ganz logesch. Effektiv schéngt et logesch ze sinn an ech mengen et wier och logesch wann ee géif déi Proposition de loi haut hei stëmmen, well et gëtt vill Parallelismen tëschent dem Fonctionnement vun engem Office social an och wéi e Schäfferot, e Gemengerot, fonctionnéiert. A wa fréier effektiv dat Ganzt op engem ehrenamtlechen Niveau sech beweegt huet, esou ass et haut esou, dass de President praktesch all Woch, praktesch all Dag op der Gemeng muss sinn oder ka sinn, fir en dréngende Mandat ze ënnerschreiwen. Et ass also logesch, dass een do e Géigegewiicht sicht an dass een déi Indemnitéit hei an haut stëmmt. D'Gestion journalière ass net méi dat wat se fréier war an dofir géif ech soen, dass d'CSV dës Démarche vum Här Klein ënnerstëtzt a mengt, dass mer déi richteg Saach op der richteger Plaz maachen.

Voilà, ech soen lech merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Gusty Graas agedroen. Den Här Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass eng Tatsaach, datt d'Politik jo haut vill méi komplex an och vill méi zäitopwändeg ginn ass. Dat bréngt u sech mat sech, datt et ëmmer méi schwéier gëtt fir um kommunale Plang déi berufflech, déi familiär an och déi politesch Funktiounen ënnert een Hutt ze bréngen. Et ass also och dofir normal, datt d'Kommunalpolitiker sech zënter Joren dofir asetzen, datt soll méi Congé politique accordéiert ginn. Leider hu mer dat bis haut nach ëmmer net erreecht. Dat eenzegt wat geschitt ass, et ass d'Indemnitéit vun de Buergermeeschteren a vun de Schäffen erhéicht ginn. D'Indemnitéit vun de Conseilleren allerdéngs ass bliwwen.

Natierlech geet een net an d'Kommunalpolitik fir Geld ze verdéngen. Mä op där anerer Säit menge mer awer, datt et berechtegt ass, datt zumindest Jetons de présence ausbezuelt ginn, fir awer gewësse Fraisë kënnen ze decken. Da muss een och hei ënnerstraichen, datt et sech awer selbstverständlech ëm räsonnabel Beträg handelt.

Dës Propositioun gesäit vir, datt elo och d'Presidente vun den Offices sociaux, genausou wéi d'Presidente vun den Hospices civils, sollen eng Indemnitéit kréien. Leider ass et esou, datt an eiser Gesellschaft eng ganz Rei vu Leit ëmmer op sozial Ënnerstëtzung ugewise sinn a virun allem de President vum Office social huet jo doduerch an deene leschte Joren ëmmer méi Aarbecht kritt, niewent natierlech och dem Personal, dat do ugestallt ass.

A priori kann ech dofir soen, datt d'Demokratesch Partei sech mat där Proposition de loi averstanen erkläert. Allerdéngs mussen nach gewësse Remarquë gemaach ginn. Et ass nämlech evident, datt een den Office social vun der Stad Lëtzebuerg oder vun der Stad Esch net mat deem ka vu Kautebaach oder vu Reckeng op der Mess vergläichen.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Lauschtert dach dem Riedner no!

M. Gusty Graas *(DP).*- Et schéngt also normal ze sinn, datt déi Indemnitéiten deementsprechend och musse gestaffelt ginn. Mir sinn awer do éischter der Meenung, datt et soll gegebenenfalls d'Awunnerzuel a Betruecht zéien, well et ass jo awer esou, dass d'Indemnitéit fir d'Buergermeeschteren an d'Schäffen och ëmmer en fonctioun vun der Awunnerzuel fixéiert gëtt, dat heescht éischter en fonctioun vun der Zuel vun de Leit, déi an engem Conseil communal sinn, mä déi ass erëm ofhängeg vun der Zuel vun den Awunner aus enger Gemeng.

Mir sinn der Meenung, datt missten Héchstbeträg festgesat ginn, fir eben och gewëssen Abusën ze évitéieren. Dat Ganzt misst natierlech deementspriechend iwwer e groussherzoglecht Reglement geschéien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi gesot, d'Demokratesch Partei huet Verständnis fir déi Fuerderung, déi vum Här Klein virbruecht ginn ass, allerdéngs menge mer éischter, datt ee soll sech Gedanke maachen iwwert eng generell Revisioun vum Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988, well et jo awer eng Rei vu Punkte gëtt, déi een do gegebenenfalls misst adaptéieren.

Ech denken zum Beispill un d'Ernennung vun den Aarbechter duerch de Schäfferot, d'Ofschafe vun der Klausel, datt nëmme Lëtzebuerger däerfen am Office social sinn, d'Participatioun vun de Gemengen un de Privatentreprisen, de Rôle vun den Distriktskommissariater an esou weider - ech wëll dat elo net am Detail hei opléschten -, soudatt u sech eng nächst Chamber sech vläicht méi am Fong sollt domadder beschäftegen, fir dat Gemengegesetz opzefrëschen, an da kéint een dovu profitéiere fir och déi punktuell Ëmännerung virzehuelen.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jaerling agedroen. D'Wuert huet den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, dass zumindest de Gedankegang vum Här Klein senger Initiativ absolut vertriebar ass, well mer genau wëssen, dass besonnesch op d'Sozialämter schonn an deene leschte Joren ëmmer méi Aarbecht an ëmmer méi Verantwortung zoukomm ass an an deenen nächste Jore wuel nach méi.

Wa mer gesinn, wat an eiser Gesellschaft lass ass a wou mer histeieren, dass mer ëmmer méi Aarmut an ëmmer méi Leit kréien, déi an der Precaritéit liewen, esou schéngt dat hei mir awer eng wichteg Approche ze sinn, fir hinzegoen an d'Sozialamt opzewäerten an och de Postë vum President vun engem Sozialamt opzewäerten, mä ob een dat ka reng mat Sue maachen, dat ass natierlech eng aner Fro. Mir kënnen dermat d'accord sinn, dass e President vun engem Sozialamt soll eng Indemnitéit kréien, déi och senger Aarbecht no ugepasst ass, mä déi eiser Meenung no awer misst gestaffelt ginn. Dat heescht, et kann een net einfach blann enger Gemeng et iwwerloossen, fir ze soen, wéi vill se dann elo engem President vun dem Sozialamt gëtt. Déi Diskussioun hate mer och.

A wann ech gesot hunn, et kann een d'Probleme vun der Aarbecht vun engem Sozialamt net mat Geld léisen, da mengen ech, dass een awer och hätt missen denken un e seriöe Congé politique fir déi Leit, déi bénévole an deene Sozialämter hir Zäit afferen. Well mer dat jo awer och maache fir Leit, déi an d'Politik ginn, géif ech awer mengen, dass et ubruecht wär fir deene Leit, déi sech sozial esou staark engagéiere wéi déi Leit, déi an de Sozialämter schaffen, och e Gedankegang nëideg wär fir iwwer e Congé politique vun deene Leit nozedenken an zumindest deem unzepassen, deen an der Gemengepolitik üblech ass.

Mir haten elo grad Diskussiounen iwwert d'Prozedur. Den Här Klein

huet gemengt, mir kënnten ofstëmmen. Ech huelen un, dass dat net méiglech ass, well mer gesot kritt hunn, dass dat hei nach géif ënnert där aler Prozedur lafen - esou hunn ech et op jidde Fall verstanen -, dass mer also dat hei net ofstëmmen, mä dass mer awer, géif ech mengen, zu enger Konklusioun kënnte kommen, dass mer dat nach eng Kéier an d'Kommissioun ginn an dann dat Gesetz am Detail duerchdiskutéieren, deen Artikel hei verfeineren an dann all d'Facetten, déi domat zesummenhänken, d'Aarbecht vun de Sozialämter mol genau analyséieren, an da kucken op wat fir e Wee mer ginn. Ech mengen, dat wär déi richteg Approche.

Mat der Iddi, mam Gedankegang, mam Objectif si mer d'accord, mä mir mussen nach e bëssen dru feilen. Ech mengen, et wär de richtege Wee, fir dat awer nach eng Kéier an d'Kommissioun ze ginn an dann an d'Chamber zréckzekommen.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Camille Gira.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech war elo och e bëssen iwwerrascht wéi hei ugekënnegt ginn ass, souwuel vum Auteur vun der Proposition de loi wéi vum Vertrieder vun der CSV, wéi wa mer elo géingen déi Propositioun stëmmen. Ech mengen net, dass eist Reglement dat erlaabt, an zweetens mengen ech mech nach gutt kënnen ze erënneren, dass grad an der Intérieurskommissioun fir déi virleiend Form keng Majoritéit ze fanne war. Et war net fir näischt, dass den Auteur e Projet de rapport geschriwwen hat, deen awer do keng Majoritéit fonnt huet.

Ech hat an der Kommissioun gesot, dass mir eis vum Prinzip hier mat där Iddi kënnten ufrënde fir deene Leit, déi déi Responsabilitéit hunn, eng Indemnitéit zouzeschwätzen, dass ech awer dovir gewarnt hunn, op där enger Säit elo de Parallelismus mat de Presidente vun den Hospices civils hierzestellen, op där anerer Säit awer eng droleg Situatioun vis-à-vis vun de Schäfferéit ze maachen. Et kéint nämlech theoretesch sinn, dass herno e President vun engem Office social méi eng héich Indemnitéit géing kréie wéi e Buergermeeschter.

(Interruptions)

Dat géing ech awer wierklech eng fundamental Ongerechtegkeet fannen. Mir hätte vläicht op där enger Säit eng Ongerechtegkeet ofgeschaaft an awer vill méi eng krass, Här President, hiergestallt. Ech hat insistéiert a gesot, da soll een e Saz bäischreiwen, dass maximal Betrag géingen duerch Règlement grand-ducal festgeluecht ginn, an dann hätt ech kee Problem domadder. Et kéint ee sech da virstellen, dass een eng ähnlech Réglementatioun wéi bei den Indemnitéite vun de Buergermeeschteren an de Schäffe kéint fannen, wou vun uewen erof géing e Maximum festgesat ginn, quitte dass dann duerno nach allgemeng all Office social kënnt soen, wat en dann der Meenung wär, wat dem reellen Aarbechtsopwand an hirer jeeweileger Gemeng géing entspriechen.

Ech menge schonn, Här President, dass een awer e gewësse Parallelismus muss mat der Awunnerzuel zéien, well de President vum Office social an der Stad Lëtzebuerg huet jo wuel e bësse méi Aarbecht wéi dee vu Kautebaach. Bis elo huet ni een e Problem gesinn, dass d'Indemnitéite vun de Buergermeeschteren a Schäffe mat der Gréisst vun de Gemenge geklomme sinn, an eou kéint ech mir dat hei och virstellen. Dat wär op jidde Fall d'Konditioun vun der grénger Fraktioun, fir dass mir dëse Projet de loi kéinte stëmmen an esou dee Problem geregelt kréichen.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Minister Wolter.

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt kuerz Stellung huelen zur Propositioun de loi wéi se vum honorabelen Deputéierte Klein hei presentéiert an argumentéiert ginn ass. Et ass richteg, dass d'Offices sociaux haut eng aner Aarbecht hunn an en anere Volume vun Aarbecht wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Ech erënneren drun, dass d'Gesetz iwwert d'Organisatioun vun den Offices sociaux, wann ech richteg leien, eent vun 1802 ass.

(Interruptions)

Et schéngt eng Kéier duerno geännert ginn ze sinn, mä d'Basis fonctionnéiert awer nach ëmmer d'selwecht wéi virun 200 Joer. Et ass ee vun deene ville Problemer, déi mer hunn, fir eng Gesellschaft vum 21. Jorhonnert mat der Organisatioun vum 19. Jorhonnert wëllen ze geréieren. Dofir huet d'Regierung e Groupe de travail agesat, fir mol ze kucken an där moderner Welt an där mer dra sinn, wéi een eventuell eng Reorganisatioun vun den Offices sociaux kéint virhuelen am Kader vum Prinzip vun der Subsidiaritéit, fir an eng Richtung ze goen an enger echter Partnerschaft tëschent Stat a Gemengen, wéi wat fir eng Problemer ze traitéiere wieren a wéi een deem Office social an der Gemeng vläicht eng aner Nues an eng aner Definitioun kéint ginn, déi méi en ligne wär mat de reelle Problemer, déi sech haut um sozialen a familiäre Beräich an de Gemengen ofspille wéi déi, déi d'Logik virun 200 Joer eventuell war.

Déi Saach, déi mer hei diskutéieren, ass e ganz klitzeklenge Problem an där ganzer Diskussioun, nämlech d'Roll vum President an esou enger Kommissioun. Et ass richteg, dass de President vun esou engem Office social méi Aarbecht huet wéi déi aner Membere vun deem Office social, an dofir schéngt et mir och logesch ze sinn, dass een do eng Zort vu Rémunératioun kann aféieren, déi dem President am Fong déi Haaptlaascht, déi en dréit, rémunéréiert, nonobstant le fait dass ech prinzipiell der Meenung sinn, dass mer eng komplett Reorganisatioun vun deem Ganze musse maachen. Well ech eis awer selwer kennen a weess, dass esou Reorganisatiounen heiansdo méi laang dauere wéi mer dat gären hätten, opposéieren ech mech net där Aart a Weis wéi dat hei detailléiert gëtt.

Den Innenminister huet weder e Problem mat der Propositioun vum Här Klein nach mat där vum Här Gira. Ob een dat elo iwwer e Règlement grand-ducal mécht oder ob een et sur délibération mécht mat Avis vum Innenminister, ech muss wierklech soen, dass ech mat deenen zwou Saache ka liewen. Ech hätt just gären, dass mer en Ae kënnten drop behalen, dass mer do net an Extremer verfalen an dat Ganzt iergendwou awer och e Rapport behält mat der effektiver Aarbecht, déi an esou engem Office social gemaach gëtt.

No Lecture vum Artikel 60 vun eisem Reglement sinn ech net der Meenung, dass een iwwert déi Proposition de loi haut kann ofstëmmen, well mer am Kader vun der Presentatioun sinn, esou wéi se conformément zum Artikel 60 vum Reglement virgesinn ass, déi expressis verbis virgesäit, dass d'Chamber, well den Avis och vum Conseil d'État virläit, sech prononcéiere soll iwwert d'Opportunitéit ob déi Proposition de loi elo weidergefouert gëtt. Bei engem Vote négatif géif se nämlech sans suite klasséiert ginn.

Wann déi Proposition de loi also als opportun vun der Majoritéit vun der Chamber ugesi gëtt, kënnt e Renvoi an déi zoustänneg Kommissioun vun der Chamber…

(Interruption)

Jo, mä da liest den Artikel 60 esou wéi e virgesinn ass, liest e richteg duerch. An der Kommissioun gëtt dann e Rapport gemaach, dee gëtt ofgestëmmt, an dorophi kënnt se an d'Plénière zréck fir de Vote. An ech mengen, dass een och…

Une voix.- Dir dréckt Iech laanscht de Vote!

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Neen, mir drécken eis iwwerhaapt net laanscht d'Ofstëmmung, wann d'Kommissioun sech eens setzt, well ech gesinn nämlech hei, dass et an der Kommissioun iwwer verschidden Deeler vun där Proposition de loi nach zwou Vuë gëtt an dass ech gären hätt vun der Commission des Affaires intérieures, dass se sech iwwert déi Froen definitiv eens setzt. Ech hunn als Innenminister de Mëtteg gesot, dass ech mat där enger wéi mat där anerer Solutioun liewe kann, sous condition dass mer d'A kënnen drop behalen, dass mer net do a Systemer erakommen, déi net gutt wären an déi zu Polemike kënnten Ulass ginn.

Ech wär also frou, wann d'Kommissioun sech op deem Punkt géif eens ginn. Soss ech mengen, dass ech aus de Wuertmeldungen de Mëtteg eraus verstanen hätt, dass d'Leit pour le reste mat der Proposition de loi d'accord sinn, esou dass ech kee Problem hunn, wann Dir Iech eens gesat hutt an der Kommissioun, fir no der Ouschtervakanz dee Punkt pour délibération an après, nodeem e Rapport en bonne et due forme vun der Kommissioun ugeholl ginn ass, dann hei an der Plénière zur Ofstëmmung kommen ze loossen.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss an d'Proposition de loi ass därselwechter legislativer Prozedur ënnerworf wéi de Projet de loi vun der Regierung, an deemzufolleg geet se elo zréck un déi zoustänneg Kommissioun, déi se duerchgeet, de Rapport preparéiert, an da gëtt deen de Chamber soumettéiert.

Domadder wär dee Punkt dann ofgeschloss a mir gi weider mat eisem Ordre du jour. Mir kommen zur Proposition de loi 5005 vum Här Gusty Graas iwwert d'Fëscherei vun de Bannegewässer. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Proposition de loi, den honorabelen Här Gusty Graas.

6. 5005 - Proposition de loi visant à modifier la loi du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures

Présentation

M. Gusty Graas *(DP)*, *auteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei zu Lëtzebuerg gëtt d'Fëscherei duerch dräi gesetzlech Regimer geregelt: Éischtens d'Fëscherei an de Grenzgewässer mat Däitschland, dat heescht also d'Musel, d'Grenzsauer an d'Our, an dat duerch de Grenzgewässervertrag vun 1975, deen duerch d'Gesetz vum 21. November 1984 ratifizéiert ginn ass an den 1. Januar 1987 a Kraaft getrueden ass. Zweetens dann d'Fëscherei an de Grenzgewässer mat der Belsch a mat Frankräich. Déi gëtt duerch eng Ordonnanz vum 8. Abrëll 1623 an duerch eng Ordonnanz iwwert d'Eaux et Forêts vum 13. August 1669 geregelt. An dann drëttens d'Fëscherei an de Bannegewässer. Do ass d'Gesetz vum 28. Juni 1976 massgebend a meng Proposition de loi dréint och ëm dat Gesetz. Se huet u sech net als Zil elo hei eng nei komplett Reform ze presentéieren, mä éischter fir punktuell Adaptatioune virzehuelen.

Als Erklärung muss ee vläicht soen, dass d'Fëschereirecht an de Gewässer vun der zweeter Kategorie, dat heescht den net schëff- a floossbaren, den Urainer gehéiert. Dat heescht d'Proprietairen, déi Grondstécker laanscht Baachen a Fléss hunn, déi der Fëscherei ënnerleien, schléisse sech als Syndikater zesummen, an dës Syndikater - et ginn der de Moment 129 - verginn dann d'Fëschereirecht, iwwert de Wee vun öffentleche Steeën, fir eng Period vun néng respektiv zwielef Joer. Allerdéngs däerfen net méi wéi dräi Personnes physiques an de Genoss vun deem Fëschereirecht kommen.

Déi verpachte Gewässer ginn dann a Lousen opgedeelt. Am Moment hu mer ronn 275 Lousen hei zu Lëtzebuerg, déi ongeféier tëschent 1.000 an 3.000 Meter laang sinn. Dës Proposition de loi wëllt u sech net un de Prinzip réckele goen, dass d'Fëschereirecht direkt gebonnen ass och un d'Eegentum, allerdéngs sollen an Zukunft d'Riverainën awer och méi responsabiliséiert ginn. Dat heescht ënner anerem, dass se zum Beispill musse Pollutiounen direkt mellen, an dass och den Accès zu de Gewässer misst verbessert ginn.

Den Haaptpunkt vun dëser Propositioun ass allerdéngs fir eng Analogie zum Juegdgesetz hierzestellen, an zwar geet et dorëms fir de Bail, dee jo fir néng respektiv zwielef Joer leeft, dass dee ka fir déiselwecht Period verlängert ginn, ouni dass et erëm muss zu enger öffentlecher Stee kommen. Dat erlaabt virun allem de Piechter, déi hir Louse ganz gutt gefleegt hunn an déi och a gudden Termë mam Syndikat sinn, an de Genoss vun de Fëschereirechter fir déiselwecht Period nach eng Kéier kënnen ze kommen, ouni dass wéi gesot déi ganz Prozedur erneit muss an d'Weeër geleet ginn.

Da ginn duerch dës Proposition de loi eng Rei vu Bestëmmungen, déi am Grenzgewässervertrag bestinn, och integréiert an d'Gesetz iwwert d'Bannegewässerfëscherei, an hei denken ech un éischter Linn un d'Aféierung vun engem Avertissement taxé, fir kleng Infractioune kënnen direkt op der Plaz ze ahnden. Ech denke virun allem wann een ouni Permis fëscht, wann ee Fësch huet, déi d'Mindestmooss net hunn, an esou weider, dass een deementspriechend och déi Leit kann direkt bestrofen duerch déi, déi d'Kompetenz hu fir esou Avertissement-taxéen auszestellen, dat heescht d'Polizisten, d'Douane, d'Fierschter oder vereedegt Juegd- a Fëschereiopsiichter.

Eng aner wichteg Neierung wär awer och déi fir e kollektiven Dagespermis anzeféieren, esou wéi et dat de Moment och schonn am Grenzgewässer gëtt, dat heescht, dass Gruppe vun zwielef Leit u kënnen deementspriechend an de Genoss vun esou engem Permis kommen. Dat hätt zum Beispill och e positiven Impakt op den Tourismus hei zu Lëtzebuerg.

Da muss een awer och drop hiweisen, dass et hei zu Lëtzebuerg ganz kompliziéiert ass fir an de Genoss vun engem Fëschereipermis ze kommen, wat zum Beispill d'Bannegewässer ubelaangt. Et muss ee fir d'éischt op den Enregistrement goen, an dann duerno geet een op den Distriktskommissariat, wéi gesot wann et sech ëm en éischte Permis handelt, an dat ass natierlech oft eng beschweierlech Manéier.

Et ass nämlech esou, dass nëmme ganz wéineg Gemenge leider d'Permisen aus dem Bannegewässer ausstellen, a mir schwiert u sech vir, dass een dat och soll vereinfachen, dass zum Beispill d'Distriktskommissariater vläicht déi ganz Kompetenz krite fir déi Schäiner auszestellen. Bei den Dagespermisë kënnt ee sech zum Beispill virstellen, dass d'Syndicat-d'initiativen déi Kompetenz kënnte kréien. Allerdéngs maachen ech hei nach e klenge Renvoi op déi Diskussioun, déi mer gefouert hunn iwwert d'Kompetenzopdeelung tëschent dem Stat an de Gemengen, wou mer jo zum Deel och dofir agetruede sinn, dass d'Distriktskommissariater sollen nei Attributioune kréien.

Eenzel Leit hu souguer dovunner geschwat - a meng Partei gehéiert och zu deenen - fir d'Distriktskommissariater u sech ganz dem Intérieur unzegliddere mat neien Attributiounen. Deementspriechend misst ee sech dann natierlech och d'Fro stellen, wien an Zukunft soll kompetent sinn, fir Fëschereischäiner auszestellen. Ech menge jiddefalls, dass een do op d'Gemenge soll zréckkommen. Dat wier jo un éischter Linn en neien an e besseren Déngscht um Bierger.

Duerch de Verkaf vun deene Fëschereipermisë gëtt jo och de Fonds piscicole alimentéiert. Mat deene Sue gëtt jo ënner anerem de gesetzlech virgeschriwwene Repeuplement virgeholl oder et ginn Urainer indemniséiert, zum Beispill wann hir Waasserlaf als Frayère ausgewise gëtt. Menger Meenung no soll ee versichen, dës Gelder och nach fir aner Zwecker ze notzen, ënner anerem fir méi eng ekologesch Gestioun vun de Gewässerleef unzestriewen. Ech denken zum Beispill un d'Renaturéierung vun eise Gewässerleef, wou jo u sech nach munches ze maache bleift.

Dann erlaabt dës Proposition de loi awer och fir méi e konkrete Gewässerschutz ze maachen. Ech denken hei un d'Aféierung vun engem sou genannten Uferschutzsträifeprogramm, dass dat soll eng gesetzlech Basis kréien. De System ass u sech folgenden: Et léisst een eng gewësse Strëpp laanscht d'Gewässer vu fënnef bis 20 Meter fräi, jee no der Breet vum Gewässerlaf, wou net méi däerf Intensivlandwirtschaft bedriwwe ginn. Sollt dat verbonne si mat engem wirtschaftlechen Ausfall fir d'Baueren, ass et evident, dass se sollen iwwert de Fonds piscicole deementspriechend dann och indemniséiert ginn. Mä déi genee Modalitéite musse selbstverständlech an engem Règlement grand-ducal festgehale ginn.

Da mengen ech awer och, dass d'Méiglechkeet soll geschafe ginn, fir e Bail kënne fréizäiteg opzeléisen, wann e Gewässerlaf enger permanenter Pollutioun ausgesat ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et aganks scho gesot, dës Proposition de loi erhieft net den Usproch fir komplett ze sinn. Si soll awer eng Basis duerstellen, fir d'Fëschereigesetz vun 1976, wat jo elo entre-temps gläich 30 Joer um Bockel huet, ze adaptéieren. An hirem Avis hunn d'Regierung an och de Statsrot gemengt, et soll een dës Proposition de loi an de Kontext vun der Ëmsetzung vun der Kaderdirektiv vum Waasserschutz 2000/60/CE vum 23. Oktober 2000 setzen. Ech wëll allerdéngs do ze bedenke ginn, dass d'Reform vum Fëschereigesetz, allerdéngs un éischter Linn méi technesch a juristesch Aspekter virgesäit, esou datt een dat Argument, wat hei avancéiert ginn ass, awer soll trotzdeem mat gewësse Reserven ugoen.

Dofir sinn ech ofschléissend der Meenung, datt den Zäitpunkt allerdéngs do ass fir sech méi intensiv Gedanken iwwert d'Reform vum 76er Gesetz ze maachen, onofhängeg ob elo d'Kaderdirektiv schonn ëmgesat ginn ass oder net.

Ech wëll och ënnersträichen, datt d'Demokratesch Partei hannert där Proposition de loi hei steet.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här Marco Schank agedroen. Den Här Schank huet d'Wuert.

Discussion

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesetz vum 28. Juni 1976 iwwert d'Fëscherei an de Bannegewässer weist effektiv - an den Auteur vun där Proposition de loi, den honorable Kolleeg Gusty Graas, huet et scho gesot - eng Partie Onzoulänglechkeeten op. Engersäits op Grond vu sengem Alter. Hien huet elo just nach gesot, bal 30 Joer.

(Interruption)

Net vum Här Graas sengem Alter, iwwert deen diskutéiere mer de Mëtteg net. Mä a puncto Evolutioun vun der Politik vun der Fëscherei, déi jo net stallgehalen huet engersäits, anerersäits hu mer et ëmmer erëm an och latent mat der Pollutioun vu Baachen a Flëss ze dinn.

De Kolleeg Gusty Graas viséiert engersäits d'Verlängerung vun de Bailen, ouni eng öffentlech Ausschreiwung, de Repeuplement, dann awer och d'Police vun de Waasserleef, respektiv d'Protektioun vum Milieu aquatique. Doriwwer eraus wëllt den Auteur eng Partie konkret Prinzipien an eis Législatioun aschreiwen, wéi ënner anerem d'Versteeë vun de Fëschereilousen oder och d'Prozedur vum Ausstelle vun de Permisën. Insgesamt handelt et sech ëm 18 Propositioune fir wuelverstanen technesch Modalitéiten ofzeänneren am Kontext vum Droit de pêche.

Och d'Regierung huet an hirem Avis vum 30. Dezember 2002 unerkannt, datt eng Partie vun deenen Dispositiounen d'Gesetz vun 1976 kënnte verbesseren. D'Regierung seet och, datt dës Proposition de loi kënnt komplettéiert ginn, fir datt dat Gesetz an Zukunft moderne Kritären entsprécht an dat am Kader vun enger Gestion intégrée vum Milieu aquatique, esou wéi d'Direktiv 2060 se gesäit. Ech erënneren drun, dass iwwert dës Directive-cadre, wéi se heescht, vill bei der Diskussioun iwwert de Projet vum Waasserwirtschaftsamt geschwat gouf op déser Plaz, a se ënner anerem an éischter Linn och geduecht ass preventiv géint all Zort vu Pollutioun virzegoen, fir de Belaaschtunge vun den Ecosystèmes aquatiques virzebeugen.

An ech mengen, mir sinn eis all eens, datt all Reform als Zil muss hunn eisem Land eng Législatioun am Kontext Fëscherei ze ginn, déi conforme ass mam Développement durable wat eis Fëschbestänn insgesamt ubelaangt. A genau dat verlaangt och d'Direktiv 2060.

De Statsrot seet eigentlech datselwecht a ganz kuerze Wierder a wënscht sech eng komplett Reform vum Gesetz vun 1976, déi sech eben aschreift a genau déiselwecht Direktiv.

Ech wollt kuerz nach ee Wuert zum Repeuplement soen, well ech der Meenung sinn, datt een do fundamental muss driwwer nodenken an och well ëmmer an naturschützeresche Kreesser doriwwer diskutéiert gëtt, wann een op d'Fëscherei ze schwätze kënnt. Ech mengen, datt et insgesamt, ech soen dat an engem ganz einfache Saz, esou muss sinn, datt wa Repeuplement geschitt, also wa besat gëtt, datt dann déi richteg Fëschzuucht op déi richteg Plaz kënnt. An hei ass et wichteg, datt einheemesch Géniteuren, respektiv d'Brut dovu Verwendung fënnt. Ech huelen d'Beispill vun de Frellen, notamment zu Léntgen, wou mat Hëllef vum Waasserwirtschaftsamt einheemesch Souchen zur Verfügung stinn.

Haut ass et dann zwar esou, datt all eenzelne Repeuplement muss genehmegt ginn an datt et och e Plang gëtt fir de Repeuplement. A wann een nohalteg Entwécklung denkt a seet, da misste mer iergendwann awer et fäerdeg bréngen, datt d'Fëschpopulatiounen natierlech an den Equiliber kommen, wat d'Vielfalt insgesamt ugeet an awer och wat déi absolut Zuelen ubelaangt, a ganz genau mat deem Zil, datt eis Gewässer sech an Zukunft natierlech repeupléieren.

Dat gesot, ass meng Fraktioun der Meenung, datt dës Proposition de loi vum honorable Kolleeg Gusty Graas ënnerstëtzenswäert ass, well se sécher eng Verbesserung an enger Partie vu Punkte bréngt an datt ansonsten ee soll op eng ganzheetlech Reform drängen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jos Scheuer agedroen. Den Här Scheuer huet d'Wuert.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Proposition de loi vum Gust Graas ass eng sympathesch Propositioun, déi och meng Ënnerstëtzung fënnt. E revidéiert am Fong dat Gesetz vum 28. Juni 1976, e misst am selwechte Kontext awer och soen, datt een d'Gesetz vun 1985 iwwert d'Grenzgewässer och muss eng Kéier onbedéngt op de Leescht huelen an ech mengen et drängt sech praktesch op, wann een iwwert de Fonds piscicole schwätzt, an den Här Graas huet e jo selwer mat an d'Diskussioun bruecht.

Déi Proposition de loi huet am Fong 18 Virschléi an et ass kee Virschlag derbäi, dee sech op d'Sportfëscherei bezitt. Ech wëll dat betounen. Et ass och richteg esou. Dat ass net den Objet vun déser Proposition de loi. Déi véier Prinzipien, déi dësem Gesetzesvirschlag zu Grond leien, si sympathesch. Dat eent ass d'Méiglechkeet fir e Pachtvertrag ze verlängeren op Wonsch vum Syndikat a vum Pächter natierlech, wann dee Vertrag ofgelaf ass. Et ass absolut sënnvoll fir dat ze maachen, fir datt net onbedéngt nees muss ausgeschriwwe ginn.

Da sollen zweetens och endlech Sanktioune virgesi ginn, wa sou genannte Fëschfrevel a Fëschereifrevel begaange ginn.

Drëttens sollte mer och verschidde Prozedure vereinfache fir Permisën auszestellen. Dir waart fein, Här Graas, an Ärer Duerstellung. Ech schwätze carrément vun administrative Schikane praktesch, déi opgebaut gi si fir un esou e Schäin ze kommen. Mä ech wëll eppes dobäiflécken, wat an den Nopeschlänner gëllt. Et ass vill méi schwéier fir e Permis ze kréien an Däitschland wéi bei eis. Bei eis muss ee sech déplacéieren, 50 km am schlëmmste Fall, da kritt een en awer. An Däitschland ass dat net de Fall. Dir wësst u wat fir eng Konditiounen dat gebonnen ass.

E véierte Virschlag bezitt sech op d'Méiglechkeet fir e Pachtvertrag opzeléisen, wann d'Waasserqualitéit sech esou verschlechtert, datt d'Fëscherei einfach net méi sënnvoll ass, datt et absurd ass fir iwwerhaapt nach e Fëscherpermis ze léisen oder fir eng Pacht ze bezuelen oder fir Fësch anzesetzen. Do gëtt et vill Méiglechkeeten. Et gëtt déi berühmt ekologesch Katastrophen. Et gëtt déi Accidenter. Et gëtt och dat wat Dir uschneit am Artikel 7, déi falsch Gestioun vun den Uewenner zum Beispill an do schneit Der dann och déi méiglech Interessekonflikter un tëschent dem Bauerestand oder deenen, déi d'Uwenner bewirtschaften, an deene Leit, déi Geld bezuele fir am Waasser kënnen ze fëschen.

Ech ginn dovun aus, datt dëse véierte Prinzip am Fong d'Haaptursaach ass firwat d'Regierung esou virsiichteg mat Ärer Propositioun ëmgeet. Se seet dann awer, datt ee misst weider denken an da kënnt déi berühmt Méiglechkeet fir de Conseil supérieur de la pêche - iwwregens kënnt Der vläicht soen, ob en elo funktionéiert oder net funktionéiert, oder besser funktionéiert – mat anzebannen, plus dann all Administratiounen, déi domat ze dinn hunn.

Fait ass, datt mer hei un e sakrosankte Prinzip stoussen. Dat ass den Droit de propriété an hei sinn d'Juriste gefuerdert an dësem Kontext. Dir hutt esou e kathoulesche Virschlag gemaach fir kee pickegen Drot dohinner ze maachen, ee Meter wäit ewech ze bleiwen an esou weider. Dat ass schéi brav, mä ech mengen, hei kréie mer Schwieregkeeten um Niveau vun de Juristen.

Den Objektiv vun déser Problematik léisst sech ganz liicht zesummefaassen. Wann d'Degradatioun vun de Gewässer esou schlëmm ass, datt een net méi d'Méiglechkeet huet fir d'Fëscherei auszeüben, da soll een dat verhënneren, well et muss ee wierklech hei eng Kéier klipp a kloer soen, datt déi Fëscherei Geld kascht. Dat ass kee Cadeau, wann ee sech d'Recht keeft fir am Binnengewässer fëschen ze goen. Dat kascht Puecht an dat kascht virun allem de Besaz.

Et musse Fësch agesat ginn an et ass ganz kloer virgeschriwwen, wat muss agesat ginn. An och iwwert de Besaz misst eng Kéier geschwat ginn. Et geet jo net nëmmen drëm fir e Besaz ze maachen, deen herno no an no erausgefaange gëtt, mä et soll och drëm goen, datt e Besaz an enger Baach ass, dee sech regeneréiere kann op der Basis vun der Waasserqualitéit an deen dann och der Diversitéit vun der Fauna, an dësem Fall der Faune aquatique, Rechnung dréit. Well soss ass de Besaz, wéi ee seet, ganz oft fir d'Kaz gemaach; an dësem Fall ass e ganz oft fir d'Vulle gemaach, Här Loes, fir d'Vullen an…

(Interruptions)

…net fir d'Fëscher gemaach.

Ech géif mech freeë fir nach eng Kéier mam Här Gira iwwert d'Kormoranen ze schwätzen. Dat wär äusserst léierräich fir eng Kéier mat him doriwwer ze schwätzen. Ech sinn zu all Moment bereet.

Mä an deem Kontext erënneren ech awer den Här Graas drun, datt nach ëmmer Plaz ass op engem Pabeier, wou en da kënnt säin Numm ënner eng Proposition de loi stellen. Ech géif mech vill méi wäit net an den Zentrum récken, géif op eng Säit meng Ënnerschréft setzen, an d'Fëscher wäerte gespaant drop waarden.

Dir Dammen an Dir Hären, e puer Wuert zur Fëscherei an och zu enger Positioun, déi och eng aner Partei anhëlt. D'Fëscherei gëtt et zënter, datt et d'Mënschheet gëtt a si war ëmmer streng reglementéiert. An zwar waren et ëmmer déi Reglementer, déi vun enger Uewerschicht ausgeschaff gi sinn. Si sinn ëmmer vum Pouvoir ausgeschafft ginn a si waren ëmmer gebonnen un den Droit de propriété, an doduerch datt se un den Droit de propriété gebonne sinn, doe se sich och esou schwéier fir am Fong un esou banal Problemer erunzegoe wéi den Accès zum Waasser.

Et ass verbonnen ëmmer gewiescht och mat anere Rechter, fir iwwert d'Waasser ze verfügen oder besser fir iwwert d'Gewässer, d'Séien an d'Flëss ze verfügen. Et sinn am Mëttelalter zu Lëtzebuerg esou Zünfte ginn, déi d'Recht hate fir eleng fëschen ze goen. Dat kann een elo en Atavismus nennen, dat kann een eng Traditioun nennen, déi verwuerzelt ass an der Gesellschaft. D'Fëscherei ass a bleift zu Lëtzebuerg näischt aneschters wéi e Pendant zur Juegd, an zwar ass d'Fëscherei, a mengen Aen, an esou gëtt et och konzipéiert, d'Juegd vum klenge Mann.

(Interruption)

Een, deen da kënnt mam Saz fir d'Fëscherei hei zu Lëtzebuerg ze bannen un d'Beschafe vun Nahrungsmëttel, d'Fëscherei ze integréieren an eng Produktiounskette vun Nahrungsmëttel, deen huet net vill verstanen dervun. Dat ass et net. Kee vun eis ass gezwongen, fir sech säi Liewen oder en iergendwou beschafen an lessen ze beschafen andeem en iergendwou vill Geld investéiert fir e puer Fësch ze fänken.

Mä, als Ofschloss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung huet an deem Fall scho Recht, wou se seet: Mir mussen d'Fëscherei erasetzen an e Konzept, wat als Zil huet d'Sanéierung vun eise Gewässer. Dat ass de Fong vun der Problematik. D'Fësch si Bioindicateuren. D'Fësch sinn och Elementer vun der Biodiversitéit hei zu Lëtzebuerg an dat ass dat Endzil, wat och eng Fëscherfederatioun huet, nämlech d'Qualitéit vum Waasser hei zu Lëtzebuerg ze schützen.

Wann d'Qualitéit vum Waasser gutt ass a wa se geschützt ass, dann ass domadder net nëmmen de Liewensraum vun de Fësch garantéiert. Mir hunn domadder och en Element geschützt, dat Element, wat sécher de Bioindicateur par excellence ass, nämlech d'Waasser.

Voilà, domat schléissen ech of. Eng sympathesch Proposition de loi. Wa se elo op de Métier geholl gëtt a si gëtt agebaut a méi e grousst Konzept, mengen ech, dann hätte mer net nëmme fir d'Fësch, d'Fëscherei, fir d'Waasser, mä fir d'Ekologie zu Lëtzebuerg eppes Guddes gemaach. Merci.

M. le Président.- Als leschten Diskussiounsriedner ass den Här Camille Gira agedroen. Den Här Gira huet d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat mer net erwaart, dass mer am Kontext vun der Presentatioun vun déser Proposition de loi elo hei beim Klassenkampf géinge landen, deen den Här Scheuer eis unhand vun der Fëscherei kloergemaach huet. Dee schéngt jo dann eis Juegd fonnt ze hu fir de klenge Mann. Ech huelen un, dass en dann déi richteg Juegd ugesäit als Juegd fir de grousse Mann. Wa mer dann elo nach eng Juegd fanne fir déi kleng Fra, déi grouss Fra, dann hu mer geschwë fir jiddereen en Terrain, eng Chasse gardée, wou mer kënnen higoen.

Mä Spaass bei Säit. Dës Propositioun de loi erweckt bei deene Gréngen eng Rei verständnisvoll Argumenter fir eng Rei Propositiounen, déi hei dra sinn, déi méi praktescher, technescher Natur sinn. Mir fannen esouguer déi eng oder aner Propositioun ganz sympathesch, well se eppes fir d'Fëscherei kënnt maachen an an engems awer fir den Naturschutz.

Ech si just e bëssen iwwerrascht, dass den Här Graas grad déi zwou Propositiounen, déi, wat dat ubelaangt, méi fundamental sinn, elo net méi erwähnt. Ech weess net, ob zënter dem 8. August 2002, wou e sech de Courage geholl hat den Artikel 7 an den Artikel 8 a seng Proposition de loi ze schreiwen, ob zënter haut elo de Courage hie verlooss huet, well mer elo kuerz virun de Wahle sinn an e vläicht d'Baueren net ze vill wëllt opschäichen.

Ech soen lech nämlech, well hien et net gemaach huet, wat hien am Artikel 7 proposéiert, nämlech dass op enger Bande vu 25 Meter laanscht all Baach - laanscht all Baach, wann ech dat richteg verstanen hunn - keng Pestizide méi dierften ugewant ginn. Ech muss ganz éierlech soen, dass mir als Gréng dat en äusserst sympathesche Virschlag fannen. Ech froe mech awer, ob den Här Graas dat mat de Baueren, déi bei senger Partei Member sinn, respektiv mat de Bauereverbänn ofgeschwat huet, a wéi hie sech virstellt, éischtens wéi dat do an der Praxis soll lafen a wéi…

M. Gusty Graas *(DP), auteur.*- Här Gira, da musst Dir awer och alles soen. Dir hutt elo nëmmen een Deelaspekt dovu gesot. Da musst Dir och soen, dass et verbonnen ass mat gläichzäitegem Bezuele vun Indemnitéiten, wann nogewise ka ginn, datt wirtschaftlechen Ausfall doduerjer entsteet. Ech mengen, dat ass awer e wesentlechen Aspekt, deen een net däerf ënnerschätzen. Also, wann ech gelift, wa schonn, da sot och alles.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Dat ass richteg, mä et ass awer schonn erstaunlech, Här Graas, dass Dir dësen Artikel guer net erwähnt hutt bei Ärer Presentatioun. Dann erlaabt Dir mir jo awer…

M. Gusty Graas *(DP), auteur.*- Dann hutt Dir mer schlecht nogelauschtert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Dach, ech hu ganz gutt nogelauschtert.

M. Gusty Graas *(DP), auteur.*- Ech hu vum Uferschutzstreifenprogramm geschwat, a vun der Bande vu fënnef bis zwanzeg Meter hunn ech geschwat. Sou wäit kann ech mech awer elo nach un dat erënneren….

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Ech muss den Här Graas a Schutz huelen, hien huet dat gesot, Här Gira.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Da muss ech mer wierklech och nei Hörapparaten uleeën.

(Hilarité)

Mä ech muss scho soen, dass déi Anlag hei net schrecklech gutt fonctionnéiert an dohanne kritt een net ëmmer alles mat.

Ech mengen awer, dass hien net schrecklech insistéiert huet op deen do Artikel, grad wéi och op den Artikel 8, an deem hien e gradsou sympathesche Virschlag mécht, nämlech dass all Clôture misst mindestens ee Meter vum Bord vun de Baachen ewech sinn. Och dat fanne mir, net nëmmen aus prakteschen Ursaache fir d'Fëscher, mä och wat den Andrag vun Dünger a Pestiziden ubelaangt, respektiv och de Véitrëtt un den Uferen, eng sympathesch Mesure. Ech sinn awer och gespaant, wéi een domadder an de Bauerekreesser géing ukommen.

(Interruption)

Do dernieft muss een awer soen, besonnesch wann een den Avis vum Service de la gestion des eaux liest, dass dës Proposition de loi esouwuel vun der Form hier wéi vum Fong hier awer nach net ausgeräift ass. Ech mengen, do fënnt een eng Hällewull vu materielle Feeler, vu juristesche Problemer, och vun inhaltlechen Incompatibilitéite mat dem bestoende Gesetz respektiv mat aneren, sou datt ech awer wierklech mech deene géing ralliéieren, déi soen: Et sinn eng Rei gutt Iddien an där Proposition de loi, mä ier se kënnt ëmgesat ginn, misst awer nach ganz vill dru geschafft ginn.

Dofir mengen ech, dass se awer nach méi wéi eng Kéier misst um Ordre du jour vun der Commission de l'Intérieur sinn an déser Regierung, an ech hoffen dann an der nächster Regierung um Ordre du jour vun der Commission de l'Environnement, wann d'Waasserwirtschaft an d'Fëscherei erëm dohin zréckkommen, wou se higehéieren, nämlech bei d'Ëmwelt.

Ech soen lech merci!

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Innenminister Michel Wolter. Den Här Wolter huet d'Wuert.

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den honorabelen Deputéierten Här Gusty

Graas huet a senger Proposition de loi 5005 eng ganz Rei vu ganz gudde Propositioune gemaach, wéi een d'Fëschereigesetz vum 28. Juni 1976 kënnt verbesseren. Et gesäit een, dass hei e Mann vum Fach um Wierk war, dee sech ganz vill Gedanken driwwer mécht, wéi een dat Gesetz ka verbesseren, an deen duerch déi Proposition de loi säi Bäitrag dozou wollt leeschten.

De Conseil supérieur vun der Pêche huet sech a senger Sëtzung vum 19. September 2003 prinzipiell positiv zu de Propositiounen ausgeschwat, mat deene Remarquen an Aschränkungen, déi den Här Gira elo just gemaach huet. Ech hunn dorobberhin e Groupe de travail beoptraagt, fir d'Proposition de loi vum Här Gusty Graas nach eng Kéier op de Métier ze huelen, dat och am Liicht vun den Argumenter wéi se vun der Waasserwirtschaftsverwaltung an engem Avis vum 19. August 2003 gemaach gi sinn, fir dorobberhin der Chamberkommissioun kënnen eng Propositioun ze ënnerbreeden, déi souwuel am Sënn vun der Propositioun wéi och vum Text hier déi noutwendeg Adaptatioune virgeholl hätt, fir dass een dat Ganzt an d'Gesetzesprozedur kënnt goe loossen.

Dëse Groupe de travail ass esou wäit fäerdeg. Déi zoustänneg Chamberkommissioun huet de leschten 12. Februar e mëndleche Rapport doriwwer kritt, deem elo e schrëftleche Rapport och an nächster Zukunft wäert follegen. Et ass eng prinzipiell Fro: Waarde mer bis mer déi méi grouss Reform vum Gesetz vun 1976 maachen, déi jo am Conseil supérieur soll ausgeschafft ginn, oder gi mer op de Wee, dass mer déi heite Modifikatiounen - op jidde Fall alleguerten déi, déi herno zréckbehale gi vun deenen 18 - sollen zréckbehalen?

Ech muss soen, dass ech entretemps méi oppe sinn, well ech eis jo kennen, och an deem heite Punkt, an ech weess, dass déi grouss Reformen heiansdo méi laang op sech waarde loosse wéi mir dat selwer gären hätten, esou dass ech mer kënnt virstellen, dass, wann ee sech an der Chamberkommissioun eens géif ginn, op Grond vun deene Propositiounen, déi elo nach vum Innenministère komme wat d'Texter ubelaangt, dass een an enger éischter Etapp déi heite Propositiounen dee Moment kënnt unhuelen, ier een dann à méi long terme déi Modifikatioun vum Gesetz vun 1976 virhëlt.

M. le Président.- Den Här Loes freet d'Wuert.

M. Nico Loes *(CSV)*.- Här Minister, ech hat an der Kommissioun vun den Affaires intérieures am Kader vun där Proposition de loi vum Här Graas hei d'Fro gestallt, ob mer dann och sollen dee Volet vum Accès vun de Fëscher beim Séi tranchéieren, well dat jo eppes ass wat speziell an eiser Regioun ëmmer zu groussen Diskussiounen Ulass gëtt. Dofir wollt ech froen, awéifern dass Dir dat gesitt, dass een och deen dote Problem kënnt an déi heite Propositioun mat abannen, well dat einfach e Problem ass, dee mer denken ech och an nächster Zukunft nach net geléist kréien, well eben do déi Interessekonflikter sinn, tëschent de Fëscher an tëschent den Touristen an tëschent deenen anere Leit, déi bei de Séi wëlle kommen.

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Mir hunn an deene leschten zwee Joer jo intensiv tëschent den zoustännege Gemengen, dem Naturpark, der Fëscherfederatioun, deenen eenzelne staatlechen Instanzen an och dem Ministère doriwwer diskutéiert, an ech sinn awer no där leschter Réunioun, déi mer haten, zur Konklusioun komm, dass mer elo den Duerchbroch do fonnt hätte fir an engem Pak vu Mesuren den Zougank vun de Fëscher zu de Gewässer um Niveau vum Stauséi definitiv ze regléieren. Et si vläicht nach een oder zwee Punkten, déi e bësse méi kritesch sinn, mä grosso modo mengen ech awer, dass mer duerch de Bësch do wieren.

(Interruption)

Jo, duerch de Bësch oder hei duerch d'Waasser dann, wéi een et wëllt gesinn.

(Hilarité)

Ech géif just nach proposéieren, dass mer och an der Kommissioun am Kader vun där Diskussioun hei iwwert déi Froe vum Repeuplement, déi vun deem engen oder deem anere Member hei ugeschwat gi sinn, dann och matdiskutéieren. Dir wësst, dass mer bis zum Joer 2015 déi Direktive mussen ëmsetzen. De Repeuplement ass am Prinzip dofir geduecht, fir a Gewässer, déi eng schlecht Qualitéit hunn, sécherzestellen, dass e gewësse Fëschbestand sech kann halen. Dans la mesure wou mer jo engem laangfristegen Objektiv no an eng Richtung ginn, dass eis Gewässer alleguerte solle propper sinn, muss ee sech dann och d'Fro stellen, wat mer mam Repeuplement an Zukunft maachen.

Och déi Diskussioun soll een nach féieren, esou dass ech, wann ech zur Konklusioun kënnt kommen, dem Här Graas wëllt merci soe fir déi Proposition de loi, déi en hei gemaach huet, déi eng ganz Rei vu ganz positiven Usätz huet, an dass ech d'Propositioun géif maachen, dass mer op Grond vun engem schrëftlechen Avis, deen elo nach eng Kéier vum Intérieur an d'Kommissioun kënnt, dann an déi méi detailléiert, definitiv Diskussioun géifen antrieden, ier mer déi Proposition de loi hei zum Vote an der Chamber géife komme loossen.

Ech soen lech merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Mir kommen dann elo zur nächster Propositioun de loi. Dat ass déi vum Här Nicolas Strotz iwwert d'Ausbildung vu Secouristen. Et sinn agedroen déi Häre Schummer, Gibéryen a Gira. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Proposition de loi, den honorabelen Här Nicolas Strotz.

7. 5074 - Proposition de loi

- relative à l'organisation d'une formation et d'un examen en matière de secourisme

- complétant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Présentation

M. Nicolas Strotz *(CSV), auteur*.- Entschëllegt, dass ech lech e bëssen duerchernee bruecht hunn de Mëtteg, mä et ass mer dann awer e Pleséier, dës Proposition de loi hei virzedroen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wuelwëssend, dass ee sech mat esou enger Proposition de loi wéi ech se elo hei wäert maachen net ëmmer bei jiddferengem beléift mécht, sinn ech awer der Meenung, dass et eng realistesch a wierksam Propositioun am Hibléck op manner Schwéierverletzter an Doudeger op eise Stroossen ass.

Ëm wat geet et? Et geet drëm fir am Gesetz „concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques" den Artikel 4 durech en Artikel 4bis an en Artikel 4ter ze ergänzen. Den Artikel 4bis géif virschreiwen, dass éischtens fir e Führerschäin ze kréien ee muss sech virdrun engem Examen an der éischter Hëllef ënnerzéien. Zweetens, deen Exame besteet aus engem theoreteschen a prakteschen Deel, déi sech besonnesch op éischt Hëllef am Kader vu Verkéiersaccidenter bezéien. Drëttens, bei der Demande fir de Führerschäi muss ee beweisen, dass een an deen Éischt-Hëllef-Cours ageschriwwen ass. Et kann een eréischt zum prakteschen Deel vum Führerschäin zougelooss ginn, wann een dee Cours bestanen huet.

Véiertens, all sechs Joer muss een e Recyclagecours maachen. Fënneftens, déi agréiéiert Associatiounen organiséieren déi Coursen. Sechstens, de Minister kann a speziellе Fäll eng Dispens ginn. Siwentens, d'Partizipatioun un de Coursen ass gratis a gëtt iwwert de Statsbudget finanzéiert. Aachtens, e Règlement grand-ducal definéiert d'Modalitéite vum Cours, vum Cours de recyclage a vun den Dispensen. Den Artikel 4ter géif virschreiwen, dass an all Auto dat néidegt Material wier fir éischt Hëllef ze leeschten. Dëst Material géif iwwer Règlement grand-ducal spezifiéiert ginn.

Firwat dës Proposition de loi? Am Joer 2001 - et ass op dat Joer wou dës Propositioun, déi den 18. Dezember 2002 schonn déposéiert ginn ass, sech baséiert - sinn 8.190 Accidenter rezenséiert ginn. 69 Persoune sinn an deenen Accidenter ëm d'Liewe komm, 1.185 sinn der blesséiert ginn, dovunner 328 schwéier. Oder anescht ausgedréckt: 22,4 Accidenter pro Dag, all siwe Stonnen e Schwéierblesséierten, all fënnef Deeg en Doudegen op eise Stroossen!

Et ass gewosst, dass bei all Accident déi éischt Minutte fir eng liewensrettend Hëllef entscheedend sinn. Gewosst ass och, dass trotz all guddem Wëlle vun Ambulancieren, Beruffs- a fräiwëllege Pompjeeën, SAMU an Air Rescue - déi zwee lescht si virun enger Rei Jore mat agefouert ginn an hunn zu enger Verbesserung vum Éischthëllefsdéngscht bäigedroen -, trotzdeem ier déi Hëllefsdéngschter op den Accident kommen, eng onkompressibel Zäit bestoe bleift, déi deemno wou den Accident passéiert tëschent aacht an 30 Minutte läit, bis d'Hëllef op der Plaz ass. Dës Zäit ka fatal fir e Schwéierblesséierte sinn.

Et wier dofir wichteg, wann deen oder déi Éischt, déi um Accident wieren, wéisste wéi se sech bei engem Accident ze behuelen hätten. Déi sollen elo net d'Roll vum Dokter oder Ambulancier iwwerhuelen, mä si solle wëssen: Wéi a wou mellen ech en Accident? Wéi sécheren ech en Onfalluert of? Dann: Wéi bannen ech eng grouss Wonn of, wéi leeën ech e Blesséierten an eng stabil Säitelag, wéi maachen ech eng kënschtlech Béootmung? All dës Gestë kënne liewensrettend sinn, wa se direkt ausgefouert ginn.

A Frankräich, wou et bal all Joer 10.000 Doudeger op de Strossе gëtt, ass festgestallt ginn, dass tëschent 1.000 an 2.000 Leit gerett kéinte ginn, wann déi liewensrettend Gesten direkt ausgefouert géife ginn. Am franséische Parlament läit doriwwer och eng Propositioun de loi vir. An der Schwäiz ass schonn 1975 en obligatoresche Cours de sauvetage fir Führerschäinuwäerter agefouert ginn, dee fënnef Séancen à zwou Stonne beinhalt. Dee Cours ass do net gratis, e kascht 140 Schwäizer Frang, an all fënnef Joer muss e Recyclagecours gemaach ginn.

Laut Aussoe vun de Schwäizer Experte si säithier d'Doudesfäll op de Stroossen an enger grousser Zuel erofgaangen. Hir Coursë beinhalten d'allgemeng Verhale bei Accidenter, Bewusstloselagerung, Bergungsgrëffer, d'Feststelle vun engem Otemstëllstand, Béootmung, d'Gefore bei der Béootmung, äusserlech Bluddungen, Bluttstëllstand, d'Behandlung vu Wonnen, d'Lagerung vun uspriechbare Patienten a wéi ginn ech mat engem ëm, deen e Schock kritt huet. Esou ähnlech kënnt och bei eis dee Cours ausgesinn.

Dës Proposition de loi verlaangt also vun de Führerschäinsuwäerter näischt Onméigleches. A wann ee sech emol virun Ae féiert, dass och all Eenzelnem, dat heescht och mir, eppes ka passéieren, an ech dann och frou wier wann ech direkt Hëllef ugebuede kréich, da kritt een en anert Verhältnis zu där Problematik.

An der Führerschäinsausbildung léiert een de Code de la Route an et kritt ee bäibruecht, inklusiv zu Colmar-Bierg, wat eng gutt Saach ass, wéi een en Auto oder e Motorrad steiert. Dach Verantwortungsbewosstsinn kritt een net bäibruecht a just dat ass en Zousazargument fir dës Proposition de loi, déi menger Meenung no soll jo muss ëmgesat ginn. Duerch esou e Cours gëtt et jidderengem méi bewosst zu wat fir enge fatale Konsequenzen en onkorrekt Verhalen op der Strooss ka féieren an dëst géif zur Verännerung vum Ënnerbewosstsinn vu ville jonke Chaufferе féieren a géif se méi responsabiliséieren.

En net onwichtegen Nieweneffekt vun der Proposition de loi wier, dass jonk Leit wa se emol dee speziellen Éischt-Hëllef-Cours, deen néideg ass fir de Führerschäin ze kréien, gemaach hätten, wahrscheinlech e kompletten Éischt-Hëllef-Cours géifen absolvéieren. Eenzelner kéimen och vläicht op d'Iddi fir sech als Ambulancier oder Ambulancier-sauveteur ausbilden ze loossen, fir d'Reie vun der Protection civile opzefëllen. Dës Proposition de loi hätt also nëmme positiv Effekter an domadder hoffen ech, datt se och d'Zoustëmmung op alle Bänken heibanne fënnt a scho vun der nächster Chamber am Hierscht ëmgesat gëtt.

Am Numm vun der CSV-Fraktioun ginn ech och den Accord zu dëser Proposition de loi.

M. le Président.- Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här John Schummer agedroen.

(Interruptions diverses)

Discussion

Mme Agny Durdu *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vu datt Der viraus gemengt hat d'Orateuren ëmzedréinen, hat den Här John Schummer ewell aner Obligatiounen ugeholl, esou datt ech also seng Interventioun a seng Iwwerleeungen hei am Numm vun eiser Fraktioun wëll virdroen.

Emol éischtens muss ech soen, datt déi Iddi vum Här Strotz fir esou e Gesetzestext ze maachen am Prinzip net verwerflech ass, quitte datt een, wéi den Här Strotz et gesot huet, sech net nëmme Frënn mat esou engem Gesetzestext mécht. Mä ech mengen am Prinzip kann een e wierklech gutthalen.

De Problem läit awer bei der konkreter Ëmsetzung, well 2003 elo zum Beispill sinn 8.439 Demandeurs vu Permisën do gewiescht, also toutes catégories confondues, an dat stellt eis natierlech och virun en organisatoresche Problem, well wou fënnt een d'Formateuren, d'autant plus, datt den Här Strotz a sengem Gesetzesprojet virgesäit, datt dat d'Organismes agréés solle sinn, an dat ass bis ewell am Fong geholl, esou wäit wéi ech weess, bal nëmmen d'Protection civile, déi et mécht. D'Protection civile huet awer momentan net esou vill Instrukteren an ech mengen déi vun de Gemengepäpp heibannen, déi an hire Gemengen Éischt-Hëllef-Coursen organiséieren, wësse viru wat fir eng Problemer, datt een heiansdo do gestallt gëtt.

Da stellt sech och d'Fro, déi klassesch Éischt-Hëllef-Coursen, déi momentan organiséiert ginn, esou wäit wéi ech d'Echoen hu vun deene Leit aus menger Gemeng, si se effektiv gutt. Mä da stellt sech d'Fro: Sinn déi adequat fir d'Problematik vun deenen Éischt-Hëllef-Coursen, déi den Här Strotz hei envisagéiert, well notzt et fir Kichevверbrennungen oder Hausverbrennungen? Dat notzt net onbedéngt eppes wann een an dësem Beräich de Leit wëllt bäibrénge wéi een e Mënsch sollen dréinen an eng gutt Lag, wéi se op der Plaz solle reagéieren, wéi d'Plaz vum Autosaccident ofsécheren, etc.…

Gläichzäiteg mat där dote Problematik ass och d'Problematik vum Recyclage. Or, de Recyclage u sech ass menger Meenung no effektiv wichteg. Dofir mécht ee jo och ganz dacks bei de Coursen iwwert d'éischt Hëllef en Appel un d'Leit, datt ee seet, wann ech glift maacht Åren Éischt-Hëllef-Cours emol erëm eng Kéier nei, fir lech erëm d'Saachen an Erënnerung ze bréngen. Mä och do wäert d'Problematik vun der Organisatioun net déi allerklengste sinn, déi mer dann dee Moment mussen affrontéieren.

Et ass awer esou, datt et um europäeschen Niveau, an do ass den Här Strotz am Fong geholl senger Zäit e bësse viraus gewiescht, zwou Direktive gëtt, déi d'Aféierung vun esou Coursë virgesinn, déi sollen organiséiert ginn zur gläicher Zäit mam Führerschäin. Do ass notamment d'Direktiv 2003/59 an déi soll bis den 10. September 2006 ëmgesat sinn hei am Land. An esou wäit wéi ech mech konnt informéieren am Transportministère schéngt et esou ze sinn, datt momentan do d'Servicer amgaange si fir ze kucke wéi een déi Texter kann ëmsetzen. Mä esou wäit wéi ech weess gëtt dann d'Formatioun u sech e bëssen aneschters ugepaakt wéi se momentan an deene klasseschen Éischt-Hëllef-Coursen ass a et kann och vläicht iwwer aner Servicer organiséiert ginn, wéi nëmmen exklusiv iwwert d'Protection civile, déi riskéiert hei liicht iwwerlaf ze ginn.

Wann ech dann elo deen Deel vum Gesetz kucke wou et heescht, wat fir e Matériel de premier secours soll an engem Auto sinn, do sinn ech der Meenung, datt een et net onbedéngt bräicht iwwer e Gesetz ze fueren. Dat kënnt een am Fong geholl och ewell iwwer e Reglement maachen, an ech mengen d'Presenz vun engem Feierläscher wier effektiv net schlecht an engem Auto. An Nopeschlänner wéi an der Belsch ass dat zum Beispill ewell obligatoresch. Mä do wäert d'Ausbildung dann effektiv hire Rôle spillen, well ech hu mer vu menge Pompjeeën erkläre gelooss, déi Feierläschere géifen effektiv net laang funktionéieren a wann een do fir d'éischt ronderëmfuchtelt ier een d'Feier geréit, dann notzt de Feierläscher net ganz vill. Mä nichtsdestotrotz ass d'Iddi vum Feierläscher am Fong geholl eng gutt Iddi.

Voilà, dat waren déi Iwwerleeungen, Här President, déi ech wollt zu dëser Gesetzespropositioun bréngen. Ech mengen am Prinzip, datt d'Iddi dovunner gutt ass, mä ech hunn awer vollst Vertrauen an eisen Transportminister, datt en déi Direktiven, déi um europäeschen Niveau sinn, an déi mer op kee Fall sollen a Kontradiktioun setze mat dësem Gesetz, wäert am Délai an am beschten Intérêt vun der Saach ëmsetzen.

Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen agedroen. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen all Initiativ, déi vun engem Kolleeg heibannen oder enger Kolleegin ausgeet, ass ëmmer derwäert, datt mer se diskutéieren an eis domadder auseneanersetzen. Et ass ëmmer luewenswäert wann Deputéierte sech d'Méi maache fir Propositions de loi ze maachen an esou ass och

déi heite Proposition de loi derwäert, datt mer driwwer diskutéieren, quitte datt et, wéi och meng Virriednerin dat gesot huet, eng Proposition de loi ass, déi sécherlech eng ganz Rei vu Froen a Problemer dierft opwerfen.

D'Proposition de loi vum Kolleeg Strotz huet de Prinzip festgeleeucht, datt et eng Konditioun muss ginn ier ee sech an déi Führerschäincoursen dierf aschreiwen. Et muss een no sechs Joer eng Erneierung maachen. Et soll gratis ginn. De Minister kann eng Dispens ginn.

Et gëtt natierlech eng Rei vu Froen, déi sech heizou stellen a meng Virriedner sinn och schonn zum Deel drop agaangen. Zum Beispill organisatoresch Problemer, well mer wëssen, datt mer iwwer 8.000 Leit hunn, déi eng Demande maachen, virun allem well mer et och als eng Konditioun géife setze fir sech kënne beim Führerschäincours anzeschreiwen, wou mer déi Raim schafen, wou mer déi Leit hierhuelen, déi déi Coursë maachen. De Finanzement dierft och net onwesentlech sinn.

Well et eng Konditioun ass, muss een och wëssen, datt da fir vill Leit vun deene Coursen och eppes ofhänkt. Wann een also dee Cours iwwert d'éischt Hëllef net géif packen, muss een dann en Zertifikat kréien, muss een en Exame maachen? Da géif dat jo bedeiten, datt déi Leit net dierften an d'Examensprogrammer goen. Also, et muss do schonn eng gewëssene Seriositéit agebaut ginn. Et musse sécherlech Konditiounen agesat ginn. Et mussen Examenskommissioune kommen, mat allem wat dorunner hänkt.

Et ass jo net wéi elo, wann een an esou e Cours gaangen ass an dann huet een dee matgemaach an et huet een herno en Zertifikat kritt, datt een dee Cours matgemaach huet, mä hei setzt een et jo awer als eng verbindlech Konditioun. Dann huet dee Cours och sécherlech méi en héije Stellewäert an och den Examen oder den Test, deen ee muss maachen. A well mer haut wëssen, datt mer an de Schoule scho Problemer kréie mat Examen, mat Prüfungen a Recoursë kréien, esou kann ee sech dann och virstellen, datt een, wann een esou eppes entwéckelt, och eng Prozedur géif schafen, wou ee sécherlech kënnt e ganze Koup vu Problemer kréien.

Datselwecht ass wann een no sechs Joer muss de Cours nach eng Kéier opfrëschen. Wat maache mer mat deene Leit, déi dat net maachen? Verléieren déi dann de Führerschäin? Also et si schonn eng ganz Rei vu Froen, déi sech bei där Proposition de loi hei stellen. Mä wéi gesot, et ass eng Iddi, déi awer derwäert ass diskutéiert ze ginn.

Et ass eis gesot ginn, och vum Auteur, datt et dat a verschiddene Länner scho gëtt. Et gëtt och um europäeschen Niveau Iddien, déi an déi Richtung ginn. Vläicht net esou konkret oder prezis wéi dat an däser Proposition de loi festgehale ginn ass. Ech géif mengen, et sollt een dat an déi zouständeg Kommissioun huelen an et sollt een dat à tête reposée duerchdiskutéieren an déi Elementer, déi duerchsetzbar sinn, déi sollt een dann an enger Proposition de loi an an engem Rapport vun der zouständeger Kommissioun erëm hei an d'Chamber bréngen, an da wäert schonn dat, wat alles Guddes dorunner ass, och hei säi Wee fannen.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Camille Gira.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och mir fannen am Prinzip dës Proposition de loi ganz sympathesch. Och déi Gréng sinn der Meenung, dass et sécherlech ze begréissen ass, wann e Schwéierblesséierten, dee vläicht manner schwéier blesséiert doduerch schlussendlech ass, oder all mënschlecht Liewen, wat mer am Verkéier, mä och soss entzwousch, wëll ech soen, kënne retten doduerch, dass éischt Hëllef op der Plaz ass.

Ech mengen awer, dass ee sech keng Illusioune soll maachen, dass mer déi grouss Zuel vun Doudegen a Verletzten duerch déi hei Proposition de loi an de Gréff kréien. Ech mengen, mir musse ganz aner Mesuren ergräifen. Mir mussen eng aner Kultur kréien an deem Land hei, wat den Ëmgank mam Auto ubelaangt. Mir mussen och Repressioun maachen, dat ass ganz kloer.

Mir begréissen nach wie vor däser Regierung hir Moossnam, fir de Punkteführerschäin anzeféieren. Ech mengen, mir stounge vun Ufank un hannert deem Projet. Mir gesinn och, dass éischt Resultater do sinn. Dat ass begréissenswäert.

Op där anerer Säit mengen ech awer och, dass mer méi maache mussen, an do schénge mer jo nach d'Méiglechkeet ze kréie virun de Wahlen nach eng Kéier iwwert d'Services de secours ze diskutéieren. Do hunn ech awer elo leider de Verdacht, dass dës Regierung net d'Evolutioun vun der Zäit matkritt huet. Wann een an de leschte Méint d'Iwwerschrëfte vun de Generalversammlunge vun de Pompjeesveräiner an der Protection civile Centre liest, da steet bal iwwerall datselwecht: Dass d'Limitë vum Bénévolat erreecht sinn, dass besonnesch dagsiwwer et bal néierens méi méiglech ass genuch Leit à disposition ze hunn, fir bénévole erauszefueren a sécherlech sinn eng Rei Argumenter vum Här Strotz, déi an däser Proposition de loi dra sinn, richteg.

Et däerf ee sech awer och net Illusiounen doriwwer maachen, wat Leit, déi en eemolegen Éischt-Hëllef-Cours gemaach hunn, esouguer nach mat engem Rappel, capabel sinn, wa schwéier Accidenter dobaussen op der Strooss sinn. Et ass eng gewësse Gefor doran, wa Leit op eemol sech ze vill capabel fillen den Dokter oder Infirmier ze spillen, sou dass mir der Meenung sinn, dass dat hei sécherlech sympathesch ass an dass mir och esou eng Proposition de loi kënnen droen, op där anerer Säit musse mer eis awer ganz seriö Gedanke maachen. Mir bedaueren, dass dës Majoritéit jo anscheinend net bereet ass, oder net bereet war, beim Gesetz iwwert d'Services de secours esou wäit ze goen, fir déi do Saach nach mat anzetässelen.

Ech mengen, déi nächst Regierung wäert egal wéi dermat konfrontéiert sinn, dass op enger Rei Plaze kee 24-Stonne-Service permanent méi assuréierbar ass mat Bénévolen, sou dass et héich Zäit gëtt, mengen ech, nieft dësem Volet iwwert d'Mënscheliewerettten ze diskutéieren, fir dass mer flächendeckend e qualitativ héichwäertegen, an eisen Aen wierklech deelweis professionaliséierte Service de secours mussen op d'Bee setzen, fir dass ee wierklech ganz schnell bei Accidenter kann agräifen, an och nach bei aneren Naturkatastrophen. An deem Sënn, wéi gesot, ass dat hei ze begréissen, mä et léist awer net de Fong vum Problem.

Ech soen lech merci!

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Transportminister Henri Grethen.

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, prinzipiell begréisst d'Regierung dës Propositioun fir eng Formatioun, wat de Secourissem ugeet, als Partie intégrante bei der Formatioun vun de Führerschäikandidate virzegesinn.

Mä et stelle sech trotzdeem, Här President, eng ganz Rei vu praktesche Problemer an der Organisatioun. De Secouristëcours, wéi en elo virgesinn ass, huet ongeféier, wann ech richteg informéiert sinn, mindestens 28 Stonne pro Kandidat. Déi praktesch an déi theoretesch Ausbildung beim Führerschäi selwer sinn och 28 Stonnen, sou datt dat hei en Dédoublement vun der Durée de formation beim Führerschäikandidat géif implizéieren.

Dat Zweet ass…

(Interruption)

Une voix.- …mat zéng Stonne géing et wahrscheinlech duergoen.

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Dat ass dat Eent. Et ass och, Här President, ech wëll soen, dass et net jiddereengem ginn ass Secouriste ze sinn. Ech kennen eng Rei Leit, déi, wa se eng Dréps Blutt gesinn, schonn nieft deemjéinege leien, dee blutt. An ech kennen eng Rei Leit, déi dat einfach net fäerdeg bréngen. Mä et ass jo och an der Proposition de loi virgesinn, dass de Minister kënnt dispenséieren. Ech mengen, dass een do relativ vill där Dispensë géif kréien.

(Interruption)

Mir organiséieren am Moment 125 Coursen am Kader vun der Protection civile. Och wann de Cours géif op zéng Stonne reduzéiert ginn, misst een awer Compte tenu vun der Zuel vun de Führerschäikandidate mat op d'mannst 500 zousätzleche Coursë rechnen, fir kënnen déi Propositioun do duerchzezéien. An ech stelle fest, dass souwuel dat didaktescht Material feelt, wéi awer och d'Enseignanten, am Moment wéinstens, a genügender Zuel net vorhanden sinn.

Et stellt sech dann drëttens och d'Fro vun der Prise en charge financière vun där Formatioun - eng Fro, déi muss tranchéiert ginn.

D'Regierung wäert awer, Här President, och wa se kritesch ass zu verschiddene Modalités d'exécution, am Kader vun der Ëmsetzung vun der Direktiv 2003/59 dofir suergen, dass déi professionell Chaufferen, déi eng obligatoresch Formatioun musse maachen, och eng Formatioun kréien, sou wéi den Auteur vun der Proposition de loi dat virgesäit, an op Basis vun der Experienz, déi do gewonne gëtt, kënnt een envisagéieren an enger nächster Phas eventuell déi Obligatioun op sämtlech Kategorië vun Usageren auszedehnen.

Dann huet déi Proposition de loi nach en zweete Volet, Här President, an dat ass dee fir eng Rei obligatoresch Équipementer an den Autoe virzegesi wéi en Triangle de sécurité, eng Trousse de secours oder en Extincteur. Do menge mir, dass een do net bräicht en extrat Gesetz ze maachen, mä dass ee kënnt op de Code de la Route sech baséieren, also op e Règlement grand-ducal, fir dat duerchzeféieren. Ech wäert d'Commission de la circulation beoptragen, deen Deel vun der Proposition de loi ze examinéieren an ze kucken, wéi een dat kënnt an de Code de la Route abauen, woubäi ech awer och muss opmierksam maachen drop, dass een dat dann eventuell nëmme sollt bei Ween virgesinn, déi nei immatrikuléiert ginn an net scho bei bestoenden Ween, well et soss awer zu engem Enkpass riskéiert ze komme beim Material respektiv zu Präisdeierechte bei dem Material.

Schliesslech, Här President, muss ech drop opmierksam maachen, dass op de Lëtzebuerger Strooss ronn 25% vun den Autoen, déi hei zirkuléieren, net zu Lëtzebuerg immatrikuléiert sinn, all déi Dispositiounen also op ronn e Véirel vum Fuerpark, deen hei zirkuléiert, net applicabel sinn. Wat den éischten Deel vun der Proposition de loi ugeet, déi Formatioun en matière vu Secouristen, do muss een och wëssen, dass 40% vun deenen, déi hei zu Lëtzebuerg zirkuléieren, kee Lëtzebuerger Führerschäin hunn an also op 40% déi Dispositiounen net applicabel wären.

Mä dat gesot, Här President, e Préjugé favorable fir de Prinzip. An de Modalités d'exécution hu mer eng Rei Problemer, wat den éischte Volet ugeet. Wat den zweete Volet ugeet, wäerte mer d'Commission de la circulation ustellen, dat ze examinéieren a gegebenenfalls Propositiounen ze maachen op Basis vun deene vum Här Strotz, fir et en droit ëmzesetzen.

M. le Président.- D'Diskussioun vun där virleiender Propositioun de loi ass domadder ofgeschloss a mir kéimen elo zur Propositioun de loi 5164 vum Här Niki Bettendorf iwwert d'Circulatioun op den öffentleche Weeër. Et si schonn ageschriwwen den Här Halsdorf, d'Madame Delvaux, déi Häre Rippinger a Jaerling an d'Madame Wagener. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Proposition de loi, den honorabelen Här Niki Bettendorf.

8. 5164 - Proposition de loi portant modification de l'article 12 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques modifiée par les lois des 2 mars 1963, 17 avril 1970, 1er août 1971, 7 avril 1976, 7 juillet 1977, 31 mars 1978, 9 juillet 1982, 3 mai 1984, 28 janvier 1986, 8 avril 1986, 7 septembre 1987, 15 janvier 1991, 21 décembre 1991, 1er juillet 1992, 27 juillet 1993, 26 août 1993, 18 mars 1997 et du 5 juin 1998

Présentation

M. Niki Bettendorf *(DP), auteur*.- Här President, wat mech zu däser Proposition de loi gefouert huet, dat sinn zwee Rapportë vum Réseau national d'information sur les stupéfiants et les toxicomanes, de Rapport RELIS genannt, wou erschreckend Zifferen drastoungen.

Do gëtt däitlech gesot, dass bei den Doudesfäll am Stroosseverkéier de Laboratoire national de Santé huet misse feststellen, dass an zwee verschiddene Jore bei tëschent 30 a 40% vun den Doudege bei Accidenter Drogen am Spill waren. Vereinfacht kann een dann och nach déi onschëlleg Doudeg am Stroosseverkéier dobäizielen, déi duerch d'Schold vun engem Drogéierten och leie bliwwe sinn, da komme mer wierklech op ganz erschreckend Zifferen, an ech mengen, dass mer do e ganz grousse Problem hunn an dass mer hei musse légiféréieren.

Ech hat mer d'Léisung einfach virgestallt. Ech hunn den Innenminister gefrot, ob en net kënnt d'Polizei mat Apparater équipéiere wéi et se am Ausland schonns gëtt fir festzestellen, ob en Drogéierten um Steierrad sëtzt oder net. Mir maache jo och de systemateschen Alkoholtest, an dunn hat ech da gemengt, et kënnt een och e systemateschen Drogekontrolltest maachen. Do krut ech natierlech geäntwert, dat géif net am Code de la Route stoen, an da misst de Code de la Route iwwer e Projet de loi geännert ginn. Okay, also fir keng Zäit ze verléieren, hunn ech eng Proposition de loi gemaach, déi ech lech da wëll hei exposéieren.

Ech muss nach drun erënneren, dass et schonns um europäeschen Niveau vill Initiative gëtt an däser Richtung, zum Beispill steet an enger europäescher Direktiv, déi säit 1996 a Kraaft ass, dass een de Führerschäin net kritt oder net erneiert kritt, wann een drogenofhängeg ass oder regelméisseg Drogen hëlt. De Conseil de l'Europe huet e Kooperatiounsgrupp 1999 agesat fir ze ënnersichen, wat fir eng Apparater der Police kënnen zur Verfügung gestallt ginn, fir illegal Drogen am Stroosseverkéier kënne festzestellen. De Conseil de l'Europe tendéiert och zu enger Nulltoleranz als méiglech Optioun.

Ganz vill europäesch Länner hunn elo och légiféréiert. Mir sinn zéng Länner bekannt, mat ënnerschiddleche Gesetzgebungen, zum Beispill dem Contrôle inopiné an e puer Länner. D'Police muss e Soupçon hunn an anere Länner. An England ass de Contrôle méiglech bei enger Infractioun zum Code de la Route oder bei engem Accident, an Italien och beim Accident oder wann ugeholl ka ginn, dass een ënner Drogenafloss um Steier souz, do kann ee souguer an Italien bis zu zéng Joer Prisong kréien. Den negativen Effekt vun der Drogeconsommatioun, de Stupéfianté beim Autofueren, ass an alle Laboratoiren zréckbehale ginn. Et huet kee Wäert och hei vu liichten oder méi schwéieren Drogen ze schwätzen. Mir musse wëssen, dass haut Cannabis, deen um Maart ass, ronn 25% méi staark a schiedlech ass wéi dat nach virun e puer Joer de Fall war.

Mir mussen och wëssen, dass Drogen um Steier ganz ënnerschiddlech Wierkungen hunn. Bei deenen engen Droge gëtt ee schléifreg, bei deenen anere gëtt een euphoresch. D'Drogen hunn en Afloss op d'Reaktiounszäit. Et gëtt och ëmmer fir deen, deen Droge geholl huet, méi schwéier fir komplex Tâchen auszeféieren. A wat besonnesch an d'Woschuel fält, ass d'Drogeconsommatioun zesumme mat Alkohol, wou de Risikofaktor zu e puermol, dräi- bis véiermol, muss multiplizéiert ginn.

An der Proposition de loi gëtt sech op den Dépistage vun Drogen um Steier un den Dispositif Alkohol um Steier ugelehnt. Zum Beispill e systematesche Contrôle bei Accidenter mat Kierperschied, dat ass haut einfach nëmmen eng Possibilitéit. D'Police grand-ducale ka Kontrollen aus eegener Initiativ ënnerhuelen oder op Instruktioun vum Procureur. Et ass en Délit zréckbehale ginn, wann ee fiert ënner Drogenafloss, mat deselwechte Strofe wéi beim Alkohol.

Verschidde Kontrollen, an dat muss ee soen, sinn awer net ganz einfach auszeféieren, zum Beispill wat den Urintest ubelaangt. Do ass et zum Beispill an der Belsch de Fall, déi hu spezial équipéiert Camione mat deenen se laanscht d'Strooss fueren, wou dann den Urintest virgeholl gëtt. Dir kënnt lech jo virstellen, wéi eng Aufgab, wéi eng Aarbecht, dass dat fir d'Police ass! Dat ass eng laangwiereg, eng schwiereg Aufgab, wou da ganz vill Agentë musse vun der Strooss ofgezu ginn, déi da fir aner Tâchen net méi zur Verfügung stinn.

Eng éischt Äntwert och op dës Problemer vun der Drogeproblematik um Steier ass d'Formatioun vun den Offizéier a vun den Agents de police judiciaire. Ech weess och, dass scho ganz vill vun eise Leit am noen Ausland esou Formatioune matmaachen. Et kann een haut och schonn iwwer verschidden Tester en éischten Tri maachen, wou een da gesäit, ob een ënner Drogenafloss steet oder net. Eenzel „Länder" an Däitschland hu ganz kleng Apparater, déi sinn 13 cm grouss, zéng Gramm schwéier, a mat deene kann een iwwert de Speicheltest oder de Schweesstest feststellen, ob ee Cannabis, Kokain, Opium oder Amphetamine konsuméiert huet. Esou en Apparat, genannt DrugWipe II, gëtt an Däitschland fabrizéiert an deen huet e Präis vun zéng Euro d'Stéck.

Erlaabt mer, Här President, e kuerze Kommentar zu den Artikelen an der Proposition de loi ze maachen.

En éischten Artikel: Am Code de la Route soll eis Police d'Méiglechkeet kréien, d'Leit aus dem Verkéier ze zéien, déi ënnert Droge fueren. Et ginn haut fiabel a schnell Tester fir dat festzestellen. Eis Police muss mat spezial Apparater équipéiert ginn. Eis Police muss och preventiv Kontrolle kënne maachen. Wann natierlech Speichel- oder Schweesstester positiv sinn, da kann och dee betreffenden Autofuerer awer e Géigentest verlaangen. Hie kann och verlaangen, dass iwwer eng Bluttprouf festgehale gëtt, ob en drogéiert war oder ob en et net war.

Wou déi technesch Referenze vun den Apparater beschriwwe ginn, wat Speicheltest oder Schweesstest ubelaangt, a wou d'Konditioune festgehale ginn, wéi d'Apparater ze bedénge sinn, dat hunn ech och an der Proposition de loi beschriwwen. Et steet nach dran, dass och Foussgänger, déi an en Accident implizéiert sinn oder waren, kënne getest ginn, wa se en anormaalt Behuelen hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech erlabe mer nach op e Colloque hinzeweisen, deen de 26. September d'lescht Joer am Centre universitaire stattfonnt huet, ënnert der Schiermherrschaft vum Transportminister, dem Gesondheetsminister an dem Direkter vum Laboratoire national de Santé, ënnert dem Titel „Les drogues au volant“, mat lëtzebuergeschen an och auslänneschen Experten, e ganz gudde Colloque wou och een emol huet missen zur Konklusioun kommen, dass d'Kontroll vun den Drogen um Steier wichteg ass.

Ech hu scho gesot, dass och eis Police a bestännegem Kontakt am am Training ass mat enger Rei vun Nopeschlänner. Ech mengen dofir och, dass meng Proposition de loi sollt en Ustouss ginn, fir dass mer och hei zu Lëtzebuerg légiféréieren. Et ass Zäit dofir. Meng Proposition de loi kann d'Basis sinn zu engem richtege Projet de loi, deen an dës Richtung geet.

Eis Lëtzebuerger Association „Victimes de la route“ huet mer och geschriwwen a mer félicitéiert fir dës Propositioun. Si ass och éischter der Meenung, dass ee soll zur Nulltoleranz tendéieren. Hire President huet ofgeschloss mat engem Zitat, dat ech hei wëll erëmginn, an deem e seet: „Deen dee fiert, deen hëlt keng Drogen, deen deen Droge geholl huet, dee fiert net.“

Dat war hir Approche, an Dir Dammen an Dir Hären, ech géif mer wënschen, dass mer op dësem Gebitt esou schnell wéi méiglech géife légiféréieren, well et schéngt mer déck Zäit ze sinn, wa mer net den Uschloss mam Ausland wëlle verpassen.

Merci.

M. le Président.- Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här Jean-Marie Halsdorf agedroen. Den Här Halsdorf huet d'Wuert.

Discussion

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Bettendorf huet d'Problematik an engem legislative Kontext an Europa ganz gutt positionéiert. Am Fong geholl geet et jo drëm fir d'Verkéierssécherheet an eisem Land ze erhéijen. Déi steet hei am Mëttelpunkt an de Minister, den Här Grethen, huet jo Campagnë gemaach an der leschter Zäit an doriwwer eraus och den Innenminister, den Här Wolter, wou se gekuckt hunn, ob d'Leit mam GSM am Auto telefonéieren, ob se de Gurt un hunn, ob se ze schnell fueren oder ob se Alkohol konsuméiert hunn.

De Prinzip also fir d'Stupéfiantsproblematik, wann een e Gefier fiert, ze kontrolléieren, mécht Sënn an hei solle jo dann d'Stupéfianten, Stil Marihuana oder Cannabis, Stil Kokain, Amphetaminen an och d'Opiumderivater, wéi de Morphium zum Beispill, gekuckt ginn.

Dës Problematik sprécht sécherlech méi jugendlech Leit wéi eeler Leit un an et si jo och Etüde gemaach ginn Enn der 90er Joren. Déi stinn och an der Proposition de loi an et mécht Sënn déi eng Kéier hei ze répétéieren. Do ass festgestallt ginn, dass 34,9% vun deene Leit, déi Accidenter maachen, Stupéfianten huelen. D'Accidenter ginn a leschter Zäit an d'Luucht an et gesäit ee ganz kloer, dass Cannabis geholl gëtt, an de Risque, wann ee Cannabis hëlt fir en Accident ze produzéieren, ass 2,5-mol méi héich, wéi wann ee keen hëlt, a wann een derbäi nach Alkohol drénkt, da geet et op 4,8-mol méi héich. Den Här Bettendorf huet dat jo virdrun och gesot an dat weist also kloer, dass hei Stoff ass fir ze reagéieren.

Iwwerhaapt wann ee Berouegungsmëttel hëlt gëtt praktesch mol zwee de Risque vun engem Accident vergréissert a wann ee Morphium hëlt, gëtt et mol néng. Mä grad beim Produit Morphium gesäit ee wéi komplex d'Problematik ass, well Leit, déi zum Beispill kriibskrank sinn, kréie ganz oft Morphiumderivater géint d'Péng. Dat ass och gutt esou, dat ass e ganz gudde Produit, e ganz gudden Analgésique an do muss een da kucke wéi eng Nuancen, wann ee légiféréiert, een do erabréngt, fir och deene Leit eng Chance ze ginn, fir hei net falsch Konklusiounen ze zéien. Iwwerhaapt spillt de Volet Medikamentekonsum eng grouss Roll wann een Auto fiert. Ech wëll herno och nach kuerz dorop agoen.

Sécher ass et richteg ze légiféréieren. Sécher ass et och net richteg an Etappen ze légiféréieren an dat soll och hei geschéien. D'Stupéfianten, ech hat et gesot, de Marihuana ass deen, deen am meeschte benotzt gëtt, deen am meeschte konsuméiert gëtt a wann een d'Leit vun der Polizei freet, dann deelen déi kloer mat, dass bei villen Accidenter de Marihuana mat am Spill ass, an dass déi Jugendlech am Mëttelpunkt stinn.

Dann huet een zwou Approchen. Et kann ee reagéiere wann en Accident ass, respektiv wa manifest Symptomer do sinn. Et kann een awer och den Dépistage maachen. Ech mengen, et géif Sënn maachen hei konsequent en Dépistage anzeféieren, esou wéi en an Däitschland elo scho gemaach gëtt, an a verschiddene Länner, wéi den Här Bettendorf gesot huet, a wou gutt Resultater virleien, wann iwwert de Spaut an iwwert de Schweess gekuckt gëtt, ob déi Leit konsuméiert hunn oder net. Hei zu Lëtzebuerg ass dat jo net méiglech. Et ass keng gesetzlech Basis do. Déi eenzeg Kontrollen, déi hei gemaach ginn, sinn déi vum Blutt. Also ganz kloer, e Jo zu där Démarche, e Jo fir ze légiféréieren.

Mir hunn awer och eng grouss Donkelziffer, an dat ass déi vum Medikamentekonsum. Do ass et e bësse méi komplex, well do si medezinesch Indikatiounen do fir Leit, wat bei de Stupéfianten net de Fall ass. Stupéfianten hëlt een einfach, well dat engem Freed mécht, mä net aus enger medezinescher Indikatioun eraus. An hei ass dat berühmte Wuert wat mer alleguerte gutt kennen, dat sinn déi berühmte Benzodiazépinen: den Temesta, Valium a Kompanie.

Wann een zum Beispill hei am Land kuckt, an dat si Chifferen, déi net falsch sinn, Tranquillisanten an Hypnotiquen, dat ass een Deel vu Benzodiazépinen, dat si se emol nach net alleguerten, do sinn déi neiste Chiffre folgend: Mir hunn hei zu Lëtzebuerg 100 Unités doses, et kann een et och nennen 100 „defined daily doses“, pro Dausend Awunner pro Dag. Dat heescht, wann ech dat an Zuelen ausdrécken, wann ech dat statistesch ausdrécken, 10% vun der Populatioun huelen esou Benzodiazépinen, wann natierlech nëmme jidderee géing eng Dose huelen. D'Leit huelen awer méi wéi eng Dose. Dofir ass esou eng einfach Formuléierung mat 100%eg richteg, mä stellt lech vir, vun dausend Leit huelen der honnert Dosen. Dat beweist also wéi grouss d'Erausfuerderung ass an et beweist wou de Problem nach läit.

Dee Problem gëllt et och eng Kéier unzegoen. Dat wëllt awer net heeschen, datt mer deen heite sollte vergiessen, mä et weist awer, datt mer wierklech e gravë Problem hunn, Här Minister, an do musse mer kucken eppes ze maachen.

Op där anerer Säit, wa mer wëllen déi Politik maache mat deene klenge Schrëtt, da musse mer emol eng Formatioun maache vun der Polizei. Déi Leit musse geschult ginn, esou wéi se beim Alkohol geschult ginn, an dat dierft och kee Problem sinn. Mir sollen eis awer ëmmer bewosst sinn, dass mer net sollen iwwerdreiwen. Wa mer nämlech iwwerdreiwen, hu mer op eng Kéier eng ganz Palette vun Analysen ze maachen. Da steet e Chimiste bei der Strooss an dee mécht dann all déi Tester. Et soll ee sech däers ëmmer bewosst sinn.

Wat d'Ëmsetzen ugeet, ass et kloer, dass d'Commission de la Circulation de l'État muss dat Reglement ausschaffen an den Däiwel läit hei ganz oft am Detail, fir dass mer Prozedure kréien an dass mer eng systematesch Analys kënne maachen. Dat ass de Problem wéi en existéiert.

Awer ech mengen, et wier och an eiser Partei e grousse Konsens do, fir dee Wee ze goen an an dësem Sënn ze légiféréieren.

Ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Als nächst Riednerin ass d'Madame Mady Delvaux agedroen. D'Madame Delvaux huet d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres *(LSAP)*.- Merci, Här President, et ass eng interessant Proposition de loi, déi den Här Bettendorf gemaach huet, fir de Konsum vun den Droge gläichzestelle mam Konsum vun Alkohol wat d'Behuelen am Verkéier ugeet, och wann ee sech eigentlech d'Fro ka stellen, vu dass d'Droge jo souwisou verbuede sinn hei zu Lëtzebuerg, muss een dann extra légiféréiere wat den Usage vun Drogen ugeet, wann een um Steier sëtzt?

Mä ech mengen, dass et richteg ass fir d'Realitéiten ze kucken, dass et einfach e Gesellschaftsphenomeen ass, dass mer relativ vill Leit zu Lëtzebuerg hunn, déi Drogen huelen an dass dat am Allgemengen net gutt ass fir si, fir hiren Équiliber, fir hir Gesondheet, mä dass et haaptsächlech och eng grouss Gefor ass wa se dann um Steier vun engem Auto sëtzen. Dofir mengen ech, dass een dee Problem soll ugoen och um legislative Wee, well mir hunn trotz ville Beméiungen nach ëmmer ze vill Doudeger op eise Stroossen. Ech mengen, dass d'Sécurité routière een Domän ass wou mer sécher kënnten eis nach verbesseren an eise Performancen, a mir wëssen och, dass een ënner Drogenafloss, wat jo ganz oft jonk Leit sinn, tendéiert sech selwer ze iwwerschätzen, d'Vitesse nach méi ze pousséieren, dass ee seng Reflexer net onbedéngt kontrolléiert. Dat alles ass gewosst.

Ech géif soen, mir sollten op dee Wee goen. Ech wëll och vun der sozialistescher Partei aus soen, dass mir bereet sinn do matzegoen. D'Fro stellt sech allerdéngs, ob mer en einfacht Instrument fanne fir dat ze moossen. Am Alkohol hu mer eng laang Erfahrung. Et ass relativ einfach. Dat sinn Instrumenter wou een eng Kéier kann dra blosen an dat ass relativ fiabel, a wann een dann net d'accord ass mat deem Test, gëtt duerno eng Bluttprouf gemaach.

Ech sinn elo net Spezialist an all méiglechen Équipementer, déi et gëtt, mä ech mengen awer, dass et geféierlech ass fir de Leit einfach esou Instruktioune mat op de Wee ze ginn, fir ze soen, elo kuckt der, ob ee sech anormal behëlt a wa seng Reflexer komesch sinn, fir dann e Bluttest oder en Urintest ze maachen. Dat gëtt ganz opwändeg, esou datt meng Äntwert jo wär zu esou engem Gesetz, à condition dass mer eis Police schnell, bëlleg, mat einfach manipulablen a fiablen Apparate kënnten équipéieren, fir dass dat och effikass ka sinn am Gebrauch.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jean-Paul Rippinger agedroen. Den Här Rippinger huet d'Wuert.

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt eigentlech nëmmen hei e puer Wuert soen zu der Proposition de loi vum Här Niki Bettendorf. Fir d'alleréischt emol, dass ech e félicitéiere fir déi Initiativ, déi e geholl huet, dass an zweeter Linn eis Fraktioun absolut hannert där Proposition de loi steet, dass mer awer och wësse wat fir juristesch Schwieregkeeten se matbréngt an zur gläicher Zäit, dass se ofgeschwat war mat eisem Minister vum Transport, wou mer souwisou woussten, dass e schonn amgaang wier e Projet de loi ze élaboréieren.

Mir sinn awer der Meenung, dass et wichteg ass op dës Problematik hinzeweisen, an dat huet den Auteur vun der Proposition de loi och gemaach. En huet sech baséiert op zwee Rapporten, de Rapport vum Réseau national d'information sur les stupéfiants et les toxicomanies vun 2002, dee feststellt, dass an deene leschte Joren den Drogekonsum haaptsächlech bei de Jugendlechen an d'Luucht gaangen ass an dass d'Altersgrenz vun deenen, déi fir d'éischte Kéier a Kontakt mat Droge kommen, ëmmer méi erofgeet.

Et ass dann och festgestallt ginn an engem deemselwechte Rapport vun 2001, dass 1995 bei 30,3% vun de Fäll, wou eng Expertise bei engem Autosaccident gemaach ginn ass, Spuere vu Cannabis am Blutt fonnt gi sinn. 2000 louch den Taux bei 48%. Et wier natierlech wichteg - an den Här Bettendorf huet hei eng Rei vu Länner opgezielt; ech mengen, et sinn der 10, wou schonn esou Législatioune bestinn -, dass et op dem europäesche Plang zu enger Harmonisatioun oder enger Uniformisatioun vun der Législatioun kënnt. Dat ass awer elo net de Fall, sou dass Lëtzebuerg muss seng eegen Initiativen huelen.

Et ass natierlech engersäits d'Repressioun. Dat ass richteg. Mä wann ech soe Repressioun, dann hu mer momentan keng gesetzlech Basis, an dofir ass et ganz richteg, dass ee muss eng Modifikatioun vun den Dispositioune vum Code de la Route virhuelen, fir dass eben an Zukunft och de Konsum vun Drogen hannert dem Steier verbuede gëtt mat deenen noutwendege Condamnatiounen dann a Sanktiounen, déi dorunner hänken, an zu gläicher Zäit mat enger Interdiction de conduire. Dat, wat mer an d'Législatioun dann asetzen ass den Délit de conduite sous l'empire de stupéfiants.

Et ass also d'Méiglechkeet engersäits en Dépistage ze maachen, vun deem hei ganz vill geschwat ass ginn. Et ass awer op där anerer Säit och net esou einfach. Loosse mer eis dees bewosst sinn. Mä et kann een effektiv de Vergläich maache mat deem, wat ënnert der Conduite sous l'empire d'alcool oder sous l'influence de l'alcool geschitt, dass also déi Leit, déi ënner Drogenafloss mam Auto fueren, d'selwecht bestrooft gi wéi déi, déi Alkohol konsuméiert hunn.

Engersäits ass et jo wéi gesot d'Repressioun, wou mer d'accord sinn, fir dat ze maachen. Mä et ass awer och net beim Dépistage einfach nëmme fir d'Leit ze emmerdéieren. Also, et soll ee kucken do, wou déi Unzeeche sinn, dass een ënnert Drogenafloss fiert oder gefuer ass, dass dann déi Kontrolle gemaach ginn. Mä ech mengen, et muss een awer och oppassen, dass een net einfach eng Kontroll mécht, wou da 500 Leit kontrolléiert ginn eleng nëmme fir ze kucken, ob se ënner Afloss vun Droge fueren. Do muss mer also och oppassen. Dat ass eng gewësse Problematik, iwwert déi ee muss natierlech diskutéieren. Ech sinn och der Meenung, dass den zoustännege Minister eis Propositiounen an deem Sënn mécht.

Op jidde Fall ass déi Initiativ belobegend ervirzehiewe vu mengem Fraktiounskolleeg, dem Niki Bettendorf. Mir stinn hanner senger Proposition de loi. Mir wëssen, dass de Minister amgaangen ass en Text auszeschaffen, sou dass d'Parlament awer elo nach virum Enn vun dëser Legislatur oder an där nächster Legislatur mat engem besagten a juristesch fondéierten Text ka befaasst ginn, dee mer hei kënnen diskutéieren an och stëmmen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll och dem Kolleeg Niki Bettendorf seng Initiativ begréissen, dass en hei eng Proposition de loi mécht, wou en am Fong déi sou genannte richteg Droge mam Alkohol wëllt gläichstellen, well ech och der Meenung sinn, dass den Alkohol scho laang keng douce Droge méi ass a gradesou vill Schued…

(Interruption)

Här Minister, och wa verschidde Situatiounen nëmme mat Alkohol ze erdroe sinn, esou kann en awer vill Schued uriichten.

Une voix.- Hei an der Chamber gëtt et keen Alkohol.

(Interruption)

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Ech géif mengen, dass den Här Bettendorf awer a senger Approche richteg läit an dass ee soll versichen all Schuedstoffer, déi de Mënsch kënnen dozou féiere fir Déliten ze maachen, an de Grëff ze kréien.

Wat ech bedaueren, ass natierlech, dass mer ëmmer méi missten de Wee vun der Repressioun goen, fir am Fong kënnen och preventiv ze wierken. Ech mengen, dat ass de Problem. Wann ech vu preventiv schwätzen, esou feelt mer am Fong e bëssen an dem Här Bettendorf senger Proposition de loi dat Preventivt. Dorënner verstinn ech de Contrôle médical zum Beispill beim Führerschäin, ier een e mécht.

Do wësse mer jo awer alleguer - ouni den Dokteren elo eppes wëllen ze ënnerstellen -, wéi déi Zertifikaten ausgefëllt ginn, dass do heiansdo net esou en intensive Contrôle médical gemaach gëtt, wéi dat eigentlech vläicht misst sinn, an dass eventuell kënnt an deem Contrôle médical scho virgebaut ginn an och zum Beispill den Drogentest vläicht mat kënnt dra sinn. Da kënnt ee preventiv wierken an och vläicht schonn am Virfeld eng Rei vu Leit vun der Strooss loossen, déi a Gefor komme fir ënner Drogekonsum ze fueren.

Och soll awer ganz gutt opgepasst ginn, dass dat Gesetz hei elo net - an do musse mer ganz virsiichteg sinn - mëssbraucht gëtt, fir elo just Juegd op déi Jonk ze maachen, déi mam Auto fueren. Ech mengen, dat wier dee falsche Message. Et soll net falsch verstane ginn. Et soll wierklech verstane ginn, dass et

soll preventiv sinn, dass wierklech all Substanzen, déi schiedlech si fir de Mënsch, sollen op der Säit gelooss ginn, wann ee mat engem Auto fiert, oder wann een egal mat wat op d'Strooss geet. Den Här Bettendorf huet net nëmmen d'Autoe gemengt, mä och d'Päerd net vergiess. Also och wann ee mat engem Päerd kënnt an et ass een e bësse bekifft, och da kann een ugehale ginn a laut sengem Gesetz appréhendéiert ginn.

(Interruption)

Ech wëll awer nach drop hiweisen, dass et eng Rei Substanze gëtt, déi och mat deem do Test net detektéiert ginn. Ech mengen, déi Tester sinn am Ausland wuel kontrolléiert. Mä och mat deem do Test kann net alles nogewise ginn, an do falen eng Rei Medikamenter drënner, déi zum Beispill Süchteger als Iwwerganksmëttel huelen, wa se net un hiert Suchtmëttel kommen. Déi falen och dodrënner. Déi si weder iwwert de Schweess nach iwwert de Spaut ze kontrolléieren. Och wat d'Bluttprouwen ubelaangt, sou wësse mer, dass och do ka gefuddelt ginn. Ech kéint lech do e puer Tricken zielen, wéi een eng Bluttprouf kann onwierksam maachen, wann ee süchteg ass.

(Interruption)

Dat weess all Dokter, dat weess jiddfereen, deen Drogen hëlt. Ech géif lech bieden, Här Minister, lech do ze ëmfroen, wéi einfach, dass et ass och bei de Bluttprouwen ze fuddelen.

Mä wat e bëssen an der Diskussioun feelt a wat een awer och eng Kéier misst analyséieren, dat sinn net nëmmen déi Affer, déi et gëtt bei Accidenter duerch Sucht, mä och déi absichtlech Accidenter, dat heescht Tentatiounen de suicide duerch d'Anhuele vu Suchtmëttelen, duerch Excitatioun, zum Beispill iwwer Ecstasy, an all déi Mëttelen, déi geholl gi fir sech d'Nuecht duerchzepeitschen. Ech mengen, all dat bedéngt awer trotzdeem nach genauer Analysen.

Dofir ass et och ze begréissen, dass déi Proposition de loi wierklech hei vun all Mënsch acceptéiert gëtt, mä dass mer se nach am Fong wäerten ausschaffen, an all Detailer, déi domadder zesummenhänken, ganz kloer analyséieren, fir dass mer dann effektiv eng Proposition de loi kréien, déi net nëmmen e repressive Charakter kritt, mä déi awer och zum gréissten Deel preventiv ka wierken.

Dofir nach eng Kéier, Här Bettendorf, all Félicitatioune fir Är Propositioun de loi.

M. le Président.- Als lescht Diskussiounsriednerin ass d'Madame Renée Wagener agedroen. D'Madame Wagener huet d'Wuert.

Mme Renée Wagener *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Ech wëll virausschécken, datt ech mech bei menger Interventioun hei largement inspiréieren un engem Artikel aus enger Wochenzeitung. An dësen Zäiten ass et vläicht besser, wann een dat ëmmer direkt seet - quitte datt ech den Artikel selwer geschriwwen hunn, mä dann ass déi Saach awer kloer.

(Interruptions)

Här President, ech maachen dat, well deen Artikel ëm dee Colloque gedréint huet, dee virdru schonn hei ernimmt ginn ass, nämlech dee Colloque ënnert dem Titel „Drogues au volant", dee ganz interessant war, dee leschten Hierscht stattfonnt huet, a wou ënner anerem den Här Robert Wennig, de Responsabele vum Laboratoire de toxicologie am Laboratoire national vun der Santé eng Rei vun interessante Chifferen op den Dësch geluecht huet. Den Här Bettendorf huet se virdru kuerz ugeschnidden. Ech mengen och, dass déi Chifferen duerchaus Grond ginn, wann et net scho virdru Grond ginn ass, fir esou eng Proposition de loi anzereechen. Ech kann natierlech am Numm vun deene Gréngen och nëmmen déi Propositioun hei ënnerstëtzen.

Wann ee sech awer déi Ziffere méi genau ukuckt, da misst ee vläicht e bëssen nuancéieren. Ech ginn lech just zwee Beispiller. Déi éischt Etüd, déi gemaach ginn ass, betrëfft d'Bluttanalyse vu Chaufferen, déi an Accidenter verwéckelt waren a wou e Verdacht - ech betounen: e Verdacht - op illegalen Drogekonsum virlouch. Wann dann do getest ginn ass, dann ass erauskomm, dass a quasi 40% vun de Fäll Cannabis am Spill war an awer och an 39% Alkohol, duerno koumen dann d'Benzodiazépinen, Heroin, Methadon, Kokain. An natierlech, wann ee sech d'Statistiken ebe genau ukuckt, da gesäit een, datt een iwwer 100% kënnt. Dat heescht, dass eigentlech Cocktaile vun deene verschiddene Substanzen am Spill waren.

Et gëtt dann awer nach eng zweet Etüd an déi ass vum ëmgedréinte Verdacht ausgaangen, nämlech vum Verdacht op Alkohol.

An do gesäit d'Saach dann erëm e bëssen anescht aus. Do haten d'Forces de l'ordre dann tatsächlech ganz gutt viséiert, well do waren 88% vun de Fäll wou Alkohol festgestallt ginn ass an awer nëmmen 10% Cannabis souwéi och 10% Benzodiazépinen. Esou dass een also gesäit, dass déi Statistiken, déi mer virleien hunn, eigentlech kee Gesamtbild erëmginn, respektiv vläicht missten an Zukunft anescht virgeholl ginn.

Déi Iddi fir fir d'éischt vun engem Verdacht op eng gewësse Substanz auszegoen an dann eréischt no deenen anere Substanzen ze kucken, ass wahrscheinlech net déi bescht. Et misst een direkt vun Ufank u soen: Do ass e Verhalen, wat op Drogen - illegal oder legal - schléisse léisst, an da kucke mer déi Substanzen alleguerten, da géif ee wahrscheinlech op méi e realitéitsnot Bild komme wéi dat bei den aktuelle Chiffere méiglech ass, déi iwwregens och wahrscheinlech net representativ an deem Sënn sinn, dass d'Zuel vun de Leit net héich genuch ass. Dat gesot, wëll ech awer net de Problem verharmlosen. E wichtege Punkt, deen hei also am Spill ass, dee misst sécherlech awer verbessert ginn, dat ass dann also dee fir dat Gesamtbild ze kréien, wat mer haut net hunn.

Deen zweete Punkt ass dann dee weideren Ëmgank mat der Problematik, an do mécht den Här Bettendorf jo dann eng Rei vu Propositiounen, wou e sech, géif ech emol soen, haaptsächlech u Frankräich an un der Belsch inspiréiert. A Frankräich ass et jo mëttlerweil esou, dass d'Chaufferen no engem Accident mat Kierperverletzung oder déidlechem Ausgang systematesch getest ginn. A wann deen Test da positiv ausfält, da spillt de Prinzip vun der Tolérance zéro, da gëtt een dofir belaangt, an et gëtt och herno gekuckt, wann ee säi Führerschäin nees gären erëm hätt, ob een tatsächlech abstinent war. Zum Beispill duerch Hoerprouwe gëtt dat da kontrolléiert. Also dat geet relativ wäit.

An der Belsch, dat fannen ech eng relativ interessant Approche, gëtt am Fong méi eng preventiv Schinn „roadside"-Tester gemaach gi vun deenen den Här Bettendorf virdrun och geschwat huet. Do gëtt da fir d'éischt e Verhalenstest mat de Leit direkt op der Plaz gemaach, dat heescht si ginn ugehale mat hirem Auto, si mussen op der Strooss oder niewent der Strooss déi üblech Tester maache wéi mam Fanger op d'Nues weisen oder op engem wäisse Stréch goen. Et gëtt nach eng Rei vun aneren Tester, an domat kann een erausfannen, ob eng Persoun nach am normalen Zoustand ass oder net. Ass se dat net méi, da kënnt deen nächsten Test, an do si mer da bei deene Pipistester, déi och scho virdrun erwähnt gi sinn an déi an der Belsch eben dann och sur place stattfannen.

Op dee Wee wëllt den Här Bettendorf awer anscheinend net goen, an ech hu mech am Fong gefrot firwat, well hie gräift léiwer op Spaut- a Schweesstester zréck, déi awer, wéi d'Literatur et beweist, net esou effikass si wéi d'Pipistester. An ech zitéieren hien aus senger Propositioun de loi: „Il semble difficile d'envisager, comme le font pourtant certains pays étrangers comme la Belgique, l'installation au bord des routes de véhicules à l'intérieur desquels se pratiqueraient les tests urinaires." Ech muss soen, ech gesinn am Fong do net esou richteg wou déi Schwieregkeet soll leien, wann ee schonn op de Wee geet fir déi Kontrollen do ze maachen. Mä bon, vläicht gëtt et an Zukunft och besser Tester wat Schweess a Spaut betrëfft, fir dann deen doten delikate Problem kënnen ze léisen.

Mir mengen als Gréng, dass et sënnvoll ass, fir d'Kontroll iwwer Drogen um Steier méi systematesch ze organiséieren an hei fir eng gewësse Egalitéit och ze suergen, dat heescht, dass net nëmmen déi Leit, déi Alkohol konsuméiert hunn, kontrolléiert ginn, mä Egalitéit dat heescht dann awer och wierklech Egalitéit. Wann ee sech nämlech d'Tendenz ukuckt an der gesamter EU, da stellt ee fest, dass sech do e bëssen op e bestëmmtent Bild vum typeschen Drogekonsument ageschoss gëtt.

Ech hu virdrun d'Beispill vun der Belsch genannt, wou am Moment dann haaptsächlech esou ronderëm d'Discoen oder do wou jonk Leit sech zesummefannen déi „roadside"-Tester gemaach ginn. An Däitschland ass et anscheinend och esou, dass wa Stroossekontrolle gemaach ginn, dass da geziilt jonk Chaufferen erausgepickt ginn, waméiglech nach där déi vaguement no Cannabis ausgesinn, esou wäit wéi een dat ka wëssenschaftlech feststellen.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

An Éisträich ass et mëttlerweil och esou, dass et en ënnerschiddlechen Taux d'alcoolémie gëtt fir Jonker, dat heescht deen Taux ass méi niddereg wéi dee fir méi eeler Chaufferen, esou dass een am Fong ka soen, dass d'Phantombild no deem hei gesicht gëtt dat ass vun engem jonke Partygänger, dee sech mat Cannabis an Ecstasy zougeknallt huet a waméiglech nach e bëssen Alkohol driwwergeschott huet.

D'Wierklechkeet ass awer net ëmmer déi doten, an d'Lëtzebuerger Statistike weisen dat och. Wann ee sech déi Alterskategorien ukuckt, déi bei den déidlechen Accidenter vertruede sinn, da stellt ee fest, dass de Grupp vun deene Leit, déi tëschent 31 a 40 Joer al sinn, méi concernéiert ass mëttlerweil wéi dee vun 18 bis 24, an dass och d'Proportioun vun deene Leit, déi tëschent 41 a 50 sinn, eropgeet.

A wann ee sech dann nach an Erënnerung rifft, wat ech virdru gesot hunn, a wat den Auteur vun der Propositioun och scho gesot huet, dass d'Benzodiazépinen eng wichteg Roll och an där Problematik hei spillen, da mengen ech kéint ee soen, dass d'Phantombild vläicht en anert ass, oder dass et nach eent gëtt, nämlech dat vun deem gudde Lëtzebuerger, dee seng zéng bis 15 Humpen eran huet an dee vläicht emol guer net driwwer nodenkt, dass en och nach säi Valium a seng Tranxene geholl huet, wann en owes spéit heemfiert.

Här President, mir soen also Jo zu enger Gläichbehandlung, mir soe Jo zu méi Repressioun op deem Gebitt, an ech denken, dass mer dat och eigentlech beim Alkohol soen, an do misst ee vläicht méi konsequent dann och op deem Niveau sinn, an do wéilt ech just ganz kuerz d'Problematik vum Taux d'alcoolémie uschwätzen, wou mir eis dofir ausgeschwat hunn, dass deen och zu Lëtzebuerg soll op 0,5 erofgesat ginn a wou mer awer leider feststellen, dass do dann d'Bereetschaft net esou grouss ass bei dëser Regierung a bei dësem Transportminister, fir dat ze maachen.

Dräi Konklusioune kéint een heirauser zéien: Engersäits, dass déi Biller, déi ech elo grad beschriwwen hunn, mussen differenzéiert ginn, dass zum Beispill d'Konzepter wéi „Chauffer fir en Owend" sech net nëmme sollen u Jonker wenden, mä och un eeler Leit, déi Party maachen oder déi einfach nëmmen entzwousch erausginn. Een zweete Punkt ass, dass esouwuel fir illegal Droge wéi och fir den Alkohol oder aner Droge wéi Medikamenter muss systematesch kontrolléiert ginn, an dass déi „roadside"-Tester ebe méi global solle stattfannen. Iwwregens weisen ech do och nach drop hin, dass et um europäeschen Niveau e Projet gëtt, dee ROSITA heescht, a wou eng Rei vun europäesche Länner scho matmaachen, wou sech da Lëtzebuerg och kéint drun uschléissen, fir do e bësse méi harmoniséiert virzegoen.

Op alle Fall ass et esou, dass déi „roadside"-Tester jo net op Uerder vum Parquet ausgefouert ginn, an dat ass och eng Fro, déi mer eis dann zu Lëtzebuerg misste stellen, ob mer net preventiv Tester dann allgemeng kënne maachen. Zum Beispill och wa Wäifester doruechter stattfannen, dat ass zu Lëtzebuerg jo nach ëmmer e ganz grousse Problem, dass dann awer gemengt gëtt, dat wär net esou schlëmm, do bräicht een dann net aktiv ze ginn, an dass een ni esou en Uerder vum Parquet virleien huet, fir dann esou Tester ze maachen.

Dee leschte Punkt, dat wär fir déi Dépistagen - déi féiere jo dann zu deene Statistiken, déi mer herno kréien - d'office, wéi ech virdru gesot hunn, op déi ganz Palette vu Stoffer ze bezéien, déi d'Fahrverhale kënne beanträchtegen. An deem Sënn, Här President, schwätze mir eis fir eng Propositioun aus, déi an déi Richtung geet. Mir si ganz gespaant, ob deen Text, deen eis dann de Minister wäert virleeën, eben och esou breet ugeluecht ass wéi mir eis dat virstellen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Transportminister Henri Grethen.

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mäi Fraktiounskolleeg, Parteikolleeg, President vun der DP-Fraktioun scho gesot huet, ass déi Propositioun de loi hei en accord mat mir ausgeschafft gi vum Här Bettendorf, deen dee Problem souleveiert hat.

En huet sech inspiréiert un der franséischer Législatioun. E gëtt confirméiert duerch d'Aarbechte vun deem Groupe de réflexion, deen ech agesat hat an dee sech zesummegesat huet aus dem Procureur d'État, dem Generaldirekter vun der Police an dem President vun der Commission de la Circulation. Dee Groupe de travail huet eng Rei vu Modifikatioune proposéiert, déi d'Regierung och prinzipiell den 11. September 2003 guttgeheescht huet, an ech zitéieren aus dem Rapport: „Il est proposé de documenter la volonté politique en vue d'une actualisation de la législation luxembourgeoise sur l'introduction de conduire sous l'effet de substances psychotropes en prévoyant à cet effet la possibilité de dépistage systématique à l'instar de l'approche légale retenue pour lutter contre l'alcool au volant".

An engem Colloque, deen de 26. September vum leschte Joer stattfonnt huet, an d'Madame Wagener ass schonn op d'Aarbechte vun deem Colloque agaangen, e Colloque organiséiert vum Gesondheetsministère, dem Transportministère an dem Laboratoire national de Santé, ass e Verglach gemaach gi vun deene verschiddene Législatiounen an eisen Nopeschlänner, an et ass och Kenntnis geholl gi vun deene prakteschen Problemer, déi sech bei der Applikatioun vun deene verschiddene Législatioune stellen.

Op Basis vun deene verschiddenen Elementer huet e Sous-groupe vun der Commission de la Circulation en Avant-projet de loi ausgeschafft, deen d'Conduite ënnert dem Afloss vun Droge verbitt. Dëse Projet de loi ass vun der Commission de la Circulation den 18. Februar vun dësem Joer approuvéiert ginn. Den Avant-projet gesäit eng Generalisatioun vum Dépistage vu Stupéfianten am Fall vun Accidenter mat Kierperschued vir. E soll systematesch Kontrollen autoriséieren, an e gesäit och d'Aféierung vun engem Dépistage duerch Tester vir. Deen Avant-projet de loi, zesumme mat engem Règlement grand-ducal, wäert an deenen nächste Wochen dem Regierungsrot virgeluecht ginn, an dann, wann d'Regierung domadder d'accord ass, wann de Grand-Duc mech dozou autoriséiert, kann en an der Chamber déposéiert ginn.

Ech hoffen, wa mer nach schnell géifen den Avis vum Conseil d'État dozou kréien, dass mer nach an däser Legislaturperiod dëse Projet kënnten ëmsetzen, e Projet, deen e bësse méi wäit geet, an och aner Pisten hëlt wéi déi Propositioun, déi den Här Bettendorf gemaach huet, mä d'Substanz vum Projet, dat wat de Fong ugeet, ass déiselwecht, mä d'Form ass liicht verschidden. Ech hoffen, dass dee Projet dann esou séier wéi méiglech kann an dësem Haus ugeholl ginn.

Merci, Här President.

M. le Président.- Kolleegen a Kolleeginnen, domat wäre mir um Enn vun eisem Ordre du jour ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg a fänkt um hallwer dräi un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.56 heures)

Sommaire des séances publiques

Communication — page 498

5128 - Projet de loi modifiant

1) la loi du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données, et

2) la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention — pages 498-501

5193 - Projet de loi relative à la garantie de conformité due par le vendeur de biens meubles corporels portant transposition de la Directive 1999/44/CE du Parlement et du Conseil du 25 mai 1999 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation et modifiant la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur — pages 501-502

5192 - Projet de loi autorisant la construction d'une antenne ferroviaire entre Belval-Usines et Belvaux-Mairie et modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire — pages 502-507

5233 - Projet de loi autorisant la construction d'un nouveau viaduc à deux voies à la sortie nord de la Gare de Luxembourg, le raccordement d'une des deux voies par un tunnel nouveau à voie unique et le réaménagement général de la tête nord de la Gare de Luxembourg, et modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire — pages 507-511

Communications — page 511

Ordre du jour — page 511

Déclaration de politique étrangère présentée par Madame Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur — pages 511-515

Question avec débat N° 41 de M. Serge Urbany relative à la situation du groupe Arcelor

et

Questions urgentes Nos 2672 et 2673 de M. Aly Jaerling relatives à l'évolution du marché de l'acier (Groupe Arcelor) — pages 515-517

5228 - Projet de loi portant approbation de l'Accord euro-méditerranéen instituant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 17 juin 2002;

5247 - Projet de loi portant approbation de l'Accord établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 18 novembre 2002

et

5291 - Projet de loi portant approbation de l'Accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République algérienne démocratique et populaire, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Valence, le 22 avril 2002 — pages 517-519

Communications — page 520

Débat sur la politique étrangère — pages 520-532

5221 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la transformation, la modernisation et l'extension de l'internat Sainte-Elisabeth à Troisvierges — pages 532-536

Dépôt d'une proposition de loi — pages 532-533

5278 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété — pages 536-537

Communications — page 537

Déclaration de recevabilité — page 537

Ordre du jour — page 537

Heure de questions au Gouvernement

- Question N° 372 du 30 mars 2004 de Monsieur le Député Laurent Mosar concernant les statistiques sur les vols de nuit publiées sur le site www.aeroport.public.lu, adressée à Monsieur le Ministre des Transports — pages 537-538

- Question N° 373 du 30 mars 2004 de Monsieur le Député Marc Zanussi au sujet de la grève des pilotes de la compagnie Luxair annoncée pour le vendredi 2 avril 2004, adressée à Monsieur le Ministre des Transports — page 538

- Question N° 374 du 30 mars 2004 de Monsieur le Député Niki Bettendorf concernant l'immigration clandestine au Luxembourg, adressée à Monsieur le Ministre de l'Intérieur — pages 538-539

- Question N° 375 du 30 mars 2004 de Monsieur le Député Alex Bodry au sujet de l'accord volontaire entre le Gouvernement et la FEDIL relatif à l'amélioration de l'efficacité énergétique dans l'industrie luxembourgeoise, adressée à Monsieur le Ministre de l'Économie — page 539

- Question N° 376 du 30 mars 2004 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo concernant la transposition du nouveau statut du fonctionnaire dans le secteur communal, adressée à Monsieur le Ministre de l'Intérieur — pages 539-540

5086 - Proposition de loi portant modification de l'article 55 de la loi communale du 13 décembre 1988 — pages 540-541

5005 - Proposition de loi visant à modifier la loi du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures — pages 541-543

5074 - Proposition de loi

- relative à l'organisation d'une formation et d'un examen en matière de secourisme

- complétant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques — pages 543-544

5164 - Proposition de loi portant modification de l'article 12 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques modifiée par les lois des 2 mars 1963, 17 avril 1970, 1er août 1971, 7 avril 1976, 7 juillet 1977, 31 mars 1978, 9 juillet 1982, 3 mai 1984, 28 janvier 1986, 8 avril 1986, 7 septembre 1987, 15 janvier 1991, 21 décembre 1991, 1er juillet 1992, 27 juillet 1993, 26 août 1993, 18 mars 1997 et du 5 juin 1998 — pages 544-547

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2612	Laurent Mosar	Hausse des prix chez Coditel
2615	Gusty Graas	Création d'un bureau de recette D des douanes au Contrôle technique à Sandweiler
2618	Jeannot Belling	Projet de construction du contournement de Junglinster
2619	Mars Di Bartolomeo	Construction de la "Rockhal"
2620	Mars Di Bartolomeo	Lotissement des terrains situés à Belval-Nord
2621	Mars Di Bartolomeo	Verbalisation des véhicules automoteurs en panne d'essence sur l'autoroute
2622	Emile Calmes	Accueil des réfugiés par les communes
2623	Mars Di Bartolomeo	Projet "Mobilité et Sécurité sur la route" dans l'enseignement postprimaire
2626	Mars Di Bartolomeo	Elimination des épaves de voitures
2627	Marc Zanussi	Liaison de la localité de Clemency aux gares de Pétange et Kleinbettingen
2628 cf. 2644	Ben Fayot	Situation des demandeurs d'asile en instance d'expulsion au Centre pénitentiaire
2629	Serge Urbany	Dérangements sur des passages à niveau des CFL
2631	Serge Urbany	Accès aux cantines scolaires pour les élèves en procédure d'asile
2635	Gusty Graas	Motion de censure présentée par un tiers au moins des membres du conseil communal
2636	Nancy Arendt	La Convention du Cap relative aux garanties internationales
2639	Georges Wohlfart	Problèmes sur le chantier du tunnel Gosseldange

Question 2612 (3.2.2004) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **hausse des prix chez Coditel:**

Si mes informations sont bonnes, la société Coditel a procédé à une augmentation de l'abonnement mensuel de 15 à 45%. Les responsables de la société ont précisé qu'il s'agirait d'une harmonisation de leurs tarifs à l'intérieur du réseau Coditel. Lesdites modifications seraient essentiellement destinées à offrir à leurs abonnés l'accès à l'Internet à haut débit ainsi qu'un bouquet numérique pouvant couvrir jusqu'à une centaine de programmes télévisés. Or, il semble que l'augmentation en question ait été effectuée sans qu'en même temps l'offre de programmes ait été adaptée au moins dans tous les réseaux exploités par la société.

Il me semble que cette manière de procéder ne va nullement de pair avec la philosophie de transparence et d'information prônée par Coditel, du fait que les consommateurs sont obligés de se renseigner auprès de l'Union luxembourgeoise des Consommateurs pour recevoir les informations étant à la base de la hausse des prix.

Il se pose dès lors les questions suivantes que je désire poser au Ministre de l'Économie:

- Est-ce que les hausses des prix des abonnements ont été approuvées par l'Office des Prix?
- Est-ce que la société Coditel est en droit de procéder à une hausse des prix sans consultation et sans avertissement préalables des consommateurs?

Réponse (1.3.2004) de **M. Henri Grethen,** *Ministre de l'Economie:*

1. Les hausses de prix des abonnements de la société Coditel ont été dûment notifiées à l'Office des Prix. La société en question a de ce fait harmonisé les redevances, qui demeuraient très variables d'une commune à l'autre. Voilà ce qui explique que dans certaines communes, la hausse des tarifs est plus importante que dans d'autres.

Contrairement à d'autres câblodistributeurs qui adaptent leurs tarifs chaque année, la firme Coditel n'avait plus augmenté les redevances depuis 1998. La Surveillance des Prix a effectué une étude comparée des prix tels qu'ils sont appliqués par différentes entreprises sur leurs réseaux respectifs. Le résultat de cette enquête a révélé qu'à la suite de l'application de la hausse, les redevances Coditel demeurent nettement moins onéreuses que celles mises en compte par les autres acteurs sur le marché.

2. Comme la firme Coditel a déclaré ses nouveaux tarifs à l'Office des Prix, aucune consultation préalable des clients n'est légalement requise.

Question 2615 (3.2.2004) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **création d'un bureau de recette D des douanes au Contrôle technique à Sandweiler:**

Lors de son assemblée générale, qui a eu lieu en date du 2 février dernier, le Syndicat des Douaniers luxembourgeois LDG s'est prononcé pour la création d'un bureau de recette D des douanes au Contrôle technique à Sandweiler. Afin d'alléger les démarches administratives en matière d'immatriculation d'une voiture importée, l'installation de ce bureau dans les enceintes de la SNCT s'avérerait nécessaire. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'idée avancée par le syndicat des douaniers?
- Dans l'affirmative, dans quel délai un tel bureau pourrait être aménagé sur le lieu en question?

Réponse (9.4.2004) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Relative à la question sur la nécessité de l'implantation d'un bureau de recette D des douanes au Contrôle technique à Sandweiler, j'ai l'honneur de faire savoir à l'honorable Député que j'ai chargé mes services d'étudier la faisabilité de l'implantation dont question, ceci au regard à la fois de l'actuelle loi générale douanière, en refonte, ainsi que des ressources humaines disponibles à court et moyen terme pour doter un tel bureau de façon adéquate. Aussi l'opportunité de l'implantation devra-t-elle être étudiée plus en avant au vue du nombre de voitures importées annuellement.

Question 2618 (11.2.2004) de **M. Jeannot Belling** *(DP)* concernant le **projet de construction du contournement de Junglinster:**

Le règlement grand-ducal du 2 novembre 2002 modifiant a) le règlement grand-ducal du 5 mai 1994 limitant la circulation de transit sur une partie de la voie publique, b) l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, oblige les véhicules en transit, tel que décrit dans l'article 1er du règlement précité de 1994, de suivre certains itinéraires pour traverser le Grand-Duché du Luxembourg.

En conséquence, les véhicules en provenance d'Allemagne en direction de la France ou de la Belgique qui entrent sur le territoire du Grand-Duché par le poste frontière d'Echternach-Echternacherbruck doivent emprunter la route N11. Cette déviation du trafic sur la N11 évite de façon efficace un écoulement du trafic dans les petites localités situées dans les alentours de la N11.

Cependant, cette mesure a augmenté substantiellement le trafic dans les communes traversées par la N11 comme par exemple Junglinster ou Gonderange et a de ce fait diminué la qualité de vie ainsi que la sécurité des riverains.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Est-ce que des travaux préparatoires pour la construction d'un contournement ont été entamés?
- Dans l'affirmative, sachant que l'emprise des terrains implique des négociations laborieuses, ces négociations ont-elles déjà été entamées?
- Le projet du contournement de Junglinster se trouve-t-il sur la liste des priorités du Gouvernement?

Réponse (9.4.2004) de **Mme Erna Hennicot-Schoepges,** *Ministre des Travaux publics:*

En date du 3 octobre 1997 le Conseil de Gouvernement a adopté un projet de plan directeur regroupant 24 projets de contournements, dont entre autres le contournement de la localité de Junglinster sur le tracé de la route européenne E29.

J'ai approuvé l'étude d'avant-projet sommaire de ce contournement en date du 13 novembre 2003. Au stade actuel un bureau d'études spécialisé est occupé à établir une étude d'impact détaillée sur l'environnement humain et naturel dans le but de pouvoir arrêter le tracé définitivement en vue de solliciter les autorisations requises.

Les emprises pour le projet de contournement et pour le nouveau lycée sont à réaliser conjointement.

Question 2619 (11.2.2004) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **construction de la „Rockhal“:**

Selon le magazine périodique du Fonds Belval, les travaux préparatoires en vue de la construction de la «Rockhal» sont entre-temps achevés. Selon la même source les travaux de gros œuvre auraient dû débuter le 1er février 2004.

J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre si les travaux de gros œuvre ont effectivement été entamés?

Dans la négative, quelles sont les raisons pour l'éventuel délai et quand les travaux de constructions pourront-ils effectivement commencer?

Réponse (16.3.2004) de **Mme Erna Hennicot-Schoepges,** *Ministre des Travaux publics:*

Les travaux en question n'ont pas pu démarrer à la date annoncée étant donné que le permis de construire n'a pas encore été délivré.

Compte tenu du fait que Monsieur le Ministre de l'Intérieur vient d'approuver le plan d'aménagement particulier concernant entre autres le terrain de la salle de concert pour musiques amplifiées, le permis pourra être établi par la commune.

Les travaux de gros œuvre ont été adjugés et l'entreprise est en attente pour démarrer sans délai le chantier.

Question 2620 (11.2.2004) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant le **lotissement des terrains situés à Belval-Nord:**

Récemment la société de développement des friches industrielles Agora a présenté les projets pour le lotissement des terrains situés à Belval-Nord. Quelque 500 logements sont prévus dans cette zone. Sans contester l'originalité des projets émanant de promoteurs privés, force est de constater l'absence des promoteurs publics lors de ce concours d'idées.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre:

- Quelle est la raison de cette absence?
- Monsieur le Ministre peut-il m'informer du prix demandé par are dans ce lotissement?
- Quelle est la nature des aides au logement annoncées par Monsieur le Ministre lors de la présentation des projets?

Réponse (24.3.2004) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Les promoteurs publics, aux termes de l'article 16 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, c'est-à-dire les communes ou syndicats de communes, le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat, les sociétés fondées sur base de la loi du 29 mai 1906 sur les habitations à bon marché, à savoir la S.N.H.B.M., qui compte d'ailleurs parmi ses actionnaires également la Ville de Dudelange, sont des institutions autonomes auxquelles il appartient de développer des projets de construction d'ensembles moyennant le concours financier de l'État. Pour ce qui est du Fonds du logement le législateur a lui-même réservé cette prérogative audit promoteur public en disposant dans l'article 54 de la prédite loi modifiée de 1979 que le Fonds à pour objet de «réaliser de sa propre initiative, en collaboration notamment avec les autorités communales, dans le cadre du développement urbain et rural, toute opération de développement de logements et de l'habitat».

Dans ces conditions, le Fonds n'est pas à considérer comme simple bâtisseur d'objets immobiliers prédéfinis.

Néanmoins, je suis en mesure d'informer l'honorable Député Di Bartolomeo que la société Agora et le Fonds du logement ainsi que la S.N.H.B.M. sont toujours en train de discuter sur une éventuelle collaboration.

Pour ce qui est du deuxième volet de la question, je ne peux malheureusement pas fournir une réponse, alors que le prix de vente du foncier du lotissement Belval-Nord sera le résultat des offres à fournir par les promoteurs intéressés.

Quant au troisième volet de la question et relative aux aides au logement, il y a lieu de préciser que chaque acquéreur d'un logement réalisé sur le site peut, le cas échéant, profiter des aides individuelles au logement de l'État octroyées dans le cadre de la loi modifiée du 25 février 1979.

Question 2621 (11.2.2004) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **verbalisation des véhicules automoteurs en panne d'essence sur l'autoroute:**

Dans certains pays de l'Union européenne la panne sèche de véhicules automoteurs sur autoroute est punie par le code de la route.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre quelle est l'attitude du Gouvernement luxembourgeois face à cette règle?

Quels sont les projets du Ministère des Transports en la matière?

Réponse (18.3.2004) de **M. Henri Grethen,** *Ministre des Transports:*

En se référant à la réglementation de certains États membres de l'Union européenne qui prévoit de sanctionner le fait de tomber en panne d'essence sur autoroute, l'honorable Député s'enquiert sur la position du Gouvernement luxembourgeois face à une telle réglementation.

Tout en précisant les mesures à prendre en cas d'arrêt fortuit, l'ar-

ticle 156 du code de la route dispose que «l'immobilisation d'un véhicule est interdite sur les chaussées, les accotements et les chaussées d'accès d'une autoroute, sauf sur les aires de parcage et les aires de service indiquées par les signaux prévus à l'article 107.»

Actuellement, le code de la route luxembourgeois ne considère pas explicitement le fait de tomber en panne d'essence sur autoroute comme infraction même si l'épuisement de carburant réside dans la plupart des cas dans la négligence ou le défaut de prévoyance imputable au conducteur et pourrait dès lors, le cas échéant, être considéré comme une infraction à l'obligation de se comporter de façon à ne pas constituer une gêne ou un danger pour la circulation, prévue par l'article 140 du code de la route.

Face à cette situation formellement insatisfaisante j'avais, en considération du fait que tout véhicule immobilisé sur la bande d'arrêt d'urgence de l'autoroute engendre des situations particulièrement périlleuses et que la fréquence de conducteurs en panne d'essence sur autoroute n'est pas négligeable, pris l'initiative de reconsidérer la réglementation relative à l'immobilisation sur la bande d'arrêt d'urgence sur autoroute en cas de panne d'essence. Actuellement un groupe de travail de la Commission de Circulation de l'État se trouve chargé de l'élaboration de ladite réglementation qui sera intégrée dans le code de la route lors d'une future modification.

Question 2622 (12.2.2004) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant l'**accueil des réfugiés par les communes:**

Lors d'un débat télévisé sur la politique d'asile luxembourgeoise en date du 4 février 2004, Monsieur le Ministre de la Justice a appelé les communes à soutenir davantage le Gouvernement dans l'accueil des réfugiés, respectivement des demandeurs d'asile. Ceci sur fond du manque de structures d'accueil pour les demandeurs d'asile.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Famille:

1. Quelles sont les communes ayant proposé d'accueillir des réfugiés et des demandeurs d'asile au cours des derniers douze mois?
2. Combien de logements ont été proposés et de quels types de logement s'agit-il?
3. Comment se présente actuellement la répartition des réfugiés et des demandeurs d'asile suivant les communes?

Réponse (19.3.2004) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:*

1. Suite à la demande de Monsieur le Premier Ministre Jean-Claude Juncker au courant de l'année 1999 une douzaine de communes ont mis à la disposition de l'État respectivement au Ministère gestionnaire des hébergements des demandeurs d'asile des immeubles appartenant à leur patrimoine. Il n'y a eu cependant plus de pareilles offres reçues par des communes au courant de 2003.

2. Suite à la lettre de Monsieur le Ministre Michel Wolter et de Madame la Ministre de la Famille, la commune de Troisvierges a proposé deux maisons unifamiliales dont la mise à disposition effective est encore incertaine.

La commune de Manternach a proposé une salle de théâtre dans un hall polyvalent et les communes de Bettembourg et Dudelange ont proposé chacune une maison unifamiliale nécessitant des travaux de mise en état importants.

3. Actuellement la répartition des demandeurs d'asile par rapport à la population totale est la suivante:

- 2 communes hébergent plus de 20%
- 2 communes entre 10 et 20%
- 5 communes entre 5 et 10%
- 6 communes entre 2,5 et 5%
- 8 communes entre 1 et 2,5%
- 18 communes entre 0,1 et 1%
- 76 communes hébergent 0% de demandeurs d'asile.

Question 2623 (12.2.2004) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **projet „Mobilité et Sécurité sur la route“ dans l'enseignement postprimaire:**

En 2001, les Ministères des Transports et de l'Éducation nationale ont lancé le projet-pilote „Mobilité et Sécurité sur la route“ dans l'enseignement postprimaire.

En 2003/2004, ce projet avait été généralisé et avait trouvé son entrée dans les programmes scolaires existants.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre comment ce projet a évolué entre-temps et quel en est le bilan?

Réponse (18.3.2004) de **M. Henri Grethen,** *Ministre des Transports:*

À l'origine du projet «Mobilité et Sécurité sur la route» se trouve le constat que les jeunes de moins de 25 ans sont surreprésentés dans les accidents de la circulation routière (+/- 25% des victimes pour une tranche d'âge représentant 15% de la population).

Si nous voulons obtenir des résultats tangibles à moyen et à long terme nous devons nous investir davantage dans l'éducation routière qui doit intervenir dès le plus jeune âge des futurs chauffeurs afin de modifier ab initio le comportement des générations futures d'automobilistes dès avant que ceux-ci accèdent au droit de conduire.

Comme cette éducation était largement absente dans l'enseignement postprimaire, le Gouvernement a entendu remédier à cette situation en lançant le projet «Mobilité et Sécurité sur la route» qui s'adresse aux jeunes fréquentant les classes de 5e et de 3e de l'enseignement secondaire classique respectivement de 9e et de 11e de l'enseignement secondaire technique. L'approche est de traiter de façon interdisciplinaire les volets civiques, moraux et psychologiques en relation avec la circulation routière par le biais de matériels didactiques correspondant aux différents programmes des branches de langues, de sciences, de l'éducation morale etc., sans engorger les programmes scolaires existants par des matières supplémentaires. Des ateliers pratiques, organisés par le Centre de Formation pour Conducteurs de Colmar-Berg, illustrent de manière concrète et vivante la réalité des conséquences néfastes que peut avoir un comportement inadapté sur la route.

À l'issue d'une phase pilote dans quatre établissements scolaires de l'enseignement postprimaire pendant l'année scolaire 2001/2002, couronnée par l'accueil très positif, tant du coté la direction et du corps enseignant que de celui des élèves, le projet «Mobilité et Sécurité sur la route», a été intégré avec l'aide des commissions nationales des programmes dans les programmes scolaires. À la rentrée scolaire 2002/2003 il fut étendu à 25 établissements scolaires à raison de deux classes par établissement.

Depuis l'année scolaire 2003/2004, le projet «Mobilité Sécurité sur la route» qui fut présenté à la presse les 3 février (volet théorique) et 31 mars 2003 (volet pratique), fait partie intégrante des programmes scolaires des classes scolaires visées de l'enseignement secondaire classique et technique.

Question 2626 (12.2.2004) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**élimination des épaves de voitures:**

Force est de constater que le nombre de voitures abandonnées sur la voie publique va croissant. Ces épaves constituent une gêne certaine pour les responsables des villes et communes.

Étant donné que les procédures en vue de l'élimination de ces épaves sont excessivement longues et compliquées et que les capacités des fourrières dont dispose le pays sont insuffisantes, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quelles sont les vues du Ministère des Transports en la matière?

Réponse (18.3.2004) de **M. Henri Grethen,** *Ministre des Transports:*

L'article 17 modifié de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques pose le cadre légal de la procédure à respecter en vue de mettre en fourrière des véhicules abandonnés.

Tout véhicule qui entrave la fluidité ou la sécurité de la circulation peut être mis en fourrière sans délai.

En ce qui concerne les véhicules immobilisés par la police, ceux-ci doivent être mis en fourrière au plus tard dans les 72 heures de leur immobilisation.

Depuis son introduction en 1993 cette procédure a prouvé son efficacité en pratique.

En ce qui concerne le problème évoqué des épaves abandonnées sur la voie publique et qui constituent une gêne certaine pour les responsables des villes et communes, ces véhicules sont couverts par le champ d'application du paragraphe 2 dudit article 17. Ils peuvent être mis en fourrière soit directement, soit à la suite du refus du propriétaire ou détenteur du véhicule de les déplacer après réquisition de la police.

Question 2627 (13.2.2004) de **M. Marc Zanussi** *(LSAP)* concernant la **liaison de la localité de Clemency aux gares de Pétange et Kleinbettingen:**

Plusieurs fois par jour (lundi à samedi), des autocars relient la localité de Clemency aux gares de Pétange et Kleinbettingen. Toutes les heures (lundi à samedi), des autocars desservent la ligne de Clemency à Luxembourg-ville.

Il faut toutefois constater que les dimanches et jours fériés, les personnes qui n'ont pas de véhicule personnel, n'ont pas la possibilité de quitter Clemency.

Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait opportun de prévoir pour les dimanches et jours fériés un horaire réduit d'autocars qui relieraient Clemency, Kleinbettingen et Pétange le matin et en soirée?

Réponse (18.3.2004) de **M. Henri Grethen,** *Ministre des Transports:*

Contrairement à l'organisation des transports publics aux jours ouvrables qui répond principalement aux besoins de mobilité professionnels et scolaires, celle des dimanches et jours fériés a pour finalité de servir à des besoins de transports occasionnels variant d'un dimanche à l'autre, de sorte qu'il s'avère difficile, voire même impossible pour mes services, de définir pour les dimanches et jours fériés une offre adaptée aux besoins du moment.

Pour éviter que des autobus se déplacent à vide tous les dimanches entre différentes localités du Grand-Duché, mes services demandent régulièrement aux autorités locales de leur soumettre des propositions précises concernant et la destination et l'horaire de services de dimanche sollicités.

Question 2628 (16.2.2004) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **situation des demandeurs d'asile en instance d'expulsion au Centre pénitentiaire:**

Le Gouvernement a installé un Centre de séjour provisoire pour étrangers demandeurs d'asile déboutés ou encore pour étrangers tombant sous la convention de Dublin, donc en instance d'être renvoyés vers le pays du premier accueil. Tous sont en instance d'être expulsés du territoire luxembourgeois. Afin d'assurer leur mise à disposition aux autorités en vue de cette expulsion, ils sont retenus pendant un certain temps qui peut atteindre plusieurs semaines dans ce Centre qui est installé dans l'enceinte du Centre pénitentiaire de Schrassig.

Il me revient que ce Centre, doté de 30 lits, doit accueillir en ce moment une cinquantaine de personnes. Certaines doivent donc être logées avec les détenus et tombent sous le régime de détenus. Il en va de même de personnes du sexe féminin qui sont logées avec des détenues femmes. Cette situation crée non seulement beaucoup de problèmes pour le fonctionnement normal du Centre pénitentiaire, mais pose surtout des questions en matière de traitement des demandeurs d'asile.

Monsieur le Ministre peut-il me dire ce qu'il compte faire pour assurer un traitement digne aux demandeurs d'asile en instance d'expulsion?

Réponse (24.3.2004) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Il est évident que le nombre croissant de personnes en situation irrégulière qui sont retenus au Centre de séjour provisoire pour étrangers en situation irrégulière spécialement aménagé à cette fin pose des problèmes d'organisation et de logement à Schrassig.

Il y a lieu da noter qu'il s'agit en général de personnes entrées de façon illégale au territoire luxembourgeois et non de demandeurs d'asile déboutés. Pour ces derniers, il s'agit exclusivement de personnes seules (sans familles) qui ont refusé un départ volontaire du Luxembourg.

Ainsi, le 9 mars 2004, sur les 56 personnes retenues, 17 étaient des étrangers arrêtés sans être en droit de séjourner au Luxembourg, 31 étaient des personnes célibataires dont la demande d'asile doit être traitée dans un autre État membre de l'Union européenne, et seulement huit étaient des demandeurs d'asile célibataires déboutés.

Quant aux conditions de la rétention administrative, il y a lieu de noter que:

- le Centre de séjour provisoire pour étrangers en situation irrégulière constitue en fait un étage d'un des bâtiments du Centre pénitentiaire de Schrassig, spécialement affecté à cette fin, disposant actuellement de 47 places;
- la durée maximum de rétention prévue par la loi est de trois mois;
- les retenus ont à leur disposition un préau leur réservé exclusivement pour faire des promenades pendant une heure par jour et que seulement s'ils désirent sortir plus longtemps ou faire d'autres activités (p.ex. sport), ils doivent se déclarer d'accord à côtoyer les détenus;
- les douches sont, pour ce qui concerne l'étage spécialement affecté aux retenus, toujours réservé exclusivement à l'usage des retenus, l'utilisation de douches ensemble avec d'autres détenus n'apparaissant incontournable que lorsque le Centre doit accueillir plus d'une cinquantaine de retenus.

Il y a lieu de noter que le Tribunal administratif, dans un jugement du 20 février 2004, a jugé, après visite des lieux, les conditions de rétention comme étant acceptables.

Le Gouvernement n'a pas trouvé à ce jour un autre endroit que celui actuellement en fonction pour ouvrir un centre de rétention avec toute l'infrastructure d'aménagement et de sécurité requise.

Le Gouvernement continuera à retenir dans un centre fermé les personnes entrant de façon illégale au Luxembourg, les demandeurs d'asile célibataires déboutés et refusant un retour volontaire ou dont la demande d'asile doit être traitée dans un autre pays de l'Union européenne.

Question 2629 (16.2.2004) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant les **dérangements sur des passages à niveau des CFL:**

Je me réfère à un article paru dans l'édition du 6 février de l'organe du syndicat FNCTTFEL „Le Signal“, qui fait état d'un certain nombre de dérangements sur les différents passages à niveau des CFL.

La sécurité sur les passages à niveau laisse à désirer. Le rédacteur de l'article en question cite à cet effet quelques statistiques établies par les CFL:

en l'an 2002, les barrières de passages à niveau n'auraient pas, lors d'arrivée de trains, été baissées à quatre reprises;

en l'an 2003, cet incident se serait reproduit à cinq reprises.

Inutile de vous préciser quelles issues ce genre d'incidents peut occasionner!

Dans ce sens, j'aimerais vous poser les questions suivantes:

1) Pouvez-vous confirmer les statistiques précitées, établies par les CFL?
2) Combien de passages à niveau existe-t-il sur le réseau des CFL?
3) Existe-t-il plusieurs types de passages à niveau? Si oui, quel en est le type le plus sûr?
4) Le Gouvernement a-t-il prévu les investissements nécessaires à l'abolition progressive des passages à niveau pour les remplacer par des voies de passage assurant une sécurité complète (passages souterrains et passerelles)?

Réponse (1.4.2004) de **M. Henri Grethen,** *Ministre des Transports:*

Le nombre de cas de non-fermeture ou de fermeture tardive des barrières d'un passage à niveau s'élève à quatre pour l'année 2002 et à six pour l'année 2003. Il y a lieu de relever qu'aucun incident n'est dû à un disfonctionnement d'une installation technique. Dans tous les cas en question le passage à niveau était en situation de gardiennage sur place et la non fermeture ou fermeture tardive trouvait son origine dans une erreur hu-

maine commise soit par le gardien, soit par le personnel du poste de signalisation compétent pour la circulation des trains ou encore par le personnel chargé du dépannage de l'installation.

Au 31 décembre 2003 le réseau ferroviaire luxembourgeois compte 147 passages à niveau, toutes catégories comprises. Il existe différents types de passages à niveau qui sont fonction des exigences de l'exploitation ferroviaire, de l'intensité du trafic routier ou encore des catégories des usagers de la route auxquels ils sont destinés. Pour chaque type la sécurité est garantie à condition que les prescriptions techniques et réglementaires soient respectées par les exploitants et les usagers.

Dans le cadre de la sécurisation de tous les passages à niveau du réseau ferroviaire luxembourgeois le Ministère des Transports a opté en date du 30 avril 2001 pour une généralisation des installations équipées d'une signalisation automatique, lumineuse et sonore complétée de quatre demi-barrières.

Quant à la suppression de passages à niveau et leur remplacement par un ouvrage d'art, il s'agit d'investissements demandant des efforts techniques et financiers considérables. Le Fonds du rail participe substantiellement à ces projets. Ainsi le passage à niveau N°70 à Biwer a pu être supprimé en 2003 par la construction d'un souterrain routier pour un coût de 6.923.047,01 €. La prochaine suppression concerne le passage à niveau N°20b à Lorentzweiler. Elle sera réalisée par un contournement routier au courant de l'année 2005-2006.

Les autres projets de suppression de passages à niveau projetés ou à l'étude concernent les points suivants:

suppression du passage à niveau N°13 de la ligne du Nord à l'entrée de la gare de Dommeldange suite à la prolongation du souterrain pour piétons;

suppression du passage à niveau N°103a de l'antenne ferroviaire de Bettembourg à Volmerange-les-Mines à l'intérieur de Dudelange;

suppression de tous les passages à niveau de la ligne de Pétange à Luxembourg dans le cadre de la mise à double voie de la ligne;

suppression du passage à niveau N°56 de la ligne de Luxembourg à Wasserbillig à Luxembourg-Cents dans le cadre de la mise à double voie du tronçon de ligne bifurcation Stadtgrund-Sandweiler, concomitante au raccordement ferroviaire de Findel et de Kirchberg;

suppression du passage à niveau N°23a de la ligne de Luxembourg à Troisvierges/frontière sur le CR163 à Mersch suite aux réaménagements routiers dans les alentours de Mersch en cours et construction projetée d'un passage inférieur pour piétons;

suppression du passage à niveau N°18 de la ligne de Luxembourg à Troisvierges/frontière sur le CR124 à Heisdorf.

Question 2631 (17.2.2004) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant l'**accès aux cantines scolaires pour les élèves en procédure d'asile:**

Depuis le début de la rentrée scolaire 2003/2004 les élèves en procédure d'asile n'ont plus droit à la carte de cantine délivrée par le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers, tel que ce fut le cas le années précédentes. Cette carte était valable pour un menu par jour, sans boisson. En guise de compensation, les élèves en question reçoivent un casse-croûte sous forme de „lunchpacket". Ils n'en sont pas moins privés d'un repas chaud servi dans les cantines scolaires.

Touchés par cette discrimination, des membres du corps enseignant - à l'instar d'une initiative au Lycée technique du Centre par exemple - se cotisent afin de pouvoir financer à ces élèves des repas en cantine.

1) Pour quelles raisons le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers a-t-il mis fin à la distribution des cartes de cantine en question?

2) N'estimez-vous pas que cette mesure renforce, auprès des élèves en question, l'isolement psychologique, symbolique et matériel que leur octroie déjà le statut de demandeur d'asile? Ne serait-il pas plus sage de leur faciliter l'accès aux cantines scolaires, lieux de rencontre et d'échanges?

Réponse (30.3.2004) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:*

1) Depuis la rentrée scolaire 2003/2004, plus aucune carte de cantine scolaire n'est délivrée aux enfants des demandeurs d'asile, qu'ils soient en cours de procédure d'asile ou bien déboutés, quelque soit le type d'enseignement au Luxembourg.

En effet, le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers (CGE) a arrangé que tout lycéen dont la famille est hébergé dans une structure d'accueil offrant la pension complète puisse partir à l'école avec un repas complet appelé „lunchpacket", au cas où il ne pourrait rentrer pour le déjeuner.

La carte pour la cantine scolaire avait été introduite en 2001, à titre tout à fait provisoire, suite à l'option prise par le Gouvernement de généraliser le logement des demandeurs d'asile en pension complète dans les différentes structures d'hébergement (foyers de l'État, pensions de famille,...etc.). Les familles ne disposant plus que de leur argent de poche, le repas de midi des lycéens tombait à charge du Commissariat du Gouvernement. Alors que jusque là les familles disposaient d'une allocation financière à 100% et assuraient elles-mêmes le repas de leurs enfants.

À l'origine de cette modification de l'aide alimentaire se retrouvent des raisons d'hygiène et de sécurité dans les foyers d'hébergement, alors que les demandeurs d'asile ne devraient plus cuisiner dans leur chambre.

L'usage de la carte de cantine scolaire a permis d'éviter des problèmes d'organisation du côté des fournisseurs assurant le volet alimentaire dans les structures d'hébergement, le temps que la fourniture de trois repas (petit-déjeuner, déjeuner et dîner) soit organisée.

À partir de septembre 2003, ce nouveau mode de prise en charge étant généralisé, il été possible d'organiser avec les responsables des différentes structures d'hébergement, des „lunchpackets" à emporter le matin par les lycéens.

À ce jour, les rares problèmes survenus dans ce contexte, qui ont été signalés au CGE, ont pu être réglés.

À noter par ailleurs que dans la plupart des structures d'hébergement, au moins un repas chaud est servi tous les jours le soir à tous les résidents, jeunes et adultes, alors que souvent une majorité de personnes ne rentrent pas à l'heure de midi pour différentes raisons: cours de langues, cours d'informatique, consultations médicales, etc...

2) Les élèves en question sont loin d'être les seuls à ne pas manger à la cantine du lycée. Beaucoup de lycéens se contentent d'un sandwich ou d'un snack à la place d'un repas chaud complet. L'accès aux cantines reste néanmoins ouvert à tous ces élèves.

Question 2635 (19.2.2004) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **motion de censure présentée par un tiers au moins des membres du conseil communal:**

L'article 37 de la loi communale du 13 décembre 1988 stipule notamment qu'en cas de rejet par le conseil communal du projet de budget présenté par le collège des bourgmestre et échevins, le conseil peut être saisi d'une motion de censure, laquelle, pour être recevable, doit être signée par un tiers au moins des membres du conseil. Le vote ne peut avoir lieu que cinq jours au moins et vingt jours au plus tard après le dépôt. La motion de censure ne peut être adoptée qu'à la majorité des membres composant le conseil.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur.

- Dans l'hypothèse où, en pareil cas, une motion de censure ne peut être soumise au vote du fait que le conseil communal ne se trouve pas en nombre, le conseil communal est-il en droit de présenter une seconde motion de censure suite à un nouveau rejet du projet de budget présenté par le collège des bourgmestre et échevins et ce endéans du délai fixé par la loi?
- Dans la négative, comment Monsieur le Ministre justifierait-il son interprétation?

Réponse (16.3.2004) de **M. Michel Wolter,** *Ministre de l'Intérieur:*

L'article 37 de la loi communale est clair. Le texte ne s'oppose pas à ce que, dans l'hypothèse visée par Monsieur le Député Gusty Graas, une seconde motion de censure soit présentée suite au rejet d'un second projet de budget proposé par le collège des bourgmestre et échevins. Il est entendu que cette seconde motion de censure doit respecter les dispositions de fond et de forme fixées à l'article 37.

Question 2636 (19.2.2004) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **Convention du Cap relative aux garanties internationales:**

La Convention du Cap et le Protocole y afférent, adoptés le 16 novembre 2001, visent à créer la base juridique internationale pour définir la constitution, la hiérarchisation et la mise en œuvre de garanties. Elle prévoit également de réglementer les droits acquis des vendeurs et associés au matériel d'équipement de grande valeur. Le matériel d'équipement mentionné comprend essentiellement des cellules d'aéronefs, des moteurs d'avion et des hélicoptères. Les règles arrêtées dans ce domaine sont importantes non seulement pour les compagnies de navigation aérienne, mais également pour les institutions bancaires qui financent les aéronefs et les constructeurs d'aéronefs.

Dans le cas d'un sinistre, le matériel d'équipement aéronautique, qui, à titre d'exemple, pourrait constituer l'objet de la garantie, se trouve souvent hors d'atteinte des banques qui ont accordé les crédits (affaires des faillites de SABENA et de Swissair). Les instruments de garantie doivent pouvoir jouer chaque fois que le débiteur se trouve dans un État contractant. Ils sont destinés à renforcer les droits du preneur de garantie, en l'occurrence les instituts bancaires. Ces droits sont inscrits dans un registre international et deviennent prioritaires sur ceux d'autres parties. L'industrie aéronautique y trouve elle aussi son intérêt puisqu'elle peut alors obtenir plus facilement des crédits, ce qui, dans la situation économique actuelle, est considéré comme un grand avantage.

L'objectif est donc de faciliter le financement de biens d'équipement aéronautique. Les instituts et organismes de crédit qui financent ces biens d'équipement obtiennent, grâce à l'inscription dans le registre international, une garantie supplémentaire de leurs droits, ce qui augmente l'incitation à financer ces projets. Par conséquent l'offre de crédit augmente, ce qui en retour profite considérablement à l'industrie aéronautique européenne.

Ceci signifie que lorsqu'une compagnie aérienne sollicite un crédit auprès d'une banque pour pouvoir financer un nouvel aéronef, la banque pourra désormais être certaine que ses droits à l'égard de la compagnie aérienne seront reconnus dans le monde entier et qu'en cas d'insolvabilité de cette compagnie, ses droits seront prioritaires sur ceux d'autres parties créancières.

En date du 28 janvier 2004, 26 États avaient signés cette convention, dont l'Allemagne, la Suisse et les États-Unis. Or, d'après un article récemment publié au «Luxemburger Wort», le Luxembourg n'a pas encore signé cette convention. Il est également précisé que la ratification de la convention aurait réduit de façon significative les coûts d'acquisition des trois nouveaux Boeing 747-700 de la compagnie aérienne luxembourgeoise LUXAIR.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Commerce extérieur:

- Est-ce que vous pouvez me confirmer que le Luxembourg n'a pas encore ratifié ladite convention?
- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons étant à la base de la non ratification?

Réponse (29.3.2004) de **Mme Lydie Polfer,** *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur:*

Il est exact que le Luxembourg n'a ni signé, ni ratifié à l'heure actuelle la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles et son Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques, adoptés au Cap le 16 novembre 2001.

Les raisons en sont les suivantes:

La décision de signer et de ratifier la Convention et le Protocole ne relève pas des seules compétences nationales de chacun des États, mais relève des compétences extérieures de l'Union européenne depuis l'entrée en vigueur du Traité de Nice. Ceci signifie que les États pourront signer et ratifier la Convention et le Protocole aéronautique en cause, dès que le Conseil de l'Union européenne aura donné mandat en ce sens.

Ce mandat n'a pas encore pu être approuvé définitivement par le Conseil de l'UE, à cause des réserves de fond de l'Espagne et du Royaume-Uni, dues au problème de Gibraltar.

Dès que le Conseil de l'UE aura approuvé le mandat de signer les deux textes internationaux, le Luxembourg procèdera aux formalités nécessaires pour la signature et la ratification ultérieure des textes en cause.

Question 2639 (24.2.2004) de **M. Georges Wohlfart** *(LSAP)* concernant les **problèmes sur le chantier du tunnel Gosseldange:**

Le 6 novembre 2003 la Commission parlementaire des Travaux publics a visité le chantier du tunnel Gosseldange de la route dite du Nord. Lors de cette visite les responsables du chantier ont informé les membres de la Commission sur la nature des problèmes apparus à la fin du mois d'août 2003 sur une partie (galerie 8) de la voûte en béton du tunnel. La cause de ces déformations était à ce moment encore controversée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Travaux publics:

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur l'état actuel de ce dossier?
- Madame la Ministre a-t-elle entre-temps des informations concernant la question de la responsabilité des déformations de la voûte en béton du tunnel?
- Au cas où la société en charge des travaux n'assumerait pas sa responsabilité éventuelle, quelles en seront les répercussions financières pour l'État?
- Madame la Ministre peut-elle m'informer également sur l'état d'avancement des travaux? La mise en service du tronçon de la route dite du Nord entre Mersch et Lorentzweiler sera-t-elle retardée?

Réponse (9.4.2004) de **Mme Erna Hennicot-Schoepges,** *Ministre des Travaux publics:*

Depuis l'achèvement des travaux de mise en sécurité de la zone concernée - en octobre 2003 - le chantier est à l'arrêt. Les travaux autres que ceux autour de la galerie 8 se poursuivent normalement. L'entreprise lie la reprise des travaux à la signature d'un avenant qui est en cours d'élaboration. Il y a accord sur les méthodes pour terminer les travaux. Des différends d'ordre financier continuent néanmoins à subsister.

La question de la responsabilité des déformations importantes sera tranchée sur base de deux expertises des bureaux spécialisés. Un expert sera, le cas échéant, chargé du dossier.

Il est difficile d'estimer les répercussions financières pour l'État au cas où l'entreprise exécutante n'assume pas sa responsabilité. Comme on a affaire à une association momentanée, les partenaires restants devront prendre en charge les conséquences.

Il est évident que cet événement, ensemble avec d'autres retards, va retarder la mise en circulation du tronçon Mersch-Lorentzweiler. Actuellement on estime la mise en service de ce tronçon pour la fin de 2005 sous condition que les travaux reprennent instamment.

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung
live an **integral**
mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un